



Organisation
internationale
du Travail

► Bureau d'évaluation



i-eval Discovery



Projet de renforcement des opportunités agricoles par la Formation et l'investissement technologique (PROFIT) - l'Évaluation de mi-parcours indépendante

ILO TC/SYMBOL: HTI/20/01/NOR

Type d'évaluation: Project

Horaire d'évaluation: Mi-parcours

Mode d'évaluation: Indépendant

Pay(s): HAITI W.I.

Résultat(s) du P&B: Produit 4.2. : Renforcement de la capacité des entreprises et de leurs systèmes de soutien à améliorer la productivité et la durabilité

ODD(s): ODD 8, ODDs 9 et ODD 12

Date à laquelle l'évaluation a été complétée par l'évaluateur: 01 March 2023

Date à laquelle l'évaluation a été approuvée par EVAL: Cliquez ici pour entrer la date

Bureau Administratif: DWT/CO – San Jose

Bureau Technique: COMPÉTENCES

Durée du projet: [Date de début et de fin officiellement du projet (mois et année)]

Donateur et budget: Gouvernement de la Norvège ; 3,000,000 USD

Nom(s) du consultant: Yvon GUERRIER

Gestion de l'évaluation: Cybele Burga Solis

Supervision du Bureau de l'évaluation: Patricia Vidal Hurtado

Budget de l'évaluation: USD 28,770

Mots clés: *Grand-Anse/Sud d'Haïti (seul PMA de l'Hémisphère nord-américain), Opportunités Agricoles et démarche qualité (ODD 1 et 2); réémergence COVID-19/choléra (ODD 3); Emplois verts et durables (ODD 4 et 8); Inclusion, intégration sur les marchés préférentiels (ODD 10 et 16); Intégration et participation genre (ODD 5); Insécurité généralisée/Gangs armés (ODD 16); Lutte contre l'extrême pauvreté et l'exclusion (ODD 1); Logistiques et traçabilité agricoles (ODD 3); Mutualisation de services agricoles (ODD 17); Résilience écosystèmes terrestres et côtiers (ODD 11, 12, 13, 14 et 15); Consolidation des acquis et synergies interorganisationnelles (ODD 17)*

**Rapport de l'Évaluation de mi-parcours et indépendante du
PROFIT (Projet de renforcement des opportunités agricoles
par la Formation et l'investissement technologique)
(PROFIT : HTI/20/01/NOR)**

(Version originale en français, avec une traduction en anglais)

(Le masculin est utilisé pour alléger le texte, et ce, sans aucune intention discriminatoire.)

Table des matières

RÉSUMÉ EXÉCUTIF DE L'ÉVALUATION	VI
LISTE DES ABRÉVIATIONS	XIV
CHAPITRE I CADRAGE DE L'ÉVALUATION	- 1 -
1.1.- Antécédents et environnement porteur du PROFIT	- 1 -
1.2.- Contexte de projet & Théorie du changement	- 2 -
1.3.- Contexte, objectif et portée de l'évaluation de mi-parcours	6
1.4.- Méthodologie de l'évaluation de mi-parcours et indépendante	7
1.4.1.- Approche d'évaluation	7
1.4.2.- Critères et questions d'évaluation	7
1.4.3.- Prise en compte des thèmes transversaux et assurance qualité	7
1.4.4.- Méthode d'évaluation et outils de collecte des données	10
1.4.5.- Obstacles, défis et limites rencontrés, et stratégies d'atténuation adoptées	15
1.4.6.- Considérations d'éthique et normes de sauvegardes (Covid-19 et réémergence choléra)	16
CHAPITRE 2 RÉSULTATS DU PROCESSUS ÉVALUATIF	17
2.1.- QE1 • Pertinence et alignements stratégiques	17
2.1.1.- QE1 • Le projet répond-il aux besoins des objectifs du gouvernement d'Haïti, des plans de développement nationaux et des bénéficiaires, dans le contexte de la reprise pandémique, politique/institutionnelle/de sécurité, des catastrophes climatiques et de la crise économique ? Dans quelle mesure des actions complémentaires ont-elles été nécessaires pour repositionner le projet ?	17
2.1.2.- QE1 • Quel est le niveau d'alignement du projet avec l'UNSCF ; les ODD et autres cadres de coopération au développement ? Dans quelle mesure le projet continue-t-il d'être adapté pour atteindre les objectifs du CPO (HTI129) et pour contribuer au programme et budget de l'OIT pour 2022-23 ?	27
2.1.3.- QE1 • Le projet est-il pertinent pour les besoins différenciés selon le sexe des femmes liées au secteur agricole ?	29
2.1.4.- QE1 • Dans quelle mesure les parties prenantes, les partenaires sociaux et les mandants ont-ils été impliqués dans la conception des initiatives du projet ?	31
2.2.- QE2 • Cohérence et validité de la conception	32
2.2.1.- QE2 • Dans quelle mesure la conception du projet est-elle appropriée, logique, cohérente, basée sur une analyse systémique ? réaliste dans ses délais pour atteindre les produits, les résultats et l'impact attendus ? Répond-il aux besoins spécifiques (et aux besoins changeants) des hommes et des femmes ? Soutient-il les groupes vulnérables à travers ses stratégies/produits/activités ?	32
2.2.2.- QE2 • Dans quelle mesure le projet intègre-t-il les moteurs politiques transversaux de l'OIT dans sa conception et est-il cohérent avec les normes internationales pertinentes auxquelles l'OIT adhère et les promeut-il ? Dans quelle mesure aborde-t-il les questions/problèmes de genre et répond-il en s'orientant vers	

les transformations de genre ? Le projet dispose-t-il d'une budgétisation sensible au genre comme outil d'allocation des ressources pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ?	34
2.2.3.- QE2 • Dans quelle mesure le projet a-t-il répondu aux besoins émergents dans le contexte de rétablissement de la pandémie de COVID-19, de la crise politique/institutionnelle/économique ainsi qu'aux recommandations de l'étude BL ? Des recommandations ont-elles été introduites dans la FL ? Les parties prenantes/constituants ont-ils participé à ce processus ?	36
2.2.4.- QE2 • Dans quelle mesure l'OIT a-t-elle clairement défini les améliorations attendues pour mesurer l'impact des résultats du développement des capacités-RC (capacités techniques et opérationnelles dans la production, la transformation et la commercialisation du cacao et de l'arbre à pain) ? Le RC a-t-il été planifié avec des indicateurs sexospécifiques, des données ventilées par sexe et une analyse de genre ?	40
2.2.5.- QE2 • Le système de S&E a-t-il été adéquat pour mesurer les changements prévus par le projet ?	40
2.3.- QE3 • Efficacité des processus, des produits, des résultats intermédiaires	41
2.3.1.- QE3 • Quel niveau d'atteinte des résultats a été atteint au moment de l'évaluation à mi-parcours ? Des résultats positifs ou négatifs inattendus ont-ils été générés jusqu'à présent ? Quels sont les raisons/facteurs à l'origine de ces progrès ou de l'absence de progrès ? Dans quelle mesure la participation des parties prenantes, des partenaires sociaux et des mandants à la mise en œuvre des activités a favorisé des efforts intégrés et contribué à l'obtention de résultats ?	41
2.3.2.- QE3 • Dans quelle mesure l'équipe du projet a-t-elle géré les risques et hypothèses contextuels et institutionnels, y compris les changements politiques/climatiques, les conditions d'insécurité et l'impact du COVID-19 (facteurs externes au projet) ? Est-ce que le BL, les mesures et les recommandations contribuent à une gestion adaptative ?	- 54 -
2.3.2.- QE3 • Concernant la composante RC & productivité : Dans quelle mesure les capacités ont-elles été créées, renforcées et installées pour assurer un certain degré d'autonomie des bénéficiaires et des institutions partenaires dans la formulation et la mise en œuvre des stratégies et politiques endogènes de développement à moyen et long terme ?	- 55 -
2.3.3.- QE3 • Dans quelle mesure les bénéficiaires finaux et directs ont-ils affiché des capacités améliorées (connaissances, compétences et pratiques accrues) ?	- 55 -
2.3.4.- QE3 • Niveaux de satisfécits exprimés par les parties prenantes au cours de l'évaluation de mi-parcours	- 56 -
2.4.- Efficience et Efficacité de la gestion	- 59 -
2.4.1.- QE3 • Les ressources (ressources humaines, temps, expertise, fonds, etc.) sont-elles allouées et utilisées de manière stratégique pour fournir le soutien nécessaire et pour atteindre les résultats du projet ?	- 59 -
2.4.2.- QE3 • Dans quelle mesure le soutien (technique et politique) fourni jusqu'à présent par l'OIT (niveau régional, national et siège) au projet a-t-il été efficace ?	- 61 -
2.4.3.- QE3 • Dans quelle mesure l'intervention de l'OIT a-t-elle appliqué des approches innovantes pour une action efficace et opportune de l'OIT afin d'atténuer les effets immédiats de la pandémie sur le monde du travail et de soutenir de manière adéquate pendant la phase de récupération ?	- 62 -
2.4.4.- QE3 • Le mécanisme de suivi et de rapport a-t-il été efficace pour la prise de décisions de nature stratégique ?	- 63 -
2.4.5.- QE3 • Dans quelle mesure les ressources du projet ont-elles été mises à profit avec d'autres interventions connexes pour améliorer l'efficacité des projets et maximiser l'impact, le cas échéant ?	- 63 -
2.5.- QE4 • Orientation de l'impact	- 64 -
2.5.1.- QE4 • Y a-t-il des preuves de changements positifs dans la vie des bénéficiaires (agriculteurs de la Grand-Anse), dans les pratiques qui augmentent la productivité dans la chaîne d'approvisionnement des filières agricoles ciblées, dans le cas des femmes en particulier ?	- 64 -

2.5.2.- QE4 • Dans quelle mesure les interventions du projet ont-elles développé des leaderships féminins qui les ont autonomisées dans leurs organisations ?	- 69 -
2.5.3.- QE4 • Dans quelle mesure le projet a-t-il eu un impact sur la promotion d'une plus grande collaboration entre les parties impliquées au niveau local et départemental ?	- 70 -
2.6.- QE5 • Durabilité dans le projet	- 70 -
2.6.1.- QE6 • Les étapes vers la durabilité sont-elles franchies ? Sont-ils alignés sur la stratégie de durabilité du projet ? Le projet a-t-il identifié des indicateurs de durabilité utiles pour les résultats à moyen terme (tels que la motivation, les ressources, les capacités ou les liens durables) ?	- 70 -
2.6.2.- QE5 • Les étapes vers la durabilité sont-elles franchies ? Les résultats à long terme (tels que la productivité, la prestation de services soutenus, l'accès ou la demande); ou par des impacts (tels que des comportements soutenus - appropriation nationale, pratiques ou utilisation des services) ? Si oui, lesquels ?	- 72 -
2.6.3.- QE6 • Les partenaires nationaux/locaux sont-ils disposés et engagés à poursuivre le projet ?	- 72 -
2.7.- Gestion des connaissances dans le PROFIT	- 74 -
2.7.1.- Les bonnes pratiques (BP-i)	- 74 -
2.7.2.- Les leçons apprises (L-i)	- 74 -
2.8.- Principales conclusions de l'évaluation de mi-parcours du PROFIT	- 75 -
2.9.- Recommandations de l'évaluation de mi-parcours	- 78 -
3.4.- Arrangements de gestion liés aux conclusions de l'évaluation de mi-parcours du PROFIT	- 80 -
 ELÉMENTS DE BIBLIOGRAPHIE	 A
 LES ANNEXES	 D
Annexe I Méthodologie de réalisation des cartes thématiques de l'évaluation du PROFIT	E
Annexe II Matrice du bilan de l'évaluation de mi-parcours du PROFIT & Système de notation des critères de performances	F
Annexe III Cadre logique du document de base du PROFIT (Sans les changements portés en cours de route)	R
Annexe IV Personnes ressources clés (acteurs institutionnels) consultées dans l'évaluation de mi-parcours du PROFIT	U
Annexe V Cartographie des risques et menaces naturelles dans le contexte du PROFIT	W
Annexe VI Etablissement de liens conceptuels et fonctionnels entre FOPRODER et PROFIT	Y
Annexe VII Liste partielle de bénéficiaires de PROFIT	BB
Annexe VIII Fiches techniques détaillées sur les bonnes pratiques et les leçons apprises	HHHHHH
Annexe IX Personne responsable & Coordonnées géographiques des points d'achats groupés dans le PROFIT	QQQQQQ

Annexe X | Principaux outils mobilisés pour la collecte de données dans l'évaluation de mi-parcours du PROFIT **RRRRRR**

Annexe XI | Termes de référence étude de ligne du PROFIT **EEEEEE**

Annexe XII | Termes de référence pour mise en place centre de transformation du fruit à pain **GGGGGG**

Résumé exécutif de l'évaluation

Le PROFIT (HTI/20/01/NOR), financé par le Ministère des Affaires étrangères de la Norvège pour un montant de USD 3 000, 000 USD, est implémenté à la suite d'un ensemble de recommandations issues d'évaluations d'autres initiatives de développement durable réalisées en Haïti – conformément à son mandat ; en concertation avec les autorités publiques et les organisations de la société civile les plus représentatives concernées par les domaines et/ou secteurs d'intervention dudit projet et donc, en cohérence avec : « Le programme pays pour la promotion du travail décent » de l'OIT sur la période en Haïti. Ce projet est en principe aligné au **“Produit 4.2. : Renforcement de la capacité des entreprises et de leurs systèmes de soutien à améliorer la productivité et la durabilité”** dudit programme et, focalisé sur l'ODD 8, tout en établissant des liens conceptuels, structurels et programmatiques très forts et indissociables avec les ODDs 9 et 12. Ce projet est également imbriqué dans les autres cadres d'orientation stratégiques développés par le Système des Nations-Unies et des politiques publiques sectorielles nationales d'Haïti. Sa mise en œuvre est assurée par le Bureau des projets nationaux de l'Organisation internationale du travail (OIT) d'Haïti en appui aux ministères et organes sectoriels, en concertation avec les parties impliquées de la société civile organisée à différentes échelles sociogéographiques du pays. Il a démarré en décembre 2020 et sa date de clôture est prévue théoriquement au 30 novembre 2023.

L'objectif global du projet est de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des petits agriculteurs dans les filières agricoles porteuses des départements du Sud et de la Grand'Anse. Les principaux résultats attendus sont :

- (i) La capacité des exploitants agricoles à développer des produits (raffinés) en plus grande quantité et de meilleure qualité, correspondant à la demande croissante du marché, est améliorée (formations techniques et managériales adaptées, producteurs mieux structurés), avec une attention particulière aux spécificités et besoins de genre ;
- (ii) La capacité technologique de l'agriculture et de la recherche appliquée le long des chaînes de valeur pour les produits sélectionnés est améliorée (traçabilité, fermentation, équipement post-récolte) ;
- (iii) Les revenus et la capacité financière des exploitants agricoles bénéficiaires sont améliorés, des emplois verts et décents sont créés en appui aux deux chaînes de valeur agricoles et agro-alimentaires ciblés ;
- (iv) Un appui à la mise en place d'un système de crédit/épargne.

La mise en place du projet est facilitée par deux structures hiérarchisées ayant des fonctions différentes et complémentaires, à savoir :

- i. Un comité de pilotage configuré selon le principe du dialogue tripartite, composé de représentants du Ministère des Affaires Sociales et du Travail (MAST), du Ministère du Commerce et de l'Industrie (MCI), du représentants des syndicats de travailleurs, du représentant des employeurs (Association des Industriels d'Haïti : ADIH), de membres des directions techniques déconcentrés des Ministères transsectoriels au niveau du département de la Grande-Anse et de l'OIT ;
- ii. L'OIT a été responsable du processus de mise en œuvre. En fonction de la nature, de l'étendue, des exigences et des conditions du marché, l'exécution de certains travaux a été confiée à des Opérateurs Prestataires de Services (OPS) locaux ou nationaux. La liaison avec l'équipe du travail décent de l'OIT (DWT) et le bureau de pays pour l'Amérique centrale a été facilitée par un bureau administratif basé à Port-au-Prince. Ce dernier a servi de lien de communication entre l'équipe de terrain, coordonnée par un coordonnateur technique principal (CTP).

Contexte de l'évaluation :

L'évaluation de mi-parcours et indépendante a combiné deux (2) approches. L'une axée sur la logique de l'intervention, l'autre plutôt globale, centrée sur les interactions. L'évaluation a suivi les normes et standards d'évaluation du Groupe des Nations Unies pour l'Evaluation (UNEG). Ainsi, elle a appliqué les critères et les approches de l'aide internationale au développement tel que définis dans les Normes de qualité de l'OCDE pour l'évaluation du développement. L'évaluation a combiné des méthodes

d'études quantitatives et des approches qualitatives pour mieux apprécier les dimensions subjectives et aboutir à une analyse plus objective des réalisations du projet.

Afin de prendre en compte l'aspect «*Participation et intégration des sexes*» dans le cadre de l'évaluation, l'accent a été mis principalement sur les nouvelles directives de l'OIT formulées dans la «*Note d'orientation 3.1: Intégrer l'égalité des sexes dans le suivi et l'évaluation*». En complément à ces directives, au besoin, certains outils de l'ADS (Analyse Différencié Selon les Sexes)¹ ont été utilisés. Pour une meilleure adaptation, un regard a été porté sur les politiques publiques développées par Haïti dans ce domaine (cf. : Politique d'égalité femmes hommes 2014-2034 en Haïti). L'analyse du niveau de prise en compte des normes de sauvegardes environnementales a été étudiée à travers un usage combiné des politiques publiques sectoriels haïtiennes (cf. Organes spécialisés du Ministère de l'Environnement : Bureau National des Evaluations Environnementales (BNEE), Direction des Changements Climatiques (DCC), Unité Juridique et de Formulation des Normes Environnementales (UJFNE) ; en alignement avec certaines directives préconisées par des agences et institutions spécialisées du Système des Nations Unies (PNUE, PNUD et UNESCO en particulier).

Outre l'examen de la documentation du projet, l'évaluation a conçu et mobilisé des guides d'entretien semi-structurés, des fiches d'observation et des questionnaires individuels. Afin de garantir un niveau de représentativité acceptable, une méthode d'échantillonnage aléatoire systématique a été appliquée. Cela a permis la collecte et / ou la co-construction des données qualitatives et quantitatives nécessaires. Pour assurer un bon niveau de représentativité, l'évaluation avait fixé un taux d'échantillonnage supérieur ou égal à 30%, par rapport à chacun des principaux résultats attendus. L'analyse déductive et inductive faite autour des paramètres discriminants a permis de formuler les éléments de conclusions, suggestions et recommandations conséquentes.

Le processus consultatif à proprement parler de l'évaluation a été réalisé au cours de la période du 15 janvier au 15 février 2023 dans un contexte extrêmement difficile, et caractérisé notamment par : 1) les incidences de la période des fêtes de fin et de début d'année, 2) les implications de la pandémie de la résurgence du choléra et de la COVID-19, 3) le climat d'insécurité généralisée délétère et très préoccupant, 4) les conflits et luttes armées entre des gangs et/ou des quartiers rivaux sur la route du projet ; entraînant ainsi un problème d'accès aux zones d'influence du projet, 5) l'instabilité sociopolitique (cf. : Assassinat du Président au pouvoir le 7 juillet 2021, Jovenel Moïse) et de la forte volatilité de la monnaie nationale (gourde) par rapport au dollars américains et la couronne norvégienne, 6) l'aggravation des cas d'enlèvement dans certaines zones d'influence du projet (ZIP), 7) les difficultés logistiques et des crises de carburant à répétition dans les stations de services. Les données collectées ont été validées à différents niveaux géographiques, organisationnels et institutionnels, au travers d'un processus itératif, focalisé sur une approche de participation représentative et inclusive. L'aboutissement du processus a permis de tirer les constatations suivantes :

- i. Le projet a démarré officiellement en décembre 2020.
- ii. Ce projet est en train d'exécuter dans un contexte alarmant d'insécurité publique. En complément aux bouleversements et/ou aux chocs de natures et d'envergures divers (naturels, socio-économiques, épidémiologiques et sociopolitiques) que le pays a connu de 2010 à 2020, il faut mentionner l'assassinat du président de la république en juillet 2021 suivi d'un puissant séisme qui a frappé toute la presqu'île du sud d'Haïti. Ces séries d'instabilités ont entraîné certains changements importants dans le plan d'exécution de départ, et du coup, occasionnent l'accumulation de retards. En dépit de tout, le projet a pu tenir, grâce au modèle de gestion agile développé développée par le staff de l'OIT en Haïti, en concertation avec les partenaires, à différentes échelles institutionnelles et sociogéographiques. Avec chaque administration et/ou gouvernement et/ou ministre arrive d'autres priorités.
- iii. Durant pratiquement toute l'année 2022 et notamment à partir de septembre 2022, Haïti est secouée par des mouvements de contestation socio-politique souvent violents qui paralysent le pays, y compris les activités des opérateurs humanitaires et de développement. Des barricades ont été érigées un peu partout dans les grandes villes du pays et, les déplacements sont difficiles, limitant ainsi l'accès aux denrées alimentaires et à l'eau. La crise d'approvisionnement en carburant s'est accentuée et perturbe sévèrement la fourniture d'électricité et les

¹ http://www.scf.gouv.qc.ca/fileadmin/Documents/ADS/ADS_Guide-2007.pdf (Consulté le 15 Décembre 2021)

- télécommunications. Cette situation a forcé l'arrêt de nombreuses activités humanitaires et de développement. Les préoccupations multiples des communautés ne font que s'aggraver, et les conditions de vie des plus vulnérables se détériorent.
- iv. Le coordonnateur national, infecté par la Covid-19 a été remplacé 8 mois après. Son assistante administrative et financière a laissé environ un mois avant la réalisation de cette évaluation.
 - v. Les équipes de Genève et de San José, en particulier, jouent jusqu'à présent un rôle de premier plan dans la promotion des actions plaidoyers en faveur de la mobilisation de ressources. Elles ont aussi aidé dans les aspects d'assurance qualité et, dans le développement de stratégies de reprises et d'adaptation depuis l'émergence de la pandémie de la COVID-19. Le tandem et le modèle de travail en synergie développés à différents niveaux de l'OIT permet, en dépit de tout, au projet de porter des éléments de réponse relativement adaptable par rapport à des difficultés de plus en plus complexes exprimées.
 - vi. Au démarrage du projet (Février 2021), le revenu moyen mensuel des ménages bénéficiaires s'élève à 7,666 HTG (> 52 USD), soit moins de 2 Dollars américains² (USD) par jour. Moins de la moitié des ménages ont un revenu moyen mensuel de moins 10,000 HTG. Dans cette catégorie, on retrouve 52% de femmes. Seulement 2% d'entre les enquêtés avaient un revenu mensuel qui excède 25,000 HTG, soit environ 168 USD. Les femmes représentent moins de 33% de cette tranche de revenu. En sus, près de 30% des ménages n'ont aucune source de revenu mensuel fixe.
 - vii. Selon les données officielles du MARNDR, 22 % des travailleurs agricoles de la péninsule du Sud sont des femmes et les MPME (Micro, Petites et Moyennes Entreprises) qui reposent en grande partie sur leur participation, particulièrement à travers le commerce interdépartementale. Le secteur de la pêche emploie directement 12 000 commerçants et indirectement 7 000 «Madan-Sara»³, acheteuses – vendeuses sur les plages et parfois même des agro-transformatrices. La participation des femmes est estimée à 44 % de la main-d'œuvre familiale et 40 % des aides familiales, souvent mobilisées dans les grandes campagnes agricoles de printemps et d'hiver (semis, récolte...). Du côté de l'élevage, la prise en charge des bétails est assurée à 22% par des femmes. Sur les 2,4 millions de personnes affectées par le séisme d'octobre 2021, 1,029,000 sont des femmes, parmi lesquelles 686,000 avaient besoin d'une assistance immédiate. Au niveau des ménages, d'importants dégâts ont été observés. On estime à environ 304,347 ménages affectés, parmi lesquels 121,739 ménages dirigés par des femmes, cheffes de famille monoparentale et 86,150 d'entre elles, ont leurs maisons sérieusement endommagées ou détruites (41,560 détruites et 44,590 endommagées). Les pertes en agriculture et en commerce sont estimés respectivement à 3, 268,000.00 gourdes(soit 27% des pertes totales) et 7, 170,000.00 gourdes (soit 47% des pertes totales).

Principaux résultats de l'évaluation :

En appui à ces modèles d'engagement, un grand effort devrait être déjà enclenché, par l'OIT, en concertation avec les parties prenantes, pour profiter du minimum de temps qui reste dans ce projet en vue, non seulement, de réaliser les activités manquantes ; tout en portant une attention soutenue sur les ajustements recommandés par la présente évaluation, mais aussi et surtout, pour concerter avec les décideurs dans la perspective de construire, à travers une approche beaucoup plus élargie, des idées qui pourront alimenter une mobilisation de ressources additionnelles - dans une logique de consolidation, de réplique et d'extension des acquis. L'implication accrue et responsabilisée des producteurs peut faciliter l'élargissement de ces filières tout en renforçant l'ancrage territorial et faciliter du coup, une réduction graduelle des externalités négatives des mauvaises pratiques de production sur les écosystèmes. Pour y parvenir, ceci demande un accompagnement plus soutenu en tenant compte des

² https://fr.coinmill.com/HTG_USD.html#HTG=7666

³ Les femmes connues sous le nom de «Madan-Sara» en Haïti travaillent sans relâche pour acheter, distribuer et vendre de la nourriture et d'autres produits essentiels sur les marchés du pays. Malgré tous les obstacles rencontrés par les femmes travaillant dans un secteur qui manque d'investissement, d'infrastructures et d'aide de l'État, le Madan Sara continue d'être l'un des éléments les plus critiques de l'économie haïtienne et de qui nous sommes en tant que pays. Le film «Madan-Sara» raconte les histoires de ces femmes infatigables qui travaillent à la marge pour faire fonctionner l'économie haïtienne. Malgré les difficultés intenses et la stigmatisation sociale, le travail acharné du «Madan-Sara» met ses enfants à l'école, héberge leurs familles et contribue à assurer une vie meilleure aux générations à venir. (<https://lab.org.uk/haiti-madan-sara-women/> ; Consulté le 2 juin 2020)

points de faiblesse identifiée dans le mésosystème productif des zones d'influence du PROFIT. En raison de tout ce qui précède, l'évaluation conclut que :

- ▶ **La théorie du changement du projet reste très pertinente.** En revanche, par rapport à l'ampleur du problème, l'évaluation a conclu que pour un projet de cette envergure, implémentée sur un fond de crise multidimensionnelle, complexe, compliquée, et avec des ressources financières relativement limitées (5 communes), il va falloir mobiliser plus de ressources pour aller dans le sens de ce changement de paradigme agroéconomique porteur et très prometteur sur le plan global.
- ▶ **Le cadre conceptuel et opérationnel du projet est cohérent par rapport au contexte.** Il est en adéquation avec les principaux référentiels afférents au « cadre légal, juridique et institutionnel départemental, national et supranational ».
- ▶ **Le processus de mise en œuvre du PROFIT atteint un niveau d'efficacité satisfaisant. Parce que, les déficits de réalisation identifiés ne sont pas inhérents à l'approche de la gestion préconisée, mais plutôt et surtout liés à au moins 90% soit à l'insuffisance de fonds, et/ou, au contexte d'exécution complexe, compliqué, difficile et très risqué.**

L'évaluation estime avoir assez d'évidences pour dire que : « Le niveau d'efficacité du PROJET est satisfaisant, et accuse un niveau d'acceptabilité sociale relativement bon ». Cette conclusion tient compte notamment : i) de la théorie du changement préconisée ; ii) les difficultés liées au contexte général du pays, lesquelles avaient occasionné des retards dans la mise en œuvre et ; iii) des premiers éléments de réponse apportée par le processus de mise en œuvre - par rapport à la vision holistique et programmatique dudit projet.

Réalisations phares et premières retombées :

L'équipe de projet, en concertation avec les partenaires organisationnels d'exécution et les institutions stratégiques, en dépit des difficultés énormes, ont pu réaliser un ensemble d'activités programmées (ou non) dans la matrice de résultats du PROFIT. Les principales activités identifiées et/ou observées en concertation avec les parties prenantes de l'évaluation ont été :

- (1) Un centre pilote de transformation du fruit à pain en farine mis en place à Dame-Marie
- (2) Un centre de fermentation du cacao construit à Anse d'Hainault,
- (3) Une étude sur la transformation de fruit de l'arbre véritable en farine en vue du développement du marché local réalisée de concert avec l'UNIQ,
- (4) La plateforme de traçabilité digitale mise en place,
- (5) Des réseaux de mutuels de solidarité comprenant un total de 535 hommes et 622 femmes constitués pour permettre l'accès au crédit aux producteurs,
- (6) Un rapport pré-diagnostic des opportunités de marché du fruit à pain et ses produits dérivés et un document d'étude sur le maximum substitution de la farine de blé par la farine du fruit à pain dans la fabrication du pain traditionnel et l'analyse nutritionnelle de la farine du fruit à pain et la combinaison farine de blé – farine du fruit à pain produits,
- (7) L'enclenchement d'une dynamique d'encadrement, de structuration et de formation continue des fournisseurs de service agricoles (FOSAG) à travers les filières de cacao et de fruit à pain,
- (8) La mise en place d'un réseau de mutuelles de solidarité (MUSOs) dans les zones d'intervention (58 mutuelles de base créées et fonctionnelles rassemblant 1312 membres, dont 718 femmes (environ 55%)) pour permettre un accès relativement facile au financement des activités agroéconomiques.

Une étude sur l'application de la farine d'arbre à pain dans la panification a été menée. L'ajout de 10% de farine d'arbre à pain dans le pain a donné les meilleurs résultats en termes de caractéristiques organoleptiques. En raison de la structure dense et friable du pain, une teneur plus élevée en farine d'arbre à pain pourrait avoir une meilleure application dans les produits de boulangerie où la force du gluten est moins nécessaire pour obtenir les résultats souhaités. Ces produits comprennent les biscuits, les craquelins, les gâteaux. S'il existe un intérêt pour la farine locale dans la panification, certaines conditions doivent être réunies avant que les boulangers acceptent d'adopter la tendance. La farine doit être performante dans leur processus de panification, elle doit être disponible et le prix doit être

compétitif. Les boulangers devront être connectés à des distributeurs ou à des fabricants de farine d'arbre à pain afin de garantir la disponibilité de la farine.

Les séances de renforcement de capacités et/ou de transfert d'expertise, facilitées par le projet – pour améliorer l'autonomisation économique des femmes à travers les chaînes de valeur agricoles ciblées, se révèlent, selon les parties prenantes, comme les premières étapes indispensables à franchir. Toutefois, il faut, au moins, attendre la fin du projet pour mieux apprécier les niveaux de performances attendues ; et entre 3 à 5 ans après l'échéance administrative pour évaluer les impacts et/ou externalités majeurs. En dépit des contraintes majeures émergentes, liées fondamentalement aux entraves de certains paramètres déstabilisants de l'environnement externe, avec les adaptations effectuées en cours de route, la voie empruntée par le projet reste toujours en adéquation par rapport à la vision et à la théorie du changement du concept de projet « PROFIT ». Dans ces genres de projet, il est plus facile de sortir de 10 pour atteindre le niveau 100 que de sortir à 0 pour atteindre 5. Ainsi, d'une manière générale : i) Réduire le gaspillage du fruit à pain, créer une chaîne de valeur centrée sur le fruit à pain permettant de générer un revenu additionnel pour les communautés visées ; ii) Développer un ou plusieurs produits à valeur ajoutée du fruit à pain qui sont pratiques d'utilisation, nutritifs et de longue durée de conservation, requièrent, au départ, plus de concertations, de volonté, d'engagements sociaux, d'éducation, de sens de responsabilité, de ressources et surtout de temps.

Satisfécits témoignés par les parties prenantes:

- L'analyse des données enquêtes montre que le processus de sélection des bénéficiaires a été réalisé de manière équitable, sans exclusion de religion, d'idéologie politique et de sexe. En revanche, le nombre de personnes nécessiteuses excède largement les capacités de financement du projet. Certaines personnes non sélectionnées, mécontents ne cachent pas leurs frustrations.
- Selon 18% des partenaires d'exécution, il s'agit d'un projet très intéressant, alors que pour 82% c'est un bon projet. En ce qui concerne les organes publics déconcentrés impliqués, 51% estiment que c'est un bon projet et pour 42% c'est un assez bon projet. Le reste estime que les résultats sont mitigés ou ils n'ont rien à signaler. En ce qui a trait aux autorités locales (Mairies et CASECs), 35% estiment que c'est un projet très intéressant, pour 47% c'est un bon projet et, pour 13% c'est un assez bon projet. La perception est plutôt mitigée ou sans avis pour le reste.
- Les bénéficiaires se sont montrés globalement satisfaits. Cette satisfaction vient de l'approche genrée et sexospécifique du projet (53% très satisfaits, 35% satisfaits), de la mise en place des réseaux de mutuelles de solidarité (22% très satisfaits, 70% satisfaits et seulement 8% avec une satisfaction mitigée), du transfert d'expertise et le renforcement de capacité dans les chaînes de valeur agricole (20% très satisfaits, 73% satisfaits et seulement 7% satisfaction mitigée). Cependant, ils souhaitent tirer profit de la plateforme de traçabilité, et souhaitent que le projet renforce les centres de transformation en équipements supplémentaires et innovants ; pour un meilleur rendement. D'une manière générale, quoiqu'il ne soit pas encore matérialisé, les bénéficiaires individuels tiennent quand même à se montrer très intéressés par la composante « Assurance agricole » en perspective dans la poursuite du projet. Ils tiennent cette rubrique à cœur.
- Les causes du niveau élevé de satisfaction de certains acteurs du projet sont surtout les résultats obtenus au niveau des grands axes d'output et des activités sur le terrain comme la mise en place des mutuelles de solidarité dans toutes les zones d'intervention, la mise en place des centres de transformation du fruit à pain et de fermentation du cacao, le géoréférencement des parcelles (traçabilité), et la formation des exploitants agricoles et des fournisseurs de services locaux.
- D'une manière générale, les gens qui habitent dans un rayon qui se situe dans l'aire de concentration des activités du projet se sont montrés très satisfaits. En revanche, plus on s'avance vers les zones relativement éloignées des interventions physiques, ce niveau de satisfaction a tendance à diminuer. Ils espèrent que d'autres initiatives de plus grandes

envergures seront démarrées au plus vite pour soulager des ménages qui vivent dans l'extrême pauvreté, à travers toutes les communes de la Grande-Anse.

Stratégies genre et COVID-19 :

- ▶ Le projet PROFIT par sa nature toutes ses précautions pour ne pas léser des catégories vulnérables. Le budget est sensible au genre. Des ajustements sont portés à chaque fois que c'est envisageable et, dans la mesure du possible. Sur un angle programmatique et dans les plans d'action, les critères discriminants de représentation et de participation des catégories de jeunes filles et de femmes les plus vulnérables (les plus nécessiteuses) sont établis, en tenant compte des réalités de chacune des composantes du projet. Néanmoins, il faut souligner que le projet n'avait pas défini des activités concernant spécifiquement certaines catégories vulnérables tels que les personnes en situation de handicap, les VBG, etc.
- ▶ Dans la perspective de promouvoir la prise en compte du genre dans l'agriculture, le projet a cherché à maintenir le contact avec les leaders communautaires, les agences des Nations Unies et les ONG qui évoluent dans les zones d'influence du projet. L'idée est de favoriser l'émergence d'un environnement favorable aux femmes à travers les chaînes de valeur agroécologiques. Dans le courant de l'année 2022, le projet a rejoint le REGAH (Réseau pour l'Égalité de genre dans l'action humanitaire) ; laquelle structure constitue le groupe de travail de pays (UN Country Team (UNCT)). Ce réseau fait également de la plaidoirie sur les questions de l'intégration du genre dans l'humanitaire ; de la conception universelle (prise en compte des droits des personnes à mobilité réduite) et de la VBG (Violence Basée sur le Genre) dans la promotion et la mise en œuvre des initiatives de développement durable.
- ▶ L'apparition du COVID-19 a entraîné des retards dans le projet. La situation a été plus compliquée, en cause de la fermeture des ports et des aéroports à travers le monde. Une stratégie a été développée et appliquée. Certaines missions, prévues dans le projet, ont été tout simplement annulées. Certains matériels de démonstration et/ou de destinés aux centres de d'agro-transformation artisanale, commandés à l'extérieur, ont été bloqués (douanes, fournisseurs, etc.). En dépit de certaines contraintes liées aux limites budgétaires, certains changements enclenchés ont permis de faire des adaptations progressives.
- ▶ Des liens très forts sont développés et structurés entre les mutuelles de solidarités les plus représentatives, d'où les femmes les plus nécessiteuses sont regroupées et répertoriées. À travers ce médium, ces dernières peuvent s'exprimer de manière confortable et, sans tabous. Le projet apporte, dans la mesure du possible, un support structurant.
- ▶ Le projet a supporté des coûts imputables aux incidences de la pandémie du COVID-19 et au contexte d'insécurité, estimés approximativement à 2,4% du montant global des dépenses. Quoique non prévus, les défis humains et les enjeux liés à l'éthique de développement obligent les gestionnaires à s'engager dans cette voie.

Bonnes pratiques :

- ◆ **Bonne Pratique 1 (BP-1) – Etablissement de, dès la phase de démarrage, de la situation de référence des projets (ligne de base) :** *La ligne de base facilite les exercices de suivi et d'évaluations concomitantes internes et indépendante ; sinon, ce rapport d'évaluation de mi-parcours aura été réalisé sur une base non suffisamment SMART, avec en plus des considérations et/ou des conclusions très subjectives.*
- ◆ **Bonne Pratique 2 (BP-2) – Mise en place et structuration des mutuelles de solidarité (MUSOs) et des structures faïtières apparentées dans les zones d'intervention du projet, dans un contexte d'accès au crédit et au financement agricole pratiquement inexistant :** *La collaboration avec KNFP pour la mise en place de 58 mutuelles de solidarité commence à rendre les exploitants impliqués moins inquiets et peu dépendants des crédits non appropriés et difficilement mobilisables. Elle ouvre une voie à la pérennisation des actions et des résultats visés pour une amélioration durable des revenus.*
- ◆ **Bonne Pratique 3 (BP-3) - Support technique en vue du renforcement et la valorisation des filières économiques du cacao et du fruit à pain :** *La mise en place des infrastructures de conservation post-récolte et de transformation - pour structurer et renforcer les filières*

économiques porteuses de cacao et de fruit à pain est une contribution très appréciée par les intervenants qui évoluent à travers les différents segments des chaînes de valeur agricoles et, constitue un levier de croissance et de développement économique fondée essentiellement sur des engagements communautaires à différents niveaux.

Leçons apprises:

- 🌍 **Leçons apprises 1 (L-1) – Possibilité de développement de passerelles de synergies avec les acteurs de la protection civile :** *Le système de traçabilité mis en place dans le cadre du projet, avec l'appui du prestataire de service GEONOVA, peut être aussi utilisée par les comités de protection civile communales dans la gestion des situations d'urgence, en notamment l'occurrence de catastrophes naturelles.*
- 🌍 **Leçon apprise 2 (L-2) - La substitution de la farine de blé par la farine du fruit à pain dans la fabrication du pain a le potentiel de créer de la valeur ajoutée et stimuler la croissance économique locale :** *Les travaux de recherche réalisés par l'Université Quisqueya (UNIQ) a démontré qu'il est possible de substituer avec succès jusqu'à 30% la farine de blé par la farine du fruit à pain dans le processus de panification traditionnelle haïtienne. Cette nouvelle très pertinente apporte de l'espoir pour des exploitants qui en possèdent. Ces derniers perdent chaque année entre 75 à 80% de leur production naturelle en cette denrée.*
- 🌍 **Leçons apprises 3 (L-3) – Adaptation et renforcement des structures locales de facilitation et du Comité de Pilotage :** *Le dispositif central établi pour la gestion stratégique du projet (cf. : Comité institutionnel de pilotage) est structuré en tenant compte de la logique de "dialogue social tripartisme" ; cependant, au niveau terrain, bien que les rapports avec les institutions soient globalement cordiaux, l'évaluation dénote, au niveau départemental (entre les acteurs influents et parties prenantes des communes bénéficiaires), un certain manque de synergie.*

Principales recommandations :

- ☞ **R.1.- Améliorer la visibilité et la lisibilité du projet au niveau de la Grande-Anse et dans le pays :** **Pour combler le déficit de visibilité constaté par l'évaluation de mi-parcours, un plan de communication agressive et intelligente doit être appliqué par :** 1) la publication d'articles sur les résultats de la recherche (Le Nouvelliste⁴, Magic 9, Haïti Climat⁵, etc.) , 2) la signalisation du projet sur le terrain (actions de visibilité), 3) la présentation des avancées, des goulets d'étranglement et des perspectives ; non seulement à travers les espaces médiatiques les plus prisés de la Grande-Anse, mais également au niveau de l'espace métropolitain de Port-au-Prince ; pour mieux attirer l'attention de tout le monde sur ces investissements et, 4) la présence du PROFIT dans des tables thématiques sectorielles départementales.
- ☞ **R.2.- Demander à UNIQ de traduire en français (déjà inclus dans son contrat avec PROFIT) et créole (le projet doit payer) puis, vulgariser les nouvelles connaissances produites dans ces livrables :** *Les bénéficiaires apprécient beaucoup les nouvelles apportées sur les études réalisées sur le fruit à pain, mais UNIQ a rédigé ses rapports en anglais, dans une communauté d'où la majeure partie des bénéficiaires ne parlent que le créole.*
- ☞ **R.3.- Mobiliser des fonds pour mieux renforcer l'autonomie des mutuelles de solidarité (MUSOs) et des structures faitières apparentées :** *Etant donné les contraintes budgétaires du projet, un appui sur mesure mais limité sont en train d'être donné aux jeunes MUSOs ; il va falloir penser à la définition d'un agenda clair sur les rôles, les responsabilités, les passerelles de synergies à dégager et les engagements financiers complémentaires ; aux fins qu'elles puissent développer progressivement une autonomie fonctionnelle.*
- ☞ **R.4.- Promouvoir la mobilisation de ressources additionnelles pour consolider, répliquer et étendre les acquis positifs du PROFIT :** *100% des parties prenantes sont favorable à*

⁴ <https://lenouvelliste.com/>

⁵ <https://haiticlimat.org/site/>

l'institutionnalisation de l'approche des MUSO, en appui au développement des chaînes de valeurs agroécologiques, tout en intégrant une composante plus robuste d'assurance agricole fondée sur les risques hydro-climatiques. Cette approche est nouvelle et très appréciée dans le milieu par rapport aux anciennes écoles, très figées et non financièrement soutenables.

- ☞ **R.5.- Faire des adaptation dans le CoPIL pour mieux assoir la dynamique du tripartisme et du dialogue social dans le contexte des zones bénéficiaires du projet :** Selon les témoignages de certains acteurs institutionnels consultés au niveau du département de la Grand-Anse, le fait d'intégrer dans le CoPIL des représentants de syndicats de travailleurs basés à Port-au-Prince et, qui ne maîtrisent pas - dans la pratique – les vraiment préoccupations de terrain constitue parfois une entrave à la progression de certaines activités dans le projet.
- ☞ **R.6.- Promouvoir dans le projet d'une structure de facilitation intercommunale qui inclue, entre autres, les comités locaux de protection civile et une représentation des personnes à mobilité réduite :** *Pour améliorer l'appropriation et les niveaux de responsabilisation communautaire du projet, PROFIT doit capitaliser sur l'existant et développer, à travers ses zones d'influence d'intervention, une structure intercommunale de facilitation, avec l'intégration d'un membre qui représente les personnes à mobilité réduite.*
- ☞ **R.7.- Impliquer les BAC-MARNDR (Bureau Agricole Communal) dans la construction et la gestion de la base de données sur le système de traçabilité (Agrotracking) :** Pour une appropriation du travail très important réalisé par GEONOVA, le projet doit étudier une stratégie adéquate pour qu'au moins les BACs (5 bureaux agricoles des communes impliquées /MARNDR) puissent maîtriser et utiliser la base de données sur les exploitations agricoles.

Liste des abréviations

- ABDH: Analyse basée sur les Droits de l'Homme
- APA: Avant-Pendant-Après
- ASEC: Assemblée de Section Communale
- AUC: Université Américaine des Caraïbes
- BIT: Bureau International du Travail
- BRH : Banque de la République d'Haïti
- CARI : Consolidated Approach for Reporting indicators/Approche consolidée pour le compte-rendu des indicateurs de la sécurité alimentaire
- CASEC: Conseil d'Administration de la Section Communale
- CATEDEL (société): Cellule d'appui technique au Développement local (<https://catedel.ca/>)
- CNSA : Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire
- DDAGA/S : Direction Départementale Agricole de la Grande-Anse / Sud
- EIES: Études d'impact environnemental et social
- ENUSAN : Enquête Nationale d'Urgence de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
- GIS : Geographic Information System/Système d'information géographique
- GRD: Gestion des Risques et des Catastrophes
- ha: Hectare
- HTG: Unité monétaire haïtienne, la Gourde
- IHSI : Institut Haïtien de la Statistique et d'Informatique
- INFP : Institut National de la Formation Professionnelle
- IOV: Indicateurs Objectivement vérifiables
- MAG : Malnutrition aigüe globale
- MAM : Malnutrition aigüe modérée
- MARNDR : Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural
- MARP: Méthode de Recherche Participative Accélérée
- MAS : Malnutrition aigüe sévère
- MAST: Ministère des affaires sociales et du travail
- MDE: Ministère de L'Environnement
- MEF: Ministre de l'Économie et de la Finance
- MENFP: Ministre de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle
- MPCE: Ministère du Plan et de la Coopération Extérieure
- OCB: Organisation Communautaire de Base
- OIT: Organisation International du Travail
- ONG: Organisation Non-Gouvernementale
- ONU: Programme des Nations Unies pour l'Environnement
- PGES: Plan de gestion environnementale et sociale
- PNUD: Programme des Nations Unies pour le développement
- SCA : Score de consommation alimentaire
- SDA : Score de diversité alimentaire
- SEEUR : SERVICE D'ENTRETIEN DES EQUIPEMENTS URBAINS ET RURAUX
- SMART: Spécifique, Mesurable, Atteignable, Réaliste et Temporelle).
- SME: Système de Management Environnemental
- SNU: Système des Nations Unies
- SWOT: Forces, Faiblesses, Opportunités, Menaces
- TDR: Termes de Référence
- USD: Unité monétaire des États-Unis, le Dollar

Chapitre I | Cadrage de l'évaluation

1.1.- Antécédents et environnement porteur du PROFIT

Ces dernières années, outre le tremblement de terre dévastateur de 2010, le pays a été affecté par une sécheresse depuis 2015 dans les départements des Nippes, de l'Artibonite et du Nord-ouest. À ces catastrophes naturelles s'ajoute l'épidémie de choléra déclenchée en 2010. C'est dans ce contexte que le 4 octobre 2016, l'ouragan Matthew, de Catégorie 4 sur l'échelle de Saffir-Simpson, a violemment frappé le sud-ouest d'Haïti dans la nuit du 3 au 4 octobre 2016. Il a été le premier ouragan de cette Catégorie (4) à frapper Haïti depuis l'ouragan Cléo en 1964. Avec des vents soutenus maximums estimés à environ 235 km/h (146 mph) et de fortes pluies dans le sud-ouest, le sud-est et le nord-est du pays, il a provoqué la plus grande crise humanitaire depuis le tremblement de terre de 2010 alors que la population était déjà affectée par des flambées de choléra, l'insécurité alimentaire et la malnutrition⁶. ***Dans un contexte marqué par une extrême urgence, il était impératif d'estimer rapidement les dommages afin d'affecter les ressources financières appropriées aux efforts de redressement.*** Matthew a laissé un bilan de 1,4 million de personnes ayant besoin d'une aide humanitaire, dont 806 000 personnes avaient besoin d'une aide alimentaire urgente "selon l'EFSA d'octobre 2016", des milliers de maisons, d'écoles et d'installations de santé endommagées et des milliers de familles déplacées⁷. Ainsi, durant ces 12 dernières années, le pays en général, et en particulier les communes des départements de la Grand-Anse et du Sud ont connu des situations humanitaires, socio-économiques, environnementales et sociopolitiques critiques et préoccupantes. Entre autres, il convient de mentionner :

1. Les problèmes historiques et structurels en termes de gouvernance, le manque d'appropriation, d'adaptation, de transparence et les déficits de capacités fonctionnelles (et opérationnelles) qui continuent à impacter la mise en œuvre des initiatives de progrès durable;
2. La crise électorale complexe et compliquée de la période 2016-2017 pour le renouvellement de l'ensemble du personnel politique, qui a persisté et a rendu encore plus difficile la cohérence dans la mise en œuvre des initiatives de gestion postcatastrophe et la phase de relèvement : Cette situation perdure encore, en dépit des investissements substantiels des partenaires de coopération bilatéraux et multilatéraux, en appui aux initiatives des groupes relativement organisés de la société civile;
3. L'initiation de mouvements sporadiques et récurrents issus de périodes de troubles et de soulèvements antigouvernementaux baptisés sous le label de (Pays Lock)⁸ (cf.: Période de février à septembre 2019) ; avec une réémergence sous d'autres formes à plusieurs reprises ;
4. Les répercussions des aléas agroclimatiques sur le secteur agricole; la faiblesse de la croissance et du développement du secteur de l'emploi et le manque de cohérence dans l'élaboration des politiques publiques sectorielles; qui ne font que dégrader le cadre de vie socio-économique de toutes les catégories socio-économiques, où les jeunes et les adultes de 16 à 45 ans n'ont pas d'autre alternative que de mobiliser des moyens pour émigrer vers les pays d'Amérique latine (Brésil, Chili, Argentine, etc. .), la République dominicaine et l'Amérique du Nord, selon les marges de manœuvre disponibles; et bien évidemment :
5. L'émergence de la pandémie de la COVID-19 qui continue d'avoir des effets et impacts négatifs et majeurs sur le cadre de vie des communautés rurales défavorisées, très faiblement résilientes, comme celles des communes de la Grand-Anse et du Sud ;
6. Les attentes des groupes de l'opposition politique ne sont pas comblées. Contrairement à leur volonté, le président de la République reste au pouvoir après la date fatidique du 7 février 2021 qui a été fixée.

⁶ Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (<https://www.humanitarianresponse.info/fr/operations/haïti/document/haïti-ouragan-matthew-bilan-de-sept-mois-de-r%C3%A9ponse-%C3%A0-1%E2%80%99ouragan-matthew> ; Consulté le 12 Août 2021)

⁷ (OCHA /Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires, 2016 / <https://www.unocha.org/>)

⁸ Il s'agit d'un mouvement revendicatif anti-systémique, émané de l'écosystème sociopolitique haïtien. Il est une nouvelle stratégie de lutte développée par l'opposition politique et/ou une grande partie de la société civile organisée en Haïti, par rapport à des divergences exprimées contre l'administration politique, émergée de l'histoire récente du pays, soit en juillet 2018 pour la première fois. Dans les faits, cette nouvelle expression, voire nouveau slogan ou concept populaire, pourrait être expliqué par : « Une situation dans laquelle le pays fonctionne au ralenti et dans des conditions très critiques. Les activités sociales (Ecoles, Eglises, Espaces de loisirs, etc.), économiques (commerces formel et informel, ...) et socio-culturelles sont quasi-totalement paralysées dans les grandes villes du pays en particulier. En conséquence, les individus ne peuvent plus procéder à leurs activités respectives. Les institutions publiques fonctionnent dans l'immobilisme total. Des barricades de toutes sortes sont utilisées par les protestataires pour empêcher l'accès physique aux artères importantes du réseau routier du pays. Ce mouvement installé pendant une très longue durée (plus de 4 mois) dure énormément beaucoup plus que celle d'une grève syndicale traditionnelle ». Selon les initiateurs –trices, cette forme de résistance est un refus total à toutes les formes d'exclusion socio-économique et socio-politiques, historiquement et structurellement ancrées dans les dynamiques sociopolitiques. Selon un rédacteur du Quotidien Haïtien « Le Nouvelliste » (Enock OCCILIEN/URL, 4 septembre 2019)⁸, c'est une barricade populaire contre l'oppression, le chômage, l'exploitation de la masse ouvrière, les inégalités ou les injustices sociales, l'insécurité sociale et alimentaire...

Les perspectives sociopolitiques deviennent chaque jour plus préoccupantes ; situation particulièrement à des mésententes majeures entre les acteurs de la classe politique sur la date constitutionnelle de la fin effective du mandat du président de la République (cf. : Le 7 février 2021 pour ceux qui regroupent aux côtés de l'opposition politique, et plutôt, le 7 février 2022 pour ceux qui rangent au côté du parti au pouvoir⁹) ;

7. Les répercussions négatives de l'assassinat du président de la République, Jovenel MOISE, au Pouvoir, le 7 juillet 2022;
8. La série de volatilité imprévisible et persistante de la gourde (HTG : Monnaie nationale d'Haïti), et une dépréciation de la monnaie norvégienne par rapport au dollar américain (USD). A rappeler que le dollar américain, est historiquement et structurellement imposé (depuis après des événements sociopolitiques de 1986) comme monnaie stable, utilisée plus fréquemment comme monnaie de référence en Haïti pour faciliter la majeure partie des transactions commerciales nationales et internationales ;
9. Le climat de la violence, de peur, de la terreur qui s'installe au niveau des principaux axes routiers d'accès aux zones d'influence du PROFIT : Les conflits internes entre des gangs et/ou des quartiers rivaux, entraînant ainsi jusqu'à présent des luttes armées, des enlèvements (et rançonnement), des assassinats et des exécutions sommaires de socio-professionnels en particulier ; sous les regards impuissants des forces de l'ordre et/ou de l'autorité gouvernementale, etc.

En regard à ce tableau critique, le département de la Grand-Anse, considéré parmi les trois principaux greniers, responsables de la fourniture des principales denrées agricoles du pays, n'avait pas fait l'objet de grands projets d'investissement économiquement soutenables et socialement adaptables, capables de limiter le rythme effréné de dégradation environnementale et, du processus d'appauvrissement et de décapitalisation agressive des exploitants agricoles. Les grandes potentialités, souvent identifiées à travers des rapports d'experts (s) crédibles dans plusieurs chaînes de valeurs agro-environnementales, sont généralement très faiblement exploitées et/ou valorisées. Vu l'ampleur de la problématique et la faiblesse des capacités exprimées *notamment dans les domaines de la gestion, la planification des services agricoles ; lesquels préoccupations ont des rapport étroits et directs avec des problèmes logistiques et de l'absence quasi systématique de la dynamique de production focalisée sur démarche qualité (cahier de charge)* ; empêchant ainsi une forme d'intégration graduelle des exploitants et intervenants à différents segments des chaînes de valeur stratégiques (voire des filières économiques porteuses) sur les marchés préférentiels exigeants (européens et nord-américains en particulier), l'Etat Haïtien a sollicité l'appui de l'OIT pour lui accompagner dans la construction des éléments de réponse résilients, socialement vivables, économiquement viables et écologiquement responsables/durables. Les actions de plaidoyer conséquentes avaient abouti au développement du PROFIT (HTI/20/01/NOR). C'est dans ce cadre que se situe la production du présent rapport.

1.2.- Contexte de projet & Théorie du changement

A travers l'élaboration et le développement des documents de politiques publiques, les décideurs d'Haïti ne cessent de promouvoir la relance agricole. La vision dégagée dans les réflexions est non seulement d'arriver à l'amélioration développement des stratégies d'adaptation locale des exploitations agricoles (en particulier) face à l'insécurité alimentaire, mais aussi, afin d'habiliter et d'accompagner les exploitants agricoles à intégrer/insérer les marchés préférentiels régionaux (CARICOM), européens et nord-américains en particulier. Mais, à première vue, Haïti semble n'est pas encore mise en place les conditions institutionnelles et organisationnelles (voir opérationnelles) minimales pour intégrer cette dynamique. Par exemple, depuis ces 20 dernières années, les discours des politiques en matière de relance agricole ne se résument qu'à une approche d'agriculture productiviste¹⁰, et ne tiennent quasiment pas compte des

⁹ Le président a certes prêté serment le 7 février 2017, mais le processus qui a abouti à son installation au palais national a débuté le 25 octobre 2015. Les joutes électorales de l'époque étaient marquées de controverses. Les candidats qui y participaient ont dénoncé des fraudes massives. Ils ont obtenu l'annulation de ces élections qui vont être poursuivies en 2016. Pour le camp présidentiel, le mandat de Jovenel Moïse prend fin le 7 février 2022. Ils s'appuient sur l'article 134-1 de la constitution qui dispose que « la durée du mandat présidentiel est de cinq ans. Cette période commence et se termine le 7 février suivant la date des élections ». En revanche, l'article 134-2 de la constitution précise que « le Président élu entre en fonction le 7 février suivant la date de son élection. Au cas où le scrutin ne peut avoir lieu avant le 7 février, le président élu entre en fonction immédiatement après la validation du scrutin et son mandat est censé avoir commencé le 7 février de l'année de l'élection. ». S'appuyant sur la Constitution, les opposants au pouvoir et certains constitutionnalistes estiment que le mandat du président de la République est censé commencer le 7 février 2016 en raison de la tenue des élections en octobre 2015. « Il est clair que le mandat constitutionnel du président Jovenel Moïse prendra fin le 7 février 2021 », soutient André Michel. (<https://ayibopost.com/quand-jovenel-moise-doit-il-quitter-le-pouvoir-en-2021-ou-en-2022/> ; <https://rezonodwes.com/2020/01/09/le-mandant-de-jovenel-moise-prendra-fin-dans-un-an-le-7-fevrier-2021-affirme-samuel-dhaïti/> ; http://lenational.org/post_free.php?elif=1_CONTENUE/tribunes&rebmun=1475 ; <https://lenouvelliste.com/article/217280/entre-les-7-fevrier-2021-et-2022-quelle-est-la-date-la-plus-conforme-a-la-constitution-haitienne-amende-sur-la-fin-du-mandat-du-president-de-la-republique> : Consulté le 23 décembre 2020)

¹⁰ Un système de production agricole cherchant à maximiser la production par rapport aux facteurs de production, qu'il s'agisse de la main d'œuvre, du sol ou des autres moyens de production, tel que le matériel agricole. Elle repose sur l'usage optimum d'engrais chimiques, de traitements herbicides, de fongicides, d'insecticides, de

changements opérés en matière d'échanges commerciaux supranationaux avec le contexte du libéralisme. Pourtant, pour conforter son intégration au commerce international, Haïti comme les autres pays, a de plus en plus la nécessité d'enclencher un processus de changements (institutionnel, organisationnel, opérationnel : pratiques de production et de commercialisation) pour se conformer aux exigences (cf. barrières techniques en lieu et place de contraintes tarifaires) imposées au niveau des services douaniers. Et, pour accompagner ce changement de paradigme, le développement et la mise en application des référentiels de qualité deviennent de plus en plus la règle.

D'une manière générale, l'Organisation Internationale du Travail (OIT), institution spécialisée des Nations Unies, est sollicitée et appuie l'Etat haïtien à travers les ministères sectoriels et les acteurs clés de la société civile d'Haïti dans la définition de politiques publiques stratégiques, la mobilisation de ressources, le développement et la mise en œuvre de programmes et/ou projets intégrés en lien, entre autres, à l'amélioration du cadre juridico-légal, le développement et/ou renforcement des capacités dans des domaines thématiques pratiques, l'emploi durable, au travail décent, le développement des compétences entrepreneuriales, l'intégration des pays sud sur les marchés préférentiels à forte valeur ajoutée, la justice sociale intra et transgénérationnelle, dans une perspective de paix universelle et durable (Cf. : 17 ODD). Le cadre programmatique de l'OIT est formulé en concertation avec le Gouvernement Haïtien et traduit à travers un document référentiel qui est : « Le programme pays pour la promotion du travail décent (PPTD 2015 - 2020)¹¹. Ce guide d'orientation des interventions de l'OIT se veut un document pratique, mis au service des mandants tripartites haïtiens pour faire progresser l'Agenda du travail décent. Ce programme est un plaidoyer en faveur d'un renforcement du tripartisme, de sa capacité d'expression, de son organisation et de son potentiel d'action. Il s'articule autour de 4 priorités :

- 1) Respecter, promouvoir et mettre en œuvre les normes internationales du travail ;
- 2) Créer des opportunités et favoriser des conditions de travail et revenus décents pour les femmes et les hommes ;
- 3) Promouvoir un socle de protection sociale universelle et non discriminatoire ; et,
- 4) Renforcer le tripartisme et le dialogue social.

En effet, les niveaux de performances encourageants et prometteurs constatés (en dépit du contexte de pays complexe et compliqué) à travers des rapports d'évaluation indépendante d'un ensemble de projets et de programmes financés par la Norvège dans l'intervalle de 2017-2020, à travers un encadrement l'OIT, suite à une demande du gouvernement d'Haïti - en appui à aux secteurs, filières économiques porteuses et chaînes de valeur stratégiques, dont récemment le Projet FOPRODER, ont poussés le gouvernement d'Haïti à solliciter, en 2020, les actions de plaidoyer conséquentes, en appui aux ministères sectoriels clés (MAST, MCI, MARNDR, MCFDF, etc.) et groupes organisés de la société civile les plus représentatives avaient abouti au financement, par le Gouvernement Norvégien à hauteur de \$US 2 273,345, du concept-projet "PROFIT (HTI/20/01/NOR)". Ce projet est en principe aligné au "**Produit 4.2. : Renforcement de la capacité des entreprises et de leurs systèmes de soutien à améliorer la productivité et la durabilité**" dudit programme et, focalisé sur l'ODD 8, tout en établissant des liens conceptuels, structurels et programmatiques très forts et indissociables avec les ODDs 9 et 12. Il est également imbriqué dans les autres cadres d'orientation stratégiques développés par le Système des Nations-Unies et des politiques publiques sectorielles nationales d'Haïti. Il a été démarré en décembre 2020. Sa date de clôture (théorique) est prévue au 30 novembre 2023.

L'objectif global du projet est de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des petits agriculteurs dans les filières agricoles porteuses des départements du Sud et de la Grand'Anse.

Les principaux résultats attendus sont :

- (i) La capacité des exploitants agricoles à développer des produits (raffinés) en plus grande quantité et de meilleure qualité, correspondant à la demande croissante du marché, est améliorée (formations techniques et managériales adaptées, producteurs mieux structurés), avec une attention particulière aux spécificités et besoins de genre ;

régulateurs de croissance... Elle fait appel aux moyens fournis par la technique moderne, machinisme agricole, sélection génétique, irrigation et drainage des sols, culture sous serre et culture hors-sol, etc. en cherchant à profiter des progrès techniques permis par l'avancée des connaissances agronomiques et scientifiques (<http://www.etudier.com/dissertations/Agriculture-Productiviste/98605.html>).

¹¹ https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_mas/---program/documents/genericdocument/wcms_561940.pdf

- (ii) La capacité technologique de l'agriculture et de la recherche appliquée le long des chaînes de valeur pour les produits sélectionnés est améliorée (traçabilité, fermentation, équipement post-récolte) ;
- (iii) Les revenus et la capacité financière des exploitants agricoles bénéficiaires sont améliorés, des emplois verts et décents sont créés en appui aux deux chaînes de valeur agricoles et agro-alimentaires ciblés ;
- (iv) Un appui à la mise en place d'un système de crédit/épargne.

Du démarrage de PROFIT au 31 décembre 2022, les principales réalisations visées dans le cadre programmatique du projet ont été notamment :

- (1) *Le renforcement des structures associatives ou coopératives de producteurs de cacao et de fruit à pain ;*
- (2) *La construction d'un centre de traitement pilote de produits post-récoltes, dédié aux filières du cacao et de fruit à pain ;*
- (3) *La mise en relation des zones de productions (exploitations agricoles) avec des opportunités de marchés équitables ;*
- (4) *La mise en place d'un système de traçabilité des denrées issue des parcelles de bénéficiaires de cacaoyer et de parcelles d'arbre-véritable en utilisant les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) ;*
- (5) *La mise en place de parcelles de démonstration au niveau de certaines communautés ciblées sur la base de certains critères agroclimatiques et socio-économiques, de concert avec AYITICA et CRS ;*
- (6) *La conception et l'opérationnalisation d'un programme de recherche et développement (de type recherche-action) pour promouvoir le marché local de la consommation et de la transformation du fruit à pain, à travers un partenariat avec l'Université Quisqueya (UNIQ, HAÏTI) ;*
- (7) *L'initiation d'un programme de formation spécialisée à l'intentions de personnes prêtes à s'engager dans la création de petites, micro et moyennes entreprises de services agricoles communément appelées FOSAG ;*
- (8) *La création d'un fonds de participation pour cofinancer des initiatives visant à développer des services en faveurs des exploitants agricoles ciblés, à travers des petites entreprises privées ou des entreprises associatives (Mutuelles de Solidarité : MUSOs) ;*
- (9) *La formation de contrôleurs et l'équipement des centres d'achats de cacao dans les zones d'intervention.*

Pour des informations additionnelles sur le projet, on pourrait consulter le cadre logique, intégrant certaines évolutions les plus pertinentes de la vie du projet en Annexe III. Aussi, les termes de référence de l'étude de ligne de base du PROFIT sont insérées en Annexe XI.

Le décryptage et l'analyse holistique du PRODOC et des TDR de la présente évaluation permettent de bien apprécier l'essence de la théorie du changement du PROFIT. Cette illustration, réfléchi dans le cadre de l'évaluation, permet de résumer la cartographie des acteurs, des problèmes et des hypothèse de réponse espérées dans le PROFIT à travers le logigramme suivant :

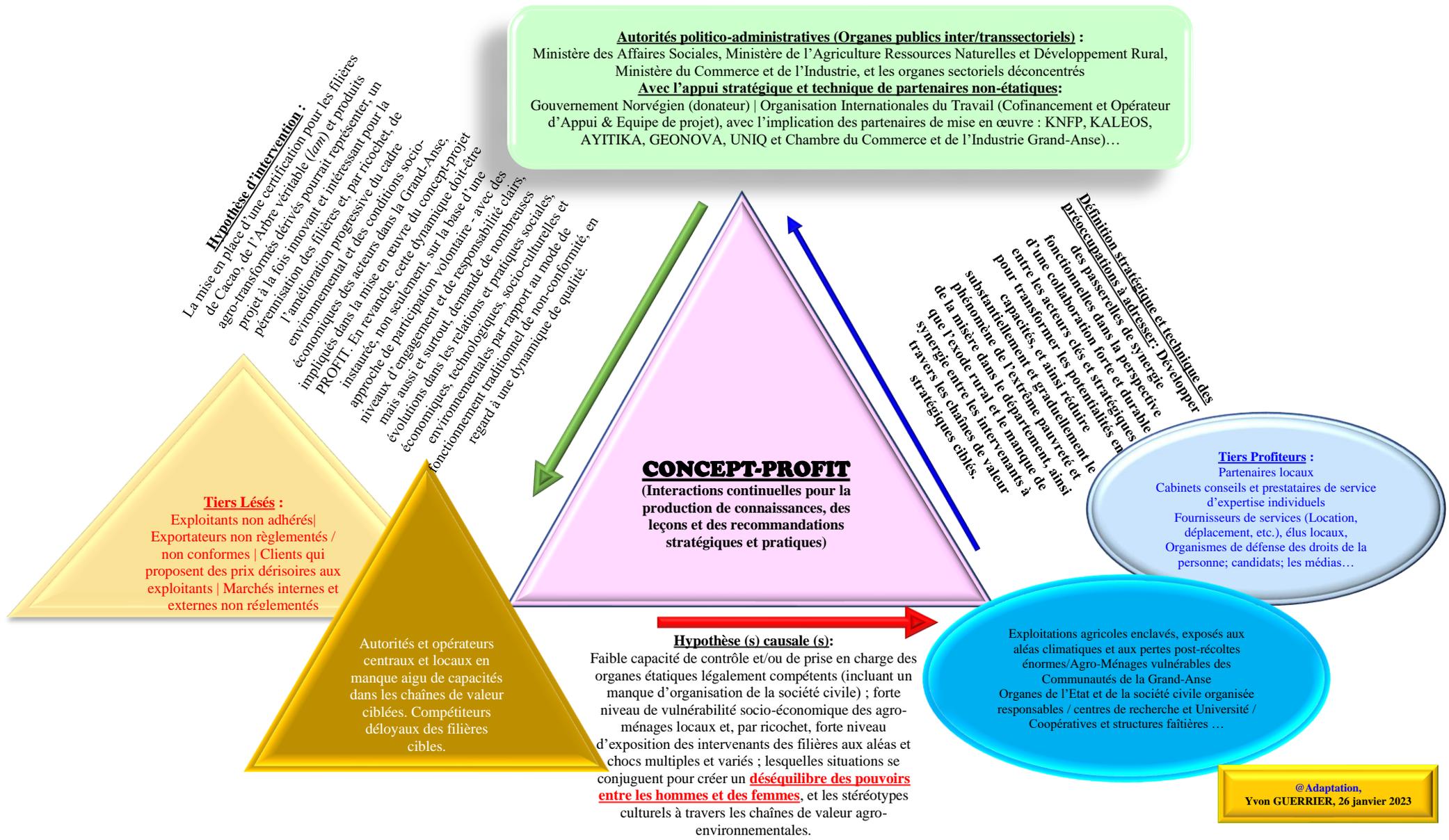


Figure 01 | Triangle de base des acteurs dans le Concept-PROFIT (Adaptation, Yvon GUERRIER, Janvier 2023)

Conformément à la politique d'évaluation de l'OIT et en articulation au cadre programmatique dudit projet, il a été prévu à ce stade la réalisation d'une évaluation de mi-parcours externe et indépendante.

► Bureau d'évaluation

L'objectif de cette évaluation à mi-parcours est de fournir une évaluation indépendante de l'état d'avancement du PROFIT à ce jour, à travers une analyse de sa pertinence, de son efficacité, de son efficience, de ses effets, de son impact et de son orientation vers la durabilité. L'évaluation servira à définir les lignes stratégiques d'une éventuelle deuxième phase du projet PROFIT qui répond à toutes les exigences de la chaîne de valeur, en collaboration avec le PAM.

Selon les TDR afférents, les trois objectifs spécifiques de cette évaluation sont les suivants :

- 1) Donner une appréciation du niveau de réalisation des trois objectifs tels qu'énoncés dans le document de projet ; évaluer les performances en fonction des objectifs prévus et des indicateurs de réalisation au niveau des produits et des réalisations indicatives des résultats ; stratégies et modalités de mise en œuvre choisies ; contraintes et opportunités des accords de partenariat.
- 2) Déterminer dans quelle mesure l'approche stratégique du projet reflète l'avantage comparatif de l'OIT.
- 3) Fournir des recommandations sur la manière d'améliorer les performances et les stratégies, les arrangements institutionnels et les accords de partenariat, en vue d'une éventuelle deuxième phase.

Les TDR communiquent des informations plus détaillées sur d'autres aspects utiles.

Les questions d'évaluation sont notamment centrées sur :

- 1) La pertinence,
- 2) La cohérence,
- 3) L'efficacité,
- 4) L'efficacité de la gestion,
- 5) La durabilité des résultats du projet et,
- 6) L'orientation de l'impact.

La définition de ces paramètres d'évaluation et les aspects ontologiques sont clairement explicités dans les TDR afférents. Ces aspects sont adéquatement clarifiés, développés et gradués dans l'élaboration de la matrice relative au « bilan des questions de l'évaluation » à l'annexe II. Pour plus d'informations sur le projet, on peut consulter les documents de référence en ligne sur le site officiel¹² du BIT.

Clients externes:

- ◆ Municipalités de la Grand-Anse ;
- ◆ UNOGA
- ◆ AYITIKA
- ◆ GEONOVA
- ◆ KNFP
- ◆ GAPL
- ◆ Coopératives régionales
- ◆ Organisations communautaires de base (OCB) et structures faïtières apparentées
- ◆ Ateliers de transformation agro-artisanaux
- ◆ Ministère des affaires sociales et du travail (MAST)
- ◆ Ministère de l'environnement (MdE)
- ◆ Organisations de travailleurs (CTSP, CSH, CTH, Batay ouvriyè et CNOHA)
- ◆ Chambre du Commerce et de l'Industrie de la Grand-Anse
- ◆ Organisations d'employeurs (ADIH, Chambre de commerce)

Clients internes:

- ◆ Bureau de l'OIT pour l'Amérique centrale, la République dominicaine, Haïti et le Panama
- ◆ Bureau de projet en Haïti
- ◆ Unité de programmation régionale (RPU)
- ◆ Partenariats et appui aux missions (PARDEV), BIT Genève

¹² https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---americas/---ro-lima/---sro-san_jose/documents/publication/wcms_818498.pdf
https://www.ilo.org/skills/Whatsnew/WCMS_844018/lang--fr/index.htm | <https://www.ilo.org/sanjose/paises/haiti/facet/lang--fr/index.htm>
https://www.ilo.org/skills/Whatsnew/WCMS_844036/lang--fr/index.htm (Consulté le 20, 2023)

Pour des informations additionnelles sur le projet, on pourrait consulter les documents de référence en ligne sur le site internet de l'OIT¹³.

1.4.- Méthodologie de l'évaluation de mi-parcours et indépendante

1.4.1.- Approche d'évaluation

L'évaluation a suivi les normes et standards d'évaluation du Groupe des Nations Unies pour l'Évaluation (UNEG), tels que reflétés dans les Principes directeurs de l'OIT pour l'évaluation axée sur les résultats (Directives de l'OIT pour l'évaluation axée sur les résultats) et les normes techniques et éthiques. Ainsi, elle a appliqué les critères et les approches de l'aide internationale au développement tels que définis dans les Normes de qualité de l'OCDE / CAD pour l'évaluation du développement. Des considérations particulières ont été aussi faites sur le « *Protocole en lien à la collecte de preuves évaluatives sur les mesures de réponse de l'OIT au COVID-19* ». Certaines mesures précautionneuses ont été également intégrées en vue de faire face à la réémergence du choléra, signalée au niveau de certaines zones du pays.

Deux approches ont été utilisées pour répondre aux questions d'évaluation: l'une centrée sur la logique de l'intervention et l'autre centrée sur la qualité des interactions entre les projets et les individus, groupes, organisations et institutions sur le terrain.

Pour répondre aux questions d'évaluation établies dans le mandat et affinées dans le rapport initial, l'équipe d'évaluation a mobilisé une méthode d'approche holistique qui a pris en compte les dimensions clés liées au cadre conceptuel et opérationnel du projet. Les composantes ont été décryptées, analysées et discutées, à la lumière de l'évolution des contextes (organisationnel, institutionnel, socio-économique, socio-culturel et voire sociopolitique) qui avaient marqué et/ou influencé le processus de mise en œuvre du projet, au travers de ses différentes phases.

L'analyse déductive et inductive faite autour des paramètres discriminants a permis de formuler les éléments de conclusions, suggestions et recommandations conséquentes. Par ailleurs, l'approche consultative a également permis aux différents acteurs de présenter leurs points de vue sur la stratégie de sortie.

1.4.2.- Critères et questions d'évaluation

La liste complète des questions d'évaluation est structurée autour des principaux critères d'évaluation du CAD de l'OCDE, en particulier : 1) la pertinence, 2) la cohérence, 3) l'efficacité, 4) l'efficience et 5) l'orientation de l'impact et 6) la durabilité. Le schéma suivant illustre ce cadre référentiel :



Fig. 02 | Liens entre les critères de performance du Projet (OCDE / Adaptation – Guerrier, Décembre 2022)

Des efforts ont été faits pour s'assurer que cette évaluation soit effectuée sur une base **SMART** (Spécifique, Mesurable, Atteignable, Réaliste et Temporelle).

1.4.3.- Prise en compte des thèmes transversaux et assurance qualité

1.4.3.1.- Tripartisme et dialogue social

« L'action de l'OIT se fonde sur la nécessité d'une coopération entre les gouvernements, les organisations d'employeurs et les organisations de travailleurs, en vue de favoriser le progrès économique et social. Le dialogue entre les gouvernements et les deux «partenaires sociaux» vise à établir un consensus et à faire participer de façon démocratique ceux qui ont des intérêts vitaux dans le monde du travail » (OIT)¹⁴. Ainsi, le tripartisme et le dialogue social¹⁵ sont des instruments¹⁶ permettant à l'OIT de mener à bien sa mission, à travers la mise en œuvre des différentes initiatives de développement durable rattachées à ses domaines de

¹³ https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---americas/---ro-lima/---sro-san_jose/documents/publication/wcms_818498.pdf
https://www.ilo.org/skills/Whatsnew/WCMS_844018/lang--fr/index.htm | <https://www.ilo.org/san jose/paises/haïti/facet/lang--fr/index.htm>
https://www.ilo.org/skills/Whatsnew/WCMS_844036/lang--fr/index.htm (Consulté le 20 février 2023)

¹⁴ <https://www.ilo.org/global/topics/workers-and-employers-organizations-tripartism-and-social-dialogue/lang--fr/index.htm> (Consulté le 20 janvier 2023)

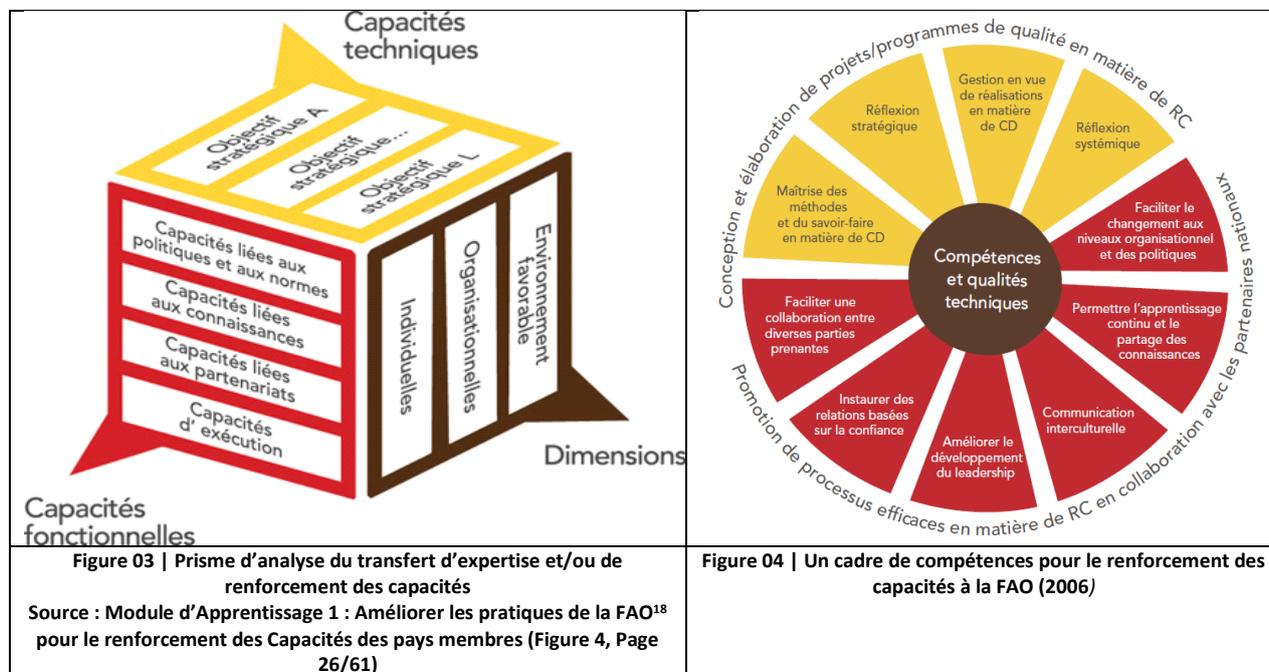
¹⁵ https://www.ilo.org/actrav/areas/WCMS_DOC_ATR_ARE_TRI_FR/lang--fr/index.htm (Consulté le 20 janvier 2023)

¹⁶ <https://www.ilo.org/public/english/standards/reln/ilc/ilc90/pdf/res.pdf> (Consulté le 20 janvier 2023)

compétences. En ce sens, l'évaluation a porté une attention spéciale sur le modèle de coordination des interventions et la stratégie de coopération des acteurs en vue de regarder la qualité des rapports construits et leur niveau d'adaptabilité sociopolitique, institutionnelle ou sociétale.

1.4.3.2.- Renforcement de capacités & Transfert d'expertise

L'évaluation de la dimension « Renforcement des capacités¹⁷ » et/ou de « Transfert d'expertise » occupe une place prépondérante dans la théorie du changement du PROFIT. Dans le cadre de l'évaluation, cette dimension a été regardée à travers le prisme de l'analyse des besoins essentiels des différentes catégories de bénéficiaires (institutionnels, organisationnels et individuels). Les principaux paramètres sont intégrés et illustrés à travers les deux diagrammes suivants :



La mobilisation couplée de ces diagrammes, en alignement avec la théorie du changement¹⁹, a servi de fil d'Ariane pour non seulement mieux questionner le dispositif de suivi des indicateurs de performance, mais aussi et surtout, pour apprécier les effets leviers et les progrès constatés imputables au processus de mise en œuvre du PROFIT.

1.4.3.3.- Sensibilités de type genré et sexospécificité

Afin de prendre en compte l'aspect « *Participation et intégration des sexes* » dans le cadre de l'évaluation, l'accent a été mis principalement sur les nouvelles directives de l'OIT formulées dans la « **Note d'orientation 3.1: Intégrer l'égalité des sexes dans le suivi et l'évaluation** »²⁰. En complément à ces directives, au besoin, certains outils de l'ADS (Analyse Différencié Selon les Sexes)²¹ ont été utilisés. Ce référentiel décrit en six (6) étapes correspondent aux phases habituelles de réalisation d'un projet. Pour une meilleure adaptation, un regard a été porté sur les politiques publiques développées par Haïti dans ce domaine (cf. : Politique²² d'égalité femmes hommes 2014-2034 en Haïti).

¹⁷ Les capacités renvoient à « l'aptitude des individus, des organisations et de la collectivité dans son ensemble à gérer leurs affaires avec succès », aux fins de la réalisation des principaux Objectifs mondiaux portés par le SNU (Système des Nations Unies), dans le respect des plans de développement nationaux. Le renforcement des capacités a trait aux « processus par lesquels les individus, les organisations et la collectivité dans son ensemble libèrent, créent, renforcent, adaptent et préservent les capacités au fil du temps »

¹⁸ <http://www.fao.org/3/i1998f/i1998f.pdf> ET <http://www.fao.org/capacity-development/resources/fao-learning-material/learning-modules/fr/> (Consulté le 10 juillet 2021)

¹⁹ La théorie du changement est « une façon de décrire comment un groupe espère atteindre un but donné à long terme » (Anderson, 2005, p. 3). Il ne s'agit pas d'une méthode conçue spécifiquement pour mesurer l'impact, puisqu'elle sert d'abord d'outil d'aide au développement de solutions à des problèmes sociaux complexes (Anderson, 2005, p. 1 : On l'appelle, en anglais, theory of change, d'où l'acronyme ToC. Il existe plusieurs synonymes ou concepts semblables à la théorie du changement : chemin du changement (change pathway) ou chemin des résultats (outcome pathway) (de Reviers, 2012, p. 2). Le programme Innoweave parle également de schéma de transformation sociale (STS)). Cela dit, une telle démarche, utilisée à l'étape de la planification, permet généralement de faciliter l'évaluation (notamment d'impact) par la suite. C'est donc sous cet angle que cette fiche présente la notion de théorie du changement.

²⁰ https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_mas/---eval/documents/publication/wcms_165986.pdf

²¹ http://www.scf.gouv.qc.ca/fileadmin/Documents/ADS/ADS_Guide-2007.pdf (Consulté le 15 Décembre 2021)

²² <http://extwprlegs1.fao.org/docs/pdf/hai157333.pdf> ; <https://www.erudit.org/en/journals/rf/1900-v1-n1-rf05199/1068342ar/abstract/> ; https://www.researchgate.net/publication/341145943_La_Politique_d'egalite_femmes_hommes_2014-

1.4.3.4.- Intégration de l'analyse des droits humains, incluant ceux des enfants

Pour les analyses en rapport aux sauvegardes sociales, l'évaluation a surtout mobilisé « **L'approche basée sur les droits humains** » (ABDH)²³. Il s'agit d'un cadre conceptuel permettant de comprendre les causes qui empêchent la réalisation des droits de la personne fondés sur les normes et principes universels des droits humains, et qui vise à développer les capacités des détenteurs de droits à revendiquer leurs droits et aux Détenteurs des Obligations (DO) à remplir leurs obligations (**Directives CCA/UNDAF 2007**, p.14). La réalisation des droits de la personne est l'ultime but de tous les programmes de développement. L'ABDH influence sur l'identification des priorités stratégiques des Nations Unies (NU). Et, la programmation puise l'information dans les recommandations des organes et mécanismes internationaux des NU.

Le travail²⁴ des enfants est à la fois une cause et une conséquence de la pauvreté et dilapide le capital humain d'un pays. Il fait souvent obstacle à l'éducation des enfants, notamment des filles. Ainsi, dans le cadre de l'exercice, nous avons fait des considérations sur « les Conventions 138 (1973) et 182 (1999) de l'Organisation internationale du Travail (OIT), qui incluent dans la catégorie des enfants travailleurs tous les enfants de moins de 12 ans ayant une activité économique, quelle qu'elle soit, les enfants de 12 à 14 ans effectuant plus que des travaux légers et tous les enfants subissant les pires formes de travail des enfants – esclavage, recrutement forcé, prostitution, traite, activités illicites contraintes ou activités dangereuses. L'article 32(1) de la Convention relative aux droits de l'enfant (1989) reconnaît « le droit de l'enfant d'être protégé contre l'exploitation économique et de n'être astreint à aucun travail comportant des risques ou susceptible de compromettre son éducation ou de nuire à sa santé ou à son développement physique, mental, spirituel, moral ou social ». A rappeler que depuis le 1^{er} mars 2006, 143 pays avaient ratifié la Convention no 138, qui établit l'âge minimal pour les travaux généraux, légers ou comportant des risques, et 158 pays avaient ratifié²⁵ la Convention no 182 de l'OIT sur les pires formes de travail des enfants²⁶.

1.4.3.5.- Intégration de l'impact des changements climatiques et des normes de sauvegardes

Etant donné que PROFIT intervient dans un contexte côtier à fort risques climatiques, l'évaluation a utilisé, au besoin et dans la mesure du possible, des outils comme : Le **CRISTAL**²⁷ : Outil d'identification de risques au niveau communautaire, Adaptation et moyens d'Existence, et le **CEDRIG**²⁸ pour apprécier, dans la mesure du possible, les risques, enjeux et menaces associés, en vue de leur intégration dans les modèles de réponse à coconstruire, avec les parties prenantes du projet. Parallèlement, les Logiciels « **GRADS et MAGICC/SCENGENN et sur l'Outil CLIMAT EXPLORER : Génération de scenarii de changements climatiques pour des études de vulnérabilités et d'adaptation** » ont été à disposition. En guise de directives, l'évaluation a mobilisés les référentiels alliés à la Convention-cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) qui, avec 196 Parties, jouit d'une adhésion presque universelle et accueille le Protocole de Kyoto de 1997 sous son égide. **En complément, les référentiels climatiques produit par Haïti, notamment avec l'appui du PNUD, ont été mobilisés (Cf. : Politique²⁹ Nationale des Changements Climatiques, Scenarios de montée éventuelles des eaux marines (Document de Al Fouladdi, 2013), Analyse des coûts climatiques, Modèles d'intégration des coûts climatiques dans la construction des œuvres publiques d'importance stratégiques, etc.).**

Pour l'analyse du niveau de prise en compte des normes de sauvegardes environnementales, l'évaluation a fait un usage combiné des politiques publiques sectoriels, des guides produits et préconisés par : le Système des Nations Unies (SNU), les organes spécialisés du Ministère de l'Environnement (Bureau National des Evaluations Environnementales (BNEE)³⁰ ; Direction des Changements Climatiques (DCC)³¹ ; Laboratoire

2034_en_Haiti_l'agentivite_feministe_les_possibilites_institutionnelles_et_les_contraintes_recurrentesHaiti's_Policy_for_Equality_between_Women_and_Men_2014-2 (Consulté le 13 janvier 2021)

²³ L'ABDH consiste en la conception et à la mise en œuvre des interventions visant la protection des droits de l'homme

²⁴ La fin du travail des enfants : un objectif à notre portée, Bureau international du Travail, Rapport global en vertu du suivi de la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux du travail, Conférence internationale du travail, 95e session 2006, Rapport I (B), OIT, Genève, 2006. (https://www.unicef.org/french/protection/files/Le_travail_des_enfants.pdf ; Consulté le 20 décembre 2020)

²⁵ Programme international pour l'abolition du travail des enfants, Helping Hands or Shackled Lives? Understanding child domestic labour and responses to it, OIT, Genève, 2004, p. III.

²⁶ Selon l'Organisation internationale du travail, le travail des enfants regroupe l'ensemble des activités qui privent les enfants de leur enfance, de leur potentiel et de leur dignité, et nuisent à leur scolarité, santé, développement physique et mental. Vu sur : <https://www.unicef.fr/dossier/exploitation-et-travail-des-enfants> ; <https://www.unicef.fr/dossier/exploitation-et-travail-des-enfants> ; https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/Conv_Droit_Enfant.pdf (Consulté le 20 décembre 2020)

²⁷ <http://www.livelihoodscentre.org/fr/-/cristal-community-based-risk-screening-tool-adaptation-and-livelihoods>

²⁸ https://www.eda.admin.ch/dam/deza/fr/documents/publikationen/Diverses/221231-accroissement-parti_FR.pdf

²⁹ <https://www.mde.gouv.ht/phocadownload/PNCC-HAITI-2019%20Final.pdf> (Consultée le 22 décembre 2020)

³⁰ <https://www.mde.gouv.ht/index.php/fr/bureau-national-des-evaluations-environnementales>

³¹ <https://www.mde.gouv.ht/index.php/fr/direction-changements-climatiques>

de Contrôle de la Qualité de l'Environnement (LCQE)³² ; Unité Juridique et de Formulation des Normes Environnementales (UJFNE)³³ ; Direction d'Éducation d'Inspection et de Surveillance Environnementale (DEISE)³⁴ ; ...), avec un regard particulier sur ceux développés par le Ministère de l'Agriculture Ressources Naturelles et Développement Rural (MARNDR).

L'approche cartésienne décrite a favorisé, entre autres, l'utilisation des meilleures technologies disponibles, ainsi que l'amélioration continue des performances (Cf. Figure ci-dessous : roue de Deming). Les conclusions de l'étude concernent toutes les phases du projet, à savoir : (1) la planification, (2) la mise en œuvre, (3) le contrôle et le suivi et, d'ores et déjà, (4) lancer une réflexion proactive pour répondre à la question : Comment orienter les recommandations, dès ce stade, pour aider le projet à structurer graduellement et adéquatement la stratégie de sortie en perspective ?



Fig. 05 | Roue de Deming (PDCA) appliquée à l'évaluation de mi-parcours du PROFIT (Adaptation Yvon Guerrier, 2023)

1.4.4.- Méthode d'évaluation et outils de collecte des données

L'évaluation a été dans un premier temps fondée sur l'analyse de la documentation en rapport avec le projet (bibliographie et webographie). En complément, des observations directes sur les lieux, et un processus consultatif (auprès des bénéficiaires directs, des organisations locales et des institutions impliquées) ont été effectués, par l'expert indépendant et son équipe, auprès des différentes catégories de parties prenantes, afin de collecter des données primaires, à partir d'outils spécifiquement conçus à cette fin (Guide d'enquêtes historiques, Formulaire d'enquête formelle (incluant les enquêtes de perception), Guides d'entretien semi-directif, brainstorming, Grille de collecte des données géomatiques, etc.). Ceci a permis de mieux appréhender les différences facettes alliées aux préoccupations soulevées dans les termes de référence afférents à l'évaluation. Les principaux outils mobilisés sont insérés en Annexe X.

Vu le niveau de complexité qui caractérise le système des indicateurs de performance du projet (cf. : Cadre logique du Projet en Annexe III), l'évaluation a dû combiner des méthodes et des outils qui avaient facilité le paramétrage et l'intégration des principales préoccupations et sensibilités de l'évaluation du projet, tout en permettant de récolter à la fois des données de nature quantitative, qualitative et/ou quali-quantitative. Le

³² <https://www.mde.gov.ht/index.php/fr/laboratoire-de-contrôle-de-la-qualité-de-l-environnement>

³³ <https://www.mde.gov.ht/index.php/fr/unite-juridique-et-de-formulation-des-normes-environnementales>

³⁴ <https://www.mde.gov.ht/index.php/fr/unite-juridique-et-de-formulation-des-normes-environnementales>

nombre d'entités, d'acteurs clés et de bénéficiaires individuels enquêtés a été notamment décidé en fonction de leur niveau de représentativité et d'inclusivité par rapport à chacune des composantes du PROFIT. Pour apprécier le niveau d'engagement des parties prenantes, l'évaluation a mobilisé notamment le « *Note d'orientation 4.5: Engagement des parties prenantes* »³⁵ élaboré par l'OIT. Sur cette base, le processus consultatif a pris en compte les catégories de parties prenantes suivantes :

1. Les bureaux régionaux de l'OIT ;
2. L'équipe de projet de l'OIT sur le terrain ;
3. Les ministères sectoriels et transsectoriels, incluant les directions techniques impliquées dans le projet (MARNDR ; MDE ; MAST au niveau régional) ;
4. Les partenaires de mise en œuvre (**GAPL, AYITIKA, GEONOVA, KALEOS, UNIQ, UNOGA, ...**)
5. Les points-focaux des BAC (Bureau Agricole Communal) des zones d'influence du PROFIT ;
6. Les représentants des entreprises commerciales pourvoyeuses d'emplois ; incluant la chambre du commerce et de l'Industrie (CCI) des départements du Sud et de la Grand-Anse ;
7. Les experts et cabinets indépendants mobilisés comme prestataires de services ;
8. Le comité local de mise en œuvre du projet PROFIT ;
9. Les bénéficiaires directs individuels et organisationnels des différentes composantes du PROFIT ;
10. Des leaders naturels et/ou religieux des différentes communes impliquées.

Etant donné la théorie du changement préconisée, le système d'échantillonnage aléatoire systématique a été privilégié, dans la mesure du possible.

Dans le cas de certaines communautés fortement enclavées, d'où il n'existe pas d'un système d'enregistrement ou de numérotation des rues et des résidences par les CASEC (Conseil d'Administration de la Section Communale) ou la Mairie, l'évaluation a recouru à l'échantillonnage de boule de neige. **En complément, le système de géoréférencement mis en ligne par GEONOVA, dans le projet, a facilité le repérage de certaines exploitations agricoles.** Cette combinaison d'approches nous a permis de compléter les données que les autres méthodes ne permettent pas de récolter, et ainsi, compenser certains manquements pertinents. Cette stratégie intelligente a permis aussi de faire face à certaines contraintes dues au climat délétère de l'insécurité. Parce que, étant donné la situation qui sévit dans les villes proches, certaines communautés rurales se montrent ces derniers temps très méfiantes à des visages inconnus dans leurs zones. L'intégration dans son équipe de certains facilitateurs locaux a permis à l'évaluation de résoudre convenablement ce problème.

En raison de tout ce qui précède, le taux d'échantillonnage a été choisi en fonction des réalités de chaque composante à évaluer. Pour garantir, en outre, un bon niveau de représentativité, nous avons fixé un taux d'échantillonnage supérieur ou égal à 30%, par rapport à chacun des résultats clés escomptés.

Dans le processus de dépouillement, de traitement et de saisie des différentes couches d'informations (quantitatives, qualitatives, quali-quantitatives), afin de garantir un niveau de fiabilité optimale, l'équipe d'évaluation a triangulé les informations collectées auprès de différentes sources à travers un processus itératif. Le nombre d'acteurs et /ou de bénéficiaires interrogés a été établi en fonction de leur niveau de représentativité par rapport à chaque composante.

Les critères de représentativité mobilisés pour la répartition des enquêtes entre les zones d'intervention du PROFIT étaient notamment:

1. La prise en compte des différents composants du projet,
2. Le type de bénéficiaires (institutionnel, organisationnel, individuel);
3. Les facteurs écogéographiques (Bassin ou réseau hydrographique, Bassin-versant), sociogéographiques et administratifs (zone métropolitaine de la Grand-Anse, dynamiques intercommunales, localités, habitations et sections communales) ;
4. Le sexe et la tranche d'âge du bénéficiaire,
5. Les caractéristiques agroécologiques des zones d'intervention,
6. Le cadre de vie des communautés (urbaines, périurbaines, rurales, côtières),
7. Le poids des bénéficiaires directs selon le modèle et / ou la fréquence de leur répartition (niveau de concentration) sur les territoires géographiques apparentés à la zone d'influence du projet.

Pour la conduite des enquêtes l'évaluation a, dans un premier temps, considéré l'approche de planification par objectif (PIPO). Toutefois, étant donné : 1) l'approche de gestion appliquée, 2) le format utilisé pour de communication périodique des résultats du processus de mise en œuvre, et 3) les manquements et évolutions

³⁵ https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_mas/---eval/documents/publication/wcms_746724.pdf

identifiés dans la matrice logique du projet ; l'approche de gestion par résultat a été privilégiée aux fins d'une meilleure appropriation de la démarche. Les entretiens ont été menés en français, en anglais, en espagnol et surtout en créole (pour plus de 90%), selon la langue maternelle de la personne d'en face. Un interprète a été mobilisé, si nécessaire. Des questionnaires séparés ont été élaborés pour les différentes catégories de représentants interrogés (Personnel du projet et anciens membres du personnel; Cadres supérieurs du BIT; Appui technique et experts techniques du BIT; Partenaires internationaux chargés de l'application de la loi; Partenaires nationaux chargés de l'application de la loi; Consultants; Organisations étatiques et semi-étatiques; Le secteur privé des entreprises; coopératives et structures faïtières apparentées ; les organisations communautaires de base les plus représentatives; Bénéficiaires individuels directs; témoins non impliqués dans le projet (observateurs avisés). Toutes les catégories d'intervenants ont été consultées. Les outils utilisés pour mener les entretiens sont insérés dans les annexes V.

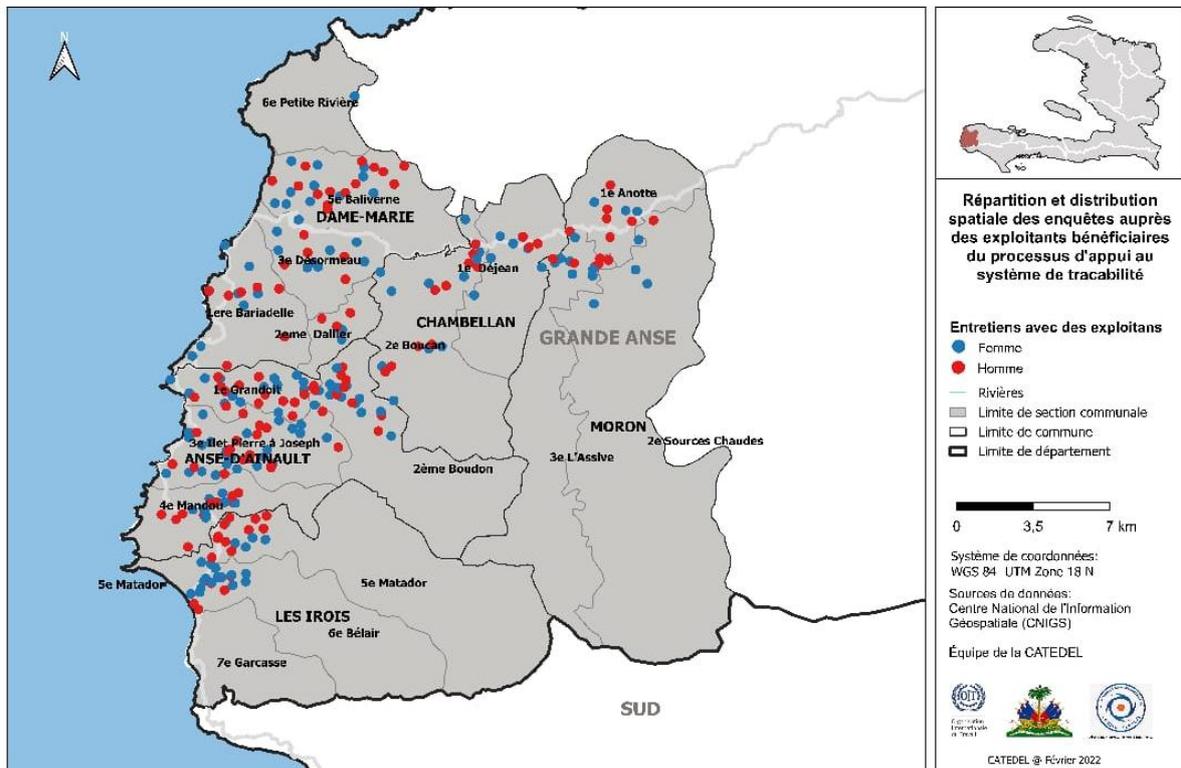
Le tableau suivant présente le modèle de répartition et distribution des enquêtes et d'autres considérations alliées au processus consultatif à travers les grands groupes de résultats du projet :

Tableau 1 | Modèle de répartition et distribution des enquêtes et d'autres considérations alliées au processus consultatif à travers les grands groupes de résultats du projet

No.	Résultats clés en cohérence avec les objectifs	Nombre de bénéficiaires directs ciblés	Nombre d'enquêtes formelles ou d'entretiens semi-directifs effectués (Taux d'échantillonnage \geq 30%)	Pourcentage de femmes enquêtées par rapport au nombre d'entrevues réalisées
01	La capacité des exploitants agricoles à développer des produits (raffinés) en plus grande quantité et de meilleure qualité, correspondant à la demande croissante du marché, est améliorée (formations techniques et managériales adaptées, producteurs mieux structurés), avec une attention particulière aux spécificités et besoins de genre ;	38 personnes formées dont 10 entrepreneurs locaux et 28 personnes (champions) des mutuels de solidarité	12	40%
02	La capacité technologique de l'agriculture et de la recherche appliquée le long des chaînes de valeur pour les produits sélectionnés est améliorée (traçabilité, fermentation, équipement post-récolte) ;	6000 exploitants enregistrés dans le système de traçabilité	270	55% femmes
03	Les revenus et la capacité financière des exploitants agricoles bénéficiaires sont améliorés, des emplois verts et décents sont créés en appui aux deux chaînes de valeur agricoles et agro-alimentaires ciblés ;	1154	20 exploitants agricoles	60%
04	Un appui à la mise en place d'un système de crédit/épargne.	1154	Onze (10) Focus Group improvisés de 20-25 bénéficiaires totalisant 272 personnes dont 156 femmes	57.35%

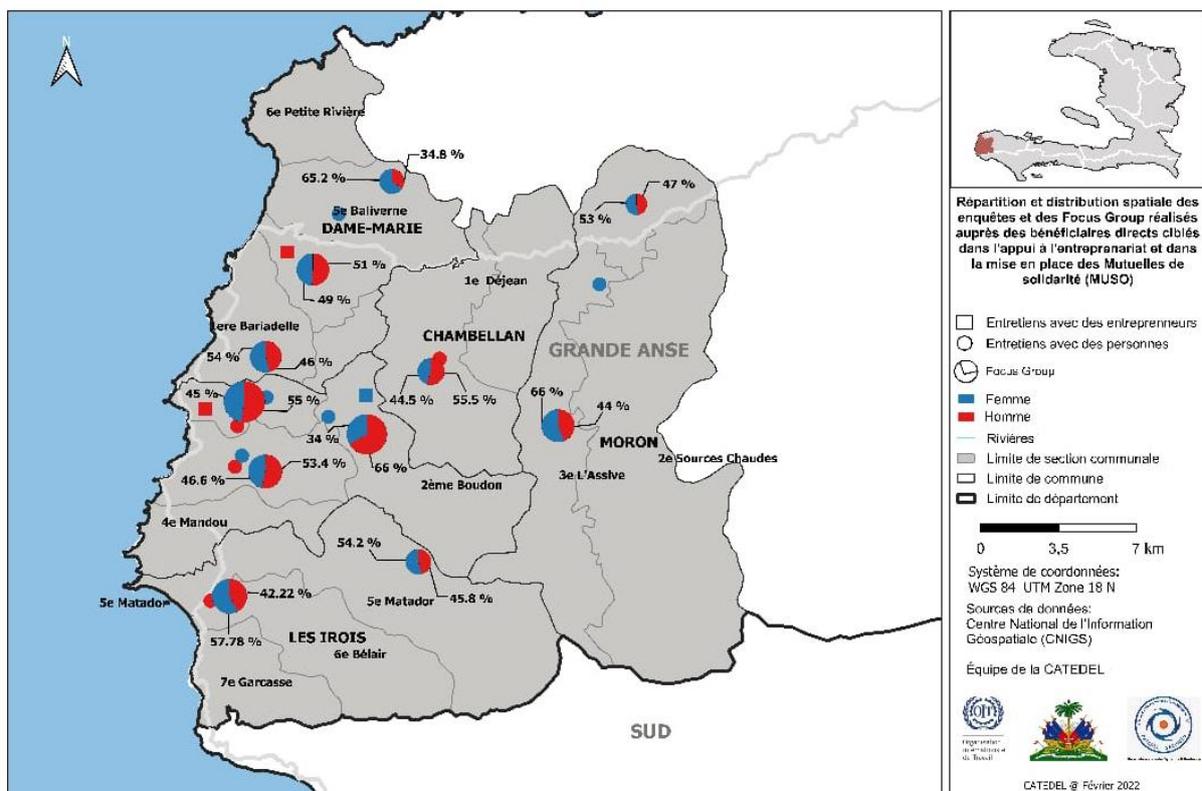
Les informations collectées ont été validées à différents niveaux (communautaire, organisationnel et institutionnel), au travers d'un processus itératif, focalisé sur une approche de participation représentative et inclusive. Une telle stratégie avait permis de regarder les niveaux d'implication de chaque décision et de chaque action sur le cadre de vie globale (institutionnel, organisationnel, socio-économique, socio-culturel, pôles d'influence) des différents types de bénéficiaires ciblés par le projet (femmes et hommes, institutions, entreprises commerciales et structure représentative apparentée, organisations locales). La liste des personnes ressources clés consultées est en Annexe IV.

La carte suivante permet de donner une idée sur la distribution spatiale, selon le sexe, des enquêtes de terrain, réalisées dans le cadre de l'évaluation de mi-parcours, en rapport à la mise en place du système de traçabilité des parcelles et des produits agricoles dans les zones de concentration des interventions du projet :



Carte 01 : Distribution spatiale selon le sexe des enquêtes de terrain en rapport à la mise en place du système de traçabilité des parcelles et des produits agricoles

La carte suivante permet de présenter le modèle de distribution spatiale, selon le sexe, des enquêtes de terrain, réalisées auprès des entrepreneurs intervenants dans les filières ciblées par le projet :



Carte 02 | Modèle de distribution spatiale, selon le sexe, des enquêtes de terrain, des groupes des Focus-Group - auprès des entrepreneurs et des différents acteurs intervenants dans les filières ciblées

La méthodologie développée pour la réalisation des cartes thématiques est présentée à l'Annexe I.

La figure suivante présente les huit (8) étapes clés qui ont été suivies pour parvenir aux conclusions, suggestions et recommandations liées à cet exercice d'évaluation de mi-parcours de PROFIT :



Fig. 06 | Route critique du cadre méthodologique et opérationnel de l'évaluation de mi-parcours et indépendante du projet

À signaler qu'il n'a pas eu toujours de cloisonnement étanche entre les étapes. Ceci peut être expliqué du fait du degré de connexité qui existe dans le processus consultatif. C'est pourquoi nous avons opté d'avoir d'abord un regard holistique pour mieux appréhender le général, et ensuite mobiliser des approches et outils spécifiques (méthode analytique) afin de construire des réponses alignées aux grandes sensibilités revendiquées par le projet.

Au terme des étapes précédentes, le croisement des différents types de données a permis de répondre dans la mesure du possible aux différentes questions (générales et spécifiques) soulevées dans les termes de référence.

1.4.5.- Obstacles, défis et limites rencontrés, et stratégies d'atténuation adoptées

Au cours du processus consultatif, l'évaluateur et son équipe ont connu énormément de difficultés. Le tableau suivant présente les obstacles et les éléments de réponse apportés, en vue d'avancer :

Tableau 2 | Obstacles rencontrés dans le processus consultatif et les éléments de réponse apportés

No.	Principales difficultés rencontrées	Stratégies d'adaptation
A-1.-	<p>Circonstances aggravantes liées au contexte d'instabilité politique (très faible continuité dans le dispositif de gouvernance) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Expiration du mandat des élus locaux, au départ impliqués dans le projet, remplacés par des fonctionnaires nommés par le pouvoir central qui parfois ne maîtrisent pas la problématique et les enjeux associés ; • Des changements répétés de certains officiels impliqués à différentes échelles impliqués dans le projet ; un enjeu majeur pour la réalisation de certains entretiens semi-structurés. 	<ul style="list-style-type: none"> • Capitalisation sur des rapports cordiaux développés par le Conseiller Technique Principale du Projet à l'OIT (Fabrice Leclercq) pour accéder à des acteurs estimés importants ; • Des recours à la méthodologie de la boule de neige, pour atteindre certaines personnes démenagées ;
A-2.-	<p>Exagération des problèmes d'insécurité :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Climat sécuritaire turbulent et délétère dans le pays, gangré par les luttes armées entre des quartiers rivaux de la partie sud de la capitale : Cela n'a pas permis au calendrier provisoire de ladite évaluation de fonctionner. Ces gangs sont positionnés en grande partie sur les trajectoires généralement empruntés par le personnel du projet; • Cas fréquents d'exécutions sommaires et d'enlèvement dans les zones d'intervention du projet ; • ... 	<ul style="list-style-type: none"> • Déplacements en avion, quand c'est envisageable ; • Retraits systématique dans les zones quand la situation se dégenère ; • Utilisation de la méthodologie de la boule de neige • Conduite de certaines enquêtes individuelles par téléphone et/ou zoom ; • Flexibilité dans les calendriers de déplacements sur le terrain ; • Processus d'actualisation quotidienne des enjeux, risques et menaces vitaux majeurs ;
A-3.-	<p>Crise répétée de pénurie de carburant sur les territoires nationaux a compliqué le déploiement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Cette situation a très souvent dérangé nos planifications avec des groupes et/ou personnes ressources clés. 	<ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de la capacité de stockage d'essence, selon les règles et normes de sécurité établies (principes de sauvegardes sociales et environnementales) • Information et adaptation de la stratégie de communication et de planification avec les parties prenantes ;
A-4.-	<p>Tendance de la résurgence des cas de COVID-19 et surtout du choléra au niveau de certaines zones :</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement et adaptation de notre protocole anti-COVID-19/Choléra (Logistique, et autres mesures ou gestes barrières) ; • Extension de la durée des enquêtes de terrain d'environ 12 jours.
a.5	<p>Le temps de réaction des fonctionnaires publics et des points focaux des mairies ont été longs, en regard au calendrier établi</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Des suivis réguliers et des rappels courtois • Changements de méthodes (Téléphone, WhatsApp, Envoi de questionnaires pour remplissage au moment opportun, horaire hyper-flexible de l'enquêteur : l'enquête a notamment la présence dans l'heure des rendez-vous, ...)
a.6	<p>Le processus consultatif chevauché avec la période des fêtes de fin d'année de décembre 2020, et continuer avec celles de début d'année (2021) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Des difficultés pour fixer des rencontres notamment avec les acteurs institutionnels publics et des organisations de développement (national et international 	<ul style="list-style-type: none"> • Prioriser les échanges avec les bénéficiaires directs et les communautés, plus accessibles au cours de ces périodes ; • Mettre plus d'emphasis sur les enquêtes institutionnelles et organisationnels à partir de la première et deuxième semaine de février 2023 ;

	<ul style="list-style-type: none"> • Période coïncidée avec des travaux de rédaction de rapport de clôture de l'exercice social et/ou fiscal dans la majeure partie des institutions haïtiennes ; • Ambiance plutôt de vacances et de fêtes ; 	
A.7	<ul style="list-style-type: none"> • Départ prématuré de l'assistante administrative et financière & Décès de l'ex-coordonnateur national du projet 	<ul style="list-style-type: none"> • Archive et enquêtes historiques

1.4.6.- Considérations d'éthique et normes de sauvegardes (Covid-19 et réémergence choléra)

La collecte et la gestion des données ont été effectuées selon les règles de l'art et les dispositions éthiques. De plus, la dignité et la liberté de chaque répondant ont été respectées. Tout au long du processus, le consultant national a travaillé en étroite collaboration avec l'équipe de gestion de projet et ses partenaires privilégiés et / ou opérateurs d'ancrage. Pour faciliter le travail du consultant, l'équipe de l'OIT a fourni toutes les informations demandées et nécessaires (dans la mesure du possible). Cependant, des lignes directrices ont depuis été établies dans la présentation du protocole de travail pour garantir que le consultant ne soit pas influencé par les opinions de quiconque pour des motifs non objectifs. Outre les conditions énoncées dans les clauses contractuelles, à la fin de chaque semaine, l'expert a partagé une note avec le client, pour l'informer de l'avancement du conseil. Un groupe WhatsApp a été constitué pour faciliter les échanges et avoir des réactions plus rapides. Cette stratégie a été conclue à la suite d'un échange de cadrage avec l'équipe de l'OIT, réalisée à travers une séance de travail virtuel, impliquant : la Responsable d'Evaluation à l'OIT, Madame Cybèle Burga ; le Conseiller Technique Principal (CTP) du Projet, M. Fabrice Leclercq ; l'Évaluateur indépendant, M. Yvon Guerrier, appuyé par un interprète professionnel engagé par l'évaluateur, M. Gérard Nelson. Outre les personnes précédemment citées, ce groupe WhatsApp intègre tout le personnel de l'OIT qui a été impliqué dans la gestion du projet. Des goulots d'étranglement ont donc été soulevés et discutés avec les principales parties prenantes, en vue de trouver, ensemble, des solutions pratiques, dans le respect des procédures établies. Par ailleurs, une stratégie anti-COVID-19 a été élaborée par l'évaluateur final et indépendant, et validée par le BIT pour la conduite des travaux de terrain (cf. : Avec un grand effort d'harmonisation et d'alignement au référentiel de l'OIT en lien à la COVID-19)³⁶. Les principes d'éthique et de conduite professionnelle n'ont pas été négligés.

Dans ce même ordre d'idée, les politiques et directives les plus pertinentes de l'OIT suivantes ont été mobilisées :

- ILO Policy Guidelines for evaluation: Principles, rationale, planning and managing for evaluations, 3rd ed. : http://www.ilo.ch/eval/Evaluationpolicy/WCMS_571339/lang--en/index.htm
- Code of conduct form (To be signed by the evaluators) : http://www.ilo.org/eval/Evaluationguidance/WCMS_206205/lang--en/index.htm
- Checklist No. 3: Writing the inception report : http://www.ilo.org/eval/Evaluationguidance/WCMS_165972/lang--en/index.htm
- Checklist 5: preparing the evaluation report : http://www.ilo.org/eval/Evaluationguidance/WCMS_165967/lang--en/index.htm
- Checklist 6: rating the quality of evaluation report : http://www.ilo.org/eval/Evaluationguidance/WCMS_165968/lang--en/index.htm
- Template for lessons learnt and Emerging Good Practices : http://www.ilo.org/eval/Evaluationguidance/WCMS_206158/lang--en/index.htm / http://www.ilo.org/eval/Evaluationguidance/WCMS_206159/lang--en/index.htm
- Guidance note 7: Stakeholders participation in the ILO evaluation : https://www.ilo.org/global/docs/WCMS_165982/lang--en/index.htm
- Guidance note 3.1: Integrating gender equality in the monitoring and evaluation of projects : https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_mas/---eval/documents/publication/wcms_165986.pdf
- Guidance note 3.2: Adapting evaluation methods to the ILO's normative and tripartite mandate : https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_mas/---eval/documents/publication/wcms_746717.pdf
- Template for evaluation title page : http://www.ilo.org/eval/Evaluationguidance/WCMS_166357/lang--en/index.htm
- Template for evaluation summary : <http://www.ilo.org/legacy/english/edmas/eval/template-summary-en.doc>
- UNEG Ethical Guidelines for Evaluation : <http://www.unevaluation.org/document/download/548>

³⁶ En conséquence, en raison de l'émergence et de la durée actuelle de la pandémie du COVID-19 et de son impact sur le monde du travail, cette évaluation a été menée dans le contexte des critères et des approches décrits dans le guide interne de l'OIT: Implications of COVID-19 des évaluations dans le BIT: Conseils pratiques pour s'adapter à la situation (version avril 2020).



Bureau d'évaluation



Les arrangements administratifs pour la réalisation de l'évaluation aient été initiés depuis en décembre 2022. Toutefois, le processus consultatif a effectivement été démarré au cours de la deuxième moitié du mois de janvier 2023. Contrairement à la planification de départ, les enquêtes formelles individuelles et les entretiens semi-directifs auprès des institutions ont été terminés le 27 février 2023. Ainsi, ce rapport présente les réalisations du démarrage du projet au 31 décembre 2023.

2.1.- QE1 | • Pertinence et alignements stratégiques

L'objectif de cette rubrique est de regarder : « La mesure dans laquelle les objectifs de l'intervention demeurent pertinents et continuent de répondre aux besoins spécifiques des différentes catégories de bénéficiaires du projet à différentes échelles sociogéographiques et organisationnelles.

2.1.1.- QE1 | • Le projet répond-il aux besoins des objectifs du gouvernement d'Haïti, des plans de développement nationaux et des bénéficiaires, dans le contexte de la reprise pandémique, politique/institutionnelle/de sécurité, des catastrophes climatiques et de la crise économique ? Dans quelle mesure des actions complémentaires ont-elles été nécessaires pour repositionner le projet ?

L'évaluation a analysé le projet selon des perspectives historiques, structurelles, conjoncturelles, superstructurelles et prospectives ; avec un regard soutenu sur le profil des individus, des groupes, des organisations et des institutions ciblés.

2.1.1.- QE1.1 | • Dégradation de la santé des écosystèmes et précarité de l'économie agricole

La très grande vulnérabilité d'Haïti face aux risques naturels de tout ordre n'est plus à démontrer. Depuis 1909 à nos jours, Haïti a fait face à plus de 100 catastrophes naturelles, dont environ 40 ouragans et tempêtes, 47 inondations, 7 sécheresses et 2 tremblements de terre. Aujourd'hui, près de 96% de la population est confrontée à au moins deux aléas majeurs, indépendamment de son appartenance sociale et de sa position géographique (BPC/MICT-PNUD – Unité Résilience, 2020)³⁷.

En 2020, l'indice Maplecroft³⁸ a classé Haïti parmi les trois pays au monde les plus vulnérables face au changement climatique (Maplecroft, 2022). Sa situation géographique et géodynamique l'expose à des phénomènes naturels nombreux : séismes, mouvements de terrain, tsunamis, submersions marines, inondations, cyclones, sécheresse. Ces 10 dernières années, le pays a connu des catastrophes naturelles meurtrières, dévastateurs et fréquentes. En plus de ces péripéties naturelles, il est évident que son développement économique et social continue d'être entravé par l'instabilité politique et, l'aggravation d'un climat d'insécurité délétère.

Historiquement, le secteur agricole reste et demeure le domaine d'activité qui crée plus de 70% des emplois en Haïti. Pourtant, Haïti est le pays de la région qui accuse une valeur ajoutée nette la plus faible. Outre les chaînes de valeur agricoles stratégiques faiblement encadrées, les communautés sont fortement exposées à des aléas climatiques et des chocs sociopolitiques récurrents. Selon FMI (2022)³⁹, au cours des dix (10) dernières années, le poids démographique différentiel moyen entre Haïti et la République Dominicaine est de moins de 1 (un) million d'habitants en faveur d'Haïti⁴⁰. La population d'Haïti augmente à un taux de croissance annuelle d'environ 1,2% contre 1,0% en RD (Banque Mondiale, 2020)⁴¹. Le graphique suivant établit une comparaison :

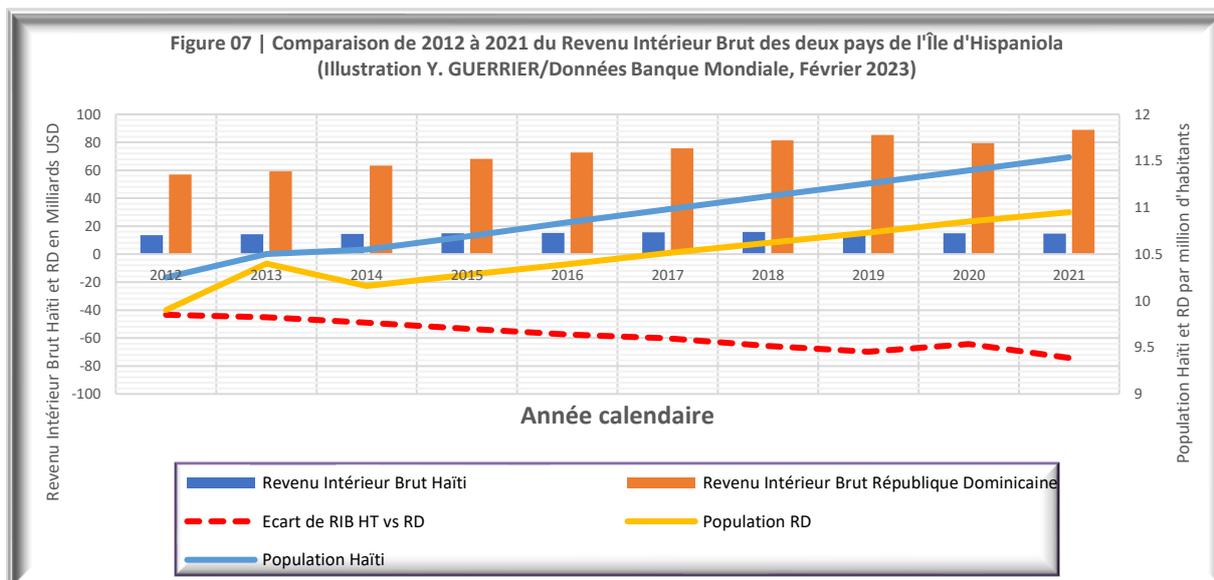
³⁷ <https://www.ht.undp.org/content/haiti/fr/home/library/resultats/10-ans-de-travail-dans-la-gestion-des-risques-en-haiti.html>

³⁸ CAF. (2014). Vulnerability index to climate change in the Latin American and Caribbean Region. Caracas: CAF. Retrieved from <http://scioteca.caf.com/handle/123456789/509> (Consulté le 01 octobre 2022)

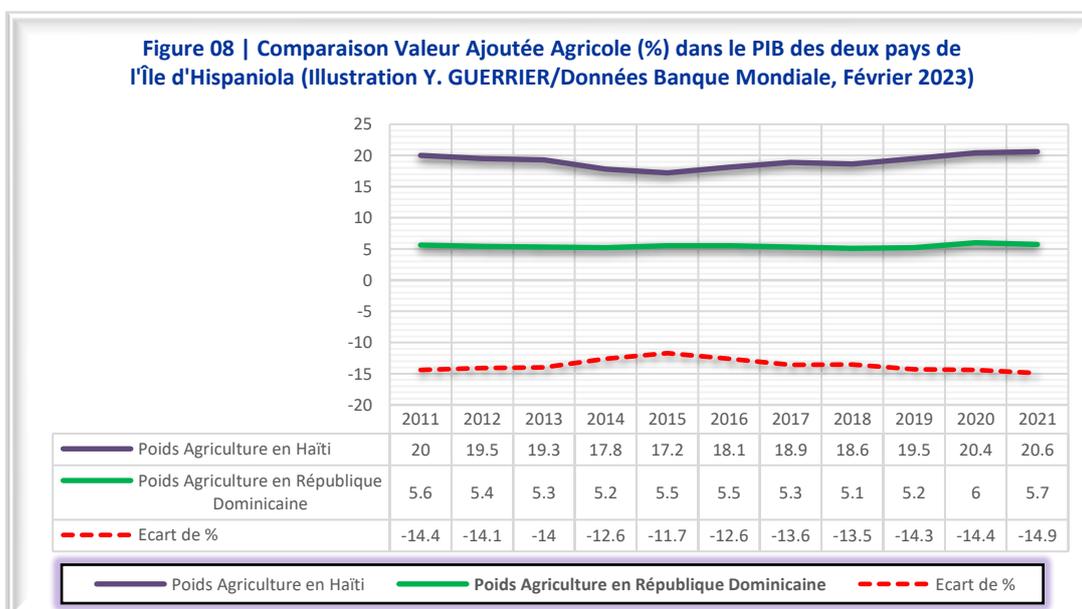
³⁹ Fonds Monétaire International, à partir de sa base de données en ligne : <https://www.imf.org/en/Publications/WEO/weo-database/2022/April/weo-report?c=243,263,&s=NGDPD,GGR,GGX,GGXWDN,GGXWDG,&sy=2011&ey=2021&ssm=0&scsm=1&ssc=0&ssd=1&ssc=0&sic=0&sort=country&ds=.&br=1> (Consulté le 29 septembre 2022)

⁴⁰ Haïti, en forme longue république d'Haïti (en créole haïtien : Ayiti, en forme longue Rèpiblik Dayiti), est un État des Grandes Antilles, occupant le tiers occidental de l'île d'Hispaniola (soit 27 750 km² environ), les deux tiers orientaux étant occupés par la République dominicaine (Données de IHSI : Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique), Accessible via : <https://ihsi.ayiti.digital/> (Consulté le 29 septembre 2022)

⁴¹ <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.POP.GROW?locations=HT> (Consulté le 29 septembre 2022)



Sur la même période, le produit intérieur brut (PIB) d'Haïti a connu rarement un taux de croissance accélérée. La tendance interannuelle accuse plutôt un penchant marqué pour une forme de stagnation ; accusant globalement une trajectoire sinusoïdale, avec des moments résilients de décroissance. Tandis que, le PIB de la RD garde presque toujours une trajectoire montante et importante. Le seul point d'inflexion observé correspond plutôt sur la période de 2020-2021 ; que certains auteurs (AFD⁴², 2022) associent aux implications négatives de COVID-19. Si en 2011 l'écart calculé entre les PIB respectifs des deux pays a été estimé à 45,1 millions USD, en 2021, il s'est augmenté à environ 28,6 milliards, soit 63,5% par rapport à la situation de référence. La moyenne interannuelle montre un PIB de la RD est quasiment 5 fois plus grande que celle d'Haïti. *Le PIB est un indicateur pertinent pour juger de l'accroissement de la production économique. Mais, il est inadapté pour juger de l'état de bien-être ou de progrès d'une société. D'autres mesures doivent prendre le relais* (Méda, 2011)⁴³. En revanche, d'autres indicateurs relativement plus robustes établis - tous au rouge (FMI, 2022)⁴⁴ ne font que corroborer avec cette tendance. La figure suivante présente le poids différentiel de l'agriculture dans les deux économies de l'île, illustrée à partir des données de la Banque Mondiale (BM, 2023)⁴⁵ :



⁴² Agence Française de Développement (AFD) : <https://www.afd.fr/fr/carte-des-projets/200-millions-euros-pour-contrer-crise-covid19> (Consulté le 01 octobre 2022)

⁴³ Méda, Dominique. 2011. "Les Limites Du Pib." *Alternatives Économiques* 300 (3): 74–74. <https://doi.org/10.3917/ae.300.0074>. (Consulté le 01 octobre 2022)

⁴⁴ cf. *Dépenses totales des administrations publiques, Dette nette des administrations publiques, Recettes des administrations publiques, Balance commerciale, inflation, prix moyens à la consommation (importations versus exportations de biens et services), investissement total...* : https://www.imf.org/en/Publications/WEO/weo-database/2022/April/weo-report?c=243,263.&s=NGDPD,NID_NGDP,PCPIPCH,TMG_RPCH,TX_RPCH,LUR,GGR,GGX,GGXWDN,GGXWDG,&sy=2020&ey=2027&ssm=0&scsm=1&sc=0&ssd=1&ssc=0&sic=0&sort=country&ds=.&br=1 (Consulté le 29 septembre 2022)

⁴⁵ Banque Mondiale. 2023. Agriculture, valeur ajoutée (% du PIB) - Haïti, Dominican Republic : <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NV.AGR.TOTL.ZS?locations=HT>; <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NV.AGR.TOTL.ZS?locations=HT-DO>

Les écarts de valeur ajoutée observés doivent être analysés avec beaucoup de prudence. Parce que, dans le fond, ils ne traduisent absolument pas d'une amélioration de la performance des systèmes d'exploitation agricole haïtienne par rapport à la république voisine. L'explication réside, au contraire, dans la mise en place, en République Dominicaine, d'un modèle de croissance et de développement d'une l'économie agricole et agroalimentaire orienté davantage vers les marchés niches et préférentiels. La République Dominicaine développe des systèmes d'activité à très fortes valeurs ajoutées dans la production, les services et la technologie. La santé de l'économie des deux pays de l'île reste très distancée. Les problèmes de corruption en particulier ne font que compliquer la donne pour Haïti.

Au cours de ce début du XXI^e siècle, le pays a connu des catastrophes majeures telles que le cyclone Jeanne en 2004, les cyclones et tempêtes Gustave, Fay, Ike et Hanna en 2008 ayant occasionné des pertes évaluées à 15% du Produit Intérieur Brut (PIB), le séisme du 12 Janvier 2010 avec des pertes évaluées à 120% du PIB et l'ouragan Matthew en 2016 occasionnant des pertes évaluées à 22% du PIB national. La carte présentée en Annexes V essaie de croiser un ensemble de menaces naturelles majeures envisageables dans le contexte d'Haïti (**Synthèse des menaces naturelles sur Haïti | Extraite de l'Atlas des menaces naturelles produit par le BRGM et le CIAT en 2015**)⁴⁶. Le document de cartographie multirisque développée sur le département fourni des informations plus détaillées sur l'analyse des phénomènes naturels dans le contexte de la presqu'île du sud d'Haïti (Voir : **Synthèse des failles actives et répartition de l'accélération sismique du Grand-Sud (PNUD/DFID, 2018)**)⁴⁷). Selon le Centre National de Météorologie (CNM)⁴⁸, plus d'une vingtaine de cyclones ont touché le territoire haïtien au cours des deux dernières décennies. La figure suivante essaie d'illustrer la superposition des couches d'informations liées aux statistiques climatiques⁴⁹, lesquelles intègrent aussi des paramètres liés à des situations épidémiologiques (à titre indicatif), des aléas agroclimatiques et géodynamiques :

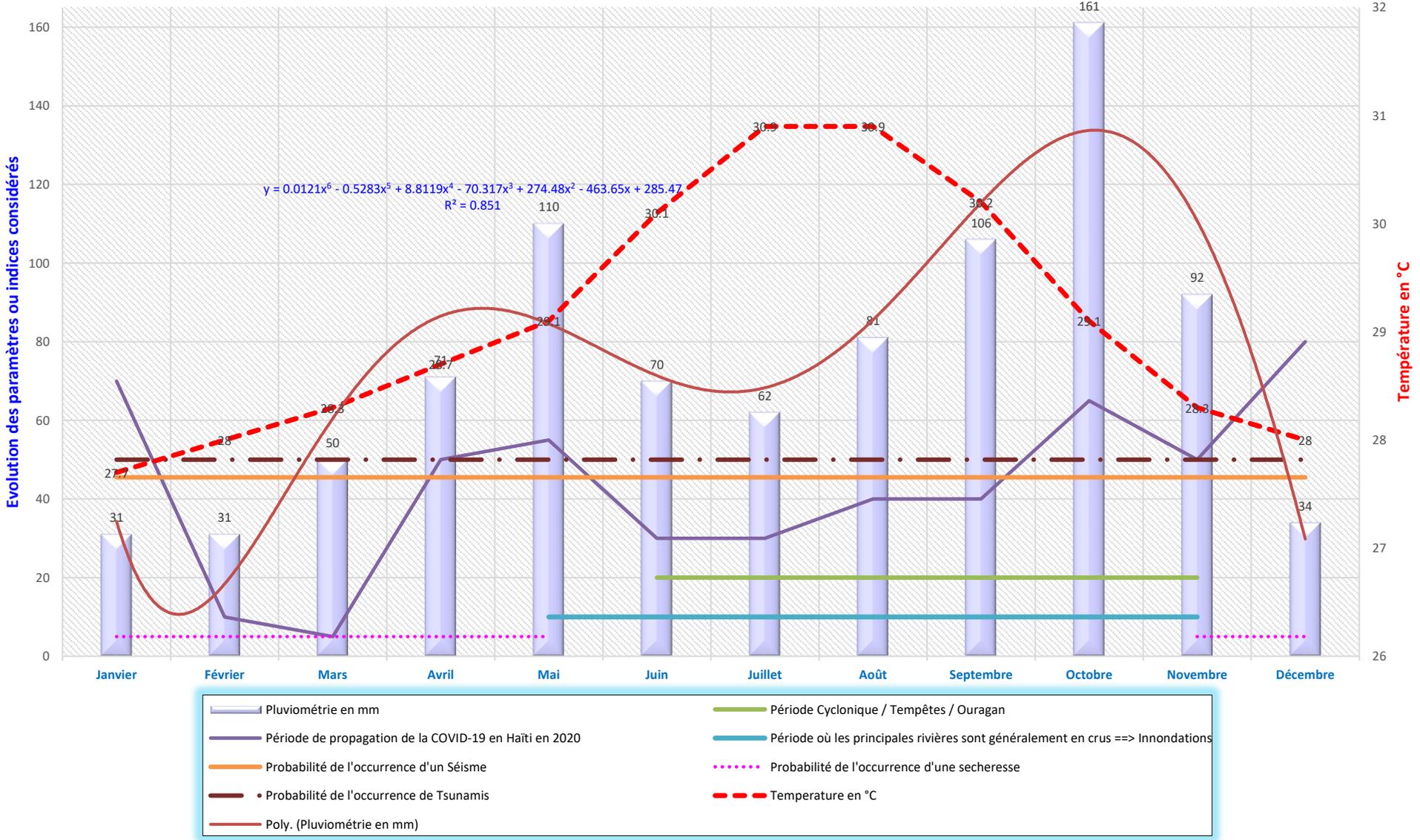
⁴⁶ http://ciat.gouv.ht/sites/default/files/articles/files/ATLAS%20HAITI%20FRENCH%2005032017_LR.pdf (Consulté le 22 septembre 2021)

⁴⁷ <https://info.undp.org/docs/pdc/Documents/HTI/Rapport-Cartographie-multi-risque-total-fin--ok.docx.pdf>

⁴⁸ <https://www.meteo-haiti.gouv.ht/>

⁴⁹ <https://fr.climate-data.org/amerique-du-nord/haiti/sud-department-1055/r/janvier-1/> ; <https://www.historique-meteo.net/caraibes/haiti/> (Consultés le 2 octobre 2021)

Fig. 09 | Superposition des couches d'informations liées aux tendances de l'évolution de certains paramètres hydroclimatiques, épidémiologiques et géodynamiques dans le département de la Grande-Anse 2021-2022 (Simulation GUERRIER, Février 2023)



Cette évaluation a été réalisée selon les procédures et politiques d'évaluation du BIT. Le rapport n'a pas été édité, mais a fait l'objet d'un contrôle de qualité effectué par le Bureau d'Évaluation du BIT.



Le département la Grand-Anse est toujours sur la menace constante d'un ensemble de risques. L'effet cumulé des risques naturels, épidémiologiques et socio-politiques ne fait que compliquer la donne à certains moments de l'année. Rappelons que, les prévisions de l'équipe du Projet de météorologie tropicale de l'Université d'État du Colorado (CSU)⁵⁰ prévoient une saison plus active que la normale sur le bassin atlantique avec 16 tempêtes nommées (rafales supérieures à 100 km/h ou plus), 8 ouragans et 4 ouragans majeurs (catégorie 3 ou supérieure avec des vents de plus de 180 km/h sur l'échelle de vent d'ouragan Saffir-Simpson).

Encadré 01 |

- Les risques de catastrophe, auxquels fait face les communes bénéficiaires du projet PROFIT, affectent les moyens de subsistance et constituent une menace pour la sécurité alimentaire, voire humaine de la zone.
- La saison des ouragans s'étend ordinairement de juin jusqu'à la fin du mois de novembre. De toutes ces calamités naturelles les départements la Grand-Anse fait en général partie des trois départements du pays les plus touchés, voire les plus dévastés. Dans ce contexte accru d'exposition physique et de vulnérabilités environnementales face aux chocs naturels, s'ajoutent des facteurs culturels aggravants qui affectent particulièrement les populations en situation de pauvreté, dont les catégories socio-économiques à besoins spécifiques ciblés par le projet PROFIT.

2.1.1.- QE1.2 | • Vulnérabilité socio-économique des bénéficiaires

Le niveau de vulnérabilité structurelle et chronique du pays est expliqué également par le fait que de nombreux ménages (agricole en particulier) sont extrêmement sensibles aux chocs (aléas climatiques, hausse des prix, pertes de récoltes, etc.) et sont particulièrement vulnérables à l'insécurité alimentaire aiguë et nutritionnelle. Selon l'analyse IPC d'Insécurité Alimentaire Chronique (Septembre 2022 – Février 2023)⁵¹, trois millions de personnes, soit environ 43% de la population analysée, se trouvent en Insécurité Alimentaire Chronique Modérée (niveau 3) ou en Insécurité Alimentaire Chronique Sévère (niveau 4). Cette situation amenuise la capacité des ménages, notamment les plus pauvres ou les moins résilients, à accéder à la nourriture et les oblige à recourir à des stratégies d'adaptation négatives provoquant l'érosion de leurs moyens d'existence.

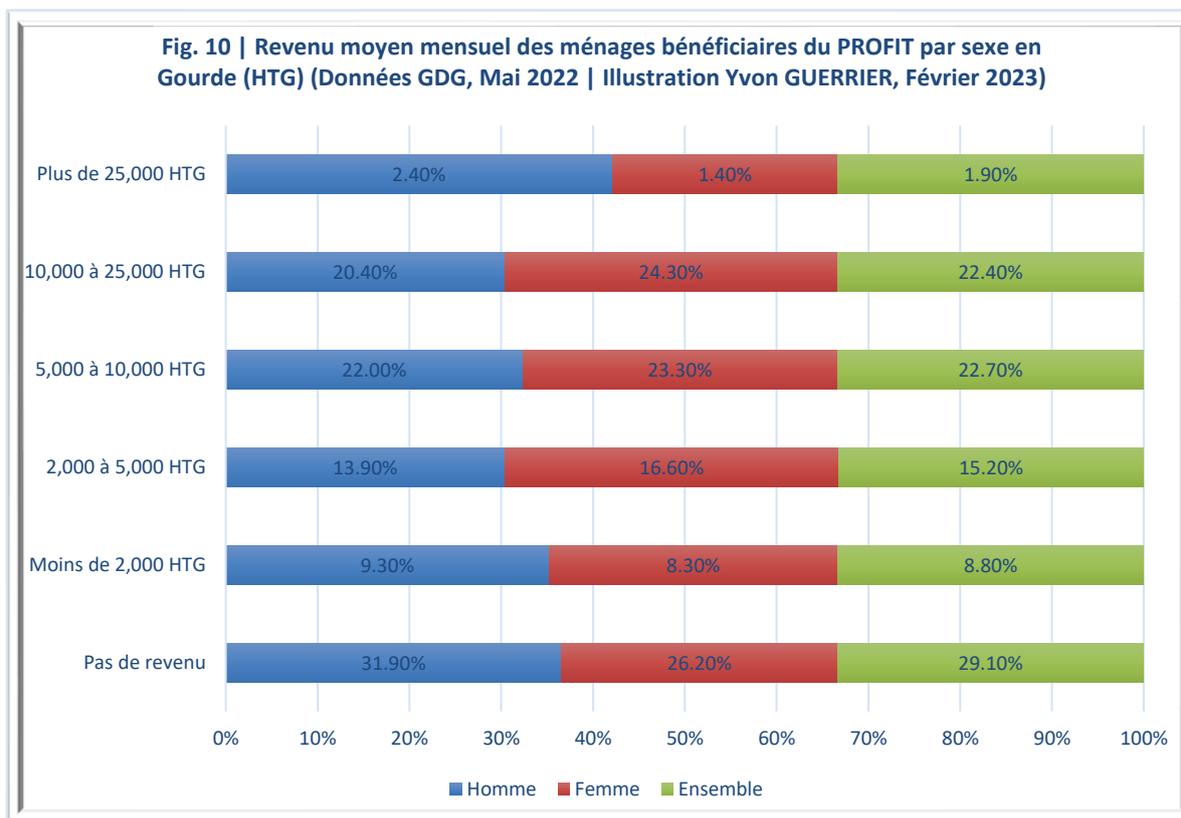
A travers le département de la Grand-Anse, la majeure partie des exploitants pratique la pluriactivité. C'est-à-dire, outre l'agriculture comme principale activité, *les ménages ruraux pratiquent plusieurs activités rémunératrices en vue de lutter pour la survie et d'améliorer leur niveau de vie* ». En ce sens, la pluriactivité représente pour les exploitants en général un processus d'accumulation et comme stratégie de survie. Elle est donc perçue comme une réponse involontaire aux conditions de vie difficiles. L'analyse des données de terrain révèle que, les principales causes de la pluriactivité vue comme stratégie de survie sont :

1. La saisonnalité des activités agricoles,
2. Les catastrophes naturelles (conjoncturelles),
3. Les problèmes structurels et/ou sociopolitiques,
4. Les conséquences de la pauvreté,
5. L'absence ou la défaillance des marchés de facteurs de production et du crédit, et,
6. Les contraintes socio-culturelles.

Selon GDG (Mai 2022), le revenu de la majorité des ménages provient de la vente de produits agricoles (soit 69.3% des ménages). Le répartition des principales sources de revenus des ménages selon le sexe est illustrée dans le graphique suivant :

⁵⁰ <https://www.haitilibre.com/article-30685-haiti-flash-la-saison-des-ouragans-2020-plus-active-que-la-normale.html>

⁵¹ https://www.ipcinfo.org/fileadmin/user_upload/ipcinfo/docs/IPC_Haiti_Acute_Food_Insecurity_2022Sept2023June_Report_French.pdf



A posteriori, avant le démarrage du PROFIT, le revenu moyen mensuel des ménages bénéficiaires s’élève à 7,666 HTG (> 52 USD), soit moins de 2 Dollars américains⁵² (USD) par jour. Moins de la moitié des ménages ont un revenu moyen mensuel de moins 10,000 HTG. Dans cette catégorie, on retrouve 52% de femmes. Seulement 2% d’entre les enquêtés avaient un revenu mensuel qui excède 25,000 HTG, soit environ 168 USD. Les femmes représentent moins de 33% de cette tranche de revenu. En sus, près de 30% des ménages n’ont aucune source de revenu mensuel fixe.

L’analyse des données du graphique précédent confirme l’imposante dominance des pratiques agricoles dans les zones cibles et en même temps, le niveau de précarité socio-économique des ménages agricoles.

Les sources de revenus des ménages sont largement diversifiées, mais elles dégagent très peu de valeur ajoutée par rapport au temps investi et à l’ampleur des besoins socio-économiques de base au niveau des exploitations et des unités de transformation agro-artisanale.

La participation à des activités extra-agricoles diminue le temps consacré à l’exploitation pour des tâches strictement agricoles. Les agriculteurs qui pratiquent une activité non agricole y consacrent entre 110 et 200 jours dans une année. Ils participent aux opérations culturales au sein de l’exploitation principalement au moment des semis et des récoltes. Ces exploitations sont souvent obligées de recourir à de la main-d’œuvre salariée pour répondre à leurs besoins en travail.

Les exploitants les plus pauvres qui vendent leur force de travail, ne pouvant pas acheter de la main-d’œuvre externe, entreprennent souvent leurs activités de production très en retard par rapport à l’ensemble des producteurs. Ce retard affecte généralement les résultats obtenus. Il faut toutefois souligner que les activités extra-agricoles procurent des revenus réguliers et substantiels à un certain nombre des ménages leur permettant non seulement d’acheter les services de la main-d’œuvre salariée, mais aussi de répondre à d’autres besoins économiques et sociaux.

Notons que selon les données d’ateliers, outre les pertes en cours de transports/manutentions qui dépassent souvent les 15%, plus de 35% des denrées (fruits en général) sont abandonnées aux champs par faute de marchés et/ou par manque de connaissances/techniques efficaces pour augmenter la durée de conservation des produits. Les pertes post-récoltes de l’arbre véritable atteignent généralement plus de 80%, sans tenir compte de la composante liée à l’intra-consommation (Cf. *Partie d’une récolte agricole destinée à la consommation*

⁵² https://fr.coinmill.com/HTG_USD.html#HTG=7666

humaine laissée involontairement à l'alimentation bétail, par manque de moyen de transport, de stockage, de transformation et/ou de conservation).

Encadré 02 |

- Selon le PDNA⁵³ (2016), les femmes, souvent victimes d'autres formes de discriminations, ont été l'une des principales victimes de la puissance destructrice de l'ouragan Mathew. Souvent assignées à des responsabilités sociales qui diminuent leurs capacités adaptatives, elles représentent l'une des catégories les plus vulnérables et les plus à risques aux événements climatiques de ce type. Malgré leurs degrés d'exposition aux menaces, elles ont été très actives dans les activités socioéconomiques du grand Sud. C'est pourquoi elles comptent des centaines de milliers de victimes dans leurs rangs.
- A posteriori, le croisement des différentes couches d'information permet d'avancer que : « Par rapport à l'ensemble des risques et des menaces naturels auxquels les collectivités territoriales de la Grand-Anse se sont exposées, joints aux manques de capacités aigues des institutions régaliennes et de celles de la société civile, chargées d'adresser ces problématiques d'intérêt stratégique, vital et transgénérationnel ; le cadre conceptuel du projet PROFIT reste très pertinent ».

2.1.1.- QE1.3 | • Alignement de la théorie du changement aux politiques publiques sectorielles et liens avec la durabilité et la résilience transsectorielle

Le cadre conceptuel est opérationnel du projet aborde de manière pragmatique les problématiques et les priorités des zones d'intervention privilégiées. Le décryptage et l'analyse approfondie des référentiels d'orientation stratégiques et de l'analyse croisée des politiques publiques sectorielles montrent une bon niveau de cohérence avec la théorie du changement du PROFIT qui accuse une très bonne congruence avec notamment :

- 1) La constitution de 1987 versions française et créole et loi constitutionnelle portant amendement de la constitution⁵⁴;
- 2) La « **Feuille de route 2017-2022 du Gouvernement** »⁵⁵ actuelle, en tenant compte de la spécificité des différents ministères sectoriels (MPCE⁵⁶, MTTTC⁵⁷, MENFP⁵⁸, MJSAC⁵⁹, MCFDF⁶⁰, MARNDR⁶¹, MDE⁶², MAST⁶³, MEF⁶⁴, MDTIC⁶⁵, MSPP⁶⁶, etc.) en ce qui les concerne séparément. D'ailleurs, en dépit des changements opérés pour certains ministères dans le cabinet du gouvernement de l'exécutif de 2017 à date, les feuilles de route restent pratiquement inchangés);
- 3) Le plan indicatif pluriannuel d'Haïti (PIPAH)⁶⁷, développé par le gouvernement en concertation avec les partenaires internationaux stratégiques, à travers la composante intitulée « **Territoire productif résilient** »
- 4) La stratégie de l'Évaluation des besoins post-catastrophe (PNDA)⁶⁸ qui se décompose en 5 axes d'orientation chevillés aux « **Grands Chantiers** » du PSDH ;
- 5) Le Nouveau Plan de Gestion des Risques et des Désastres (PGRD 2019 - 2030)⁶⁹ approuvé par les autorités compétentes ;

⁵³ https://haiti.un.org/sites/default/files/2018-11/UNDP-HT-PrevCri-EvaluationBesoinPostCatastropheCycloneMathieu-PDNA-31012017-SM-Ir_1.pdf

⁵⁴ <http://www.sgcm.gouv.ht/wp-content/uploads/2017/03/CONSTITUTION-DE-1987-VERSIONS-FRANCAISE-ET-CREOLE-ET-LOI-CONSTITUTIONNELLE-PORTANT-AMENDEMENT-DE-LA-CONSTITUTION.pdf>

⁵⁵ <http://www.sgcm.gouv.ht/feuilles-de-route/> (Consulté le 2 janvier 2021)

⁵⁶ <http://www.sgcm.gouv.ht/wp-content/uploads/2017/03/feuille-de-route-Ministre-de-la-Planification-et-de-la-Coop%C3%A9ration-Externe.pdf> (Consulté le 2 janvier 2021)

⁵⁷ <http://www.sgcm.gouv.ht/wp-content/uploads/2017/03/Feuille-de-route-Ministre-TPTC.pdf> (Consulté le 2 janvier 2021)

⁵⁸ <http://www.sgcm.gouv.ht/wp-content/uploads/2017/03/Feuille-de-route-Ministre-de-1%E2%80%99C3%89ducation-Nationale-et-de-la-Formation-Professionnelle.pdf> (Consulté le 2 janvier 2021)

⁵⁹ <http://www.sgcm.gouv.ht/wp-content/uploads/2017/03/1-feuille-de-route-du-Ministre-de-la-Jeunesse-des-Sports-et-de-lAction-Civique.pdf> (Consulté le 2 janvier 2021)

⁶⁰ <http://www.sgcm.gouv.ht/wp-content/uploads/2017/03/8-Feuille-de-route-de-la-ministre-a-la-Condition-Feminine-et-aux-Droits-des-Femmes.pdf> (Consulté le 2 janvier 2021)

⁶¹ <http://www.sgcm.gouv.ht/wp-content/uploads/2017/03/11-Feuille-de-route-du-Ministre-de-1%E2%80%99Agriculture-des-Ressources-Naturelles-et-de-Developpement-Rural.pdf> (Consulté le 2 janvier 2021)

⁶² <http://www.sgcm.gouv.ht/wp-content/uploads/2017/03/18-Feuille-de-route-du-Ministre-de-Environnement.pdf> (Consulté le 2 janvier 2021)

⁶³ <http://www.sgcm.gouv.ht/wp-content/uploads/2017/03/7-Feuille-de-route-du-ministre-des-affaires-sociales-et-du-travail.pdf> (Consulté le 2 janvier 2021)

⁶⁴ <http://www.sgcm.gouv.ht/wp-content/uploads/2017/03/6-Feuille-de-route-du-Ministre-de-1%E2%80%99Economie-et-des-Finances.pdf> (Consulté le 2 janvier 2021)

⁶⁵ <http://www.sgcm.gouv.ht/wp-content/uploads/2017/03/9-Feuille-de-route-de-la-ministre-du-Tourisme.pdf> (Consulté le 2 janvier 2021)

⁶⁶ <http://www.sgcm.gouv.ht/wp-content/uploads/2017/03/feuille-de-route-Ministre-de-la-Sante.pdf> (Consulté le 2 janvier 2021)

⁶⁷ https://international-partnerships.ec.europa.eu/system/files/2022-01/mip-2021-c2021-9081-haiti-annex_fr.pdf

⁶⁸ URL : <https://www.undp.org/content/dam/haiti/docs/Prevention%20des%20crises/UNDP-HT-PrevCri-EvaluationBesoinPostCatastropheCycloneMathieu-PDNA-31012017-SM.pdf> | Aussi, les rapports sectoriels complets sont disponibles sur les pages Web du Ministère de la Planification et de la Coopération Externe (MPCE) et des ministères sectoriels concernés.

⁶⁹ <https://www.ht.undp.org/content/haiti/fr/home/presscenter/articles/2020/haiti-approuve-un-nouveau-plan-de-gestion-des-risques-et-des-des.html> (Consulté le 10 Août 2021)

- 6) Les référentiels climatiques produit par Haïti, notamment avec l'appui du PNUD (Cf. : Politique⁷⁰ Nationale des Changements Climatiques, Scenarios de montée éventuelles des eaux marines (Document de Al Fouladdi, 2013), Analyse des coûts climatiques, Modèles d'intégration des coûts climatiques dans la construction des œuvres publiques d'importance stratégiques, etc.) ;
- 7) Le Décret⁷¹ du 12 octobre 2005 portant sur la Gestion de l'Environnement et de Régulation de la Conduite des Citoyens et Citoyennes pour un Développement Durable ;
- 8) Le Plan d'Action National pour l'Adaptation aux Changements Climatiques (PANA) ; & Le Plan National pour la Gestion des Risques et Désastres (PNGRD), (12) le Plan Stratégique pour la refondation d'Haïti ;
- 9) Le Plan d'action pour le Relèvement et le Développement d'Haïti (PARDH)⁷² ;
- 10) La politique nationale de protection et promotion sociales (PNPPS – avec un regard sur la Politique Nationale de Promotion Santé⁷³)⁷⁴ développée par l'Etat Haïtien à travers le Ministère des Affaires Sociales et du Travail (MAST) ;
- 11) Le Décret de janvier 2006 définissant le cadre général de la décentralisation, les principes de fonctionnement et d'organisation des Collectivités territoriales haïtiennes ;
- 12) Le Décret cadre de 2006⁷⁵ qui a pour objet de fixer le cadre général de la décentralisation, de l'organisation et du fonctionnement des Collectivités territoriales haïtiennes ;
- 13) Les politiques publiques développées par le Ministère à la Condition Féminine et aux Droits des Femmes (MCFDF)⁷⁶ pour accompagner les femmes (Autonomisation économique ; Gender Mainstreaming) ;
- 14) La loi portant création, organisation et fonctionnement du service national de Gestion des résidus solides (SNGRS)⁷⁷ ;
- 15) La loi du 29 mai 1963 établissant des règles spéciales relatives à l'habitation et à l'aménagement⁷⁸ des villes et des campagnes, en vue de développer l'urbanisme ;
- 16) La loi du 18 juillet 1996 créant un Fonds de Gestion et de Développement des Collectivités Territoriales ;
- 17) **La Politique⁷⁹ de santé du MSPP, élaborée en 1996 ;**
- 18) Le Plan d'investissements Prioritaires (PLIP).

Parlant du concept de « *Territoires productifs résilients* » : Cette évolution dans les approches d'aborder la gouvernance des territoire constitue un changement de paradigme focalisé sur les deux grands principes suivants :

1. La promotion et la valorisation des systèmes agro-alimentaires équitables, climatiquement résilients, régénérateurs de biodiversité et durables et ;
2. L'amélioration graduelle de la résilience urbaine et rurale aux risques physiques, climatiques, écologiques et économiques.

Le projet reprend le premier des quatre grands chantiers du Plan stratégique de développement d'Haïti (PSDH Tome 2) : refondation territoriale, aménagement du territoire, environnement, articulation entre l'urbain et le rural. Ce projet vise à promouvoir une approche intégrée, à même de donner des résultats si elle est concentrée autour de zones spécifiques, et empêcher les exploitants impliqués de rester dans une logique d'assistantat à durée indéterminée.

Encadré 03 |

 PROFIT est en parfaite corrélation avec la Politique Nationale de Protection et de Promotion Sociale (PNPPS). Ceci se reflète à travers l'objectif #2 du PNPPS (2) : Créer les conditions pour que chaque personne puisse construire la capacité d'agir pour son autonomie personnelle, l'amélioration de ses moyens d'existence et le plein exercice de son rôle de citoyen. Et à travers l'axe stratégique numéro (2) : Travail, Emploi, Employabilité.

⁷⁰ <https://www.mde.gov.ht/phocadownload/PNCC-HAITI-2019%20Final.pdf> (Consultée le 22 décembre 2020)

⁷¹ http://ciat.bach.anaphore.org/file/misc/299_20051012.pdf & http://ciat.bach.anaphore.org/archives/show/HTIGOUVCIAT_000000008_de-299

⁷² Le PARDH a été détaillé en 2012 dans un Plan Stratégique de Développement d'Haïti (PSDH) « Haïti pays émergent en 2030 ». Ce document reprend les quatre « refondations » du PARDH et repose sur des cadres triennaux de mise en œuvre. Ceci dit, début 2013, le PSDH et son premier « cadre stratégique triennal » n'avait pas encore été officiellement validé.

⁷³ <https://mspp.gov.ht/site/downloads/Politique%20Nationale%20de%20PS.pdf>

⁷⁴ <https://p4h.world/en/news/adoption-de-la-politique-nationale-de-protection-et-de-promotion-sociale-pnpps> ; <https://fr.wfp.org/communiqués-de-presse/le-gouvernement-dhaïti-adopte-sa-politique-nationale-de-protection-et> ; <https://www.cpam1410.com/haïti-adopte-sa-politique-nationale-de-protection-et-de-promotion-sociales-soutenue-par-le-pam/> ; https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/382321/1/S1500501_fr.pdf ;

⁷⁵ http://ciat.bach.anaphore.org/file/misc/077_20060201.pdf (Consulté le 17 juin 2019)

⁷⁶ Dans un contexte de redressement de l'Etat et de construction d'une société de droit, le Ministère à la Condition Féminine est appelé à jouer un rôle important pour assurer, via la prise en compte des rapports sociaux de sexes dans l'action gouvernementale, la cohésion sociale, la mise en branle d'un processus visant l'égalité entre les sexes et la lutte contre la pauvreté.

⁷⁷ <http://www.sgcm.gov.ht/wp-content/uploads/2017/03/Loi-portant-cr%C3%A9ation-organisation-et-fonctionnement-du-service-national-de-Gestion-des-r%C3%A9sidus-solidesSNGRS.pdf>

⁷⁸ <http://www.sgcm.gov.ht/wp-content/uploads/2017/03/Loi-du-29-mai-1963-%C3%A9tablissant-des-r%C3%A9gles-sp%C3%A9ciales-relatives-%C3%A0-lhabitation-et-%C3%A0-lam%C3%A9nagement-des-villes-et-des-campagnes-en-vue-de-d%C3%A9velopper-lurbanisme-1.pdf>

⁷⁹ <https://mspp.gov.ht/site/downloads/Rapport%20carte%20sanitaire%20nord%20ouest.pdf>

2.1.1.- QE1.4 | • Sur l'angle de la planification de la gouvernance territoriale

Selon les évaluation des dégâts occasionnés par l'ouragan Matthew (PDNA, 2016)⁸⁰, le montant estimé des dommages et pertes dans le secteur (comprenant les sous-secteurs de la Gouvernance locale et de l'État de droit) est de 1,8 million de dollars US ; dont les 2/3 incombent à la **gouvernance locale**⁸¹ et, au sein du sous-secteur, aux mairies (72 % du total). Les besoins totaux du secteur sont estimés à 19,8 millions de dollars US, dont 9% pour le court terme, 26% pour le moyen terme et 65% pour le long terme. Cette distribution traduit le fait que les dommages directs sur les institutions concernées ont été assez limités, que les besoins concernent davantage l'appui au relèvement et la transition au développement que la phase d'urgence humanitaire.

Par rapport aux problématiques du secteur de la gouvernance locale, un plan de relèvement pour la Grand-Anse, décliné en sept (7) grands objectifs stratégiques, a été validé, à savoir :

- 1) Rétablir et renforcer l'opérationnalité des institutions de gouvernance locale ;
- 2) Accroître et renforcer les capacités humaines et techniques pour plus de réactivité ;
- 3) Rétablir et améliorer les services communaux de base ;
- 4) Mettre en place un cadre hiérarchisé de planification territoriale intégrée sensible au genre et basée sur l'analyse des risques pour le relèvement ;
- 5) Limiter la croissance anarchique des zones urbaines ;
- 6) Appuyer les autorités locales pour la coordination efficace et efficiente de l'aide au relèvement et,
- 7) Instaurer la confiance, la coresponsabilité et la redevabilité, lors du relèvement, entre les institutions locales et les populations affectées.

Dans le cadre de la mise en œuvre du Projet de « **Renforcement de la prévention des risques naturels et de la gouvernance territoriale dans le département du Sud (GRD-Sud)** »⁸², financé par le Gouvernement Norvégien à hauteur de **\$US 2,980,548.45**, implémenté par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), en support avec le Ministère de la Planification et de la Coopération Externe (via la Direction de l'Aménagement du Territoire et du Développement Local et Régional (DATDLR)) et le Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales (via la Direction Générale du Bureau de la Protection Civile et de la Direction des Collectivités Territoriales), des plans communaux de développement ont été réalisés. L'évaluation a constaté que les priorités définies à travers ces outils d'animation et de planification sont très alignées aux orientations du PROFIT.

2.1.1.- QE1.5 | • Dans quelle mesure les composantes du projet (actions / produits / population cible) sont-elles restées pertinentes dans le contexte de la reprise de pandémie et aux urgences liées au séisme d'août 2021? Dans quelle mesure ont-ils été ajustés pour s'adapter et intégrer les changements dans le contexte?

Le modèle de gestion agile appliqué par les gestionnaires du Projet, a permis, dans la mesure du possible, de porter des éléments de réponse relativement adaptés. Ainsi, sous le leadership du bureau central de l'OIT et en alignement aux directives de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS/OPS)⁸³, dans un premier temps, le projet a développé une stratégie de mitigation focalisée sur les mesures barrières, et, adaptées aux contextes socioculturels des différentes communautés impliquées.

Les firmes et les experts déjà en mission ont été appelés à soumettre leur stratégie anti-Covid-19, avant de continuer leurs activités sur le terrain. Cependant, à un certain moment, selon les directives de l'OIT, seul le personnel critique détenait de droit de fréquenter, sur avis du Conseiller Technique, les espaces physiques de travail.

Le Projet a été appelé à supporter les coûts additionnels indispensables imputables aux stratégies d'adaptation développées à différentes échelles. Dans le cadre des actions de mobilisation, les parties prenantes, les leaders naturels et/ou religieux avaient joué un rôle de premier plan. Parce que, dans un premier temps, la majeure partie des acteurs locaux impliqués dans la mise en œuvre ont été très réfractaire, réticente, septique et/ou incrédule par rapport aux explications données par les professionnels de la santé. Jusqu'à présent, une très faible proportion est intéressée à se faire vacciner.

Dans le cadre du projet, les conséquences environnementales sociales et économiques qui découlent de l'apparition et de la propagation du COVID-19 affectaient de manière disproportionnée les institutions, les organisations de base, les hommes et les femmes. Elles ont accentué le niveau de précarité et/ou de

⁸⁰ L'évaluation des besoins après-catastrophe (Post-Disaster Needs Assessment - PDNA)

⁸¹ Il est à noter cependant que les composantes Justice et Police n'ont pas encore été estimées à l'intérieur du sous-secteur État de droit par manque de données chiffrées.

⁸² <https://www.ht.undp.org/content/haiti/fr/home/projects/renforcement-de-la-prevention-des-risques-naturels-et-de-la-gouvernance-territoriale-dans-le-departement-du-sud.html> (Consulté le 11 juillet 2021)

⁸³ <https://www.who.int/fr/emergencies/diseases/novel-coronavirus-2019/technical-guidance> (consulté le 2 septembre 2021)

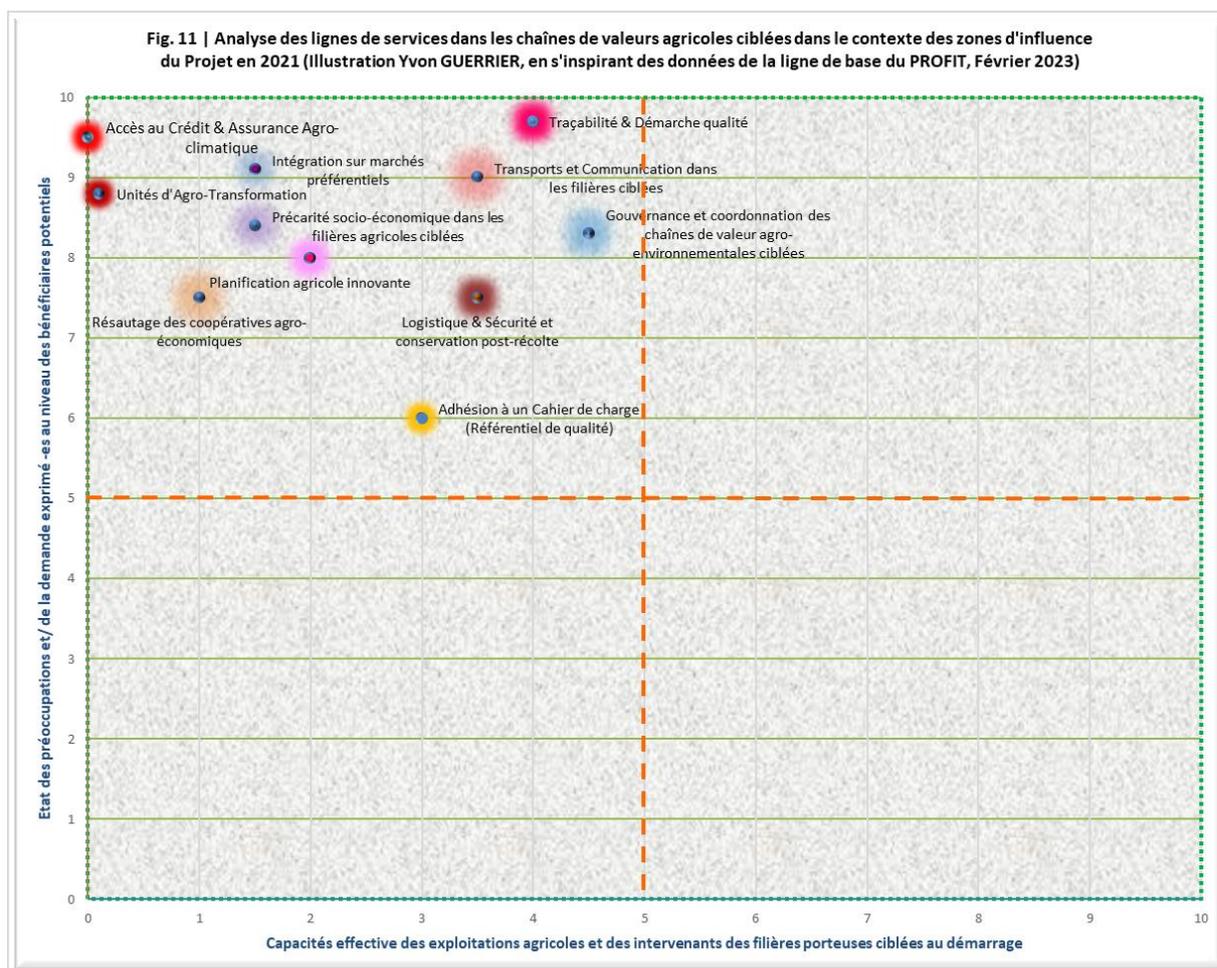
vulnérabilité des communautés, notamment les exploitants les moins résilients sur le plan socioéconomique et environnemental.

Encadré 04 |

✿ L'apparition du COVID-19 a entraîné des retards considérables sur le projet. La situation a été plus compliquée, en cause de la fermeture des ports et des aéroports à travers le monde. Certaines missions, prévues dans le projet, ont été tout simplement annulées. Certains matériels de démonstration et/ou de destinés aux centre de d'agro-transformation artisanale, commandés à l'extérieur, ont été bloqués (douanes, fournisseurs, etc.). En dépit de certaines contraintes liées aux limites budgétaires, certains changements enclenchés ont permis de faire des adaptations profitables aux bénéficiaires.

2.1.1.- QE1.6 | • Analyse de lignes de services en matière de logistiques agricoles et des infrastructures socio-économiques des zones de concentration des interventions du PROFIT

Par souci de remonter aux informations qui animaient les débats et/ou les efforts de plaidoyers transsectoriels engagés à la phase de formulation de l'idée de projet jusqu'à sa conception, des entretiens historiques réalisés dans le cadre de cette évaluation indépendante ont permis d'identifier comment les leviers de changement ont été identifiés et priorisés. Ces données ont été ajustées avec les résultats présentés dans une étude de ligne de base réalisée dans le cadre de ce projet (GDG, Mai 2022). Sur une base participative, des critères ont été pondérés et portés sur une échelle de 1 à 10. La figure suivante est présentée pour mieux illustrer la situation exprimée :



En effet, après le passage de l'ouragan Matthew en octobre 2016, tous les indicateurs et indices généralement utilisés pour l'analyse risques agricoles étaient tous au rouge - pour quasiment toutes les 14 communes du département de la Grand-Anse. Le processus décisionnel devant aboutir au choix des domaines d'intervention privilégiés a été extrêmement animé, difficile et serré. Tout était prioritaire et relativement urgent. Le graphique précédent illustré en support à une simplification de l'analyse des lignes de services montre que les domaines les plus critiques ont été :

- 1) La disponibilité et l'accès au crédit adapté au contexte agro-climatique départemental ;

- 2) Les problèmes de traçabilité ses produits et la nécessité d'introduire les notions de la démarche de qualité dans les pratiques des intervenants des chaînes de valeurs stratégiques ;
- 3) Les préoccupations en matière de services et de logistiques agricoles ;
- 4) La faible niveau d'éducation et de savoir-faire associés aux questions d'intégration sur les marchés préférentiels à fortes valeurs ajoutées.

La ligne de base effectuée dans le projet (GDG, Mai 2022) a mis en lumière les grandes faiblesses des exploitants agricoles et en particulier, d'un manque aigu en capacités empêchant les communautés bénéficiaires de jouir pleinement les potentialités et avantages comparatifs que peuvent procurer les chaînes de valeur agricoles ciblées. Ces déficits par secteur sont traduits en pourcentage à travers les lignes suivantes :

- Le cumul des charges de l'alimentation, l'éducation et la santé constituent à au moins 85% des principaux postes de dépenses des ménages et/ou des exploitations agricoles ;
- Plus de la moitié des bénéficiaires (57%) avaient déclaré avoir connu des pratiques d'épargne, mais préfèrent thésauriser leur argent en cause des taux usuraires exorbitants appliqués là un minimum de service aurait été accessible ;
- Plus de 90% des exploitants bénéficiaires ne laissent pas fermenter les fèves de cacao, du fait qu'ils ne maîtrisaient pas la méthodologie ou ne disposaient des matériels et équipements appropriés ;
- Plus de 67% des enquêtés avaient déclaré n'avoir suivi avant le projet aucun module de formation ; et, les manquements identifiés ont été proportionnés à : 75% dans le séchage, 83% dans le stockage, 83% dans le conditionnement, 77% dans la production de semences de qualité, 74% sur la mise en place des pépinières, 69% sur la taille, 72% dans la régénération et 92,4% dans le domaine de la fermentation ;
- Les principaux obstacles à la fermentation du cacao, remarqués avant les interventions du PROFIT, ont été notamment : le manque de matériels et d'équipements (21.8%), l'absence de l'habitude de faire fermenter les fèves (44.2%) et l'absence ou le manque de connaissances sur la fermentation des fèves (57.2%) ;
- Les moyens de séchages innovants (séchoir autobus, séchoir à air chaud et séchoir mécanique) n'étaient pas disponibles ;
- Les principaux chocs pour lesquels les exploitants aimeraient être assurés ont été mentionnés par ordre d'importance : Les risques climatiques (cyclones, inondations, sécheresse, tremblement de terre) pour reprendre leurs activités agricoles au plus vite (environ 75%) et, les cas d'hospitalisation dans la famille (environ 66%), etc.

Encadré 05

- Dans la filière de cacao, le manque de matériels et de moyens financiers avait été signalé comme les principales contraintes. En revanche, dans la filière de l'arbre à pain, c'est le faible niveau des prix et la faible demande qui constituent un blocage pour les exploitants agricoles. A rappeler qu'en Haïti, la production moyenne annuelle de l'arbre véritable en Haïti est de 40 000 tonnes métriques et, la quantité consommée ne dépasse pas généralement 17 500 (Société CATEDEL, 2019).
- La théorie du changement développée par le projet reste pertinente et innovante. En revanche, par rapport à l'ampleur du problème, l'évaluation a conclu que pour un projet de cette envergure, implémentée sur un fond de crise multidimensionnelle et, avec des ressources financières limitées (4 communes), le projet devrait considérer cette première intervention comme une phase pilote, en prélude à une phase deux. L'autre phase pourrait être par exemple s'accrocher sur le passage à l'échelle et la consolidation des acquis de la phase I.

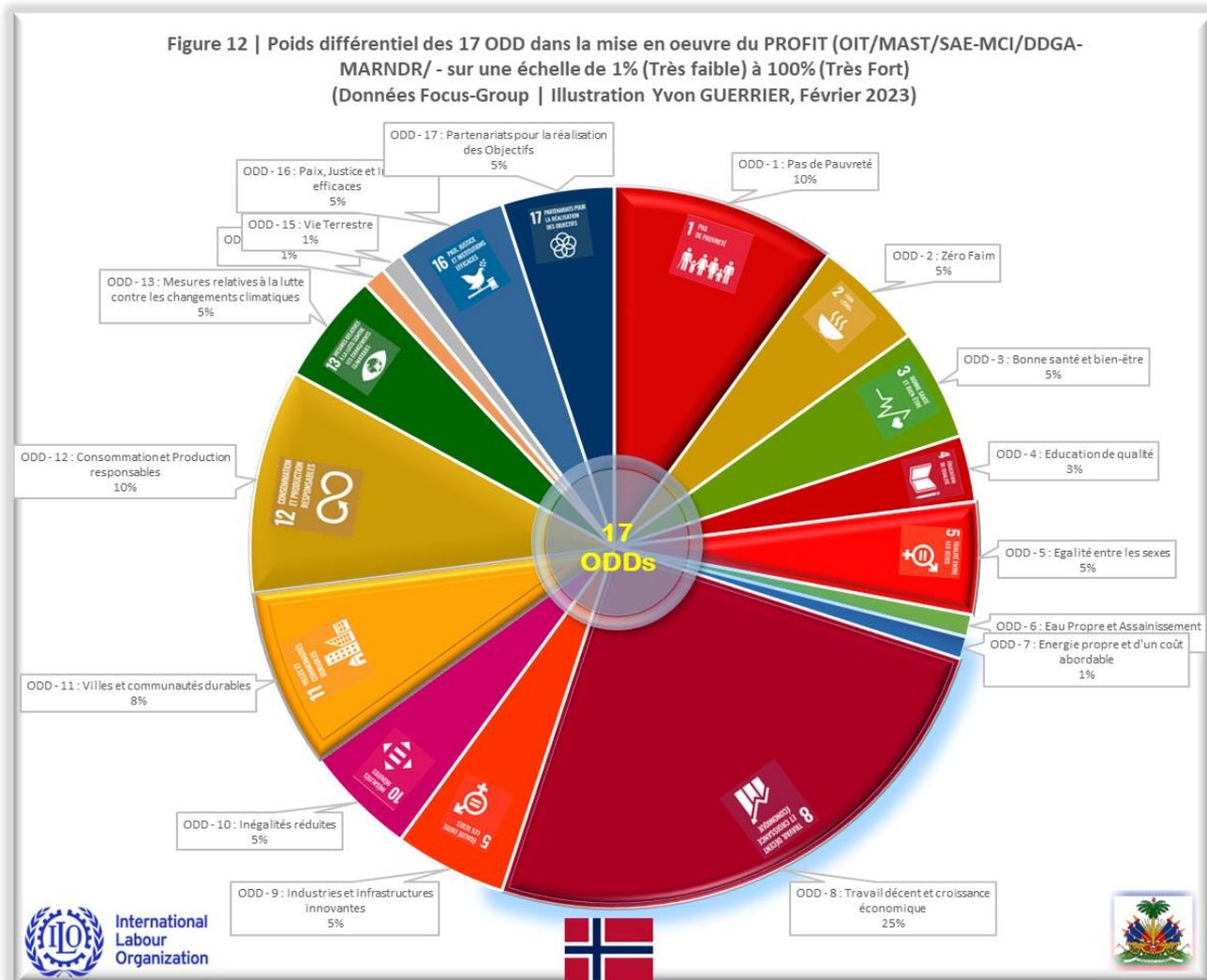
2.1.2.- QE1 | • Quel est le niveau d'alignement du projet avec l'UNSCF ; les ODD et autres cadres de coopération au développement ? Dans quelle mesure le projet continue-t-il d'être adapté pour atteindre les objectifs du CPO (HTI129) et pour contribuer au programme et budget de l'OIT pour 2022-23 ?

La formulation et la théorie du changement du projet PROFIT est en articulation avec l' « EFFET 4 » de la section RESILIENCE du CDD (CDD/UNDAF⁸⁴/ Tableau Récapitulatif Page 88, Version Pdf, 2017-2021) qui stipule : “*Les institutions nationales, régionales et locales, et la société civile renforcent la gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement, la résilience des territoires et de la population, en particulier des plus vulnérables, face aux désastres naturels, au changement climatique et aux crises humanitaires en vue d'assurer un développement durable*” ; et à l'EFFET 5 (page 89 CDD, Version Pdf) : « Les institutions publiques et la société civile améliorent l'Etat de droit et la décentralisation pour une bonne gouvernance à

⁸⁴ Le Cadre de Développement Durable 2017-2021 guide, en principe, pendant le quinquennat, le partenariat du gouvernement d'Haïti avec l'ONU pour accomplir les Objectifs de développement durable et atteindre le statut de pays émergent d'ici 2030, en renforçant la paix, la stabilité et la résilience des institutions et de la population haïtienne. La réalisation des objectifs de développement d'Haïti, soutenue par ce cadre, avait besoin d'une mobilisation de ressources estimée à \$1085,57 millions de dollars, afin de rendre possible des actions spécifiques et mesurables dans cinq domaines prioritaires : les services sociaux de base, la réduction de la pauvreté et l'emploi, la résilience, l'égalité des sexes et la protection, et la gouvernance. <https://haiti.un.org/fr/637-cadre-de-developpement-durable-2017-2021-undaf> & <https://haiti.un.org/sites/default/files/2018-11/FR%20CDD.FINAL%20Final%204%2012%202017.pdf> (Consulté le 15 février 2023)

tous les niveaux de prise de décision ». L'intervention est conforme au mandat de l'OIT, par rapport aux rôles, responsabilités et engagements convenus dans ce cadre par rapport à Haïti.

Le cadre mondial des indicateurs⁸⁵ pour les objectifs de développement durable est l'outil élaboré par le Groupe interinstitutions et d'experts sur les indicateurs des ODD (IAEG-ODD) et approuvé lors de la 48^{ème} session de la Commission de statistique des Nations Unies tenue, en mars 2017. Dans le cadre de cet exercice évaluatif, un atelier réunissant l'équipe d'évaluation et une dizaine d'experts qui interagissent sur le projet a permis de produire une réflexion pragmatique mettant en lien le projet et les ODD. Sur une échelle de 1 à 10, un score a été attribué à chacun des ODD. La notation a considéré en particulier : i) les champs lexicaux dominants du cadre conceptuel de PROFIT, ii) le pourcentage du budget alloué à chaque composante et/ou grand type d'activité apparentée, iii) la perception et les effets attendus par des bénéficiaires et, iii) certaines considérations mobilisables sur le cadre mondial des indicateurs signalés précédemment. La simulation d'une grille d'analyse multicritères (AMC) a permis d'aboutir à l'illustration du diagramme suivant, lequel donne une idée indicative du poids réel de chaque ODD dans le projet :



Parallèlement, PROFIT développe des liens directs et très étroits avec au moins dix (10) objectifs mondiaux sur 17 (ODD)⁸⁶.

⁸⁵ Le cadre mondial d'indicateurs a ensuite été adopté par l'Assemblée générale le 6 juillet 2017 et figure dans la résolution adoptée par l'Assemblée générale sur les travaux de la Commission de statistique concernant le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (A/RES/71/313), Annexe. Selon la résolution, le cadre d'indicateurs sera affiné chaque année et examiné de manière approfondie par la Commission de statistique lors de sa cinquante et unième session en mars 2020 et de sa cinquante-sixième session, qui se tiendra en 2025. Le cadre d'indicateurs mondial sera complété par des indicateurs aux niveaux régional et national, qui seront élaborés par les États membres. (<https://unstats.un.org/sdgs/unsdg> ; <https://unstats.un.org/sdgs/indicators/indicators-list/> ; <https://undocs.org/A/RES/71/313> ; https://unstats.un.org/sdgs/indicators/Global%20Indicator%20Framework%20after%202021%20refinement_English.xlsx ; Consulté le 12 septembre 2021)

⁸⁶ (Les Objectifs de développement durable (ODD) également nommés Objectifs mondiaux, sont un appel mondial à agir pour éradiquer la pauvreté, protéger la Planète et faire en sorte que tous les êtres humains vivent dans la paix et la prospérité. Ces 17 Objectifs s'appuient sur les succès des Objectifs du Millénaire pour le développement, tout en y intégrant de nouvelles préoccupations telles que les changements climatiques, la paix et la justice, entre autres priorités. Ces objectifs sont étroitement liés les uns aux autres, le succès de l'un dépendant souvent de la résolution de problématiques généralement associées à un autre objectif. En reposant sur le partenariat et le pragmatisme, les ODD visent à faire dès maintenant les bons choix pour améliorer, de manière durable, le sort des générations futures. Ils proposent à chaque pays une marche à suivre et des cibles claires, en accord avec ses priorités et les défis écologiques globaux) <http://www.ht.undp.org/content/haiti/fr/home/sustainable-development-goals.html> (Consulté le 12 août 2017)

Encadré 06 |

En théorie, le projet est essentiellement centré sur l'ODD 8. Toutefois, dans le cadre de la mise en œuvre, l'évaluation a remarqué que les ODD 4, 9, 11, 12, 16 et 17 occupent une place très importante dans la vie du projet. Ce projet est aligné au **“Produit 4.2. : Renforcement de la capacité des entreprises et de leurs systèmes de soutien à améliorer la productivité et la durabilité”** dudit programme et, focalisé sur l'ODD 8 et imbriqué dans les autres cadres d'orientation stratégiques développés par le Système des Nations-Unies et des politiques publiques sectorielles nationales d'Haïti.

2.1.3.- QE1 | • Le projet est-il pertinent pour les besoins différenciés selon le sexe des femmes liées au secteur agricole ?

Selon les données officielles du MARNDR, 22 % des travailleurs agricoles de la péninsule du Sud sont des femmes et les MPME (Micro, Petites et Moyennes Entreprises) qui reposent en grande partie sur leur participation, particulièrement à travers le commerce interdépartementale. Le secteur de la pêche emploie directement 12 000 commerçants et indirectement 7 000 «Madan-Sara»⁸⁷, acheteuses – vendeuses sur les plages et parfois même des agro-transformatrices. La participation des femmes est estimée à 44 % de la main-d'œuvre familiale et 40 % des aides familiales, souvent mobilisées dans les grandes campagnes agricoles de printemps et d'hiver (semis, récolte...). Du côté de l'élevage, la prise en charge des bétails est assurée à 22% par des femmes. Sur les 2,4 millions de personnes affectées par le séisme d'août 2021, 1,029,000 sont des femmes, parmi lesquelles 686,000 avaient besoin d'une assistance immédiate. Au niveau des ménages, d'importants dégâts ont été observés. On estime à environ 304,347 ménages affectés, parmi lesquels 121,739 ménages dirigés par des femmes, cheffes de famille monoparentale et 86,150 d'entre elles, ont leurs maisons sérieusement endommagées ou détruites (41,560 détruites et 44,590 endommagées). Les pertes en agriculture et en commerce sont estimés respectivement à 3, 268,000.00 gourdes(soit 27% des pertes totales) et 7, 170,000.00 gourdes (soit 47% des pertes totales).

L'évaluation a été inspirée sur les directives de l'OIT⁸⁸ et de celles de la « Politique⁸⁹ d'égalité femmes hommes 2014-2034 en Haïti : l'agentivité féministe, les possibilités institutionnelles et les contraintes récurrentes » (MCFDF⁹⁰, 2014). Elle a intégré des préoccupations sous forme de questions et d'analyse, à chaque étape de la vie du projet. L'emphase a été mise notamment sur :

- 1) Le positionnement des filles et des femmes dans les chaînes de valeurs et leur pouvoir décisionnel ;
- 2) Le niveau d'implication, le rôle et la place des femmes et des hommes dans le projet et aussi, les interrelations entre les deux sexes ;
- 3) Les premiers effets du projet sur la situation des femmes et des hommes ;
- 4) Les déterminants des inégalités entre femmes et hommes, ainsi que les processus de transformation des rapports sociaux à travers les chaînes de valeur ciblées, et
- 5) La sensibilité du budget par rapport aux préoccupations départementales de type genré et sexospécifique.

En complément, l'ADSG⁹¹ (Analyse Différenciée selon les Sexes) ; et les conclusions de la 4^{ème} conférence mondiale sur les femmes (Beijing septembre 1995)⁹² avaient aussi servi pour apprécier certaines évolutions dans le secteur.

⁸⁷ Les femmes connues sous le nom de “Madan-Sara” en Haïti travaillent sans relâche pour acheter, distribuer et vendre de la nourriture et d'autres produits essentiels sur les marchés du pays. Malgré tous les obstacles rencontrés par les femmes travaillant dans un secteur qui manque d'investissement, d'infrastructures et d'aide de l'État, le Madan Sara continue d'être l'un des éléments les plus critiques de l'économie haïtienne et de qui nous sommes en tant que pays. Le film «Madan-Sara» raconte les histoires de ces femmes infatigables qui travaillent à la marge pour faire fonctionner l'économie haïtienne. Malgré les difficultés intenses et la stigmatisation sociale, le travail acharné du “Madan-Sara” met ses enfants à l'école, héberge leurs familles et contribue à assurer une vie meilleure aux générations à venir. (<https://lab.org.uk/haïti-madan-sara-women/> ; Consulté le 2 juin 2020)

⁸⁸ https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_mas/---eval/documents/publication/wcms_165986.pdf (Consulté le 22 novembre 2020)

⁸⁹ <http://extwprlegs1.fao.org/docs/pdf/haï157333.pdf> (Consulté le 17 janvier 2021)

⁹⁰ Ministère des Conditions Féminines et aux Droits de la Femme

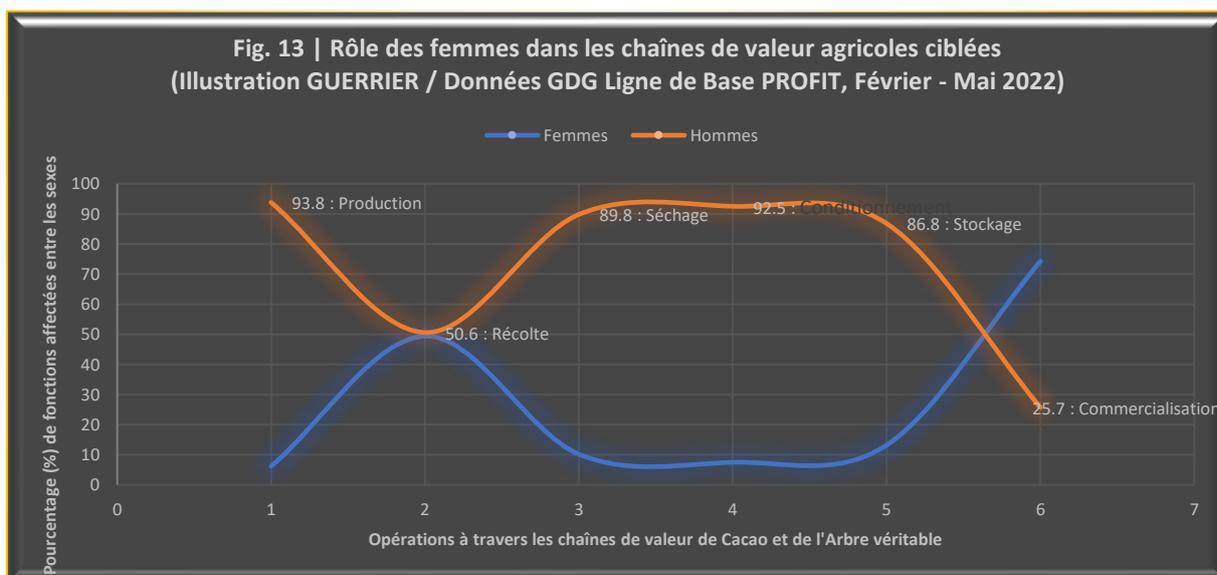
⁹¹ L'Analyse Différenciée selon les Sexes (ADS) ou *Gender-Based Analysis* (GBA) est l'appellation utilisée pour décrire une approche transversale visant à intégrer progressivement le principe de l'égalité entre les femmes et les hommes à l'ensemble des décisions gouvernementales ainsi qu'à celles des instances locales et régionales. (http://142.213.167.228/fileadmin/publications/Beijing__15/Analyse_differeenciee_selon_les_sexes.pdf (Consulté le 17 avril 2019)

⁹² Lors de cette quatrième conférence mondiale sur les femmes, parmi les messages transmis, le plus important est le suivant : les problèmes abordés par le Programme d'Action sont mondiaux et universels. En privé comme en public, les femmes du monde entier sont victimes d'inégalité et de discrimination, perpétuées par des habitudes et pratiques profondément ancrées. En conséquence, qu'il s'agisse des mœurs, attitudes, pratiques ou priorités, la mise en application du Programme d'Action doit évoluer. La Conférence annonce clairement son engagement concernant les normes et modèles d'égalité entre les hommes et les femmes ; toute action doit être guidée par les mesures prises pour protéger et promouvoir les droits de la femme et de la petite fille, considérant ces droits comme partie intégrante des droits universels de l'homme. De plus, les institutions doivent, à tous niveaux, être réorientées pour accélérer la mise en application du Programme d'Action. Enfin, les Gouvernements et Nations unies s'accordent pour promouvoir « l'égalité des sexes » tant au niveau politique qu'au sein des programmes.

La Conférence de Beijing (Pékin) débouche sur un programme en faveur de l'autonomisation de la femme. Son but est d'accélérer la mise en application des Stratégies Prospectives d'Action de Nairobi pour la Promotion de la Femme. Il traite de l'élimination des obstacles à la participation publique de la femme dans toutes les sphères de la vie privée ou publique via la parité dans les domaines économiques, sociaux, culturels et en ce qui concerne le pouvoir décisionnel en matière de politique.

A la phase de démarrage du projet, une “**Etude de la ligne de base**” a été réalisée par un prestataire de service d’expert indépendant (**GDG, Février - Mai 2022**). Cette étude a été réalisée dans le département de la Grand-Anse et a ciblé particulièrement les familles paysannes productrices de cacao et d’arbre à pain des communes de Moron, Chambellan, Dame Marie, Anse d’Hainault et les Irois. Un accent particulier a été porté sur la dimension genre.

Selon les enquêtés, les femmes sont plus ou impliquées dans quelques étapes de la filière, notamment au niveau de la récolte (49.4%) et de la commercialisation (74.3%). Dans l’ensemble, les principales activités commerciales sont occupées par les femmes. Toutefois, en raison du fait que les services de vulgarisation agricole ont tendance à se concentrer habituellement sur les hommes et leurs besoins en matière de production, de transformation et autres ; les femmes étaient faiblement impliquées dans les autres étapes. La figure suivante donne une idée sur la réalité du terrain au moment de réalisation de cette étude (1^{er} semestre 2021) :



En dépit de certains fossés constatés dans le graphique précédent (selon l’étude), une très faible proportion des personnes interrogées déclarait que les femmes ne participent pas dans les prises de décision concernant les deux filières. Plus de la moitié des exploitants agricoles, soit 54.30%, avaient déclaré que les femmes sont rémunérées pour leur participation dans les opérations agricoles. Elles seraient rémunérées de façon égale aux hommes et, peuvent utiliser librement leurs revenus. A ce niveau, l’évaluation de mi-parcours estime qu’il faut prendre ces dernières informations avec pincette. Parce que, les données recueillies dans les groupes de discussion, réalisées entre janvier et février 2023 par l’équipe d’évaluation, ont tendance à nuancer certains aspects. Tout dépend du modèle d’arrangement dans les exploitations agricoles (et/ou des ménages), de leur situation socio-économiques (éducation et profil socio-professionnel) et du niveau d’évolution de certaines pratiques traditionnelles fortement ancrées dans les communautés.

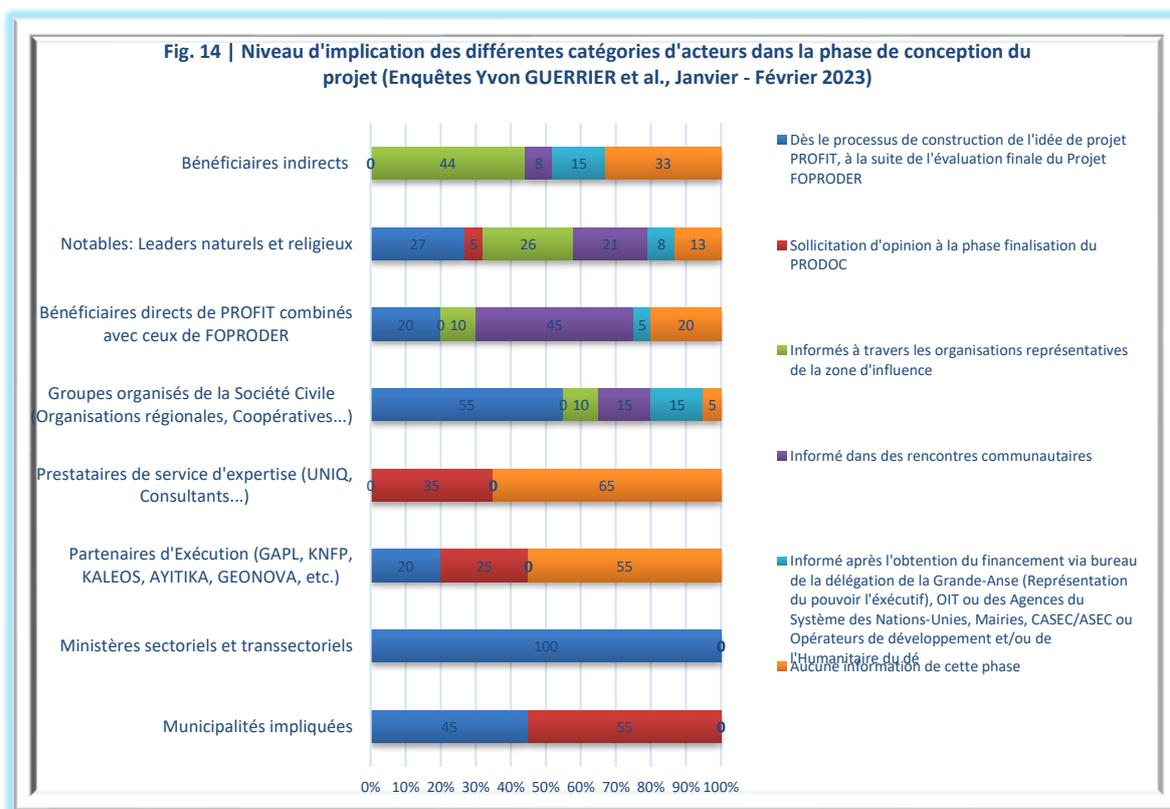
Le projet recrute, non seulement, une spécialiste en genre ayant une expertise aguerrie dans le domaine, mais aussi et surtout, surveille à chaque étape et auprès de tous les partenaires comment sont intégrées les préoccupations alliées dans le projet.

Encadré 07 |

Le projet PROFIT par sa nature toutes ses précautions pour ne pas léser des catégories vulnérables. Le budget est sensible au genre. Des ajustement sont portés à chaque fois que c’est envisageable et, dans la mesure du possible. Sur un angle programmatique et dans les plans d’action, les critères discriminants de représentation et de participation des catégories de jeunes filles et de femmes les plus vulnérables (les plus nécessiteuses) sont établis, en tenant compte des réalités de chacune des composantes du projet. Néanmoins, il faut souligner que le projet n’avait pas défini des activités concernant spécifiquement certaines catégories vulnérables tels que les personnes en situation de handicap, les VBG, etc.

2.1.4.- QE1 | • Dans quelle mesure les parties prenantes, les partenaires sociaux et les mandants ont-ils été impliqués dans la conception des initiatives du projet ?

A travers les différentes étapes du processus évaluatif, lors des enquêtes, des questions spécifiques ont été soulevées sur le niveau et la qualité de la participation des différentes catégories des parties prenantes dans le développement du projet. Le graphique suivant illustre la tendance :



Le graphe précédent montre que, la phase de conception du projet a été faite sur une base de représentation participative et inclusive ; en mobilisant les acteurs institutionnels étatiques stratégiques, les autorités locales et les organisations ayant un fort niveau d'ancrage sociogéographique dans les zones d'influence du projet. Le Ministère de l'Agriculture Ressources Naturelles et Développement Rural (MARNDR) et le Ministère des Affaires Sociales et du Travail (MAST) ont été impliqués dans le processus dès la genèse du projet. Les ministères sectoriels ont été représentés par les directions techniques. Ces dernières développaient des rapports plutôt transversaux avec le projet. Au niveau des communes, les Bureau Agricole Communal (BAC) devaient faciliter plutôt l'appropriation in situ dans la phase de mise en œuvre.

Vu le contexte de troubles sociopolitiques récurrentes et le phénomène d'insécurité publique généralisée chronique, l'approche institutionnelle a été privilégiée. Certains notables et bénéficiaires individuels ont été informés, en particulier, à travers la tenue de réunions dans les organisations communautaires de base et les structures faïtières les plus représentatives - qui allaient s'impliquer dans le projet.

Le mandat des maires élus de 2016 allait expirer au cours du deuxième semestre de l'année 2020. Le pouvoir exécutif a pris un arrêté⁹³ présidentiel qui remplace les élus locaux par des agents exécutifs intérimaires. Certains acteurs de la Grand-Anse qui ont été profondément impliqués dans la mise en œuvre du FOPRODER et/ou dans la phase de fermentation de l'idée de projet ne font plus partie des administrations municipales concernées. Mais, la majeure partie d'entre eux sont encore en contact et/ou participent dans la mise en œuvre du PROFIT, à travers les structures organisées de la société civile au niveau des communes privilégiées.

Encadré 08|

- ✿ L'analyse des documents montre que le cadre conceptuel et opérationnel du projet est en droite alignement au cadre juridique et institutionnel encadrant les domaines thématiques privilégiés par le Projet PROFIT, aux feuilles de route des différents ministères sectoriels, aux priorités du Programme

⁹³ <https://www.constanthati.info/2020/07/08/des-agents-executifs-interimaires-dans-141-communes/> (Consulté le 5 février 2021)

par pays en lien au Cadre de Développement Durable 2017-2021 (CDD/UNDAF)⁹⁴. Il est aussi en articulation avec les orientations stratégiques du « *Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030* »⁹⁵.

- Les partenaires d'exécution ont été impliqués dès la formulation. En revanche, les prestataires de services ponctuels n'ont été au courant qu'à travers la publication de certains appels à proposition publiés dans les médias, les réseaux sociaux, les quotidiens, les institutions régionales et nationales apparentées.
- « Le cadre conceptuel et programmatique de ce projet accuse un parfait alignement avec 1) le cadre juridique et institutionnel, 2) les politiques publiques sectorielles applicables, 3) le document de CDD⁹⁶ du SNU (Système des Nations Unies), lequel est parfaite articulation avec le PSDH (Tome 2), incluant les instruments, accords, conventions et déclarations de principes régionaux, internationaux et transnationaux relatifs aux domaines thématiques revendiqués par le projet GRD-Sud afférents à l'Agenda des ODD.
- PROFIT est une initiative qui présente des complémentarités à d'autres financements de projets et/ou programmes de développement alloués par le Royaume de la Norvège dans le Grand-Sud, soit à travers l'OIT (FOPRODER)⁹⁷, ou à travers d'autres opérateurs du Système des Nations-Unies⁹⁸, en cofinancement avec des initiatives de la Banque Mondiale, de la Banque Interaméricaine de Développement (BID), de la coopération canadienne, du Japon et de l'Union Européenne.

2.2.- QE2 | • Cohérence et validité de la conception

Cette rubrique a pour objectif d'analyser dans quelle mesure l'intervention est compatible avec les autres interventions menées au sein d'un pays, d'un secteur ou d'une institution.

2.2.1.- QE2 | • Dans quelle mesure la conception du projet est-elle appropriée, logique, cohérente, basée sur une analyse systémique ? réaliste dans ses délais pour atteindre les produits, les résultats et l'impact attendus ? Répond-il aux besoins spécifiques (et aux besoins changeants) des hommes et des femmes ? Soutient-il les groupes vulnérables à travers ses stratégies/produits/activités ?

2.2.1.- QE2.1 | • Dans quelle mesure la conception du projet est-elle appropriée, logique, cohérente, basée sur une analyse systémique?

Les premières discussions qui entouraient la formulation de ce projet avaient précédé le passage de l'Ouragan Matthew en octobre 2016. Matthew, à l'origine de la mise en œuvre du Projet FOPRODER (...), n'a fait qu'accélérer le processus. Toutefois, les dégâts considérables et retombées critiques de la catastrophe, en octobre 2016, ont été un bon prétexte et le momentum favorable.

Au vu de l'extrême vulnérabilité de la Grand-Anse face aux catastrophes naturelles, des agences et institutions spécialisées du Système des Nations-Unies (PNUD, FAO, ONU-FEMMES), en collaboration avec le gouvernement Haïtien, ont mis en œuvre un programme de réduction des risques (2012-2016). Ce dernier contenait deux projets⁹⁹, à savoir : (1) la création d'un Guide de Méthodologie Nationale pour la Réduction des Risques en Haïti, avec le soutien financier d'ECHO, et (2) un projet financé par DFID (*Department for International Development*)¹⁰⁰ appelé «*Évaluations Intégrées des Risques Multiples et Renforcement de la Résilience Urbaine dans le Département de la Grand-Anse*», ci-après appelé : *Projet de Renforcement de la Résilience Urbaine dans le Grand-Anse*.

Le projet a été financé par le Royaume-Uni sur la base d'un engagement officiel en 2014 de soutenir le Gouvernement Haïtien dans les efforts de renforcement de la résilience des populations vulnérables de la

⁹⁴ Le Cadre de Développement Durable 2017-2021 guide, en principe, pendant le quinquennat, le partenariat du gouvernement d'Haïti avec l'ONU pour accomplir les Objectifs de développement durable et atteindre le statut de pays émergent d'ici 2030, en renforçant la paix, la stabilité et la résilience des institutions et de la population haïtienne. La réalisation des objectifs de développement d'Haïti, soutenue par ce cadre, avait besoin d'une mobilisation de ressources estimée à \$1085,57 millions de dollars, afin de rendre possible des actions spécifiques et mesurables dans cinq domaines prioritaires : les services sociaux de base, la réduction de la pauvreté et l'emploi, la résilience, l'égalité des sexes et la protection, et la gouvernance. <https://haiti.un.org/fr/637-cadre-de-developpement-durable-2017-2021-undaf> (Consulté le 15 Septembre 2021)

⁹⁵ Le Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030 a été adopté lors de la troisième Conférence mondiale de l'ONU tenue à Sendai au Japon le 18 mars 2015. Il est le résultat de consultations lancées en mars 2012 et de négociations intergouvernementales menées de juillet 2014 à mars 2015 sur demande de l'Assemblée générale de l'ONU et avec l'appui du Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophe. (https://www.unisdr.org/files/43291_frenchsendaiframeworkfordisasterris.pdf , Consulté le 3 Août 2021)

⁹⁶ <https://haiti.un.org/fr/637-cadre-de-developpement-durable-2017-2021-undaf> (Consulté le 22 septembre 2017)

⁹⁷ <https://www.ilo.org/sanjose/paises/haiti/facet/lang--fr/index.htm>

⁹⁸ <https://www.haitilibre.com/article-12721-haiti-economie-les-nations-unies-la-norvege-et-le-gouvernement-unis-pour-le-developpement-de-la-cote-sud.html> (Consulté le 22 septembre 2017)

⁹⁹ <https://erc.undp.org/evaluation/documents/download/10603> (Consulté le 25 septembre 2021)

¹⁰⁰ Le département du Développement international (en) Department for International Development ou DFID) est un département exécutif du gouvernement britannique responsable de l'aide humanitaire et de l'aide au développement au niveau international.

Grand-Anse face aux catastrophes naturelles. Cette initiative a été mise en œuvre à travers de nombreux partenariats développés en synergie avec d'autres opérateurs régionaux spécialisés.

Les premières retombées des projets financés par **DFID**¹⁰¹, mis en œuvre avec l'appui du PNUD, ont été estimées encourageantes (Evaluation GRD Sud /Enquête historique GUERRIER¹⁰², auprès de M. PELTROP, Directeur de la Direction de l'Aménagement du Territoire et du Développement Local et Régional (DATDCR) du MPCE, Septembre 2021). Sur la base des leçons apprises et des bonnes pratiques identifiées, les décideurs et les opérateurs stratégiques avaient initiés un plaidoyer concerté auprès des principaux bailleurs intéressés par ce champ thématique. L'idée a été de mobiliser des ressources additionnelles pour entreprendre des initiatives susceptibles de contribuer à la consolidation et l'extension de cette expérience concluante, réalisée à l'échelle de toute la presqu'île du sud (Sud, Grand-Anse et Nippes), voire dans tout le pays. La vision première a été surtout de développer un « *Prototype de territoire résilient modèle* », focalisé sur la connaissance, la maîtrise des leviers territoriaux clés, en matière de risques.

La compréhension systémique dégagée dans les échanges avec de hauts cadres de l'administration publique, autour du sujet, a permis de formuler la vision par : « *La mise en place d'outils et d'instruments de prévention de risques innovants, adaptables et efficaces ; afin d'améliorer graduellement les niveaux de performance des processus décisionnels et opérationnels en lien à l'animation, la planification intelligente et la gouvernance territoriale intégrée, à différentes échelles sociogéographiques et écosystémiques du pays* ». Cette plaidoirie entendait capitaliser sur un programme financé par **DFID** pour enclencher un changement de paradigme dans le domaine de la gouvernance des territoires et des ressources, à la faveur d'une vision plutôt holistique intégrant une meilleure valorisation des chaînes de valeur agricoles pour améliorer, entre autres, les opportunités en emplois verts et la vulgarisation de techniques innovantes, adaptables aux contextes des territoires et terroirs du département de la Grand-Anse.

Avec l'aggravation du contexte global de gouvernance du pays, les partenaires financiers impliqués ont été devenus très prudents. La Norvège restait dévouée, mais, ne disposait pas, à elle seule, suffisamment de ressources pour couvrir toute la presqu'île du Sud. Les conclusions et recommandations de l'évaluation finale et indépendante du Projet FOPRODER (implémenté par l'OIT en appui au gouvernement), quant à elles, avaient montré la voie à suivre pour mieux consolider les acquis et faire passer à l'échelles certaines pratiques éco-responsables, dans une perspective de lutte contre la pauvreté et l'extrême exclusion. C'est dans ce contexte qu'imbrique le développement de PROFIT.

L'évaluation a établi certains liens conceptuels et fonctionnels entre FOPRODER et PROFIT à l'Annexe VI.

2.2.1.- QE2.2 | • Dans quelle mesure la conception du projet est-elle réaliste dans ses délais pour atteindre les produits, les résultats et l'impact attendus?

La conception du projet repose sur les hypothèses (Hi) suivantes :

H-1.- Les troubles politiques et sociaux menant à la violence peuvent avoir un impact significatif sur les quartiers du projet ayant des antécédents de violence sociale, politique et économique. Compte tenu de l'histoire tumultueuse d'Haïti, ce risque devrait se produire pendant la mise en œuvre du projet et entraînera très probablement le retard et/ou l'annulation de certaines formations en raison de l'incapacité de fonctionner.
H-2.- Les catastrophes naturelles, y compris les tremblements de terre et les ouragans, peuvent avoir un impact significatif sur le projet, car elles affectent la zone principale d'intervention. Ce risque est susceptible de se produire pendant la période de mise en œuvre du projet.
H-3.- Pour plus d'appropriation et de durabilité, l'OIT encouragera la réalisation de la plupart des activités par le biais de partenaires locaux issus des institutions gouvernementales et des associations ou coopératives locales. L'OIT suppose que ces partenaires auraient besoin d'un important renforcement des capacités, principalement au début.
H-4.- Le projet rencontre des difficultés à trouver des solutions d'emploi durables pour les bénéficiaires, ce qui augmente la frustration des bénéficiaires. Alors que le marché du travail peut être imprévisible.
H-5.- Accent excessif sur la mise à niveau de l'équipement et de l'infrastructure sans prêter attention à la formation et à l'évaluation basées sur les compétences.
H-6.- La propagation de la pandémie de Covid-19 est toujours en cours dans certains départements d'Haïti et même si le Sud et la Grand-Anse ne sont pas les plus touchés, il faut rester prudent.

¹⁰¹ Le département du Développement international ((en) Department for International Development ou DFID) est un département exécutif du gouvernement britannique responsable de l'aide humanitaire et de l'aide au développement au niveau international.

¹⁰² <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/12382>

Haïti fait partie des Etats fragiles¹⁰³. La situation générale qui prévalait dans l'intervalle de 2020 à ce jour devient de plus en plus critique et préoccupante. Les éléments d'information sur les leviers clés de stabilité dont disposait l'équipe de concepteurs du projet, au moment de la formulation, ont été suffisamment exploités et valorisés.

Encadré 09 |

En regard aux contraintes auxquelles ont été confronté le projet durant les étapes de sa mise en œuvre, l'évaluation estime que les hypothèses de risque ont été sciemment et objectivement réfléchies. En revanche, personne ne pouvait s'y attendre à l'assassinat du président de la République, M. Jovenel Moïse, au pouvoir. Ce drame impensable allait brouiller toutes les pistes et chambarder toutes les énergies investies dans la planification dudit projet. Les personnes consultées, à l'unanimité, soulèvent des arguments qui montrent que le climat d'insécurité est devenu au moins 10 fois plus critiques et préoccupant qu'en 2020.

2.2.1.- QE2.3 | • PROFIT répond-il aux besoins spécifiques (et aux besoins changeants) des hommes et des femmes ? Soutient-il les groupes vulnérables à travers ses stratégies/produits/activités?

Cet aspect a été développé en partie dans les rubriques 2.1.3.- QE1 | • & 2.2.1.- QE2.3 | •

Pour le projet, le ratio de 50% Hommes et de 50% Femmes s'explique par l'engagement de l'OIT et du bailleur norvégien de renforcer l'autonomisation des femmes rurales, grâce à leur participation équitable dans les chaînes de valeur agricole et agro-alimentaire. A noter que le ration établi par l'Etat haïtien d'au moins 30% de femmes.

Les balises établies pour inciter l'implication et la participation des jeunes filles ou des femmes dans ce processus ont été particulièrement :

- 1) L'obligation faite aux partenaires de mise en œuvre de respecter, voire dépasser, le quota de 50% de femmes dans toutes les activités ;
- 2) La Réhabilitation prioritaire des parcelles appartenant à des femmes ;
- 3) L'identification et l'encadrement d'un besoin pour un groupe de femmes de s'organiser en mutuelle de solidarité, afin qu'elles puissent avoir accès à l'éducation financière et aux fonds destinés à leur autonomisation financière.

Encadré 10 |

A ce stade, les stratégies et actions de ce projet restent cohérentes par rapport aux besoins financiers directs en matière de genre. Le projet prend des précautions pour ne pas léser les catégories vulnérables. Toutefois, des activités spécifiques n'étaient pas adressées aux personnes en situation de handicap, à d'autres groupes victimes généralement de discrimination et, aux survivants de VBG (Violence Basée sur le Genre).

2.2.2.- QE2 | • Dans quelle mesure le projet intègre-t-il les moteurs politiques transversaux de l'OIT dans sa conception et est-il cohérent avec les normes internationales pertinentes auxquelles l'OIT adhère et les promeut-il ? Dans quelle mesure aborde-t-il les questions/problèmes de genre et répond-il en s'orientant vers les transformations de genre ? Le projet dispose-t-il d'une budgétisation sensible au genre comme outil d'allocation des ressources pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ?

2.2.2.- QE2.1 | • Dans quelle mesure le projet intègre-t-il les moteurs politiques transversaux de l'OIT dans sa conception et est-il cohérent avec les normes internationales pertinentes auxquelles l'OIT adhère et les promeut-il?

La question de l'intégration des normes internationales a été, en grande partie, traitée dans les rubriques 2.1.1.- QE1.3 | • & 2.1.2.- QE1 | •

Les préoccupations liées au droit de l'enfance, à l'inclusion sociale des marginalisés, à la dimension genre et au sexe ont été bien intégrées et appliquées dans le projet. En revanche, un effort en plus doit être fait, dans la définition des critères de bénéficiaires, pour mieux les associations de personnes handicapées soient mieux impliquées dans la continuité. « *Participation et inclusion pleines et effectives dans la société* » est l'un des principes généraux qui sous-tendent la [Convention relative aux droits des personnes handicapées \(CRDPH\)](#)¹⁰⁴ et chacun de ses articles. Les 17 objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030 contiennent des références explicites aux personnes handicapées ([Objectif de développement durable 4](#) , [ODD 8](#) , [ODD 10](#) , [ODD](#)

¹⁰³ <https://journals.openedition.org/cal/3093> (Consulté le 22 septembre 2017)

¹⁰⁴ <https://www.un.org/development/desa/disabilities/convention-on-the-rights-of-persons-with-disabilities/convention-on-the-rights-of-persons-with-disabilities-2.html>

11 et ODD 17), en les interconnectant avec la CDPH (Convention sur le Droit des Personnes Handicapées). Ainsi, l'évaluation a regardé des aspects relatifs au domaine de la conception et à l'aménagement universels¹⁰⁵.

Selon les rapports de plusieurs¹⁰⁶ groupes d'experts nationaux et internationaux crédibles, le nombre de personne à mobilité réduite est en croissance dans le pays, par ricochet dans le Sud. Cette problématique fait partie intégrante des grandes préoccupations soulevées à travers le système de valeurs promu par le Systèmes des Nations-Unies (SNU/ Convention relative aux droits des personnes handicapées et Protocole facultatif)¹⁰⁷, voire à travers certaines directives et référentiels¹⁰⁸ spécifiques développés par l'OIT, elle-même.

Encadré 11 |

- En dépit que le processus d'implémentation du projet se fait sur un fond multirisques/multicrises, les témoignages des parties prenantes de tous azimuts permettent de dire que : « *Le processus a été inclusif et représentatif* ». Toutefois, les mesures de bénéfice liées à la conception universelle méritent d'être renforcées, pour permettre la catégorie des personnes à mobilités réduites et des handicapées de jouir pleinement les avantages du projet. Les déficits de participation et/ou d'intégration constatés ne sont pas inhérents au projet, mais sont plutôt fortement liés au contexte de l'environnement externe (porteur) qui n'est pas favorable au déplacement des personnes à mobilité réduites et/ou ayant une certaine déficience physique.

2.2.2.- QE2.2 | • Dans quelle mesure aborde-t-il les questions/problèmes de genre et répond-il en s'orientant vers les transformations de genre ?

Cet aspect a été développé en partie dans les rubriques 2.1.3.- QE1 | • & 2.2.1.- QE2.3 | •

Le genre est un aspect important dans la communication du projet. La thématique de la participation des femmes est prise en compte tant dans le plan global de communication que dans le plan média.

Encadré 12 |

- Dans la perspective de promouvoir la prise en compte du genre dans l'agriculture, le projet a cherché à maintenir le contact avec les leaders communautaires, les agences des Nations Unies et les ONG qui évoluent dans les zones d'influence du projet. L'idée est de favoriser l'émergence d'un environnement favorable aux femmes à travers les chaînes de valeur agroécologiques. Dans le courant de l'année 2022, le projet a rejoint le REGAH (Réseau pour l'Egalité de genre dans l'action humanitaire) ; laquelle structure constitue le groupe de travail de pays (UN Country Team (UNCT)). Ce réseau fait également de la plaidoirie sur les questions de l'intégration du genre dans l'humanitaire ; de la conception universelle (prise en compte des droits des personnes à mobilité réduite) et de la VBG (Violence Basée sur le Genre) dans la promotion et la mise en œuvre des initiatives de développement durable.

2.2.2.- QE2.3 | • Le projet dispose-t-il d'une budgétisation sensible au genre comme outil d'allocation des ressources pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ?

Le budget est sensible au genre. Mais, l'évaluation dénote un manque de financement des femmes pour maintenir et agrandir leurs activités agricoles. Parce qu'elles sont plus présentes dans les maillons les moins rémunératrices des chaînes de valeur.

¹⁰⁵ La conception universelle est la conception de tout aménagement, produit, équipement, programme ou service qui puisse être utilisé par toute personne, sans nécessiter ni d'adaptation ni de conception spéciale, et ce quels que soient son sexe, son âge, sa situation ou son handicap. Cette notion renvoie à l'accessibilité et est mentionnée dans la Convention relative aux droits des personnes handicapées.

La Convention relative aux droits des personnes handicapées¹⁰⁵ est une convention internationale pour « promouvoir, protéger et assurer » la dignité, l'égalité devant la loi, les droits humains et les libertés fondamentales des personnes avec des handicaps en tous genres. L'objectif est la pleine jouissance des droits humains fondamentaux par les personnes handicapées et leur participation active à la vie politique, économique, sociale et culturelle. Elle a été adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies le 13 décembre 2006, et est entrée en vigueur le 3 mai 2008. Handicap International a aussi participé au processus d'élaboration. Au 12 avril 2018, 161 pays l'ont signée, dont Haïti, sur 177 pays parties prenantes. Le cadre légal haïtien en matière de protection des droits des personnes handicapées est constitué d'abord de la Constitution qui est la loi mère et de toutes les Déclarations, Conventions et Traités qui ont été ratifiés par Haïti. La Constitution de 1987 amendée, en son article 276.2 stipule que « Les Traités ou Accord Internationaux, une fois sanctionnés et ratifiés dans les formes prévues par la Constitution, font partie de la Législation du Pays et abrogent toutes les Lois qui leur sont contraires. ». A cet effet, Haïti est tenue de mettre en œuvre toutes les mesures afin de garantir le respect des engagements souscrits en matière de Droit de l'Homme. D'où l'importance de jeter un regard dans le cadre de cette évaluation finale sur le niveau d'intégration et de participation des jeunes Handicapés ou à mobilité réduite.

¹⁰⁶ <https://reliefweb.int/report/haiti/ha%C3%Afti-plus-de-respect-pour-les-personnes-handicap%C3%A9es#:~:text=En%20Ha%C3%Afti%2C%20pr%C3%A8s%20de%20800.000,jouissance%20int%C3%A9gration%20de%20leurs%20droits> ; <https://www.ohchr.org/fr/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=22666&LangID=F> (Consultés le 20 août 2021)

¹⁰⁷ <https://www.un.org/disabilities/documents/convention/convoptprot-f.pdf> ; <https://www.ilo.org/global/topics/disability-and-work/lang--fr/index.htm> (Consulté le 20 août 2021)

¹⁰⁸ Recueil de directives pratiques du BIT : La gestion du handicap sur le lieu de travail / C159 - Convention (n° 159) sur la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées, 1983 / R168 - Recommandation (no 168) sur la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées, 1983 / C111 - Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (<https://www.ilo.org/global/topics/disability-and-work/lang--fr/index.htm>) (Consulté le 20 janvier 2021) / URL : <https://www.ilo.org/global/topics/disability-and-work/lang--fr/index.htm> (Consulté le 20 août 2021)

2.2.3.- QE2 | • Dans quelle mesure le projet a-t-il répondu aux besoins émergents dans le contexte de rétablissement de la pandémie de COVID-19, de la crise politique/institutionnelle/économique ainsi qu'aux recommandations de l'étude BL ? Des recommandations ont-elles été introduites dans la FL ? Les parties prenantes/constituants ont-ils participé à ce processus ?

2.2.3.- QE2.1 | • Dans quelle mesure le projet a-t-il répondu aux besoins émergents dans le contexte de rétablissement de la pandémie de COVID-19, de la crise politique/institutionnelle/économique ainsi qu'aux recommandations de l'étude de Ligne de Base ? Des recommandations ont-elles été introduites à ce niveau ?

Cette préoccupation a été, en partie, traitée à travers les rubriques 2.1.1.- QE1.5 | • & 2.2.3.- QE2.1 | •

Dans un premier temps la réponse a été complètement dépendante des décisions prises à niveau stratégique. Le pays, dans son ensemble, n'était pas prêt à faire face à une telle situation sanitaire. Le système de santé publique n'est pas, jusqu'à présent, en mesure de développer des éléments de réponse adaptables aux besoins des communautés urbaines, péri-urbaines, et encore moins dans les collectivités territoriales reculées ou défavorisées¹⁰⁹. Les locaux des ministères et des organes publics et privés impliqués dans le projet ont été fermés pendant près de 4 mois. Par suite des directives de l'OIT à niveau corporatif, renforcé par le décret présidentiel¹¹⁰ annonçant des mesures drastiques adoptées pour faire face à la situation, la première réponse du projet a été de sursoir sur les activités de groupes. La route critique apparentée à la stratégie de réponse développée dans le cadre de la mise en œuvre du projet face au contexte du COVID-19 peut être illustrée, à travers le schéma suivant, en sept (7) étapes :

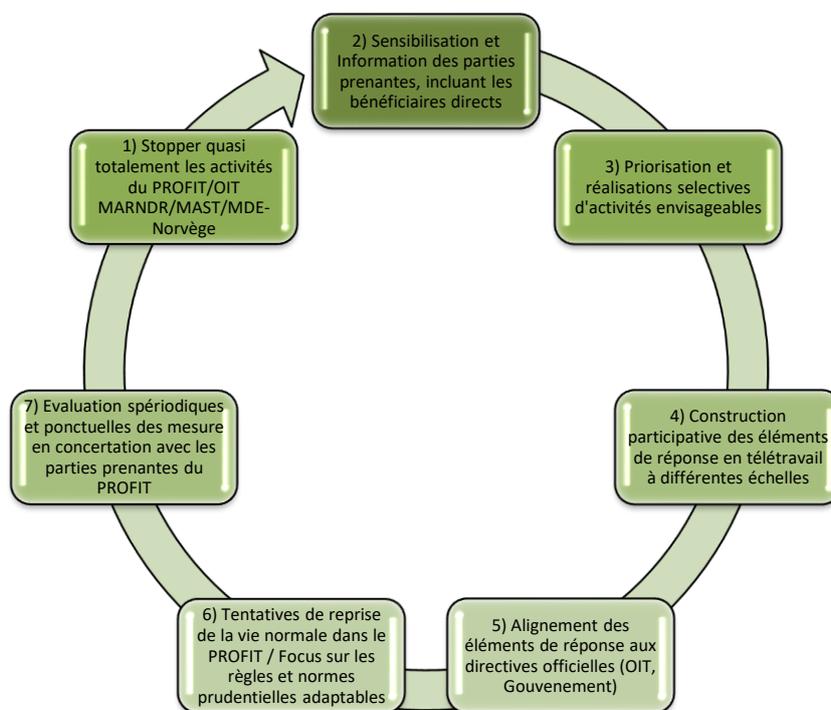


Fig. 15 | Chemin critique apparentée à la stratégie de réponse développée dans le cadre de la mise en œuvre du projet PROFIT face au contexte du COVID-19 (Illustration Yvon GUERRIER, Février 2023)

Avec une meilleure compréhension de la pandémie, des mesures adaptatives et plus responsables (gestes barrières) ont été adoptées. Ces mesures n'avaient pas été sans conséquence sur la finance du projet. Avec la résurgence¹¹¹ des cas relativement importants de COVID-19 au cours de ces six (6) derniers mois (Avril à septembre 2021) on a l'impression que la dynamique aurait tendance à décrire la trajectoire d'un cercle de risques.

L'application des règles et des normes de prudence et/ou de gestion responsable dans le projet et à tous les niveaux, a été aidée dans les efforts de minimisation des risques d'infection dans le cadre du processus de mise en œuvre. L'équipe de projet a effectué un suivi après des prestataires de services pour s'assurer que les mesures ont été respectées. Certaines mairies et la Coordination Départementale du Bureau de Protection

¹⁰⁹ <https://www.international.gc.ca/world-monde/funding-financement/haiti-2018-backgrounder.aspx?lang=fra>

¹¹⁰ <https://lenouvelliste.com/article/230822/assassinat-de-jovenel-moise-un-mois-apres>

¹¹¹ <https://www.lapresse.ca/international/caraibes/2020-12-30/hausse-des-cas-de-covid-19-en-haiti.php> (Consulté le 3 février 2020)

Civile (BPC, du Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales) ont énormément facilité l'application de certaines mesures. Des actions de sensibilisation ponctuelles ont été réalisées de concert avec les autorités locales (mairies, CASEC et ASEC), les leaders religieux et des responsables d'organisations communautaires de base les plus représentatives. Cette valeur ajoutée a été, en partie, le fruit d'une action concertée et non isolée au projet.

2.2.3.- QE2.2 | • Les parties prenantes/constituants ont-ils participé à ce processus?

Au niveau stratégique, l'Organisation Internationale du Travail (OIT) a travaillé en accord avec, en particulier, le Ministère des Affaires Sociales et du Travail (MAST). Le Ministère de l'Agriculture Ressources Naturelles et de Développement Rural (MARNDR) et celui de l'Environnement sont impliqués à travers les directions départementales. D'autres secteurs et acteurs importants de la société civile organisée et, du secteur privé des affaires, sont intégrés et participés à chaque étape du processus en fonction de leur sphère d'activité. Un comité de pilotage est constitué et, configuré de manière à s'aligner au principe dialogue social tripartite¹¹².

Au niveau des communes, le MARNDR est surtout représenté par le BAC (Bureau Agricole Communal) de chacune des communes impliquées. Les rôles et responsabilités des différentes entités impliquées et selon leurs compétences sont présentés dans le tableau suivant :

Tableau 3 | rôles et responsabilités des différentes entités impliquées dans le processus

No.	Institutions ou entités impliquées	Rôles et responsabilités
01	<i>OIT & Equipe de projet</i>	<ul style="list-style-type: none"> Chargées, en concertation avec les partenaires stratégiques institutionnels, de conduire la coordination technique et administrative, incluant le pilotage des arrangements de gestion quotidienne.
02	<i>Comité de Pilotage (CoPIL)</i>	<ul style="list-style-type: none"> Organe de supervision Orientations stratégiques globales sur les aspects de l'avancement du projet par rapport aux résultats ciblés, y compris l'examen des enseignements tirés et de la prestation de services Examen et approbation des plans de travail annuels Représentants des principaux ministères, ainsi que d'autres parties prenantes du gouvernement, du secteur privé, des organisations d'employeurs et de travailleurs et d'autres bénéficiaires du projet Rôle de chef de file, en veillant à ce que les contributions des parties prenantes soient correctement coordonnées dans la réalisation du projet
03	<i>Ministère des Affaires Sociales et du Travail (MAST) & Acteur du dialogue social</i>	<ul style="list-style-type: none"> Instance garante du travail et règlementaire du travail décent, jouera le rôle d'interface entre l'OIT et le gouvernement. Responsable de faire la sélection des groupes de travailleurs, de concert avec les sociétés/entreprises en charge des formations pour promouvoir le travail décent, socialement responsable. Sauvegardes sociales, incluant les questions de genre Fonction de plaidoyer et Appui à l'intégration des jeunes, des exclus et des minorités Implications dans le dialogue tripartite
04	Ministère de l'Agriculture Ressources Naturelles et de Développement Rural (MARNDR) & Ministère de l'Environnement (MDE)	<ul style="list-style-type: none"> Partenaires sectoriels avec un droit de regard sur le suivi Enjeux de la problématique agricole et de sauvegardes environnementales dans le processus Appui sur les orientations stratégiques
05	Service d'Appui aux Entreprises (SAE) du Ministère du Commerce	<ul style="list-style-type: none"> Aspects relatifs à la création et au développement des entreprises au sein des filières considérées
06	GAPL	<ul style="list-style-type: none"> Prestataire de Service pour la mise en place d'un centre de transformation de l'arbre véritable au niveau de l'une de ces cinq communes (5) communes du département de la

¹¹² <http://courses.itcilo.org/A157612/lectures/qu2019est-ce-que-le-tripartisme-et-le-dialogue-social> (Consulté le 10 décembre 2020)

		Grand'Anse : Moron, Chambellan, Dame-Marie, Anse d'Hainault et Les Irois
07	Université Quisqueya (UNIQ)	<ul style="list-style-type: none"> • Recherche-Action sur les perspectives de transformation et de pénétration de marchés autour du fruit à pain
	CRS, SOFIHDES, APEFE et AGRIDEV sont des ONG et des entreprises privées & CHAGA et l'INCAH.	<ul style="list-style-type: none"> • Collaboration dans la fourniture de l'assistance en termes de renforcement des capacités, au besoin. • Institutions régionales rattachées au Ministère de l'Agriculture (MARNDR)
08	AZAKA S.A.	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place, équipement, encadrement et renforcement des Fournisseurs de Service d'Extension Agricole (FOS-AG); • Formation des FOS-AG dans la gestion d'entreprises agricole écoresponsables (Initiation).
09	GAPL, AYITIKA & KALEOS	<ul style="list-style-type: none"> • Appui à la mise en place de la démarche qualité dans les chaînes de valeur agricoles ciblées (Agriculture organique, biologique) • Accompagnements techniques, transferts d'expertises et/ou renforcement des capacités dans les filières agroéconomiques ciblées • Démarche d'entreprenariat et mise en réseau des acteurs et intervenant des filières agricoles • Agro-transformation arbre-véritable et cacao • Opérationnalisation de technologies innovantes en lien au développement de business social • Accompagnement à l'intégration des exploitations agricoles sur les marchés préférentiels • Travaux d'ingénierie sociale • Deux entreprises socialement responsables, soutenues dans leurs efforts d'expansion des marchés.
10	KNFP ¹¹³ : <i>Konsèy Nasyonal Finansman polilè (en créole)</i> '' (l'équivalence est : « <i>Conseil National de financements populaires</i> »)	<ul style="list-style-type: none"> • Service Spécialisé en Gestion de Micro-Entreprise • Assistance en matière d'économie et de crédit solidaire • Mise en réseau des coopératives et/ou mutuelles de solidarité communautaire • Accompagnement à la formation des bénéficiaires pour la gestion saine des structures locales intervenant dans la microfinance • Liens entre chaînes de valeur agricoles et l'économie solidaire
11	GEONOVA	<ul style="list-style-type: none"> • Géoréférencement des parcelles (parcellaires) • Mise en place de base de données dynamiques de l'évolution des parcelles à l'aide de technologie SIG en faveur des processus de traçabilité des produits • Evaluation des potentialités agricoles (Fruits à pain et cacaoyers) • Transfert de compétences aux structures communales pour faciliter l'exploitation et la valorisation de la base de données auprès des BAC en particulier
12	Mairies de Dame-Marie, d'Anse-d'Hainault, Irois et de Chambellan	<ul style="list-style-type: none"> • Autorités locales bénéficiaires directs de l'action, à travers les systèmes d'exploitation agroéconomiques de leurs juridictions respectives • Concertation avec le projet dans le sens de sa réussite
13	Exploitants agricoles, Unités de transformation agro-artisanale ; groupements communautaires et mutuelles de solidarité	<ul style="list-style-type: none"> • Groupes cibles impliquant au moins 1000 petits exploitants agricoles dans la Grand'Anse nécessiteuses

¹¹³ <https://knfp.org/>

En cohérence au tableau précédent, la figure suivante illustre l'écosystème des acteurs institutionnels et organisationnels qui sont ou seront impliqués dans le processus de formulation et / ou de mise en œuvre du Projet :

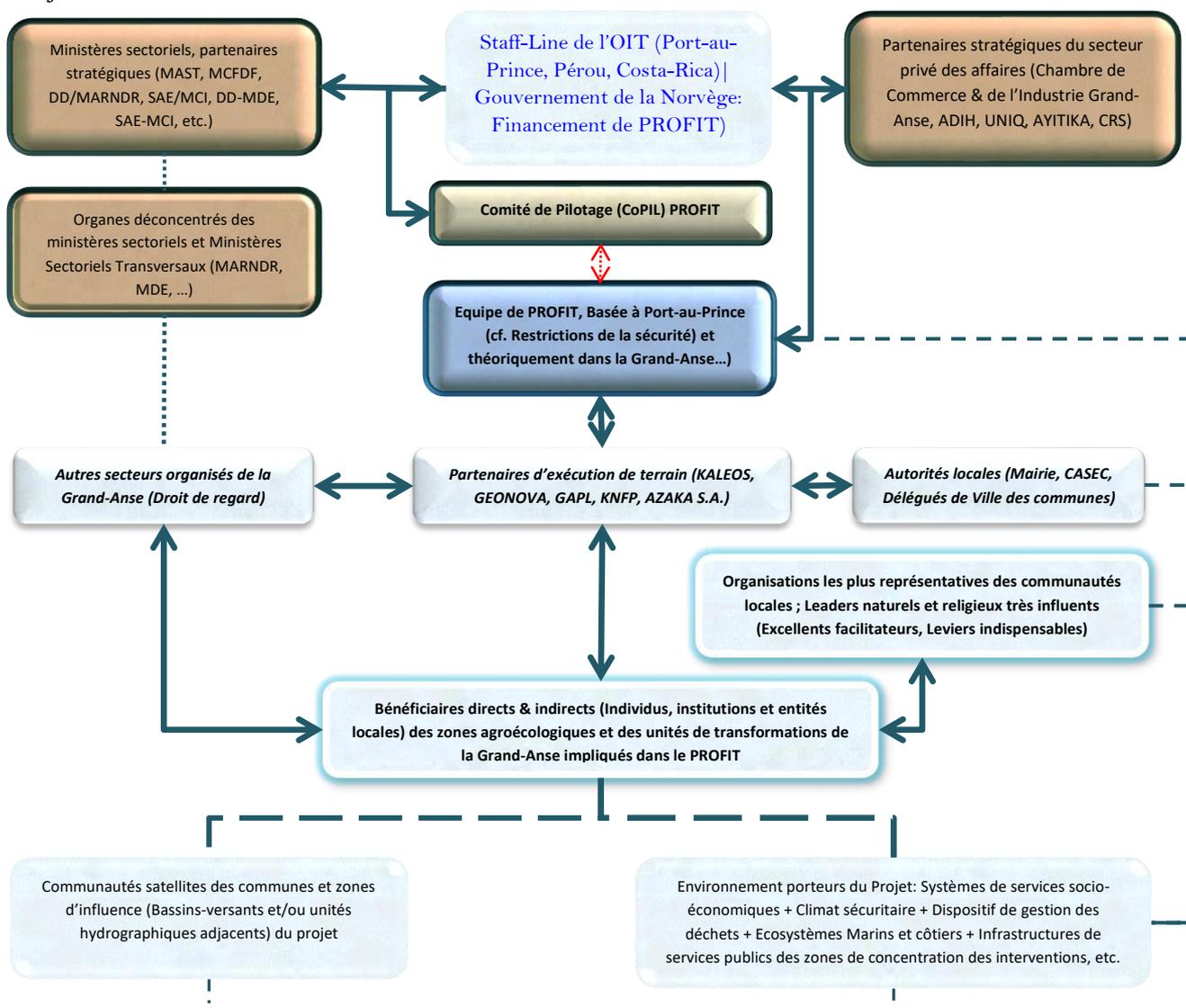


Figure 16 | Illustration de l'écosystème des acteurs institutionnels et organisationnels impliqués dans le processus de formulation et / ou de mise en œuvre du PROFIT

Légende ou clé pour lire le diagramme: Plus une ligne continue est épaisse, meilleures sont les relations entre les parties prenantes qui sont en connectées. En revanche, les lignes entrecoupées de pointillées expriment des relations limitées, faibles ou quasi inexistantes. Plus l'épaisseur d'une ligne, ou d'une ligne de points est petite, plus les relations entre les parties prenantes sont faibles. Les lignes fléchées aux deux extrémités indiquent des relations bidirectionnelles. Les liens sans flèche reflètent des rapports vagues et/ou factuels.

Le comité de pilotage est structuré de manière à faciliter la collaboration des représentants du gouvernement, des syndicats et des organisations d'employeurs qui doivent intervenir en tant que partenaires égaux et indépendants recherchant des solutions à des questions d'intérêt commun. Les réunions du CoPIL devraient être convoquées deux fois par an. Certaines rencontres n'ont pas eu lieu en raison de certains événements critiques qui ont survécu durant le processus de mise en œuvre.

Améliorer le tripartisme est une tâche importante de l'OIT. Cela peut permettre de promouvoir démocratiquement plus d'emplois de meilleure qualité, créer et étendre les socles de protection sociale, améliorer la productivité ainsi que les conditions de travail et les droits des travailleurs

Encadré 13 |

- Le climat d'insécurité délétère affecte fortement la coordination sur le terrain et, entraîne fort souvent un manque de synergie dans les relations de certains partenaires. Cette problématique dépasse le cadre du projet. Le projet doit toujours réviser sa stratégie pour s'adapter à de nouvelles contraintes de taille.

2.2.4.- QE2 | • Dans quelle mesure l'OIT a-t-elle clairement défini les améliorations attendues pour mesurer l'impact des résultats du développement des capacités-RC (capacités techniques et opérationnelles dans la production, la transformation et la commercialisation du cacao et de l'arbre à pain) ? Le RC a-t-il été planifié avec des indicateurs sexospécifiques, des données ventilées par sexe et une analyse de genre ?

Dès la phase de formulation, le projet a été bien problématisé et théorisé. Donc, la théorie du changement est suffisamment bien conceptualisée en regard aux défis. Les partenaires d'exécution impliqués dans le processus ont un fort ancrage territorial et, maîtrisent la complexité des enjeux et préoccupations adressés. Mais, à ce stade, il est difficile de parler d'impact aussi tôt.

Certains aspects de la matrice logique restent assez génériques. Dans le fond, il s'agit d'une stratégie développée par les concepteurs du projet pour faciliter des adaptations progressives. Cette approche est justifiée par les réalités de terrain et les dynamiques socio-institutionnelles qui évoluent beaucoup.

L'approche mobilisée permet à l'équipe de projet, en concertation avec les parties prenantes, de paramétrer, en cours de route, certains impondérables émergents majeurs, quand c'est envisageable.

Outre le PRODOC et la matrice logique qui définissent les attentes du PROFIT, le projet a réalisé, quelque temps après son démarrage, une ligne de base. De manière spécifique, cette étude fournit :

- Des informations permettant de renseigner la matrice des résultats du projet avec des valeurs de référence appropriées pour tous les indicateurs, de sorte à déterminer la mesure de l'impact du projet pour toutes les parties prenantes et dans chacune des communes impliquées ;
- Des informations de base pour combler les lacunes en matière de données et d'information dans le cadre des résultats du projet et, à établir les bases pour les indicateurs convenus.
- Des recommandations sur des domaines qui nécessitent plus d'attention et de concentration au cours de la mise en œuvre ;
- Des stratégies et des moyens de renforcer la surveillance du rendement et de maximiser l'apprentissage dans le projet.

Ce document présente la situation de référence des indices et indicateurs sur le terrain et auprès des partenaires organisationnels stratégiques. Elle donne, dans la mesure du possible, des renseignements pratiques et objectifs sur la situation des plus de 1000 (mille) bénéficiaires du projet et d'au moins 100 autres exploitants, utilisés comme témoins, afin de mieux analyser et mesurer l'impact potentiel du projet.

La dimension de transfert d'expertise a été réfléchi sur la base de l'analyse participative des besoins essentiels, en s'inspirant notamment des conclusions et recommandations du rapport d'évaluation finale indépendante du FOPRODER, renforcées par des échanges directs avec les partenaires institutionnels ayant l'autorité et la légitimité sur la thématique. A noter qu'entre 2020 et 2022, le contexte de la pandémie (mesures barrières) a entraîné des répercussions négatives sur le niveau de la participation des communautés dans le développement des activités.

Encadré 14 |

- Dès la phase de formulation, le projet a été bien problématisé et théorisé. Donc, la théorie du changement est suffisamment bien conceptualisée en regard aux défis. L'approche mobilisée permet à l'équipe de projet de paramétrer, en cours de route, certains impondérables majeurs, quand c'est envisageable. Une matrice de planification figée entrainerait systématiquement un enlèvement continu du projet. Haïti, dans son intégralité, reste un terrain trop fertile à l'imprévisibilité ancrée et donc à la non-performance.
- Le projet a réalisé une ligne de base qui a permis de mieux préciser les cibles. La décision de penser à l'élaboration de cet outil orienteur et capital est inspiré d'un manquement de ce type révélé par l'équipe d'évaluation finale et indépendante du FOPRODER ; laquelle contrainte a limité l'appréciation objective de certains paramètres et indicateurs de performance. Le fait capitaliser et d'intégrer cet aspect dans les pratiques de gestion à l'OIT constitue un point ou une avancée très positive.

2.2.5.- QE2 | • Le système de S&E a-t-il été adéquat pour mesurer les changements prévus par le projet ?

Le suivi du projet se réalise à différentes échelles institutionnelles et sociogéographiques. Le mécanisme est organisé en deux grands paliers :

1. Un comité institutionnel de pilotage qui agit et fait le relais entre le niveau central et départemental, avec l'appui d'un Conseiller Technique de l'OIT, en concertation - entre autres - avec des parties prenantes désignées au niveau de la contrepartie nationale ;

2. L'équipe de coordination technique du projet et les partenaires clés d'exécution qui, en principe, joue ce rôle sur le terrain, mais de façon très peu structurée.

Les termes de référence de l'évaluation indépendante de mi-parcours ont été bien élaborés et coïncident très bien avec les objectifs de développement qui alimentent la chaîne des résultats du projet. L'équipe de projet a développé des outils de suivi-évaluation interne cohérents et adaptatifs (cf. : *Tableau de bord ; Canevas de présentation des rapports périodiques ; Grilles pour la prise en compte de l'évolution de certains paramètres subjectifs ; etc.*). La matrice logique présente des indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV) et des indices de performances (de résultats) suffisants pour conduire des analyses **SMART** sur le processus de mise en œuvre.

En dépit que certains paramètres développés restent génériques, la ligne de base élaborée dès le démarrage du projet (GDG, Février - Mai 2022) a permis d'améliorer la matrice logique et les plans d'action périodiques du projet. Dans le cadre de la présente évaluation de mi-parcours, au cas où certaines faiblesses auraient été observées, ces dernières ont été compensées par un effort de :

- (1) Capitalisation sur les diagnostics sectoriels apparentés au PDNA (Evaluation des besoins post-Matthew) ;
- (2) Réalisation des enquêtes historiques institutionnelles et socio-organisationnelles pour tenter de remonter à des informations sur la situation des zones agroécologiques intégrant les zones d'influence du projet ;
- (3) Valorisation sur les travaux d'analyse diagnostic territorial et des plans communaux de développement (PCD) réalisés par le PNUD, dans un projet financé, en autres, par la coopération canadienne - en appui aux collectivités communales concernées (Rapport Evaluation GRD PNUD / Guerrier Yvon, 2021)¹¹⁴ ;
- (4) Création des échelles de grandeur dans la conception des outils de récolte de données - pour encadrer la réalisation des focus-group improvisés et les séances de brainstorming ;
- (5) Mobilisation, quand il a été envisageable, des outils de type MARP (Méthode Accélérée Participative de Recherche Participative) pour compléter certaines données manquantes.

Cette stratégie a évité à l'évaluation de ne pas s'enliser dans des descriptions, des analyses, des conclusions et des recommandations trop subjectives.

2.3.- QE3 | • Efficacité des processus, des produits, des résultats intermédiaires

Cette section examine dans quelle mesure l'intervention (processus, produits) a permis d'atteindre les résultats intermédiaires escomptés dans le projet ; compte tenu de leur importance relative et de la mesure dans laquelle les capacités de gestion et les dispositions en place soutiennent la réalisation des résultats.

2.3.1.- QE3 | • Quel niveau d'atteinte des résultats a été atteint au moment de l'évaluation à mi-parcours ? Des résultats positifs ou négatifs inattendus ont-ils été générés jusqu'à présent ? Quels sont les raisons/facteurs à l'origine de ces progrès ou de l'absence de progrès ? Dans quelle mesure la participation des parties prenantes, des partenaires sociaux et des mandants à la mise en œuvre des activités a favorisé des efforts intégrés et contribué à l'obtention de résultats ?

2.3.1.- QE3.1 | • Quel niveau d'atteinte des résultats a été atteint au moment de l'évaluation à mi-parcours?

Des entretiens multiniveaux menés auprès des différentes catégories de bénéficiaires et des opérateurs impliqués ont permis d'identifier les réalisations concrètes et mesurables du Projet. Pour faciliter une lecture interprétative, pragmatique et rapide, le système de feux de signalisation suivant est utilisé :

Vert = Réalisé ou atteint	Vert pâle = Réalisé ou atteint, cependant, nécessite un appui dans une logique de consolidation et/ou d'extension	Jaune = En voie de réalisation	Rouge = Pas en voie de réalisation	Gris = Impossible à évaluer ou non suivi
--	--	---	---	---

Fig. 17 | Clé d'interprétation diagonale des Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV) (Adaptation GUERRIER, Février 2023)

En tenant compte des évolutions et/ou amendements effectués en cours de route, le tableau ci-après présente la situation pour chacune des composantes formulées dans le document de référence dudit projet :

¹¹⁴ <https://erc.undp.org/evaluation/documents/download/19702>

Tableau 4 | Bilan des réalisations clés attendues à travers les différentes composantes de résultats du PROFIT

Description de l'indicateur	No.	Cible du projet au 31 décembre 2022	Etat d'avancement et justification de la note accordée par activité	Niveau d'atteinte du résultat au moment de l'évaluation et perspectives de changements envisageables (Note synthèse par composante)
OC1. La capacité des producteurs à produire des produits (raffinés) plus nombreux et de meilleure qualité	OC1.1	<ul style="list-style-type: none"> 60% d'exploitants agricoles ont reçu au moins une séance de formation technique dans la production et la transformation du Cacao. 	<ul style="list-style-type: none"> 254 exploitants agricoles soit 25.47% du total des bénéficiaires directs ciblés sont formés sur les techniques de production et de transformation du cacao au cours de l'année 2022. 	<ul style="list-style-type: none"> Le projet, en renforçant la capacité des producteurs à travers des séances de formation sur des thématiques ciblées et par la mise en place d'infrastructures de conservation et de transformation des cultures retenues, est sur la voie d'atteindre cet objectif d'améliorer la capacité des producteurs à produire des produits de meilleure qualité et en plus grand nombre correspondant à la demande croissante du marché. Le contexte d'insécurité délétère et la tendance de compartimentation sociogéographique du territoire national (cf. <i>Exactions des gangs armés qui se multiplient et colonisent au rythme effréné le pays, dans sa globalité</i>) entrave sévèrement les efforts structurants enclenchés par le projet pour l'intégration graduelle des intervenants des filières sur les marchés préférentiels nord.
correspondant à la demande croissante du marché est améliorée (formations techniques et managériales adaptées, producteurs mieux structurés), avec une attention particulière aux spécificités et besoins de genre.	OC1.2	<ul style="list-style-type: none"> 42% d'exploitations agricoles ont participé à des formations post-récolte sur la fermentation du Cacao. 	<ul style="list-style-type: none"> 0% des formations est réalisé au 31 décembre 2022, et sont plutôt planifiées pour être lancées sous peu. 	
	OC1.3	<ul style="list-style-type: none"> 26 % d'exploitations agricoles ont accès à des infrastructures de fermentation adéquates. 	<ul style="list-style-type: none"> Un (1) centre de fermentation du Cacao est construit à Anse-d'Hainault. 300 exploitants agricoles soit 26% du total ont accès à cette infrastructure. 	
	OC1.4	<ul style="list-style-type: none"> 10% d'exploitations agricoles font fermenter leur Cacao. 	<ul style="list-style-type: none"> En voie de réalisation, avec des contraintes dues au terminal de Port-au-Prince qui a été bloqué, en automne 2022, par les gangs armés du G9 et empêchant le dédouanement des équipements attendus pour renforcer et/ou faire fonctionner le centres de fermentation. 	
	OC1.5	<ul style="list-style-type: none"> Mise en place d'une (1) unité additionnelle de fermentation de Cacao de capacité de 200 tonnes. 	<ul style="list-style-type: none"> Une (1) unité de fermentation de Cacao de capacité de 150 tonnes est mise en place dans la commune d'Anse d'Hainault. 	
	OC1.6	<ul style="list-style-type: none"> Mise en place des parcelles de démonstration de Cacao avec AYITIKA et CRS 	<ul style="list-style-type: none"> Programmée, mais, non encore réalisée 	
	OC1.7	<ul style="list-style-type: none"> Accompagnement des intervenants de la filière pour les intégrer sur des marchés préférentiels nord (Appui à la certification bio et équitable). 	<ul style="list-style-type: none"> Avec l'appui continue de KALEOS, PROFIT a pu donner une aide à la certification bio et équitable aux exploitations agricoles (certification par procuration), pour pouvoir obtenir les meilleurs tarifs sur les marchés européens en particulier. L'appui est en continuité sur la vie du projet, voire après. L'évaluation finale pourra regarder mieux délimiter les effets incrémentaux spécifiques du projet. 	
OC2. La capacité technologique de l'agriculture et de la recherche appliquée	OC2.1	<ul style="list-style-type: none"> 10% exploitations agricoles font fermenter leur Cacao. 	<ul style="list-style-type: none"> Des passerelles de synergies sont développées avec la CRS (Catholic Relief Service) par la fourniture d'un certain nombre d'équipements fondamentaux pour faire fonctionner le centre de fermentation déjà installé. Mais, 	<ul style="list-style-type: none"> Le PROFIT est en train d'améliorer la capacité technologique de l'agriculture et de la recherche appliquée

Cette évaluation a été réalisée selon les procédures et politiques d'évaluation du BIT. Le rapport n'a pas été édité, mais a fait l'objet d'un contrôle de qualité effectué par le Bureau d'Évaluation du BIT.

<p>tout au long des chaînes de valeur pour les produits sélectionnés est améliorée (traçabilité, augmentation de la fermentation de 25 %, équipement post-récolte).</p>			<p>au vu de ce qui s'est produit en septembre 2022, d'où les sous-groupes des regroupements de gangs armés du G9 avaient pris en otage et bloquait le terminal du port de la zone métropolitaine de Port-au-Prince. Cela a entravé énormément la poursuite des activités inscrit dans la planification du projet, à tel point que, les intervenants de la filière Cacao ont dû décider de faire la main basse sur la récolte prévue pour l'automne 2022.</p> <ul style="list-style-type: none"> • 0% des exploitants agricoles commencent à fermenter leur cacao au centre de fermentation. 	<p>en mettant en place un système de traçabilité dynamique par le géoréférencement des parcelles des exploitants agricoles et en mettant en place des infrastructures pour la transformation du fruit à pain en farine pour diversifier et augmenter sa présence sur le marché tout en créant de la valeur ajoutée.</p> <ul style="list-style-type: none"> • La méthodologie que va adopter GEONOVA pour la réalisation de cette activité doit faire l'objet d'une révision aux fins d'adaptation, par rapport au cadre théorique et opérationnel qui définit ce domaine de compétence. Sinon, les biais écologiques seront trop importants avec sa méthode actuelle.
	OC2.2	<ul style="list-style-type: none"> • Un (1) système de traçabilité utilisant les TIC mis en place dans la filière du Cacao et du fruit à pain • Enregistrement de 6000 producteurs de cacao et 2000 producteurs de l'arbre véritable à travers les enquêteurs déployés sur le terrain (Formulaire d'enregistrement inclut les informations de base sur les conditions de vie des exploitants avec un accès préférentiel aux femmes pour sécuriser un quota idéal de parité de sexe) 	<ul style="list-style-type: none"> • 5000 parcelles d'exploitants agricoles, dont 3000 en Cacao et 2000 en l'arbre véritable ont été enregistrés au 31 décembre 2021, soit environ 84% de la cible fixée. 	
	OC2.3	<ul style="list-style-type: none"> • Une (1) étude réalisée au niveau national dans la transformation du fruit de l'arbre véritable. 	<ul style="list-style-type: none"> • Deux (2) études de pré-diagnostic réalisées par l'Université Quisqueya entre 2021 et 2022, dont une concernant un pré-diagnostic des opportunités du marché de l'arbre véritable et une autre en lien à l'application de la farine de l'arbre véritable dans la fabrication du pain. 	
	OC2.4	<ul style="list-style-type: none"> • 4 produits testé et mis sur le marché à partir de la transformation de l'arbre véritable. 	<ul style="list-style-type: none"> • 4 types de pain ont été produits et testés, par l'Université Quisqueya en Aout 2022, au cours de la réalisation de l'étude relative à l'application de la farine de l'arbre véritable¹¹⁵ dans la fabrication du pain. • Les tests prévus pour le « Chips d'arbre à pain », le spaghetti (patte alimentaire) et la farine qui sera utilisée 	

¹¹⁵ Selon UNIQ/PROFIT (2022), l'arbre à pain vert est pelé, séché et moulu en farine. C'est le produit le plus stable. La farine se trouve dans les supermarchés où elle est vendue avec d'autres farines de racine. Il semble que la bouillie soit l'utilisation la plus courante de la farine d'arbre à pain. On n'a pas rencontré dans les supermarchés des produits qui utilisaient de la farine d'arbre à pain comme ingrédient. Cela traduirait que la farine est sous-utilisée. Les applications alimentaires de la farine en Haïti doivent encore être établies.

			potentiellement à la production de « Tonmtonm » ¹¹⁶ sont en cours de réalisation.	
	OC2.5	<ul style="list-style-type: none"> • Une (1) unité de transformation du fruit de l'arbre véritable en farine mise en place dans les zones d'intervention du projet. 	<ul style="list-style-type: none"> • Un (1) centre pilote de transformation du fruit de l'arbre véritable en farine est mise en place à Dame-Marie. 	
		<ul style="list-style-type: none"> • Pilotage des transactions de cacao et de fruit à pain auprès des exploitations agricoles, des associations de producteurs et les différentes catégories d'acheteurs évoluant dans les différents segments des filières. 	<ul style="list-style-type: none"> • GEONOVA n'a pas encore initié ces travaux. L'argument soulevé est qu'avec les difficultés agroclimatiques et le contexte global que connaissent les exploitants, il a été difficile de faire des mesures à temps. Mais, ce travail est déterminant pour comprendre l'évolution des effets des réalisations et/ou interventions par rapport à la théorie du changement du projet. 	
OC3. Les revenus et la capacité financière des agriculteurs bénéficiaires sont améliorés de 30 % et au moins 100 emplois verts et décents sont créés en appui aux deux chaînes de valeur agricoles.	OC3.1	<ul style="list-style-type: none"> • 2% d'exploitations agricoles dans les chaînes de valeurs du Cacao et de l'arbre véritable tirent un revenu de 25,000 gourdes (HTG) ou plus par mois. 	<ul style="list-style-type: none"> • En cours de réalisation. Pour être objectif, la mesure de l'évolution de cet indicateur doit être plutôt envisagée à la fin du projet. 	<ul style="list-style-type: none"> • Le PROFIT a créé un environnement favorable à l'amélioration des revenus et de la capacité financière des agriculteurs à plus de 30% par rapport à la situation de départ et à la création d'emplois verts décents en appuyant les deux chaînes de valeurs agricoles privilégiées. Cependant, à ce stade, il est difficile de faire ressortir comment les actions du projet ont contribué à l'autonomie financière des exploitants / bénéficiaires et à l'amélioration de leurs revenus. D'autant plus que GEONOVA n'a pas encore produit le livrable concernant l'évaluation de la production potentielle des exploitations agricoles enregistrées.
	OC3.2	<ul style="list-style-type: none"> • 10% d'exploitations agricoles dans les chaînes de valeurs du Cacao et de l'arbre véritable tirent un revenu de 10,000 gourdes (HTG) ou plus par mois. 	<ul style="list-style-type: none"> • En cours de réalisation. Pour être objectif, la mesure de l'évolution de cet indicateur doit être plutôt envisagée à la fin du projet. 	
	OC3.3	<ul style="list-style-type: none"> • 5% d'exploitants agricoles ciblés par le projet PROFIT formés en éducation financière désagrégé par sexe et âge. 	<ul style="list-style-type: none"> • 10 FOSAGs (Fournisseurs de Services Agricoles / agro-entrepreneurs locaux) sont formés en éducation financière par AZAKA¹¹⁷ • 58 mutuelles de solidarité (MUSOs) encadrées par KNFP 	
	OC3.4	<ul style="list-style-type: none"> • 100% de femmes ciblées par le projet PROFIT ont pu construire une meilleure autonomie financière, grâce au projet. 	<ul style="list-style-type: none"> • Pourra être évalué dans le cadre de l'évaluation de fin de fin du projet. L'atteinte de ce résultat s'inscrit dans une démarche itérative et demande la mise en place d'un ensemble d'activités cohérentes, durant la vie du projet, voire après la fermeture administrative. Des activités pouvant contribuer à l'atteinte de ce sous-objectif se réalisent progressivement, grâce à l'appui technique reçu, ainsi que les possibilités de financement qu'elles auront 	

¹¹⁶ L'arbre à pain vert et mûr est bouilli, pelé et écrasé en une pâte avec un mortier. La pâte est servie avec une sauce à base de gombo et de viande. C'est une délicatesse des départements du Sud et de la Grand Anse. Le plat est périssable, et est généralement consommé le jour de sa préparation. La préparation du "Tonmtonm" nécessite une énergie considérable pour faire bouillir les fruits à pain et les écraser en une pâte molle et cohésive.

¹¹⁷ Chaque FOSAG a la responsabilité de former 100 exploitants agricoles pour le projet. Cependant, il n'y a pas d'informations disponibles sur ces formations

			été bénéficiées au travers des MUSO et des structures faïtières apparentées.	<ul style="list-style-type: none"> Le projet est dans la voie. Toutefois, par rapport aux goulets d'étranglements qui affectent la progression des activités afférentes, il est préférable que l'évaluation finale (en perspective) apporte les évidences et des arguments plus robustes par rapport à cet objectif, pour anticiper des biais de contexte.
	OC3.5	<ul style="list-style-type: none"> 50% de petits exploitants agricoles du projet PROFIT reçoivent la prime de micro-assurance en l'occurrence de catastrophes naturelles entraînant des pertes de productions. 	<ul style="list-style-type: none"> La planification étant en cours, l'évolution de cet indicateur doit être plutôt appréciée après la mise en œuvre de la micro-assurance. 	
OC4. Un appui à la mise en place d'un système d'épargne-crédit entre petits producteurs et entreprises exportatrices de cacao et agro-industrielles.	OC4.1	<ul style="list-style-type: none"> 5% des intervenants et/ou exploitants agricoles des filières ciblées par le projet PROFIT formés en éducation financière et désagrégé par sexe et âge. 	<ul style="list-style-type: none"> 1157 intervenants et/ou exploitant agricoles des filières retenues, dont 622 femmes et 535 hommes (soit 100% du total ciblé) sont formés en éducation financière au cours de deux premières années du projet. 	<ul style="list-style-type: none"> Le système d'épargne-crédit est mis en place avec les petits producteurs de cacao et de l'arbre véritable. Cependant, ce système mérite d'être renforcé pour assurer sa durabilité post-projet. Les ressources financières du projet sont de loin trop insignifiantes par rapport à l'ampleur des besoins. La mise en commun des moyens propres des bénéficiaires ciblés ne peuvent pas permettre d'atteindre un tel objectif.
	OC4.2	<ul style="list-style-type: none"> 50 mutuelles de solidarité (Entreprenariat social) mise en place avec les exploitants et intervenants des filières agricoles ciblées. 	<ul style="list-style-type: none"> 58 mutuelles de solidarité (MUSO) mises en place avec les exploitants et intervenants des filières agricoles ciblées ; incluant 1312 exploitants, dont 718 femmes et 594 hommes. 	
	OC4.3	<ul style="list-style-type: none"> 2 institutions de microfinance (MUSO ou fédération de mutuelle) mises en place avec les mutuelles de solidarité. 	<ul style="list-style-type: none"> 5 faïtières de MUSO mises en place avec les mutuelles de solidarité (apparentée à une fédération). 	
	OC4.4	<ul style="list-style-type: none"> Un appui financier aux mutuelles de solidarité pour construire graduellement leur autonomie (Fonds de roulement) 	<ul style="list-style-type: none"> Des formations sont initiées par l'AIC. Pour des raisons de cohérence logique, la majeure partie de cette activité est transposée sur la continuité du projet. Il s'agit d'une décision prise en concertation avec les acteurs stratégiques (CoPIL), les partenaires de mise en œuvre et les acteurs locaux impliqués aux échelles communales. Documents d'appel d'offre déjà élaboré et devra être lancé au 1^{er} trimestre de 2023. Par rapport aux enjeux majeurs et les questions d'éthique applicables, les procédures et normes de sauvegardes de l'OIT, alignées à celles du bailleur et aux lois nationales encadrant la matière, doivent être respectées à la lettre. 	

2.3.1.- QE3.2 | • Analyse nutritionnelle : Expérimentation de différents dosages avec l'arbre véritable dans la production de pains

Dans le cadre de la prestation de service d'expertise de l'UNIQ des tests ont été réalisés. L'objectif poursuivi a été de déterminer le niveau de substitution de la farine de blé par la farine d'arbre à pain dans la panification. Les qualités du pain produit avec différents niveaux de farine d'arbre à pain ont été analysées et des recommandations sont faites en fonction des résultats. Une enquête auprès des boulangers de Mirebalais a été également menée pour connaître leur intérêt pour le pain à l'arbre à pain.

D'abord, des tests préliminaires tels que le niveau d'hydratation ont été effectués pour déterminer les caractéristiques de la farine de blé et d'arbre à pain. L'analyse nutritionnelle a été ensuite effectuée sur la farine de blé et d'arbre véritable. Enfin, une analyse sensorielle a été effectuée après la production d'un pain satisfaisant.

Dans les procédés, l'arbre véritable et de farine de blé ont été mélangés et analysés par spectroscopie, proche infrarouge, pour déterminer le niveau de macronutriments. La teneur en amidon variait de 63 à 64 grammes. La teneur en matières grasses se situait entre 1,4 et 1,47 gramme et, le niveau de cendres variait de 1,40 à 1,71 gramme parmi les cinq échantillons. En fin de processus, des différences clés ont été observées dans la teneur en fibres et en protéines. La farine d'arbre à pain avait la teneur en fibres la plus élevée. Tandis que la farine de blé avait la teneur en protéines la plus élevée.

Étant donné que le mélange d'arbre véritable et de blé contenait principalement de la farine de blé, la teneur en protéines a été maintenue au-dessus de 10 grammes. À mesure que la teneur en farine d'arbre véritable augmentait dans le mélange, la teneur en protéines diminuait. De plus, la farine d'arbre véritable contient des acides aminés essentiels ; mais, la teneur dépend du cultivar d'arbre véritable. Le cultivar "Ma'afala" a la teneur la plus élevée. Dans le processus de fabrication du pain, la teneur en farine d'arbre à pain était limitée en raison du manque de gluten qui affecte le pain produit. L'enrichissement de la farine peut devoir être envisagé pour atteindre des objectifs nutritionnels spécifiques.

Pour plus de détails, les rapports techniques, incluant le protocole méthodologique suivi, sont disponibles dans l'archive du projet.

Encadré 15 |

- Une étude sur l'application de la farine d'arbre à pain dans la panification a été menée. L'ajout de 10% de farine d'arbre à pain dans le pain a donné les meilleurs résultats en termes de caractéristiques organoleptiques. En raison de la structure dense et friable du pain, une teneur plus élevée en farine d'arbre à pain pourrait avoir une meilleure application dans les produits de boulangerie où la force du gluten est moins nécessaire pour obtenir les résultats souhaités. Ces produits comprennent les biscuits, les craquelins, les gâteaux. S'il existe un intérêt pour la farine locale dans la panification, certaines conditions doivent être réunies avant que les boulangers acceptent d'adopter la tendance. La farine doit être performante dans leur processus de panification, elle doit être disponible et le prix doit être compétitif. Les boulangers devront être connectés à des distributeurs ou à des fabricants de farine d'arbre à pain afin de garantir la disponibilité de la farine.

2.3.1.- QE3.3 | • Cartographie de certaines réalisations physiques

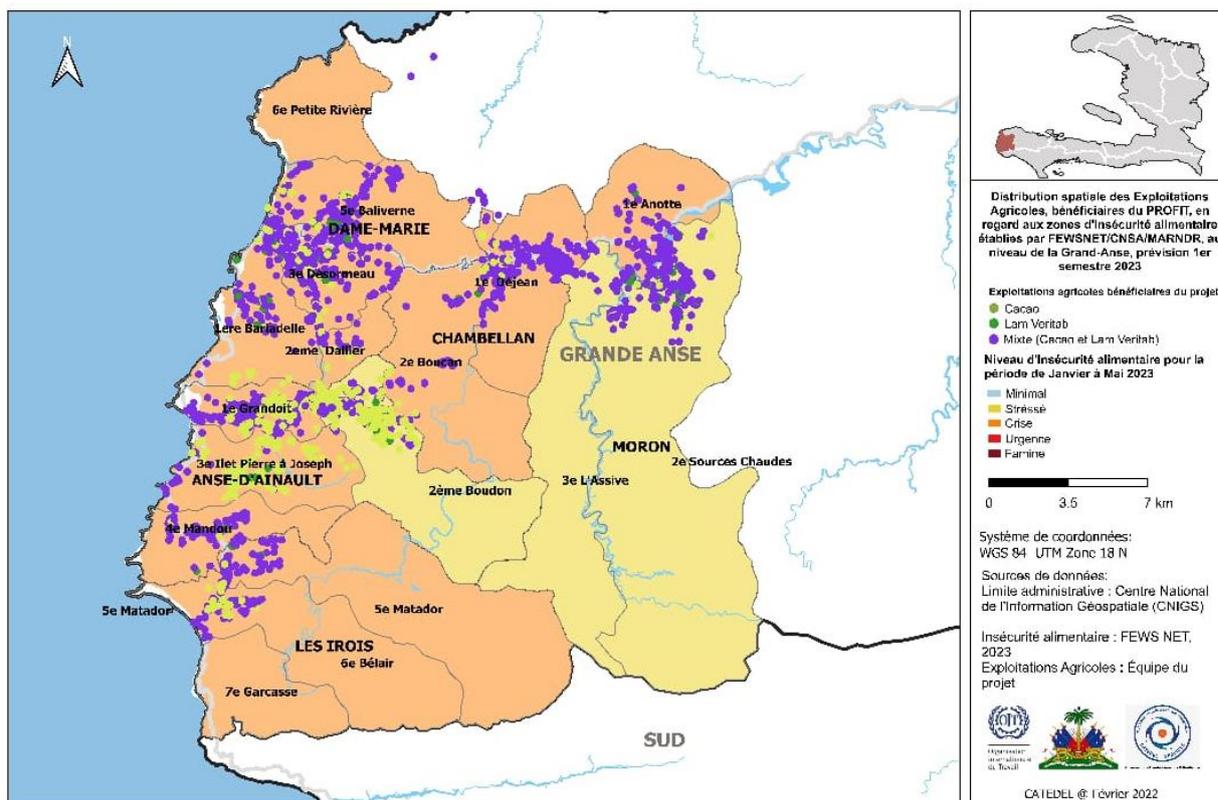
L'analyse de la distribution spatiale des interventions et/ou des réalisations du projet sur le terrain montrent que, le projet mobilise une triple approches :

1. La concentration de la majeure partie des réalisations physiques au niveau de 5 communes cibles limitrophes (Moron, Chambellan, Dame-Marie, Anse-d'Hainault et Irois), afin de maximiser les effets/impacts sur une superficie raisonnable, en adéquation aux ressources disponibles ;
2. La recherche de passerelles de synergies avec ce que font les autres opérateurs de développement et/ou de l'humanitaire dans la région ;
3. La recherche des points leviers de maximisation des retombées du projet sur les 14 communes du département de la Grand-Anse¹¹⁸ (soit 46 sections communales et 14 centre-villes, sur 1912 km², une façon pour atteindre une plus forte proportion possible de plus de 468 300 habitants de la zone d'influence du Projet (IHSI, 2015) ; tout en envisageant la possibilité d'avoir un certain impact (le peu qu'il soit) sur le fonctionnement des services écologiques dans les zones tampons du "Parc naturel

¹¹⁸ http://agriculture.gouv.ht/statistiques_agricoles/EnqueteCommunautaire/documents/DEP08.html

national de Macaya¹¹⁹ et ; les forêts de mangroves et de coraux marins à Corail et Pestel, petits villages de pêcheurs, qui se partagent les 59 îlots, communément appelés Les ‘‘Iles Cayemittes’’.

Pour mieux illustrer cette réalité, la carte suivante est proposée pour avoir une idée indicative de la situation :

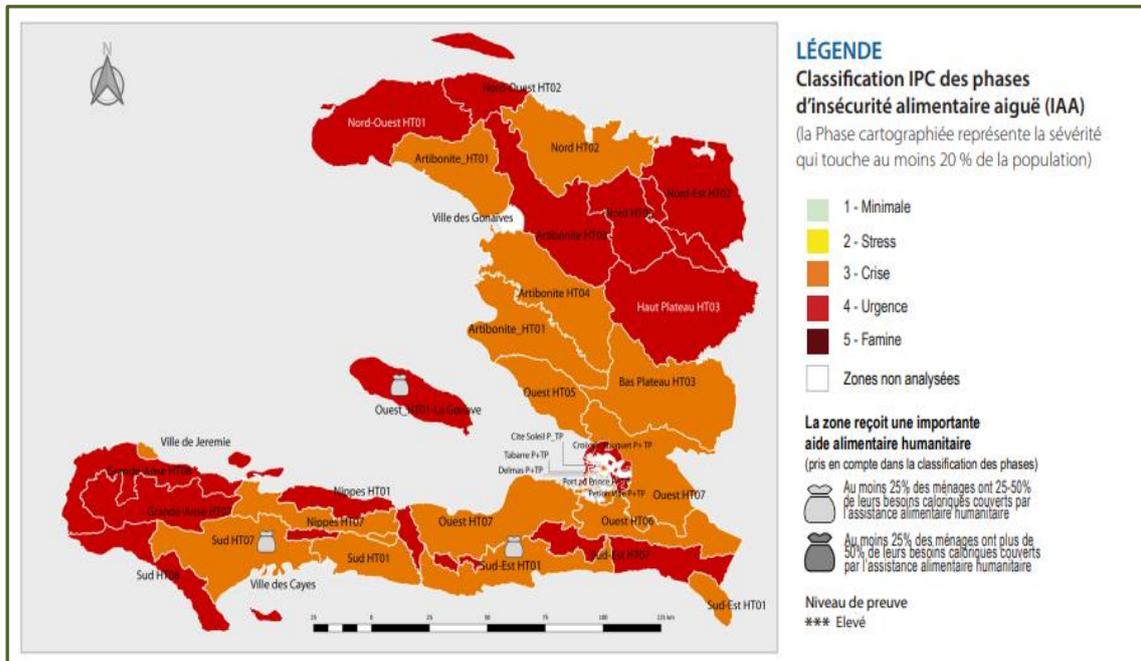


Carte 03 | Distribution des exploitants bénéficiaires de PROFIT dans les zones d’insécurité alimentaire (Zones de moyens d’existence) de CNSA/Few Net – 1^{er} semestre 2023

Selon le CNSA¹²⁰ (2022 - 2023), durant la période allant de septembre 2022 à février 2023, 19.000 personnes sont estimées en Catastrophe (phase 5 de l’IPC). 18% de la population analysée (environ 1.800.000 personnes) sont classés en phase 4 de l’IPC (Urgence) et 29% (environ 2.900.000 personnes) en phase 3 (Crise), soit 48% de la population dans le besoin d’une action urgente. Pour la période projetée, soit de mars à juin 2023, pour laquelle aucune assistance alimentaire humanitaire n’a été confirmée, les personnes estimées être en catastrophe sont confirmées. 17% de la population analysée, soit approximativement 1.650.000 habitants, sont en phase 4 de l’IPC (Urgence) et 30% (environ 3.000.000 personnes) en phase 3 de l’IPC (Crise) soit 48% de la population dans le besoin d’une action urgente pour la période de projection. Parmi les 32 zones analysées d’octobre 2022 à février 2023, quinze (15) se trouvent en phase 4 (Urgence). Il s’agit en majeure partie des communes de la Grand-Anse affectées par le séisme du 14 août 2021, dont les communes intégrant les zones d’influence du PROFIT.

¹¹⁹ Parc national de Macaya, réserve de la biosphère par l’UNESCO en 2016, située à 2347 m d’altitude dans le massif de la Hotte

¹²⁰ https://www.ipcinfo.org/fileadmin/user_upload/ipcinfo/docs/IPC_Haiti_Acute_Food_Insecurity_2022Sept2023June_Report_French.pdf



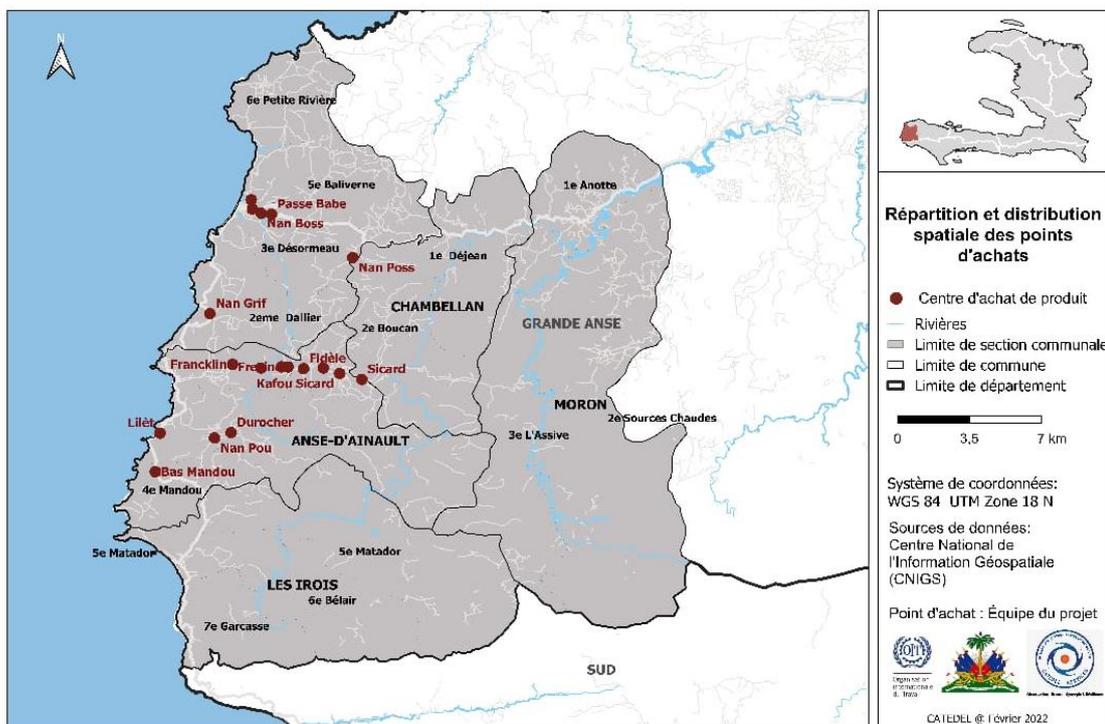
Carte 04 | Classification de l'IPC 2022-2023

Les interventions du PROFIT viennent compléter les efforts enclenchés par d'autres opérateurs humanitaires et se situent plutôt sur des perspectives de construction d'un modèle de résilience communautaire durable, focalisé sur les potentialités des ressources naturelles et socio-organisationnelle.

Encadré 16 |

- Dans la classification IPC¹²¹ (2020 à 2022) des phases d'insécurité alimentaire aiguë (IAA), les zones d'intervention du projet intègrent les habitants en phase II (Stress), III (Crise) et IV (Urgence). Cette considération soutient que le projet agit dans des zones nécessiteuses.

La carte suivante présente la répartition spatiale des points d'achats groupés :



Carte 05 | Distribution spatiale des points d'achats dans le PROFIT

¹²¹ https://www.ipcinfo.org/fileadmin/user_upload/ipcinfo/docs/IPC_Haiti_Acute_Food_Insecurity_2022Sept2023June_Report_French.pdf

En regard à la distribution des exploitants inscrits sur la base de données mise en place par GEONOVA, l'évaluation constate que ces points de vente ont été installés à partir de critères stratégiques murement réfléchis. Les zones à forte potentialité sont bien situées par rapport à ces installations. La distance de marche est considérablement réduite et facilite une gestion rationnelle du temps pour les usagers et/ou bénéficiaires du projet. Contrairement à la situation de 2020, avant le projet, ce modèle de distribution équitable facilite l'accès aux intervenants des différents segments des filières agroéconomiques cibles.

2.3.1.- QE3.4 | • Stratégie et critères de choix des bénéficiaires

La ligne de base du projet avance que la majeure partie des bénéficiaires ont un revenu inférieur ou égale 10,000 HTG par mois. Seulement 2% d'entre eux ont, pu générer de leurs système d'activités, une recette mensuelle atteignant les 25,000 HTG et rarement plus. Selon cette même source, environ 51 % sont des femmes des cibles les plus pauvres (moins de 2 dollars USD par jour) ont été des femmes.

La sélection des bénéficiaires a été réalisé en collaboration avec PLACAGA (Plateforme des Coopératives Agricoles de la Grand-Anse). Cette faîtière regroupe actuellement 5 coopératives.

La triangulation des informations collectées auprès de l'équipe de projet et des bénéficiaires permettent de recenser les principaux critères de choix des bénéficiaires, à savoir :

- i Être exploitants dans la zone d'intervention du projet,
- ii Être un exploitant intégrant un ménage agricole à faible revenu, selon la catégorisation effectuée par GDG (2022) à travers la ligne de base,
- iii N'être pas en contravention avec la justice,
- iv Être potentiellement membre d'une association locale opérant dans les domaines d'intervention privilégiés par le projet,
- v Être en mesure de s'identifier par une carte d'identité nationale,
- vi Être une personne intéressée et/ou qui marque un intérêt soutenu pour s'impliquer à travers un segment des filières agricoles ciblées.

La liste des différentes catégories de bénéficiaires du projet par composante se trouve en Annexe VII :

Encadré 17 |

- ✿ L'analyse des données enquêtes montre que le processus de sélection des bénéficiaires a été réalisé de manière équitable, sans exclusion de religion, d'idéologie politique et de sexe. En revanche, le nombre de personnes nécessiteuses excède largement les capacités de financement du projet. Certaines personnes non sélectionnées, mécontents ne cachent pas leurs frustrations.

2.3.1.- QE3.5 | • Quelles sont les réalisations phares du projet à date ?

A travers la réalisation d'une enquête de perception, l'évaluation de mi-parcours a questionné l'ensemble des personnes consultées sur les réalisations phares du projet. Les activités les plus cités par au moins 80% des enquêtés ont été :

- 1) Un centre pilote de transformation du fruit à pain en farine est mis en place à Dame-Marie (voir les TDR afférents en Annexe XII),
- 2) Un centre de fermentation du cacao est construit à Anse d'Hainault,
- 3) Une étude sur la transformation de fruit de l'arbre véritable en farine en vue du développement du marché local est réalisée de concert avec l'UNIQ,
- 4) La plateforme de traçabilité digitale est mise en place,
- 5) Des réseaux de mutuels de solidarité comprenant un total de 535 hommes et 622 femmes sont constitués pour permettre l'accès au crédit aux producteurs,
- 6) Un rapport pré-diagnostic des opportunités de marché du fruit à pain et ses produits dérivés et un document d'étude sur le maximum substitution de la farine de blé par la farine du fruit à pain dans la fabrication du pain traditionnel et l'analyse nutritionnelle de la farine du fruit à pain et la combinaison farine de blé – farine du fruit à pain sont produits,
- 7) L'enclenchement d'une dynamique d'encadrement, de structuration et de formation continue des prestataires de service (FOSAG) à travers les filières de cacao et de fruit à pain,
- 8) Mise en place d'un réseau de mutuels de solidarité dans les zones d'intervention (qui permettent un accès plus facile au financement des activités économiques).

2.3.1.- QE3.6 | • Quelles sont les déviations du projet par rapport au cadre référentiel (PRODOC)?

A travers la réalisation d'une enquête de perception, l'évaluation de mi-parcours a questionné l'ensemble des personnes consultées sur les déviations constatées dans le projet. Les deux aspects qui reviennent presque toujours, dans au moins 90% des réponses, ont été :

- 1) En lieu et place de la construction du centre de transformation du fruit à pain, un centre pilote a été mis en place à Dame-Marie de concert avec GAPL ;
- 2) Les brigades de taille des anciennes plantations de cacao n'ont pas été mis en place comme prévu ;
- 3) Contrairement aux idées promues à l'étape de mobilisation sociale et institutionnelle, lors de la phase de démarrage du projet, les activités du projet sont plutôt concentrées dans la Grand'Anse, et le département du sud n'est pratiquement pas impliqués (cf. Entretien avec les services publics déconcentrés et certaines organisations de la société civile exerçant une influence régionale).

2.3.1.- QE3.7 | • Dans quelle mesure la participation des parties prenantes, des partenaires sociaux et des mandants à la mise en œuvre des activités a favorisé des efforts intégrés et contribué à l'obtention de résultats?

La stratégie de sensibilisation et de communication développée et mise en œuvre consiste à renforcer l'implication des communautés bénéficiaires dans la mise en œuvre des interventions liées au projet. Il s'agit de considérer les populations des communautés ciblées, non pas en de simples bénéficiaires, mais plutôt comme des parties prenantes au projet, leur permettant de s'approprier des interventions et des résultats du projet, et d'en bénéficier les impacts directs durables.

La stratégie vient en complément aux efforts de l'OIT sur le terrain, à travers d'autres projets, pour promouvoir des thèmes émergents comme : le travail décent, la justice sociale, l'entrepreneuriat et les emplois verts, la responsabilité sociétale des entreprises (RSE) intervenant dans les chaînes de valeur agricole ciblées et le domaine de l'agro-transformation et les travaux de pénétration sur les marchés préférentiels Nords. La mise en œuvre de cette stratégie passe, entre autres, par :

- Le partage d'informations aux communautés ciblées sur les différentes interventions réalisées et/ou en perspective dans le projet ; en mobilisant notamment des associations communautaires et coopératives, ainsi que d'autres acteurs locaux clés influents ;
- La promotion du projet comme une contribution à la réalisation de la mission de l'OIT et aux plans nationaux de développement : DWCP, CPO, UNSDCF ;
- La promotion de la plateforme virtuelle de géolocalisation et d'enregistrement des exploitations agricoles de cacao et de fruit à pain (l'arbre véritable), comme moyen de renforcer les chaînes de valeur par la traçabilité et assurer une meilleure gestion de la qualité des produits ;
- Le renforcement de l'implication des femmes à travers la promotion de l'égalité de genre dans les activités agricoles et les activités de formation et entrepreneuriales ;
- La mise en œuvre de mécanismes de redevabilité, permettant d'avoir des canaux de communication bidirectionnels avec les communautés, pour les suggestions/les feedbacks.

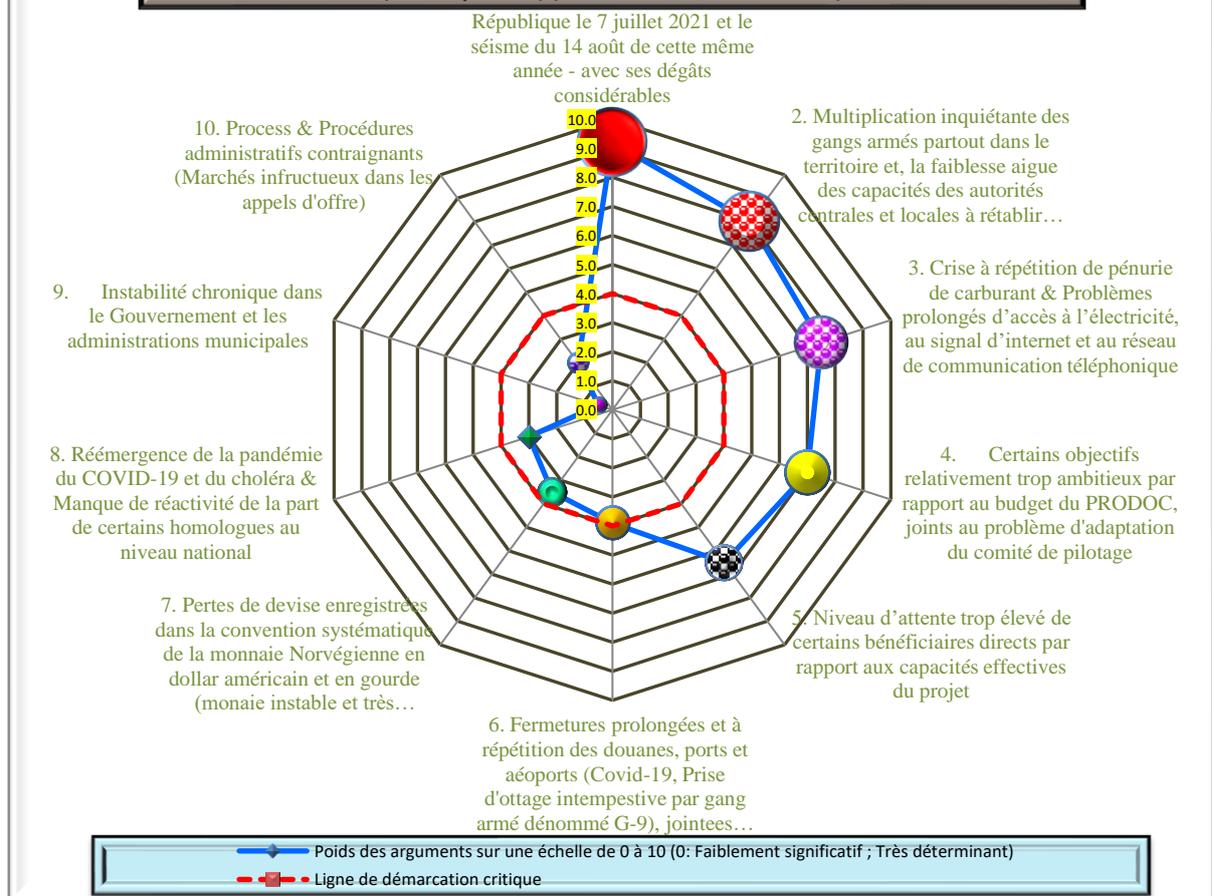
Encadré 18 |

- En dépit de certaines avancées importantes, le contexte global déstabilisant et préoccupant tant à noyer certains efforts du projet. Ces derniers temps, le suivi de terrain est réduit. Les restrictions imposées par le service de sécurité du Système des Nations-Unies jouent beaucoup sur ces manquements. Parce que, le personnel du projet à l'OIT ne peut pas réaliser, dans les temps établis, certaines missions de terrain importantes. Ainsi, l'équipe du projet a du mal à jouer leur rôle de facilitation de proximité. Les efforts de coconstruction de passerelles de synergies nécessaires entre les partenaires de terrain, pour dégager la valeur ajoutée optimale escomptée, n'arrivent pas toujours à atteindre une vitesse de croisière. Les activités planifiées pour la réalisation des campagnes de sensibilisation et de mobilisation communautaires, en concertation avec les organisations partenaires, ont une tendance à être réduite graduellement.

2.3.1.- QE3.8 | • Quels sont les raisons/facteurs à l'origine des manques de progrès?

En plus des explications de l'équipe de projet, les personnes consultées sur le terrain ont été amenées à donner leur impression sur les déficits de performance du Projet (cf.: Echanges avec les élus locaux, Brainstorming & Focus-group improvisé avec les agriculteurs, enquêtes de perception). Le traitement et l'analyse croisée de ces informations ont permis d'obtenir une compréhension holistique des différentes des goulots d'étranglement et des embuches rencontrées dans le processus de mise en œuvre. Sur une échelle de 0 à 10 (**0: un poids très insignifiant; 10: un poids très important**), nous avons tenté de pondérer les principales causes explicatives. Le graphique suivant illustre les groupes de tendances dominantes :

Fig. 18 | Pondération indicative des causes des retards de certaines activités prévue dans PROFIT-OIT/Gouvernement/Coopération Norvège : Sur une échelle de 0 (assez significatif) à 10 (Très important) (Guerrier et al., Janvier 2023)



En effet, dès le démarrage du projet, le contexte de travail de l'équipe de terrain n'a pas été du tout facile. Toutefois, depuis après l'assassinat du Président de la République, en juillet 2021, la situation se dégrade presque totalement. Ainsi, la mise en œuvre du projet continue d'être influencée négativement, en particulier, par des facteurs de l'environnement externe. Sur la base d'une ligne critique théorique établie, les quatre (4) principaux facteurs qui auraient eu un poids plus important sur les enjeux de performance du projet GRD-Sud étaient par ordre d'importance:

- 1) Les répercussions négatives du phénomène de « *Pays-Lock* »¹²² entraînées par la crise sociopolitique, empirées par l'assassinat du Président de la République, Jovenel Moïse, en 7 juillet 2021 suivi par un séisme le 14 août et ses dégâts considérables¹²³ dans la région du projet en cette même année, qui n'a fait que compliquer la donne¹²⁴ ;
- 2) La lutte des gangs armés entre les quartiers rivaux sur les chemins du projet (entrée sud de la Capitale, à Petit-Goâve, à la sortie de la zone métropolitaine de la Grand-Anse, dans l'aire métropolitaine du Sud et les communautés satellites...), empêchant l'accès aux différentes zones d'influence et/ou de concentration des interventions dans le projet ;
- 3) La crise à répétition de pénurie de carburant sur tout le territoire national complique les mouvements et déplacements des membres de l'équipe du projet et des bénéficiaires sur le terrain et ; les problèmes prolongés d'accès à l'électricité, au signal d'internet et au réseau de communication téléphonique ; fruit de la compartimentation sociogéographique du territoire national par les gangs armés - laquelle empêche les

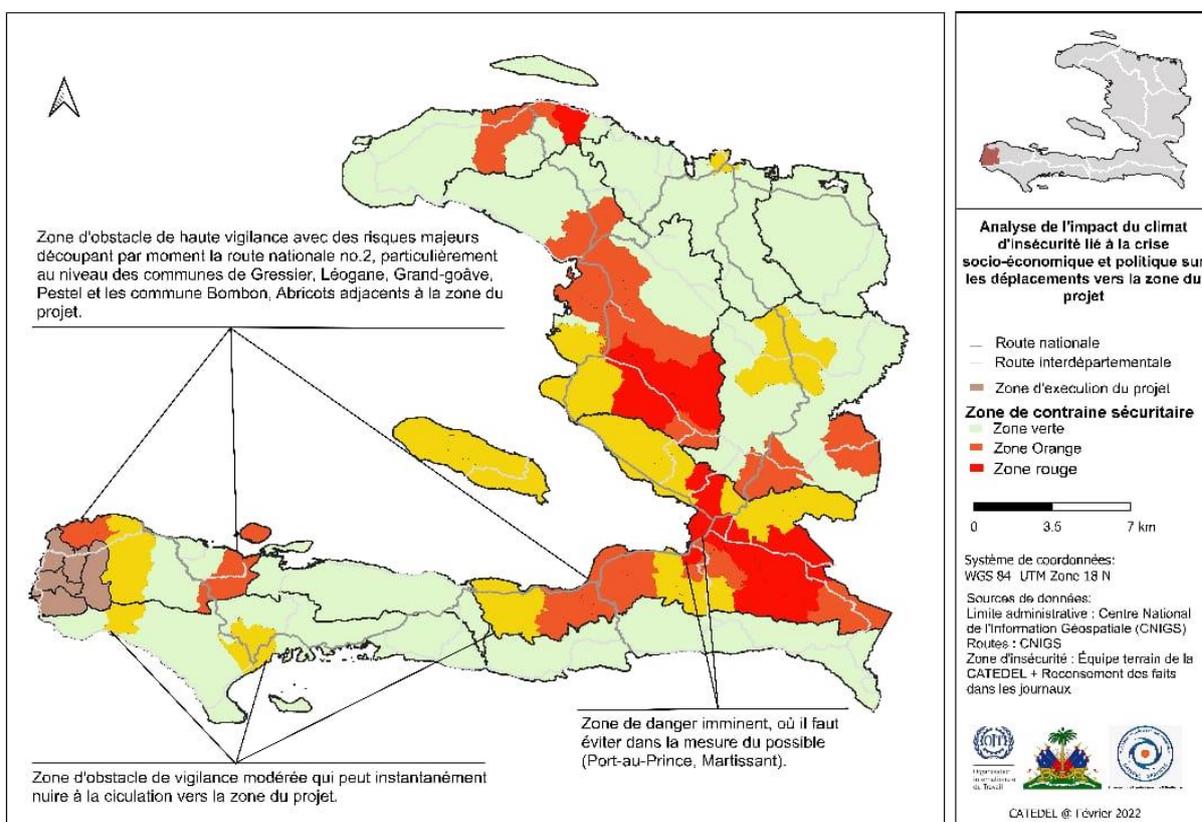
¹²² Une nouvelle forme de résistance antisystème rétrograde en Haïti apparue au cours des séries de manifestation de 2018 à 2020, sous la présidence de Jovenel Moïse, assassiné au pouvoir (dans sa résidence privée, le 7 juillet 2021. <https://lenouvelliste.com/article/208735/pays-lock-une-nouvelle-forme-de-resistance-anti-systemique-en-haiti> (consulté le 18 février 2023). Cette période fut marquée par une forte mobilisation de l'opposition politique et de la société civile au niveau du territoire national, lors de six cycles de manifestations, en juillet, octobre et novembre 2018, ainsi qu'en février, juin et de septembre à décembre 2019. Alors que les manifestations ont débuté de manière généralement pacifique à l'été 2018, elles ont été de plus en plus marquées par la violence au fil du temps, notamment dans le contexte de l'imposition d'un nombre important de barricades sur les axes routiers lors des trois derniers cycles qui ont mené à la quasi-paralysie de certaines régions du pays... https://binuh.unmissions.org/sites/default/files/2021.01.15_rapport_manifestations_2018-2019.pdf

¹²³ <https://reliefweb.int/report/haiti/rapport-dimpact-seisme-haiti-2021-bilan-de-lintervention-durgence-departements-du-sud-et-de-grandanse-aout-2022>

¹²⁴ <https://lenouvelliste.com/article/230822/assassinat-de-jovenel-moise-un-mois-apres>

- compagnies de télécommunication d'avoir accès aux différents sites (d'où sont placés leurs antennes) pour effectuer les travaux de maintenance et de procéder au ravitaillement en carburant ;
- 4) Certains objectifs relativement trop ambitieux par rapport au budget, joints au schéma de composition du comité de pilotage peu adaptable ;
 - 5) Le niveau d'attente exprimé par certains bénéficiaires directs souvent trop élevé par rapport aux moyens que mobilisent ou disposent le projet ;
 - 6) Fermeture prolongée des douanes, ports et aéroports (Pandémie, Mouvements socio-politiques et Insécurité), jointe à la faiblesse aigue des capacités des autorités centrales et locales à rétablir l'ordre dans les zones d'accès au projet et ainsi faciliter la reprise des interventions dans la sérénité, etc.

En matière d'insécurité publique, au-delà de la situation générale du pays, la région de la Grand-Anse est fortement concernée, voire fragilisée. La multiplication des gangs armés entraîne de plus en plus de fragmentations et/ou de compartimentations sociogéographique du territoire. L'entrée sud de la capital jusqu'à petit-Goâve, un axe incontournable à la circulation des biens et au fonctionnement du projet, constitue le bastion des gangs armés. La carte suivante, illustrée à partir des données recueillies dans l'évaluation et complétées avec d'autres informations pertinentes venant d'autres systèmes de sécurité du pays (cf. UNSS), donne une idée de la géo-spatialisation des gangs par rapport à l'emplacement des sites :



Carte 06 | Routes, mouvements de personnel et exposition aux menaces d'insécurité dans le PROFIT

Le climat d'insécurité public est très présent sur les axes routiers couramment utilisés par les travailleurs pour accéder aux sites du projet. Les stratégies de gestion de risques classiques ne peuvent pas toujours faire face à l'ampleur du phénomène. La majeure partie des bandits armés du pays préfèrent venir dans les territoires de la Grand-Anse pour renouveler leurs engagement mystiques ; ce qui fragilise parfois la situation.

Encadré 19 |

✿ Durant pratiquement toute l'année 2022 et notamment à partir de septembre 2022, Haïti est secouée par des mouvements de contestation socio-politique souvent violents qui paralysent le pays, y compris les activités des opérateurs humanitaires et de développement. Des barricades ont été érigées un peu partout dans les grandes villes du pays et, les déplacements sont difficiles, limitant ainsi l'accès aux denrées alimentaires et à l'eau. La crise d'approvisionnement en carburant s'est accentuée et perturbe sévèrement la fourniture d'électricité et les télécommunications. Cette situation a forcé l'arrêt de nombreuses activités humanitaires et de développement. Les préoccupations multiples des communautés ne font que s'aggraver, et les

conditions de vie des plus vulnérables se détériorent. Ainsi, des cumuls de retards énormes sont enregistrés dans la mise en œuvre du projet PROFIT.

2.3.1.- QE3.9 | • Retards les plus signalés les personnes consultées

- UNIQ n'a pas pu avancer aussi rapidement qu'elle le souhaitait sur certains produits développés. La réalisation de certains prototypes a été retardée car les équipements étaient bloqués à la douane à cause du scandale de transport d'armes illégal. Les tests d'acceptabilité à grande échelle n'ont pu être exécutés dû à la situation d'insécurité du pays. Ces manquements ont causé du retard dans notre mise en œuvre et l'attente de nos objectifs de développement.
- GEONOVA n'a pas encore réalisé le pilotage des transactions de cacao et de fruit à pain auprès des exploitations agricoles, des associations de producteurs et les différentes catégories d'acheteurs évoluant dans les différents segments des filières.
- Non réalisation des parcelles de démonstration de Cacao prévue avec AYITIKA et CRS.

2.3.1.- QE3.10 | • Lisibilité, visibilité, notoriété (popularité) du PROFIT dans la Grande-Anse

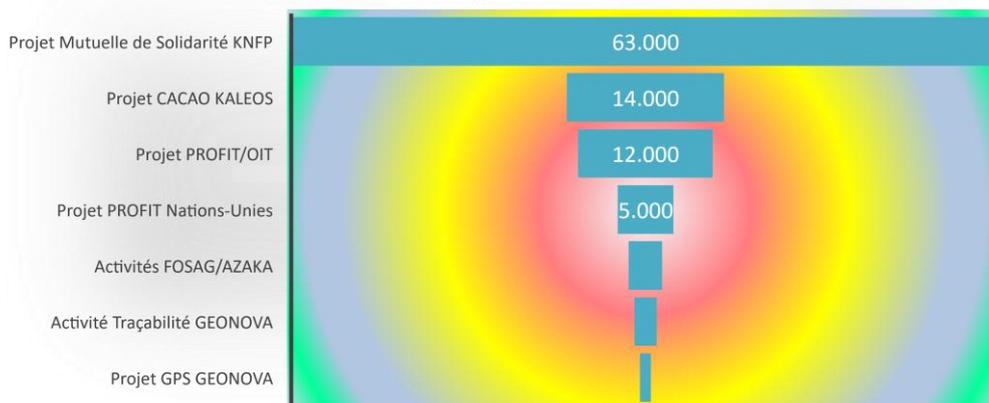
La participation effective des bénéficiaires dans l'exécution des interventions. PLACAGA, comme un regroupement des coopératives, appuie le suivi des communications avec les médias, et avec les membres des coopératives-membres.

Un responsable de communication est engagé. Ce dernier élabore et facilite la mise en œuvre d'un plan média et d'une veille médiatique, en partenariat avec PLACAGA. Cette stratégie facilite la diffusion des spots et des émissions.

PLACAGA joue aussi le rôle d'interface locale chargée de développer le lien avec les groupes WhatsApp les plus prisés et influents identifiés - pour faciliter la transmission des émissions et spots auprès des communautés bénéficiaires. Les organisations communautaires de base des zones de concentration des intervention y sont parties prenantes. Un rapport de diffusion devra être soumis à chaque période de trois mois par les médias impliqués.

Le graphique suivant donne une idée sur les enquêtes réalisées auprès de différentes catégories de bénéficiaires par rapport à la notoriété et/ou la popularité du concept PROFIT au niveau des zones de concentration des intervention :

Fig. 19 | Différentes appellations du projet PROFIT par % ses bénéficiaires directs consultés (Enquêtes de perception Guerrier et al, Février 2023)



Plus de 60% des bénéficiaires du projet le reconnaît sous le nom de « **Projet Mutuelle Solidarité de KNFP** », environ 15% « **Projet Cacao KALEOS** », 3% « **FOSAGs/AZAKA** » et environ 17% l'identifie au nom de « **Projet PROFIT OIT ou Projet PROFIT UN** ». Les appellations mentionnant FOSAGs/AZAKA, GEONOVA et KALEOS ont été estimées chacun à environ 3%. Plus de 60% de l'ensemble des personnes enquêtées site la Norvège comme source de financement. Le reste associe le financement au KNFP (environ 60%), à l'OIT (environ 25%), et à GEONOVA/FOSAGs/AZAKA (moins de 15%).

Cette forme d'appropriation traduit en général, un niveau d'attention particulière accordée par la majeure partie des bénéficiaires, de toutes les composantes confondues, pour le type d'activités développées par KNFP sur le

terrain, lesquelles correspondent aux priorités premières des personnes interrogées. Le nom OIT/UN est beaucoup plus cité dans les zones de centre-ville et les espaces péri-urbains ou rururbains.

Encadré 20 |

- Le genre est un aspect très vivant dans la communication sur le projet. Il est pris en compte tant dans le plan global de communication que dans le plan média.
- Le budget est sensible à la communication. Cette rubrique a été prise en compte dès la conception du projet en lui-même. Les gestionnaires ont été conscients de la valeur ajoutée des initiatives de communication dans la réussite du projet sur le terrain. Toutefois, les contextes politique et sécuritaire tendus ont tendance à occuper de manière exponentielle l'opinion publique, et à limiter les efforts de communication autour d'initiatives de développement dans les zones ciblées.
- La crise du carburant entraîne aussi une augmentation considérable des tarifs de diffusion dans les médias qui paient au prix fort l'achat de l'essence pour la diffusion des programmes. Ce qui devrait affecter le budget des actions de communication du projet à réaliser dans les médias de masse. Le nombre¹²⁵ et/ou le fonctionnement très limité des médias classiques (radio ou télévision) dans les communes et, l'utilisation limitée des médias socio-numériques constitue une préoccupation certaine dans la promotion du projet.

2.3.2.- QE3 | • Dans quelle mesure l'équipe du projet a-t-elle géré les risques et hypothèses contextuels et institutionnels, y compris les changements politiques/climatiques, les conditions d'insécurité et l'impact du COVID-19 (facteurs externes au projet)? Est-ce que le BL, les mesures et les recommandations contribuent à une gestion adaptative ?

Cet aspect a été développé dans la rubrique 2.2.1.- QE2.2 | •

Face à l'ampleur des défis et des sollicitations multiples de terrain, et qui continuent à être évolués dans un sens critique, grâce notamment à l'expérience de l'OIT au niveau local et global, jusqu'à présent, l'équipe de projet, a su bien anticiper certaines situations inattendues et, ajuster, à chaque étape, son mode opératoire. Pour orienter la démarche, une stratégie intégrant des outils spécifiques de risque est élaborée et appliquée dans le cadre du projet, dès sa phase de formulation. Le recensement et l'analyse des risques moyens et majeurs ont conduit à l'élaboration de stratégies de mitigation ainsi que, la prévision des responsables et de ressources pour les mettre en œuvre. La stratégie élaborée à partir des hypothèses consignées dans le cadre logique, prend en compte les phases de :

- La planification pour s'assurer que le plan de mise en œuvre du projet prévoit une stratégie de gestion des risques,
- L'exécution pour mettre en œuvre la stratégie de gestion des risques, en faire la veille, le suivi de ses résultats des mesures appliquées ; sans oublier la mise à jour et revue des informations sur le statut des risques.

La gestion des risques dans le projet prend en compte les aspects et variables communicationnels, épidémiologiques, logistiques, de sauvegardes et de l'éthique.

Certains outils utilisés ne sont pas directement produits dans le projet. Il s'agit, dans certains cas, des adaptations, des directives et/ou des valeurs tirées des référentiels de l'OIT et/ou élaborées par d'autres entités, agences et/ou institutions spécialisées du Système des Nations-Unies (SNU) dans des contextes similaires.

Encadré 21 |

- Plusieurs activités et projets ont dû être mis sur pause ou bien être considérablement ralentis avec les restrictions liées aux frontières et aussi avec les enjeux liés au financement. Le mode de travail s'est vu complètement transformé avec une plus grande utilisation des outils de communication technologiques (WhatsApp, Teams, Messenger, Zoom). Cela peut tout de même avoir quelques bénéfices sur le long terme.
- La crise de carburant à répétition, la compartimentation sociogéographique du territoire national est limitée sévèrement les déplacements sur la zone d'influence du projet et, à la capitale de Port-au-Prince. Cependant, il importe de mentionner que, la gestion de certains paramètres de sécurité publique dépasse, d'une manière générale, les compétences du projet (de l'OIT) et continue d'influencer négativement certains efforts de planification et des ressources du projet.

¹²⁵ Lors des visites de terrain de l'équipe d'évaluation, il a été observé que certaines communautés reculées et enclavées ne disposent ni de radio, ni de télévision fonctionnelles, voire un accès à l'internet.

2.3.2.- QE3 | • Concernant la composante RC & productivité : Dans quelle mesure les capacités ont-elles été créées, renforcées et installées pour assurer un certain degré d'autonomie des bénéficiaires et des institutions partenaires dans la formulation et la mise en œuvre des stratégies et politiques endogènes de développement à moyen et long terme ?

Le projet s'oriente à la fois sur le renforcement des capacités et le transfert d'expertise. Il développe une théorie du changement innovante par rapport aux interventions traditionnelles. Ce changement de paradigme nécessite de façon incontournable le développement de modules de formation sur mesure, destinées aux différentes catégories d'acteurs qui interviennent dans les chaînes de valeurs agricoles cibles. Les séances de formation et d'éducation de masse, avec une emphase sur les dynamiques genrées et sexospécifiques, ont été et continuent d'être réalisées dans le projet. Elles s'orientent vers les domaines de :

- 1) L'amélioration de la qualité des produits selon une approche filière (de la fourche à la fourchette) ;
- 2) Les efforts d'appropriation aux normes de qualité, permettant l'accès aux marchés diversifiés préférentiels ;
- 3) L'accompagnement en matière de planification d'entreprises agricoles écologiquement responsables ;
- 4) Les principes de recherche-action orientée vers le développement de denrées agricoles certifiées à forte valeur ajoutée ;
- 5) La mise en réseau des coopératives à vocation agroéconomiques ;
- 6) La promotion d'un modèle d'assurance agricole qui prend en compte certains aléas hydrologiques et agroclimatiques (une première dans la région) ;
- 7) La mise en place de système de traçabilité, etc.

Quoique le contexte de pays n'a pas permis aux parties prenantes de jouir pleinement certaines dimensions attendues, l'évaluation a montré qu'il y a clairement une évolution dans la perception. Le fait d'initier des campagnes de sensibilisation, d'éducation et de formation (structurante) sur les domaines de compétence évoqués constitue, selon la majeure partie des bénéficiaires enquêtés (plus de 80%), une très grande valeur ajoutée pour leurs communautés et le département, dans son ensemble. Ces genres d'intervention, quoiqu'insuffisante par rapport à l'ampleur des besoins du secteur, doivent être inscrits sur des perspectives programmatiques institutionnalisées.

Encadré 22 |

- Le développement des initiatives de renforcement des capacités et/ou de transfert d'expertise crée des liens directs avec le processus de coconstruction d'un système de compensation inter/transgénérationnelle¹²⁶, considérée aux yeux des communautés comme une intervention très instructives, inspirantes, pratiques, innovantes et transférables. Toutefois, une forte partie des acteurs organisationnels (au moins 95%) attirent l'attention de l'évaluation sur la nécessité pour que le projet aide les BAC (Bureau Agricole de Commune) à s'approprier de la base de données sur les exploitants agricoles, développée par le projet. L'idée de démocratiser cet outil à ce niveau vient du fait qu'ils identifient le manque d'informations pertinentes et à jour comme une des contraintes majeures empêchant cette structure déconcentrée du MARNDR, en dépit de sa volonté manifeste, de réaliser, quand c'est envisageable, un modèle de planification des campagnes agricoles adaptées au contexte de terrain. Les données non désagrégées et non géoréférencées qui existent dans les rapports d'experts ne permettent pas de porter des éléments de réponse adaptables aux besoins différenciés des communautés. En raison notamment de leur bon niveau d'ancrage territorial régional, une telle préoccupation n'a pas été signalée pour KALEOS, GAPL et des FOSAK/AZAKA.

2.3.3.- QE3 | • Dans quelle mesure les bénéficiaires finaux et directs ont-ils affiché des capacités améliorées (connaissances, compétences et pratiques accrues) ?

A ce stade, il est tôt de voir l'ensemble des changements, voir des impacts, de ces activités. Toutefois, par les caractères innovatifs du projet, les premiers effets sont palpables. PROFIT agit sur des fronts pionniers. Ainsi, la possibilité de développer l'inférence causale et/ou et de lui attribuer les premiers effets incrémentaux sont simples. A ce titre l'évaluation peut signaler, entre autres :

- 1) Une meilleure compréhension des intervenants à différents segments des filières économiques porteuses ciblées sur les conditionnalités et les exigences de conformité des marchés à fortes valeurs ajoutées ;
- 2) La capacité des exploitants à décider quel régime d'exploitation à privilégier (biologique, organique, agriculture conventionnel et autres pratiques agroécologiques traditionnelles ou alternatives) ;

¹²⁶ Equité intergénérationnelle : Principe selon lequel on doit tendre à l'égalité dans la répartition du bien-être entre les générations. S'oppose à l'idée d'un conflit entre générations. Note(s) : En droit international, le concept de l'équité intergénérationnelle repose sur la relation que chaque génération a avec les générations passées ou futures dans l'utilisation qu'elle fait des ressources naturelles ou culturelles de la planète.

- 3) L'implication des exploitants agricoles dans la définition des attributs de formation des prix de leurs produits ;
- 4) Un rôle fondamental dans l'harmonisation des actions de base pour créer des entreprises plus fiables et plus durables ;
- 5) Un accompagnement pour la mise en place de service d'extension agricole (Fournisseurs de Service d'Extension Agricole (FOS-AG)) ;
- 6) L'introduction dans les pratiques de notion de traçabilité des produits (cf. Outil **AGROTRACKING**), permettant l'enregistrement et la géolocalisation des parcelles des bénéficiaires et d'autres exploitations ayant un potentiel en cacao et en arbre véritable ;
- 7) La diversification et le renforcement des marchés existants, et de nouveaux marchés pour la valorisation à travers une démarche qualité des filières comme : le Cacao et l'arbre véritable ; à travers l'amélioration de la production, le contrôle de la qualité ;
- 8) Une meilleure organisation et coordination des filières de cacao en particulier ;
- 9) Un effort de La dynamisation de la filière cacao passe d'une part par l'amélioration des processus pré-récolte, post-récolte - et d'autre part, par la mise en pratique d'une agriculture biologique et équitable ;
- 10) Un début de possibilité de retracer, de manière assez rapide et pratique, l'origine d'un produit, à l'échelle de la parcelle, de l'exploitation agricole ou de l'unité de transformation agro-artisanale en question, en cas d'un cas de toxi-infection alimentaire, etc.

Dans un contexte de changement et/ou d'imprévisibilité agroclimatiques, l'innovation seule semble peut apporter des solutions alternatives à des questions pratiques, telle la productivité, la durabilité et l'amélioration des moyens d'existence des populations rurales. Il s'agit là de défis auxquels l'économie familiale rurale, dans un contexte d'agriculture extensive – historiquement et structurellement à faible valeur ajoutée économique, doit composer pour apporter des réponses en vue de faire face aux contraintes du domaine et de profiter des opportunités offertes par les marchés nationaux, régionaux et internationaux, au moment opportun.

Encadré 23 |

- ✿ L'initiative PROFIT devait servir de catalyseur pour encourager/apporter de nouveaux investissements et d'échanges commerciaux dans la presqu'île du sud-ouest d'Haïti. De ce fait, il devait constituer une importante expérience dans la promotion du développement d'agro-entreprises en vue de leur inclusion dans le Plan d'Investissement du Plan National de Gestion Intégrée des Bassins Versants de la région. Au-delà des insuffisances liées aux institutions et aux capacités logistiques agricoles, qu'elle soit endogène, qu'elle passe par des échanges régionaux ou nationaux ou qu'elle soit stimulée par les services agricoles (les institutions de recherche et de vulgarisation), les ONG, l'agro-business ou le secteur privé des affaires, l'innovation agricole commence à occuper une place essentielle dans la transformation de l'agriculture dans le contexte des exploitations rurales des zones d'implémentation du PROFIT.
- ✿ Le géoréférencement des parcelles des exploitations agricoles fournit un ensemble de données qui peuvent être très utiles en situation de désastres naturels et hydro-climatiques, en permettant de localiser et dénombrer les agriculteurs les plus touchés et d'envisager des stratégies de réponse rapide. Selon les témoignages de différentes sources concordantes, c'est généralement une des plus grande difficultés des opérateurs humanitaires dans la gestion des urgences et des initiatives de relèvement.

2.3.4.- QE3 | • Niveaux de satisfécits exprimés par les parties prenantes au cours de l'évaluation de mi-parcours

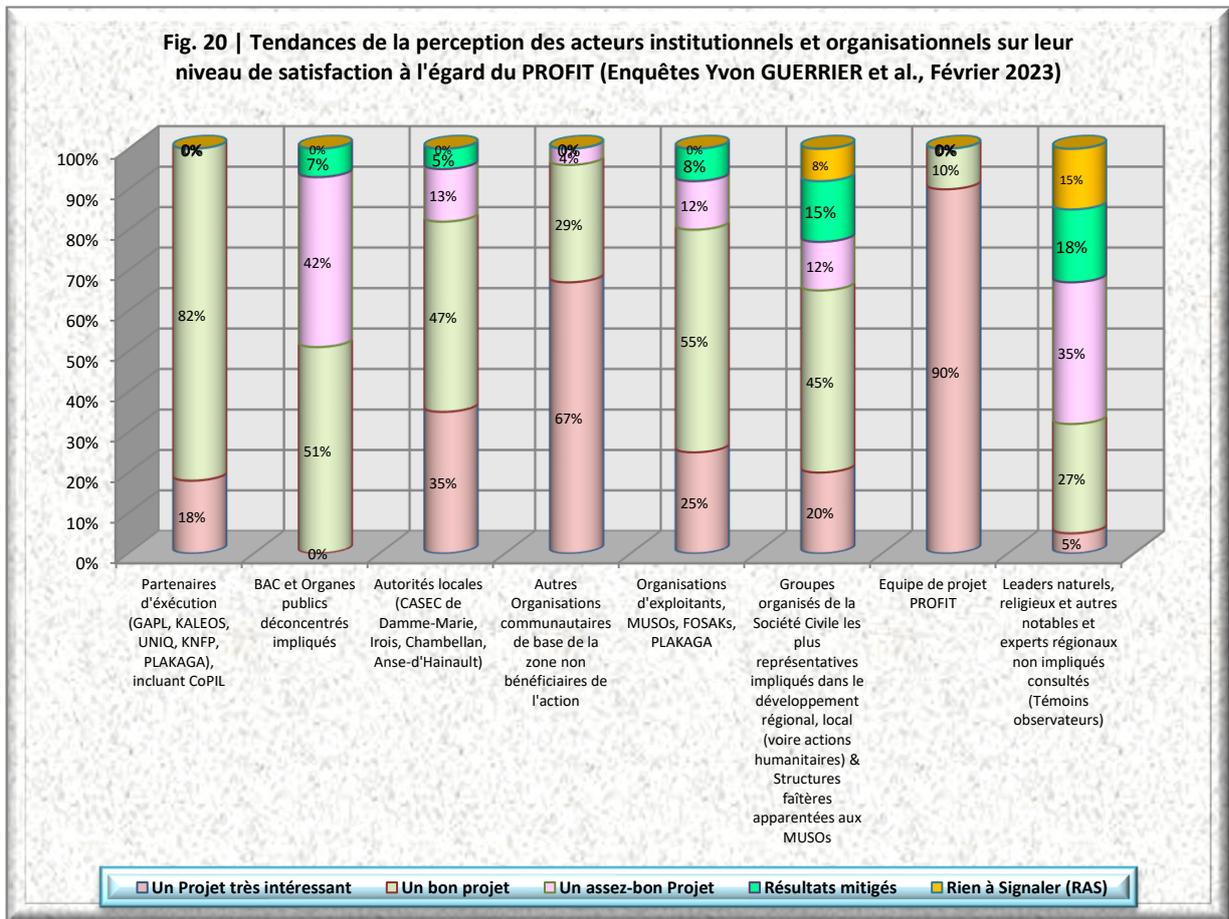
Pour des raisons pratiques, l'évaluation a choisi d'approcher les tendances dominantes de la perception des parties prenantes sur le projet à trois (3) niveaux :

1. L'écologie institutionnelle et organisationnelle du projet,
2. Les bénéficiaires individuels directs du projet,
3. Les bénéficiaires indirects du projet.

Les objectifs fixés par rapport aux besoins locaux et les résultats obtenus à partir des activités mises en œuvre sont les raisons principales qui motivent les enquêtés à donner ces notes.

Des considérations ont été faites seulement sur les activités planifiées dans le calendrier d'exécution de la période de démarrage au 31 décembre 2022. Des enquêtes de perception ont été menées auprès acteurs institutionnels et organisationnels locaux sur leur niveau de satisfaction à cette phase du projet. Le graphe suivant présente les grandes tendances dégagées :

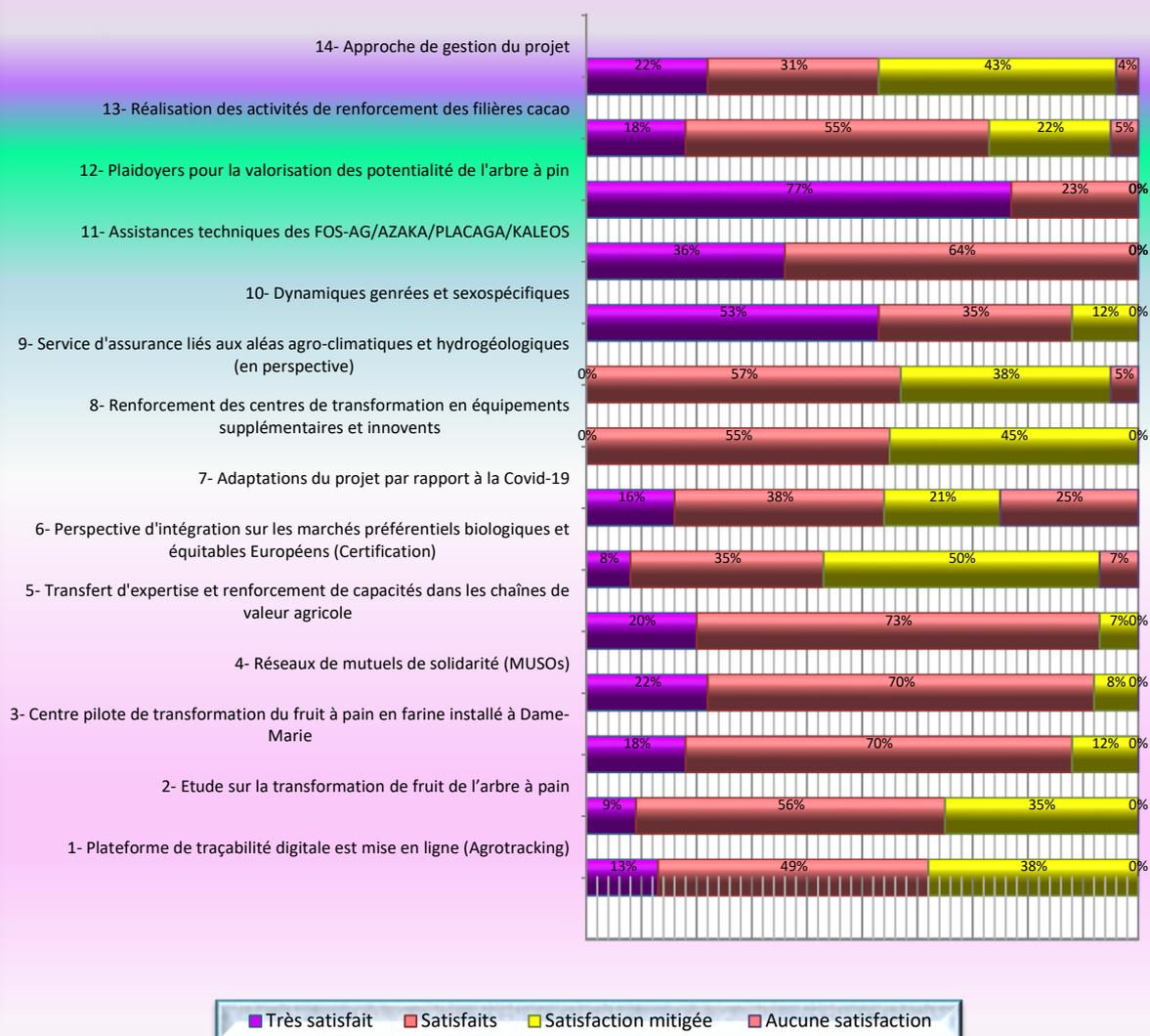
Fig. 20 | Tendances de la perception des acteurs institutionnels et organisationnels sur leur niveau de satisfaction à l'égard du PROFIT (Enquêtes Yvon GUERRIER et al., Février 2023)



Selon 18% des partenaires d'exécution, il s'agit d'un projet très intéressant, alors que pour 82% c'est un bon projet. En ce qui concerne les organes publics déconcentrés impliqués, 51% estiment que c'est un bon projet et pour 42% c'est un assez bon projet. Le reste estime que les résultats sont mitigés ou ils n'ont rien à signaler. En ce qui a trait aux autorités locales (Mairies et CASECs), 35% estiment que c'est un projet très intéressant, pour 47% c'est un bon projet et, pour 13% c'est un assez bon projet. La perception est plutôt mitigée ou sans avis pour le reste.

Le graphe suivant présente la tendance de perceptions du niveau de satisfaction des bénéficiaires par rapport à la stratégie d'intervention et aux activités réalisées dans le projet, pour les 5 communes impliquées :

Fig. 21 | Perception du niveau de satisfaction des bénéficiaires par rapport aux activités et mode d'intervention du PROFIT en% (Enquêtes de perception Guerrier et al, Février 2023)

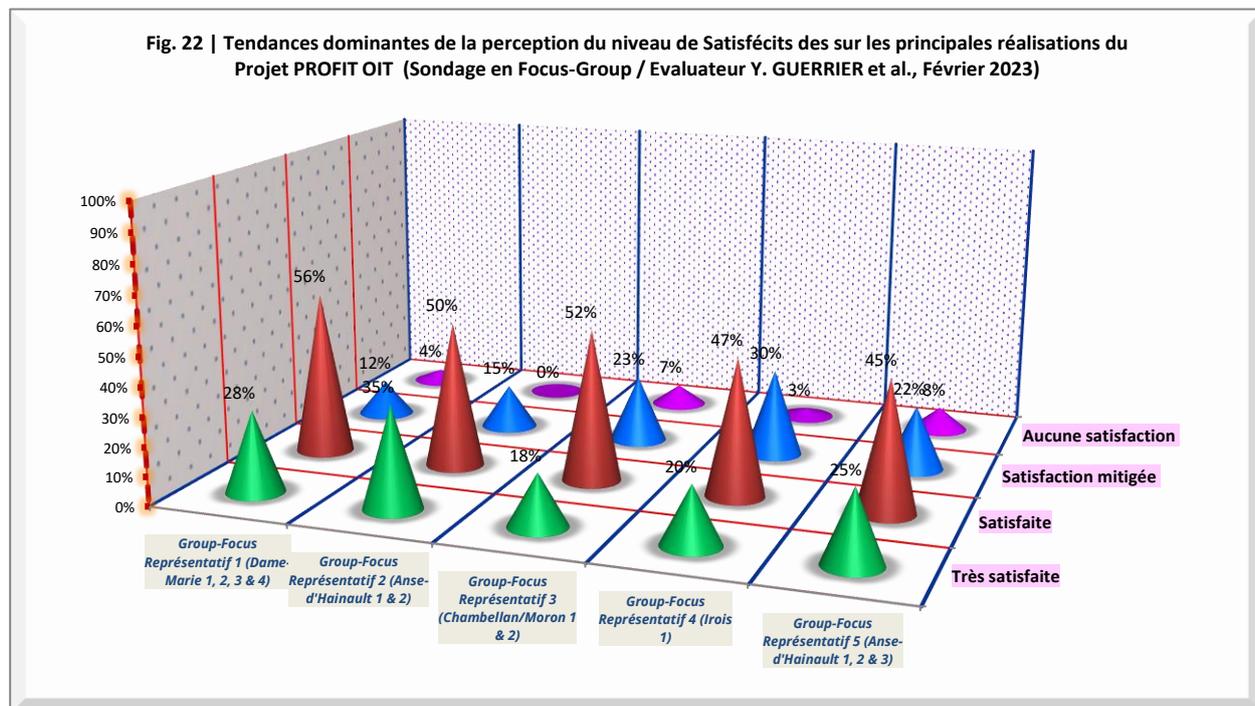


Les bénéficiaires se sont montrés globalement satisfaits. Cette satisfaction vient de l'approche genrée et sexospécifique du projet (53% très satisfaits, 35% satisfaits), de la mise en place des réseaux de mutuelles de solidarité (22% très satisfaits, 70% satisfaits et seulement 8% avec une satisfaction mitigée), du transfert d'expertise et le renforcement de capacité dans les chaînes de valeur agricole (20% très satisfaits, 73% satisfaits et seulement 7% satisfaction mitigée). Cependant, ils souhaitent tirer profit de la plateforme de traçabilité, et souhaitent que le projet renforce les centres de transformation en équipements supplémentaires et innovants ; pour un meilleur rendement. D'une manière générale, quoiqu'il ne soit pas encore matérialisé, les bénéficiaires individuels tiennent quand même à se montrer très intéressés par la composante « Assurance agricole » en perspective dans la poursuite du projet. Ils tiennent cette rubrique à cœur.

Les causes du niveau élevé de satisfaction de certains acteurs du projet sont surtout les résultats obtenus au niveau des grands axes d'output et des activités sur le terrain comme la mise en place des mutuelles de solidarité dans toutes les zones d'intervention, la mise en place des centres de transformation du fruit à pain et de fermentation du cacao, le géoréférencement des parcelles (traçabilité), et la formation des exploitants agricoles et des fournisseurs de services locaux.

Le graphe suivant présente le niveau de satisfécits des sur les principales réalisations du PROFIT en considérant les idées dégagées dans les groupes de discussions improvisés réalisés à travers les 5 communes impliquées :

Fig. 22 | Tendances dominantes de la perception du niveau de Satisfécits des sur les principales réalisations du Projet PROFIT OIT (Sondage en Focus-Group / Evalueateur Y. GUERRIER et al., Février 2023)



D'une manière générale, les gens qui habitent dans un rayon qui se situe dans l'aire de concentration des activités du projet se sont montrés très satisfaits. En revanche, plus on s'avance vers les zones relativement éloignées des interventions physiques, ce niveau de satisfaction à tendance à diminuer. Ils espèrent que d'autres initiatives de plus grandes envergures seront démarrées au plus vite pour soulager des ménages qui vivent dans l'extrême pauvreté, à travers toutes les communes de la Grande-Anse.

Encadré 24 |

- ✿ Dans les focus group improvisés, les habitants ont déclaré que le projet a été structuré sur des thèmes d'importance pratique. Les participants –es souhaitent voir, au plus vite, la mobilisation d'une deuxième phase, avec la chance d'être parmi les grands bénéficiaires (communes privilégiées). Ils ont plutôt l'air d'être un peu jaloux envers les communes priorisées dans le projet. Leur argumentaire (verbal) est construit autour des dégâts entraînés par le séisme d'août 2021 sur les clés de vie des communautés (moyens d'existence de base). Ils/elles souhaitent voir qu'en cas de financement d'une deuxième phase qu'on intègre une composante en lien au développement de ce que l'évaluation pourrait appeler : AGR-R (Activités Génératrices de Revenus - Rapides) à l'intention des familles de profil socio-économique modeste, faiblement résilientes, décapitalisées et/ou appauvries par les conséquences de l'insécurité publique chronique et le passage du séisme d'août 2021 en particulier.

2.4.- Efficience et Efficacité de la gestion

L'objectif est d'évaluer dans quelle mesure les ressources / intrants du projet (fonds, expertise, temps, etc.) sont convertis en résultats.

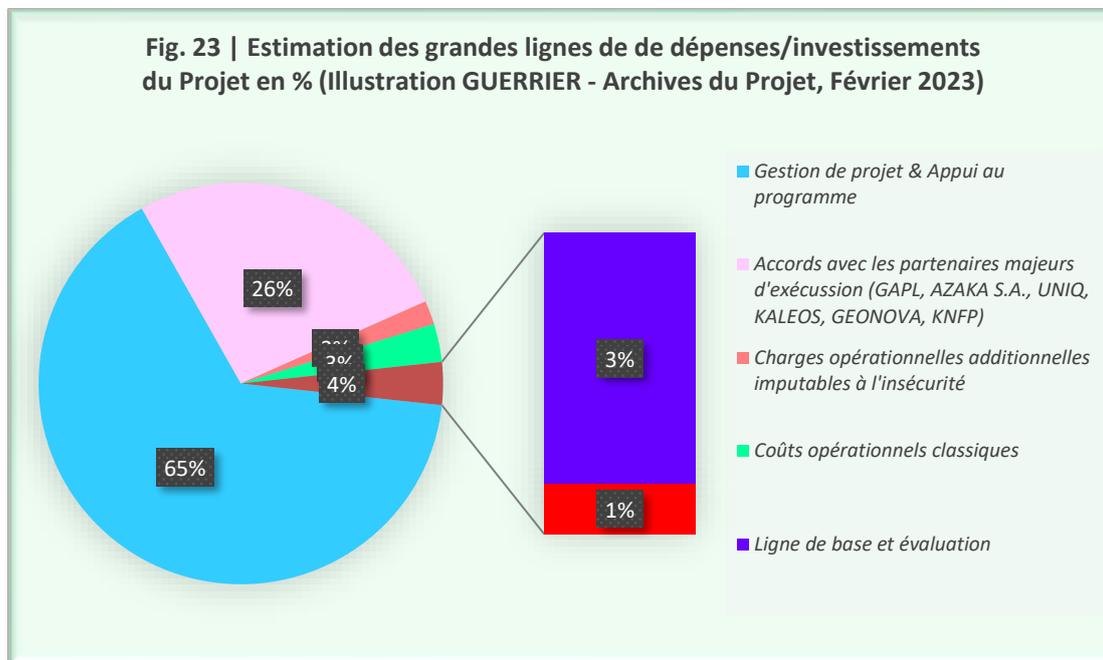
2.4.1.- QE3 | • Les ressources (ressources humaines, temps, expertise, fonds, etc.) sont-elles allouées et utilisées de manière stratégique pour fournir le soutien nécessaire et pour atteindre les résultats du projet ?

Les échanges directs avec les prestataires de services et certains membres clés de l'équipe de projet à l'OIT, complétés avec les informations récoltées dans les archives du projet (rapports financiers) à disposition, ont permis de décrypter, de questionner et d'analyser, de manière pragmatique et approximative, les grandes lignes de dépenses effectuées dans le cadre de la mise en œuvre du projet. L'analyse qui est présentée dans les sous-sections suivantes se concentre en particulier sur : i) la revue des archives et de certaines preuves liées aux

transactions, ii) le niveau d'engagement des parties prenantes et des outils de planification, complété par, iii) certaines variables et/ou paramètres externes au projet, mais hyper-déterminants¹²⁷.

2.4.1.- QE4.1 | De l'opportunité d'effectuer les dépenses dans le projet : imputations financières de la stratégie de Covid-19 et de l'insécurité sur le budget

Sur la base des considérations du paragraphe précédent, le graphe suivant tente de résumer, selon leur nature et leur poids, les grands groupes de dépenses effectués dans le projet :



Le graphique présente une les implications budgétaires liées aux incidences de la pandémie du COVID-19 et des charges additionnelles imputables à l'insécurité (arrangements de gestion logistiques et autres). Ces dernières représentent approximativement 2,4% du montant global des dépenses engagées sur la période. Ce coût n'a pas été prévu dans les lignes du budget. L'application des mesures et/ou du protocole imposés pour la reprise des activités demande des sacrifices et des dépenses importantes. Cependant, les défis humains et les enjeux liés à l'éthique de développement obligent les gestionnaires à s'engager dans cette voie.

Les termes de référence, les contrats et les livrables fournis par les consultants –es (incluant les cabinets de consultations) ont été identifiés, décryptés et analysés. L'évaluation estime que les processus de sélection ont été compétitifs. D'une manière générale, des livrables de bonne facture sont produits. Les réflexions, les produits issus de ces processus consultatifs ont toute leur utilité ; soit dans l'objectif d'appuyer, d'éclairer le processus décisionnel et opérationnel et ; soit pour permettre aux parties prenantes de bien comprendre les défis et enjeux sociétaux majeurs, en regard aux problématiques soulevées par le projet. Les opérateurs ont été globalement à la hauteur des attentes.

Encadré 25 |

- ✿ **Au moins, 65% des dépenses et des investissements par rapport au montant global du projet ont été alloués dans des initiatives en lien : i) à l'organisation et la coordination de la production agricole pour une meilleure forme de valorisation des ciblées cibles et l'amélioration des conditions de fonctionnement et/ou d'existence**

¹²⁷ Ces variables et/ou paramètres hyper-déterminants sont notamment : 1) Le niveau d'adéquation du budget de départ, en regard aux ambitions exprimées et aux principales activités envisagées ; 2) L'analyse du niveau d'adéquation du cadre programmatique du projet, via une analyse superposée de certains facteurs déterminants comme : 1) les ambitions, 2) les capacités humaines et matérielles ; 3) le temps minimal nécessaire (durée), et ; 4) le rythme d'allocation de ressource (cohérence entre décaissement et besoins réels dans le temps) ; 3) Le plan d'achat du projet ; 4) Le plan de recrutement ; 5) Le plan de travail de chaque période ; avec un focus constant sur les indicateurs de performance et/ou de résultats fixés dans la matrice logique du projet ; 6) La qualité des outils de suivi et d'évaluation périodique ; 7) Les comptes-rendus des séances d'atelier et, les rapports de mission ; 8) Les contrats et les rapports sur l'état d'avancement ; 9) L'évaluation de l'efficacité des processus décisionnels et opérationnels, en concertation avec les acteurs stratégiques et, notamment de ceux du comité local de facilitation ; 10) L'analyse des risques et des enjeux prévisibles, ponctuels et émergents liés à chaque période considérée dans le projet ; 11) Les motivations et l'opportunité de la validation des dépenses ; 12) Le questionnement sur la motivation de l'équipe de projet à entreprendre des changements dans le cadre programmatique, voire opérationnel du projet ; 13) Le niveau d'alignement du processus décisionnel et opérationnel en regard aux exigences de conformité imposées par les règles et procédures du PNUD (éthiques, conflits d'intérêts, ...), voire par rapport aux principes d'éthique fédérateurs aux entités, agences et institutions spécialisées du Système des Nations-Unies (SNU) ; 14) L'analyse des termes de référence, et des coûts de prestation en regard à la pertinence et la qualité des livrables produits par des experts indépendants dans le projet ; 15) L'intégration des aspects liées aux indicateurs de type genre dans le cadre logique et l'architecture du budget (poids et suffisance des lignes de dépenses spécifiquement dédiées) ; 16) Le contexte de l'environnement porteur et les implications liées aux problématiques émergentes ; etc.

des exploitations agricoles, ii) à des activités d'appui à la logistique agricole, avec un focus sur les dynamiques de type genré et sexospécifiques, iii) à la mise en œuvre d'un système de géoréférencement des parcelles agricoles pour la construction progressive d'un système de traçabilité à travers les chaînes de valeur privilégiées, iv) à des activités de type recherche-action dans la filière de l'arbre véritable et, v) à la mise en place de la stratégie de la COVID-19 et à la couverture d'autres charges de diverses nature, occasionnées par les risques imputables au contexte d'insécurité délétaire.

- ✿ Cette analyse se limite à des aspects plutôt très stratégiques, en rapport notamment à la dimension « Assurance-qualité ». Pour avoir plus de détails sur certains aspects, au besoin, l'OIT pourrait envisager la réalisation d'un audit financier.

2.4.2.- QE3 | • Dans quelle mesure le soutien (technique et politique) fourni jusqu'à présent par l'OIT (niveau régional, national et siège) au projet a-t-il été efficace ?

L'OIT est responsable de la coordination générale et stratégique du projet, en appui et en concertations avec les structures compétentes au niveau de la contrepartie nationale. Selon la nature, l'étendue, les exigences et les conditionnalités d'un marché, certains Opérateurs Prestataires de Services d'Expertise (OPSE) locaux ou nationaux sont mobilisés.

L'équipe de projet sur le terrain développe très peu de rapports avec le bureau régional de Lima. Il travaille notamment avec l'équipe d'experts de San Jose, Cota Rica, là où sont également gérés les aspects administratifs et financiers des projets d'Haïti.

Le niveau de décision stratégique comprend :

- L'arène politique (Gouvernements d'Haïti, à travers notamment le MAST, le SAE-MCI, la DDAGA-MARNDR, et le DDGA-MDE, comme bras stratégiques autorisés des différents domaines thématiques revendiqués par le projet),
- Le Bureau Régional de l'OIT¹²⁸ pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Lima, Pérou),
- Le Bureau de l'OIT pour le Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Haïti, Panama et République dominicaine (San Jose, Costa-Rica)¹²⁹,
- Le Bureau national de l'OIT en Haïti (Port-au-Prince)¹³⁰.

L'exécution du projet sur le terrain est facilitée ou coordonnée par un CTP (Conseiller Technique Principal), appuyé par des experts nationaux. Le CTP est assisté d'une assistante administrative et financière basée à Port-au-Prince. Cette dernière s'occupe du suivi administratif et financier de proximité dans le projet, en concertation avec le coordonnateur technique. Outre le personnel de soutien, un expert en communication fait partie de l'équipe. La structure suivante illustre la configuration de la structure administrative développée par le BIT en interne pour la mise en œuvre de l'initiative PROFIT :

¹²⁸ <https://www.ilo.org/americas/oficina-regional/lang-es/index.htm> (Consulté, le 22 février 2021)

¹²⁹ <https://www.ilo.org/americas/oficinas-en-la-regi%C3%B3n/lang-es/index.htm> (Consulté, le 22 février 2021)

¹³⁰ https://www.ilo.org/gateway/faces/home/ctryHome?locale=ES&countryCode=HTI&_adf.ctrl-state=ft5x08aca_93 (Consulté, le 22 février 2021)

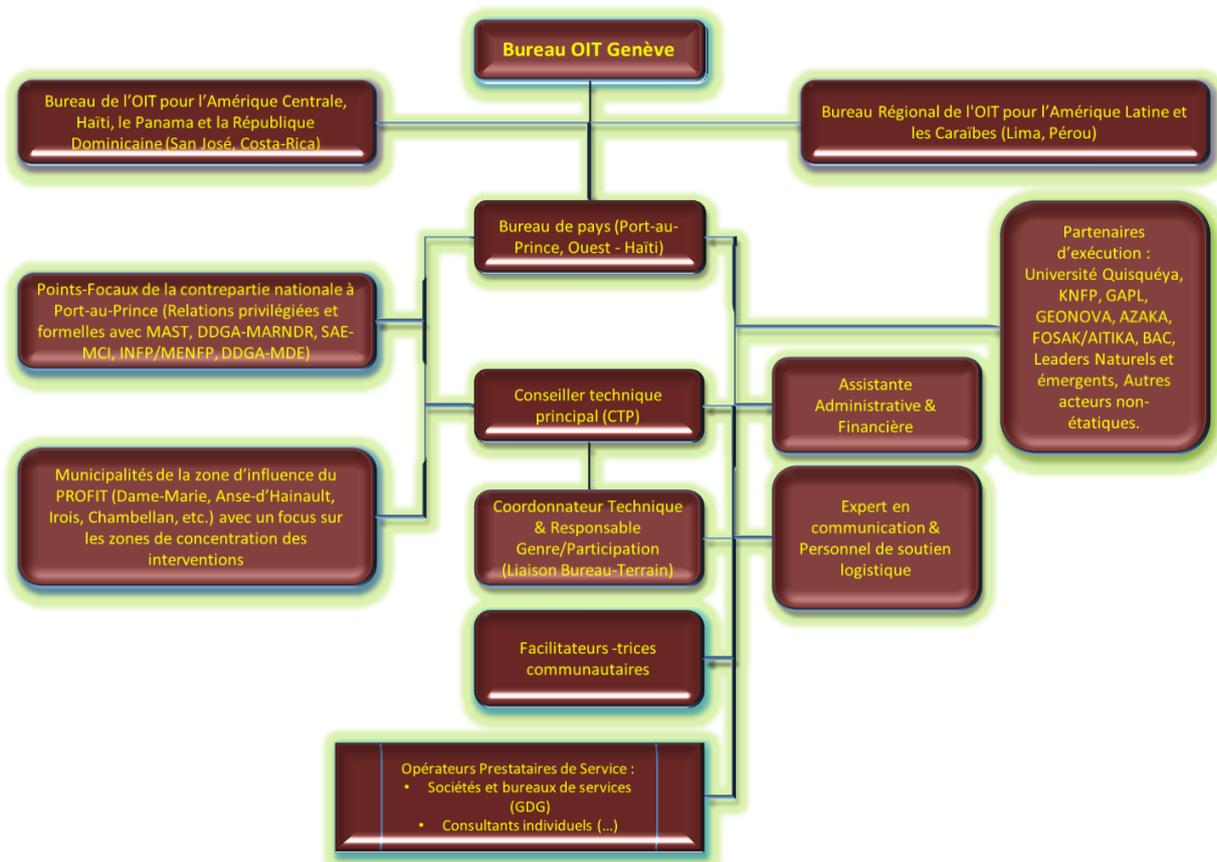


Figure 24 | configuration de la structure administrative interne du BIT en lien au Projet PROFIT (Illustration Guerrier, Février 2023)

Les équipes de Genève et de San José, en particulier, ont joué un rôle de premier plan dans la promotion des actions plaidoyers en faveur de la mobilisation de ressources. Elles ont aussi aidé dans les aspects d'assurance qualité et, dans le développement de stratégies de reprises et d'adaptation depuis l'émergence de la pandémie de la COVID-19. Le tandem et le modèle de travail en synergie développés à différents niveaux de l'OIT avaient permis au projet de porter des éléments de réponse relativement adaptable par rapport à des difficultés de plus en plus complexes.

Encadré 26 |

- Les relations interpersonnelles sont plutôt bonnes ou très cordiales. Aucun conflit ou de litige majeur, de cas de harcèlement et de pratiques de népotisme n'ont pas été observés ou explicités dans les entretiens semi-directifs. Les cas de départ de personnel enregistrés dans le projet sont dus aux préoccupations d'insécurité publique de certains membres du personnel. Ces derniers ont préféré de migrer à l'extérieur d'Haïti face aux risques énormes encourus sur le terrain, ou en Haïti. Un cas de décès a été enregistré (Coordonnateur National de projet) par suite d'une infection à la COVID-19. Il a fallu environ 8 mois pour recruter son remplaçant.
- La catégorie des socio-professionnelles est la plus exposée aux menaces de tout genre des gangs armés.

2.4.3.- QE3 | • Dans quelle mesure l'intervention de l'OIT a-t-elle appliqué des approches innovantes pour une action efficace et opportune de l'OIT afin d'atténuer les effets immédiats de la pandémie sur le monde du travail et de soutenir de manière adéquate pendant la phase de récupération ?

La préoccupation concernant la pandémie de Covid-19 a été, en partie, traitée à travers les rubriques 2.1.1.- QE1.5 | • & 2.2.3.- QE2.1 | •

Dans l'ensemble, la stratégie développée a été payante.

L'arrivée de la pandémie de la Covid-19 a montré la nécessité à l'OIT d'être plus innovante. L'accompagnement à distance était pratiquement devenue prépondérante dans les écosystèmes urbains, périurbains, voire des centres-villes. Par la force des choses, cela a accéléré l'appropriation

du projet par les partenaires terrain. Toutefois, avec les problèmes d'accès à l'électricité, au signal d'internet, voire la réduction drastique à plusieurs moments de la couverture des compagnies de téléphone, à partir de 2021, en cause du problème d'accès des techniciens chargés de faire la maintenance et le renflouement en carburant des sites de relais des compagnies de la NTCI présentes (NATCOM et DIGICEL), la nécessité de repenser totalement les activités en mode présentiel refait surface.

2.4.4.- QE3 | • Le mécanisme de suivi et de rapport a-t-il été efficace pour la prise de décisions de nature stratégique ?

Les différents types d'objectifs, les principales activités et la chaîne des résultats du projet sont clairement établis dans les documents de référence. Le dispositif de suivi-évaluation est clairement établi. La matrice logique est assez bien élaborée. La ligne de base dispose assez d'informations pertinentes pour permettre à l'évaluation de tirer des conclusions objectives pour arriver à des recommandations adaptables.

Les rapports d'étape élaborés par l'équipe de projet ont permis d'avoir une bonne compréhension des avancés du projet. Toutefois, l'aspect gestion des connaissances n'est pas suffisamment apparu dans les narratifs.

Un album de prises de vue, et un folder avec des séquences de vidéos les plus pertinentes ne sont pas remarqués. Ces éléments peuvent aider dans la constitution des évidences pour l'évaluation finale en perspective, à la fin du projet.

Encadré 27 |

✿ L'établissement du cadre des activités associées aux résultats dans le projet a été défini sur une base assez SMART-G (Spécifique, Mesurable, Atteignable, Réaliste et Temporel/Genrée). Les cibles et la théorie du changement du projet sont très claires. Les sensibilités de type sexospécifique, et, liées aux questions de l'intégration et à la participation genre sont assez bien paramétrées dans le cadre conceptuel et plus particulièrement dans l'élaboration des plans d'action périodiques. Toutefois, il faut prévoir certains ajustements dans le PRODOC. Certains ajustements réalisés dans le cadre conceptuel, dans le cadre de la présente évaluation de mi-parcours, peuvent faciliter ce travail d'alignement. Sinon, certaines contradictions peuvent être décelées. Cette mise à jour est indispensable. Mais, dans le fonds, il s'agit tout simplement de certaines évolutions portées, en cours de route, dans la matrice logique qui ne sont pas intégrées dans les documents et instruments de référence du PROFIT.

2.4.5.- QE3 | • Dans quelle mesure les ressources du projet ont-elles été mises à profit avec d'autres interventions connexes pour améliorer l'efficacité des projets et maximiser l'impact, le cas échéant ?

L'OIT travaille avec d'autres agences et institutions spécialisées du Système des Nations-Unies dans la mise en œuvre de projets conjoints (PNUD, la FAO et le CNUCED). Ces projets s'adressent aux petits exploitants agricoles de la presqu'île du sud. Ils visent également l'amélioration du cadre légal en faveur de la création d'emploi dans le secteur agricole, le développement d'une politique d'appui au développement de la pêche, l'appui, etc. Aussi, à travers le projet PROFIT, OIT a signé un « *UN & UN agreement* » avec le PAM, afin de piloter un système de micro-assurance pour les 1154 bénéficiaires directes du projet. Ce même protocole vise aussi à explorer les possibilités pour intégrer le fruit à pain dans les cantines scolaires.

L'appui du Projet, à travers les notamment les groupes organisés de la société civile, est considéré dans le jargon du mécanisme du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM/GEF) une sorte de cofinancement à d'autres supports techniques et/ou investissements financiers complémentaires apportés par d'autres projets et programmes du Système de Nations-Unies (PNUD, PNUE, FAO, ONU-FEMMES, PAM et FIDA). D'autres acteurs de la coopération internationale au développement comme le FEM, la Coopération Japonaise, la BID, la Banque Mondiale, l'AFD (Agence Française de Développement)¹³¹, la Coopération canadienne, la PADF (*Pan American Development Foundation*)¹³², le Save the Children, le CRS (*Catholic Relief Service*)¹³³ peuvent être également mentionnés dans ce cadre.

A ce titre, des liens directs et/ou transversaux peuvent être établis entre le PROFIT et d'autres projets comme :

- 1) Préparation et Gestion des Désastres (GRD-Sud/PNUD, BPC-MICT/MPCE)¹³⁴, financé par la Norvège ;

¹³¹ <https://www.afd.fr/fr/actualites/un-mois-apres-seisme-haiti-urgence-developpement>

¹³² <https://www.hpnhaiti.com/site/index.php/societe/17998-haiti-ong-les-projets-appuyes-par-la-padf-en-haiti-devoiles-sur-la-voix-de-lamerique>

¹³³ <https://www.crs.org/our-work-overseas/where-we-work/haiti>

¹³⁴ <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/12382>

- 2) Adaptation Basée sur les Écosystèmes (ABE, PNUD)¹³⁵ financé par le FEM ;
- 3) Appui à l'accélération de la mise en œuvre des ODD en Haïti (PNUD)¹³⁶ ;
- 4) Appui à l'enseignement et à la formation techniques et professionnels en Haïti (PNUD)¹³⁷ ;
- 5) Intégration des risques liés au changement climatique dans les processus de planification du développement national en Haïti – PNA (PNUD)¹³⁸ ;
- 6) Solutions durables pour les personnes déplacées internes (IDPs)¹³⁹ dans la Localité de Lahaie, Commune de Dame Marie, Département Grand-Anse ;
- 7) Electrification Rurale et Autonomisation des Femmes (PNUD)¹⁴⁰ ;
- 8) Intégration des risques liés au changement climatique dans les processus de planification du développement national en Haïti – PNA (Financement CGF)¹⁴¹ ;
- 9) Appui à la Gouvernance Locale et au Développement Territorial (AGLDT) (ECHO)¹⁴² ;
- 10) Appui à la résolution pacifique des conflits et à la promotion de la cohésion sociale dans la ville de Jérémie à travers des organisations de jeunes (PNUD, DFID)¹⁴³, etc.

2.5.- QE4 | • Orientation de l'impact

L'objectif est d'évaluer est-ce que l'orientation stratégique du projet, à ce stade, permet déjà de contribuer de manière significative aux objectifs à long terme. Ces contributions peuvent être à la fois des changements positifs et négatifs produits dans le cadre du processus de mise en œuvre, directement ou indirectement, intentionnellement ou non.

2.5.1.- QE4 | • Y a-t-il des preuves de changements positifs dans la vie des bénéficiaires (agriculteurs de la Grand-Anse), dans les pratiques qui augmentent la productivité dans la chaîne d'approvisionnement des filières agricoles ciblées, dans le cas des femmes en particulier ?

2.5.1.- QE4.1 | • Stratégies de réponse et évolution des leviers de changements

PROFIT adopte la posture d'identifier les enjeux et les opportunités de réussite des femmes dans les 2 filières agricoles ciblées, afin de mieux définir avec elles les accompagnements nécessaires à leur autonomisation sociale et économique. Par exemple, 147 femmes et 147 hommes ont reçu une formation sur le processus de transformation du cacao, la fermentation et le contrôle qualité. 21 champions féminins et 27 champions masculins formés à la gestion financière de base, au montage et à la gestion de MUSO (Mutuelle de Solidarité); 50 MUSO créées et fonctionnelles (Se réunir, cotiser et accorder des prêts sur fonds internes. 622 femmes et 535 hommes bénéficiaires du projet sont membres de MUSO.

La mise en place d'un réseau de mutuelles de solidarité (MUSOs) dans les zones d'intervention et, l'implémentation, d'une part, d'un centre pilote de fermentation du Cacao à Anse d'Hainault et, d'autre part, d'un centre pilote de transformation de l'arbre véritable en farine ; suscitent beaucoup d'inspiration, de motivations et d'intérêts dans les communautés.

Face aux aléas de changements climatiques qui affectent fréquemment et négativement le rendement agroéconomiques des cultures traditionnelles, les exploitants commencent remettre en question certains choix historiquement ancrés dans leurs systèmes agroécologiques. Pourtant, avant le démarrage du projet, nombreux d'entre eux témoignent, au moment de l'évaluation, qu'ils étaient plutôt très réfractaires. L'évaluation a questionné, par exemple, la raison qui motive les bénéficiaires à s'intéresser au projet. Le graphique suivant donne les grandes tendances de la perception dégagée pour certains paramètres dégagés dans les entretiens formels :

¹³⁵ <https://www.ht.undp.org/content/haïti/fr/home/projects/projet-d-adaptation-basée-sur-les-ecosystemes.html> (Consultés le 2 février 2021)

¹³⁶ <https://www.ht.undp.org/content/haïti/fr/home/projects/Appui-a-l-acceleration-de-la-mise-en-oeuvre-des-ODD-en-Haïti.html> (Consultés le 2 février 2021)

¹³⁷ <https://www.ht.undp.org/content/haïti/fr/home/projects/Support-to-Technical-and-Vocational-Education-and-Training-in-Haïti.html> (Consultés le 2 février 2021)

¹³⁸ <https://www.ht.undp.org/content/haïti/fr/home/projects/integration-des-risques-lies-au-changement-climatique-dans-les-processus-de-planification-du-developpement-national-en-Haïti-PNA.html> (Consultés le 2 février 2021)

¹³⁹ <https://www.ht.undp.org/content/haïti/fr/home/projects/solutions-durables-pour-les-personnes-deplacees-interne.html>

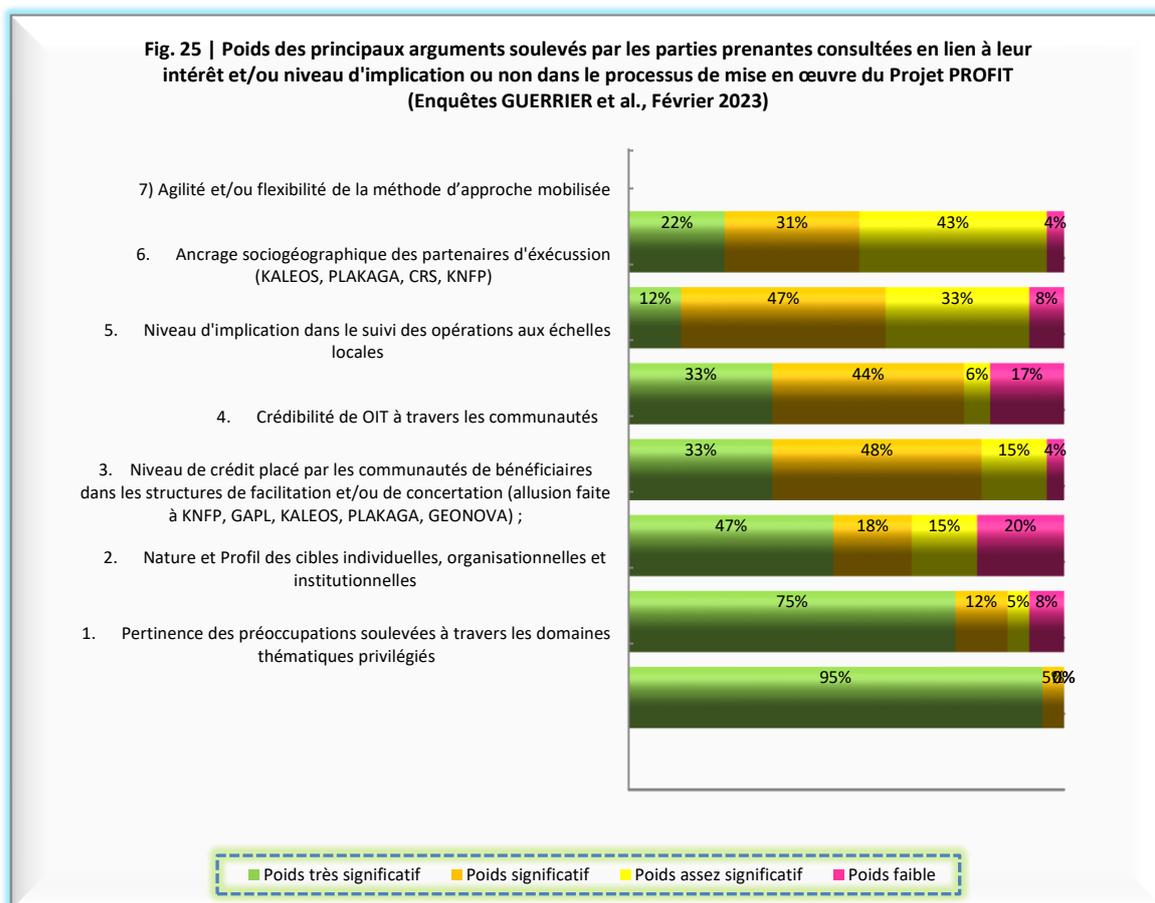
¹⁴⁰ <https://www.ht.undp.org/content/haïti/fr/home/projects/electrification-rurale-et-autonomisation-des-femmes.html>

¹⁴¹ <https://www.ht.undp.org/content/haïti/fr/home/projects/integration-des-risques-lies-au-changement-climatique-dans-les-processus-de-planification-du-developpement-national-en-Haïti-PNA.html>

¹⁴² <https://www.ht.undp.org/content/haïti/fr/home/projects/appui-a-la-gouvernance-locale-et-au-developpement-territorial.html>

¹⁴³ <https://www.ht.undp.org/content/haïti/fr/home/projects/appui-a-la-resolution-pacifique-des-conflits-et-a-la-promotion.html> (Consultés le 2 février 2021)

Fig. 25 | Poids des principaux arguments soulevés par les parties prenantes consultées en lien à leur intérêt et/ou niveau d'implication ou non dans le processus de mise en œuvre du Projet PROFIT (Enquêtes GUERRIER et al., Février 2023)



Pour 95% des parties prenantes consultées, la pertinence des préoccupations soulevées à travers des domaines thématiques privilégiés à un poids très significatif et, pour 5% elle a un poids significatif. En ce qui concerne la nature et le profil des cibles individuelles, organisationnelles et institutionnelles, 75% pensent qu'ils ont un poids très significatif, pour 12% le poids est significatif, pour 5% son poids est assez significatif et pour 8% le poids est faible.

La crédibilité de l'OIT à travers les communautés à un poids significatif pour 48% des parties prenantes enquêtées et pour 33% le poids est très significatif. Pour le reste, le poids est soit assez significatif ou faible. L'ancrage sociogéographique des partenaires d'exécution a également un poids significatif dans la mise en œuvre du projet. 12% estiment que le poids est très significatif, pour 47% le poids est significatif, pour 33% c'est assez significatif et 8% le poids est faible. La confiance placée en la Plateforme des Coopératives Agricoles PLAKAGA qui joue un rôle intermédiaire entre les bénéficiaires, les partenaires d'exécution, et l'équipe du projet facilite les interactions et la mise en œuvre des activités au niveau des communautés. Par conséquent, le poids de cet argument est un facteur déterminant dans le processus de mise en œuvre et pour l'atteinte des résultats.

Les actions de renforcement graduelle des capacités des bénéficiaires, à travers des séances de formation et la mise en place de mutuels solidarité, est un élément déclencheur de progrès socio-culturellement acceptable et financièrement soutenable. À la base de certaines évolutions prometteuses :

- (i) Les changements qui doivent se produire ont été précisés, dans la mesure du possible, au préalable ;
- (ii) Les hypothèses et les valeurs qui sous-tendent ces transformations ont été clairement explicitées, en dépit de la dégradation du contexte de pays ;
- (iii) L'articulation entre ce changement espéré et l'intervention a été réfléchi, en tenant compte des variables socioculturelles prépondérantes ;
- (iv) L'image et l'ancrage sociogéographiques des partenaires d'exécution ont un poids considérable dans l'imaginaire local et affecte le processus.

Par ailleurs, dans le contexte des zones d'intervention du projet, les femmes, dans la mesure où elles dépendent très étroitement des ressources naturelles et de l'environnement pour toutes leurs activités et les besoins vitaux du ménage, sont très vulnérables aux changements climatiques. Elles font généralement partie de cette catégorie qui se trouve au centre d'une dynamique évolutive qui crée à leur rencontre des situations de

vulnérabilité et de sensibilité très fortes ; laquelle réalité hypothèque fort souvent la survie de toute un ménage agricole, et par ricochet, d'une forte composante de la communauté.

Ces femmes sont à l'interface d'un ensemble de situations relatives à la survie du ménage. Conscient de cette réalité, le projet développe des initiatives, à travers les chaînes de valeur et les filières agroéconomiques porteuses, qui tendent à mieux orienter et valoriser, de manière durable et responsable, les secteurs d'activité d'où les femmes peuvent trouver une place de choix. Pour y arriver, le projet s'inspire notamment : 1) des constats et recommandations de la ligne de base réalisée dans sa phase de démarrage, pour mieux appréhender le mode de fonctionnement des ménages agricoles, 2) des résultats des études et des ateliers expérimentaux, effectués avec l'appui de l'université Quisqueya (UNIQ), sur la filière de l'arbre véritable et, 3) des évolutions observées au cours du processus de mise en œuvre aux fins de concentrer, au maximum, les investissements du projet sur les nouvelles opportunités présentées et ; en tenant compte des préoccupations, défis et enjeux émergents.

Outre des études réalisées dans le cadre du projet, l'évaluation a tenté de pousser certaines réflexions avec l'ensemble des intervenants ou acteurs des filières de l'arbre véritable et du cacao, pour se faire une idée, dans une posture plutôt socioconstructiviste et interprétativiste, de ce qui se passe réellement dans les chaînes de valeur agricoles au niveau des zones d'influence du PROFIT. Afin de faciliter une compréhension rapide, le logigramme suivant a été illustré pour la filière du fruit à pain (Arbre véritable) :

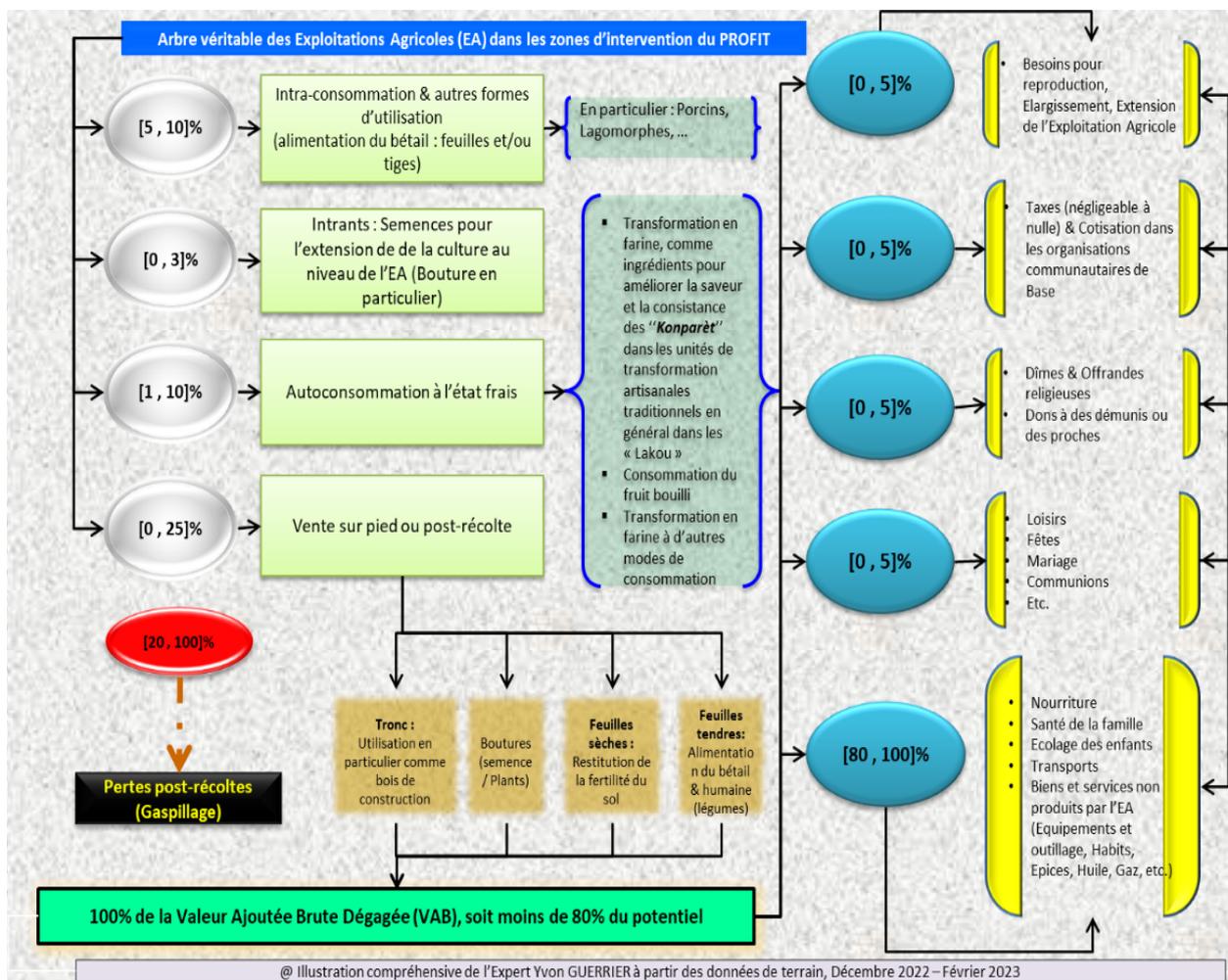


Fig. 26 | Destination de la production et distribution de la valeur ajoutée brute de l'arbre véritable en pourcentage (%) selon le contexte et la situation socio-économique de l'exploitant agricole dans les zones d'influence du PROFIT (Guerrier Yvon, Février 2023)

Il ressort de ce diagramme qu'entre 75 et 80% des récoltes de l'arbre véritable sont perdues chaque année. Pourtant, avec la crise socioéconomique du pays, la situation de l'insécurité alimentaire continue d'augmenter au niveau de ces zones très reculées. Certes, l'investissement du projet dans cette filière n'est pas trop important sur le plan financier, par rapport à l'ampleur de la problématique et des potentialités existantes. Toutefois, les études et expériences réalisées à date dans le projet permettent de mettre en lumière principalement : à quels niveaux les décideurs et opérateurs de développement doivent agir dans les filières cibles pour avoir le niveau

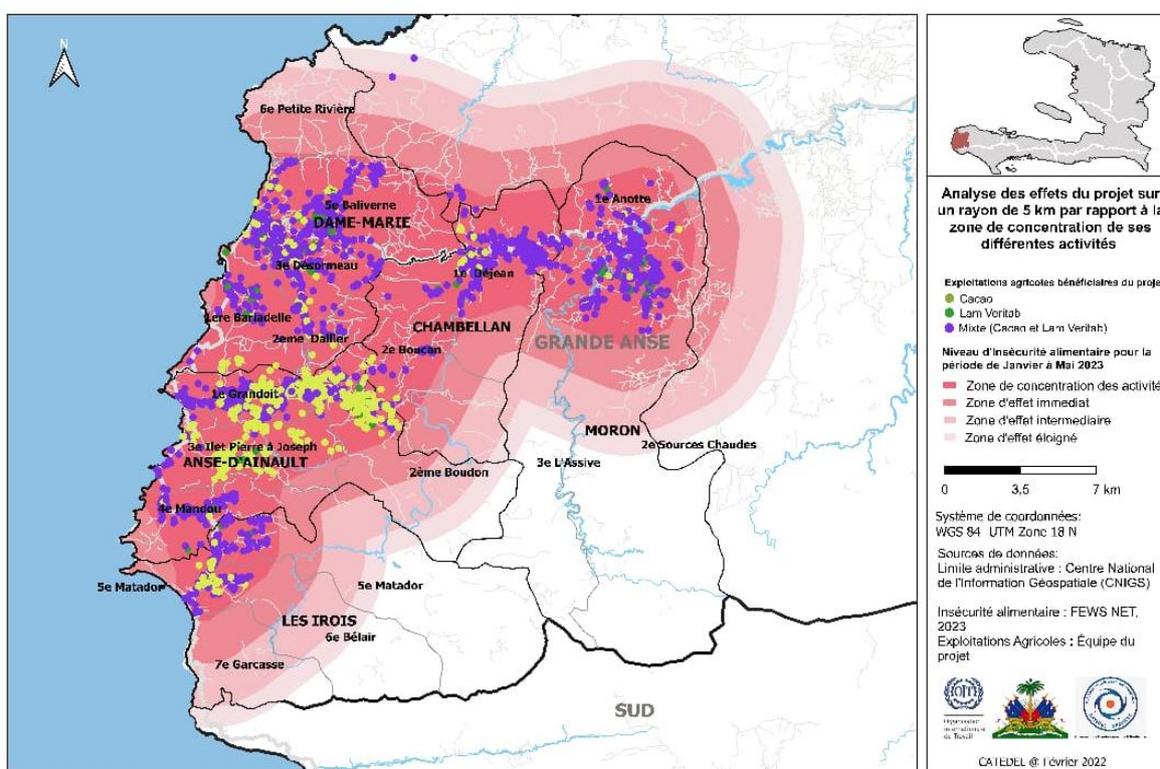
d'efficacité et d'efficacité maximum, si on veut changer la donne de façon durable et soutenable. Les leviers de progrès sont clairement apparus.

Le phase d'expérimentation sur l'arbre véritable est centré autour du processus de transformation, du contrôle de qualité et d'acceptabilité et n'implique pas de bénéficiaires. Toutefois, la phase d'essai participatifs prévoit la participation de bénéficiaires du projet. Sur la base de leur expérience dans ce domaine et leur connexion déjà établie, l'UNIQ, le prestataire de service d'expertise engagé, sollicite l'appui de PLACAGA, une faïtière des coopératives impliquées, pour faciliter le processus du choix des bénéficiaires. Bien que l'UNIQ est satisfaite des résultats fournis, en revanche, elle est consciente que des facteurs externes ont ralenti la progression de sa planification et, redouble d'efforts afin de respecter les délais fixés.

Quoiqu'il soit tôt pour entreprendre une analyse d'impact, l'évaluation a regardé à quels niveaux certains indices d'influence ou de changement pouvaient être décelé et dans quel sens.

2.5.1.- QE4.2 | • Logique de zones de concentration des actions et de zones d'influence du PROFIT

La carte suivante, illustrées sur la base d'un ensemble de considérations relativement objectives peut donner une première idées :



Carte 07 | Zones de concentration et d'influence du projet PROFIT

Les interventions réalisées par le projet sont établies à travers notamment cinq communes cibles. Toutefois, les exploitants d'autres communes voisines commencent aussi à répliquer certaines pratiques observées sur leur passage dans les zones d'interventions du PROFIT. Donc, si en théorie le projet se limite à des juridictions administratives et politiques du territoire de la Grand-Anse, dans la pratique, d'autres paramètres naturels rentrent en ligne de compte comme :

- 1) Les liens familiaux entre les communautés,
- 2) Les habitudes de vie, de travail et de collaboration ;
- 3) Les facteurs écologiques en rapport aux interconnexions qui existent entre les unités hydrographiques et les bassins-versants ;
- 4) Les espaces de socialisation commune comme les églises, les temples de vodou et les gaguères ;
- 5) Les zones d'échanges de biens et de services locaux à travers notamment le réseau intercommunal de marchés publics traditionnels.

Ainsi, les influences du projet vont bien au-delà d'un rayon de 5 km des points de concentration des installations et/ou des principales activités du PROFIT. Certains regroupements d'associations de femmes de communautés voisines des zones bénéficiaires se demandent pourquoi ils sont exclus de ce projet ; alors qu'ils

confrontent les mêmes problèmes adressés. Ils voient cela comme une sorte de discrimination (Focus groups – zones limitrophes des communes, Janvier - Février 2023).

Encadré 28 |

- Des liens très forts sont développés et structurés entre les mutuelles de solidarités les plus représentatives, d'où les femmes les plus nécessiteuses sont regroupées et répertoriées. A travers ce médium, ces dernières peuvent s'exprimer de manière confortable et, sans tabous. Le projet apporte, dans la mesure du possible, un support structurant.
- Les séances de renforcement de capacités et/ou de transfert d'expertise, facilitées par le projet – pour améliorer l'autonomisation économique des femmes à travers les chaînes de valeur agricoles ciblées, se révèlent, selon les parties prenantes, comme les premières étapes indispensables à franchir. Toutefois, il faut, au moins, attendre la fin du projet pour mieux apprécier les niveaux de performances attendues ; et entre 3 à 5 ans après l'échéance administrative pour évaluer les impacts et/ou externalités majeurs. En dépit des contraintes majeures émergentes, liées fondamentalement aux entraves de certains paramètres déstabilisants de l'environnement externe, avec les adaptations effectuées en cours de route, la voie empruntée par le projet reste toujours en adéquation par rapport à la vision et à la théorie du changement du concept de projet « PROFIT ». Dans ces genres de projet, il est plus facile de sortir de 10 pour atteindre le niveau 100 que de sortir à 0 pour atteindre 5. Ainsi, d'une manière générale : i) Réduire le gaspillage du fruit à pain, créer une chaîne de valeur centrée sur le fruit à pain permettant de générer un revenu additionnel pour les communautés visées ; ii) Développer un ou plusieurs produits à valeur ajoutée du fruit à pain qui sont pratiques d'utilisation, nutritifs et de longue durée de conservation, requièrent, au départ, plus de concertations, de volonté, d'engagements sociaux, d'éducation, de sens de responsabilité, de ressources et surtout de temps.

2.5.1.- QE4.3 | • PROFIT et les zones de moyens de subsistance en Haïti Vs Accès au marché

A noter que, dans les "Profils des moyens d'existence" établis par le Fews-Net¹⁴⁴ (2015) pour Haïti, les zones d'intervention du PROFIT se situent dans le « LITTORAL SUD-OUEST MAÏS, MANIOC ET CUEILLETTE (ZONE HT08) ».

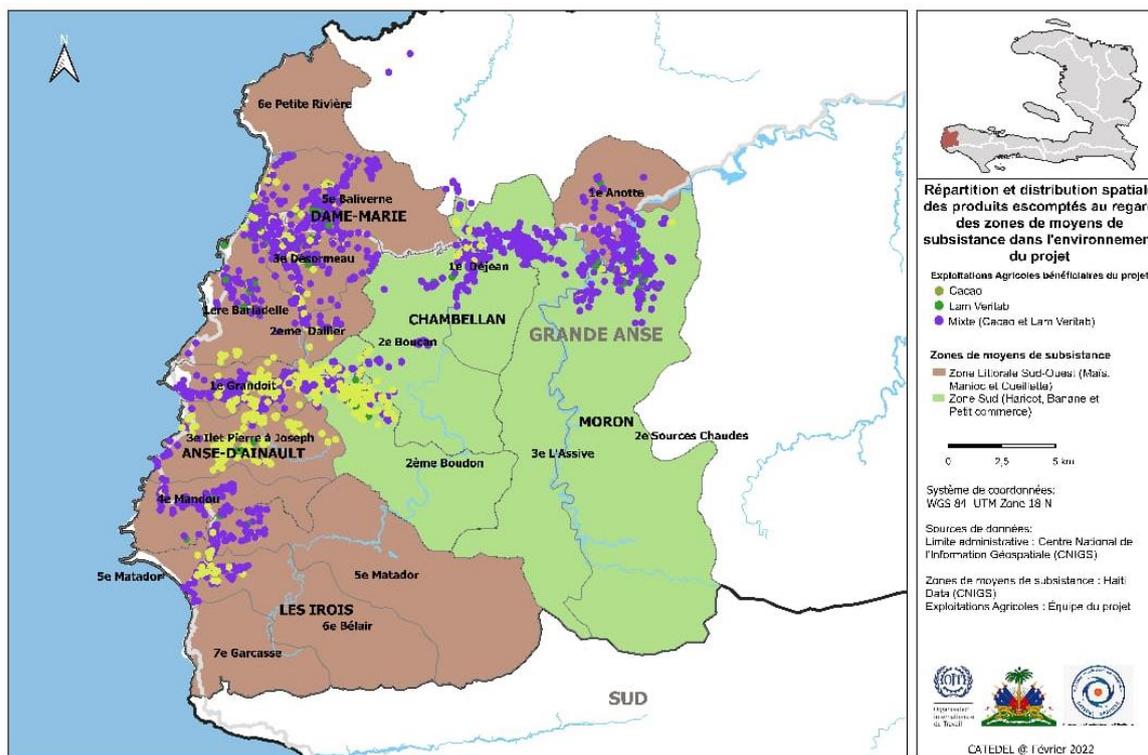
En effet, cette zone est relativement enclavée et dispose d'une infrastructure routière peu développée, en particulier dans les communes éloignées de Jérémie. Mis à part l'axe de la "**Route nationale numéro 7**", les autres communes du département de la Grande-Anse sont desservies par des voies en terre battue qui la longe l'espace métropolitain de Jérémie aux Irois dans la Grande-Anse, avant de se transformer en sentier presque inaccessible entre Irois et Tiburon. Le tronçon qui relie Tiburon à Saint-Jean-du-Sud (dans le département du Sud) est relativement mieux entretenu et, comprend une bonne partie goudronnée qui la connecte à la ville des Cayes, le plus grand marché de la zone. Il existe également une route principale (goudronnée sur plus de 60 km) qui relie Jérémie aux Cayes. En revanche, les marchés situés à l'intérieur de la zone ont une faible connexion avec les marchés des principales villes de la région et avec les marchés de Port-au-Prince, cela en raison du mauvais état des routes et des longues distances, ce qui constitue un frein à l'exportation des produits locaux. Ceci affecte aussi l'approvisionnement de la zone en nourriture. Le transport maritime est moins important que le trafic par voie terrestre, surtout après la construction de la route Les Cayes-Jérémie.

Les principaux marchés de la zone sont les marchés de Kanem (à Abricots) notamment pour la vente de racines et tubercules, le marché des Irois (spécialisé dans la vente de céréales) et le marché de Lopineau, aux Roseaux, notamment pour la vente de haricots. Les principaux marchés pour l'approvisionnement en nourriture de base sont les marchés des Irois, d'Abricots, de Bonbon, de Dame-Marie, des Anglais et de Jérémie dans la Grande-Anse. Cependant, on trouve aussi, dans les localités, de petites boutiques qui vendent des produits de première nécessité achetés de Jérémie ou de Port-au-Prince. Le niveau de pauvreté dans cette zone est principalement liée à un accès réduit à la terre et au capital pour acheter du bétail et des outils de pêche. La majorité des ménages cultivent moins d'un hectare de terres. Ces derniers ont généralement recours aux accords de métayage pour élargir leurs superficies cultivées. En comparaison, les ménages dits moyens et aisés (nantis) possèdent de plus grandes superficies de terre, mais dans l'ensemble les superficies cultivées sont plus petites que dans les zones particulièrement agricoles du pays.

Alors, c'est cette tendance que la théorie du projet vise à inverser. Si pour toutes les contraintes soulevées précédemment le niveau d'effets et d'impact attendu n'est pas encore perceptible, pour certaines composantes de résultats, l'évaluation estime que la majeure partie des interventions réalisées et/ou en progression se

¹⁴⁴ <https://fews.net/sites/default/files/documents/reports/Haiti%20LH%20profiles%20final%20fr.pdf>

rangent dans cette dynamique. La carte suivante tente une superposition entre les interventions du PROFIT et l'existence des zones de moyens de subsistance, telles que décrites par Fews-Net en 2015 :



Carte 08 | Répartitions et distribution géospatiales des actions entreprises dans les filières de cacao et de fruit à pain par le projet PROFIT en regard aux zones de moyens de subsistance (Adaptation Y. GUERRIER, Février 2023)

La mise en œuvre de ce projet, dans un contexte aussi difficile, apaise la période de soudure généralement difficile pour plus de 80% des ménages agricoles. Et, au-delà du narratif officiel qui justifie le projet, dans les échanges avec les parties prenantes, l'évaluation a compris que : « *La vision poursuivie par les parties prenantes est de démontrer un modèle de transformation du marché qui unit les producteurs locaux à des marchés nouveaux et diversifiés ; à travers un processus de production naturelle et des méthodologies de production certifiée - qui génèrent une augmentation des revenus et en conséquence, supportent des options viables d'utilisation des terres dans les sous-bassins-versants de la Grande-Anse concernés par le projet.* ». Toutefois, une telle dynamique demande du temps et des investissements plus importants, afin de pouvoir adresser les problèmes en profondeur, en appui aux secteurs impliqués.

2.5.2.- QE4 | • Dans quelle mesure les interventions du projet ont-elles développé des leaderships féminins qui les ont autonomisées dans leurs organisations ?

Les témoignages obtenus, lors des entretiens de focus-group, montrent que : les capacités, les capabilités et donc, le pouvoir décisionnel des femmes sont en voie d'amélioration continue. Ces premiers signes sont très prometteurs et encourageants. Toutefois, au cas où ce processus serait stoppé, cela pourrait constituer un mauvais précédent. La qualité des échanges avec l'équipe d'évaluation donne l'impression qu'elles sont efficaces à la fois dans les efforts de plaidoirie et des processus décisionnels. Elles sont apparemment plus influentes que les hommes dans le projet, notamment sur les questions en rapport au domaine de l'économie solidaire et également à travers leurs engagements dans la filière de cacao.

Encadré 29 |

🌱 Dans le cadre de la mise en œuvre du PROFIT, les femmes sont très présentes dans presque l'ensemble des chaînes de valeur agricoles/agro-alimentaires. Elles accomplissent des fonctions à différents segments des filières agroéconomiques ciblées. Bien qu'elles disposassent, bien avant le l'arrivée du projet, d'un savoir-être et d'un savoir-faire appréciables dans la transformation et la conservation artisanales des denrées agricoles naturels ; en revanche, les supports et encadrements qu'elles bénéficient du PROFIT les habilitent à mieux faire face aux réalités du moment. Elles comprennent apparemment mieux le fonctionnement et les exigences des marchés, identifient leurs faiblesses et sont à même de produire des idées adaptables et

financièrement soutenantes. Le développement d'une économie locale durable, solidaire, ouverte sur le monde ne peut être vu sans leurs implications.

2.5.3.- QE4 | • Dans quelle mesure le projet a-t-il eu un impact sur la promotion d'une plus grande collaboration entre les parties impliquées au niveau local et départemental ?

Du stade de démarrage jusqu'en 2021, les acteurs départementaux ont été fortement impliqués (Directions départementales des ministères sectoriels, BAC, etc.). Avec les implications négatives de la pandémie et du contexte général d'insécurité, cet enthousiasme a grandement diminué. Dans un premier temps, la mobilisation des plateformes électroniques de communication pour la réalisation des séances virtuelles (réunions institutionnelles) avait marché. Toutefois, le rythme allait être quasi-définitivement cassé avec la crise à répétition de carburant et les problèmes de manquement prolongé en signal d'internet au niveau du département de la Grand-Anse, voire du pays en entier.

En plus des mesures de restrictions du système de sécurité (UNDSS) qui limitent sévèrement les missions de terrain des membres du personnel du projet recruté par l'OIT. Un effort de remobilisation des tables sectorielles départementales de concertation s'avère nécessaire, pour une réappropriation du projet.

2.6.- QE5 | • Durabilité dans le projet

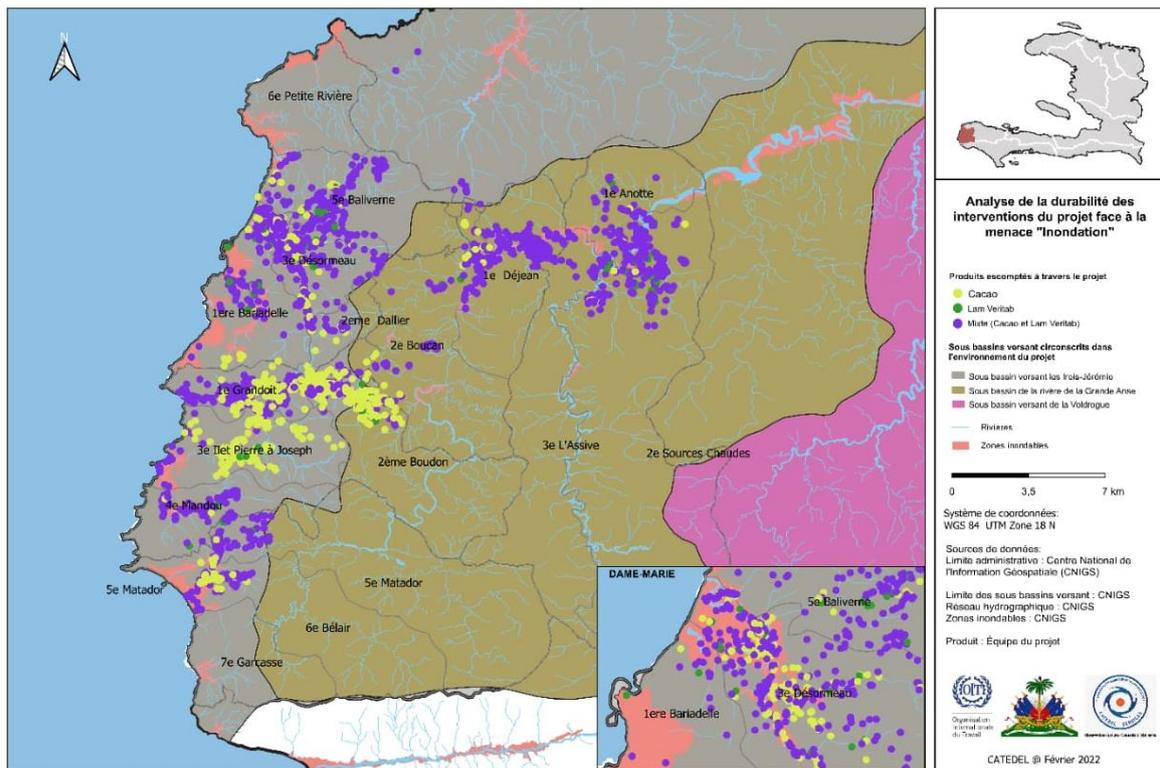
L'objectif est d'évaluer si les résultats de l'intervention seront durables et s'ils peuvent être maintenus ou même étendus et reproduits par d'autres partenaires de développement une fois l'intervention terminée ou après la fin du financement des donateurs.

2.6.1.- QE6 | • Les étapes vers la durabilité sont-elles franchies ? Sont-ils alignés sur la stratégie de durabilité du projet ? Le projet a-t-il identifié des indicateurs de durabilité utiles pour les résultats à moyen terme (tels que la motivation, les ressources, les capacités ou les liens durables) ?

La force du projet repose essentiellement sur :

- i. Le choix des zones d'investissement des ressources d'où le nouveau de vulnérabilité aux inondations permanentes sont relativement faibles ;
- ii. Les perspectives de lutte contre l'extrême pauvreté et l'exclusion ;
- iii. L'implication de prestataires clés, qui maîtrisent non seulement leur domaine d'expertise, mais aussi et surtout ont construit un fort ancrage territorial sur les terroirs du projet ;
- iv. Un cadre conceptuel de projet en parfaite congruence avec les priorités stratégiques et les réalités des acteurs territoriaux,
- v. Des exploitations agricoles paysannes extensives et des organisations socio-économiques locales au cœur des processus de mise en œuvre ;
- vi. Des travaux d'ingénierie sociale et financière fondée sur les principes de réseautage et de l'économie solidaire ;
- vii. Les normes liées aux principes de sauvegardes sociales et écologiques sont suffisamment intégrées – fondées sur une dynamique de qualité.

La carte suivante présente illustre la vulnérabilité des zones d'intervention du PROFIT face à l'inondation :



Carte 09 | Vulnérabilité des zones d'intervention du PROFIT face à l'inondation

D'une manière générale, les zones d'où se concentrent les infrastructures agroéconomiques, installées dans le cadre du PROFIT, sont peu exposées aux inondations. Toutefois, à moyen terme, certains travaux de lutte contre la dégradation des terres arables et des eaux sauvages doivent être envisagés par les concernés, dans la perspective d'un renforcer progressif du niveau de la stabilité des écosystèmes et des berges des micro-bassins-versants du nord-est de Dame-Marie ; proche des écosystèmes marins côtiers. Cette stratégie permettrait, entre autres, de sécuriser les investissements agroécologiques et socioéconomiques effectués dans la commune.

Par ailleurs, certaines faiblesses devront être comblées à certains niveaux aux fins d'une optimisation pérenne de certaines retombées positives associées au projet, comme :

- (i) **La plateforme Agrotracking développée en support à la mise en place d'un dispositif de traçabilité dans les filières de cacao et du fruit à Pain** : Elle fait partie des éléments de base de toute initiative visant le développement d'une dynamique et/ou d'un référentiel de qualité. C'est une réalisation importante. Pourtant, les BACs (Bureau Agricole de Communes) n'ont pas accès à la base de données et, ne connaissent pas comment fonctionne la plateforme. Pour que le système fonctionne après le projet, les BACs doivent se l'approprier.
- (ii) **Un départ prématuré de l'OIT après le projet, sans pouvoir mobiliser les ressources complémentaires pour continuer avec l'accompagnement des exploitations agricoles, des MUSOs, des FOS-AG et des PLAKAGA** : La majeure partie des opérateurs présents se lance dans l'humanitaire. En plus, PROFIT est une initiative à caractère innovant et structurant - qui demande de l'expérience de terrain et, de la capacité de construire sur des rapports sociaux solides, avec des engagements et des responsabilités clairs. L'OIT est l'organisation spécialisée du pays qui semble maîtriser mieux les mécanismes de coconstruction du dialogue social. La poursuite de cette phase du PROFIT ne fait qu'initier le travail. Les changements de comportement attendus, à travers les travaux d'ingénierie sociale et sociétale enclenchés, demandent plus de temps et des investissements plus substantiels.
- (iii) **Une absence locale ou régionale de marché alternative au traditionnel et au préférentiel nord** : Les ouvertures prônées sur les marchés préférentiels à partir de la certification équitable et biologique sont intéressantes, prometteuses et très encourageantes. Cependant, le fonctionnement d'Haïti, au cours de ces trois dernières décennies, montre que tout problème qui s'installe au niveau de Port-au-Prince entraînerait systématiquement des répercussions négatives sur la coordination et/ou le fonctionnement des filières ciblées dans les autres régions du pays. En absence d'une stratégie de développement de marchés départementaux innovants alternatifs, les chaînes de valeur agricoles auront toujours du mal à se développer durablement.

- (iv) **Protocole d'accord vers une agriculture contractuelle** : Il n'existe pas de protocole d'accord entre les exploitants et les entreprises agricoles (GAPL, Kaléos) pour clarifier les attributs de formation des prix (Cacao, Arbre Véritable). Il serait important privilégier une démarche d'agriculture contractuelle, afin de rassurer les différents intervenants des filières cibles.

Encadré 30 |

- OIT maintient un bon niveau de coordination avec les ONG Internationales les plus pertinentes dans le secteur Cacao afin d'avoir plus d'impact dans les communautés. Par exemple, CRS est très bien impliquée dans la mise en place de système de traçabilité et aussi la mise en place de fournisseur de service agricole pour éviter des doublons et compléter les interventions car la CRS travaille aussi dans la mise en place d'un système de traçabilité et aussi la formation de fournisseur de service agricole.

2.6.2.- QE5| • Les étapes vers la durabilité sont-elles franchies ? Les résultats à long terme (tels que la productivité, la prestation de services soutenus, l'accès ou la demande); ou par des impacts (tels que des comportements soutenus - appropriation nationale, pratiques ou utilisation des services) ? Si oui, lesquels?

Cette question reste pertinente. La dynamique enclenchée dans le projet est construite sur une base responsable, objective et pragmatique. Toutefois, le reste dépendra nécessairement de quatre variables fondamentalement essentielles :

- (i) La possibilité de mobiliser des ressources additionnelles pour consolider les acquis et passer à l'échelle ;
- (ii) La capacité du projet à développer des outils d'opérationnalité et de fonctionnalité pour alimenter la stratégie de sortie intelligente, sans une fermeture prématurée des activités ;
- (iii) La nécessité de développer des marchés régionaux, voir nationaux, alternatifs - conçus et construits selon le design d'un Système de Garantie Participatif, pour mieux capitaliser sur les caractéristiques et valeurs subjectifs de terroirs ;
- (iv) La capacité du gouvernement et des acteurs à faire un plaidoyer auprès du CNCS (Coordination Nationale de la Cantine Scolaire) et du PAM pour faire évoluer la dynamique régionale vers une agriculture contractuelle ;

Le modèle développé par les exploitants de Pays Basque (Française) dénommé « INTER-AMAP) pourrait servir de source d'inspiration. INTER-AMAP¹⁴⁵ :

- Participe au développement de l'agriculture durable, un soutien aux agriculteurs et aux éleveurs de proximité produisant des aliments de qualité, d'un système mettant en relation des producteurs et des consommateurs sur des bases de réciprocité, de solidarité et dans le respect de l'environnement et d'aide à la conversion ou à la création de productions biologiques.
- Souhaite être un point d'appui vis à vis des politiques locales, en particulier promouvoir auprès de toutes les instances de décision ou d'influence dans les collectivités territoriales le développement d'une agriculture vivrière et des circuits courts de distribution.
- Promeut l'idée que tous les Schémas de Cohérence Territoriale (SCOT) et les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) projetés doivent intégrer la nécessité de garder des terres pour nourrir les populations qui y vivent.

L'INTER-AMAP PAYS BASQUE développe un réseau reposant sur les valeurs inscrites dans la Charte des AMAP¹⁴⁶.

2.6.3.- QE6| • Les partenaires nationaux/locaux sont-ils disposés et engagés à poursuivre le projet ?

Les dynamiques enclenchées au niveau des territoires et terroirs inscrits dans le projet, l'enthousiasme des parties prenantes à donner leurs avis dans les groupes de discussions, les différentes recommandations faites par les parties prenantes montrent clairement que ces dernières restent déterminées et croient dans la poursuite de la vision du projet, bien au-delà de la date de clôture fixée.

Les interventions de l'OIT se focalise sur la nécessité d'une coopération entre les gouvernements, les organisations d'employeurs et les organisations de travailleurs, en vue de favoriser le progrès économique et social. Le dialogue entre les gouvernements et les deux «partenaires sociaux» vise, dans les conditions normales, à établir un consensus et à faire participer de façon démocratique et inclusive ceux et celles qui ont

¹⁴⁵ <https://www.inter-amap-pays-basque.org/qui-sommes-nous>

¹⁴⁶ https://www.inter-amap-pays-basque.org/images/documents_pdf/Charte_des_AMAP.pdf & https://www.inter-amap-pays-basque.org/images/documents_pdf/INTER-AMAP-PAYS-BASQUE_Statuts_et_reglement_interieur.pdf

des intérêts vitaux dans le monde du travail... Ainsi, le dispositif central établi pour la gestion stratégique du projet est structuré (cf. : Comité institutionnel de pilotage) selon cette philosophie (Tripartisme et dialogue social). A ce niveau, des séances de travail périodique, et au besoin, des rencontres ad-hoc ont eu lieu pour discuter sereinement sur : i) les avancés, ii) les goulets d'étranglements et, iii) des éléments de stratégie, pour anticiper ou pour coconstruire des éléments de réponse ponctuels par rapport à des défis situationnels. En revanche, au niveau terrain, bien que les liens entre le projet et les institutions soient globalement cordiaux, l'évaluation estime qu'au niveau départemental, il n'a pas vraiment existé une interface capable de promouvoir et de renforcer la synergie entre les acteurs. Les liens institutionnels ont été plutôt construits au cas par cas. Quoique le projet continue de délivrer dans la douleur du contexte, l'absence de ce médium pluriel de concertation, entre les communes bénéficiaires, pourrait constituer un embuche et baisser l'appropriation.

Au niveau des communes et des sections communales, il existe des structures de concertations qui ont été mises en place sur la base d'une dynamique de participation représentative et inclusive, avec l'appui d'autres projets d'agenda de développement du Système des Nations-Unies (entre 2017 et 2021). Ces dernières ont été activées même après le séisme d'août 20121 (Evaluation GRD PNUD - Guerrier, 2022). D'une manière générale, elles sont bien vues et estimées très utiles aux yeux des communautés. Par exemple, les TCC (Tables de Concertation Communale) et les comités de pilotage des PCD (Plan de Développement Communal) peuvent jouer un rôle important dans le projet PROFIT. Elles peuvent contribuer dans la poursuite des initiatives en rapport à : i) l'animation territoriale, ii) la gestion des conflits et iii) la gouvernance et les dynamiques de développement local participatif en lien à la promotion et au développement des chaînes de valeurs agricoles ciblées. A noter que, les TCC sont connectées avec les Comités de Protection Civile Communal (CPCC) qui l'intègrent.

En raison de tout ce qui précède, le projet PROFIT doit capitaliser sur l'existant et développer, dans ses zones d'intervention, une structure plurielle et inclusive de facilitation intercommunales qui inclut l'AMAGA (Association des Maires de la Grande-Anse) et les acteurs locaux de la DPC (Direction de la Protection Civile du Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales). Le diagramme suivant résume les préoccupations soulevées liées au mécanisme de gestion aux échelles locales :

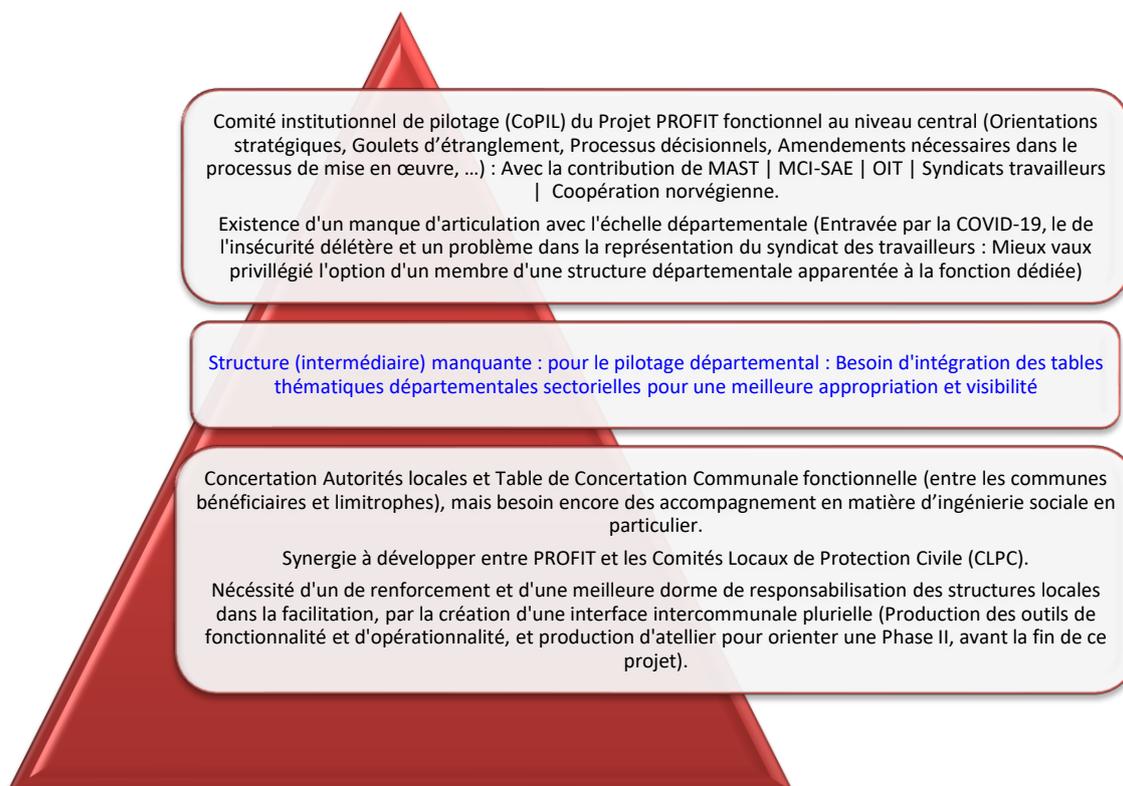


Fig. 27 | Résumé du mode opératoire du mécanisme de facilitation de la gestion du projet (Guerrier, Octobre 2021)

Encadré 31 |

- Le dispositif central établi pour la gestion stratégique du projet (cf. : Comité institutionnel de pilotage) est structuré en tenant compte de la logique de “dialogue social tripartisme”. En revanche, au niveau terrain, bien que les rapports avec les institutions soient globalement cordiaux, l'évaluation dénote, au niveau départemental (entre les acteurs influents et parties prenantes des communes bénéficiaires), un certain manque de synergie. D'où la nécessité pour le projet PROFIT de renforcer ces liens à travers la promotion d'une interface plurielle et inclusive, pour pouvoir, non seulement, adresser convenablement les préoccupations émergentes, mais aussi et surtout, mieux responsabiliser les communautés. Cette structure devra aider dans les efforts de coconstruction d'idées, dans une logique de consolidation et d'extension des acquis de ce projet.

2.7.- Gestion des connaissances dans le PROFIT

L'évaluation de mi-parcours du PROFIT a identifié de nombreux aspects très importants à rapporter en tant que leçons apprises et bonnes pratiques. Ils sont apparus tout au long de l'élaboration du rapport. Cependant, pour rester pragmatique, l'évaluation a choisi de prioriser les aspects les plus pertinents.

2.7.1.- Les bonnes pratiques (BP-i)

Bonne Pratique 1 (BP-1) – Etablissement de, dès la phase de démarrage, de la situation de référence des projets (ligne de base) : *La ligne de base facilite les exercices de suivi et d'évaluations concomitantes internes et indépendante ; sinon, ce rapport d'évaluation de mi-parcours aura été réalisée sur une base non suffisamment SMART, avec en plus des considérations et/ou des conclusions très subjectives.* |

- C'est un indicateur objectif qui témoigne que l'OIT a suivi et mis en application les recommandations faites dans le cadre de l'évaluation finale et indépendante de l'initiative FOPRODER (entre autres) ; laquelle est à la base de PROFIT. /

Bonne Pratique 2 (BP-2) – Mise en place et structuration des mutuelles de solidarité (MUSOs) et des structures faitières apparentées dans les zones d'intervention du projet, dans un contexte d'accès au crédit et au financement agricole pratiquement inexistant : *La collaboration avec KNFP pour la mise en place de 58 mutuelles de solidarité commence à rendre les exploitants impliqués moins inquiets et peu dépendants des crédits non appropriés et difficilement mobilisables. Elle ouvre une voie à la pérennisation des actions et des résultats visés pour une amélioration durable des revenus |*

- Les agriculteurs avouent que ces nouvelles structures est une source de financement alternative et mieux adaptée, moyennant que le projet mobilise des ressources additionnelles pour continuer dans un temps raisonnable avec cette forme d'encadrement. Les bénéficiaires, et même ceux qui ne font qu'observer la dynamique, considèrent cette réalisation comme un point positif qui doit être répliqué et élargi vers d'autres communautés nécessiteuses.

Bonne Pratique 3 (BP-3) - Support technique en vue du renforcement et la valorisation des filières économiques du cacao et du fruit à pain : *La mise en place des infrastructures de conservation post-récolte et de transformation - pour structurer et renforcer les filières économiques porteuses de cacao et de fruit à pain est une contribution très appréciée par les intervenants qui évoluent à travers les différents segments des chaînes de valeur agricoles et, constitue un levier de croissance et de développement économique fondée essentiellement sur des engagements communautaires à différents niveaux. |*

- Avec la mise en place du centre pilote de transformation du fruit à pain à Dame-Marie et le centre de fermentation de cacao à Anse d'Hainault, la perception des bénéficiaires sur la potentialité du projet à créer de la richesse évolue significativement. Ces initiatives ont permis déjà aux unités de conservation et de transformation de fonctionner dans des conditions hygiéniques acceptables par rapport à la situation de départ. Et, grâce aux différentes formes d'encadrement bénéficié de ce projet, les produits issus de ces processus commencent à avoir une meilleure visibilité sur les marchés régionaux alternatifs. Cependant, ces genres de problème ne peut pas être abordé seulement sur trois ans. La dynamique enclenchée demande plus de synergies, d'engagements, de sens de responsabilité et de ressources.

2.7.2.- Les leçons apprises (L-i)

Leçons apprises 1 (L-1) – Possibilité de développement de passerelles de synergies avec les acteurs de la protection civile : *Le système de traçabilité mis en place dans le cadre du projet, avec l'appui du prestataire*

de service GEONOVA, peut être aussi utilisée par les comités de protection civile communales dans la gestion des situations d'urgence, en notamment l'occurrence de catastrophes naturelles. |

- La base de données produite dans le projet par GEONOVA pourrait servir non seulement à des fins agroéconomiques, mais aussi en matière de protection civile, en l'occurrence de catastrophes naturelles. Le manque d'informations SMART et géoréférencées et l'une des principales contraintes de ces dispositifs locaux de la DPC. Le développement de passerelles de synergies, entre le projet et les acteurs de la DPC au niveau local, aurait été gagnante-gagnante.

Leçon apprise 2 (L-2) - La substitution de la farine de blé par la farine du fruit à pain dans la fabrication du pain a le potentiel de créer de la valeur ajoutée et stimuler la croissance économique locale : *Les travaux de recherche réalisés par l'Université Quisqueya (UNIQ) a démontré qu'il est possible de substituer avec succès jusqu'à 30% la farine de blé par la farine du fruit à pain dans le processus de panification traditionnelle haïtienne. Cette nouvelle très pertinente apporte de l'espoir pour des exploitants qui en possèdent. Ces derniers perdent chaque année entre 75 à 80% de leur production naturelle en cette denrée.* |

- De très faible quantité d'opportunités économiques sont disponibles dans les zones d'intervention du projet. Selon le résultat des enquêtes de perception conduites auprès des bénéficiaires du PROFIT, complété avec les informations collectées lors de la réalisation des focus-groups improvisés, au moins 95% des bénéficiaires sont des jeunes et des femmes en quête d'une opportunité économique pour aider leur famille à faire face à l'extrême pauvreté. Ils sont en général des gens qui évoluent dans une situation de grande précarité. Leurs parents et/ou les membres de leur famille (aînés) sont des personnes qui évoluent dans un contexte de misère abjecte et de pauvreté multidimensionnelle. On a l'impression que leur seul recours reste l'appui des projets de développement, financés par des mécanismes financiers extranationaux, et/ou implémentés par des opérateurs de la coopération bilatérale ou multilatérale. A défaut, ces derniers restent très vulnérables à l'attraction des actes de banditisme et la prostitution dans les grandes villes, ce qui est susceptible d'aggraver davantage les préoccupations en matière de l'insécurité publique, et entraver les efforts de lutte contre la violence multiforme et la délinquance juvénile. La mise en place de centres de transformation du fruit à pain en farine et la recherche de marché d'écoulement est une opportunité viable pour valoriser ce produit agricole relativement très disponible et créer des possibilités d'emploi pour réduire la pauvreté chez les jeunes, les femmes et les hommes des zones d'intervention du projet.

Leçons apprises 3 (L-3) – Adaptation et renforcement des structures locales de facilitation et du Comité de Pilotage : *Le dispositif central établi pour la gestion stratégique du projet (cf. : Comité institutionnel de pilotage) est structuré en tenant compte de la logique de "dialogue social tripartisme" ; cependant, au niveau terrain, bien que les rapports avec les institutions soient globalement cordiaux, l'évaluation dénote, au niveau départemental (entre les acteurs influents et parties prenantes des communes bénéficiaires), un certain manque de synergie.* |

- Cette remarque traduit nécessité pour le projet de renforcer ces liens à travers la promotion d'une interface plurielle et inclusive, pour pouvoir, non seulement, adresser convenablement les préoccupations émergentes, mais aussi et surtout, mieux responsabiliser les communautés. Cette structure devra aider dans les efforts de coconstruction d'idées, dans une logique de consolidation et d'extension des acquis de ce projet.

Des fiches techniques détaillées sur les bonnes pratiques et les leçons apprises sont insérées en Annexe VIII.

2.8.- Principales conclusions de l'évaluation de mi-parcours du PROFIT

En raison de tout ce qui précède, l'évaluation conclut que :

- i. **La théorie du changement du projet reste très pertinente.** *En revanche, par rapport à l'ampleur du problème, l'évaluation a conclu que pour un projet de cette envergure, implémentée sur un fond de crise multidimensionnelle, complexe, compliquée, et avec des ressources financières relativement limitées (5 communes), il va falloir mobiliser plus de ressources pour aller dans le sens de ce changement de paradigme agroéconomique porteur et très prometteur sur le plan global. Cette note est basée fondamentalement sur la manière dont le projet continue d'aborder la problématique en relation avec/au/à :*
 1. L'analyse historique de la fréquence et de l'ampleur des catastrophes naturelles qui ont ravagé les zones d'intervention au cours de ces dix (10) dernières années ; en mettant emphase sur les récents événements dévastateurs comme l'ouragan Matthew en 2016 et, du séisme d'août 2021 qui ne font que compliquer la donne sur le plan de la sécurité humaine ;

2. Les niveaux d'exposition grandissante des systèmes et potentiels agroécologiques, des infrastructures socio-économiques (incluant les écosystèmes marins et côtiers) à une multiplicité de risques naturels et sociopolitiques croisés ;
3. Le tableau sombre que décrit l'analyse des lignes de services de la présente évaluation de mi-parcours ;
4. Les capacités et aux marges de manœuvres hyper-limitées des différentes composantes de l'écosystème institutionnel et organisationnel aux niveaux départemental et communal, chargées d'adresser les problématiques alliées, avec un regard soutenu sur les dynamiques de planification du développement socioéconomique local participatif et inclusif ;
5. Le processus alarmant de dégradation du milieu biophysique et de la santé environnementale ; lié en grande partie à une mauvaise gouvernance des territoires et des ressources (potentialités, opportunités et capacités) ;
6. Les déficits criants de capacité managériale et opérationnelle de l'administration municipale, bien avant l'arrivée du PROFIT ; joints à l'inadéquation et/ou au déficit de performance des unités artisanales de production, de transformation, de conservation et de commercialisation ;
7. Les conflits de rôles et de responsabilités qui persistent dans la coordination des filières à travers les chaînes de valeur ciblées ;
8. L'obligation impérieuse pour le pays de disposer des espaces de formation alternatives adressées à des exploitants peu lettrés et aux catégories socioéconomiques les plus vulnérables (femmes, filles, veuves, personnes à mobilité réduite, etc.) ;
9. L'absence d'une culture de travail en synergie entre les organisations locales les plus représentatives ; bien que ces dernières partagent fort souvent des problèmes communs ; et dont les moyens efficaces de résolution ne peuvent pas venir dans la culture du travail en silo ;

ii. **Le cadre conceptuel et opérationnel du projet est cohérent par rapport au contexte.** Le décryptage et l'analyse croisée des documents de référence dudit projet avec les principaux référentiels afférents au « cadre légal, juridique et institutionnel départemental, national et supranational », permettent d'avancer que la théorie du changement est en parfaite adéquation avec, entre autres : i) les politiques publiques sectorielles ; ii) la « **Feuille de route 2017-2022 du Gouvernement** »¹⁴⁷ ; iii) les instruments internationaux apparentés à la philosophie de ce projet ; iv) Le Nouveau Plan de Gestion des Risques et des Désastres (PGRD 2019 - 2030)¹⁴⁸ approuvé par les autorités compétentes ; v) La stratégie de l'Évaluation des besoins post-catastrophe (PNDA)¹⁴⁹ - chevillés aux « Grands Chantiers » du PSDH ; vi) Le Décret de janvier 2006 définissant le cadre général de la décentralisation, les principes de fonctionnement et d'organisation des Collectivités territoriales haïtiennes ; vii) Les référentiels climatiques produit par Haïti, notamment avec l'appui du PNUD (Cf. : Politique¹⁵⁰ Nationale des Changements Climatiques, Scenarios de montée éventuelles des eaux marines (Document de AI Fouladdi PNUD, 2013 ; Analyse des coûts climatiques, Modèles d'intégration des coûts climatiques dans la construction des œuvres publiques d'importance stratégiques, etc.) ; viii) La politique nationale de protection et promotion sociales (PNPPS – avec un regard sur la Politique Nationale de Promotion Santé¹⁵¹)¹⁵² développée par l'Etat Haïtien à travers le Ministère des Affaires Sociales et du Travail (MAST) ; Etc. En sus, l'analyse des documents montre que le cadre conceptuel et opérationnel du projet est en droite alignement aux priorités du Programme par pays en lien au **Cadre de Développement Durable 2017-2021 (CDD/UNDAF)**¹⁵³. Il est aussi en articulation avec les orientations stratégiques du « **Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe**

¹⁴⁷ <http://www.sgcm.gouv.ht/feuilles-de-route/> (Consulté le 2 janvier 2021)

¹⁴⁸ <https://www.ht.undp.org/content/haïti/fr/home/presscenter/articles/2020/haïti-approuve-un-nouveau-plan-de-gestion-des-risques-et-des-des.html> (Consulté le 10 Août 2021)

¹⁴⁹ URL : <https://www.undp.org/content/dam/haïti/docs/Prevention%20des%20crises/UNDP-HT-PrevCri-EvaluationBesoinPostCatastropheCycloneMathieu-PDNA-31012017-SM.pdf> | Aussi, les rapports sectoriels complets sont disponibles sur les pages Web du Ministère de la Planification et de la Coopération Externe (MPCE) et des ministères sectoriels concernés.

¹⁵⁰ <https://www.mde.gouv.ht/phocadownload/PNCC-HAÏTI-2019%20Final.pdf> (Consultée le 22 décembre 2020)

¹⁵¹ <https://mspp.gouv.ht/site/downloads/Politique%20Nationale%20de%20PS.pdf>

¹⁵² <https://p4h.world/en/news/adoption-de-la-politique-nationale-de-protection-et-de-promotion-sociale-pnpps> ; <https://fr.wfp.org/communiqués-de-presse/le-gouvernement-dhaïti-adopte-sa-politique-nationale-de-protection-et> ; <https://www.cpam1410.com/haïti-adopte-sa-politique-nationale-de-protection-et-de-promotion-sociales-soutenue-par-le-pam/> ; https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/38232/1/S1500501_fr.pdf ;

¹⁵³ Le Cadre de Développement Durable 2017-2021 guide, en principe, pendant le quinquennat, le partenariat du gouvernement d'Haïti avec l'ONU pour accomplir les Objectifs de développement durable et atteindre le statut de pays émergent d'ici 2030, en renforçant la paix, la stabilité et la résilience des institutions et de la population haïtienne. La réalisation des objectifs de développement d'Haïti, soutenue par ce cadre, avait besoin d'une mobilisation de ressources estimée à \$1085,57 millions de dollars, afin de rendre possible des actions spécifiques et mesurables dans cinq domaines prioritaires : les services sociaux de base, la réduction de la pauvreté et l'emploi, la résilience, l'égalité des sexes et la protection, et la gouvernance. <https://haïti.un.org/fr/637-cadre-de-developpement-durable-2017-2021-undaf> (Consulté le 15 Septembre 2021)

2015-2030 »¹⁵⁴. En sus, **ce projet développe des liens directs et très étroits avec au moins dix (10) objectifs mondiaux sur 17 (ODD)**¹⁵⁵.

- iii. **Le processus de mise en œuvre du PROFIT atteint un niveau d'efficacité satisfaisant. Parce que, les déficits de réalisation identifiés ne sont pas inhérents à l'approche de la gestion préconisée, mais plutôt et surtout liés à au moins 90% soit à l'insuffisance de fonds, et/ou, au contexte d'exécution complexe, compliqué, difficile et très risqué.**
- iv. **L'évaluation estime avoir assez d'évidence statistique et logique pour dire que : « Le niveau d'efficacité du PROFIT est satisfaisant, et accuse un niveau d'acceptabilité sociale relativement bon ».** Cette conclusion tient compte notamment : i) de la théorie du changement préconisée ; ii) les difficultés liées au contexte général du pays, lesquelles avaient occasionné des retards énormes dans le processus de mise en œuvre et ; iii) des premiers éléments de réponse apportée par le processus de mise en œuvre - par rapport à la vision holistique et programmatique dudit projet ;
- v. Dans les entretiens avec les parties prenantes à l'exercice, aucun cas de harcèlement et aucune pratique de népotisme n'ont pas été signalés dans le processus de mise en œuvre du PROFIT.

Ce projet rentre dans le cadre d'une démarche visant à faire évoluer dans le bon sens la manière de penser, de faire, d'apprécier, d'évaluer et de rendre performantes les unités d'exploitations agricoles et agroalimentaires ruraux, en mettant l'accent non seulement sur les besoins globaux, mais aussi et surtout sur la nécessité de coconstruire des liens solides dans les dynamiques de développement locales et régional avec les préoccupations en rapport étroit avec les perspectives de résilience et de durabilité.

D'une manière générale, les travaux de recherche montrent que la qualité des produits ne peut être obtenue ni par le libre jeu des intérêts individuels, ni par l'institution de règles collectives. L'absence d'engagement qui caractérise les relations entre les acteurs sur les marchés entrave l'instauration d'une dynamique de qualité. L'établissement de règles permettant de fixer des références communes constitue certes la base d'une démarche de qualité, mais cette démarche doit rester un processus ouvert.

Haïti ne développe pas encore de standards officiels dans le domaine de l'agriculture biologique. L'absence de règlements, de normes, d'inspecteurs certifiés et d'organismes certificateurs indépendants constitue une barrière au développement du secteur de l'agriculture durable dans le pays. Pour croître et développer, les filières ciblées doivent nécessairement créer de véritables « puits de consommation » pour les bioproduits qui en sortiront. Cette remarque est donc décisive et tout aussi valable pour l'avenir de l'ensemble des chaînes de valeurs agricoles de la Grande-Anse. Celui-ci ne se réglera pas par la « main invisible » du marché, ni par la seule intervention des opérateurs de développement. Dans ce contexte, il dépend surtout d'une chaîne de responsabilités partagées à plusieurs niveaux :

- ❖ La responsabilité des producteurs d'abord, dans leur capacité d'organisation collective et de maîtrise de leurs choix économiques ;
- ❖ La responsabilité des acteurs des filières (grossistes, transformateurs, distributeurs), dans leurs stratégies collaboratives ou concurrentielles ;
- ❖ La responsabilité des pouvoirs publics, dans leur volonté de préparer l'avenir des filières, leurs débouchés et leur régulation au-delà des intérêts privés ;
- ❖ La responsabilité enfin des consommateurs (nationaux et externes), qui portent la demande en produits bio et équitables - et qui, pour les plus impliqués d'entre eux, participent à la création de nouveaux débouchés et modèles de distributions.

Toutefois, en appui à ces modèles d'engagement, un grand effort devrait être déjà enclenché, par l'OIT, en concertation avec les parties prenantes, pour profiter du minimum de temps qui reste dans ce projet en vue,

¹⁵⁴ Le Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030 a été adopté lors de la troisième Conférence mondiale de l'ONU tenue à Sendai au Japon le 18 mars 2015. Il est le résultat de consultations lancées en mars 2012 et de négociations intergouvernementales menées de juillet 2014 à mars 2015 sur demande de l'Assemblée générale de l'ONU et avec l'appui du Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophe. (https://www.unisdr.org/files/43291_frenchsendaiframeworkfordisasterris.pdf, Consulté le 3 Août 2021)

¹⁵⁵ (Les Objectifs de développement durable (ODD) également nommés Objectifs mondiaux, sont un appel mondial à agir pour éradiquer la pauvreté, protéger la Planète et faire en sorte que tous les êtres humains vivent dans la paix et la prospérité. Ces 17 Objectifs s'appuient sur les succès des Objectifs du Millénaire pour le développement, tout en y intégrant de nouvelles préoccupations telles que les changements climatiques, la paix et la justice, entre autres priorités. Ces objectifs sont étroitement liés les uns aux autres, le succès de l'un dépendant souvent de la résolution de problématiques généralement associées à un autre objectif. En reposant sur le partenariat et le pragmatisme, les ODD visent à faire dès maintenant les bons choix pour améliorer, de manière durable, le sort des générations futures. Ils proposent à chaque pays une marche à suivre et des cibles claires, en accord avec ses priorités et les défis écologiques globaux) <http://www.ht.undp.org/content/haïti/fr/home/sustainable-development-goals.html> (Consulté le 12 août 2017)

non seulement, de réaliser les activités manquantes ; tout en portant une attention soutenue sur les ajustements recommandés par la présente évaluation, mais aussi et surtout, pour concerter avec les décideurs dans la perspective de construire, à travers une approche beaucoup plus élargie, des idées qui pourront alimenter une mobilisation de ressources additionnelles - dans une logique de consolidation, de réplication et d'extension des acquis. L'implication accrue et responsabilisée des producteurs peut faciliter l'élargissement de ces filières tout en renforçant l'ancrage territorial et faciliter du coup, une réduction graduelle des externalités négatives des mauvaises pratiques de production sur les écosystèmes. Pour y parvenir, ceci demande un accompagnement plus soutenu en tenant compte des points de faiblesse identifiés dans le mésosystème productif des zones d'influence du PROFIT.

2.9.- Recommandations de l'évaluation de mi-parcours

Les recommandations prennent en compte, notamment : i) les observations, complétées par les principales préoccupations exprimées par les différentes catégories de cibles privilégiées, ii) les bonnes pratiques et les leçons apprises, iii) les analyses prospectives par rapport à la stratégie de sortie dudit projet.

R.1.- Améliorer la visibilité et la lisibilité du projet au niveau de la Grande-Anse et dans le pays : Pour combler le déficit de visibilité constaté par l'évaluation de mi-parcours, un plan de communication agressive et intelligente doit être appliqué par : 1) la publication d'articles sur les résultats de la recherche (Le Nouvelliste, Magic 9, Haïti Climat, etc.) , 2) la signalisation du projet sur le terrain (actions de visibilité), 3) la présentation des avancées, des goulets d'étranglement et des perspectives ; non seulement à travers les espaces médiatiques les plus prisés de la Grande-Anse, mais également au niveau de l'espace métropolitain de Port-au-Prince ; pour mieux attirer l'attention de tout le monde sur ces investissements et, 4) la présence du PROFIT dans des tables thématiques sectorielles départementales (cf. Des missions de la coordination nationale du projet et de la spécialiste genre sont conseillées, dans la mesure du possible ; sinon étudier la possibilité de mobiliser un prestataire de service en appui).

R.2.- Demander à UNIQ de traduire en français (déjà inclus dans son contrat avec PROFIT) et créole (le projet doit payer) puis, vulgariser les nouvelles connaissances produites dans ces livrables : *Les bénéficiaires apprécient beaucoup les nouvelles apportées sur les études réalisées sur le fruit à pain, mais UNIQ a rédigé ses rapports en anglais, dans une communauté où la majeure partie des bénéficiaires ne parle que le créole. L'évaluation estime que le produit n'est pas adressé au public cible. Des séances de présentation devront être réalisées au niveau des communes.*

R.3.- Mobiliser des fonds pour mieux renforcer l'autonomie des mutuelles de solidarité (MUSOs) et des structures faïtières apparentées : Etant donné les contraintes budgétaires du projet, un appui sur mesure mais limité est en train d'être donné aux jeunes MUSOs ; il va falloir penser à la définition d'un agenda clair sur les rôles, les responsabilités, les passerelles de synergies à dégager et les engagements financiers complémentaires ; aux fins qu'elles puissent développer progressivement une autonomie fonctionnelle. |

☐ Les abandonner prématurément, après ce projet, risque grandement de compromettre toutes les avancées majeures signalées à ce stade de l'évaluation de mi-parcours (seulement après environ deux années d'accompagnement).

R.4.- Promouvoir la mobilisation de ressources additionnelles pour consolider, répliquer et étendre les acquis positifs du PROFIT : *100% des parties prenantes sont favorables à l'institutionnalisation de l'approche des MUSO, en appui au développement des chaînes de valeurs agroécologiques, tout en intégrant une composante plus robuste d'assurance agricole fondée sur les risques hydro-climatiques. Cette approche est nouvelle et très appréciée dans le milieu par rapport aux anciennes écoles, très figées et non financièrement soutenables. |*

Les champs thématiques à privilégier seraient notamment :

- a) **Nexus** Chaînes de valeurs agroenvironnementales & Employabilité verte
- b) **NEXUS** Interprofession & Agriculture contractuelle (Implication PAM et Cantines Scolaires) ;
- c) **NEXUS** Incitation à la création de marchés régionaux alternatifs & Développement d'un Système Participatif de Garantie (SPG)¹⁵⁶

¹⁵⁶ Les SPG sont des systèmes d'assurance-qualité ancrés localement pour certifier des producteurs, participants eux-mêmes activement à cette démarche. Les SPG impliquent une construction de confiance, un réseau social et des échanges de connaissances. Ils sont conçus et mis en œuvre par les citoyens : producteurs, transformateurs et consommateurs. La conception d'un SPG permet de réfléchir à la nature et au contenu des cahiers des charges (CdC) de référence et de décider collectivement de leur évolution. La transparence, le contrôle et l'évaluation par paire (producteur-consommateur), les formations, les capacités d'organisation et la motivation sont des éléments majeurs pour la mise en œuvre de cette méthode de garantie. Aujourd'hui, des dizaines de SPG existent dans le monde. Il semble qu'une dizaine de pays en Amérique Latine aient mis en place ce genre de systèmes dont certains ont été intégrés dans la réglementation officielle de l'agriculture biologique (ex : Brésil, Chili, Bolivie, Costa Rica). En

R.5.- Faire des adaptation dans le CoPIL pour mieux assoir la dynamique du tripartisme et du dialogue social dans le contexte des zones bénéficiaires du projet : Selon les témoignages de certains acteurs institutionnels consultés au niveau du département de la Grand-Anse, le fait d'intégrer dans le CoPIL des représentants de syndicats de travailleurs basés à Port-au-Prince et, qui ne maîtrisent pas - dans la pratique – les vraiment préoccupations de terrain constitue parfois une entrave à la progression de certaines activités dans le projet. |

- ▣ La situation des zones d'action du projet est exceptionnelle par rapport aux réalités de la zone métropolitaine de Port-au-Prince. Les intérêts et les motivations pour des entités d'horizons divers de travailler ensemble sur des sujets structurants et transgénérationnels demandent nécessairement une meilleure compréhension sur l'état des rapports entre les différentes catégories d'acteurs, et la meilleure formule à préconiser pour que des acteurs traditionnellement hyper-influents n'orientent pas sciemment le processus vers un scénario de statuquo.

R.6.- Promouvoir dans le projet d'une structure de facilitation intercommunale qui inclue, entre autres, les comités communaux de protection civile (CMPC) et une représentation des personnes à mobilité réduite : *Pour améliorer l'appropriation et les niveaux de responsabilisation communautaire du projet, PROFIT doit capitaliser sur l'existant et développer, à travers ses zones d'influence d'intervention, une structure intercommunale de facilitation, avec l'intégration d'un membre qui représente les personnes à mobilité réduite.*

R.7.- Impliquer les BAC-MARNDR (Bureau Agricole Communal) dans la construction et la gestion de la base de données sur le système de traçabilité (Agrotracking) : Pour une appropriation du travail très important réalisé par GEONOVA, le projet doit étudier une stratégie adéquate pour qu'au moins les BACs (5 bureaux agricoles des communes impliquées /MARNDR) puissent maîtriser et utiliser la base de données sur les exploitations agricoles. |

- ▣ Toutefois, cela va demander que le projet appui, dans la mesure du possible (si envisageable), les BACs en certains matériels informatiques. Car, ces structures étatiques de base n'ont fort souvent pas les conditions minimales de fonctionnement.

d'autres termes, il s'agit de donner la possibilité à des organisations de petits producteurs qui font - ou souhaitent faire - un contrôle interne, de voir leur système reconnu officiellement par un audit et une certification externes. Ces organisations obtiendraient ainsi un certificat collectif, gage d'une vigilance et du sérieux de la dynamique collective. En perspective à la mise en place de filières certifiées en AB, le développement d'un SPG pourrait constituer une passerelle (phase).

3.4.- Arrangements de gestion liés aux conclusions de l'évaluation de mi-parcours du PROFIT

Tableau 11 | Eléments clés sur la gestion des réponses alliées aux recommandations (R.i.), aux bonnes pratiques (BP-i) et aux leçons apprises (L-i)

Recommandations (R.i.-)	Destinée à :	Niveau de Priorité	Plage de temps	Ressources impliquées	Liens avec les leçons apprises, bonnes pratiques et autres constatations très spécifiques
<p>R.1.- Améliorer la visibilité et la lisibilité du projet au niveau de la Grande-Anse et dans le pays : Pour combler le déficit de visibilité constaté par l'évaluation de mi-parcours, un plan de communication agressive et intelligente doit être appliqué par :</p> <p> 1) la publication d'articles sur les résultats de la recherche (<i>Le Nouvelliste, Magic 9, Haïti Climat, etc.</i>) ; 2) la signalisation du projet sur le terrain (actions de visibilité), 3) la présentation des avancées, des goulets d'étranglement et des perspectives ; non seulement à travers les espaces médiatiques les plus prisés de la Grande-Anse, mais également au niveau de l'espace métropolitain de Port-au-Prince ; pour mieux attirer l'attention de tout le monde sur ces investissements et, 4) la présence du PROFIT dans des tables thématiques sectorielles départementales.</p>	Bureau de pays de l'OIT en Haïti, en mobilisant l'équipe Projet, en concertation avec : PLACAGA Partenaires d'Exécution Comités Communaux de Protection Civile Mairies CASECs/ASEC BAC-MARNDR Représentation des personnes à mobilité réduite.	Haute	Court terme	Moyen : Prévoir un appui financier pour des missions de terrain, des actions/événements de mobilisations sociales et pour la production des matériels de visibilité pour 5 communes ;	L-3 L-1
<p>R.2.- Demander à UNIQ de traduire en français (déjà inclus dans son contrat avec PROFIT) et créole (le projet doit payer) puis, vulgariser les nouvelles connaissances produites dans ces livrables :</p> <p> Les bénéficiaires apprécient beaucoup les nouvelles apportées sur les études réalisées sur le fruit à pain, mais UNIQ a rédigé ses rapports en anglais, dans une communauté où la majeure partie des bénéficiaires ne parlent que le créole.</p>	Suivi de Équipe de Projet & Bureau de pays du bureau central et du bureau de projet de l'OIT en Haïti auprès de UNIQ	Haute	Court terme	Faible : Parce que, c'est UNIQ qui a décidé de produire en anglais. Les TDR et le Contrats afférents ont implicitement sollicité des livrables en français. Cependant, il va falloir payer les traductions des matériaux de vulgarisation en créole haïtien.	BP-3 L-2 Voir la section "Conclusions" de ce rapport d'évaluation de mi-parcours
<p>R.3.- Mobiliser des fonds pour mieux renforcer l'autonomie des mutuelles de solidarité (MUSOs) et des structures faitières apparentées :</p> <p> Etant donné les contraintes budgétaires du projet, un appui sur mesure mais limité sont en train d'être donné aux jeunes MUSOs ; il va falloir penser à la définition d'un agenda clair sur les rôles, les responsabilités, les passerelles de synergies à dégager et les engagements financiers complémentaires ; aux fins qu'elles</p>	Départements techniques compétents du siège (HQ) Équipe du travail décent de l'OIT (DWT) et bureau de pays du Bureau central et régional de l'OIT pour la région ALC Bureau Technique régionale et sous-régionale Coopération de la	Haute	Moyen terme	Aucune incidence sur les ressources en tant que telle : On pourrait le considérer sous des angles plutôt stratégiques et programmatiques ; voire un aspect clé à intégrer dans l'établissement des priorités du Programme par pays de	L-1 L-2 BP-1 BP-2 BP-3

<p>puissent développer progressivement une autonomie fonctionnelle.</p>	Norvège MAST MARNDR MCI INFP du MENFP Faïtière des MUSOs/PLACAGA KNFP			promotion du travail décent (PPTD) 2021-2025 en perspective.	
<p>R.4.- Promouvoir la mobilisation de ressources additionnelles pour consolider, répliquer et étendre les acquis positifs du PROFIT :</p> <p> 100% des parties prenantes sont favorables à l'institutionnalisation de l'approche des MUSO, en appui au développement des chaînes de valeurs agroécologiques, tout en intégrant une composante plus robuste d'assurance agricole fondée sur les risques hydro-climatiques. Cette approche est nouvelle et très appréciée dans le milieu par rapport aux anciennes écoles, très figées et non financièrement soutenables.</p>	Départements techniques compétents du siège (HQ) Équipe du travail décent de l'OIT (DWT) et bureau de pays du Bureau central et régional de l'OIT pour la région ALC Bureau Technique régionale et sous-régionale Coopération de la Norvège MAST MARNDR MCI INFP du MENFP Faïtière des MUSOs/PLACAGA KNFP	Haute	Moyen terme	Aucune incidence sur les ressources en tant que telle : On pourrait le considérer sous des angles plutôt stratégiques et programmatiques ; voire un aspect clé à intégrer dans l'établissement des priorités du Programme par pays de promotion du travail décent (PPTD) 2021-2025 en perspective.	L-1 L-2 BP-1 BP-2 BP-3 Voir la section " Conclusions " de ce rapport d'évaluation de mi-parcours
<p>R.5.- Faire des adaptation dans le CoPIL pour mieux assoir la dynamique du tripartisme et du dialogue social dans le contexte des zones bénéficiaires du projet :</p> <p> Selon les témoignages de certains acteurs institutionnels consultés au niveau du département de la Grand-Anse, le fait d'intégrer dans le CoPIL des représentants de syndicats de travailleurs basés à Port-au-Prince et, qui ne maîtrisent pas - dans la pratique – les vraiment préoccupations de terrain constitue parfois une entrave à la progression de certaines activités dans le projet.</p>	Bureau de pays de l'OIT en Haïti avec l'équipé Projet en appui PLACAGA Partenaires d'Exécution	Haute	Court terme	Faible : Parce que, il sera question de faire des séances de travail avec les acteurs clés pendant trois à 6 journées	L-3
<p>R.6.- Promouvoir dans le projet d'une structure de facilitation intercommunale qui inclue, entre autres, les comités communaux de protection civile (CMPC) et une représentation des personnes à mobilité réduite :</p> <p> Pour améliorer l'appropriation et les niveaux de responsabilisation communautaire du projet, PROFIT doit capitaliser sur l'existant et développer, à travers ses zones d'influence d'intervention, une structure intercommunale de facilitation, avec l'intégration d'un membre qui représente les personnes à mobilité réduite.</p>	Équipe de Projet & Bureau de pays du bureau central et du bureau de projet de l'OIT en Haïti Partenaires de mise en œuvre (KALEOS, AZAKA, Mairies, PNH, BAC/MARNDR, CLPC, etc.)	Haute	Court terme	Faible : Parce que, il sera question de faire des séances de travail avec les acteurs clés pendant trois à 6 journées. Il va falloir prévoir de la logistique, des frais de déplacement des leaders communautaires et la restauration (services traiteurs).	BP-2 L-1 L-3
<p>R.7.- Impliquer les BAC-MARNDR (Bureau Agricole Communal) dans la construction et la gestion de la base de données sur le système de traçabilité (Agrotracking) :</p> <p> Pour une appropriation du travail très important réalisé par GEONOVA, le projet doit étudier une stratégie adéquate pour qu'au moins les BACs (5 bureaux agricoles des communes impliquées /MARNDR) puissent maîtriser et utiliser la base de données sur les exploitations agricoles.</p>	Équipe de Projet & Bureau de pays du bureau central et du bureau de projet de l'OIT en Haïti Partenaires de mise en œuvre (KALEOS, AZAKA, Mairies, PNH, 5 BACs/MARNDR, CLPC, etc.)	Haute	Court terme	Moyen : Prévoir un appui en équipements informatiques et en installation d'un système d'énergie solaire pour alimenter les BACs/MARNDR en électricité 24/24 ;	L-1 Voir la section " Conclusions " de ce rapport d'évaluation de mi-parcours

Eléments de bibliographie

- 1) Brière Sophie et al. (2021) La gestion de projets de développement international et d'action humanitaire. Deuxième édition edn. QUEBEC: PR DE L'UNIVERSITE LAVAL. Available at: [INSERER-URL-MANQUANT](#) (Accessed: 2023)
- 2) Brière Sophie et al. (2022) Biais inconscients et comportements inclusifs dans les organisations. Québec, Québec: Presses de l'Université Laval (Collection EDI²).
- 3) Bureau des Mines et de l'Énergie d'Haïti (avril 2015) - Plaquette «
Connaissons mieux les glissements de terrain
».
- Information disponible sur <http://www.bme.gouv.ht/risques%20geologiques/Les%20glissements%20de%20terrain.pdf>
- 4) Caribbean Disaster Mitigation Project (2000) – <http://www.oas.org/en/cdmp>
- 5) Célius Carlo A, Célius, C. A. and Fatton, R. (2011) Le défi haïtien : économie, dynamique sociopolitique et migration. Paris: L'Harmattan (Horizons Amériques latines). <https://ulaval.on.worldcat.org/search/detail/779728845?queryString=Soci%C3%A9t%C3%A9%20civile%20en%20Ha%C3%AFti%20&clusterResults=true&groupVariantRecords=false>
- 6) Corten André and Corten, A. (2011) L'Etat faible : Haïti et République Dominicaine. Éd. rev. et augm edn. Montréal: Mémoire d'encrier (Collection Essai). <https://ulaval.on.worldcat.org/search/detail/758062300?queryString=Agriculture%20en%20Ha%C3%AFti%20&clusterResults=true&groupVariantRecords=false&page=2>
- 7) COUPE, Stuart et GUERRIER, Yvon. (Mai – Juillet 2020) – Evaluation finale et indépendante du Projet FOPRODER (Comblent les lacunes en matière d'éducation et de compétences des jeunes vulnérables en Haïti : Promouvoir le développement socio-économique rural dans les départements du Sud et de la Grande Anse). OIT/ILO Haïti. <https://www.alnap.org/help-library/addressing-education-and-skills-gaps-for-vulnerable-youths-in-haiti-promoting-rural> & https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_mas/---eval/documents/publication/wcms_755536.pdf
- 8) Dovonou-Vinagbe, S.-P.-K., Barrette, N. and Barrette, N. (2017) Approche intégrée pour évaluer la vulnérabilité aux impacts des changements climatiques : cas du bassin versant de l'artibonite en haïti. Dissertation. Université Laval. <https://corpus.ulaval.ca/entities/publication/0800f827-09cb-4aeb-9339-5aef4af340ee>
- 9) Fleurant, M.-M., Lavallée Sophie and Université Laval. Faculté de droit (2020) Les changements climatiques à Haïti : pour la résilience socio-écologique des populations par l'adaptation dans le domaine de l'agriculture, possibilités et limites du droit interne et international. Dissertation. Université Laval. <https://corpus.ulaval.ca/entities/publication/02ae2d24-6084-4405-a2d1-57567417413d>
- 10) Frankel, A., Harmsen, S., Mueller, C., Calais, E. & Haase, J. (2010) - Documentation for Initial Seismic Hazard Maps for Haiti. USGS Open-File Report 2010-1067.
- 11) GUERRIER, Yvon. (2021) Projets de coopération & organisations communautaires de base en haïti. EDITIONS UNIVERSITAIRES E. <https://ulaval.on.worldcat.org/search/detail/1263341359?queryString=Yvon%20GUERRIER%20&scope=&changedFacet=scope&clusterResults=true&groupVariantRecords=false>
- 12) GUERRIER, Yvon. (Décembre 2021) – Evaluation indépendante du Projet de Renforcement de la Préparation et de la Gestion des Désastres, Haïti (Novembre – Décembre 2021) - Unité Résilience, PNUD Haïti. https://info.undp.org/docs/pdc/Documents/HTI/PID00105580_Rapport%20final%20evaluation%20GRD%20Japon_Decembre2021.pdf
- 13) GUERRIER, Yvon. (Novembre 2021) – Evaluation indépendante du Projet de renforcement de la prévention des risques naturels et de la gouvernance territoriale dans le département du Sud, Haïti (Mi-Août – Novembre 2021) - Unité Résilience, PNUD Haïti. <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/12382>
- 14) Guillaude R. (2009b) - Appui technique à la réalisation de cartographies de risque d'inondation sur des zones d'Haïti - Volet cartographie d'alea et zonage de danger de type Plan de Prévention des Risques Inondation – Rapport de la troisième mission (septembre 2009), Cartographie d'alea sur les

- zones de Cabaret, Léogane et Les Cayes, Rapport Géosciences Consultants Sarl n° REP CNIGS-ARTOALEA-09090032.
- 15) Guillaude R. (2009b) - Appui technique à la réalisation de cartographies de risque d'inondation sur des zones d'Haïti - Volet cartographie d'alea et zonage de danger de type Plan de Prévention des Risques Inondation – Rapport de la troisième mission (septembre 2009), Cartographie d'alea sur les zones de Cabaret, Léogane et Les Cayes, Rapport Géosciences Consultants Sarl n° REP CNIGS-ARTOALEA-09090032.
 - 16) Haiti-Reference, Liste des Catastrophes naturelles, Informations disponibles sur internet <http://www.haiti-reference.com/general/plan.php>
 - 17) Hornbach M.J., Braudy N., Briggs R.W., Cormier M.-H., Davis M.B., Diebold J.B., Dieudonne N., Douilly R., Frohlich C., Gulick S.P.S., Johnson III H.E., Mann P., McHugh C., Ryan-Mishkin K., Prentice C.S., Seeber L., Sorlien C.C., Steckler M.S., Symithe S.J., Taylor F.W. & Templeton, J. (2010) High tsunami frequency as a result of combined strike-slip faulting and coastal landslides. *Nature Geoscience*, Vol. 3, November 2010, DOI: 10.1038/NGEO975.
 - 18) IBTrACS/NOAA, International Best Track Archive for Climate Stewardship (IBTrACS), <http://www.ncdc.noaa.gov/oa/ibtracks>
 - 19) Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (2009) - Objectifs du Millénaire pour le développement – Etat, Tendances et perspectives. Rapport IHSI, décembre 2009.
 - 20) Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (2013) - Les comptes économiques en 2013, publication annuelle de l'IHSI du 19 avril 2013.
 - 21) Louis R. (2003) - Présentation synthétique des études de vulnérabilité et d'adaptation aux conditions climatiques extrêmes en Haïti et dans la Caraïbe, Rapport pour le Ministère de l'Environnement, programme de changements climatiques, Sous-Programme du Plan National d'Adaptation (PANA, Cooperation Technique GEF / PNUE / GF / 2724-03-4654.
 - 22) MARNDR Haïti - Département de l'agriculture, des ressources naturelles et du développement rural (1981) Plan quinquennal du secteur agriculture 1981-1986. Port-au-Prince: Damien. <https://ulaval.on.worldcat.org/search/detail/1131624805?queryString=Agriculture%20%20en%20Haïti%20&clusterResults=true&groupVariantRecords=false>
 - 23) Mercier de Lepinay, B., Deschamps, A., Klingelhoefer, F., Mazabraud, Y., Delouis, B., Clouard, V., Hello, Y., Crozon, J., Marcaillou, B., Graindorge, D., Vallee M., Perrot J., Bouin M.P., Saurel J.M., Charvis, P. & Saint-Louis M. (2011) - The 2010 Haiti earthquake: A complex fault pattern constrained by seismologic and tectonic observations. *Geophysical Research Letters*, 38(22).
 - 24) Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales, Direction de la Protection Civile (2001) - Plan National de Gestion des Risques et des Désastres, Rapport de février 2001, Haïti.
 - 25) NATHAT 1 (2010) - Analysis of Multiple Natural Hazards in Haiti. Report prepared by the Government of Haiti, with support from the World Bank, the Inter-American Development Bank, and the United Nations System.
 - 26) NATHAT 2 (2011) – Analyse des menaces naturelles multiples. Rapport préparé pour le gouvernement d'Haïti, avec l'appui du Global Facility for Disaster Reduction and Recovery (Groupe Banque mondiale).
 - 27) OCDE (2009) - Adaptation au changement climatique et coopération pour le développement : document d'orientation – Rapport OCDE, ISBN 978-92-64-05597-1.
 - 28) OIT/ILO - (Novembre 2022) -Termes de références (TDR) évaluation de mi-parcours PROFIT
 - 29) Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) & Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR), République d'Haïti (2007) - Assistance à l'Amélioration de la Préparation Locale face aux Urgences et Catastrophes de Nature Agricole dans les Pays de la Caraïbe Hautement Exposés aux Dégâts Associés aux Cyclones - Bonnes pratiques pour la gestion des risques et des désastres dans l'agriculture, Résumé du rapport concernant Haïti. FAO et Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural, République d'Haïti. <http://www.fao.org/docrep/011/ak178f/ak178f00.htm>.
 - 30) Organisation for Economic Co-operation and Development (2010) Suivi des principes pour l'engagement international dans les états fragiles et les situations précaires : haïti. OECD Publishing (Conflits et fragilité). doi: 10.1787/9789264091948-fr. <https://www-oecd-ilibrary->

org.acces.bibl.ulaval.ca/development/suivi-des-principes-pour-l-engagement-international-dans-les-etats-fragiles-et-les-situations-precaires_9789264056534-fr

- 31) Providence, C. (2020) “L’aide Au Développement En Haïti : Des Réponses Paradoxaes Aux Déséquilibres Territoriaux,” *Nouvelles perspectives en sciences sociales*, 16(1), pp. 181–216. doi: 10.7202/1075859ar. <https://www.erudit.org/fr/revues/npss/2020-v16-n1-npss05894/1075859ar.pdf>
- 32) Severe, W. R., Decaluwe, B. and Decaluwe, B. (2010) *Informalité et dynamique intersectorielle de l'économie haïtienne : une analyse dans le cadre d'un modèle d'équilibre général calculable*. Dissertation. <https://corpus.ulaval.ca/entities/publication/af630c8b-d1d6-48ca-a782-5906930bf7a5>
- 33) Théodat, J.-M. (2009) “Haïti : Le Bon Grain Et L'ivraie Du Commerce Mondial Des Produits Vivriers,” *L'Information géographique*, 73(1), pp. 65–65. doi: 10.3917/lig.731.0065. <https://ulaval.on.worldcat.org/search/detail/7481175858?queryString=Commerce%20des%20produits%20agricoles%20en%20Ha%C3%Afti%20>

Les annexes

Pour les trois types d'enquêtes et le focus group, la méthode d'échantillonnage aléatoire doublement stratifiés basée sur la densité spatiale des bénéficiaires a été adoptée. Les étapes suivantes ont été retenues afin que l'échantillon soit représentatif du point de vue de la répartition spatiale des bénéficiaires :

- **L'établissement du dispositif** : Se basant sur le taux d'échantillonnage fixé (Taux d'échantillonnage $\geq 30\%$), à partir de la population totale ciblée, on a calculé le nombre d'entretien à réaliser.
- **La stratification au niveau communal** : Cette première strate nous a permis de saisir la densité spatiale des bénéficiaires au niveau des cinq (5) communes privilégiées par PROFIT, comme zone de concentration des interventions. En fonction de cette distribution, le taux de représentativité de chaque commune dans l'échantillon a été estimé (pondération).
- **La limitation des biais écologiques et de représentativité** : Les bénéficiaires du PROFIT ne sont pas uniformément répartis au niveau des différentes sections communales d'une commune. Avant de procéder au tirage aléatoire, un deuxième niveau de stratification a été considéré de telle sorte qu'on puisse calculer le taux de représentativité de chaque section communale au sein d'une commune. Ainsi, en se basant sur la densité des bénéficiaires, au niveau de la commune, un poids a été calculé pour chaque section communale afin de guider le tirage aléatoire pour garantir la représentativité optimale de l'échantillon.
- **Le nombre d'entretien par commune** : Une fois que les deux poids ont été calculés, on procède au calcul du nombre d'entretien par commune, puis par section communale en multipliant le nombre d'entretien par le poids de chaque commune.
- **La représentativité et l'inclusivité des sections communales** : Après avoir déterminé le nombre d'entretien à réaliser par commune, on multiplie ce dernier par le poids de chaque section communale de telle sorte qu'à connaître le taux de représentativité de chaque section communale dans l'échantillon.
- **La prise en compte des facteurs sexospécifiques** : Une fois le nombre d'entretien à réaliser par section communale est connu, on applique le quota de participation femme/homme puis l'évaluation a procédé à un échantillonnage par quota.

Annexe II | Matrice du bilan de l'évaluation de mi-parcours du PROFIT & Système de notation des critères de performances

#	Critères pour les questions d'évaluation	Indicateurs	Sources	Méthodologie
A	Pertinence : <i>Mesure dans laquelle les objectifs d'une intervention en matière de développement sont cohérents et continuent de répondre aux besoins, aux politiques et aux priorités des bénéficiaires, des pays et des partenaires/institutions/donateurs, et on s'attend à ce qu'ils continuent de le faire si les circonstances changent (ou ont changé)</i>			
a.1.	<i>Le projet répond-il aux besoins des objectifs du gouvernement, des plans de développement nationaux et des bénéficiaires, dans le contexte de la reprise pandémique, politique/institutionnelle/de sécurité, des catastrophes climatiques et de la crise économique ? Dans quelle mesure des actions complémentaires ont-elles été nécessaires pour repositionner le projet ?</i>	<ul style="list-style-type: none"> Niveau d'adéquation de la stratégie définie dans le cadre conceptuel et opérationnel du projet par rapport au contexte de terrain, aux préoccupations réelles des groupes cibles et aux politiques publiques sectorielles, par rapport au contexte post-Covid Besoins réels des entreprises commerciales (prestataires potentiels d'emplois) dans le domaine du projet en termes de ressources humaines (qualifications recherchées, quantité et conditionnalités) Ajout de valeurs du projet en termes de renforcement des capacités (fonctionnalité, opérationnalité, adaptabilité et résilience) en ce qui concerne les préoccupations soulevées Changements et/ou adaptations envisageables et opérables dans la poursuite des activités du projet PROFIT 	<ul style="list-style-type: none"> Ligne de base du projet Cadre juridique et institutionnel Document de projet Équipe de projet et intervenants clés Documents sectoriels de politique publique Groupes cibles Politique publique climatique et plans d'action afférents Stratégie de réponse face à la Covi-19 et à la réémergence du Choléra Stratégie de réceptivité et d'adaptation développée dans le projet, en concertation avec les parties prenantes clés Feuille de route du gouvernement sur les domaines thématiques concernés; 	<ul style="list-style-type: none"> Analyse de documents Enquêtes historiques sur les capacités et capacités institutionnelles et organisationnelles avant le début du projet Cartographie des parties prenantes et des actions Entrevues Visites sur le terrain
a.2.	<i>Quel est le niveau d'alignement du projet avec l'UNSCF ; les ODD et autres cadres de coopération au développement ? Dans quelle mesure le projet continue-t-il d'être adapté pour atteindre les objectifs du CPO (HT1129) et pour contribuer au programme et budget de l'OIT pour 2022-23 ?</i>	<ul style="list-style-type: none"> Niveau d'adéquation et d'articulation entre le cadre conceptuel et opérationnel du projet par rapport au cadre programmatique de ces documents de référence stratégiques; et les limites liées à l'environnement soutenant le projet (gouvernance institutionnelle et organisationnelle, écologique, socio-économique, juridique, socioculturel, sécurité publique, etc.) Changements et/ou adaptations envisageables et opérables dans la poursuite des activités du projet PROFIT 	<ul style="list-style-type: none"> Cadre national de développement (Plan de développement stratégique d'Haïti (PSDH, volume 2); et d'autres documents sectoriels de politique publique, Programmes de développement des communes élaborés sous la supervision du Ministère de la Planification avec l'appui notamment des opérateurs du système des nations-unies (PNUD) dans la zone d'influence du projet Les ODD, les priorités du Programme et du Budget 2022-2023 de l'OIT, et le DWCP d'Haïti Ligne de base du projet Document de projet 	<ul style="list-style-type: none"> Analyse des documents, y compris l'architecture, les affectations budgétaires et les ressources mobilisées Entrevues semi-structurées avec des intervenants stratégiques

a.3.	<i>Le projet est-il pertinent pour les besoins différenciés selon le sexe des femmes liées au secteur agricole ?</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Sensibilité du projet en ce qui concerne les questions de sexe et de genre dans les chaînes de valeur agricoles et agroalimentaires ciblées • Suivi et/ou indicateurs de résultats établis sur les questions de genre liées à la formation et à l'emploi dans le projet • Ratio des prestations d'emploi et de formation hommes/femmes à travers les différentes composantes du projet • Rapports de pouvoir entre les femmes et les hommes dans la coordination et le développement des filières • Accès différenciés aux valeurs ajoutées dégagées à travers les différents segments des filières économiques porteuses ciblées 	<ul style="list-style-type: none"> • Stratégie de l'OIT en matière de genre et d'emploi • Ligne de base du projet • Document de projet • Équipe de projet et intervenants clés • Documents sectoriels de politique publique • Groupes cibles • Documents sectoriels de politique publique 	<ul style="list-style-type: none"> • Analyse de documents • Analyse de la qualité de la représentation des acteurs dans le mécanisme décisionnel et opérationnel du projet en fonction du sexe et du genre (<i>Analyse différenciée selon le sexe et le genre</i>) • Sondages officiels et entrevues semi-structurés et groupe de discussion (dans la mesure du possible) • Analyse des critères établis dans le projet pour bénéficier des avantages (emplois, etc.) • Analyse de la sensibilité du budget du projet en ce qui concerne les questions liées au sexe et au genre
a.4.	<i>Dans quelle mesure les parties prenantes, les partenaires sociaux et les mandants ont-ils été impliqués dans la conception des initiatives du projet ?</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau et qualité de participation des différentes parties prenantes au processus de formulation du projet • Changements et/ou adaptations envisageables et opérables dans la poursuite des activités du projet PROFIT 	<ul style="list-style-type: none"> • Cartographie et rôle des parties prenantes dans les processus décisionnels et opérationnels du projet dès la phase de formulation; • Rapports et autres archives audiovisuelles liées à la phase de formulation du projet, y compris des efforts concertés de plaidoyer entre les parties prenantes en ce qui concerne la question initiale 	<ul style="list-style-type: none"> • Enquêtes historiques des différentes catégories d'intervenants • Entrevues semi-structurés avec des personnes-ressources • Analyse croisée des documents de référence du projet
•				
B.	Cohérence : <i>Compatibilité de l'intervention avec d'autres interventions dans un pays, un secteur ou une institution</i>			
b.1.	<i>Dans quelle mesure la conception du projet est-elle appropriée, logique, cohérente, basée sur une analyse systémique ? réaliste dans ses délais pour atteindre les produits, les résultats et l'impact attendus ? Répond-il aux besoins spécifiques (et aux besoins changeants) des hommes et des femmes ? Soutient-il les groupes vulnérables à travers ses stratégies/produits/activités ?</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'adaptation et d'appropriation de la théorie du changement et/ou du schéma conceptuel selon une approche holistique • Niveau de cohérence du modèle logique, en ce qui concerne la théorie du changement, les résultats attendus et les ressources mobilisées • Indicateurs des résultats des projets liés à l'intégration et à la participation entre les sexes; instruments et politiques transnationaux des droits socio-économiques alliés au travail; les principes des garanties sociales et environnementales • Implications des aspects liés à l'intégration entre les sexes et aux principes du social applicable (y compris la conception universelle) 	<ul style="list-style-type: none"> • Lignes de base des différentes composantes • Mise à jour des rapports sur l'évolution des paramètres environnementaux internes et externes clés du projet • Études d'impact environnemental et social et plans de gestion de l'environnement réalisés dans le cadre du projet • Cadre logique et état des projets • Référentiels de qualité développés en appui aux processus de traçabilité, vers la certification / Cahiers de charges 	<ul style="list-style-type: none"> • Analyse croisée des documents, du cadre de résultats et des rapports d'avancement • Entrevues semi-structurés • Enquêtes de perception auprès des bénéficiaires directs et indirects • Analyse des stratégies d'atténuation ou d'amélioration élaborées

		<p>et des garanties environnementales dans la stratégie et le budget du projet</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réceptivité des bénéficiaires aux changements et à l'innovation en faveur des alternatives durables de lutte contre la pauvreté extrême et l'exclusion • Changements et/ou adaptations envisageables et opérables dans la poursuite des activités du projet PROFIT 	<ul style="list-style-type: none"> • Outils de suivi développés dans le cadre du projet • Stratégies d'atténuation élaborées 	
b.2.	<p><i>Dans quelle mesure le projet intègre-t-il les moteurs politiques transversaux de l'OIT dans sa conception et est-il cohérent avec les normes internationales pertinentes auxquelles l'OIT adhère et les promeut-il ? Dans quelle mesure aborde-t-il les questions/problèmes de genre et répond-il en s'orientant vers les transformations de genre ? Le projet dispose-t-il d'une budgétisation sensible au genre comme outil d'allocation des ressources pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ?</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> • Conformité aux normes émergentes liées aux principes de sauvegardes écologiques, sociales et liées à l'éthique du développement • Analyse critique des stratégies genrées promues et/ou développées • Degré d'inclusion et d'engagement éthique • Changements et/ou adaptations envisageables et opérables dans la poursuite des activités du projet PROFIT 	<ul style="list-style-type: none"> • Instruments et politiques nationaux et transnationaux des droits socio-économiques alliés au travail (y compris les droits de l'enfant); les principes des garanties sociales et environnementales (Traités, Conventions, Accords, Déclarations de principes - validés, signés ou approuvés par Haïti) • Normes internationales du travail • Normes applicables pour les garanties environnementales de l'Office national d'évaluation environnementale du ministère de l'Environnement (BNEE, MDE) • Référentiels sur le harcèlement dans une approche multiniveaux et intégrée • Référentiels en lien à la conception universelle • Études d'impact environnemental et social et plans de gestion de l'environnement réalisés dans le cadre du projet 	<ul style="list-style-type: none"> • Analyse documentaire • Lecture de l'alignement • Focus-group • Entretiens spécifiques et ciblées • Photo-Voice • Analyse des plaintes et des contentieux dans le projet • Identification et analyse des pratiques • Consultation des diverses études réalisées dans le cadre du projet (biophysique, socio-économique, hydrogéologique, etc.)
b.3.	<p><i>Dans quelle mesure le projet a-t-il répondu aux besoins émergents dans le contexte de rétablissement de la pandémie de COVID-19, de la crise politique/institutionnelle/économique ainsi qu'aux recommandations de l'étude BL ? Des recommandations ont-elles été introduites dans la FL ? Les parties prenantes/constituants ont-ils participé à ce processus ?</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'impact sur le projet des passerelles de synergies développées par les entités, les institutions spécialisées et les agences du Système des Nations Unies en Haïti face à la pandémie covid-19 • Adaptation des stratégies de réponse face à la pandémie du Covid-19, dans un contexte socio-économique vulnérable et préoccupant • Changements et/ou adaptations envisageables et opérables dans la poursuite des activités du projet PROFIT 	<ul style="list-style-type: none"> • Modèle stratégique élaboré dans le cadre du projet pour faire face aux retombées de la pandémie et du plan de communication connexe • Documents de référence du projet • Budget du projet et rapports financiers connexes • Capacité humaine et financières du projet à adresser 	<ul style="list-style-type: none"> • Identification des compétences techniques et opérationnelles nécessaires • Entrevues semi-structurés avec des personnes-ressources • Analyse croisée des rapports et autres documents disparus • Analyse des effets et des impacts de Covid-19 sur le processus de mise en œuvre • Groupe de discussion

			<p>le problème : Atouts et limites du projet</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mécanisme de consultation mis au point dans le contexte de la pandémie • Rapports d'état d'avancement réguliers • Rapports de réunions ad-hoc pour la coconstruction de stratégies spécifiques • Lignes directrices de l'OMS sur la pandémie • Décret présidentiel sur la pandémie 	<ul style="list-style-type: none"> • Analyse diagnostic des stratégies de réponse coconstruites • Enquêtes de perception, avec un focus sur les bénéficiaires directs et indirects
b.4.	<p><i>Dans quelle mesure l'OIT a-t-elle clairement défini les améliorations attendues pour mesurer l'impact des résultats du développement des capacités-RC (capacités techniques et opérationnelles dans la production, la transformation et la commercialisation du cacao et de l'arbre à pain) ? Le RC a-t-il été planifié avec des indicateurs sexospécifiques, des données ventilées par sexe et une analyse de genre ?</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> • Qualité du processus de formulation et niveau d'intégration des parties prenantes aux différentes phases • Connaissance pratique et évolutive du contexte de terrain et des écosystèmes institutionnels et organisationnels afférents • Niveau et qualité du processus de transfert d'expertise en regard aux réalités changeantes de terrain et des bénéficiaires clés • Progrès effectués dans les chaînes de valeur agricoles ciblées • Changements et/ou adaptations envisageables et opérables dans la poursuite des activités du projet PROFIT 	<ul style="list-style-type: none"> • Approche de formulation • Démarche mobilisée pour la priorisation des axes et objectifs clés du projet • Besoins de renforcement de capacités exprimés à différents niveaux des filières agricoles ciblées • Théorie du changement et schéma conceptuel de l'intervention • Plan de renforcement des capacités élaboré et appliqué • Adéquation du référentiel de compétence du projet • Champ d'expertise des services de consultance mobilisés (prestations de services ponctuels ou réguliers) • Changements notables observés dans la coordination et le développement des filières 	<ul style="list-style-type: none"> • Décryptage de la stratégie de renforcement des capacités et/ou de transferts d'expertise à différentes échelles institutionnelles, organisationnelles et sociogéographiques • Analyse croisée des documents, du cadre de résultats et des rapports d'avancement • Entrevues semi-structurées • Enquêtes de perception auprès des bénéficiaires directs et indirects • Analyse des stratégies d'atténuation ou d'amélioration élaborées • Outils andragogiques et pédagogiques • Analyses quantitatives comparatives avant et pendant projet : statistiques sur les filières ciblées • Outils de méthode accélérée de recherche participative (MARP)
	<p><i>Le système de S&E a-t-il été adéquat pour mesurer les changements prévus par le projet ?</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> • Qualité du système de surveillance (système d'indicateurs de rendement ou de résultats) dans le document de référence du projet et niveau de propriété des outils de surveillance et d'évaluation mis au point • Outils d'exécution et de suivi sensibles au genre, y compris le modèle d'allocation des ressources au niveau programmatique et dans l'architecture budgétaire 	<ul style="list-style-type: none"> • Cadre logique du projet • Documents de référence du projet • Outils de surveillance interne développés • Modèle de présentation des rapports d'étape • Outils de suivi de budget du projet • Rapport des sessions de travail liées à l'avancement du projet (ateliers thématiques) 	<ul style="list-style-type: none"> • Analyses croisées de documents et d'outils clés • Échanges orientés avec l'équipe de suivi-évaluation du projet • Analyse des affectations budgétaires et des modèles de dépenses

		<ul style="list-style-type: none"> • Changements et/ou adaptations envisageables et opérables dans la poursuite des activités du projet PROFIT 	<ul style="list-style-type: none"> • Tableau de bord • Stratégie de genre développée dans le projet • Intégration du genre dans le système d'indicateurs objectivement vérifiables (IOV) • Approche d'opérationnalisation des indicateurs de performance subjectives 	
•				
C				
Efficacité : La mesure dans laquelle l'intervention a atteint, ou devrait atteindre, ses objectifs et ses résultats, y compris les résultats différentiels entre les groupes.				
c.1.	<p><i>Quel niveau d'atteinte des résultats a été atteint au moment de l'évaluation à mi-parcours ? Des résultats positifs ou négatifs inattendus ont-ils été générés jusqu'à présent ? Quels sont les raisons/facteurs à l'origine de ces progrès ou de l'absence de progrès ? Dans quelle mesure la participation des parties prenantes, des partenaires sociaux et des mandants à la mise en œuvre des activités a favorisé des efforts intégrés et contribué à l'obtention de résultats ?</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> • Qualité du processus de mise en œuvre, facteurs de rendement et gestion des connaissances dans le projet • Niveau de réalisation des extrants du projet (y compris, le cas échéant, ceux qui ne sont pas prévus dans la conception initiale) et les principaux facteurs qui expliquent la différence de niveau de réalisation • Changements et/ou adaptations envisageables et opérables dans la poursuite des activités du projet PROFIT 	<ul style="list-style-type: none"> • Ligne de base du projet • Documents de référence du projet • Cadre logique du projet • Rapports d'état d'avancement • Tableau de bord • Listes et numéros de téléphone, adresses des bénéficiaires par composant • Documents et archives audiovisuels • Cahiers de charge des périmètres soumis au système de traçabilité • Système de critères établis pour bénéficier des avantages du projet • Efforts enclenchés en faveur de la qualité et/ou de la certification des parcelles, des produits et/ou de certaines organisations • Référentiels de qualité 	<ul style="list-style-type: none"> • Enquêtes historiques des différentes catégories d'intervenants • Entrevues semi-structurées avec des personnes-ressources • Analyse croisée des documents de référence du projet • Enquêtes socio-économiques formelles auprès des bénéficiaires (différents types) • Enquêtes sur la perception et la satisfaction parmi les différentes catégories de bénéficiaires • Groupe de discussion sur des thèmes clés • Cartographie et géoréférencement des réalisations et des non-réalisations du projet (avec également un regard sur les réalisations imprévues) • Historique des contraintes, de leur ampleur, de leur poids et de leur impact sur le processus de mise en œuvre • Identification et analyse des stratégies élaborées par le projet et des parties prenantes pour faire face à des défis inattendus ou émergents majeurs
c.2.	<p><i>Dans quelle mesure l'équipe du projet a-t-elle géré les risques et hypothèses contextuels et institutionnels, y compris les changements politiques/climatiques, les</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'impact sur le projet de ponts de synergie développés par les entités, les institutions spécialisées et les agences du 	<ul style="list-style-type: none"> • Modèle stratégique élaboré dans le cadre du projet pour faire face à l'impact de la 	<ul style="list-style-type: none"> • Identification des compétences techniques et opérationnelles nécessaires

	<p><i>conditions d'insécurité et l'impact du COVID-19 (facteurs externes au projet) ? Est-ce que le BL, les mesures et les recommandations contribuent à une gestion adaptative ?</i></p>	<p>Système des Nations Unies en Haïti face à la pandémie covid-19</p> <ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'adaptation et d'adaptabilité des plan d'action épidémiologique spécifique (Covid-19 et réémergence de choléra) développé dans le projet • Changements et/ou adaptations envisageables et opérables dans la poursuite des activités du projet PROFIT 	<p>pandémie et du plan de communication connexe</p> <ul style="list-style-type: none"> • Documents de référence du projet • Budget du projet et rapports financiers connexes • Mécanisme de consultation mis au point dans le contexte de la pandémie • Rapports d'état d'avancement réguliers • Rapports de réunions ad-hoc pour la coconstruction de stratégies spécifiques • Lignes directrices de l'OMS sur la pandémie • Décret présidentiel sur la pandémie 	<ul style="list-style-type: none"> • Entrevues semi-structurés avec des personnes-ressources • Analyse croisée des rapports et autres documents disparus • Analyse des effets et des impacts de Covid-19 sur le processus de mise en œuvre • Groupe de discussion • Analyse diagnostique des stratégies de réponse coconstruites
c.3.	<p><i>Concernant la composante RC & productivité : Dans quelle mesure les capacités ont-elles été créées, renforcées et installées pour assurer un certain degré d'autonomie des bénéficiaires et des institutions partenaires dans la formulation et la mise en œuvre des stratégies et politiques endogènes de développement à moyen et long terme ?</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> • Degré d'utilité des transferts d'expertise et appropriation par les parties prenantes nécessiteuses • Changements et/ou adaptations envisageables et opérables dans la poursuite des activités du projet PROFIT 	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports de base, cadre logique et état des projets • Écosystème institutionnel et organisationnel des parties prenantes • Protocole d'accord potentiel sur la mise en commun de certains services et l'utilisation conjointe de certaines ressources stratégiques • Adaptation des méthodes et des outils développés en fonction des préoccupations exprimées dans le ProDoc • Système de critères établis pour apprécier l'amélioration des capacités dans le projet 	<ul style="list-style-type: none"> • Analyse des besoins de renforcement des capacités en ce qui concerne les thèmes unificateurs du projet • Entrevue semi-structurés • Groupes de discussion • Enquêtes auprès des bénéficiaires • Enquêtes de perception auprès des bénéficiaires et à différents niveaux organisationnels, institutionnels et territoriaux sur une base représentative et inclusive
c.4.	<p><i>Dans quelle mesure les bénéficiaires finaux et directs ont-ils affiché des capacités améliorées (connaissances, compétences et pratiques accrues) ?</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> • Evaluation de l'évolution des attentes par composantes en liens aux capacités à améliorer dans le projet • Changements et/ou adaptations envisageables et opérables dans la poursuite des activités du projet PROFIT 	<ul style="list-style-type: none"> • Ligne de base du projet • PRODOC • Stratégie de renforcement des capacités • Analyse du dossier des consultants et/ou des prestataires de service 	<ul style="list-style-type: none"> • Analyse critique des besoins de renforcement des capacités dans un prisme fondé à la fois sur l'histoire, l'évolution des contextes et des besoins • Entrevues semi-structurés avec des personnes-ressources • Photo Voice

			<ul style="list-style-type: none"> • Implication de genre dans le processus de transfert d'expertise 	<ul style="list-style-type: none"> • Analyse croisée des documents de référence du projet • Matrice SWOT et Analyse PESTEL
•				
D	Efficacité et efficacité de la gestion : La mesure dans laquelle l'intervention produit ou est susceptible de produire des résultats de manière économique et opportune. L'objectif est d'évaluer dans quelle mesure les protocoles/procédures administratifs, les mécanismes de coordination, entre autres aspects de gestion, ont eu un impact positif ou négatif sur la réalisation des résultats du projet.			
d.1.	<i>Les ressources (ressources humaines, temps, expertise, fonds, etc.) sont-elles allouées et utilisées de manière stratégique pour fournir le soutien nécessaire et pour atteindre les résultats du projet ?</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Qualité des allocations de ressources dans le projet et degré de sensibilité en ce qui concerne la dimension genre et sexe • Possibilité de mobiliser des experts internationaux non disponibles dans le pays au besoin • Adéquation des plans aux regards aux besoins et aux contraintes émergentes • Changements et/ou adaptations envisageables et opérables dans la poursuite des activités du projet PROFIT 	<ul style="list-style-type: none"> • Budget du projet et rapports financiers connexes • Cadre de résultats • Calendrier de mise en œuvre • Budget du projet • Plan de recrutement • Plan d'approvisionnement ou d'achats • Planification financière • Plans de travail périodique • Allocations liées à l'intégration entre les sexes et à la participation au projet • Plan de formation du personnel à jour • Documents comptables et historique des dépenses • Plans alternatives (Insécurité, rareté d'expertise spécifique, volatilité de la monnaie, ...) 	<ul style="list-style-type: none"> • Analyse des possibilités de dépenses • Analyse du calendrier et de la qualité des dépenses ou des investissements • Analyse de la sensibilité au genre du budget • Analyse comparative budgétaire entre les sexes • Analyse des pratiques de gestion responsable et saine • Intégration des coûts liés à l'insécurité publique, au coût de l'agent (instabilité de la monnaie nationale) et aux besoins liés à la mise en place de stratégies contre la Covid-19 • Consultation du dossier des membres du personnel (au besoin)
d.2.	<i>Dans quelle mesure le soutien (technique et politique) fourni jusqu'à présent par l'OIT (niveau régional, national et siège) au projet a-t-il été efficace ?</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Qualité de la stratégie développée pour optimiser l'utilisation des ressources • Changements et/ou adaptations envisageables et opérables dans la poursuite des activités du projet PROFIT 	<ul style="list-style-type: none"> • Grille ou système de critères élaboré pour l'analyse des effets et des impacts • Stratégie et plan de financement • Documents comptables et historique des dépenses 	<ul style="list-style-type: none"> • Analyse des dépenses et des investissements • Analyse du rapport qualité/coût dans le projet • Analyse des processus et procédures décisionnels • Remise en question de la prise de décision et des pratiques opérationnelles • Enquêtes exhaustives auprès des gestionnaires administratifs et des opérations • Analyse de l'efficacité et de l'efficacité des dépenses • Analyse de l'efficacité, de l'efficacité et de la durabilité du

				modèle d'allocation financière adopté
d.3.	<i>Dans quelle mesure l'intervention de l'OIT a-t-elle appliqué des approches innovantes pour une action efficace et opportune de l'OIT afin d'atténuer les effets immédiats de la pandémie sur le monde du travail et de soutenir de manière adéquate pendant la phase de récupération ?</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Qualité de la contribution du soutien apporté par l'OIT à Genève et le Bureau de l'OIT à San José à l'équipe du projet • Changements et/ou adaptations envisageables et opérables dans la poursuite des activités du projet PROFIT 	<ul style="list-style-type: none"> • Modèle de coordination stratégique • Rôles et responsabilités du bureau régional • Flux relationnels, couloir de communication et temps de réaction • Engorgements • Temps alloué au projet à différents niveaux institutionnels de l'OIT • Préoccupations émergentes et stratégie de gestion des urgences 	<ul style="list-style-type: none"> • Analyse des besoins critiques, des exigences et du temps de réaction • Entrevues semi-structurés avec des personnes-ressources
d.4.	<i>Le mécanisme de suivi et de rapport a-t-il été efficace pour la prise de décisions de nature stratégique ?</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'adéquation et d'adaptabilité du système de surveillance • Changements et/ou adaptations envisageables et opérables dans la poursuite des activités du projet PROFIT 	<ul style="list-style-type: none"> • Ligne de base des composantes du projet • Document de projet • Contexte logique • Tableau de bord • Mécanisme de coordination • Système de suivi et d'évaluation • Hypothèses de risque • Résultats et/ou cadre de performance • Système de critères de performance • Budget du projet • Outils de suivi et d'évaluation 	<ul style="list-style-type: none"> • Analyse de la matrice logique • Analyse de l'adaptabilité des outils de suivi et d'évaluation • Remise en question du système de suivi et d'évaluation • Évaluation des hypothèses de risque formulées dans le cadre logique • Entretiens semi-structurés avec l'équipe de suivi • Analyse de la qualité des rapports liés au suivi et à l'évaluation du projet • Questionner sur l'adaptabilité et le niveau de flexibilité des outils de suivi et d'évaluation par rapport aux changements de certains paramètres déterminants
d.5.	<i>Dans quelle mesure les ressources du projet ont-elles été mises à profit avec d'autres interventions connexes pour améliorer l'efficacité des projets et maximiser l'impact, le cas échéant ?</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Valeur ajoutée des ponts de synergie développés avec d'autres entités de l'écosystème institutionnel et organisationnel sur la gestion de projet • Changements et/ou adaptations envisageables et opérables dans la poursuite des activités du projet PROFIT 	<ul style="list-style-type: none"> • Documents de référence du projet • Écosystème institutionnel et organisationnel des parties prenantes • Modèle de collaboration entre les différents acteurs institutionnels et organisationnels 	<ul style="list-style-type: none"> • Analyse de l'efficacité du cadre de coopération • Analyse de la fonctionnalité et de l'efficacité du cadre de coopération • Entrevues semi-structurés avec des personnes-ressources

			<ul style="list-style-type: none"> • Plan de travail harmonisé de l'espace multi-acteurs par rapport au projet • Mécanisme de gestion mis au point 	
•				
E	Orientation d'impact. La mesure dans laquelle l'intervention a généré ou devrait générer des effets significatifs positifs ou négatifs, intentionnels ou non, à un niveau supérieur.			
e.1.	<p><i>Y a-t-il des preuves de changements positifs dans la vie des bénéficiaires (agriculteurs de la Grand Anse), dans les pratiques qui augmentent la productivité dans la chaîne d'approvisionnement du café, en particulier dans le cas des femmes ?</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> • Niveaux d'amélioration des capacités aux différents niveaux institutionnel, organisationnel et territorial en termes d'élaboration de stratégies, de politiques publiques et de mécanismes fonctionnels en faveur des femmes et des jeunes (candidats à l'émigration ou à l'exode rural) en particulier. • Evolution de l'accès des femmes aux ressources et aux valeurs ajoutées à travers les chaînes de valeurs ciblées par le projet. • Transparence et équitabilité des systèmes de bénéfice dans le projet • Changements et/ou adaptations envisageables et opérables dans la poursuite des activités du projet PROFIT 	<ul style="list-style-type: none"> • Analyse différenciée selon le genre • Paramètres biopolitiques et sexospécifiques désagrégés dans la base de données du projet • Besoins initiaux de base et prioritaires en termes de renforcement des capacités (études diagnostic de base ou autres études diagnostiques ex ante) • Amélioration durable des capacités des femmes • Stratégie et plan de renforcement des capacités • Outils de suivi et d'évaluation sur le renforcement des capacités connexes • Documents de référence du projet • Rapports intérimaires sur les progrès réalisés • Obstacles ou contraintes institutionnels, juridiques, sociopolitiques, • Théorie du changement 	<ul style="list-style-type: none"> • Enquêtes historiques sur les besoins exprimés (voir : ligne de base) • Analyse de l'adaptabilité de la théorie du changement • Évaluation des changements observés, appréciés ou mesurés • Identification et analyse des enjeux émergents • Matrice d'analyse PESTEL • Matrice d'analyse SWOT • Regard sur les biais écologiques dans le partage des avantages et/ou la distribution des dans le projet • Système établis de critères pour les avantages • Poids de la parole des femmes et des filles • Photo Voice
e.2.	<p><i>Dans quelle mesure les interventions du projet ont-elles développé des leaderships féminins qui les ont autonomisées dans leurs organisations ?</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> • Implication des femmes dans les processus décisionnels et opérationnels dans les différents segments des chaînes de valeur et l'accès équitable aux avantages ou bénéfices dégagés • Changements et/ou adaptations envisageables et opérables dans la poursuite des activités du projet PROFIT 	<ul style="list-style-type: none"> • Rapport sur les attentes des organisations à dominance de femmes les plus représentatives (Ateliers dans le projet) • Stratégie de genre et sexospécifique dans le projet • Rapport sur la participation et l'implication genre 	<ul style="list-style-type: none"> • Enquêtes de perception • Focus-Group /Causerie • Brainstorming • Statistiques genrées

			<ul style="list-style-type: none"> • Sensibilité des systèmes de critères établis par rapport au genre et au sexe, à travers les différentes composantes du projet • Qualité des outils de suivi développés sur le genre et les variables biopolitiques apparentées 	
e.3.	<i>Dans quelle mesure le projet a-t-il eu un impact sur la promotion d'une plus grande collaboration entre les parties impliquées au niveau local et départemental ?</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Degré d'appropriation graduelle des processus par les acteurs • Évaluation des externalités et des niveaux d'impact globaux du projet • Niveau d'adaptation et possibilité de répliation de la théorie du changement axée sur la promotion des éco-professions et le développement d'emplois alternatifs et durables • Changements de comportements bénéfiques et durable, avec un regard soutenu par rapport à l'ancien projet "FOPRODER" • Changements et/ou adaptations envisageables et opérables dans la poursuite des activités du projet PROFIT 	<ul style="list-style-type: none"> • Documents de référence du projet • Diagramme d'identification des leviers, des types et de la différenciation des impacts (court, moyen et long terme) • Études d'impact environnemental et social • Plan de gestion environnementale et sociale • Plan de communication • Stratégie de sortie • Stratégie pour l'intégration des sexes et la participation au projet • Rapports intérimaires sur les progrès réalisés • Similitudes, différences et avancées par rapport aux héritages du projet "FOPRODER" 	<ul style="list-style-type: none"> • Enquêtes de perception sur le niveau de satisfaction des bénéficiaires directs et indirects • Analyse prospective et formulation de scénarios • Entrevues semi-structurés • Groupes de discussion • Effectuer des analyses socio-économiques, intégrer des paramètres sensibles au genre et la résilience des structures mises en place • Observations sur le terrain • Simulations avec outils géomatiques • Enquêtes sur les changements de comportement liés aux pratiques écologiques et sociales coûteuses ou dommageables, en particulier dans le domaine de l'agriculture et de l'agrobusiness • Analyse des externalités, des intériorités et de la durabilité des travaux réalisés • Mobilisation de l'approche d'analyse spatiale couplée à des outils géomatiques (approche de gestion des bassins versants) • Analyse sommaire de la performance managériale, financière et économique des entreprises locales bénéficiaires
D	Durabilité. La mesure dans laquelle les avantages nets de l'intervention perdurent ou sont susceptibles de perdurer.			

d.1.	<p><i>Les étapes vers la durabilité sont-elles franchies ? Sont-ils alignés sur la stratégie de durabilité du projet ? Le projet a-t-il identifié des indicateurs de durabilité utiles pour les résultats à moyen terme (tels que la motivation, les ressources, les capacités ou les liens durables) ? les résultats à long terme (tels que la productivité, la prestation de services soutenus, l'accès ou la demande); ou par des impacts (tels que des comportements soutenus - appropriation nationale, pratiques ou utilisation des services) ? Si oui, lesquels?</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> • Tirer parti des effets des initiatives de renforcement des capacités • Capacité de répliquabilité et d' renforcement des bonnes pratiques de gestion dont bénéficient les institutions (durabilité, résilience et répliquabilité des réalisations) • Prise en compte des normes de sauvegardes et de l' applications des conventions afférentes en regard à l' agenda des ODD • Changements et/ou adaptations envisageables et opérables dans la poursuite des activités du projet PROFIT 	<ul style="list-style-type: none"> • Théorie du changement • Hypothèses de risque • Stabilité institutionnelle et organisationnelle • Dynamiques et principes de reddition de comptes mise en avant (Accountability) • Besoins initiaux de base et prioritaires en termes de renforcement des capacités (études diagnostiques de base ou autres études diagnostiques ex ante) • Stratégie et plan de renforcement des capacités • Outils de suivi et d' évaluation sur le renforcement des capacités connexes • Documents de référence du projet • Rapports intérimaires sur les progrès réalisés • Obstacles ou contraintes institutionnels, juridiques, sociopolitiques, • Évolution du cadre juridique et institutionnel • Budget du projet et rapports financiers connexes • Capacités additionnelles à mobiliser des ressources supplémentaires • Implications de la pandémie du Covid-19 et de la réémergence du choléra sur le processus de mise en œuvre • Rôles, responsabilités et ponts de synergie se sont développés entre les différentes composantes de l' écosystème institutionnel et organisationnel allié à la gestion de la pandémie 	<ul style="list-style-type: none"> • Identification et analyse des changements observés dans les institutions • Niveau de propriété des outils développés par les personnes ressources clés • Analyse de l' efficacité et de la qualité des outils de surveillance développés pour alimenter la stratégie de sortie • Entretiens semi-structurés avec des personnes clés • Visites et enquêtes institutionnelles • Analyse des contraintes persistantes et émergentes • Témoignages de personnes concernées ou affectées par les services • Regard sur l' application des normes de sauvegardes sociales et écologiques dans le projet • Système de compensation intra/inter et transgénérationnelle développées pour amorcer la stratégie de sortie, en perspective à la fermeture fixée théoriquement dans moins de deux années. • Degré de vulnérabilité et de résilience des bénéficiaires
------	---	--	---	--

			<ul style="list-style-type: none"> • Capacités et capacités d'intervention installées 	
d.2.	<i>Les partenaires nationaux/locaux sont-ils disposés et engagés à poursuivre le projet ?</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'utilité et d'appropriation des extrants et des réalisations du projet • Dissensions et/ou cohésion potentielles dans le projet • Changements et/ou adaptations envisageables et opérables dans la poursuite des activités du projet PROFIT 	<ul style="list-style-type: none"> • Cartographie et analyse des rôles et des responsabilités • Analyse des attentes des parties prenantes et des limites dans le projet • Respect du niveau d'engagements différenciés • Documents de référence du projet • Ligne de base du projet • Analyse des besoins de renforcement des capacités (étude diagnostic ex ante) • Théorie du changement 	<ul style="list-style-type: none"> • Analyse comparative des besoins initiaux et émergents exprimés par les partenaires • Enquêtes sur l'évolution aux échelles spatio-temporelles des niveaux de satisfaction différenciés des partenaires par composante • Entrevues avec des personnes-ressources • Entrevues semi-structurés • Analyse de la stratégie et des interventions menées • Observations du cadre environnemental avec un regard spécifique sur le cadre de vie et l'assainissement • Analyse de la capacité de réponse du projet et d'autres acteurs de l'écosystème institutionnel et organisationnel (y compris l'identification des initiatives en perspective) • Construction participative et inclusive de scénarios prospectifs objectifs et pragmatiques

Définition du système de notation des critères de performance de l'OCDE

Évaluation	Critères/ Niveau de satisfaction ou rendement associé	Explications
Cotes pour les résultats, l'efficacité, l'efficience, la surveillance, l'évaluation et les enquêtes		
6	Très satisfaisant (VS)	Pas de lacunes
5	Satisfaisant (MD)	Lacunes mineures
4	Modérément satisfaisant	Satisfaction relativement mitigée
3	Modérément insatisfaisant (MU)	Lacunes importantes
2	Insatisfaisant (U)	Problèmes majeurs
1	Très insatisfaisant (VU)	Problèmes graves
Cotes de durabilité		
4	Probable (L)	Risques négligeables pour la durabilité
3	Modérément probable (MP)	Risques modérés
2	Modérément Improbable (MI)	Risques importants
1	Improbable (I)	Risques graves

Cotes de pertinence		
4	Très pertinent (VR)	Le projet montre un très bon niveau de cohérence par rapport au contexte global (cadre juridique, juridique et institutionnel ; Socio-économique ; Socioculturel; Organisation; Écologique; Politiques publiques sectorielles et intersectorielles; Instruments internationaux alliés aux domaines du développement durable)
3	Pertinent (P)	Shows un bon niveau de cohérence par rapport au contexte global
2	Relativement pertinent (RR)	Montre un niveau de cohérence mitigé par rapport au contexte global
1	Non pertinent (NR)	Formulation du projet non aligné avec le contexte global
Cotes d'impact		Cotes supplémentaires le cas échéant
3	Significatif (S)	Non applicable (NA)
2	Modéré (M)	Évaluation non possible (ANP)
1	Négligeable (N)	

Annexe III | Cadre logique du document de base du PROFIT (Sans les changements portés en cours de route)

Objectives/Outputs/Activities	Measurable indicators /inputs	Means of Verification	Important assumptions
<p>Beneficiaries: At least 50% of beneficiaries will be women. <i>The ultimate beneficiaries of this project are young Haitian, women, and men, from two targeted Southern Departments: Department of South and Department of Grand'Anse. They will benefit from (a) improved capacity to produce agro-produces that the market desires (b) tools and infrastructure to improve their productivity and c) Improved access to credit and saving schemes.</i></p>			
<p>Project Title: Strengthening agricultural opportunities through training & technological investment – <i>Projet de Renforcement des Opportunités agricoles par la Formation et L'Investissement Technologique (PROFIT)</i></p>		<p>Project Duration: 36 Months</p>	
<p>Development Objective: Contribute to the improvement of living conditions of small farmers in promising agricultural value chains in the South and Grand'Anse Departments are significantly improved.</p>	<p>Producers are equipped with improved competencies, technology, and tools to add value to their production (cocoa, bread fruit). Remunerative markets are better identified. Productivity in selected farms selected production is increased</p>	<p>Baseline survey Interim reports Final impact study as part of the final project evaluation Other publications (factsheet, movie, etc.)</p>	<p>Sustainability assumptions The Election process leads to a more stable government that can foster a more sustainable development and more decent work, especially for young people (18-30 years old). Development assumptions The investment climate improves for job rich sectors. Implementation assumptions The security situation in the country remains stable and unforeseen unrest does not prevent activities to be implemented since most of them will be implemented by local partners.</p>
<p>Intermediate Objectives</p>			
<p>Immediate objective 1. Capacity of producers to produce more and better quality (refined) products corresponding to market increasing demand is improved (tailored technical and managerial training, producers better structured), with a particular attention to gender specificities and needs.</p>	<p>80% of the trainees conclude successful their training courses (internal efficiency). 25% increase in productivity. Women beneficiaries are at least 50% of total.</p>	<p>Project progress reports Training providers reports and evidence of achievements ILO monitoring mission reports Questionnaires & surveys Post-training evaluation and tracer study</p>	<p>Stability of key-institutions and staff involved in the project throughout the project period. Movement and work in all departments should not be restricted.</p>
<p>Immediate objective 2. Technological capacity of agriculture and applied research along the Value Chains for the selected products are improved (traceability, fermentation, post-harvest equipment)</p>	<p># of new technologies that are being applied. Cacao fermentation has increased by 25%.</p>		
<p>Immediate objective 3. Revenues and financial capacity of beneficiaries' farmers are improved, green, and decent jobs are created in support of the three agricultural value chains.</p>	<p>Revenues from targeted crops are increased by 30% (combined yields and prices) 100 green support jobs are created. Revenues of farmers are increased by 30%.</p>		
<p>Project Outputs</p>			
<p>1) Capacity of producers to produce more and better quality (refined) products corresponding to market increasing demand is improved (tailored technical and managerial training, producers better structured), with a particular attention to gender specificities and needs.</p>			

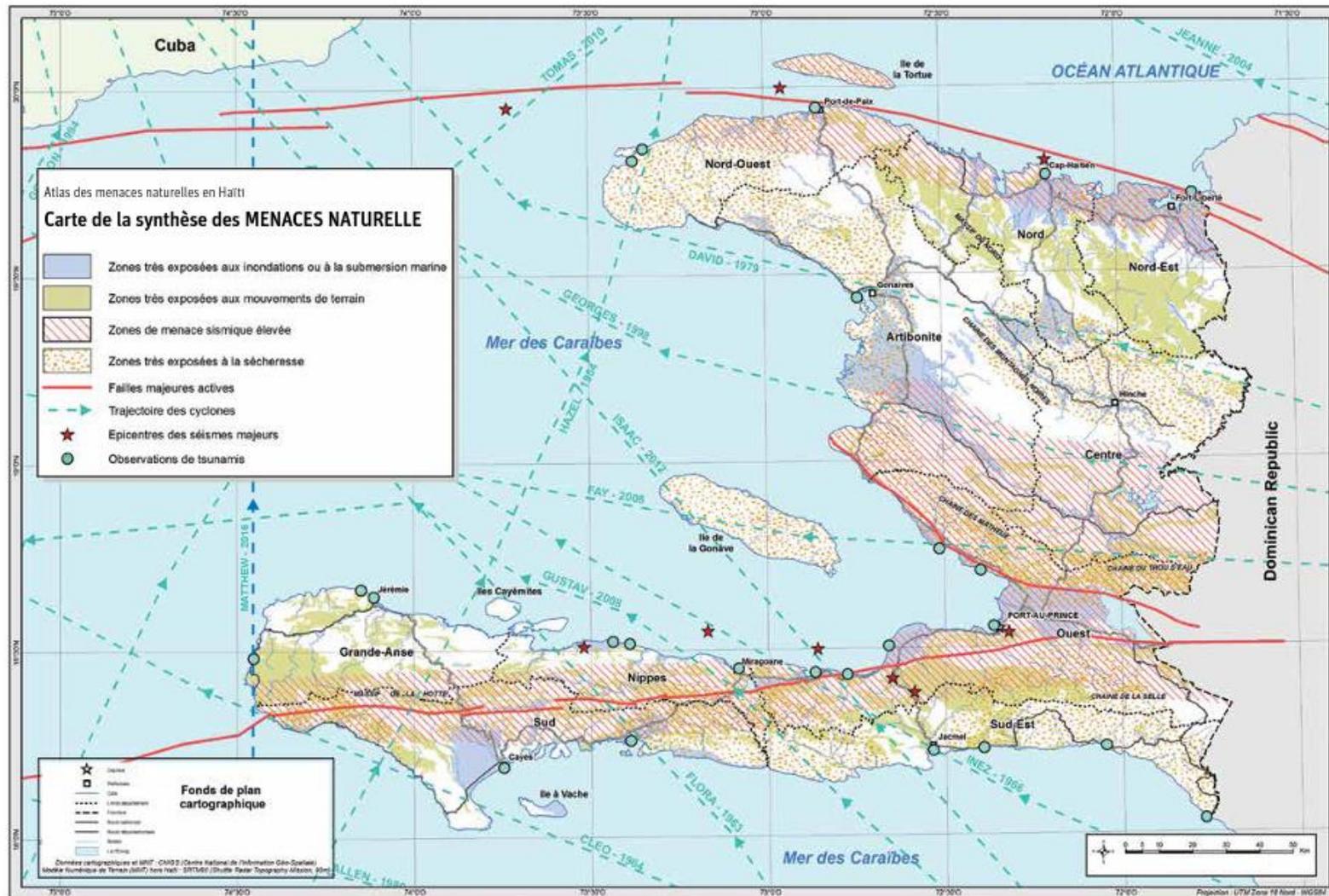
Objectives/Outputs/Activities	Measurable indicators /inputs	Means of Verification	Important assumptions		
<p>Output 1.1: A rural extension service is formalized in the South and Grand'Anse with the support of CHAGHA, INCAH and the Ministry of Agriculture.</p> <p>Activity 1.1.1: Purchase of tools and equipment for the extension service enterprises</p> <p>Activity 1.1.2: Support startup of extension service enterprises</p> <p>Activity 1.1.3: Setup of digital traceability platform</p> <p>Activity 1.1.4: Ongoing Farmer coaching by Ag. Extensionists</p>	10 rural extension services operational	<p>Project progress reports</p> <p>Training providers reports and evidence of achievements</p> <p>ILO monitoring mission reports</p> <p>Questionnaires & surveys</p> <p>Post-training evaluation and tracer study</p>	<p>Stability of key-institutions and staff involved in the project throughout the project period.</p> <p>Movement and work in all project areas should not be restricted.</p>		
<p>Output 1.2: 1 technician for 10 groups of 20 farmers is trained by technical trainers with CRS (NGO) and GeoNova (Haitian geo-referencing company), the Ministry of Agriculture and the private sector.</p> <p>Activity 1.2.1: Training/Coaching of Ag. Extensionists on Post-Harvest</p> <p>Activity 1.2.2: Training/Coaching of Ag. Extensionists on Agricultural Production</p> <p>Activity 1.2.3: Training/Coaching of Ag. Extensionists on Group Management</p> <p>Activity 1.2.4: Training/Coaching of Ag. Extensionists on Finance</p> <p>Activity 1.2.5: Training/Coaching of Ag. Extensionists on Marketing</p>	New Curricula are developed. Proceedings of training.				
<p>Output 1.3: Establishment of demonstration plots (cocoa) with leading farmers with AYITIKA & CRS</p> <p>Activity 1.3.1: Setup Nurseries for demonstration gardens</p> <p>Activity 1.3.2: Setup demonstration gardens</p> <p>Activity 1.3.3: Monitor demonstration gardens</p>	1 Demonstration plot per commune developed and operational. List of activities.				
<p>Output 1.4: Implementation of a research/development programme to develop the local market for breadfruit consumption (and processing) with QUISQUEYA</p> <p>Activity 1.4.1: Define the content of the research and prepare a service agreement with the University</p> <p>Activity 1.4.2: Execution of the research</p> <p>Activity 1.4.3: Transfer of the product to the actors in the field</p>	1 Development programme elaborated & implemented				
<p>2) Technological capacity of agriculture and applied research along the Value Chains for the selected products are improved (traceability, fermentation, post-harvest equipment)</p>					
<p>Output 2.1: Specialized vocational training programme for the selected candidates ready to engage in the creation of micro or small enterprises of agricultural services with APEFE (Association pour la Promotion de l'Education et de la Formation à l'Etranger)</p> <p>Activity 2.1.1: Elaboration and signing of a service agreement with APEFE</p> <p>Activity 2.1.2: Conduct of the training with the selected participants</p>	<p>Training programme</p> <p># of MSMEs created</p> <p># of women and men trained</p>			<p>Project progress reports</p> <p>Training providers reports and evidence of achievements</p> <p>ILO monitoring mission reports</p> <p>Questionnaires & surveys</p>	<p>Stability of key-institutions and staff involved in the project throughout the project period.</p> <p>Movement and work in all project areas should not be restricted.</p>
<p>Output 2.2: Creation of a participation fund to co-finance initiatives seeking to develop services for farmers through small private enterprises or associative enterprises with SOFIHDES (Société Financière Haïtienne de Développement)</p> <p>Activity 2.2.1: Design of the fund</p>	Evidence of the USD 200,000 fund				

Objectives/Outputs/Activities	Measurable indicators /inputs	Means of Verification	Important assumptions
Activity 2.2.2: Setting-up of the fund		Post-training evaluation and tracer study	
Output 2.3: New cocoa plantations and Rehabilitation programme for old cocoa plantations by setting up a professional-sized service with brigades of young farmers with AYITIKA (AYITIKA SA is a company committed to the development of Haiti's cocoa sector), KALEOS.	# of ha of new plantations # of ha of old cocoa plantations effectively rehabilitated		
Activity 2.3.1: Selection of plots to be rehabilitated			
Activity 2.3.2: Sign Contracts with service providers			
Activity 2.3.3: Rehabilitation work			
3) Revenues and financial capacity of beneficiaries' farmers are improved, green, and decent jobs are created in support of the three agricultural value chains			
Output 3.1: Development of a pilot centre for the preparation, processing, and marketing of breadfruit with FAIRCROPS	Evidence of the pilot centre and its equipment		
Activity 3.1.1 : Selection of enterprise for pilot centre			
Activity 3.1.2: Construction of pilot centre			
Activity 3.1.3: Purchase of equipment			
Activity 3.1.4: Training and coaching of enterprise staff on breadfruit processing			
Output 3.2: Construction of associative or articulated cocoa collection centres for private cocoa exporters with AGRIDEV	Evidence of the collection centres # of collection centres		
Activity 3.3.1: Selection of enterprises for pilot centre			
Activity 3.3.2: Construction of centres			
Activity 3.3.3: Purchase of equipment			
Activity 3.3.4: Training and coaching of enterprise staff on cacao processing			
4) Support for the establishment of a credit/saving scheme			
Output 4.1: Financial literacy training for farmers through the Rural Extension with CRS	Curricula is developed. Proceedings of training. # of farmers trained	Project progress reports Training providers reports and evidence of achievements ILO monitoring mission reports Questionnaires & surveys Post-training evaluation and tracer study	Stability of key-institutions and staff involved in the project throughout the project period. Movement and work in all project areas should not be restricted.
Activity 4.1.1: Recruitment of Saving and Internal Lending Communities (SILC) Trainers			
Activity 4.1.2: Training of SILC groups			
Output 4.2: Establishment of small cooperatives or rural funds for credit savings with CRS	Evidence of the rural funds # of funds created # of farmers having adhered		
Activity 4.2.1: Setting-up and monitoring of SILC Groups			
Output 4.3: Assist private companies (for example cocoa exporters) in developing a credit/saving scheme for the producers with AGRIDEV	# of companies assisted # of companies having adopted a credit saving system		
Activity 4.3.1: Design of the credit/saving scheme			
Activity 4.3.2: Setting-up of the credit/saving scheme			

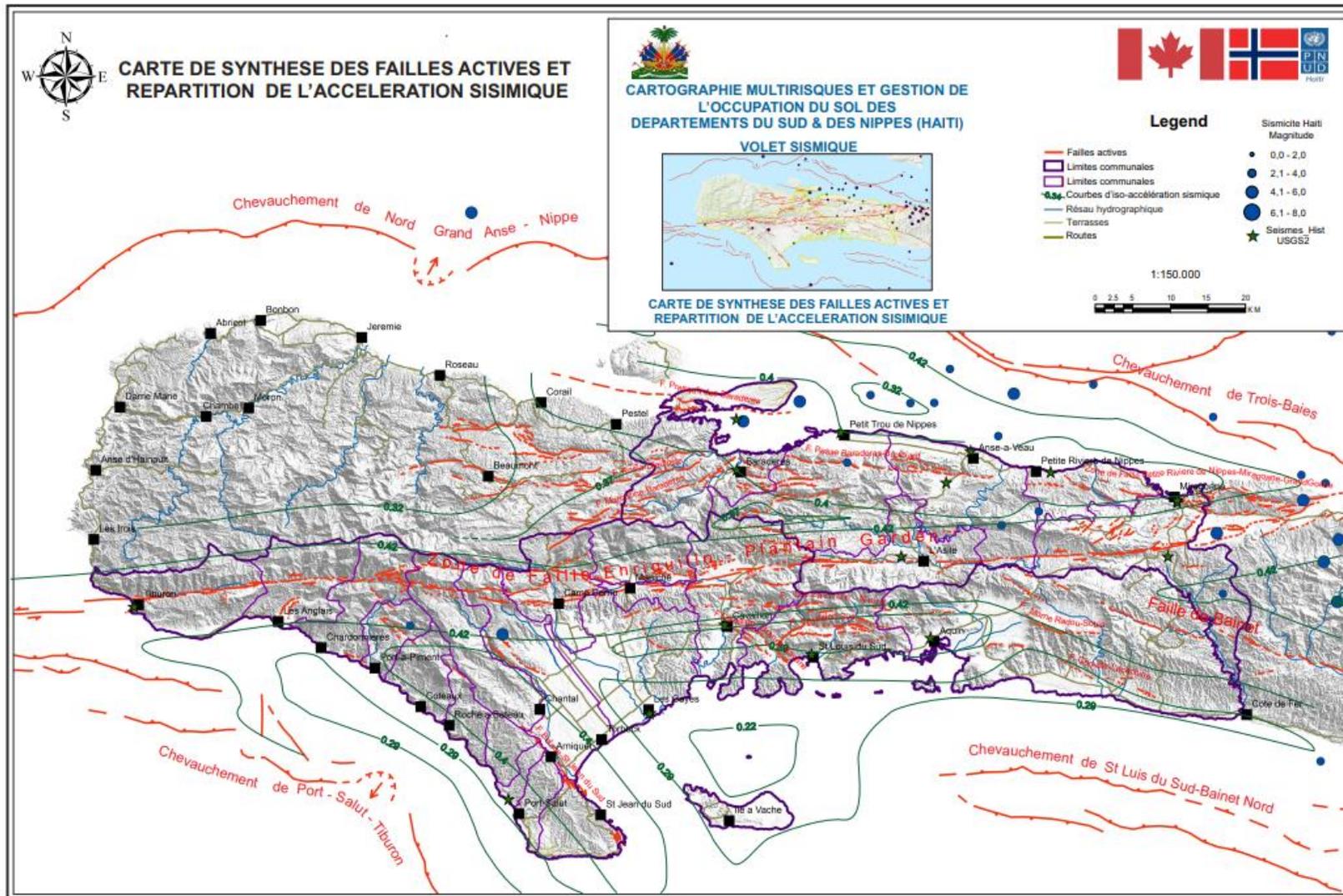
Annexe IV | Personnes ressources clés (acteurs institutionnels) consultées dans l'évaluation de mi-parcours du PROFIT

No.	Prénom, NOM	Statut, Fonction	Institution/Organisation	Coordonnées (Courriel & Téléphone)	Date et heure de l'entretien
01	Cybele BURGA SOLÍS	Regional Evaluation Officer Regional Office for Latin America and the Caribbean	OIT/ILO Régional	burga@ilo.org	Itération
02	Fabrice LECLERCQ	ILO Chief Technical Adviser HAITI	OIT/ILO	leclercqf@ilo.org	Itération
03	Alvaro RAMIREZ	Spécialiste principal en développement des affaires et formation professionnelle au BIT	OIT/ILO	ramirez-bogantes@ilo.org	Itération
04	Michelle FORTIN	Staff	OIT/ILO	fortin@ilo.org	Itération
05	Alvaro RAMIREZ	Participant à l'élaboration de la note conceptuelle du PROFIT	OIT/ILO	alvaro1856@gmail.com	
06	Naama RODNEZ	Gender Specialist PROFIT	OIT/ILO	rodnez@ilo.org	Itération
07	Jefferson BELIZAIRE	Consultant en Communication Projet PROFIT - OIT	Prestaire de services d'expertise	jefferson.belizaire@gmail.com	Itération
08	Gaëtane GARÇON	Assistance Administrative PROFIT	OIT/ILO	garcon@ilo.org	
09	Alenson DUFAULT	Coordonnateur de projet	OIT/ILO	4471-9940 dufault@iloguest.org>	Itération
10	Stephan JEAN-PIERRE	Responsable dans la Grand-Anse	CRS	stephan.jean-pierre@crs.org	Itération
11	Micheline JEAN	Membre COPIL	Plateforme des Coopératives Agricoles de la Grand'Anse (PLACAGA)	4828-5197	19/01/2023
12	Daniel SAINCLAIRMON	Membre COPIL	Plateforme des Coopératives Agricoles de la Grand'Anse (PLACAGA)	3809-8767	19/01/2023
13	Serette SAINT-LOUIS	Coordonnatrice (zone)	KNFP/AFP	Présentiel	Itération
14	Ange Yensly LALANE	Directeur du BAC / Membre COPIL	BAC Dame-marie	3710-3023	19/01/2023
15	Jean Chesnel JEAN	Directeur	AYTIKA	jchesnel@yahoo.com	Itération
16	Maxwell MARCELIN	Représentant	Firme GAPL	mediamind_marketing@yahoo.com	
17	Jean Maurice BUTEAU	Responsable	GEONOVA	+509 37 01 4050 jeanmbuteau@gmail.com	Itération
18	Lionel FLEURISTIN	Directeur Exécutif	KNFP	Lfleuristin@knfp.org et Lfleuristin@yahoo.fr Cellulaire et WhatsApp : (509) 3713 9907	27/01/2023
19	Vicnie LEANDRE	Ingénieure Agroalimentaire / Consultante	Université Quisqueya HAITI (UNIQ)	vicnie.leandre@univ.edu	Itération
20	Gaël PRESSOIR	Responsable de Département / Laboratoire	Université Quisqueya HAITI (UNIQ)	gael.pressoir@univ.edu	Itération
21	Gerald NEUVIEME	Directeur National de Projet Territoires Productifs Résilients	MARNDR/MDE / Banque Mondiale, Financement FEM	geraldneuvieme@yahoo.fr	Itération
22	Wadsin MONTISSION	Directeur Départemental	Protection Civile Grand' Anse	montisino@hotmail.com	19/01/2023
23	Dario NOEL	Cadre technique	ONU-Environnement	dario.noel@un.org	-
24	Emanuel SILDOR	Coordonnateur Unité de Gestion du Parc-Macaya (Sud et Grand'Anse), Financement de la BID	UGC/BID-MACAYA/MDE		-

25	Cezil GUY	Coordonnateur Technique Projet ABE	JP HRO	cezguy001@yahoo.fr	Itération
26	Jean Renand VALIÈRE	Expert Indépendant	Personne ne ressource de la région		
27	Odnère LAGUERRE	Membre Coordination	Association des Femmes Solidaires pour le Développement de Dame-Marie (AFSDDM)	Présentiel seulement	Itération
28	Nanette JEAN-BAPTISTE	Membre directoire	Organisation des travailleurs-euses de Chambellan (OTAC)	Présentiel seulement	19/01/2023
29	Dominique SEMERZIER BEAUBRUN	Président	Plateforme des Coopératives Agricoles de la Grand'Anse (PLACAGA)	4625-0437	17/01/2023
30	Saurel JEAN-LOUIS	Président	Coopérative Agricole Planteurs Cacao Commune Anse d'Hainault (CAPCCAH)	4711-8057	17/01/2023
31	Alexis THEODULE	Président	Coopérative Agricole des Planteurs Commerciaux Paysans Franklin (CAPCPF)	3882-7418	17/01/2023
32	Roseline LOUIS	Présidente	Koperativ Agrikòl Komèsyal ak Elvaj Gabriel (KAKEGA)		18/01//2023/
33	Germine LOUIS-JEUNE	Coordonnatrice Générale	Association des Femmes Solidaires de Dame-Marie (AFESDAM)		19/01/2023
34	Nathaël GUERRIER	Président	Muso Lavi Miyò	4721-4762	19/01/2023
35	Stephane Jean-Pierre	Responsable	AZAKA	4619-5569 sjeanpierre@azaka.ht	
36	Jacquelin Calixte	President Kaléos S. A	KALEOS	+33 6 60 66 91 56 acalixte@yahoo.fr j.calixte@kaleos.org	3/02/2023
37	Jean Francion LOUISSAINT	DirecteurDépartemental-Adjoint	DDA-GA	3734-3986	17/01/2023
38	Edith PORT-LOUIS	Responsable centre d'achat	PLAKAGA	4654-2048	20/01/2023
39	Francelène VITAL	Responsable centre d'achat	PLAKAGA	4406-3672	20/01/2023
40	Magloire ORISTEL	Responsable centre d'achat	PLAKAGA		20/01/2023
41	Alerte AZAR	Responsable centre d'achat	PLAKAGA	4473-4858	20/01/2023
42	Telcier PHILOME	Responsable centre d'achat	PLAKAGA	4441-5227	20/01/2023
43	Louisemène LOUISILLANT	Responsable centre d'achat	PLAKAGA	3741-8118	20/01/2023
44	Jean-Frido FORESTAL	Coordonnateur	Coopérative Agricole Union Développement (CAUD)		Itération
45	Gilbert JEAN Guerlince MICHEL Marie Guerda REVOLUS	Personnel	Maire de Dame-Marie		Itération
46	N. ELKADARI	Board International	KALEOS	n.elkadari@kaleos.org	Itération



Carte a | Synthèse des menaces naturels sur Haïti (Extrait de l'Atlas des menaces naturelles produit par le BRGM et le CIAT en 2015)



Carte b | Synthèse des failles actives et répartition de l'accélération sismique du Grand-Sud (PNUD/DFID, 2018)¹⁵⁷

¹⁵⁷ <https://info.undp.org/docs/pdc/Documents/HTI/Rapport-Cartographie-multi-risque-total-fin--ok.docx.pdf>

De FOPRODER à PROFIT, de la continuité dans les actions :

L'initiative PROFIT, actuellement en phase d'exécution dans la Grande-Anse, a tiré son origine à la suite de la mise en œuvre du projet FOPRODER (Formation Professionnelle et Développement Rural – d'octobre 2016 à juillet 2020) ; laquelle intervention a été également financée par le gouvernement de la Norvège en faveur d'Haïti. La vision de FOPRODER a été de travailler à l'amélioration du niveau de vie des bénéficiaires ; lesquels derniers étaient majoritairement des jeunes issus de ménages agricoles de conditions socio-économiques précaires (au moins 30% de femmes pauvres). Ce projet comptait plus de 20 000 bénéficiaires indirects.

Le projet FOPRODER a été axé sur cinq objectifs intermédiaires : i) le renforcement des capacités institutionnelles des réseaux de travailleurs de la pêche et des systèmes agroforestiers, ii) L'amélioration de la capacité technique des bénéficiaires ciblés, grâce à une formation technique certifiée par l'État haïtien, à travers l'Institut de Formation Professionnelle - du Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle - pour l'insertion sur le marché du travail ; avec une attention particulière aux spécificités de type genre, iii) Des travaux d'ingénierie managériale en faveur des coopératives qui interviennent dans différents secteurs d'activité, iv) Un appui à la promotion et au développement de systèmes d'orientation et d'insertion à l'employabilité verte et, v) La mise en place en Haïti, pour la première fois, d'un programme de formation selon l'approche VAE (Validation des acquis sur l'expérience).

En plus d'autres réalisations phares signalées, l'évaluation finale et indépendante de FOPRODER avait fait un ensemble de constats et recommandations. Ces derniers, focalisés sur les chaînes de valeur agricoles stratégiques intégrant des filières à forte potentialités économiques, visaient de faire un plaidoyer structurant dans la perspective de promouvoir et de développer un projet complémentaire successeur, dans une dynamique de consolidation, de réplication et d'extension des acquis ; aux fins de mieux orienter les impacts positifs sur des perspectives de résilience et de durabilité.

Outre d'autres réalisations importantes (voir le rapport en ligne), FOPRODER avait formé, à partir de l'approche par compétence (APC) : 588 jeunes en tant que techniciens agroforestiers (niveau AAP : Accompagnateur d'autonomie de la personne), 166 jeunes en techniques de pêche (niveau AAP), 16 enquêteurs en techniques de traçabilité des produits agricoles (Mangue et autres fruits) et à la gestion des transactions sur la mangue (Formation simplifiée), 76 greffeurs, 16 artisans en techniques de réhabilitation des pirogues de pêche (Formation simplifiée), 440 jeunes (180 en pêche et 260 en agroforesterie) certifiés en VAE ((au niveau AAP). Environ 22 coopératives agricoles ont été formées, certifiées et encadrées dans le cadre des programmes «*GERME*» et «*My Coop*», etc. A ce stade, il importe de poser une question fondamentale à cinq volets indissociables, à savoir :

- 1) D'où sont casés ces ressources humaines certifiées, formées dans le cadre de FOPRODER ?
- 2) Est-ce que les autorités gouvernementales compétentes font un suivi auprès de ces diplômés pour s'assurer qu'ils sont adéquatement valorisés, par rapports aux besoins que les services techniques des ministères sectoriels avaient exprimés et priorisés, au moment de la conception du projet FOPRODER ?
- 3) Quelle est l'utilité de cet investissement considérable, dans le contexte actuel ?
- 4) Comment PROFIT intègre ces compétences endogènes à travers le processus de renforcement des capacités locales dans le processus d'encadrement des filières agricoles porteuses ciblées ?
- 5) Que deviennent ces anciens diplômés, femmes et hommes, dans la vie ? Gagnent-ils dignement et adéquatement leurs vies ?

Le rapport de l'évaluation finale et indépendante de FOPRODER avait révélé que : « *Ce projet a été beaucoup plus avantageux pour les jeunes de 25 à 35 ans qui pouvaient capitaliser sur la formation et la certification dans leurs moyens de subsistance existants, que le groupe de jeunes de 18 à 25 ans, dont la majorité ne pouvait pas transformer leur formation en un moyen de subsistance. La satisfaction minimale exprimée à ce niveau concernait principalement les étudiants diplômés qui ont su développer des initiatives génératrices de revenus, basées sur des facteurs patrimoniaux et / ou de production hérités de leurs parents. Les bénéficiaires des certifications VAE, majoritairement des adultes ayant déjà exercé un emploi avant FOPRODER, avaient été également largement satisfaits* ». Ce même rapport a conclu : « **La formation des jeunes bénéficiaires a permis d'équiper les jeunes des quartiers vulnérables, candidats potentiels à l'exode rural et à l'émigration socio-économique, avec des connaissances pratiques, capables de les aider à investir**

dans des initiatives économiques durables. Cela leur permettra à terme de se libérer de toute dépendance économique, et d'éviter de tomber dans la débauche, les actes de banditisme et la délinquance juvénile très fréquents dans les grandes villes... ». En revanche, l'une des préoccupations majeures exprimées et largement discutée dans cette évaluation finale pourrait être résumée en la question suivante : **Dans un contexte d'incertitude socio-économique complexe et délicate, où la situation sociopolitique du pays se compliquait davantage, comment créer une dynamique socialement adaptable et financièrement soutenable, capable d'inciter les jeunes diplômés, les plus démunis (sans emplois et sans aucune capacité de développer des activités génératrices de revenus), à rester et réussir dignement leur vie dans leur région ?**

FOPRODER avait intervenu dans un contexte où l'alternative la plus privilégiée par les jeunes et/ou leurs familles est de vendre le minimum d'avoir productifs qu'ils disposent, en vue de faire disposer le minimum de ressources financières nécessaires pour faire émigrer des enfants en âge de travailler, soit en République Dominicaine, soit dans un pays de l'Amérique latine (Brésil, Chili, Argentine, etc.), au Mexique ou aux USA, à la recherche du mieux-être pour soutenir à distance (transfert d'argent) le reste de la famille en difficulté. A la fin du FOPRODER, cet enjeu a été identifié comme un des leviers majeurs et critiques de durabilité du projet. Parce que, d'une manière générale, ces jeunes haïtiens émigrés (qui ne connaissent pas à plus de 95% la langue et la culture du pays d'accueil), vont évoluer, là où ils se réfugient, dans des conditions socioéconomiques et environnementales parfois plus lamentables.

Parallèlement, les chefs d'exploitation agricoles des départements du Sud et de la Grande-Anse - impliqués dans la mise en place du FOPRODER, se plaignaient souvent que, leurs enfants, étant découragés par le manque de performances des systèmes d'exploitation agricoles locaux, dus notamment aux aléas agroclimatiques et aux pertes post-récoltes énormes, ne souhaitent presque plus continuer à mettre en valeur les terres héritées de la famille. Le taux de reprise des exploitations agricoles par les jeunes devenait de plus en plus faibles. Les banques et les systèmes de microcrédits classiques de la région n'investissent absolument pas dans l'agriculture, en cause des risques trop importants associés à ce secteur.

En raison de tout ce qui précède, le rapport d'évaluation indépendante finale du FOPRODER avait signalé deux grandes leçons apprises, à savoir :

- **Leçons apprises 1: Formation professionnelle des jeunes de 18 à 25 ans** | L'idée de fournir une formation technique aux jeunes en situation socio-économique vulnérable reste une initiative d'une importance capitale. Cependant, on estime que ce groupe éprouve des difficultés à développer une certaine autonomie pour s'intégrer sur le marché du travail. L'«attitude attentiste» est très élevée. La réalité socio-économique évoluant dans les départements géographiques du Sud et de la Grand'Anse, il est quasiment impossible d'aborder le développement économique des jeunes sous un angle strictement lié à la formation professionnelle. Toute initiative visant le développement durable des départements doit forcément développer une formule harmonieuse capable de concilier les attentes des jeunes en termes d'insertion professionnelle, d'accès au crédit, d'assurance investissement, d'un cadre juridique adapté, d'un environnement sûr et fiable, et d'infrastructures fournir des conditions susceptibles d'attirer des financements exogènes;
- **Leçons apprises 2: Associations et coopératives** | L'analyse de la situation sur le terrain montre un changement de comportement dans l'adoption des pratiques de gouvernance et de gestion développées dans les coopératives des associations agricoles et de pêche en général. Les changements de comportement sont notamment constatés dans les stratégies d'évaluation des besoins, dans la rationalité du processus de transformation des produits agricoles, dans la commercialisation des produits et dans le calcul des niveaux de performance qui se font de manière intégrée, par rapport aux situations antérieures au FOPRODER.

L'arrivée du projet PROFIT, avec un caractère un peu plus innovant, et dont la théorie du changement est très alignée à la vision du FOPRODER, constitue une porte de sortie pour plusieurs de ces anciens diplômés. La majeure partie de ces derniers sont devenus aujourd'hui chefs de ménages. Ils ont généralement une famille avec un (1) ou deux enfants. Dans le cadre de l'évaluation de mi-parcours du projet PROFIT, réalisée entre début janvier et fin février 2023, un peu plus d'une vingtaine d'entre eux (femmes et hommes) ont été répertoriés, au hasard, comme intervenants dans divers domaines d'intervention du PROFIT et s'engagent à divers niveaux. Par exemple, selon les témoignages et/ou des échanges sur place avec les personnes directement concernées :

- 1) L'opérationnalité du système de traçabilité de GEONOVA continue de mobiliser plusieurs d'entre eux comme facilitateur et/ou agents de terrain (opérateurs de collecte et de saisies de données géoréférencées) ;

- 2) Les prestataires de services du projet, certains partenaires d'exécution (KALEOS, CRS) ainsi que d'autres opérateurs de la région les valorisent, fort souvent, dans la promotion et/ou le développement des initiatives de renforcement des capacités techniques - à travers les chaînes de valeur agricoles ciblées ou dans d'autres cadres ;
- 3) L'organisation GAPL utilise leurs expertises, au besoin, dans les initiatives de transformation et de promotion du fruit à pain ;
- 4) KNFP intègrent plusieurs d'entre eux, selon leurs compétences et en fonction des besoins, pour activer et renforcer le système de suivi de proximité auprès des mutuelles de solidarité (58 MUSOs) et les cinq (5) structures faïtières apparentées ;
- 5) D'autres sont impliqués comme Fournisseurs de Services Agricoles (FOSAGs).

Cette forme d'insertion et d'intégration est possible, en partie, grâce à un plaidoyer développé par l'OIT et d'autres opérateurs de services qui ont été impliqués dans la mise en œuvre du FOPRODER.

Par ailleurs, en raison de l'aggravation sévère, exagérée et graduelle du climat d'insécurité publique un peu partout sur le territoire national, Haïti vit actuellement une situation de peur, de stress et d'anxiété exceptionnelle. Les socioprofessionnels seniors (ingénieurs, ...) sont les plus ciblés, risqués, menacés et victimes. Ils ne cessent de laisser le pays, contre leur gré, pour aller se réfugier dans les pays de l'Amérique du nord. Les opérateurs de développement et/ou de l'humanitaire, en général, ont énormément de difficultés pour recruter des professionnels certifiés, compétents et fiables. Ces techniciens intermédiaires, formés par le projet FOPRODER, et qui développent, en cause de leurs activités génératrices de revenus relativement durables, une attache et un ancrage viscéraux dans les départements du sud et de la Grande-Anse, voire dans les Nippes et le reste du pays, constituent alors, dans une certaine mesure, une alternative sûre aux pertes et aux manquements importants de ressources humaines dans les milieux ruraux du pays. Cet aspect nécessite un approfondissement pour mieux apprécier son importance. Il est conseillé que PROFIT, dans sa continuité, réfléchisse une étude de capitalisation sur la trajectoire sur cet aspect éminemment important liant PRODER et lui-même.

Somme toute, dans le cadre de l'évaluation de mi-parcours du PROFIT, des anciens diplômés en activité et qui gagnent apparemment dignement leurs vies ont été rencontrés et interviewés. Cependant, il serait intéressant et très instructif que PROFIT fournisse un effort additionnel, dans un cadre plus spécifique, pour dénicher les autres diplômés, afin de connaître leur statut, leur récit et/ou trajectoire de vie de manière très systématisée. Dans une prochaine phase, PROFIT pourrait, par exemple, développer une stratégie garantissant un modèle d'intégration formelle et systématique des anciens diplômés de FOPRODER. Les opérateurs approchés en ce sens apprécient bien leurs compétences.

Annexe VII | Liste partielle de bénéficiaires de PROFIT

No.	NOM	PRENOM	SEXE	CIN	AGE	TELEPHONE	ASSOCIATION	COMMUNE	SUPERFICIE CALCULEE	BENEFICIAIRE	LONGITUDE	LATITUDE
EA.01	DEGRON	Marie Carmene	F	1038300417	72	38666790	KOPERATIV CAPCPF	CHAMBELLAN	492	Non	-74,301408	18,552451
EA.02	JEAN PIERRE	Jeunnelise	F	1064388664	47	38873650	Autre	CHAMBELLAN	736	Non	-74,298211	18,550388
EA.03	PASSE	Vatil	M	1038430106	59	39434425	Autre	CHAMBELLAN	338	Non	-74,30617	18,55173
EA.04	BEAT	Gethro	M	1124022906	47	38978828	KOPERATIV KAKEGA	CHAMBELLAN	660	Non	-74,3033	18,55815
EA.05	MYTHIL	Prevnis	M	1038039729	45	47278533	Autre	CHAMBELLAN	416	Non	-74,310863	18,547236
EA.06	ACCLUCHE	Marquyss	M	1038261423	60	48026891	Autre	CHAMBELLAN	114	Non	-74,295233	18,554585
EA.07	DAPHNIS	Nesta Rolff	M	1038483941	37	31130183	Autre	CHAMBELLAN	302	Non	-74,29528	18,553193
EA.08	MICHEL	Amose	M	1147231805	42	46936190	Autre	CHAMBELLAN	454	Non	-74,295261	18,553708
EA.09	SEJOUR	Oveny	M	1186159630	80	36513151	Autre	CHAMBELLAN	86	Non	-74,305808	18,550011
EA.10	LUNDY	Guichelene	F	2072246246	37	32204493	Autre	CHAMBELLAN	538	Non	-74,304225	18,55146
EA.11	FRANCOIS	Sulfanor	M	1038473950	77	46822160	Autre	CHAMBELLAN	44	Non	-74,30526	18,550906
EA.12	DANIEL	Gelo	M	1038372003	70	44595240	Autre	CHAMBELLAN	206	Non	-74,305501	18,549988
EA.13	ROCHERUN	Terloune	F	1059465720	48	36417241	Autre	CHAMBELLAN	40	Non	-74,30591	18,550205
EA.14	ANTOINE	Genel	M	1038282472	62	49103776	Autre	CHAMBELLAN	2266	Non	-74,2903	18,552343
EA.15	FRANCIQUE	Olive	F	1366583046	45	48669773	Autre	CHAMBELLAN	596	Non	-74,288923	18,551295
EA.16	CHERILUS	Jakson	M	1038260453	46	34776758	Autre	CHAMBELLAN	838	Non	-74,30449	18,551528
EA.17	ANTOINE	Claire Marie	F	1098453124	57	39264041	Autre	CHAMBELLAN	364	Non	-74,306223	18,551188
EA.18	VICTOR	Bertinor	M	1072391067	42	34277967	Autre	CHAMBELLAN	114	Non	-74,306385	18,551635
EA.19	MICHEL	Gladis	F	1098457004	51	47750922	Autre	CHAMBELLAN	268	Non	-74,304253	18,551456
EA.20	EXAVIER	Marie Josie	F	1098615696	59	47620480	Autre	CHAMBELLAN	40	Non	-74,304028	18,554273
EA.21	JEAN	Jean Claude	M	1038297895	66	31435419	Autre	CHAMBELLAN	150	Non	-74,306228	18,550016
EA.22	MILIEN	Jesula	F	1038292560	69	48056106	Autre	CHAMBELLAN	80	Non	-74,305918	18,549645
EA.23	VIRGIL	Lanette	F	1072850653	61	37908320	Autre	CHAMBELLAN	1078	Non	-74,29123	18,552618
EA.24	SIMI	Solitese	F	1035277509	44	34892086	CAUD	CHAMBELLAN	528	Non	-74,302025	18,552471
EA.25	ALSINDOR	Dialine	F	151650108	49	47707036	Autre	CHAMBELLAN	484	Non	-74,301658	18,552408

EA.26	AUGUSTE	Gerard	M	1077587551	66	46480525	Autre	CHAMBELLAN	806	Non	-74,292271	18,552166
EA.27	CHARLES	Gener	M	1038281987	31	34776564	Autre	CHAMBELLAN	642	Non	-74,29255	18,55203
EA.28	JULIEN	Tancrede	M	1098605026	47	38616856	Autre	CHAMBELLAN	202	Non	-74,299516	18,550623
EA.29	JOYEUSE	Francisque	F		69	37932972	Autre	CHAMBELLAN	90	Non	-74,299791	18,55184
EA.30	BASELAIS	Emy	M	1293191585	47	36826092	Autre	CHAMBELLAN	1773	Non	-74,292803	18,543973
EA.31	ALPHONSE	Panel	M	1066369598	47	46547475	Autre	BELLADÈRE	1474	Non	-74,29361	18,543416
EA.32	LARRIER	Marie Fernande	F	1038271608	79	48228802	Autre	CHAMBELLAN	1852	Non	-74,292541	18,5426
EA.33	JOSEP	Louisinord	M	1038245612	83	38123290	Autre	CHAMBELLAN	448	Non	-74,295703	18,544088
EA.34	BELLEVUE	Acilor	M	1183091735	52	34624554	Autre	CHAMBELLAN	582	Non	-74,295788	18,544535
EA.35	GUILLAUME	Mie Guerdy	F	1176814477	67	36397880	Autre	CHAMBELLAN	228	Non	-74,296136	18,544576
EA.36	SIMON	Rosenique	F	2138304313	67	36244330	Autre	CHAMBELLAN	758	Non	-74,296773	18,544485
EA.37	ELIE	Midrene	F	2036769854	32	32811941	Autre	CHAMBELLAN	966	Non	-74,299001	18,544678
EA.38	LAUREUS	Guerdeline	F	1035273920	47	35380771	Autre	CHAMBELLAN	668	Non	-74,299818	18,544838
EA.39	NORMIL	Micianelle	F	1035274696	29	47223264	Autre	CHAMBELLAN	810	Non	-74,300346	18,545
EA.40	CASIMIR	Extelise	F	1,20745E+11	53	36926225	Autre	CHAMBELLAN	368	Non	-74,3007	18,545085
EA.41	CEZAR	Anne	F	1282567663	64	41936238	Autre	CHAMBELLAN	676	Non	-74,299055	18,546036
EA.42	JOSEPH	Lanise	F	1304208360	37	44773949	Autre	CHAMBELLAN	690	Non	-74,309546	18,552566
EA.43	CIVIL	Miliana	F	1035162079	27	34770063	Autre	CHAMBELLAN	454	Non	-74,309448	18,553193
EA.44	FRENEL	Rosela	F	1062183951	33	37359660	Autre	CHAMBELLAN	1084	Non	-74,309053	18,553438
EA.45	FLORVIL	Melita	F	1038271220	67	46364020	Autre	CHAMBELLAN	708	Non	-74,303418	18,553578
EA.46	OMISCAR	Reznard	F	1070656513	36	34204333	Autre	CHAMBELLAN	1730	Non	-74,29097	18,552283
EA.47	SAINT LOUIS	Alcinise	F	1359317940	38	49377891	Mandou	CHAMBELLAN	1016	Non	-74,290766	18,552291
EA.48	SAINT LOUIS	Saint Louinord	M	1326359474	57	47567102	Autre	CHAMBELLAN	772	Non	-74,28864	18,549903
EA.49	OMISCA	Kenson	M	1080584851	34	35908352	KOPERATIV CAPCPF	CHAMBELLAN	0	Non	-74,289045	18,551021
EA.50	MONISE	Daniel	F		33	34730088	Autre	CHAMBELLAN	1580	Non	-74,299875	18,546761
EA.51	MERISMA	Dieulais	M	1,02992E+15	33	34987470	OTAC	CHAMBELLAN	1936	Non	-74,317153	18,551216
EA.52	PAUL	Jean Osner	M	1154189227	76	38154257	OTAC	CHAMBELLAN	3830	Non	-74,317081	18,555495
EA.53	PIERRE	Benira	M	1321104596	69	37119772	OTAC	CHAMBELLAN	2822	Non	-74,317951	18,557353
EA.54	JOSEPH	Jaen Walenes	M	8,05992E+15	80	38248570	OTAC	CHAMBELLAN	3788	Non	-74,31684	18,554478
EA.55	DORESTANT	Beneau	M	1174444185	37	49285403	OTAC	CHAMBELLAN	4734	Non	-74,317615	18,555101

EA.56	PIERRE	Marie Delourde	F	1064290985	70	34078415	OTAC	CHAMBELLAN	972	Non	-74,317833	18,5546
EA.57	LIZAIRE	Joanna	F	1259341592	23	31451090	OTAC	CHAMBELLAN	2512	Non	-74,317838	18,554368
EA.58	BELFORT	Sainte Anne	F	1282571540	67	49247304	OTAC	CHAMBELLAN	1112	Non	-74,317556	18,554193
EA.59	SANON	Marie Carolde	F	1339976043	42	34631856	OTAC	CHAMBELLAN	1076	Non	-74,318865	18,55399
EA.60	LITANE	Cave	F	1038257931	72	39323502	OTAC	CHAMBELLAN		Non	-74,307683	18,552911
EA.61	JANVIER	Elita	F	1038257640	43	31925039	OTAC	CHAMBELLAN	0	Non	-74,307683	18,552911
EA.62	CHARLES	Dulra	M	1207202346	72	44741300	OTAC	CHAMBELLAN	0	Non	-74,307683	18,552911
EA.63	ANDERSON	Paraitre	M	1164667652	28	31047643	OTAC	CHAMBELLAN	0	Non	-74,307683	18,552911
EA.64	MARCELUS	Maurice	F	1426623621	38	48213227	OTAC	CHAMBELLAN	0	Non	-74,307683	18,552911
EA.65	JOSEPH	Silianise	F	1038241635	82	36258999	OTAC	CHAMBELLAN	5328	Non	-74,307848	18,552633
EA.66	IDORLMA	Carole	F	1038287031	54	44069556	OTAC	CHAMBELLAN	5310	Non	-74,310201	18,552871
EA.67	ROSALIE	Senesus	F	1038255894	71	38615482	OTAC	CHAMBELLAN	1386	Non	-74,303465	18,55341
EA.68	LOUVERTURE	Vincent	M	1035162855	28	46727788	OTAC	CHAMBELLAN	1100	Non	-74,304333	18,553776
EA.69	RAYMOND	Joseph	M	1019397736	29	36434881	OTAC	CHAMBELLAN	2550	Non	-74,305528	18,55457
EA.70	SMITH	Selestin	M	1199721803	44	31925039	OTAC	CHAMBELLAN	2036	Non	-74,305251	18,554533
EA.71	MARCELUS	Maurice	M	1426623621	38	36434881	OTAC	CHAMBELLAN	3622	Non	-74,306651	18,55349
EA.72	VALSAINT	Leny	M	8,05992E+15	75	32314140	OTAC	CHAMBELLAN	4716	Non	-74,310356	18,5528
EA.73	JEAN GILLES	Frisnel	M	8,05992E+15	34	48358362	OTAC	CHAMBELLAN	1794	Non	-74,34954	18,507566
EA.74	VERRIER	Annite	F	8,05992E+15	69	48358362	OTAC	CHAMBELLAN	1414	Non	-74,34954	18,507105
EA.75	SAINT LOUIS	Sabesse	M	1176811664	83	48358362	OTAC	CHAMBELLAN	2390	Non	-74,349566	18,507221
EA.76	PAULEMONT	Remy	M	1207446107	52	39945267	OTAC	CHAMBELLAN	3046	Non	-74,348156	18,50664
EA.77	CHANA	Baselais	F	1176811858	30	36959428	OTAC	CHAMBELLAN	1460	Non	-74,345535	18,508008
EA.78	GERMAIN	Cenise	M	8,05992E+15	46	46785948	OTAC	CHAMBELLAN	634	Non	-74,344451	18,506663
EA.79	ULISSE	Diriferne	M	1064970761	55	38905494	OTAC	CHAMBELLAN	1030	Non	-74,34389	18,50698
EA.80	BENES	Verrier	M	1176815253	39	38668012	OTAC	CHAMBELLAN	1760	Non	-74,345146	18,508073
EA.81	WAGLER	Michel	M	1176816708	38	36238438	OTAC	CHAMBELLAN	1804	Non	-74,34434	18,507298
EA.82	WILNOR	Tanis	M	1207199630	26	38905494	OTAC	CHAMBELLAN	1462	Non	-74,343456	18,506921
EA.83	DERONE	Loinise	F	1482043407	31	39945267	OTAC	CHAMBELLAN	1660	Non	-74,34392	18,507021
EA.84	PAULEMOND	Richarles Gens	M	8,05961E+12	27	39945267	OTAC	CHAMBELLAN	2080	Non	-74,344026	18,506993
EA.85	JAENEL	Firestal	M	1073676511	39	44771290	OTAC	CHAMBELLAN	1758	Non	-74,344211	18,5068

EA.86	SONIA	Pepe	F	1176816902	23	36487648	OTAC	CHAMBELLAN	1346	Non	-74,344141	18,506246
EA.87	VERRIER	Mania	F	1160044147	31	47637158	OTAC	CHAMBELLAN	1566	Non	-74,344215	18,506603
EA.88	PAULEMOND	Claudia	F	8,05992E+15	30	46785948	OTAC	CHAMBELLAN	284	Non	-74,344238	18,506633
EA.89	LAGUERRE	Clérose	F	8,05992E+15	88	38449454	OTAC	CHAMBELLAN	1098	Non	-74,344186	18,506366
EA.90	VERRIER	Gayetan	M	8,05992E+15	37	46785948	OTAC	CHAMBELLAN	1244	Non	-74,34414	18,506571
EA.91	VERRIER	Joas	M	8,05992E+15	56	39922568	OTAC	CHAMBELLAN	2892	Non	-74,344756	18,507483
EA.92	JEAN	Breçoi	M	8,05992E+15	69	31853284	OTAC	CHAMBELLAN	2176	Non	-74,347965	18,508093
EA.93	BENITHA	Diesidor	F	1176810888	64	39435101	OTAC	CHAMBELLAN	1226	Non	-74,346246	18,508628
EA.94	CHARLES	Venita	F	1151747737	49	39431501	OTAC	CHAMBELLAN	3730	Non	-74,346125	18,508506
EA.95	THOMASSAINT	Loisil	M	1369357731	44	48581485	OTAC	CHAMBELLAN	188	Non	-74,315308	18,550846
EA.96	DJORKAEFF	Derosier	M	1098468838	25	47343771	OTAC	CHAMBELLAN	3160	Non	-74,330798	18,531158
EA.97	ULYSSE	Rosemine	F	8,05992E+15	41	46762134	OTAC	CHAMBELLAN	1328	Non	-74,330673	18,531128
EA.98	VINCENT	Ylna	F	1061419979	71	48054857	OTAC	CHAMBELLAN	1326	Non	-74,331275	18,522931
EA.99	NICLAS	Wilna	F	8,05992E+15	40	48054857	OTAC	CHAMBELLAN	1736	Non	-74,331226	18,523298
EA.100	LEON	Ronald	M	8,05992E+15	85	36434881	OTAC	CHAMBELLAN	2470	Non	-74,331771	18,526783
EA.101	VOLCY	Eranise	F	1069574381	73	42301816	OTAC	CHAMBELLAN	1954	Non	-74,331673	18,526761
EA.102	LEON	Marie Lenna	F	1061414062	54	42304016	OTAC	CHAMBELLAN	2780	Non	-74,331663	18,526683
EA.103	AUGUSTE	Ilienne	F	1163137962	57	49301498	OTAC	CHAMBELLAN	2524	Non	-74,331601	18,528241
EA.104	MAGLOIRE	Ylna	F	1038284703	53	48320825	OTAC	CHAMBELLAN	2230	Non	-74,331436	18,5291
EA.105	DEROSIER	Sandrine	F	8,05992E+15	29	44623278	OTAC	CHAMBELLAN	1404	Non	-74,328766	18,531823
EA.106	FANORD	Benjamin	M	1207204282	38	34561814	OTAC	CHAMBELLAN	1430	Non	-74,329326	18,531706
EA.107	JOSEPH	Roberson	M	1359198630	36	44784861	OTAC	CHAMBELLAN	766	Non	-74,31942	18,545408
EA.108	LOUIS	Lenes	M	26823265	33	47476150	OTAC	CHAMBELLAN	1474	Non	-74,31942	18,545408
EA.109	SAINTIARD	Stanley	M	00484k22517	34	48171411	OTAC	CHAMBELLAN	1064	Non	-74,319411	18,545505
EA.110	CLOTAIRE	Benjamin	M	1051064841	55	31848564	OTAC	CHAMBELLAN	5784	Non	-74,326691	18,533796
EA.111	JULIEN	Holken	M	1038313415	29	47514929	OTAC	CHAMBELLAN	3590	Non	-74,326808	18,547853
EA.112	CHARLES	Jean	M	1035271980	57	48786445	OTAC	CHAMBELLAN	4718	Non	-74,326973	18,547868
EA.113	ROSEMITHA	Volcy	F	1170111777	47	36491185	OTAC	CHAMBELLAN	2934	Non	-74,331081	18,544166
EA.114	THEOLIEN	Athelien	F	8,05992E+15	71	49499594	OTAC	CHAMBELLAN	4340	Non	-74,330303	18,545701
EA.115	PAUL	Randel	M	1406647441	33	46796337	OTAC	CHAMBELLAN	9226	Non	-74,329601	18,543686

EA.116	CHEVALIER	Laurence	F	1359269246	60	34421157	OTAC	CHAMBELLAN	2450	Non	-74,3272	18,545453
EA.117	EVEMANE	Dorfeuill	F	1051051940	36	34138589	OTAC	CHAMBELLAN	12056	Non	-74,328513	18,544311
EA.118	FRANÇOIS	Flonise	F	1181951112	43	31198029	OTAC	CHAMBELLAN	1444	Non	-74,328271	18,543501
EA.119	LONET	Litane	F	1359267694	71	36761394	OTAC	CHAMBELLAN	3206	Non	-74,327313	18,543345
EA.120	LOUCIENNE	Dolcé	F	1172963577	41	47389532	OTAC	CHAMBELLAN	416	Non	-74,32681	18,544385
EA.121	CHARLES	Chela	F	1155688653	27	34694299	OTAC	CHAMBELLAN	2168	Non	-74,32588	18,543615
EA.122	CLERVIL	La Fleur	M	1359270119	52	47794169	OTAC	CHAMBELLAN	8462	Non	-74,323478	18,543695
EA.123	JEAN CHARLES	Roulid	M	1359273126	69	38676378	OTAC	CHAMBELLAN	744	Non	-74,323496	18,543686
EA.124	BENJAMIN	Marie Gladice	F	1038281017	53	46974708	OTAC	CHAMBELLAN	2092	Non	-74,323368	18,54258
EA.125	BENJAMIN	Macken	F	1359272835	29	49159496	OTAC	CHAMBELLAN	2038	Non	-74,323866	18,542716
EA.126	LUMA	Micheline	F	1359265075	42	46874294	OTAC	CHAMBELLAN	1562	Non	-74,324591	18,541371
EA.127	FANORD	LilA-MariE-Sila	F	1359278946	82	48949855	OTAC	CHAMBELLAN	882	Non	-74,324518	18,541185
EA.128	LESTIN	Fagnie	F	1098466510	57	48949855	OTAC	CHAMBELLAN	9034	Non	-74,325141	18,544726
EA.129	LOUIS JEAN	Cenea	F	8,05992E+15	80	47322638	OTAC	CHAMBELLAN	6256	Non	-74,325493	18,54495
EA.130	MAGLOIRE	Erese	F	1038261326	60	37624538	OTAC	CHAMBELLAN	3334	Non	-74,326366	18,546603
EA.131	MANESE	Telisma	F	1124035904	61	49431746	OTAC	CHAMBELLAN	5932	Non	-74,323536	18,533455
EA.132	CHARLES	Vanise	F	8,05992E+15	45	38093073	OTAC	CHAMBELLAN	5120	Non	-74,327685	18,530221
EA.133	BENJAMIN	Saintinor	M	8,05421E+12	81	46567545	OTAC	CHAMBELLAN	1995	Non	-74,312004	18,552946
EA.134	GUSMERA	Marie Madelaine	F	O8059919530400007	70	37112710	OTAC	CHAMBELLAN	6326	Non	-74,32637	18,529396
EA.135	GUSMERA	Mitha	F	1038313318	50	37112710	OTAC	CHAMBELLAN	1498	Non	-74,32651	18,529436
EA.136	LONET	Maxary	M	1377214537	26	44910226	OTAC	CHAMBELLAN	2218	Non	-74,32654	18,529643
EA.137	VOLCY	Kichide	F	8,05992E+15	35	34683968	OTAC	CHAMBELLAN	2708	Non	-74,32487	18,53571
EA.138	JULES	BieN-Aime	M	1098476889	87	36991524	OTAC	CHAMBELLAN	18792	Non	-74,324276	18,535648
EA.139	FORESTAL	Randel	M	8,05992E+15	66	44626566	OTAC	CHAMBELLAN	8696	Non	-74,321468	18,540793
EA.140	DORILAS	Vathyl	M	1038270056	60	46363549	OTAC	CHAMBELLAN	5274	Non	-74,32084	18,541265
EA.141	DORTELUS	Bridson	M	1359269925	21	47717283	OTAC	CHAMBELLAN	2238	Non	-74,318426	18,542735
EA.142	SAINT LOUIS	Wilbert	M	1371968098	39	31012392	OTAC	CHAMBELLAN	4766	Non	-74,32168	18,543046
EA.143	MICHEL	Andieulo	M	1343896977	24	47718943	OTAC	CHAMBELLAN	2406	Non	-74,302931	18,545471
EA.144	PIERRE	Nickel	M	1077688819	44	36471206	OTAC	CHAMBELLAN	5784	Non	-74,302008	18,545261

EA.145	FORESTAL	Clanise	F	1059476390	38	36471206	OTAC	CHAMBELLAN	2052	Non	-74,30412	18,546296
EA.146	NORESTANT	Lenise	F	1061425217	32	44187445	OTAC	CHAMBELLAN	1190	Non	-74,30385	18,54602
EA.147	PIERRE	Frisnel	M	1304210203	51	36782176	OTAC	CHAMBELLAN	5702	Non	-74,302723	18,545545
EA.148	LAPAIX	Damus	M	1077932483	63	34639365	OTAC	CHAMBELLAN	15461	Non	-74,301528	18,54793
EA.149	GUERRIEUR	Lussnte	F	1154047219	55	48873656	OTAC	CHAMBELLAN	8902	Non	-74,302066	18,548003
EA.150	PIERRE	Marie Petulle	F	8,05992E+15	43	48747057	OTAC	CHAMBELLAN	6730	Non	-74,302536	18,547998
EA.151	PIERRE	Cequila	F	1224495312	63	38462858	OTAC	CHAMBELLAN	28904	Non	-74,303765	18,54812
EA.152	NORESTANT	Odrigue	M	1304207390	72	36230052	OTAC	CHAMBELLAN	2000	Non	-74,304743	18,548903
EA.153	CALAS	Cloسل	M	1304206129	52	49295840	OTAC	CHAMBELLAN	1642	Non	-74,30407	18,549771
EA.154	NAZAIRE	Dieu Seul	F	1413603990	73	34641853	OTAC	CHAMBELLAN	1524	Non	-74,304268	18,549303
EA.155	YVOSE	Elize	F	1176814186	69	34806199	OTAC	CHAMBELLAN	4138	Non	-74,305528	18,548686
EA.156	ANDRIS	Marie Claudette	F	1304218254	57	31610326	OTAC	CHAMBELLAN		Non	-74,305621	18,548663
EA.157	ELSOMY	Pierre	M	1335376303	61	38871520	OTAC	CHAMBELLAN	3906	Non	-74,311391	18,546215
EA.158	JOSEPH	Dano	M	1359197563	29	31278913	OTAC	CHAMBELLAN	6616	Non	-74,31332	18,548336
EA.159	CLOTUDE	Elysse	F	1038323891	71	48655884	OTAC	CHAMBELLAN	2544	Non	-74,301078	18,548223
EA.160	SAINTILAIRE	Wadglet	M	1038326898	27	47786488	OTAC	CHAMBELLAN	12378	Non	-74,301886	18,548086
EA.161	IZAEL	Dieunese	F	1292608518	29	48747057	OTAC	CHAMBELLAN	3868	Non	-74,302738	18,545056
EA.162	VENET	Norestant	M	1321099455	70	48083577	OTAC	CHAMBELLAN	1316	Non	-74,303926	18,547343
EA.163	AUDEL	Norestant	M	1304212919	39	48453898	OTAC	CHAMBELLAN	11422	Non	-74,305015	18,54915
EA.164	CATHERINE	Odeus	F	1378353996	73	46936134	OTAC	CHAMBELLAN	930	Non	-74,306518	18,548608
EA.165	CARINE	Julien	F	1059476584	32	46936134	OTAC	CHAMBELLAN	1556	Non	-74,306831	18,548545
EA.166	RENISE	Clervil	F	1304066711	69	31718307	OTAC	CHAMBELLAN	2336	Non	-74,307156	18,548598
EA.167	OLGA	Chevalier	F	1153059274	61	31610326	OTAC	CHAMBELLAN	3394	Non	-74,307621	18,548118
EA.168	LAGUERRE	Daniel	M	1304217284	28	39919256	OTAC	CHAMBELLAN	4920	Non	-74,310431	18,545625
EA.169	ALEXIS	Frisdlais	M	08059919960800003	27	36823915	OTAC	CHAMBELLAN	5712	Non	-74,315878	18,548746
EA.170	YDOLMA	Kesnel	M	1482047481	53	47484137	OTAC	CHAMBELLAN	13346	Non	-74,316731	18,543678
EA.171	JOSEPH	Danobus	M	1359197563	29	44785260	OTAC	CHAMBELLAN	16518	Non	-74,315133	18,55206
EA.172	CILUS	Cedemier	M	1065344114	64	31853284	OTAC	CHAMBELLAN	1938	Non	-74,316775	18,547058
EA.173	EUSTACHE	Fenele	M	1038271996	71	48603683	OTAC	CHAMBELLAN	5434	Non	-74,295371	18,548298

EA.174	EUSTACHE	Magline	F	1323928848	30	32199199	OTAC	CHAMBELLAN	0	Non	-74,29496	18,547711
EA.175	DIUEMENE	Calixte	F	1061415129	4	44784903	OTAC	CHAMBELLAN	0	Non	-74,297025	18,545441
EA.176	JEAN VIGNER	Sainjuste	M	1293190615	51	34872211	OTAC	CHAMBELLAN	2102	Non	-74,293753	18,543651
EA.177	MILIEN	Styverson	M	1259333595	73	49354434	Autre	CHAMBELLAN	30270	Non	-74,316404	18,550434
EA.178	JOSEPH	Kitia	F	1023567610	45	38749685	Autre	CHAMBELLAN	35718	Non	-74,315204	18,55152
EA.179	PIERRE	Patrick	M	1023456712	33	36251902	OTAC	CHAMBELLAN	26842	Non	-74,316404	18,550434
EA.180	JEAN BAPTISTE	Boni	M	124356472	41	37073974	Autre	CHAMBELLAN	360	Non	-74,315145	18,551408
EA.181	JEAN	Andre	M	1038480208	41	37073974	Autre	CHAMBELLAN	0	Non	-74,31513	18,551492
EA.182	YEL	Assd	M	003-924-593-3	38	37073974	Autre	CHAMBELLAN		Non	-74,421973	18,559856
EA.183	JEAN NOËL	Ones	M	1233760461	68	36097503	Autre	LES IROIS	2258	Non	-74,444761	18,41108
EA.184	PIERRE LOUIS	Roselie	F	1135631672	46	44355549	Autre	LES IROIS	598	Non	-74,439661	18,406531
EA.185	JOSEPH	Accinto	M	1424741239	69	44028959	Autre	LES IROIS	0	Non	-74,443573	18,409925
EA.186	CHARLES	Phelicita	F	08-08-99-1956-07-00024	67	44773248	Autre	LES IROIS	3118	Non	-74,429583	18,411536
EA.187	AUGUSTE	Ammanuel	M	1349762179	31	44378084	SICARD	ANSE DHAINAULT	8458	Non	-74,365768	18,484916
EA.188	DOLCE	Lisma	M	1424215014	57	46873574	SICARD	ANSE DHAINAULT	7174	Non	-74,365296	18,485196
EA.189	CHERY	Dieulita	F	1506062838	31	46095094	SICARD	ANSE DHAINAULT	5790	Non	-74,371228	18,478868
EA.190	VITAL	Livienne	F	1356482436	77	46095094	SICARD	ANSE DHAINAULT	5488	Non	-74,37151	18,478926
EA.191	MICHEL	Emmania	F	1262878406	42	48704096	SICARD	ANSE DHAINAULT	6134	Non	-74,375966	18,480911
EA.192	PIERRE	Benice	M	1262894217	66	44008271	SICARD	ANSE DHAINAULT	11688	Non	-74,376753	18,482368
EA.193	VITAL	Eve Marie	F	1156726844	55	34881979	SICARD	ANSE DHAINAULT	7026	Non	-74,370376	18,478401
EA.194	SAINTERME	Resida	F	1262851440	51	48849710	SICARD	ANSE DHAINAULT	1926	Non	-74,377381	18,488186
EA.195	EMILE	Lusson	M	1262807330	70	47086530	SICARD	ANSE DHAINAULT	2410	Non	-74,373498	18,488915
EA.196	MACENA	Kettelene	F	1156731985	46	48176073	SICARD	ANSE DHAINAULT	5426	Non	-74,37351	18,488931
EA.197	BERALUS	Arnold	M	1135160640	69	49281822	KOPERATIV CAPCPAH	ANSE DHAINAULT	34892	Non	-74,400211	18,492648
EA.198	MAITRE	Celet	M	1321044941	61	46761799	SICARD	ANSE DHAINAULT	1228	Non	-74,362381	18,475091
EA.199	VITAL	Francelene	F	1077992235	52	44063672	SICARD	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,365365	18,48434

No.	NOM	PRENOM	SEXE	CIN	AGE	TELEPHONE	ASSOCIATION	COMMUNE	SUPERFICIE CALCULEE	BENEFICIAIRE	LONGITUDE	LATITUDE
EA.200	BERICE	Geslene	F	1086536771	35	48973562	SICARD	ANSE DHAINAULT	5762	Non	-74,36774	18,486175
EA.201	LOUIS	Dulus	M	1349770133	62	36746864	SICARD	ANSE DHAINAULT	7014	Non	-74,370265	18,488753
EA.202	DOLCE	Felicien	M	1257656605	65	31856534	SICARD	ANSE DHAINAULT	8828	Non	-74,365293	18,484188
EA.203	DOLCE	James	M	1387411177	26	48849710	SICARD	ANSE DHAINAULT	1198	Non	-74,36495	18,484391
EA.204	JEAN	Jasner	M	1045507905	60	39335402	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	558	Non	-74,451026	18,484953
EA.205	SEMERZIER	Rolguens	M	1092999008	37	34160438	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	400	Non	-74,453345	18,487865
EA.206	CEMERVIL	Dieuveut	M	1297123189	54	46714987	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	566	Non	-74,453436	18,48792
EA.207	ST.JEAN	Marie Thérèse	F	1144633563	53	34810515	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	1000	Non	-74,450668	18,47544
EA.208	PIQUANT	Jimmy Cartar	M	1393803671	33	47297584	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	398	Non	-74,434513	18,46376
EA.209	SAINT-CYR	Bertrand	M	1257738764	71	34878704	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	988	Non	-74,434498	18,463653
EA.210	LOUISIAN	Wanise	F	1441878714	44	48870245	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	290	Non	-74,44939	18,470953
EA.211	CADET	Marie Yolette	F	13114597157	40	46140811	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	478	Non	-74,460698	18,444971
EA.212	LIMA	Roselène	F	1253344567	49	46377011	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	430	Non	-74,434471	18,463685
EA.213	VIAUX	Revoi	M	08-06-99-1952-12-00011	71	34922159	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	320	Non	-74,434568	18,463793
EA.214	SEMERVIL	Stevenson	M	1057471109	27	36880194	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	614	Non	-74,434573	18,463671
EA.215	CADET	Sainte Rose	F	1257620230	33	34669016	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	850	Non	-74,434465	18,463673
EA.216	GUERRIER	Nassuze	F	1297147051	37	46519112	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	538	Non	-74,434448	18,463666
EA.217	OCTA	Mercilia	F	1340737202	36	38519626	Autre	LES IROIS	2028	Non	-74,44248	18,408285
EA.218	ALMEUS	Nobert	M	1249541585	68	36483841	Autre	LES IROIS	0	Non	-74,443785	18,409973
EA.219	MOÏSE	Fortune	F	1340726823	56	34401532	Autre	ABRICOT	1250	Non	-74,441021	18,419884
EA.220	MARDY	Andreya	F	1260142327	63	34771871	Autre	LES IROIS	0	Non	-74,443615	18,410136
EA.221	PIERRE LOUIS	Niclas	M	1066212943	69	47514394	Autre	LES IROIS	1584	Non	-74,443615	18,410108
EA.222	JEAN-NOËL	Edmone	F	1250372584	48	49367623	Autre	LES IROIS	1706	Non	-74,443663	18,41011
EA.223	FELIX	Enice	M	1340733904	27	48975582	Autre	LES IROIS	2278	Non	-74,443661	18,410135
EA.224	FELIX	Evens	M	1249554680	45	34401532	Autre	LES IROIS	1736	Non	-74,443593	18,41013
EA.225	FORTUNE	Jilia	F	2297147342	67	47564520	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	596	Non	-74,426413	18,462408

EA.226	EPHESIÈRE	Misere	M	1274560795	36	36255799	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	2052	Non	-74,426541	18,462251
EA.227	ST CYR	Dieunes	M	1145506660	23	37819495	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	474	Non	-74,453478	18,48694
EA.228	PRECILIE	Makenzy	M	1076880033	31	48335226	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	1658	Non	-74,45352	18,487863
EA.229	LOUIS CHARLES	Tinna	F	1297135314	29	44283397	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	1046	Non	-74,436405	18,463881
EA.230	SANNOÏS	Lesoy	M	1045512658	57	34039758	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	1460	Non	-74,434215	18,463605
EA.231	SANOÏSME	Evert	M	1297157915	45	34039758	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	1518	Non	-74,434288	18,463608
EA.232	VENERIN	George	M	1221448736	52	38216697	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	1828	Non	-74,434253	18,46353
EA.233	NEOLIEN	Enaise	F	1257688712	43	48538752	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	1534	Non	-74,434208	18,463526
EA.234	JEAN	Nesly	M	1156725486	29	44272034	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	1584	Non	-74,434281	18,46357
EA.235	AMASAN	Renel	M	1257690070	52	39116073	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	770	Non	-74,434236	18,463473
EA.236	MESGUERRE	Bernard	M	1135170922	46	38062350	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	1126	Non	-74,434261	18,463603
EA.237	VENERIN	Avener	M	1257703650	43	31553234	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	642	Non	-74,434321	18,463645
EA.238	LOUIS	Locita	F	1257713738	50	31480809	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	432	Non	-74,434243	18,463501
EA.239	DORLUS	Gladice	F	1048954024	59	39389275	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	490	Non	-74,434246	18,463528
EA.240	LOUIS	Gertha	F	08-06-99-1961-04- 00022	61	36791679	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	858	Non	-74,434258	18,46358
EA.241	LOUIS	Gislène	F	1257711022	56	31381217	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	1072	Non	-74,434305	18,463608
EA.242	BENJAMIN	Beniel	M	08-06-99-1986-12- 00036	37	37280599	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	984	Non	-74,426385	18,462498
EA.243	LESCIER	Picard	M	1297121637	61	46618037	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	1208	Non	-74,426385	18,462498
EA.244	OSIAS	Natacha	F	1059739842	35	48360020	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	492	Non	-74,426385	18,462498
EA.245	PHILIPPE	Sofrande	F	1048497736	40	36441705	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	429	Non	-74,426385	18,462498
EA.246	MOSME	Melina	F	1059739541	69	46370017	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	1530	Non	-74,426385	18,462498
EA.247	LOUIS CHARLES	Marilia	F	1297139388	59	39166316	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	1228	Non	-74,426385	18,462498
EA.248	DORCENA	Lina	F	1257746223	69	46370017	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	1168	Non	-74,426385	18,462498
EA.249	DENIS	Admarie	F	1257747106	65	46714987	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	712	Non	-74,426453	18,462411
EA.250	BIENVIL	Jean Bonny	M	08-06-99-1979-01- 00021	44	34644894	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	462	Non	-74,426331	18,462511

EA.251	ALEXANDRE	Lagela	F	08-06-99-1961-01-00018	62	31082104	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	143	Non	-74,426475	18,462418
EA.252	TERCIEUX	Joseph Enel	H	10833915831	61	34116463	OTAC	PORT-SALUT	394	Non	-73,905527	18,130852
EA.253	LORENA	Prefanie	F	08-08-99-1959-06-00045	64	47510482	Autre	LES IROIS	1938	Non	-74,429905	18,41158
EA.254	EXAMA	Wiliana	F	1275900559	27	31595038	Autre	LES IROIS	9294	Non	-74,430745	18,412771
EA.255	LAPORTE	Renal	M	08-08-99-1949-01-18-00034	74	47202451	Autre	LES IROIS	3387	Non	-74,431433	18,412336
EA.256	JOSEPH	Yolane	M	1281513561	37	47202454	Autre	LES IROIS	1064	Non	-74,432833	18,412438
EA.257	ARATUS	Ferdinand	M	1340724010	85	47735144	Autre	LES IROIS	884	Non	-74,44383	18,409955
EA.258	CHARLES	Theonide	F	1152171724	43	47772586	Autre	LES IROIS	0	Non	-74,443845	18,41002
EA.259	LAUORE	Ognold	M	1257687839	66	31289410	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	10038	Non	-74,400215	18,490988
EA.260	LAUORE	Cleane	F	1076587578	69	31093363	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2380	Non	-74,40016	18,490846
EA.261	LAPORTE	Estima	F	1205763933	31	47202454	Autre	LES IROIS	606	Non	-74,429283	18,411388
EA.262	FELIX	Benel	M	1390419729	33	38849065	Autre	LES IROIS	1018	Non	-74,42698	18,411203
EA.263	POINT DU JOUR	Stevenson	M	4712550905	31	46065694	Autre	LES IROIS	7094	Non	-74,438325	18,41078
EA.264	PIERRE-LOUIS	Renand	M	1123132834	46	44348083	Autre	LES IROIS	642	Non	-74,441388	18,418832
EA.265	LIFAITE	St Louis	M	1202937256	49	38964791	Autre	LES IROIS	6966	Non	-74,446883	18,410274
EA.266	NOEL	Mita	F	08-08-99-1981-10-00025	42	47202454	Autre	LES IROIS	3610	Non	-74,447983	18,405676
EA.267	YLIOT	Bazelais	M	08-08-99-1952-03-13-00013	71	36216664	Autre	LES IROIS	5966	Non	-74,441388	18,418832
EA.268	JEANTY	JeaN-Riko	M	1249552158	41	34925578	Autre	LES IROIS	6850	Non	-74,438916	18,411491
EA.269	ROBLIN	Jean Gary	M	1249561664	41	49367623	Autre	LES IROIS	3570	Non	-74,447616	18,398793
EA.270	ARATUS	Lamothe	M	1066205765	46	48206895	Autre	LES IROIS	2158	Non	-74,44394	18,409905
EA.271	ARATUS ANDRÉ	Florence	F	1340732837	44	31032951	Autre	LES IROIS	960	Non	-74,443975	18,41012
EA.272	ST CYR	Remy	M	1156735574	47	47415227	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	1458	Non	-74,462685	18,443271
EA.273	DELIGENT	Jordany	M	1156731306	32	36615205	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	364	Non	-74,46125	18,444183
EA.274	SEMERZIER	Theverne	M	1262807305	56	36550194	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	608	Non	-74,461518	18,459668
EA.275	JOSEPH	Jean Vilanor	M	07-07-99-1963-09-00029	60	34279286	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	532	Non	-74,458635	18,466085
EA.276	GAGERIE	Sylvienne	F	1144622796	68	47623611	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	476	Non	-74,458656	18,466151

EA.277	SIDNER	Clerveau	M	1051067169	66	47904658	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	1392	Non	-74,430141	18,461125
EA.278	DORSAINVIL	Examene	F	1144633175	39	36791679	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	1202	Non	-74,430106	18,461215
EA.279	PIERRE	Wilner	M	1297181486	68	36791679	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	2118	Non	-74,430093	18,461226
EA.280	ROCHER	Saintalia	F	08-06-99-1967-07- 00017	56	39305714	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	1016	Non	-74,430095	18,461236
EA.281	NOËL	Saintalia	F	1059739939	45	36672478	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	844	Non	-74,430131	18,461106
EA.282	LOUIS CHARLES	Obencia	F	1297174211	69	48738917	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	1012	Non	-74,430075	18,461186
EA.283	LOUIS CHARLES	Chrisnord	M	1086485361	29	36182394	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	510	Non	-74,430078	18,461211
EA.284	PHILISTIN	Rosemene	F	1297118436	52	39389201	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	674	Non	-74,430001	18,46126
EA.285	CHARLES	Amentha	F	1297111355	73	47699095	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	1578	Non	-74,430073	18,461223
EA.286	LOUIS	Examene	F	1050422216	53	37751231	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	1408	Non	-74,430131	18,461218
EA.287	STULUS	Vilcilia	F	1257735854	56	48738917	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	740	Non	-74,430075	18,461241
EA.288	PHILISTIN	Anthonius	M	1297126972	76	44567824	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	598	Non	-74,424846	18,459721
EA.289	SEMERVIL	Violette	F	1257721789	44	48330229	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	574	Non	-74,423995	18,460291
EA.290	NICLAS	Saint Ange	M	08-06-99-1978-04- 00016	45	34592855	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	980	Non	-74,4319	18,461053
EA.291	FATAL	Fatilia	F	1051072989	66	48450119	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	346	Non	-74,431893	18,46102
EA.292	LOUIS CHARLES	Christoph	M	1360827939	67	38139911	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	514	Non	-74,431983	18,460996
EA.293	FILIX	Guerda	F	1093002985	35	34748244	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	992	Non	-74,445563	18,485663
EA.294	DOUYON	Marie Choisie	F	1145512286	49	48024716	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	1214	Non	-74,445636	18,485536
EA.295	FOUCAULT	Elienne	F	1051079682	60	48054265	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	1008	Non	-74,450841	18,485421
EA.296	MOÏSE	Forde	M	1055872452	47	48378086	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	876	Non	-74,449861	18,485585
EA.297	LUMA	Dieula	F	1132261407	75	38558593	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	820	Non	-74,453376	18,4879
EA.298	FORTUNÉ	Sauveur	M	009-848-269-8	45	36604276	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	820	Non	-74,453376	18,4879
EA.299	SAINT-LOUIS	Emerson	M	1105820759	38	36554024	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	306	Non	-74,453376	18,4879
EA.300	CAMILLE	Luma	M	13407989991	38	31780133	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	694	Non	-74,45337	18,487881
EA.301	TOUSSAINT	Sainfanord	M	08-04-99-1952-12- 00073	71	32768405	CAUD	MORON	1250	Non	-74,243651	18,530808
EA.302	SAINT FLEUR	Nadia	F	1167495784	27	40033161	CAUD	MORON	726	Non	-74,242696	18,530435

EA.303	PLAISIR	Avenie	F	1188890686	64	32768405	CAUD	MORON	2894	Non	-74,242003	18,530486
EA.304	JEAN	Josier	M	1167427011	44	32768405	CAUD	MORON	3424	Non	-74,241708	18,531685
EA.305	DÉROSIER	Firmante	F	1194246638	58	40687088	CAUD	MORON	2638	Non	-74,241133	18,532081
EA.306	THELISMA	Jean Michel	M	08-04-99-1968-01-00026	55	35809587	CAUD	MORON	2450	Non	-74,243938	18,532225
EA.307	PIERRE	Maurice	M	1056876790	28	34745588	CAUD	MORON	5394	Non	-74,251766	18,527581
EA.308	BONNET	Joseph	M	08-04-99-1962-03-00018	61	38907184	CAUD	MORON	1638	Non	-74,253111	18,545748
EA.309	CLERIN	Litha	F	1299292012	77	36378309	CAUD	MORON	3162	Non	-74,253918	18,54629
EA.310	DELVAR	Lyfort	M	1033662750	57	36378309	CAUD	MORON	3000	Non	-74,254465	18,546158
EA.311	MENTOR	Bader	M	1194247220	48	39147031	CAUD	MORON	3070	Non	-74,239123	18,55996
EA.312	ALEXIS	Jean Renaud	M	1124381030	55	42958284	CAUD	MORON	3454	Non	-74,23607	18,557941
EA.313	JEAN FERME	Bruna	M	1036772958	38	44675986	CAUD	MORON	1736	Non	-74,24057	18,557773
EA.314	ELIE	Marc	M	1371384255	76	32964613	CAUD	MORON	3604	Non	-74,239921	18,557713
EA.315	PICART	Mela	F	1262834659	42	49281822	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	154	Non	-74,393036	18,489898
EA.316	LAUORE	Fritz	M	1406683665	64	38234038	SICARD	ANSE DHAINAULT	16842	Non	-74,364608	18,484301
EA.317	MIYOR	Simone	F	1050420567	40	49368147	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	294	Non	-74,451823	18,48623
EA.318	JEROME	Fabiola	F	1314625772	39	46360843	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	76	Non	-74,450996	18,48615
EA.319	LORESCA	Chrisner	M	1011645011	44	47721363	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	388	Non	-74,447341	18,486411
EA.320	PIQUANT	Venette	F	1160216710	33	44179819	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	662	Non	-74,443816	18,486388
EA.321	DELY	Nehemy	M	1076583407	55	36083126	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	380	Non	-74,448988	18,484821
EA.322	BEAUBRUN	Dominique	M	1003996173	45	46250437	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	240	Non	-74,448965	18,484796
EA.323	BEAUBRUN	Marie Matière Piquant	F	1214075669	39	39154014	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	730	Non	-74,449058	18,484858
EA.324	LORREUS	Louinita	F	1314623832	63	44898400	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	282	Non	-74,454201	18,489416
EA.325	LUMA	Dimy	M	1092993479	40	37088399	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	228	Non	-74,453844	18,489496
EA.326	LUMA	Murvie	F	1271415376	60	46260823	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	234	Non	-74,453181	18,488161
EA.327	SILENCIEUX	Dady	F	1013507896	43	31898404	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	250	Non	-74,453112	18,487631
EA.328	POLICARPE	Exila Laureus	F	1314628682	73	46058870	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	564	Non	-74,453421	18,488106
EA.329	MSITRE	Senel	M	1077730044	27	46177699	SICARD	ANSE DHAINAULT	3762	Non	-74,361931	18,474568

EA.330	REGISTE	Marlene	F	1262857842	44	47595010	SICARD	ANSE DHAINAULT	4800	Non	-74,364508	18,477331
EA.331	JOSMA	Anglenita	F	1321058133	28	48217114	SICARD	ANSE DHAINAULT	4866	Non	-74,365321	18,48471
EA.332	BEAUBRUN	Sadlet	M	1475898069	21	44890435	SICARD	ANSE DHAINAULT	4866	Non	-74,365503	18,484251
EA.333	MIZEAU	Mirlande	F	1321068221	38	39934162	SICARD	ANSE DHAINAULT	3198	Non	-74,362368	18,482028
EA.334	PETIT FRERE	Myrlene	F	1321077921	46	38003796	SICARD	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,36295	18,482286
EA.335	PHANOR	Gracieuse Emmanuela	F	1387410304	43	37293370	SICARD	ANSE DHAINAULT	5926	Non	-74,362938	18,482283
EA.336	BEAUBRUN	Bruno	M	1128019015	24	44890435	SICARD	ANSE DHAINAULT	4562	Non	-74,366395	18,483846
EA.337	FORESTE	Adline	F	1262818654	42	46978246	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	782	Non	-74,392765	18,489723
EA.338	CEMERZIER	Loudamise	F	1321047463	64	47485176	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2268	Non	-74,400185	18,491426
EA.339	COEURCIDE	Remy	M	1321044456	63	47906510	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	5382	Non	-74,392935	18,490711
EA.340	GERMEUS	Adline	F	1257689409	46	49281822	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	6110	Non	-74,392635	18,49
EA.341	REGIS	Louides	M	1257659903	48	31445097	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	5708	Non	-74,392655	18,490035
EA.342	EMILE	Jerol	M	1076830757	48	31244960	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	4064	Non	-74,392545	18,49018
EA.343	RENÉ	Lisny	M	1135166654	35	34433787	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1798	Non	-74,392651	18,489776
EA.344	SAINT LOUIS	Vanessa	F	1137755584	25	31410133	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	209	Non	-74,449057	18,48485
EA.345	CHARLES	Caleb	M	1048920753	30	46149388	Autre	ANSE DHAINAULT	1134	Non	-74,390091	18,491403
EA.346	JEUNE	Orthechia	F	1321054932	49	44372920	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	982	Non	-74,392946	18,484789
EA.347	CEZAR	Bénicia	F	1321077242	68	46886669	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2032	Non	-74,394041	18,481634
EA.348	EMILE	Jeancely	M	1321057357	53	36207079	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1345	Non	-74,392278	18,490171
EA.349	NOELCILIEN	Rucady	M	1321084808	34	34090824	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1234	Non	-74,38483	18,490573
EA.350	MARTIAL	Elmancite	M	08-06-99-1936-11- 00012	87	34034629	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	1666	Non	-74,417673	18,475396
EA.351	ALEXIS	Théodil	M	1056049574	54	38887418	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	11436	Non	-74,39606	18,49243
EA.352	BIEN AIMÉ	Lucio	M	1340524190	42	44212394	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	2516	Non	-74,404326	18,491758
EA.353	ARISTYL	Locimene	F	1314614520	34	44212394	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	1222	Non	-74,404701	18,49171
EA.354	CHARLES	Launet	M	1051048836	60	39287018	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	4458	Non	-74,41722	18,493565
EA.355	JÉRÔME	Ketline	F	1202962476	29	38414693	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	874	Non	-74,423938	18,493305

EA.356	DESROSIERS	Chancelie	F	1360828327	23	46638803	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	318	Non	-74,426073	18,491966
EA.357	ALERTE	Simone	F	1045501891	36	34013866	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	9884	Non	-74,427331	18,495588
EA.358	CHERY	Wasnel	M	1262827093	51	34248255	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2554	Non	-74,377358	18,484988
EA.359	DERONE	Ortizia	F	1386153572	30	48302065	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	5750	Non	-74,397618	18,489685
EA.360	SEMERZIER	Lellette	F	1424238003	60	46964896	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2830	Non	-74,40026	18,49168
EA.361	SEMERZIER	Avenise	F	1262877436	33	46964896	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	6182	Non	-74,399733	18,49288
EA.362	CHARLES EMILE	Arnold	M	1077726843	65	46156179	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	8106	Non	-74,399776	18,49277
EA.363	JEANTYS	Fontange	M	1321081704	73	47118057	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1940	Non	-74,39965	18,492783
EA.364	JEANTYS	Fenande	F	1080534411	76	48034896	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	3452	Non	-74,398921	18,492676
EA.365	JOSEPH	Rose Marnite	F	1262881316	53	38805741	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	3336	Non	-74,399703	18,492761
EA.366	CEZARD	Benitha	F	1321052895	70	36582688	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2388	Non	-74,39969	18,492768
EA.367	FORESTE	Guilene	F	1386149595	50	34533964	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1366	Non	-74,391093	18,491996
EA.368	DUVERT	Oristhene	M	1394074495	89	36867773	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	4154	Non	-74,390083	18,49149
EA.369	EDMOND	Beauvais	M	1262904014	73	48809444	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	5254	Non	-74,378866	18,48692
EA.370	PICARD	Alette	F	1262834368	54	39933618	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2192	Non	-74,378465	18,486016
EA.371	PAUL	Reminor	M	1092974079	73	49281822	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	4996	Non	-74,371438	18,503465
EA.372	BIEN AIMÉ	Enese	F	1050420955	37	49195036	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	654	Non	-74,392085	18,49033
EA.373	PAUL	Valery	M	1321084711	34	39447324	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	3540	Non	-74,39354	18,490281
EA.374	LAFLEUR	Macene	M	1429269005	47	47118057	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2352	Non	-74,39967	18,492806
EA.375	FANIEL	Elouiseme	M	1077968179	62	44734858	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	3330	Non	-74,392731	18,490056
EA.376	AZARD	Alerte	F	1050421246	39	44734858	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	7980	Non	-74,399546	18,492806
EA.377	BIEN-AIME	Semerzier Fils	M	1156728396	52	48022881	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	978	Non	-74,39987	18,492663
EA.378	CHARLES EMILE	Marie Nolma	F	1257671252	33	37014892	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	4168	Non	-74,392711	18,48965
EA.379	PIERRE LOUIS	Lorrena	F	1321075108	62	48276359	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1670	Non	-74,377751	18,4877
EA.380	PORT LOUIS	Louinese	F	1262826511	38	48342967	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2868	Non	-74,377335	18,487983
EA.381	PICARD	Olguita	F	8,06992E+15	53	38351426	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,390818	18,492147
EA.382	SIMILIEN	Lucner	M	8,06992E+15	51	48013682	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,392771	18,489953

EA.383	GUERRIER	Saint Hubert	M	1257672998	63	47120119	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	10138	Non	-74,431068	18,48071
EA.384	MONT ROSE	Antoine	M	1257644674	55	46860118	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	1870	Non	-74,429525	18,483155
EA.385	ALERTE	Saintange	M	1257666305	51	31201557	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	2444	Non	-74,425216	18,484406
EA.386	ALERTE	Levassion	F	1340507991	62	31146686	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	626	Non	-74,425678	18,483531
EA.387	ALERTE	Luguens	M	08-06-99-1986-06- 00032	37	48561588	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	3166	Non	-74,424418	18,483295
EA.388	MICHEL	Yvelene	F	1257681340	27	37622523	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	816	Non	-74,423396	18,483335
EA.389	CHARLES	Saintoine	M	1271414697	35	39051193	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	964	Non	-74,417765	18,492875
EA.390	FONTUSTE	Benite	F	1067064506	49	31973439	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	3128	Non	-74,423701	18,493961
EA.391	GUERRIER	Lucmane	M	1092979123	57	31973439	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	1264	Non	-74,42561	18,491598
EA.392	CHERELICE	Aline	F	08-06-99-1948-06- 00011	75	36662268	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	1924	Non	-74,418076	18,490248
EA.393	FORTUNÉ	Limene	F	08-06-99-1941-03- 00010	82	31382724	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	1198	Non	-74,415111	18,49023
EA.394	PORT LOUIS	Mourice Dolcime	M	1156732373	81	34294509	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1666	Non	-74,383923	18,490518
EA.395	SIMILIEN	Lucner	M	8,06992E+15	51	48013682	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1562	Non	-74,390452	18,491035
EA.396	PICARD	Oiguita	F	8,06992E+15	53	38351426	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1502	Non	-74,392525	18,490381
EA.397	BEAUBRUN	Dienel	M	1262868512	56	31727085	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	4346	Non	-74,392128	18,490353
EA.398	EMILE	Faniel	M	1086543173	44	36756558	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	4582	Non	-74,392538	18,491025
EA.399	MICHEL	Robertson	M	1077930640	41	49281822	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	3472	Non	-74,392681	18,490095
EA.400	PICARD	Helene	F	1262907118	63	48081858	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1958	Non	-74,385758	18,491251
EA.401	BEAUBRUN	Joseph Oge	M	08-06-99-1944-11- 00003	79	46349600	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1508	Non	-74,385446	18,491133
EA.402	CANDIO	Erose	F	1262807402	31	34255464	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2662	Non	-74,386385	18,491568
EA.403	BALTAZAR	Nadelle	F	01-01-99-1976-08- 00649	47	38270421	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1296	Non	-74,386418	18,491455
EA.404	CADET	Enaud	M	1360821731	61	37696078	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	23688	Non	-74,390452	18,491035
EA.405	CAZEAU	Saint Anne	M	1080534605	47	37804821	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	1846	Non	-74,412536	18,491126
EA.406	BELCOMBE	Webert	M	1279769113	56	37326238	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	534	Non	-74,412265	18,490401
EA.407	CAZEAU	Joel	M	1068333557	42	31441298	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	1806	Non	-74,407658	18,493968

EA.408	ALTERMEUS	Odelsile	F	08-06-99-1950-07-00023	73	36856103	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	1636	Non	-74,419091	18,493265
EA.409	LES JEUNE	Menothe	F	1321046590	49	49462426	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2096	Non	-74,388811	18,49201
EA.410	JACQUES	Adline	F	1400245635	46	49281822	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2636	Non	-74,389903	18,49202
EA.411	BEAUBRUN	Odreson	M	1145515778	29	44423863	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2222	Non	-74,391211	18,491863
EA.412	AZAR	Pierre Leonce	M	1076772072	63	48417420	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	712	Non	-74,395178	18,493025
EA.413	EMILE	Félix Emidor	M	1057734464	81	37428209	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	8868	Non	-74,394536	18,492323
EA.414	AZAR	Marie Lucie	F	1257664462	52	47619998	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	5716	Non	-74,392648	18,490105
EA.415	AZAR	Mimose Francois	F	1068074179	68	38507135	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2022	Non	-74,392381	18,48975
EA.416	LOUIS	Dariot	M	1057718168	47	37385415	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	526	Non	-74,39282	18,490075
EA.417	DOLCE	Marie Lucie	F	1321053477	47	34535560	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	5252	Non	-74,390818	18,491065
EA.418	PICARD	Marie Francoise	F	1057512916	33	46748530	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	3448	Non	-74,39276	18,490421
EA.419	SYMEUS	Lucner	M	08-06-99-1968-06-00018	55	44501181	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	3262	Non	-74,417753	18,491728
EA.420	LOUIS	Camille	M	1314603268	73	37265619	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	10686	Non	-74,41625	18,493373
EA.421	CHARLES	Renel	M	08-06-99-1959-07-00008	64	37176642	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	3576	Non	-74,415983	18,491873
EA.422	CAZEAU	Aine	M	08-06-99-1921-02-00001	93	36404626	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	486	Non	-74,413385	18,491076
EA.423	LOUIS	Natan	M	1126937658	61	46108304	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	998	Non	-74,423433	18,489835
EA.424	LOUIS	Reyette	F	1086538323	47	47301658	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	696	Non	-74,411391	18,490751
EA.425	CHALESTRA	Francœur	M	1360817269	62	44758370	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	532	Non	-74,411366	18,489655
EA.426	CHARLES	Guinel	M	08-06-99-1981-12-00022	42	49025796	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	1554	Non	-74,41392	18,490276
EA.427	CHALESTRA	Renol	M	08-06-99-1973-03-00011	50	44240120	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	1534	Non	-74,423433	18,489835
EA.428	CHARLES	Marguerite	F	002-577-600-1	62	31601168	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	5646	Non	-74,417048	18,492071
EA.429	PREMIER	Louomann	M	1340519922	46	38877929	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	2658	Non	-74,42037	18,490958
EA.430	LOUIS	Erns	M	1363224809	28	48144146	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	350	Non	-74,392588	18,489696
EA.431	AZARD	Ilarieux	M	1051082980	32	49195036	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	4752	Non	-74,392321	18,48682
EA.432	AZARD	Jaen Ilarion	M	1060536212	66	31381334	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	4946	Non	-74,392206	18,487578

EA.433	THELEMAQUE	Matha	F	1386152311	72	36494867	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	3070	Non	-74,392633	18,49058
EA.434	AZAR	St Louis	M	1262893441	55	31244324	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	346	Non	-74,393076	18,489238
EA.435	CASSIO	Azar	M	1092959044	30	31935236	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1168	Non	-74,392673	18,489665
EA.436	LOUIS	Elienne	F	1080619092	35	36778212	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	6262	Non	-74,399921	18,492683
EA.437	LOUIS	Elie	M	1340494605	70	47485176	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	5952	Non	-74,399631	18,492765
EA.438	CHARLES	Marie Rosette	F	1078332996	68	31763733	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2004	Non	-74,399606	18,49278
EA.439	LOUIS	Gerald	M	1133574302	39	38407024	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	4894	Non	-74,39964	18,492746
EA.440	PIELSAINT	Angelor	F	1262891986	42	36947615	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	370	Non	-74,378243	18,48846
EA.441	PORT.LOUIS	Gertha	F	1321047560	53	46706951	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	792	Non	-74,374753	18,485116
EA.442	BELICE	Jean.robert	M	1262869288	58	31191707	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2416	Non	-74,37649	18,485371
EA.443	JOSEPH	Manoucheka	F	1076550427	31	46779980	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1212	Non	-74,387515	18,496021
EA.444	FLEURINAUT	Adrien	M	142598456	38	37469924	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	558	Non	-74,387605	18,495963
EA.445	FLEURINOT	Ricot	M	1321044747	41	47253261	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1314	Non	-74,384688	18,496663
EA.446	JEAN	Nasson	M	8,06992E+15	65	47557509	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2536	Non	-74,385553	18,496398
EA.447	PLAISUMÉ	Manise	F	1262897709	32	49053336	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2784	Non	-74,391601	18,490128
EA.448	PAUL	Amèse	F	1262816229	27	44126964	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1071	Non	-74,392349	18,490225
EA.449	BEAUBRUN	RosE-Marie	F	1386148722	61	46235538	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1352	Non	-74,392284	18,490467
EA.450	BEAUBRUN	Olins	M	1386151729	54	46497515	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1748	Non	-74,390818	18,491065
EA.451	BIEN AIMÉ	Edret	M	1262892859	59	44648751	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	3047	Non	-74,390818	18,491065
EA.452	DUVERT	Ilernise	F	1321047754	55	38677455	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1831	Non	-74,390062	18,491306
EA.453	FRANCIQUE	Venia	F	1341798576	39	31694447	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	940	Non	-74,390518	18,492093
EA.454	BORGELLA	Luberman	M	1067064603	28	34697675	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	642	Non	-74,433148	18,48745
EA.455	JÉRÔME	Redesse	F	08-06-99-1966-02-00008	57	44746125	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	636	Non	-74,43714	18,493233
EA.456	LAMOUR	Saincile	F	08-07-75-06-000823	48	38367371	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	1342	Non	-74,437183	18,492945
EA.457	MAITRE	Amancia	F	08-06-99-1959-09-00017	64	38367371	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	814	Non	-74,435281	18,487595
EA.458	PRINCE	Walande	F	1340523705	40	31316501	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	254	Non	-74,434803	18,486631

EA.459	CADET	Enose	F	1067068095	31	36659610	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	284	Non	-74,435213	18,486388
EA.460	MILFRANC	Marita	F	1279762517	59	47622523	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	238	Non	-74,435365	18,485981
EA.461	LOUIS	Jonette	F	1076585153	44	46639902	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	316	Non	-74,435561	18,486118
EA.462	JOSEPH	Witiale	F	1076863931	26	36559071	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	1118	Non	-74,436008	18,4845
EA.463	LEON	Cleana	F	1314610543	69	47474066	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	790	Non	-74,434888	18,484028
EA.464	ALTHEMEUS	Rosemane	F	08-06-99-1986-11- 00069	37	38777673	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	346	Non	-74,433533	18,484705
EA.465	ALERTE	Gerson	M	1279767173	31	44450591	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	4146	Non	-74,43344	18,48495
EA.466	TEGNARE	Alberlante	F	1340521377	59	48561588	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	548	Non	-74,436624	18,484808
EA.467	ALTHEMEUS	Mérite	M	1314614520	38	44495331	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	1078	Non	-74,434148	18,483855
EA.468	ALTHEMEUS	Yvanor	M	08-06-99-1977-08- 00014	46	48622782	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	1030	Non	-74,440655	18,484423
EA.469	FLERISCA	Will	M	8,06199E+13	33	36756558	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	3682	Non	-74,379075	18,486586
EA.470	DERONE	Eveline	F	8,05911E+12	32	48567405	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1592	Non	-74,370163	18,498596
EA.471	SEMERZIER	Igenia	F	1061967156	50	44996194	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	5828	Non	-74,374438	18,493468
EA.472	SAINMERZIER	Aniel	M	1314617818	66	37708206	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2572	Non	-74,403297	18,491426
EA.473	SÉMERZIER	Gadner	M	1078292838	66	36462989	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	3338	Non	-74,403649	18,491731
EA.474	FOUCAULT	Bergeau	M	1253354752	38	39328601	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	11374	Non	-74,404156	18,491078
EA.475	SÉMERZIER	Flaubert	M	1321040964	49	34148508	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	3152	Non	-74,396902	18,489205
EA.476	JOSEPH	Théricite	F	1257648263	51	31773499	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1260	Non	-74,394934	18,48976
EA.477	SÉMERZIER	Ovrinata	F	08-06-99-1983-09- 00064	40	31773499	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1906	Non	-74,395004	18,489644
EA.478	CHARLES	Wenda	F	1321073459	33	31626690	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT		Non	-74,392475	18,490164
EA.479	MARTIAL	Escilienne	F	1086538614	45	36417951	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	3152	Non	-74,381783	18,488868
EA.480	PICARD	Flana	F	1475898554	44	34755908	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	3530	Non	-74,38307	18,490643
EA.481	THELIZAIRE	Antoinise	F	08-06-99-1979-09- 00058	44	44807433	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	592	Non	-74,425596	18,475241
EA.482	SYLE	Vena	F	08-01-99-1975-04- 00246	48	34616079	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	1032	Non	-74,436703	18,485446
EA.483	BEAUGE	Jolaine	F	1408683956	20	44136040	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,380773	18,486341

EA.484	JOSEPH	Abner	M	1262887718	38	37708214	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2838	Non	-74,376611	18,489525
EA.485	ANTOINE	Venord	M	1262852895	41	49046584	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2768	Non	-74,37706	18,486505
EA.486	CHARLES	Chrisla	F	12628310770	28	48984882	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2054	Non	-74,37728	18,48684
EA.487	ANTOINE	Venord	M	1262852895	41	49046584	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,377043	18,486461
EA.488	FRANÇOIS	Fritzner	M	1086717967	64	34829043	KOPERATIV KAKEGA	MORON	7466	Non	-74,257062	18,555851
EA.489	BIENVIL	Jeamil	M	1013125037	41	37738321	Autre	MORON	1744	Non	-74,252653	18,559942
EA.490	BENJAMIN	Jean Nickson	M	1486637133	1	36204499	KOPERATIV KAKEGA	MORON	2078	Non	-74,254681	18,552274
EA.491	BELLOT	Norveline	F	1422361926	31	37511312	KOPERATIV KAKEGA	MORON	3236	Non	-74,254249	18,553432
EA.492	ALEXIS	Genel	M	1406733286	35	36364911	KOPERATIV KAKEGA	MORON	2494	Non	-74,255272	18,554801
EA.493	LUBIN	Onnel	M	1124402370	63	44568352	KOPERATIV KAKEGA	MORON	2616	Non	-74,25483	18,553688
EA.494	JN PHILIPPE	Alain	M	8,04992E+15	65	44441857	KOPERATIV KAKEGA	MORON	964	Non	-74,256508	18,552667
EA.495	JACINTHE	Marie Bybiane	F	1038158118	68	31725608	Autre	MORON	9574	Non	-74,248554	18,577367
EA.496	FRANÇOIS	Milot	M	8,04992E+15	72	42986919	Autre	MORON	2640	Non	-74,260626	18,543061
EA.497	BASSINET	Patricia	F	8,04992E+15	51	33129297	KOPERATIV KAKEGA	MORON	3110	Non	-74,259513	18,548875
EA.498	MEZILAS	Olrick	M	1013096907	55	36781072	KOPERATIV KAKEGA	MORON	1876	Non	-74,25452	18,552916
EA.499	BENJAMIN	Yvenson	M	1124377441	24	47759531	KOPERATIV KAKEGA	MORON	1588	Non	-74,254554	18,552437
EA.500	ALEXIS	Sulard	M	1143195053	58	48224044	KOPERATIV KAKEGA	MORON	8402	Non	-74,256887	18,552266
EA.501	CHARLES	Caleb	M	1048920753	30	46149388	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT		Oui	-74,392692	18,489898
EA.502	BEAUBRUN	Sadlet	M	12216327	21	31632976	SICARD	ANSE DHAINAULT	0	Oui	-74,453378	18,487813
EA.503	MAITRE	Celet	F	1321044941	61	46177699	SICARD	ANSE DHAINAULT	6028	Oui	-74,361975	18,47449
EA.504	MAITRE	Senel	M	1077730044	27	46177699	SICARD	ANSE DHAINAULT	4182	Oui	-74,362258	18,475318
EA.505	PHANOR	Gracieuse Emmanuela	F	1387410304	43	37293370	SICARD	ANSE DHAINAULT	0	Oui	-74,36235	18,482096
EA.506	DUME	Elie	M	1426625949	75	36234386	SICARD	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,361935	18,481778
EA.507	DOLCE	James	M	1387411177	26	46417593	SICARD	ANSE DHAINAULT	0	Oui	-74,452488	18,489113
EA.508	EMILE	Faniel	M	1086543173	44	38319209	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,453253	18,487988
EA.509	AZARD	Alerte	F	1050421246	39	44734858	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	0	Oui	-74,452013	18,487178
EA.510	RENE	Termilise	F	1045504413	66	44500873	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	550	Non	-74,44111	18,486126

EA.511	LOUIS	Getro	M	1051045150	33	48121208	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	136	Oui	-74,450735	18,485043
EA.512	MICHEL	Yvelene	F	1257681340	27	37628300	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	450	Oui	-74,432633	18,487941
EA.513	CADESTIN	Fritz	M	1340513617	52	39927855	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,429405	18,4901
EA.514	BAUGIL	Noisette	M	1314595993	61	46142751	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,429405	18,4901
EA.515	BEAUJULE	Yvonne	F	1360815426	54	34947439	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	944	Non	-74,429378	18,490111
EA.516	LOUIS	Charlemagne	M	1424339853	36	48332694	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	1018	Non	-74,444913	18,48511
EA.517	NICLAS	Gracieuse	F	1340506827	63	46352675	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	580	Non	-74,435646	18,486396
EA.518	PRINCE	Wislene	F	1360822216	29	49394208	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	162	Non	-74,43544	18,486165
EA.519	ALERTE	Novita	F	1360820373	56	31382724	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	244	Non	-74,427798	18,487891
EA.520	HELVE	Lucienne	F	1314604917	40	39974043	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	240	Oui	-74,427725	18,48798
EA.521	BEAUBRY	Rosemene	F	1314603656	44	44252359	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	68	Oui	-74,427906	18,489928
EA.522	LOUIS	Andrelle	F	1314635084	27	48869951	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	224	Oui	-74,429018	18,48955
EA.523	PRINCE	Denise	F	1314596284	51	44748914	KOPERATIV CAPCPF	ABRICOT		Non	-74,428693	18,489253
EA.524	CAIDOR	Arold	M	1057341129	48	31143235	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	92	Non	-74,428771	18,48942
EA.525	CHERY	Julnes	M	1297178188	47	39974043	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	376	Non	-74,431631	18,49132
EA.526	CHERY	Clerzitha	F	07-13-99-1971-07-00010	52	39017949	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	90	Non	-74,431533	18,491203
EA.527	AUGUSTIN	Marilande	F	1340510998	34	36494076	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	28	Oui	-74,430748	18,49103
EA.528	BEAUBRUN	Lucner	M	1340522056	56	31382724	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	502	Non	-74,429763	18,49021
EA.529	LEO	Rosane	F	08-06-99-1986-10-00042	37	31382724	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	562	Oui	-74,424178	18,490731
EA.530	DELLY	Williene	F	08-06-99-1980-02-00010	43	49452596	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	0	Oui	-74,449218	18,486961
EA.531	BEAUBRUN	Fenor	M	08-06-99-1986-06-00014	37	36938640	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	1252	Oui	-74,438551	18,487625
EA.532	ST- LOUIS	Orelus	M	08-06-99-1983-09-00080	40	36959847	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,449206	18,486888
EA.533	BEAUBRUN	Sonord	M	1060508082	39	47900994	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	1046	Oui	-74,449071	18,484106
EA.534	SEMERZIER	Claudinette	M	1156729269	63	48565437	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	1034	Oui	-74,448806	18,484678
EA.535	LOUIS	Dielita Delva	F	1051086181	49	39389118	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	464	Non	-74,450196	18,48668

EA.536	SEMERZIER	Erik	M	1045500921	59	36063880	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	0	Oui	-74,449285	18,485886
EA.537	ST JEAN	Edris	M	1079703509	31	38718604	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,449341	18,486943
EA.538	EMILE	Cidoine	M	1279769598	86	49281822	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	3214	Non	-74,449845	18,484491
EA.539	LAFLEUR	Iloreste	M	1078193607	61	48995901	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1666	Non	-74,38861	18,492151
EA.540	BEAUBRUN	Dienel	M	8,06992E+15	56	31727085	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1564	Oui	-74,385466	18,491623
EA.541	PICARD	Olguita	F	8,06992E+15	53	49157203	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2244	Oui	-74,385656	18,491153
EA.542	PICARD	Brunel	M	8,06992E+15	66	38462234	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2100	Non	-74,384865	18,490861
EA.543	FRANCIQUE	Venia	F	1341798576	39	31694447	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	760	Oui	-74,39106	18,491948
EA.544	NICOLAS	Anseleau	M	1159091704	49	31738356	Autre	DAME-MARIE	1098	Non	-74,41315	18,559273
EA.545	CHARLES EMILE	Marie Kencia	F	1051093650	30	47331224	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2692	Oui	-74,392671	18,490005
EA.546	LOUIS JEUNE	Fritzner	M	08-07-99-1995-06- 044171	28	31307172	Autre	DAME-MARIE	1578	Oui	-74,415456	18,562616
EA.547	REMY	Gertha	F	1433403824	56	47899454	Autre	DAME-MARIE	356	Non	-74,417065	18,562818
EA.548	JN BAPTISTE	Bege	M	1051535873	42	34005168	Autre	DAME-MARIE	6102	Oui	-74,42059	18,55906
EA.549	DEMORNE	Sonson	M	08/07/93/04/007817	30	48926007	Autre	DAME-MARIE	5998	Non	-74,420741	18,559378
EA.550	JÉRÔME	Wesma	M	08-07-99-1991-11- 00037	32	36949557	Autre	DAME-MARIE	1086	Oui	-74,420643	18,552525
EA.551	JAMBON	Willert	M	1013350368	53	44758048	Autre	DAME-MARIE	17890	Non	-74,42054	18,548576
EA.552	BERNARD	Jean Renaud	M	08-07-99-1969-11- 00015	54	38811161	Autre	DAME-MARIE	980	Non	-74,418648	18,556301
EA.553	ETIENNE	Frantz	M	1182318354	29	38854625	Autre	DAME-MARIE	4060	Non	-74,418601	18,556313
EA.554	THERMY	Denet	M	1091262805	47	48931986	Autre	DAME-MARIE	2254	Non	-74,414766	18,561918
EA.555	JULES	Jeff	M	1066133403	32	37874042	Autre	DAME-MARIE	1282	Non	-74,415126	18,561168
EA.556	ACCUS	Jean Frandcha	M	1085974074	39	49133791	Autre	DAME-MARIE	1148	Non	-74,41564	18,561413
EA.557	EUGENE	Lefils	M	1266333643	70	34052193	Autre	LES IROIS	2728	Non	-74,431683	18,425698
EA.558	JULIEN	Lina	F	1393821810	66	23456598	Autre	LES IROIS	1882	Oui	-74,4516	18,44242
EA.559	DELIGEANT	Oxy	M	08-08-99-1982-03- 00048	41	34329407	Autre	LES IROIS	8076	Oui	-74,457416	18,435418
EA.560	BAPTISTE	Mauris	M	08-08-99-1951-09- 00032	72	23354278	Autre	LES IROIS	5246	Oui	-74,457128	18,435943
EA.561	DESSOURCES	Sylvain	M	1058266703	47	46258299	Autre	DAME-MARIE	9288	Non	-74,41244	18,558903

EA.562	NOËL	Jean -Ricot	M	1035815665	31	32735626	Autre	DAME-MARIE	1518	Oui	-74,410158	18,556626
EA.563	JEAN PIERRE	Sonet	M	1013464634	27	44157907	Autre	DAME-MARIE	682	Non	-74,411795	18,556255
EA.564	PICARD	Trefacyl	M	8,06992E+15	53	48169451	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	756	Non	-74,391043	18,49007
EA.565	LOUIS.JEURNE	Feniel	M	21450126	29	34376957	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	952	Oui	-74,38867	18,489585
EA.566	LOUIS	Andris	M	1092997650	33	31254536	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	4090	Oui	-74,382996	18,487796
EA.567	LINDY	Begel	M	8,05992E+15	63	47375251	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2134	Oui	-74,366688	18,500195
EA.568	CLERVIL	Marie Amanise	F	8,07992E+15	44	34563952	Autre	DAME-MARIE	1776	Oui	-74,414393	18,557748
EA.569	NEPTUNE	Riswick	M	1051563906	61	47425440	Autre	DAME-MARIE	1720	Non	-74,41434	18,557723
EA.570	NELSON	Frenel	M	8,07992E+15	40	34341430	Autre	DAME-MARIE	2896	Non	-74,412118	18,560418
EA.571	SAINTIA	Maxsan	M	8,07992E+15	75	47915381	Autre	DAME-MARIE	4260	Non	-74,41711	18,562631
EA.572	BELICE	Jean Robert	M	1262869288	58	49281822	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2330	Oui	-74,393083	18,490461
EA.573	BAZELAIS	Elnor	M	1182218347	69	46619548	Autre	DAME-MARIE	4572	Non	-74,397338	18,518833
EA.574	CESAR	Enite	F	1146026483	73	36777913	Autre	DAME-MARIE	7074	Non	-74,397293	18,518836
EA.575	RELANCE	Benette	F	1085978439	70	46619548	Autre	DAME-MARIE	4696	Non	-74,397638	18,518835
EA.576	DORZIL	Kesner	F	1181985935	76	47824357	Autre	DAME-MARIE	6168	Non	-74,397315	18,518823
EA.577	DOLCINE	Michelet	M	1065324617	38	46574150	Autre	DAME-MARIE	4736	Non	-74,39721	18,518705
EA.578	SYLVESTRE	Genet	M	1066140096	47	36975410	Autre	DAME-MARIE	4982	Oui	-74,397221	18,518835
EA.579	PIERRE LOUIS	Anel	M	1182231733	54	46619548	Autre	DAME-MARIE	7250	Non	-74,397176	18,518833
EA.580	LOUIS-JEUNE	Adenita	F	1085984744	63	47204809	Autre	DAME-MARIE	6824	Non	-74,39709	18,518751
EA.581	JN-BAPTISTE	Osnel	M	1182226689	32	36777913	Autre	DAME-MARIE	10078	Oui	-74,397293	18,518855
EA.582	CHARLES	Jossenita	F	08/07/99/1973/11/00026	50	47767168	Autre	DAME-MARIE	5356	Non	-74,397236	18,518748
EA.583	MOLEUS	Milvois	M	1051517346	60	4269733	Autre	DAME-MARIE	666	Non	-74,370156	18,58435
EA.584	SIMON	Eliane	F	1182216989	73	47204809	Autre	DAME-MARIE	5522	Non	-74,39724	18,518846
EA.585	CESAR	Jean Benito	M	1066116428	70	49424724	Autre	DAME-MARIE	8854	Non	-74,397238	18,518865
EA.586	FHANOR	Belamy	M	1145966440	50	46677561	Autre	DAME-MARIE	6788	Non	-74,39732	18,518865
EA.587	JN CHARLES	Eval	M	1066169681	74	46533858	Autre	DAME-MARIE	7562	Non	-74,397233	18,518923
EA.588	REMY	Jean Baptiste	M	1051552363	42	41984714	Autre	DAME-MARIE	8138	Oui	-74,397256	18,518935
EA.589	PAUL	Locita	F	1364113426	57	34124238	Autre	DAME-MARIE	5916	Non	-74,39725	18,51875
EA.590	LAFLEUR	Luxon	M	1054801087	45	38444901	Autre	DAME-MARIE	7488	Oui	-74,397216	18,51888

EA.591	AUGUSTE	Olitha	F	1458056956	68	44798538	Autre	DAME-MARIE	3894	Non	-74,397298	18,518735
EA.592	LOUIS	Wiesnel	F	1068087759	38	46533858	Autre	DAME-MARIE	6220	Oui	-74,397388	18,518816
EA.593	VLERVILLE	Mericia	F	1182241045	55	31316288	Autre	DAME-MARIE	7378	Non	-74,39736	18,518591
EA.594	DORZIL	Denise	F	1066134858	55	37839048	Autre	DAME-MARIE	6992	Non	-74,397328	18,518861
EA.595	FREDERIC	St Clerc	M	1013353278	41	47204809	Autre	DAME-MARIE	0	Non	-74,421176	18,559076
EA.596	FREDERIC	St Clerc	M	1013353278	41	47204809	Autre	DAME-MARIE	4558	Non	-74,421176	18,559076
EA.597	HERARD	Marie Therese	F	1182327763	65	36185093	Autre	DAME-MARIE	2642	Non	-74,413248	18,56023
EA.598	EXAVIER	Paul	M	1300012334	61	36185093	Autre	DAME-MARIE	1904	Non	-74,417341	18,562756
EA.599	EXAVIER	Jean Walkins	M	1013416522	47	34321614	Autre	DAME-MARIE	2986	Non	-74,417123	18,562633
EA.600	MICHEL	Remine	F	1145955576	48	44157565	Autre	DAME-MARIE	1800	Non	-74,415751	18,557158
EA.601	SAINT LOUIS	Junel	M	8,07992E+16	28	34795615	Autre	DAME-MARIE	836	Oui	-74,415683	18,557168
EA.602	CHARLES	Jean Fritzner	M	1426002433	50	47118057	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	360	Non	-74,393088	18,49
EA.603	JEANTIS	Camsuze	F	1005585421	36	46144751	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2274	Oui	-74,392705	18,48961
EA.604	AZAR	Cassio	M	1092959044	30	31935236	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1808	Oui	-74,392716	18,489865
EA.605	EMILE	Geneierge	F	8,06992E+15	48	48478123	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	872	Non	-74,39318	18,489888
EA.606	EMILE	Jean Rabelais Nelson	M	003-876-874-4	49	31275342	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	3032	Oui	-74,448838	18,479733
EA.607	CHARLES EMILE	Marie Nolma	F	1257671252	34	37014892	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,452155	18,486013
EA.608	ENOLIEN	Omel	M	1257333078	34	48141368	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2286	Non	-74,392658	18,490016
EA.609	DIVER	Lumane	F	1164007082	66	47118057	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1942	Oui	-74,39054	18,492145
EA.610	ARISTIL	Juna	F	1321056193	28	48976433	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2644	Oui	-74,391031	18,491996
EA.611	IRAZE	Clairda	F	8,06992E+15	58	44841392	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1774	Oui	-74,377028	18,483218
EA.612	PICARD	Mela	F	1262834659	42	46852703	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,377686	18,482526
EA.613	ANTOINE	Pronel	M	1262827481	52	38421425	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	3752	Non	-74,378431	18,48251
EA.614	ANTOINE	Lyserthe	F	8,06992E+15	48	36035504	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2936	Oui	-74,377488	18,483426
EA.615	FORESTE	Adeline	F	1262818654	42	46978246	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1446	Non	-74,376681	18,486236
EA.616	NOEL	Lucien	M	1393817639	98	48317140	Autre	LES IROIS	4502	Non	-74,46054	18,442816
EA.617	ANTOINE	Yvener	M	1300006223	45	34698909	Autre	DAME-MARIE	1390	Oui	-74,411463	18,55939
EA.618	DURETTE	Jn Renand	M	1206441769	42	31483561	KOPERATIV CAPCPCAH	DAME-MARIE	940	Non	-74,411475	18,559411

EA.619	FREDERIC	Lucknel	M	1155411912	27	46417696	SICARD	ANSE DHAINAULT	6098	Oui	-74,362058	18,481523
EA.620	VANESSA	Saint Louis	F	1137755584	25	31410133	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1664	Oui	-74,448941	18,484797
EA.621	CHARLES	Moranord	M	08-06-99-1965-06- 00005	58	46108533	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1842	Oui	-74,400346	18,490899
EA.622	BIEN-AIMÉ	Pauline	F	1321072198	49	36027180	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1968	Oui	-74,390267	18,491401
EA.623	BIEN-AIMÉ	Katiana	F	1257682892	27	38677455	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	940	Non	-74,397149	18,487511
EA.624	LAMOUR	Fotil	M	8,07992E+15	77	47375251	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1534	Non	-74,365726	18,500541
EA.625	ARISTIDE	Lavaud	M	11 46 02 73 56	68	36125434	Autre	DAME-MARIE	3166	Non	-74,431041	18,529535
EA.626	BEAUBRUN	Dieunise	M	1321040285	29	31727085	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2204	Non	-74,385593	18,491391
EA.627	PICARD	Franckzor	M	1262811476	40	34015697	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	3168	Oui	-74,387108	18,491515
EA.628	TOUSSAINT	Elphine	F	1445510734	44	39082040	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2928	Non	-74,38751	18,491951
EA.629	MERTIL	Franky	M	08-08-99-1977-03- 00004	46	23856889	Autre	LES IROIS	1278	Oui	-74,422156	18,435688
EA.630	LOUIS	Christien	M	08-08-99-1969-08- 00013	54	85324565	Autre	LES IROIS	2050	Non	-74,418823	18,434071
EA.631	DORLUS	Reneau	M	1257741480	67	23534875	Autre	LES IROIS	2980	Non	-74,415805	18,436795
EA.632	SAINT.JUSTE	Julien	M	1152178702	43	31411773	Autre	LES IROIS	268	Non	-74,41845	18,436981
EA.633	LOUIS	Jean.michel	M	08-08-99-1976-08- 00043	47	85429652	Autre	LES IROIS	1006	Oui	-74,420065	18,437081
EA.634	EUGENE	Marie.augusta	F	1202918147	83	23654778	Autre	LES IROIS	1232	Non	-74,421656	18,43582
EA.635	REGIS	Rose Marie	F	08-06-99-1964-02- 00009	59	48080189	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2156	Oui	-74,392798	18,489988
EA.636	VITAL	Sanry	M	1279763196	65	49281822	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	7356	Non	-74,392973	18,4899
EA.637	ALEXIS	Marie Nagela	F	1262832719	30	49281822	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1170	Oui	-74,391065	18,49198
EA.638	LUNDY	Jaocelene	F	8,06992E+15	31	49412077	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	4620	Non	-74,392405	18,490588
EA.639	CHERY	Marie_laure	F	8,06992E+15	34	31046649	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2940	Oui	-74,393738	18,489361
EA.640	CHARLES EMILE	Esterina	F	8,0694E+12	29	47914730	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2966	Oui	-74,392628	18,490958
EA.641	LOUIS	Darlot	M	8061976	47	37385415	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2464	Oui	-74,393018	18,490238
EA.642	ARISTYL	Oland	M	8,06992E+15	69	49281822	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	7272	Non	-74,392393	18,490521
EA.643	LOUIS	Bermante	F	1076530348	58	49488089	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	656	Oui	-74,3924	18,490631
EA.644	CANDIO	Marie Fedette	F	1080543626	72	47118057	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1732	Non	-74,392683	18,490008

EA.645	NOELCILIEEN	Rucady	M	1321084808	34	34090824	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1702	Oui	-74,384201	18,490718
EA.646	JOSEPH	Florence	F	1133605342	45	44626589	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2540	Non	-74,383968	18,490521
EA.647	ISEMEUS	Germetha	F	8,06992E+15	40	34732584	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1782	Oui	-74,37658	18,488711
EA.648	JOSEPH	Abner	M	1262887718	38	37708214	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1428	Oui	-74,37659	18,4893
EA.649	NOEL	Augusta	F	1057370132	34	48317140	Autre	LES IROIS	3450	Oui	-74,460098	18,442098
EA.650	CHALES	Fani	F	1393800082	34	48561977	Autre	LES IROIS	719	Non	-74,461758	18,443595
EA.651	JAEN.PAUL	Luxne	M	08-08-99-1953-07- 00078	70	34931749	Autre	LES IROIS	644	Non	-74,460166	18,441588
EA.652	CHERY	Jerline	F	01-07-99-1974-12- 00060	49	47621462	Autre	LES IROIS	3164	Oui	-74,46033	18,441636
EA.653	FRANCOIS	Kettia	F	1156724225	30	48807231	Autre	LES IROIS	3128	Non	-74,461808	18,444883
EA.654	JUNE-ROSE VICTOR	Jn Baptiste	F	10 58 72 23 12	45	37056257	Autre	DAME-MARIE	2036	Oui	-74,420846	18,534318
EA.655	JEAN BAPTISTE	Adeline	F	1198654997	73	48984880	Autre	DAME-MARIE	581	Non	-74,411361	18,555693
EA.656	MARDY	Nadienne	F	1103880565	41	34614899	Autre	DAME-MARIE	0	Oui	-74,414178	18,554571
EA.657	CHARLES	Marie Mercilise	F	1051538395	70	38811700	Autre	DAME-MARIE	1472	Non	-74,389316	18,556728
EA.658	MALOI	Abel	M	1035866396	26	49434312	Autre	DAME-MARIE		Non	-74,391783	18,556336
EA.659	TANGERE	Renel	M	08-07-99-1970-02- 00040	53	39938087	Autre	DAME-MARIE	3988	Non	-74,39144	18,557921
EA.660	NELSON	Nique	M	1249324693	58	46111353	Autre	DAME-MARIE	1512	Non	-74,394071	18,556855
EA.661	LOUIS CHARLES	Lorinciz	F	1249326536	72	49148683	Autre	DAME-MARIE	1834	Non	-74,394333	18,55697
EA.662	LOUIS CHARLES	Licanord	M	08-07-99-1962-10- 00026	61	49148683	Autre	DAME-MARIE		Non	-74,393655	18,556868
EA.663	CICERON	Risemene	M	1182316608	58	44364590	Autre	DAME-MARIE		Non	-74,393505	18,55646
EA.664	ANDRIS	Geraldi Benjy	M	08-07-90-01-002834	33	44787031	Autre	DAME-MARIE	1744	Oui	-74,414808	18,5509
EA.665	CADEAU	Roosevelt	M	08-07-99-1976-08- 00028	47	37998624	Autre	DAME-MARIE	1104	Oui	-74,43363	18,535001
EA.666	NOËL	MariE-Mimose	F	1066117010	64	36988031	Autre	DAME-MARIE	1308	Non	-74,410045	18,557108
EA.667	EXAVIER	Jean Kilsoit	M	1329106417	76	37093656	Autre	DAME-MARIE	0	Non	-74,41335	18,560108
EA.668	GUERRIER	Bernard	M	1297187694	64	48468971	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	1190	Non	-74,428266	18,485456
EA.669	ALTEMEUS	Ivalon	M	1257656023	48	36989164	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	432	Oui	-74,428131	18,485133
EA.670	FRANCOIS	Roseline	F	1360825805	46	31201557	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	328	Oui	-74,429936	18,486418

EA.671	ALERTE	Jean Inaucal	M	1340793559	78	46809656	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	130	Non	-74,429145	18,489001
EA.672	JEAN	Bernade	F	1257639048	47	37480498	Autre	LES IROIS	2152	Oui	-74,460456	18,442156
EA.673	DORLUS	Reny	M	08-08-99-1984-08-0000- 26	39	38877248	Autre	LES IROIS	656	Non	-74,462691	18,443918
EA.674	NOEL	Julcia	F	1393799306	58	47335747	Autre	ANSE DHAINAULT	2854	Non	-74,461851	18,44218
EA.675	CHARLES	Pricile	F	1393837233	56	36669808	Autre	LES IROIS	2302	Oui	-74,45298	18,438071
EA.676	SAMA	Marc.henry	M	1076561873	26	34765358	Autre	LES IROIS	1422	Oui	-74,45236	18,439926
EA.677	LAMARRE	Saint Charmandienette	F	1393837621	65	38886499	Autre	LES IROIS	1824	Non	-74,452678	18,439685
EA.678	ALPHONSE	Mesitha	F	07-13-99-1940-12- 00006	83	23456352	Autre	LES IROIS	440	Non	-74,451646	18,44061
EA.679	GERMAIN	Erina	F	09-06-99-1975-07- 00025	48	31767525	Autre	LES IROIS	1174	Oui	-74,45252	18,43911
EA.680	SAMA.	Henri	M	08-08-99-1977-08- 00013	46	23457952	Autre	LES IROIS	2502	Oui	-74,450758	18,439576
EA.681	JEAN	.jean.rene	M	08.08-99-1974-99-08- 000013	49	48555206	Autre	LES IROIS	7470	Oui	-74,462876	18,436803
EA.682	DESTIN	Waslin	M	1360816202	23	38209824	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	830	Non	-74,425815	18,49171
EA.683	SINEA	Robert	M	1348497127	48	31858040	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	3054	Non	-74,425758	18,493978
EA.684	LOUISSAINT	Sito	F	1253357274	44	48249839	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	538	Oui	-74,425885	18,492936
EA.685	NICLASSE	Leonise	F	1182201469	60	47553609	Autre	DAME-MARIE	0	Non	-74,387936	18,567726
EA.686	ROSEMA	Gethro	M	1246397249	24	36128499	Autre	DAME-MARIE	0	Non	-74,387936	18,567726
EA.687	VINCENT	Jean Mary	M	1201796245	24	47553609	Autre	DAME-MARIE	3092	Non	-74,387936	18,567743
EA.688	CAJOUX	Prelet	M	8,07992E+15	71	38957538	Autre	DAME-MARIE	4160	Non	-74,39044	18,564986
EA.689	ACQUIS	Felins	M	8,07992E+15	31	46989142	Autre	DAME-MARIE	2314	Oui	-74,391235	18,564881
EA.690	TATAL	Simone	F	8,07992E+15	52	36851622	Autre	DAME-MARIE	1926	Non	-74,391963	18,565298
EA.691	BAPTISTE	Sainterose	F	8,07992E+15	73	36279860	Autre	DAME-MARIE	2700	Non	-74,392363	18,566088
EA.692	VINCENT	Larose	F	1182216504	45	44968284	Autre	DAME-MARIE	2294	Oui	-74,392435	18,56642
EA.693	ETIENNE	Jean Sonel	M	1035696355	44	39144665	Autre	DAME-MARIE	1558	Non	-74,411996	18,559203
EA.694	JEAN AVELINO	Belony	M	8,09992E+15	42	34920392	Autre	DAME-MARIE	2216	Non	-74,413688	18,560638
EA.695	MERDINA	Oberde	M	8,09992E+16	47	38483116	Autre	DAME-MARIE	4774	Non	-74,412288	18,560365
EA.696	JEUNE	Wilner	M	1013450957	54	39405137	Autre	DAME-MARIE	1444	Non	-74,412146	18,560303

EA.697	JOSMA	Anglenita	F	1321058133	28	48217114	SICARD	ANSE DHAINAULT	1781	Oui	-74,36534	18,48464
EA.698	AUGUSTE	Emmanuel	M	1349762179	31	44378084	SICARD	ANSE DHAINAULT	6636	Oui	-74,365346	18,484631
EA.699	DELIGENT	Jordany	M	1156731306	32	36615205	Autre	LES IROIS	514	Oui	-74,4615	18,443158
EA.700	DELIGENT	Camille	M	1262809051	76	36615205	Autre	LES IROIS	2922	Oui	-74,461636	18,440911
EA.701	BLANC	Yolette	F	08-08-99-08-1976- 0000023	47	44540076	Autre	LES IROIS	5268	Oui	-74,46257	18,439916
EA.702	FLEUROSE	Jean.mary	M	1314603753	52	38991728	Autre	LES IROIS	5150	Oui	-74,462255	18,438168
EA.703	FAVOL	Feliz	M	1314595411	44	39228345	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	398	Non	-74,425165	18,493688
EA.704	POLICARD	Jeff	M	1360826096	33	47487101	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	386	Non	-74,426025	18,492328
EA.705	MILFRANC	Louisane	F	1340513811	60	36430383	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	302	Non	-74,428906	18,489326
EA.706	STLOUIS	Jonas	M	1051489604	54	38336683	Autre	DAME-MARIE	1586	Non	-74,412176	18,55884
EA.707	CANDIO	Makenson	M	1076551397	37	31965993	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	822	Non	-74,38636	18,491656
EA.708	EMILE	Emiliette	F	8,06992E+15	32	39498325	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	3800	Non	-74,384085	18,490456
EA.709	ESTIME	Luca	F	1279759898	23	44758370	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	386	Oui	-74,425916	18,491793
EA.710	ALERTE	Gerson	M	1279767173	31	44450591	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	192	Oui	-74,425828	18,492691
EA.711	BENJAMIN	Marise	F	1271415279	54	38392720	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	176	Non	-74,42599	18,492456
EA.712	CAZEAU	Lucienne	F	08-06-99-03-001908	24	34013866	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	228	Non	-74,425916	18,492586
EA.713	BAZELAIS	Esnel	M	1062216155	40	31829296	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	120	Oui	-74,425831	18,492561
EA.714	LAFLEUR	Christian	M	1321070937	63	34708107	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2118	Oui	-74,384526	18,488608
EA.715	BIEN,AIME	Launise	F	1321086748	25	36823114	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	840	Non	-74,377531	18,487061
EA.716	EMILE	Regis	M	8,05992E+15	47	37568631	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1674	Oui	-74,361615	18,497261
EA.717	DERONE	Jean,oldin	M	8,05992E+15	44	48473724	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	848	Non	-74,365475	18,49928
EA.718	JEAN	Joachette	F	0805991990020004/-/0/	33	48122948	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2890	Oui	-74,370528	18,499505
EA.719	BARTHOLD	Suse	F	1035772985	39	47472561	Autre	DAME-MARIE	1006	Oui	-74,416886	18,554173
EA.720	LOUIS	Jean Manel	M	1472073068	40	37626998	Autre	DAME-MARIE	1198	Non	-74,416465	18,553675
EA.721	JEUNE	Daniel	M	1472059973	55	0	Autre	DAME-MARIE	4710	Oui	-74,416676	18,553695
EA.722	CICERON	Vicot	M	08-07-99-1971-07- 00010	52	49148683	Autre	DAME-MARIE		Non	-74,419653	18,567961

EA.723	ALERTE	Louis	M	08-06-99-1985-06-00007	38	47736492	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	430	Oui	-74,425805	18,492593
EA.724	FONTISTE	Vanel	M	1257682310	55	46873212	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	2424	Non	-74,4244	18,492338
EA.725	RICHE	Jesilla	F	08-06-97-11-021444	26	46315725	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	566	Non	-74,42827	18,490428
EA.726	SIMILCA	Lemis	M	08-07-99-1957-11-00013	66	36992526	Autre	DAME-MARIE	1754	Non	-74,387881	18,538936
EA.727	NOËL	MariE- Deslourdes	F	08-07-99-1963-06-00015	60	31660591	Autre	DAME-MARIE	574	Non	-74,41343	18,555851
EA.728	CHARLES	Jacob	M	08-02-99-11-00007	35	36883957	Autre	DAME-MARIE	2492	Non	-74,418675	18,557535
EA.729	LAURENT	Novinsky	M	1013503434	42	31107975	Autre	DAME-MARIE	1156	Non	-74,402015	18,547101
EA.730	TELISKA	René	M	1349860731	51	47913256	Autre	DAME-MARIE	754	Non	-74,411498	18,55938
EA.731	JEAN BAPTISTE	Hubert	M	08-07-99-1976-04-00041	47	44731077	Autre	DAME-MARIE	2930	Non	-74,404283	18,539328
EA.732	ST LOUIS	Jethel	M	08-07-99-1982-01-0035	41	48737588	Autre	DAME-MARIE	3192	Non	-74,38843	18,537228
EA.733	BAZELAIS	Rodrigue	M	1082222308	43	44763488	Autre	DAME-MARIE	1352	Oui	-74,411433	18,559386
EA.734	BLANC	Louiseul	M	1253136793	39	31793252	Autre	DAME-MARIE		Non	-74,402543	18,543901
EA.735	ANDRIS	Louinord	M	1091276773	53	44782150	Autre	DAME-MARIE	1070	Non	-74,411025	18,558623
EA.736	NOËL	Raoul	M	08-07-99-1968-02-00122	55	31660591	Autre	DAME-MARIE	996	Non	-74,413478	18,556426
EA.737	AZOR	Jacqueson	M	08-07-99-1983-03-00029	40	36371351	Autre	DAME-MARIE	2354	Oui	-74,434385	18,536176
EA.738	NOVEMBRE	Jean Eddy	M	1103833055	43	47615647	Autre	DAME-MARIE	422	Non	-74,414281	18,556608
EA.739	DERONE	Evelie	F	805991992	31	46349565	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	3524	Oui	-74,365676	18,499146
EA.740	DERONE	Eveline	F	8,05911E+12	32	36701194	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	4872	Oui	-74,366216	18,500398
EA.741	EMILE	Remi	M	1092988629	42	377083961	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	3604	Non	-74,375518	18,493503
EA.742	MICHEL	Olma	M	1257697345	46	39305852	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2658	Non	-74,390503	18,492286
EA.743	MARTIAL	Escilienne	F	1086538614	45	36985061	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	3644	Oui	-74,38184	18,48901
EA.744	DANIEL	Christela	F	1262850858	21	36003210	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	964	Oui	-74,375561	18,484135
EA.745	ANTOINE	Lhonneur	M	8,06992E+15	43	39993569	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1670	Oui	-74,376161	18,484421
EA.746	PIERRE LOUIS	Renant	M	1123132834	46	44348083	Autre	LES IROIS	5184	Oui	-74,440015	18,40542
EA.747	PREMIER	Daniel	M	1122911674	34	49153220	Autre	LES IROIS	3084	Non	-74,437768	18,405618

EA.748	JACKSON	Joinise	M	1080537030	39	34545682	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	662	Oui	-74,426226	18,492216
EA.749	FAUSTIN	Denes	M	1393819094	45	44224235	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	412	Non	-74,427296	18,492556
EA.750	MARTIAL	Jean	M	1314627518	60	36165870	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	492	Non	-74,42715	18,492631
EA.751	JEROME	Ketline	F	1202962476	29	48541121	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	274	Oui	-74,42649	18,493405
EA.752	LOUIS	Camille	M	1314603268	73	37265619	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	358	Oui	-74,425983	18,492703
EA.753	FORTINE	Jhonna	F	1349857045	21	48257022	Autre	DAME-MARIE	1098	Oui	-74,41311	18,559516
EA.754	CADESTIN	Antoine	M	1180778186	42	48080952	Autre	DAME-MARIE	556	Non	-74,413123	18,55952
EA.755	EXAVIER	Ecrisa	M	08 07 99 1989 01 00062	34	48375810	Autre	DAME-MARIE	1638	Non	-74,409905	18,558913
EA.756	ETIENNE	Ducjonathan	M	1350086159	24	47297132	Autre	DAME-MARIE	2345	Non	-74,410211	18,561233
EA.757	ODOLCE	Alnave	M	08 07 99 1986 08 00017	37	31878960	Autre	DAME-MARIE	2303	Non	-74,410873	18,56071
EA.758	CADESTIN	Fortine	M	08 07 99 1964 09 00022	59	49141785	Autre	DAME-MARIE	2070	Non	-74,411665	18,560838
EA.759	MILSOIS	Michelle Ange	F	1145998741	49	49141785	Autre	DAME-MARIE	2095	Non	-74,410701	18,558038
EA.760	FERESTAL	Bertin	M	004 748 874 2	42	36178404	Autre	DAME-MARIE	2048	Non	-74,413241	18,555755
EA.761	VENERIN	Marie Claudette	F	1262776265	59	38191199	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,43479	18,462641
EA.762	PIELSAINT	Lemene	F	1257695114	38	37209173	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,434793	18,462536
EA.763	VILSAINT	Ismene	F	1257709373	49	48222120	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,434848	18,462545
EA.764	FABIOLA	Constan	F	1086536092	27	36214937	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	113	Non	-74,434888	18,462556
EA.765	MERCIE	Estime	F	1155361084	71	34338214	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,434885	18,462553
EA.766	MARCELIN	Benjamin	M	1297122607	37	34338214	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	56	Non	-74,43491	18,462558
EA.767	VILSAINT	Fameson	M	8,08992E+15	51	36426808	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	111	Non	-74,431973	18,461031
EA.768	LOUIS CHARLES	Christoph	M	1360827939	67	36182394	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	524	Oui	-74,431956	18,461028
EA.769	MAURICEMENE	Jerome	F	1056044724	26	38930214	Autre	ANSE DHAINAULT	175	Oui	-74,434928	18,462708
EA.770	WILLIANA	Saint Cyr	F	1279760286	39	34878704	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	114	Non	-74,434886	18,462763
EA.771	LESOY	Sannois	M	1045512658	57	34039758	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	115	Oui	-74,434883	18,462793
EA.772	GEOGES	Venerin	M	8,06992E+13	52	44865946	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	112	Oui	-74,434896	18,462641
EA.773	MARIE	Julia	F	1297151513	66	34004767	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	86	Non	-74,43495	18,462628

EA.774	AMINTHA	Charles	F	1297111355	73	34687375	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Oui	-74,435065	18,46261
EA.775	LOUIS CHARLES	Revet	M	8,06992E+15	57	34553513	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,434946	18,462666
EA.776	LEFAY	Philistin	M	1297123092	70	34553513	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,435043	18,462666
EA.777	AMOUR	Origene	F	1297150252	47	46351724	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,434856	18,462556
EA.778	MILLIEN	Fortune	M	1297138709	68	49432167	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,434873	18,462518
EA.779	DUPREME	Pierre	M	10500411934	62	49432167	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,434851	18,462566
EA.780	JEAN ANEL	Joseph	M	1145517524	25	47751149	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,434788	18,462498
EA.781	DIEUVEUT	Cemervil	M	1297123189	54	46714987	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Oui	-74,434858	18,462613
EA.782	DUMANNOIR	Odrique	M	8,06992E+15	49	34291561	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,434758	18,46256
EA.783	DENIS	Admarie	F	7,07992E+15	65	46714987	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Oui	-74,434808	18,462535
EA.784	GESLINE	St Jean	F	1257731974	32	44237285	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,434836	18,462531
EA.785	VILCILIA	Stulus	F	1257735854	57	48714987	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Oui	-74,434745	18,462578
EA.786	MARIE THERESE	St Jean	F	1144633563	53	34810515	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Oui	-74,434653	18,462666
EA.787	ELVANCIA	Origene	F	1375625289	44	34456438	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,434645	18,462713
EA.788	JEAN NORD	Milouis	M	1257754575	43	37280599	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,434553	18,462808
EA.789	ILIANE	Philippe	F	1375616559	66	47435877	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,434655	18,462676
EA.790	MANCIL	Miramy	M	1257740025	62	44237285	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,434648	18,462651
EA.791	GUERNANTE	Beauvil	F	1297152386	37	36106611	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,434538	18,46278
EA.792	CLERZILIA	Tercuis	F	1257698121	50	36159553	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,434758	18,462585
EA.793	REMONDE	Louis Charles	F	1297131822	57	34456438	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,43473	18,462581
EA.794	NELSIUIS	Thercius	M	1297119697	64	36159553	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Oui	-74,434786	18,46263
EA.795	MARILIA	Louis Charles	F	1297139388	59	39166316	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Oui	-74,434803	18,4626
EA.796	SAINCLERNISE	Louis Charles	F	1257751471	50	39097768	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,43479	18,462603
EA.797	ELZAR	Casimy	F	1297117369	33	46351724	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,434795	18,462571
EA.798	WILNER	Pierre	M	1297181486	69	36791679	Autre	ANSE DHAINAULT	0	Oui	-74,434813	18,462606
EA.799	ANITHA	Philistin	F	1068076895	73	39099768	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,43487	18,46259

No.	NOM	PRENOM	SEXE	CIN	AGE	TELEPHONE	ASSOCIATION	COMMUNE	SUPERFICIE CALCULEE	BENEFICIAIRE	LONGITUDE	LATITUDE
EA.800	WANCILE	Belkocombe	F	1057404179	31	39099768	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,434908	18,46258
EA.801	IVANE	Dolene	F	1297142686	59	38545781	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,434938	18,462626
EA.802	NICLAS	Saint Ange	M	8,06992E+15	45	34592855	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Oui	-74,434906	18,462616
EA.803	PIERRE MARIE	Tercius	M	1271412854	60	39498269	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,434948	18,46263
EA.804	JOSEPH	Vilaire	M	8,06992E+15	34	48738917	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,434955	18,46272
EA.805	JILIA	Fortune	F	2297147342	67	34592855	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Oui	-74,435008	18,462753
EA.806	OBENICIA	Louischarles	F	1297174211	70	48738917	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Oui	-74,434965	18,462758
EA.807	VIOLETTE	Joseph	F	1257706075	58	46625387	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,435018	18,462751
EA.808	VERILNOR	Gobert	M	1257751956	52	46625387	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,435163	18,46284
EA.809	GEDILOM	Iserael	M	1257689197	52	44227077	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,435231	18,46288
EA.810	MILIEN	Gladice	F	8,06992E+15	40	47043618	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,435161	18,462901
EA.811	JUSLENE	Dupre	F	1,29712E+12	64	46647499	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,435356	18,462955
EA.812	ESNEL	Thercius	M	1297148506	30	36536128	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,435435	18,463035
EA.813	CHERESTAL	Kety	M	1144633757	38	48050342	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,453478	18,487936
EA.814	DOUYON	Marie Choisie	F	1145512286	49	48024716	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Oui	-74,45346	18,487871
EA.815	DELY	Nehemy	M	03-909-645-6	55	36083126	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Oui	-74,453455	18,487858
EA.816	LUMA	Jesmine	F	08-06-99-1977-05-00016	46	38240371	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,453405	18,488076
EA.817	LUMA	Murvie	F	1271415376	60	46260823	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Oui	-74,45332	18,488065
EA.818	LINDOR	Pierre Luc	M	1045505480	39	31507202	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,453373	18,488035
EA.819	LUNDY	Junior	M	08-06-99-1983-02-00015	40	44474786	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,453348	18,488036
EA.820	MOÏSE	Asma	M	008-185-823-7	43	44565193	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,453255	18,488133
EA.821	LORREUS	Louinita	F	1314623832	63	44898400	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Oui	-74,453335	18,488183
EA.822	POLICARPE	Exila Laureus	F	1314628682	373	48590540	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Oui	-74,453486	18,48804
EA.823	LUMA	Dimy	M	1092993479	40	37088399	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Oui	-74,45318	18,488036
EA.824	SEMERZIER	Elienne Foucalt	F	08-06-99-1953-02-00003	70	48054265	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Oui	-74,450806	18,485665

EA.825	LUMA	Dieula	F	1132261407	75	38558593	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Oui	-74,449996	18,484981
EA.826	NUMA	Marie André	F	1131118844	35	39110846	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,449735	18,485326
EA.827	NORMIL	Jony	M	1145517039	41	36427028	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,449788	18,48542
EA.828	PIERRE	Sobner	M	1051056887	35	39220188	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,45009	18,485116
EA.829	EMILE	Dureth n.	M	003-813-559-2	50	31218182	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,450155	18,485191
EA.830	SAINT LOUIS	Emerson	M	1105820759	38	36574024	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Oui	-74,45026	18,484976
EA.831	JEROME	Florence	F	1098933565	35	46159113	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,449863	18,485011
EA.832	JEROME	Fabiola	F	1314625772	39	46360843	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Oui	-74,449708	18,48527
EA.833	PIQUANT	Venette	F	1160216710	33	44179819	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Oui	-74,448858	18,484505
EA.834	LOUISNET	Livert	M	12577114029	40	38171243	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,434791	18,462536
EA.835	LUMA	Wilson	M	8,06992E+15	48	34937036	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,43481	18,462486
EA.836	VENET	Mathuri	M	1257684638	49	47982332	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,434826	18,462541
EA.837	JEAN LOUIS	Jacquelien	M	8,06992E+15	39	36182503	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,43488	18,46257
EA.838	VESNEL	Pierr	M	1297126002	24	38641413	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,434866	18,462528
EA.839	JEAN JACQUES	Benita	F	8,06992E+15	63	31770419	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,43483	18,462515
EA.840	JIMMY CARTER	Piquant	M	1393803671	33	47297584	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Oui	-74,434818	18,462516
EA.841	KEDY	Gazard	M	1257741577	26	47874391	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,434846	18,462625
EA.842	GAZAR	Jean Fritz	M	8,06992E+14	31	37133406	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,434755	18,46268
EA.843	GULIEVE	Niclas	M	1257718879	59	31770419	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,434736	18,46265
EA.844	MAKENZY	Precilien	M	1076880033	34	48335226	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Oui	-74,434853	18,46262
EA.845	CONSTANT	Amelienne	F	8,06993E+15	49	44530827	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,434858	18,462593
EA.846	JUDE	Gazzar	M	1136850574	35	38919128	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,434868	18,462575
EA.847	JACKAIN	Rene	M	1257688000	34	38054499	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,434898	18,462611
EA.848	JUDITH	Jean	F	1262781309	25	49052639	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,434985	18,462601
EA.849	RECITHA	Letant	F	1257700740	46	36791679	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,43495	18,462641
EA.850	EZENOR	Lanose	M	8,06992E+15	37	48805548	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,434956	18,462626
EA.851	LENER	Alexis	M	1156737514	53	38054499	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,434968	18,462633

EA.852	FRANDER	Alexis	M	1257732071	21	38054499	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,434926	18,462606
EA.853	JISLENE	Clerge	F	1297173920	42	36985451	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,434908	18,46263
EA.854	OCILIA	Dorime	F	1297149767	43	31106321	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,434845	18,462591
EA.855	THERCUIS	Luvens	M	8,06971E+12	26	38962234	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,434895	18,462635
EA.856	BELIENNE	Niclas	F	1393820840	63	31106321	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,434895	18,462628
EA.857	PIERRE	Jeudeleine	F	8,06993E+15	37	48503236	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,434881	18,462676
EA.858	WANES	Precilien	F	1262821564	39	34541301	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,43501	18,462571
EA.859	EDOUANE	Fortune	M	1257730131	41	34541301	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,434886	18,462656
EA.860	NICLAS	Rachelle	F	8,06992E+15	49	34541301	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,434971	18,462613
EA.861	HENRY	Rosemene	F	7,13992E+15	35	37126593	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,434765	18,462575
EA.862	JOSEPH	Nova	F	1257709567	46	34348433	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,434805	18,462536
EA.863	BENJAMIN	Beniel	M	8,06992E+15	37	37280599	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Oui	-74,434795	18,462531
EA.864	THELEMAQUE	Angelaure	F	1297172853	40	37209173	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,434795	18,462506
EA.865	SAINTALIA	Noel	F	1059739939	45	47625253	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Oui	-74,43533	18,463813
EA.866	JAMI CLESE	Moseme	F	1076561582	25	44447640	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,435248	18,46381
EA.867	DEMOSTHENE	Souvenire	F	8,06992E+15	44	46351724	Autre	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,435331	18,463816
EA.868	MESENANTE	Oceant	M	1257746815	60	31697731	Autre	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,435303	18,46385
EA.869	EMILIENNE	Thelemaque	F	1257696472	39	34291561	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,435343	18,463851
EA.870	JOURDIN	Fanus	M	8,06992E+15	45	34261530	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,435328	18,4638
EA.871	NAOMIE	Louis Charles	F	1297129591	28	39307636	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,435368	18,463791
EA.872	NESLY	Jean	M	1156725486	29	44272034	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Oui	-74,43535	18,463796
EA.873	LUCMANN	Luma	M	1297153162	39	36392750	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	639	Non	-74,43535	18,463751
EA.874	VILLASSON	Mimose	F	8,06992E+15	46	31856351	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,435366	18,463828
EA.875	ERENTA	Louis	F	1078188078	29	39039165	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,435348	18,463818
EA.876	JOSEPH	Claudette	F	8,06992E+15	58	36582543	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,435378	18,463793
EA.877	MARIE LOUISE	Ls Charles	F	1077202849	49	31123833	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,435393	18,463783
EA.878	MONT LOUIS	Louis Charles	M	1257665044	39	39307636	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,435346	18,463818

EA.879	DIONISE	Neltis	F	1051093359	22	34542248	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,435408	18,463795
EA.880	LOUCIANE	Louis Charles	F	1257732265	36	36771966	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	13	Non	-74,435376	18,463765
EA.881	VALSAINT	Jean Robert	M	8,06992E+15	32	37874614	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,435346	18,463775
EA.882	FRANTZY	Niclasse	M	1297162086	37	34452248	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,43538	18,46383
EA.883	BENICIA	Sageste	F	1441875513	50	48148905	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,435306	18,463826
EA.884	ANTOINIER	Mathurin	M	1257748270	69	31627992	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,435348	18,463855
EA.885	PIERRE MICHEL	Joseph	M	1160218456	57	36662432	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	121	Non	-74,435411	18,463823
EA.886	NICLAS	Duliene	F	0806991989 0500034	34	36182503	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	6	Non	-74,435426	18,463793
EA.887	JOSEPH	Mirlene	F	8,06992E+15	31	31732875	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	12	Non	-74,435433	18,463848
EA.888	DULIA	Gobert	F	1425190156	56	47129635	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	89	Non	-74,43539	18,463848
EA.889	RONOLD	Louis Charles	M	1257718103	27	47349576	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	189	Non	-74,435336	18,463873
EA.890	LIFAITE	Tercius	M	1257698897	49	31742591	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	118	Non	-74,435408	18,463858
EA.891	JEAN FRITZ	Louis Charles	M	1257683377	40	39307636	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	93	Non	-74,435398	18,463865
EA.892	ROSENIE	Joseph	F	1257680370	33	34276925	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	41	Non	-74,435353	18,463851
EA.893	NIVELA	Niclas	F	1424237809	36	31082104	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	6	Non	-74,435386	18,463865
EA.894	ANGEL	Dorcenat	F	1279761741	66	46610807	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	3	Non	-74,435406	18,463855
EA.895	EPHESIERE	Misere	M	1274560795	36	36255799	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	96	Oui	-74,435393	18,46385
EA.896	ROSITHA	Joseph	F	1257748173	53	44021903	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	72	Non	-74,435428	18,463841
EA.897	MONISE	Neltus	F	1257680467	29	34452248	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	24	Non	-74,435441	18,463808
EA.898	LOUIS CHARLES	Preciese	F	8,06992E+15	67	48503236	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	196	Non	-74,43542	18,46385
EA.899	JOSEPH	Neltis	M	8,06992E+15	70	34452248	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	55	Non	-74,435403	18,463838

No.	NOM	PRENOM	SEXE	CIN	AGE	TELEPHONE	ASSOCIATION	COMMUNE	SUPERFICIE CALCULEE	BENEFICIAIRE	LONGITUDE	LATITUDE
EA.900	RONIE	Thercius	F	1262774907	27	31700751	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	17	Non	-74,435455	18,46386
EA.901	GERTRUDE	Nuclasse	F	1257736824	62	34039758	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	37	Non	-74,435431	18,463846
EA.902	MERIANNE	Simon	F	1262806141	67	34558012	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	4	Non	-74,435441	18,463863
EA.903	NAROME	Vilsaint	M	1297120279	33	36771966	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	28	Non	-74,435428	18,46385
EA.904	DELICIA	Piquant	F	1297117466	59	36001138	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	96	Non	-74,435395	18,463828
EA.905	ELIE	Sonel	M	8,06992E+15	42	37874614	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	736	Non	-74,435423	18,463856
EA.906	ENITHE	Sybela	F	1257702389	60	46505273	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	400	Non	-74,435423	18,46385
EA.907	CHRIMENE	Louis	F	1092956619	53	36791679	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	7	Non	-74,435453	18,463865
EA.908	BENJAMIN	Fanel	M	8,06992E+15	39	38529917	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	47	Non	-74,435436	18,46385
EA.909	JULIANIE	Thea	F	1297126390	53	31700751	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	97	Non	-74,435408	18,463833
EA.910	LABON	Sezaire	M	1257716163	55	44557982	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	18	Non	-74,435423	18,463855
EA.911	LEVABIENS	Belizaire	M	1257732168	26	48976110	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	91	Non	-74,435385	18,46386
EA.912	JEAN MISSEAU	Joseph	M	1073375811	36	49120026	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	38	Non	-74,435395	18,463825
EA.913	BIENVIL	Niclas	M	8,06992E+15	50	44227077	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	20	Non	-74,435405	18,463885
EA.914	JEANMARY	Belfleur	M	1257705202	38	49200754	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	41	Non	-74,435436	18,463851
EA.915	YVOLIA	Paul	F	1257753702	33	34276140	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,435385	18,463885
EA.916	GUERDA	Bernard	F	1257744390	43	46712135	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	145	Non	-74,435426	18,463821
EA.917	SAINTANGE	Piquant	M	1297127660	64	47297584	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	33	Non	-74,435393	18,463826
EA.918	REGENT	Jeune	M	1257741383	53	36604276	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	16	Non	-74,435403	18,463855
EA.919	REZILISE	Vilssint	F	1297176054	51	36791679	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	50	Non	-74,435398	18,463828
EA.920	JEAN FRITZ	Semervil	M	1257689003	34	48870245	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,435415	18,46385
EA.921	ERNEST	Valsaint	M	1297135217	73	36985547	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	344	Non	-74,435405	18,463836
EA.922	SAINTTERESE	Boule	F	1297113295	53	44272293	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	102	Non	-74,43541	18,463863
EA.923	WANISE	Louisian	F	1441878714	44	48870245	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	190	Oui	-74,435398	18,463855
EA.924	LOUCIA	Alexis	F	1148438873	36	48870245	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,435383	18,463805
EA.925	ALEXANDRE	Danel	M	8,06992E+15	42	44272293	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,435426	18,463813

EA.926	THICA	Dume	F	1257705396	42	36791679	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,434825	18,462601
EA.927	JONEL	Jn Toussaint	M	1262785577	41	49227543	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	55	Non	-74,434795	18,46259
EA.928	MESGUERRE	Bernard	M	1135170922	46	38062350	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	48	Oui	-74,434693	18,462623
EA.929	ANTOINIER	Ezenord	M	1257707336	51	36791679	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	203	Non	-74,43435	18,462743
EA.930	THERCIUS	Inacio	M	8,06992E+15	54	31882315	CAUD	ANSE DHAINAULT	39	Non	-74,435426	18,463798
EA.931	SYLLE	Resilienne	F	8,06992E+15	49	44994140	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	5	Non	-74,435383	18,46381
EA.932	MAMONISE	Thercius	F	1297118242	28	34970957	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	2	Non	-74,435405	18,463801
EA.933	JEAN PHILIPPE	Charles	M	1297144238	51	36441705	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	42	Non	-74,43539	18,4638
EA.934	GLANATA	Niclas	F	1067284793	26	36431512	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	2	Non	-74,435371	18,46384
EA.935	JEUDY	Montyl	M	806991968	55	31882315	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	7	Non	-74,435411	18,463823
EA.936	CLAIRE ROSE	Gazard	F	1297114750	39	34264277	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	17	Non	-74,435413	18,463805
EA.937	PHILIPPE	Jourdin	M	8,06992E+15	69	36487852	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	37	Non	-74,435395	18,463791
EA.938	YVONNE ERAUS	Teima	F	1092962924	71	34276140	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	148	Non	-74,4354	18,463771
EA.939	SIFREUS	Onerestre	M	8,06992E+15	63	46681641	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,435381	18,463786
EA.940	SNTONIACA	Alexandre	F	1056104282	38	46681641	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,435406	18,463796
EA.941	VIAUX	Revoi	M	8,06992E+15	71	34922159	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Oui	-74,435376	18,463806
EA.942	SIFREUS	Celia Joseph	F	8,06992E+15	69	46966153	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,435388	18,463805
EA.943	WAGNES	Mathurin	M	1092978153	44	31398251	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,435343	18,463826
EA.944	JEAN FRANCOIS	Forestal	M	1428194148	58	47257884	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,435425	18,463801
EA.945	ROSELINE	Forestal	F	1297124450	39	38385412	Autre	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,435445	18,463773
EA.946	CARDET	Joseph	F	1092963312	29	34861288	Autre	CHAMBELLAN	0	Oui	-74,43539	18,463805
EA.947	NATHALIA	Gazard	F	1340492277	33	31370490	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,435436	18,463811
EA.948	LUCIENNE	Gazard	F	1297111840	40	46618037	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,435398	18,463818
EA.949	EZECHIEL	Dorcena	M	1136850380	40	31953450	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,435365	18,463798
EA.950	CATIANA	Dupre	F	1144623960	26	38998788	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,435408	18,463811
EA.951	GENA	Gobert	F	1156721315	33	36756615	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,435525	18,463798
EA.952	ELISMARD	Renold	M	8,06992E+15	55	44493748	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,435345	18,463823

EA.953	ELLIONARD	Vileur	M	806991963	60	44493748	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,435426	18,463805
EA.954	MAXENE	Jean	M	1371345358	37	37276081	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,435436	18,463801
EA.955	JACKSON	Jean	M	1076533162	31	31857870	Autre	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,435403	18,463825
EA.956	FORTUNE	Renold	M	8,06992E+15	36	46282258	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,435445	18,463815
EA.957	REGUY	Precilien	M	1092997941	45	46282258	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	193	Non	-74,435435	18,463825
EA.958	PHILISTIN	Suzanne	F	8,06992E+15	62	46618037	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,43546	18,463803
EA.959	FRANDIL	Louis	M	1340497903	49	37537236	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	8	Non	-74,435418	18,463821
EA.960	FORTUNE	Laudimis	M	8,06992E+15	38	36441705	Autre	ANSE DHAINAULT	7	Non	-74,435475	18,463818
EA.961	MIKERSON	Dupre	M	1086483809	28	46895337	Autre	ANSE DHAINAULT	33	Non	-74,435406	18,463823
EA.962	LESCIER	Picard	M	1297121637	61	46618037	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	18	Oui	-74,43544	18,463813
EA.963	CEDANIA	Belflur	F	1297231725	53	31089852	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	5	Non	-74,435443	18,463841
EA.964	JEANVIL	Felix	M	1156736350	29	37418118	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	21	Non	-74,435446	18,463821
EA.965	ZIZELE	Saint Felice	F	1297134344	42	38863642	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	26	Non	-74,435435	18,463821
EA.966	MACDALA	Pielsaint	F	1257654956	29	38863642	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	2	Non	-74,435446	18,463815
EA.967	CADET	Fabienne	F	1,02992E+15	40	37537236	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	52	Non	-74,43544	18,463791
EA.968	ROSE	Barthelemy	F	1297173629	39	37209173	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	18	Non	-74,435433	18,463858
EA.969	SANITE	Chalestra	F	1257748367	60	46652038	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,435416	18,46383
EA.970	NELTUS	Josette	F	8,08992E+15	33	46652038	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	2	Non	-74,43545	18,463813
EA.971	DIEUBON	Lamy	M	1257714126	56	38175642	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,4354	18,463821
EA.972	SIMENE	Neptune	F	1219645894	39	47485619	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	25	Non	-74,435391	18,463798
EA.973	BLANDINE	Louis	F	1424239167	29	37209173	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	57	Non	-74,435388	18,46382
EA.974	NASSUZE	Guerrier	F	1297147051	37	46519112	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	15	Oui	-74,435431	18,463851
EA.975	MARIE VENANTE	Joseph	F	1257663298	64	44204894	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,435393	18,463816
EA.976	PAUL	Lucnel	M	8,06992E+15	70	46519112	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	42	Non	-74,435383	18,463816
EA.977	SAINTE ROSE	Cadet	F	1257620230	33	34669016	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	86	Oui	-74,435406	18,463871
EA.978	LOUIS	Otilia	F	8,06992E+15	63	37537236	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	573	Oui	-74,436105	18,46386
EA.979	JOHN PETER	Demosthene	M	1441887541	22	37939750	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	237	Non	-74,435238	18,463891

EA.980	WADSON	Elias	M	1063486564	22	34334677	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	188	Non	-74,43549	18,463758
EA.981	ALSONN	Edouard	M	1301907229	31	34501751	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	173	Non	-74,435296	18,463966
EA.982	CHRISTA	Dupre	F	1393836554	34	47396357	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	242	Non	-74,43463	18,462771
EA.983	SEMERZIER	Dieuvenson	M	004-416-215-0	38	37198865	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	384	Non	-74,450276	18,487241
EA.984	CHERISME	Nevert	M	1147037417	59	48334910	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	284	Non	-74,450583	18,487181
EA.985	SEMERZIER	JeaN-Gardy	M	1051057760	46	47896288	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	528	Oui	-74,45072	18,486855
EA.986	ST LOUIS	Orelus	M	1400246314	40	34034629	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	396	Non	-74,392198	18,490635
EA.987	GELIN	Glana	F	1035805965	57	31329542	Autre	DAME-MARIE	513	Non	-74,410843	18,556616
EA.988	MONA	Paul	F	1182269757	53	34688836	Autre	DAME-MARIE	925	Non	-74,41114	18,556593
EA.989	LEGRAND	Silvain	M	08-07-99-1970-3-00005	58	49662323	Autre	DAME-MARIE	503	Non	-74,412515	18,556491
EA.990	ALSAIN	Anel	M	08-07-99-1946-04-0053	77	36458780	Autre	DAME-MARIE	717	Non	-74,412435	18,556631
EA.991	APPOLON	Rose Mirtha	F	1066191603	40	49075057	Autre	DAME-MARIE	1027	Oui	-74,413613	18,555606
EA.992	LOUIS CHARLES	Siliette	F	1134896648	37	49067342	CAUD	DAME-MARIE	541	Oui	-74,41523	18,556493
EA.993	FELISIENT	Mirlene	F	1156864467	27	34437259	Autre	DAME-MARIE	617	Oui	-74,414228	18,556425
EA.994	SAINT CHARLES	Walnise	F	1182229696	39	37914485	Autre	DAME-MARIE	298	Oui	-74,414086	18,556618
EA.995	ST LOUIS	Chinel	M	1143265678	40	39300580	CAUD	DAME-MARIE	170	Oui	-74,403933	18,546238
EA.996	WALSON	Destin	M	1134578086	24	44300523	Autre	DAME-MARIE	239	Non	-74,403743	18,54634
EA.997	JEANIS	Drelin	M	1145986228	63	37095230	Autre	DAME-MARIE	620	Non	-74,412201	18,556108
EA.998	DOLCINÉ	Sonnet	M	1054784157	63	47554621	Autre	DAME-MARIE	1100	Non	-74,411481	18,55935
EA.999	GUEY	Viliony	M	08-02-99-1956-10-00014	67	38202498	Autre	DAME-MARIE	828	Non	-74,412783	18,558668

No.	NOM	PRENOM	SEXE	CIN	AGE	TELEPHONE	ASSOCIATION	COMMUNE	SUPERFICIE CALCULEE	BENEFICIAIRE	LONGITUDE	LATITUDE
EA.2000	BARBE	Lenice	M	806991982	41	31281314	KOPERATIV CAPCPAH	ANSE DHAINAULT	4890	Oui	-74,390461	18,489145
EA.2001	BARBE	Kleber	M	1262797702	40	49281822	KOPERATIV CAPCPAH	ANSE DHAINAULT	2786	Oui	-74,390135	18,489135
EA.2002	BARBE	Dominique	F	1262847851	74	31832015	KOPERATIV CAPCPAH	ANSE DHAINAULT	3316	Non	-74,391838	18,490871

EA.2003	BIEN AIME	Erline	F	1253343015	32	47568489	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1850	Oui	-74,391836	18,49078
EA.2004	CIVIL	Venès	M	1270458665	52	44998961	Autre	LES IROIS	1968	Non	-74,434673	18,410846
EA.2005	JEAN	Ronel	M	08-08-99-1960-12- 00005	64	36394427	Autre	LES IROIS	3058	Non	-74,425283	18,412428
EA.2006	PREFANIE	Lorena	F	1066209063	64	47510482	KOPERATIV KAKEGA	LES IROIS	0	Oui	-74,443046	18,41046
EA.2007	SILIANE	Gedeon	F	08-08-99-1986-11- 00004	37	44090071	Autre	LES IROIS	2062	Oui	-74,44649	18,408651
EA.2008	JEANNE MARIETTE	Compere	F	1066220315	68	47514394	Autre	LES IROIS	1938	Oui	-74,446538	18,40869
EA.2009	NOELSAIN	Marie Rosette	F	1066114197	56	48036630	Autre	DAME-MARIE	3316	Non	-74,420953	18,558781
EA.2010	AUGUSTE	Islène	F	1253153768	47	36448299	Autre	DAME-MARIE	5260	Oui	-74,368848	18,540441
EA.2011	LOUIS	Junette	F	1249321589	34	31571171	Autre	DAME-MARIE	2936	Oui	-74,376533	18,535365
EA.2012	FOURCAN	Marie Therose	F	1253146978	65	36448299	Autre	DAME-MARIE	9394	Non	-74,376673	18,534971
EA.2013	ORISTEL	Carmain	M	08-06-99-1978-12- 00001	45	38992764	Mandou	ANSE DHAINAULT	2760	Oui	-74,44462	18,43851
EA.2014	DEVALMOND	Ansene	M	08-06-1963-10-00017	60	312527279	Mandou	ANSE DHAINAULT	6392	Oui	-74,435431	18,442371
EA.2015	GUERRIER	Saincois	M	1257751665	82	34747619	Mandou	ANSE DHAINAULT	3790	Non	-74,436086	18,44463
EA.2016	CHERY	Odric	M	1086536383	59	44127113	Mandou	ANSE DHAINAULT	5624	Oui	-74,43829	18,444618
EA.2017	JEAN	Celsire	M	08-06-99-1965-06- 00013	58	34878743	Mandou	ANSE DHAINAULT	6798	Oui	-74,443936	18,440925
EA.2018	MARI-ODA	Emile	F	1155363024	36	38522513	Mandou	ANSE DHAINAULT	1690	Oui	-74,445123	18,439751
EA.2019	JAMBON	Antoinette	F	08-06-1957-07-00027	66	46509948	Mandou	ANSE DHAINAULT	6230	Non	-74,457396	18,437045
EA.2020	NOZART	Marglaine	F	13-97-92-04-48	41	31905670	Autre	DAME-MARIE	5162	Oui	-74,424663	18,526505
EA.2021	PICARD	Helene	F	1262907118	63	48081858	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	3194	Oui	-74,38627	18,491376
EA.2022	SAINT_LOUIS	Anilus	M	1262855320	73	44783584	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	5848	Non	-74,387951	18,49199
EA.2023	COEURCIDE	Remy	M	1321044456	63	47906510	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	3974	Non	-74,387453	18,492875
EA.2024	CHARLES	Marie Guerda	F	8,06992E+15	61	46336174	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	0	Oui	-74,402488	18,490611
EA.2025	CIDEON	Eguenor	M	1145989914	47	36009198	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2572	Non	-74,391873	18,49053
EA.2026	BEAUBRUN	Williette	F	08-06-99-1986-02- 00049	37	44240120	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	3208	Oui	-74,412666	18,489506
EA.2027	GUERRIER	Edline	F	1147037514	52	47219839	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	4258	Non	-74,410285	18,488896

EA.2028	NOEL	Guerda	F	1321085778	56	31953160	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	1848	Non	-74,406536	18,489678
EA.2029	NYËL	Maxim	M	08-06-99-1979-12- 00019	44	36395104	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	2482	Non	-74,406975	18,489195
EA.2030	JOCELYN	Otil	M	1076561970	39	47521115	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	2270	Non	-74,40781	18,494686
EA.2031	ALEXIS	Venel	M	1340508961	45	34425352	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	7520	Non	-74,407753	18,495376
EA.2032	PORT_LOUIS	Jean_rocelyn	M	8,06992E+15	40	48713960	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1508	Non	-74,376566	18,485595
EA.2033	ALEXIS	Micise	F	1262844553	30	3446543 9	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2558	Non	-74,37693	18,48326
EA.2034	PORT_LOUIS	Mourice Dolcinè	M	1156732373	81	34294509	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	26710	Non	-74,375833	18,480201
EA.2035	EMILE	Itilien	M	1321054447	50	47959430	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1416	Oui	-74,38845	18,492188
EA.2036	VERRIER	Milege	F	1076682735	45	38515541	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	4612	Non	-74,42632	18,49169
EA.2037	EMILE	Michelor	M	1262843292	47	34441537	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2032	Non	-74,393941	18,488708
EA.2038	JOSEPH	Lesny	M	1262890046	69	38805741	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	952	Non	-74,392796	18,486613
EA.2039	CANDIO	Damier	M	1262902365	81	37825569	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	5546	Non	-74,392586	18,486433
EA.2040	JEANTY	Fernande	F	1080534411	76	48034896	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1442	Non	-74,394651	18,489365
EA.2041	LOUIS_JEAN	Nobert	M	8,07801E+12	43	49338508	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	12522	Non	-74,392575	18,490308
EA.2042	ARISTIL	Macianie	F	80699195003	73	38665325	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1452	Non	-74,392468	18,48991
EA.2043	ST FORT	Syltane Sylvain	F	1321032331	62	34304726	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	6338	Non	-74,392755	18,489885
EA.2044	PAUL	Saintaleme	M	1426001463	63	39995816	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1632	Non	-74,388976	18,491393
EA.2045	BEAUBRUN	Guirline Foreste	F	8,06992E+15	50	34533964	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	4170	Oui	-74,391213	18,492556
EA.2046	JULIEN	Onel	M	1262807014	46	49240522	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	3180	Non	-74,3915	18,492551
EA.2047	BIEN_AIME	Medilus	M	1262863468	62	44734858	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	4130	Non	-74,400271	18,49275
EA.2048	LOUIS	Gerald	M	1133574302	39	38407024	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	3086	Oui	-74,399923	18,492651
EA.2049	CHARLES	Marie Rosette	F	8,06982E+15	68	49281822	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2368	Oui	-74,399618	18,492735
EA.2050	ERNEST	Prenus	M	1262857260	35	34340924	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	3522	Non	-74,392848	18,48964
EA.2051	REGIS	Monexon	M	8,06992E+15	33	49179701	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2708	Oui	-74,392743	18,489963
EA.2052	JEAN.NOËL	Jacqueline	F	1242186269	66	44737144	Autre	LES IROIS	5886	Non	-74,440848	18,418081
EA.2053	CHALES	Wilmaine	F	1260145528	47	36790138	Autre	LES IROIS	2096	Non	-74,438948	18,419723
EA.2054	FORESTAL	Djamy	M	1103916940	29	48104979	Autre	DAME-MARIE	7970	Oui	-74,376766	18,535216

EA.2055	FORESTAL	Clarita	F	1182333777	56	49149702	Autre	DAME-MARIE	4174	Non	-74,377405	18,534941
EA.2056	FORESTAL	Clarolita	F	1073653231	58	31849202	Autre	DAME-MARIE	1098	Non	-74,377003	18,535423
EA.2057	JEAN LOUIS	Francilien	M	1146052091	54	38715198	Autre	DAME-MARIE	9370	Non	-74,378448	18,534358
EA.2058	JEAN LOUIS	Ernicie	F	1035852816	52	38715198	Autre	DAME-MARIE	0	Non	-74,378341	18,53433
EA.2059	JEAN LOUIS	Sanel	M	1066115749	27	46620368	Autre	DAME-MARIE	3902	Non	-74,378286	18,53435
EA.2060	DESIR	Ansely	M	07/07/99/1985/06/00070	38	38465980	Autre	DAME-MARIE	5088	Oui	-74,37832	18,534386
EA.2061	JOCELYN	Ovenie	F	1141096749	73	44536257	Autre	DAME-MARIE	9312	Non	-74,392651	18,551824
EA.2062	JOSEPH	Louissial	M	1098468741	77	36737599	Autre	DAME-MARIE	2428	Non	-74,363491	18,530246
EA.2063	BEAUBRUN	Linotte	F	08-06-99-1950-03-00019	73	47112922	SICARD	ANSE DHAINAULT	13088	Non	-74,370115	18,48108
EA.2064	PORT-LOUIS	Loufita	F	1424338689	36	49105631	SICARD	ANSE DHAINAULT	7154	Oui	-74,366105	18,485148
EA.2065	ALUC	Estebencia	F	1167423907	22	47157496	CAUD	MORON	1752	Non	-74,275286	18,569005
EA.2066	CESAR	Jeanshall	M	8,04992E+15	59	47587094	CAUD	MORON	4912	Non	-74,274285	18,567441
EA.2067	JEUNE	Guerline	F	8,04992E+15	31	37305277	CAUD	MORON	2072	Non		
EA.2068	JOSMA	Orele	M	8,04992E+15	58	46643099	CAUD	MORON	3174	Non		
EA.2069	JULOT	Solange	F	8,04992E+15	75	36471530	CAUD	MORON	9186	Non	-74,271198	18,571693
EA.2070	MENTOR	Calin	M	1038164423	46	34130287	CAUD	MORON	2468	Non	-74,27002	18,56681
EA.2071	OCTA	Philomene	F	1071788988	44	47157496	CAUD	MORON	3396	Non	-74,2748	18,567165
EA.2072	PIERRE	Garrincha	M	1195337888	34	31298188	Autre	DAME-MARIE	182	Non	-74,401161	18,524605
EA.2073	FONTAINE	Morquet	M	1182199626	51	44788377	Autre	DAME-MARIE	202	Non	-74,401036	18,524923
EA.2074	JOSETTE	Charles	F	1433297124	48	49197653	Autre	DAME-MARIE	137	Non	-74,402763	18,526265
EA.2075	CLAVIL	Marie Janette	F	8,02992E+15	61	44642377	Autre	DAME-MARIE	324	Non	-74,401131	18,524611
EA.2076	EDRISSON	Etinne	M	1085948175	23	34875024	Autre	DAME-MARIE	117	Non	-74,401016	18,524925
EA.2077	METENISE	Charles	F	1391262853	42	34061836	Autre	DAME-MARIE	484	Oui	-74,401041	18,524941
EA.2078	GUERLINS	Antoine	M	1300010491	37	31298188	Autre	DAME-MARIE	113	Non	-74,399916	18,524846
EA.2079	LUCIENNE	Jean	F	1249384542	39	34164609	Autre	DAME-MARIE	370	Oui	-74,400596	18,525961
EA.2080	LENY	Sainpreux	M	1350085965	35	36460701	Autre	DAME-MARIE	186	Non	-74,401291	18,526631
EA.2081	DIEUFAITE	Jean	M	1428698354	42	38783256	Autre	DAME-MARIE	0	Non	-74,401448	18,526363
EA.2082	MICHEL	Eddy	M	8,07992E+15	41	46741705	Autre	DAME-MARIE	114	Non	-74,40131	18,526381
EA.2083	ELOURDES	Michel	F	1433412651	62	44536327	Autre	DAME-MARIE	64	Non	-74,40123	18,526321

EA.2084	FLAVIE	Jean Baptiste	F	1085949630	67	44536327	Autre	DAME-MARIE	0	Non	-74,401268	18,526223
EA.2085	SONAME	Isme	M	1035760763	39	34875024	Autre	DAME-MARIE	218	Non	-74,401126	18,526363
EA.2086	CHERLIE	Silveste	F	8,07992E+15	39	36460701	Autre	DAME-MARIE	0	Oui	-74,400631	18,525908
EA.2087	IMERLIO	Simille	M	1182313310	29	31889836	Autre	DAME-MARIE	273	Oui	-74,400333	18,525745
EA.2088	NELSON	Antoine	M	8,07992E+15	37	39437987	Autre	DAME-MARIE	163	Non	-74,40053	18,525866
EA.2089	CLEGER	Frantzy	M	8,07992E+15	40	34378740	Autre	DAME-MARIE	0	Non	-74,402825	18,525971
EA.2090	FOUCAULT	Guernault	M	1076531997	43	49120472	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	5740	Oui	-74,380903	18,487225
EA.2091	PORT'LOUIS	Evenie	F	1321085390	52	37516463	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1394	Non	-74,377046	18,485656
EA.2092	CHERY	Hebert	M	8,06992E+15	42	37999831	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1838	Non	-74,376835	18,4847
EA.2093	MERVEILLEUX	Micheline	F	8,06992E+15	57	36720854	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	972	Oui	-74,375088	18,478723
EA.2094	VITAL	Livienne	F	8,06992E+15	68	49360386	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2226	Non	-74,370958	18,478843
EA.2095	EDMOND	Maglonde	M	8,06992E+15	46	37708396	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	3346	Non	-74,37134	18,47611
EA.2096	EVEILLARD	Olaine	F	1387408267	52	37110399	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1910	Oui	-74,373691	18,496533
EA.2097	SEMERZIER	Igenia	F	1061967156	50	44996194	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	297750	Oui	-74,37439	18,493583
EA.2098	BEAUBRUN	Rolande	F	1321043874	36	34202428	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2912	Oui	-74,38418	18,488815
EA.2099	JEAN	Nasson	M	08.06.99.1958.03.00011	65	37757053	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	6842	Oui	-74,384101	18,48871
EA.2100	ENEST	Presoir	M	1321080249	58	34340924	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	7622	Non	-74,386405	18,494258
EA.2101	VILFRANC	Francel	M	1076527826	39	37308154	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2626	Oui	-74,386396	18,495075
EA.2102	JEAN	Weber	M	1262839121	34	312545361	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1700	Non	-74,385533	18,495856
EA.2103	SELISIN	Pierre Marie	M	109-29-73-303	49	37198461	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	4498	Non	-74,409708	18,48592
EA.2104	CADET	Dieubon	M	08-06-99-1960-11-00006	63	36231791	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	7084	Non	-74,409396	18,48693
EA.2105	CAZEAU	Christella	F	1351203405	33	39257768	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	2358	Oui	-74,413781	18,4902
EA.2106	FORTUNE	Limene	F	08-06-99-1941-03-00010	82	31382724	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	2266	Oui	-74,41495	18,4903
EA.2107	VILFRANC	Francilien	M	1076529378	42	46605558	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1550	Non	-74,387896	18,496113
EA.2108	FLEURINAUT	Adrien	M	1425998456	38	37469924	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2690	Oui	-74,387608	18,495798
EA.2109	JEAN	Mariomain	M	1262846008	36	39920550	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	7792	Non	-74,377211	18,496586

EA.2110	JOSEPH	Venack	M	1321050955	66	31254536	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	3628	Non	-74,37788	18,49663
EA.2111	JOSEPH	JeaN-Robert	M	08-06-99-1959-01- 00008	64	46955491	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	11594	Non	-74,386395	18,499453
EA.2112	CONSTAN	Monaire	M	1221443983	49	37060610	Autre	LES IROIS	2028	Non	-74,440353	18,417825
EA.2113	VOLCY	Mariana	F	08-06-99-1973-06- 00017	50	34094877	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1724	Oui	-74,385743	18,499666
EA.2114	SILVAIN	Enithe	F	08-06-99-1986-11- 00033	37	493500979	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	3006	Oui	-74,382736	18,495768
EA.2115	SYLVAIN	Renel	M	08-06-99-1968-10- 00011	55	49350979	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	3784	Non	-74,382431	18,496571
EA.2116	REGIS	Lita	F	1321061819	57	38422471	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1326	Non	-74,383945	18,497611
EA.2117	LIFRANCE	Villefranche	M	1078527535	75	37308154	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2974	Non	-74,388398	18,496478
EA.2118	BEAUBRUN	Modelene	F	1262851537	35	37308154	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2722	Oui	-74,386163	18,494391
EA.2119	MERVEILLEUX	Mouloude	F	08-06-99-1991-05- 00020	32	37308154	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	745	Non	-74,386296	18,49481
EA.2120	EMILE	Fabien	M	08-06-99-1984-01- 00044	39	49366600	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2625	Non	-74,39345	18,487016
EA.2121	NOELCILIEN	Clebert	M	1262867348	61	44538171	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2149	Oui	-74,388233	18,488848
EA.2122	PIELSAINT	Angelor	F	1262891986	42	369476151	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	3200	Oui	-74,377921	18,488318
EA.2123	JEAN.NOËL	Jocelynde	F	8,08991E+11	63	39440307	Autre	LES IROIS	5294	Non	-74,441375	18,415705
EA.2124	ALUC	Dalmagne	M	1086742896	65	31299196	CAUD	MORON	3472	Non	-74,259931	18,53628
EA.2125	ROSE DANIE	Sylvain	F	1146062858	25	48550961	Autre	DAME-MARIE	0	Oui	-74,401386	18,526426
EA.2126	JANEL	St Preux	M	1085977663	23	39281732	Autre	DAME-MARIE	115	Non	-74,40139	18,5264
EA.2127	ODINY	Sylveste	M	1433411487	29	46660616	Autre	DAME-MARIE	166	Non	-74,401415	18,52644
EA.2128	WICHELINE	Jn Baptiste	F	1433296057	29	47412621	Autre	DAME-MARIE	62	Oui	-74,401416	18,526411
EA.2129	MONNES	Isme	M	8,07992E+15	81	447883777	Autre	DAME-MARIE	59	Non	-74,401076	18,524921
EA.2130	SAINT SURIN	Pricile	F	1397923746	53	49429455	Autre	DAME-MARIE	0	Non	-74,399988	18,524893
EA.2131	DAGLY	Charles	F	1433410226	35	47621393	Autre	DAME-MARIE	0	Oui	-74,402575	18,528331
EA.2132	VULFRANC	Clairemius	M	8,07992E+15	80	44229575	Autre	DAME-MARIE	0	Non	-74,40258	18,528305
EA.2133	JN BAPTISTE	Stenley	M	8,07992E+15	38	37858614	Autre	DAME-MARIE	0	Non	-74,402538	18,528316
EA.2134	OLGINA	St Louis	F	1366520481	57	31298182	Autre	DAME-MARIE	0	Non	-74,401413	18,531191
EA.2135	APPOLON	Aroid	M	1145963530	44	38919394	Autre	DAME-MARIE	0	Non	-74,402908	18,538386

EA.2136	LIVETTE	Vildamin	M	8,07992E+15	69	31390504	Autre	DAME-MARIE	0	Non	-74,403191	18,539003
EA.2137	PIERRE LOUI	Makenzy	M	1,01992E+15	44	49255403	Autre	DAME-MARIE	0	Non	-74,392651	18,551824
EA.2138	BERGEMANE	Luma	M	1426627889	64	49354754	Autre	DAME-MARIE	0	Non	-74,416918	18,555948
EA.2139	WILNA	Appolon	F	1184994584	61	34765110	Autre	DAME-MARIE	0	Non	-74,416975	18,556015
EA.2140	CADET	Perrique	M	1335095197	55	31507473	Autre	DAME-MARIE	0	Non	-74,413021	18,558188
EA.2141	ENETTE	Cadet	F	1369754655	65	44324891	CAUD	DAME-MARIE	0	Non	-74,413798	18,55862
EA.2142	JN NOËL	Regeant	M	08-08-99-1965-07-00016	58	39322760	Autre	LES IROIS	8488	Oui	-74,43261	18,408491
EA.2143	BELZIR	Fanès	M	08-08-99-1972-04-00034	51	44875540	Autre	LES IROIS	464	Non	-74,429308	18,411606
EA.2144	MILIEN	Vilia	F	1249546629	64	38383707	Autre	LES IROIS	2568	Oui	-74,444763	18,409823
EA.2145	LAURORE	Adoron	M	1202886040	69	36598375	Autre	LES IROIS	3334	Non	-74,445748	18,409955
EA.2146	ANTOINE	Benest	M	1371406274	46	31782659	CAUD	MORON	764	Non	-74,274676	18,528295
EA.2147	BELLEVUE	Windley	M	1143196993	36	36113110	CAUD	MORON	2684	Non	-74,278223	18,526575
EA.2148	DAPHNIS	Philomene	F	1086717773	69	36642732,39	CAUD	MORON	3520	Non	-74,276756	18,528476
EA.2149	HELIZEE	Machoubie	F	1124397714	23	36814712	CAUD	MORON	1474	Non	-74,271526	18,52925
EA.2150	JEAN NAEL	Adeline	F	1427819728	26	40403000	CAUD	MORON	802	Non	-74,27439	18,528123
EA.2151	LAMOUR	Marlene	F	1066432842	48	48300382	CAUD	MORON	706	Non	-74,278211	18,52664
EA.2152	LAMOUR	Renette	F	1172075833	37	38990764	CAUD	MORON	3220	Non	-74,272186	18,525238
EA.2153	SEJOUR	Mirlene	F	1194217538	43	39380321	CAUD	MORON	1910	Non	-74,271515	18,529188
EA.2154	WILFORT	Therlegrand	M	8,04992E+15	73	39324815	CAUD	MORON	3440	Non	-74,27221	18,525268
EA.2155	ZAMOR	Riguo	M	1351638644	43	49230908,4	CAUD	MORON	2454	Non	-74,2721	18,525208
EA.2156	JAMBON	Andrice	M	08-06-99-1978-06-00024	45	48561588	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	2450	Oui	-74,41842	18,475295
EA.2157	JEAN-JACQUE	Ineret	M	08-06-99-1951-08-00010	72	36559071	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	686	Non	-74,420508	18,477211
EA.2158	JAMBON	Eddy	M	1170770407	52	47551825	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	3878	Non	-74,41861	18,479078
EA.2159	MATHURIN	Beaudelaire	M	1428195312	37	48421618	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	695324	Oui	-74,42129	18,476975
EA.2160	NERESTAN	Miguel	M	08-06-99-1954-10-00008	69	48788523	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	992	Non	-74,425266	18,474881
EA.2161	LOUIS	Dulus	M	1349770133	61	36746864	SICARD	ANSE DHAINAULT	4429	Oui	-74,370205	18,48873
EA.2162	CORIST	Olene	F	1257617514	54	49476418	SICARD	ANSE DHAINAULT	2654	Oui	-74,383303	18,488853

EA.2163	CORISTE	Riviere	M	1257617514	73	37365044	SICARD	ANSE DHAINAULT	2077	Non	-74,382856	18,488605
EA.2164	EMILE	Angelet	M	1011644914	32	48391508	SICARD	ANSE DHAINAULT	1345	Non	-74,382803	18,488678
EA.2165	EMILE	Lusson	M	1262809730	70	47086530	SICARD	ANSE DHAINAULT	3290	Oui	-74,376358	18,490098
EA.2166	SEMERSIER	Saint-Hilaire	M	08-05-99-1978-02- 00020	45	34429860	SICARD	ANSE DHAINAULT	3100	Non	-74,369488	18,485066
EA.2167	JULES	Gilbert Sebien	M	08-08-99-1958-13- 00016	65	46043918	Autre	LES IROIS	1706	Non	-74,429346	18,41091
EA.2168	BELZIR	Loulouse	F	1253926858	47	37057957	Autre	LES IROIS	2356	Non	-74,44577	18,409936
EA.2169	MERCIER	Junior	M	1265714880	26	31839699	Autre	LES IROIS	2576	Non	-74,430815	18,408416
EA.2170	MIZEAU	Mirlande	F	1321068221	38	31632976	SICARD	ANSE DHAINAULT	1664	Oui	-74,364755	18,484278
EA.2171	MACENA	Kettelene	F	1156731985	46	48176073	SICARD	ANSE DHAINAULT	3653	Oui	-74,373473	18,488865
EA.2172	PIELSAINT	Jean Claude	M	1262906730	68	47329639	SICARD	ANSE DHAINAULT	3364	Oui	-74,38174	18,4888
EA.2173	JULES	Chrisnel	M	06-08-99-1967-10- 00028	56	34961633	SICARD	ANSE DHAINAULT	3995	Non	-74,374136	18,489053
EA.2174	ILISME	Dechno Defailly	M	08-06-99-1959-12- 00019	64	46870970	Autre	ANSE DHAINAULT	9423	Oui	-74,37213	18,485828
EA.2175	FRÉDÉRIC	Jonel	M	1429378712	39	31632976	SICARD	ANSE DHAINAULT	4748	Non	-74,361876	18,481751
EA.2176	ETIENNE	Roseline	F	1426624494	67	48019625	SICARD	ANSE DHAINAULT	1136	Non	-74,363945	18,484395
EA.2177	BUTEAU	Ismael	M	1076532676	23	31601168	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	4704	Non	-74,415608	18,488266
EA.2178	DAMNIS	Vertilia	F	08-06-99-1974-05- 00011	49	36662268	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	3366	Non	-74,416628	18,48856
EA.2179	CHARLES	Wilky	M	1340513229	42	93610593	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	1260	Oui	-74,414038	18,489978
EA.2180	LOUIS CHARLES	Limencia	F	8,06992E+15	66	37280599	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	346	Oui	-74,434873	18,462716
EA.2181	SEMERVIL	Ilrick	M	1249341959	61	39982754	Autre	DAME-MARIE	9236	Non	-74,3836	18,562948
EA.2182	BOYER	Prenan	M	08-07-99-02-00021	63	39944629	Autre	DAME-MARIE	117678	Non	-74,386906	18,564423
EA.2183	MICHEL	Hercuse	F	1145962948	36	39131677	Autre	DAME-MARIE	552728	Oui	-74,384078	18,563473
EA.2184	LABADIE	Naomi	F	1233813617	42	47588259	Autre	LES IROIS	1754	Non	-74,439823	18,418051
EA.2185	MARTHY	Myrienne	F	1262777720	28	47028713	Mandou	ANSE DHAINAULT	874	Oui	-74,44409	18,43893
EA.2186	AUBOURG	Josue	M	08-08-99-1978-03- 00012	45	36014695	Mandou	ANSE DHAINAULT	2038	Oui	-74,444256	18,440183
EA.2187	LAURENT	Guines	M	1257640794	27	36290094	Mandou	ANSE DHAINAULT	7022	Oui	-74,45512	18,439755

EA.2188	JOSEPH	Onel	M	80899196404	59	47588259	Autre	LES IROIS	5274	Non	-74,439922	18,424481
EA.2189	LEBON	Ica	F	80899297104	52	38311645	Autre	LES IROIS	4828	Oui	-74,439922	18,42376
EA.2190	JEAN	Ganel	M	98492774	42	37055062	CAUD	CHAMBELLAN	12002	Oui	-74,312383	18,550108
EA.2191	ADONIS	Meleine	F	1016674752	61	46102522	CAUD	CHAMBELLAN	3482	Oui	-74,312563	18,55355
EA.2192	AUGUSTE	Petuelle	F	1167428757	61	39217268	CAUD	MORON	1550	Non	-74,26621	18,572338
EA.2193	BEAUBRUN	Lenet	M	8,04992E+15	57	39169248	CAUD	MORON	1440	Non	-74,269173	18,577415
EA.2194	BEAUBRUN	Marianne	F	1124391991	61	38243380	CAUD	MORON	1298	Non	-74,26669	18,572923
EA.2195	ETIENNE	Noeluis	M	1149672713	69	44937479,45	CAUD	MORON	970	Non	-74,268421	18,577616
EA.2196	GAY	Etrange	F	8,01992E+15	51	39007644	CAUD	MORON	3586	Non	-74,268471	18,577706
EA.2197	PIERRE	Lonese	F	1038081488	66	40361624	CAUD	MORON	1302	Non	-74,267718	18,575166
EA.2198	SIMILIEN	Rose Manette	F	1038176160	68	31347504	CAUD	MORON	1844	Non	-74,26892	18,576535
EA.2199	PAUL	Jean Patrice	M	1036785471	61	38176326	CAUD	MORON	4738	Non	-74,258128	18,56601

No.	NOM	PRENOM	SEXE	CIN	AGE	TELEPHONE	ASSOCIATION	COMMUNE	SUPERFICIE CALCULEE	BENEFICIAIRE	LONGITUDE	LATITUDE
EA.2200	MILLIEN	Louis Bruno	M	1013104376	65	37868930	CAUD	MORON	2540	Non	-74,259723	18,5573
EA.2201	JEAN PHILIPPE	Saynmpfar	M	1013111845	54	36540020	CAUD	MORON	7696	Non	-74,259828	18,544415
EA.2202	JISLÈNE	Octa	F	1257718494	56	34452850	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	771	Oui	-74,435663	18,462448
EA.2203	PAUL	Jean Wilnès	M	8,06992E+15	39	48122273	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	341	Oui	-74,434856	18,462655
EA.2204	ANDRE	Benise	F	1172000949	59	47401670	CAUD	MORON	1302	Non		
EA.2205	NAZAIRE	Jean	M	1187734543	73	36655022	CAUD	MORON	3264	Non		
EA.2206	FORESTAL	Franciene	F	1433295184	44	37849785	CAUD	DAME-MARIE	11476	Oui	-74,39549	18,541216
EA.2207	BIEN-AIMÉ	Lisner	M	1145965761	35	46972831	Autre	DAME-MARIE	16314	Non	-74,412953	18,546016
EA.2208	ALCIN	Nestly	M	1035723709	38	34163931	Autre	DAME-MARIE	3518	Non	-74,39884	18,54888
EA.2209	HENRY	Monnais	M	1341325604	58	35496887	CAUD	MORON	3312	Non	-74,259006	18,53368
EA.2210	HENRY	Gerline	F	08-04-99-1993-05- 00014	30	44433440	CAUD	MORON	1396	Oui	-74,25793	18,533541
EA.2211	THELISMA	Dieuvena	F	1310954807	37	32768405	CAUD	MORON	2488	Oui	-74,258478	18,53336
EA.2212	EMIRA	Monise Ysmera	F	08-04-99-1960-12- 00080	63	47929067	CAUD	MORON	1632	Oui	-74,258048	18,531891

EA.2213	JOSEPH	Josue	M	1188940544	51	40674188	CAUD	MORON	0	Non	-74,247678	18,535733
EA.2214	JOSEPH	Fenithe	M	244567888	31	34051105	CAUD	MORON	2716	Non	-74,247645	18,535761
EA.2215	ADRIEN	Golbert	M	08-04-99-1984-09-00039	39	40106814	CAUD	MORON	2292	Non	-74,248671	18,533233
EA.2216	JOSEPH	Amickar	M	1194248481	53	32768405	CAUD	MORON	368	Non	-74,249166	18,532421
EA.2217	JANVIER	Jhonny	M	1194249160	46	32768405	CAUD	MORON	2578	Non	-74,247148	18,530188
EA.2218	SAMEDY	Phanise	F	1167497821	25	32768405	CAUD	MORON	586	Oui	-74,24523	18,531615
EA.2219	THELISMA	Faubert	M	08-04-99-1974-09-00024	49	48851579	CAUD	MORON	1534	Non	-74,244348	18,532115
EA.2220	ZEPHYR	Marcaisse	F	08-04-99-1961-02-00012	62	48148722	CAUD	MORON	1802	Non	-74,257306	18,53721
EA.2221	THELISMA	Olrache	M	08-04-99-1961-03-00018	62	35498883	CAUD	MORON	946	Non	-74,260393	18,534101
EA.2222	BEAUBRUN	Alix	M	1086734554	40	38271433	CAUD	MORON	3470	Oui	-74,260741	18,532686
EA.2223	EMIRA	Kesnaud	M	1172085921	36	46534418	CAUD	MORON	2894	Non	-74,257675	18,532176
EA.2224	BENOIT	Silo	M	1249371738	25	44607137	CAUD	MORON	1986	Oui	-74,254981	18,532635
EA.2225	DOMINIQUE	Enold	M	1037946119	54	32768405	CAUD	MORON	1578	Non	-74,250498	18,530326
EA.2226	ANTOINE	Judith	F	8087303,001	50	23455640	Autre	LES IROIS	8152	Non	-74,443788	18,413026
EA.2227	CALISTE	Examene	F	1233740576	57	23405689	Autre	LES IROIS	2508	Oui	-74,439816	18,418498
EA.2228	PETIT.BLAN	Deny	M	808991949,1	74	36699092	Autre	LES IROIS	4350	Non	-74,43769	18,423196
EA.2229	CHERY	Selor	M	1340781046	60	37193036	Autre	LES IROIS	3370	Oui	-74,43402	18,437831
EA.2230	CLAIVAIN	Francesca	F	1243422864	44	37193036	Autre	LES IROIS	1924	Non	-74,440233	18,42755
EA.2231	DUCLONA	Lorette	F	1421181824	71	38124360	Autre	LES IROIS	3494	Oui	-74,426918	18,423543
EA.2232	MOÏSE	Fortune	F	08-08-99-1967-07-00006	56	38778608	Autre	LES IROIS	350	Oui	-74,427511	18,411883
EA.2233	LOUIS JEUNE	Jean ed	M	08-07-99-1983-06-00043	40	49360256	Autre	DAME-MARIE	7514	Oui	-74,410695	18,551553
EA.2234	GERMAIN	Raynault	M	1369803737	38	39336179	Autre	DAME-MARIE	5476	Non	-74,399873	18,550513
EA.2235	ALMEUS	Felix	M	08-08-99-1950-06-000013	73	37125859	Autre	LES IROIS	1872	Oui	-74,424095	18,413103
EA.2236	ALMEUS	Claude	M	08-08-99-1960-07-00004	61	47706850	Autre	LES IROIS	3954	Oui	-74,425195	18,41269
EA.2237	LAPORTE	Abel	M	08-08-99-1954-05-00002	69	49031704	Autre	LES IROIS	3082	Non	-74,429363	18,411495
EA.2238	DESTINÉ	Venel	M	1249558463	56	38519626	Autre	LES IROIS	3104	Oui	-74,42639	18,40952

EA.2239	DIMANCHE	PierrE-Lano	M	08-08-99-1992-07-00015	31	36040935	Autre	LES IROIS	2596	Non	-74,431285	18,407385
EA.2240	LAFLEUR	Jeantyl	M	1076524916	47	46906034	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	7368	Non	-74,405998	18,495096
EA.2241	CAZEAU	Joel	M	106833557	42	31441298	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	5108	Oui	-74,403748	18,494563
EA.2242	MAZAIRE	Gaby	M	1429723256	36	49161214	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	2560	Non	-74,403636	18,494803
EA.2243	DORVILIER	Jean Elma	M	08-07-99-1986-7-00017	37	46939101	Autre	DAME-MARIE	21806	Oui	-74,379665	18,54943
EA.2244	CELISSAINT	Rodette	F	1389297245	73	31984688	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	2586	Oui	-74,412025	18,491448
EA.2245	SEMERZIER	Mirlan	M	1271411787	31	34156554	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	3676	Non	-74,411428	18,48887
EA.2246	BUTEAU	Walson	M	08-06-99-1988-07-00008	35	36231791	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	3932	Oui	-74,407915	18,489443
EA.2247	SIDNE	Olga	F	08-06-99-1982-02-00028	41	39347206	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	2492	Non	-74,404501	18,490415
EA.2248	PIERRE	Rosena	F	1057700514	35	44057862	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	5206	Non	-74,418886	18,491568
EA.2249	GARCON	Duglas	M	1257617417	53	48788055	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	19618	Non	-74,4267	18,483711
EA.2250	ALTEMEUSE	Renold	M	08-06-99-1980-01-00292	43	44514640	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	8216	Oui	-74,429711	18,483005
EA.2251	PIQUANT	Dieuloude	M	1314601716	48	38855588	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	8946	Non	-74,429101	18,482005
EA.2252	MICHEL	Jean	M	8,06992E+15	50	47513663	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	3136	Non	-74,399311	18,496078
EA.2253	ST LOUIS	Mertilia	F	1257631579	35	39046899	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2566	Oui	-74,392196	18,495748
EA.2254	REGIS	Labon	M	8,01992E+15	42	46902035	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1528	Non	-74,392196	18,495748
EA.2255	ST LOUIS	Athuliot	M	8,06961E+12	27	34751500	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2932	Non	-74,39227	18,495736
EA.2256	ST LOUIS	Orelus	M	1400246314	40	39318095	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2736	Non	-74,393661	18,495776
EA.2257	LAFLEUR	Osthone	M	1060040154	39	48205189	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	840	Oui	-74,391158	18,49715
EA.2258	MATHURIN	Kilick	M	1253349126	68	44805446	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1492	Non	-74,389811	18,49787
EA.2259	JOSEPH	Manoucheka	F	1076550427	31	47779980	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	648	Oui	-74,387583	18,495818
EA.2260	REGIS	Louidès	M	8,06992E+15	48	31445097	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1940	Non	-74,387845	18,496176
EA.2261	COEURCIDE	Bertha	F	1425998941	45	34174605	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1839	Non	-74,383736	18,496913
EA.2262	FLEURINOT	Ricot	M	1321044747	41	47253261	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1626	Oui	-74,384371	18,496618
EA.2263	JOSEPH	Marie Cloudette	F	1076586317	57	47118057	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1226	Oui	-74,392213	18,49102

EA.2264	EMILE	Wilfride	M	1349790406	55	31312090	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1470	Non	-74,394156	18,492321
EA.2265	AUGUSTIN	Brunel	M	1359266142	65	37288166	CAUD	CHAMBELLAN	1006	Non	-74,324525	18,539381
EA.2266	BAZELAIRE	JohN-Wally	M	1178556015	24	38748261	CAUD	CHAMBELLAN	2962	Non		
EA.2267	CENEA	Ciphilia	F	8,05992E+15	58	37288166	CAUD	CHAMBELLAN	479	Non	-74,325738	18,54166
EA.2268	CHARLES	Chela	F	1155688653	27	37297329	OTAC	CHAMBELLAN	870	Non	-74,325663	18,543878
EA.2269	FREDERIC	Madeline	F	1359272059	21	47883617	CAUD	CHAMBELLAN	1488	Non		
EA.2270	HILAIRE	Elourdes	M	805581958	65	46923295	CAUD	CHAMBELLAN	3530	Non		
EA.2271	JOCELYN	Phito	F	1038361527	34	38045180	CAUD	CHAMBELLAN	1894	Non	-74,3257	18,53994
EA.2272	JOSEPH	Premy	M	8,05651E+12	58	31459250	CAUD	CHAMBELLAN	1112	Non	-74,325861	18,540391
EA.2273	LAVAUS	Vedius	M	1098625784	54	44734238	CAUD	CHAMBELLAN	1594	Non		
EA.2274	MICHEL	Marie Oska	F	1164666391	46	46867138	CAUD	CHAMBELLAN	2186	Non		
EA.2275	REVILMA	Marie Nicole	F	1062670018	63	34707633	CAUD	CHAMBELLAN	1410	Non	-74,325815	18,541635
EA.2276	SIMON	Albert	M	1141021574	74	47287642	CAUD	CHAMBELLAN	1194	Non		
EA.2277	SIMON	Gerard	M	1299532184	33	47287642	CAUD	CHAMBELLAN	980	Non		
EA.2278	TANIS	Celine	F	1135323309	95	36095290	CAUD	CHAMBELLAN	1094	Non	-74,323231	18,542801
EA.2279	TANIS	Jean Desinor	M	1155729005	48	37437215	CAUD	CHAMBELLAN	3586	Non	-74,323515	18,543671
EA.2280	VOLCY	Adner	M	1064979976	46	47287642	CAUD	CHAMBELLAN	3608	Non	-74,326291	18,540168
EA.2281	ZEPHIRIN	Marie Lunose	F	1038244739	63	47744695	CAUD	CHAMBELLAN	3930	Non	-74,324923	18,539498
EA.2282	JOSEPH	Juna	F	1314615393	50	31984688	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2626	Non	-74,403254	18,49081
EA.2283	JEAN	Manel	M	1340519437	62	46871234	Autre	ANSE DHAINAULT	2048	Oui	-74,403518	18,494942
EA.2284	CHALESTRA	Venel	M	08-06-99-1980-03- 00040	43	34258349	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	10914	Oui	-74,408495	18,493469
EA.2285	LOUIS	Roland	M	1145513547	71	37419238	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1242	Non	-74,397446	18,489873
EA.2286	SEMERZIER	Gadner	M	1078292838	66	36462989	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1714	Oui	-74,391551	18,491127
EA.2287	BEAUBRUN	MariE- Ermane	F	1257662716	71	36031722	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	3620	Non	-74,396674	18,490328
EA.2288	DESIR	Higues	M	08-07-95-10-049567	28	46720933	Autre	DAME-MARIE	1060	Non	-74,390661	18,540381
EA.2289	VOLCY	Marie Rosana	F	1339975267	66	34551746	Autre	CHAMBELLAN	4644	Oui	-74,324508	18,536633
EA.2290	JEAN	Hoval Tannis	M	8,05992E+15	63	44402297	Autre	CHAMBELLAN	5308	Non	-74,324505	18,535482
EA.2291	BIEN AIME	Jules	M	1098476889	87	36691524	Autre	CHAMBELLAN	8200	Non	-74,324168	18,535557

EA.2292	MOISE	Clermicia	F	1038479867	59	36891283	Autre	CHAMBELLAN	3370	Oui	-74,326019	18,53557
EA.2293	JULIEN	Verly	M	1038358229	28	31275694	Autre	CHAMBELLAN	1578	Oui	-74,326921	18,535108
EA.2294	PHILISTINS	MariE-Limene	F	08-06-99-1939-08-00002	84	34616079	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	2008	Oui	-74,43668	18,485596
EA.2295	ST PREUX	Minouche	F	08-07-99-1993-09-00035	30	34883669	Autre	DAME-MARIE	2012	Oui	-74,403298	18,539548
EA.2296	JÉRÔME	Duvert	M	1433412942	74	0	Autre	DAME-MARIE	2411	Non	-74,403828	18,539875
EA.2297	CESAR	Aline	F	08-07-99-1944-12-00014	79	0	CAUD	DAME-MARIE	882	Non	-74,402171	18,526443
EA.2298	REGISTE	Sonel	M	1433299840	53	0	Autre	DAME-MARIE	2544	Non	-74,403505	18,525768
EA.2299	FRÉDÉRIK	Jean Chales	M	08-02-99-1982-03 - 00028	41	49197653	Autre	DAME-MARIE	3576	Non	-74,40281	18,525823

No.	NOM	PRENOM	SEXE	CIN	AGE	TELEPHONE	ASSOCIATION	COMMUNE	SUPERFICIE CALCULEE	BENEFICIAIRE	LONGITUDE	LATITUDE
EA.2300	SYLVAIN	Penel	M	08-07-99-1968-10-00037	55	0	CAUD	DAME-MARIE	3606	Non	-74,402885	18,526623
EA.2301	AUGUSTE	Nove Migtguer	M	1454164249	26	31471320	CAUD	CHAMBELLAN	6764	Non		
EA.2302	CHEVALIER	Renault	M	8,04992E+15	69	37624538	CAUD	CHAMBELLAN	1808	Non		
EA.2303	CLERVIL	Ignace	M	8,01992E+16	66	47872322	CAUD	CHAMBELLAN	2540	Non		
EA.2304	DORCY	Donel	M	8,05992E+15	36	44002041	CAUD	CHAMBELLAN	2476	Non		
EA.2305	DORILAS	Marie Olege	F	1038234263	67	36960645	CAUD	CHAMBELLAN	1868	Non		
EA.2306	LISE	Petit Frère	F	8,05992E+15	64	36187185	CAUD	CHAMBELLAN	1850	Non		
EA.2307	MOISE	Jean Audrique	M	801991962	61	47054469	CAUD	CHAMBELLAN	1312	Non		
EA.2308	OMISCAR	Wilny	M	8,05992E+15	54	38999197	CAUD	CHAMBELLAN	5452	Non		
EA.2309	PHILZAIRE	Esther	F	1076477095	59	31078371	CAUD	CHAMBELLAN	3664	Non		
EA.2310	PORT-LOUIS	Edithe	F	1080537612	46	46542048	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	8706	Oui	-74,400086	18,493685
EA.2311	BAZELAIS	Michelet	M	08-07-99-1954-10-00116	69	34225660	Autre	DAME-MARIE	3274	Non	-74,406041	18,548246
EA.2312	MARDY	Guillio	M	08-07-99-1976-08-00006	47	46759202	Autre	DAME-MARIE	816	Non	-74,41124	18,556961
EA.2313	NATILITA	Honoré	F	1035708480	76	46791104	Autre	DAME-MARIE	1026	Non	-74,414921	18,557031

EA.2314	JASSE	LouiS-Jeune	M	1051480195	42	38202994	Autre	DAME-MARIE	1002	Oui	-74,414755	18,556725
EA.2315	FELIX	Evens	M	1249554680	45	34401532	Autre	LES IROIS	3022	Oui	-74,427371	18,411388
EA.2316	CHARLES	Phelicita	F	08-08-99-1954-01-00009	66	49031704	Autre	LES IROIS	3302	Non	-74,429588	18,411505
EA.2317	JN NOËL	Edmone	F	08-08-99-1960-05-00007	63	36901050	Autre	LES IROIS	5362	Oui	-74,431183	18,412375
EA.2318	VAILLANT	Dilia	F	08-08-99-1964-06-00005	59	48130937	Autre	LES IROIS	9516	Non	-74,431608	18,412513
EA.2319	MARDY	Andreya	F	08-08-99-1960-05-00012	63	49763623	Autre	LES IROIS	4538	Oui	-74,433958	18,411198
EA.2320	OCCIL	LouiS-Marc	M	08-08-99-1949-00001	74	31032951	Autre	LES IROIS	3718	Non	-74,44091	18,41059
EA.2321	BAJON	Sanitte	F	1221446505	62	36738340	Autre	LES IROIS	4816	Non	-74,443706	18,41004
EA.2322	LEBON	Ica	F	08-08-99-1971-04-00006	52	38311645	Autre	LES IROIS	2143	Oui	-74,440201	18,410673
EA.2323	ROBLIN	Theonide	F	08-08-99-1980-12-00016	43	37431281	Autre	LES IROIS	2494	Oui	-74,443613	18,410085
EA.2324	JOSEPH	Gertrude	F	08-08-99-1966-12-00006	57	38901058	Autre	LES IROIS	2176	Oui	-74,443811	18,410036
EA.2325	PIERRE-LOUIS	Roselie	F	1135631672	46	44355549	Autre	LES IROIS	1549	Oui	-74,439381	18,406706
EA.2326	ALEXIS	Théodil	M	1056049574	54	38887418	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	49798	Oui	-74,39606	18,492211
EA.2327	MICHEL	PierrE-Renoc	M	08-06-99-1980-09-00012	43	38887418	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	1872	Non	-74,397933	18,491953
EA.2328	CALIX	SainT-Julia	F	1424339271	83	38887418	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	6168	Non	-74,397605	18,492383
EA.2329	ALEXANDRE	Rednande	F	1156724128	28	37254352	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	536	Non	-74,418925	18,45716
EA.2330	EXAND	Viliane	F	08-06-99-1965-02-00004	58	31837031	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	592	Oui	-74,43445	18,461948
EA.2331	EXAND	Ilervray	M	08-06-99-1967-05-00004	56	47229958	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	548	Oui	-74,435495	18,461658
EA.2332	FORTUNE	Sauveur	M	009-848-269-8	45	36604276	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	1496	Oui	-74,435575	18,461715
EA.2333	FAUSTIN	Ugdama	M	08-07-99-1954-11-00028	69	36973352	Autre	DAME-MARIE	1122	Non	-74,38629	18,554413
EA.2334	FREDERIC	Soeurette	F	1013490533	53	36575079	Autre	DAME-MARIE	1632	Non	-74,387648	18,555173
EA.2335	DUMAS	Vanite	F	08-07-99-1972-00012	51	44776646	CAUD	DAME-MARIE	0	Non	-74,387971	18,557318
EA.2336	SIMEON	Sivenson	M	1035796454	22	34181785	Autre	DAME-MARIE	2764	Non	-74,394117	18,550505

EA.2337	AZOR	Clenise	F	1086728249	45	41888010	CAUD	MORON	1434	Non		
EA.2338	BELFLEUR	Bertrand	M	1038138912	60	36595977	CAUD	MORON	5072	Non		
EA.2339	BRUNO	Ester	F	1387199620	47	41888010	CAUD	MORON	892	Non		
EA.2340	DIVERLUS	Nadège	F	8,04992E+15	30	37148685	CAUD	MORON		Non		
EA.2341	DUCLAIR	Nickson	M	804991974	49	36423670	CAUD	MORON	5122	Non		
EA.2342	JANVIER	Kesnel	M	1321599684	31	41116218	CAUD	MORON	4250	Non		
EA.2343	PAUL	Marc Arthur	M	1454462718	27	41707682	CAUD	MORON	942	Non		
EA.2344	ST-ROSE	Acermo	M	8,04992E+15	78	39380321	CAUD	MORON	2578	Non		
EA.2345	ZAMOR	Mares	M	1310953158	78	46460307	CAUD	MORON	1516	Non		
EA.2346	ZEPHYR	Maude	F	1056883677	48	43228944	CAUD	MORON	614	Non		
EA.2347	FELIX	Ilione	M	08-06-99-1955-06-00010	68	47801523	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	2268	Non	-74,412011	18,484425
EA.2348	LOUIS	Natan	M	1126937659	61	46108304	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	8	Oui	-74,413756	18,483693
EA.2349	CAZEAU	Louinord	M	08-06-99-1957-03-00017	66	48561588	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	10538	Non	-74,411398	18,484016
EA.2350	SEMERVIL	Mogene	M	1360814747	69	47327582	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	7560	Non	-74,411225	18,485488
EA.2351	MERITE	Liverte	F	1092960887	61	39160844	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	5150	Non	-74,413191	18,490991
EA.2352	LIVETTE	Clenise	F	08-06-99-1992-04-00012	31	46222347	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	1534	Oui	-74,418268	18,491623
EA.2353	CADESTIN	Elimene	F	1051064453	69	34682224	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	1131	Oui	-74,418383	18,491645
EA.2354	RAPHAËL	Bergeyis	M	1331236537	74	32875619	Autre	DAME-MARIE	626	Non	-74,370243	18,584533
EA.2355	CAJUSTE	Rosita	F	1331261660	55	32843370	Autre	DAME-MARIE	8344	Non	-74,367181	18,583811
EA.2356	DIPERLY	Havane	M	1066128941	58	43432467	Autre	DAME-MARIE	5318	Non	-74,374838	18,584928
EA.2357	TANGER	Cherline	F	1253134465	37	47317671	Autre	DAME-MARIE	2230	Oui	-74,371026	18,543868
EA.2358	MICHEL	Jacquelin	M	1380492361	48	46353962	Autre	DAME-MARIE	4494	Non	-74,403705	18,54965
EA.2359	ARISTYL	Mickel	M	1185046867	70	31793252	Autre	DAME-MARIE	5182	Non	-74,410241	18,553306
EA.2360	MARCELIN	Angeler	M	1065331116	46	44111736	Autre	DAME-MARIE	3538	Non	-74,395348	18,544415
EA.2361	DIVERS	Fritz	M	1387068088	60	34883639	Autre	DAME-MARIE	2956	Non	-74,403423	18,539623
EA.2362	GERMEILLE	Marie Ange	F	08-02-89-09-003791	34	48099838	Autre	DAME-MARIE	5674	Oui	-74,40262	18,543681
EA.2363	FRANÇOIS	Elourdes	F	10614668188	75	44444444	Autre	MORON	612	Oui	-74,258409	18,542002
EA.2364	NELSON	Lomène	F	1292243022	60	43415481	Autre	DAME-MARIE	1708	Non	-74,378761	18,586621

EA.2365	CAJUSTE	Fatal	M	1052605977	27	41442712	Autre	DAME-MARIE	1188	Non	-74,367278	18,585323
EA.2366	CINEUS	Mario	M	1371608519	64	46134488	Autre	DAME-MARIE	1520	Non	-74,366513	18,584711
EA.2367	BAEUVOIR	Lenet	M	08-07-99-1958-08-00015	65	35275333	Autre	DAME-MARIE	1774	Non	-74,378458	18,586415
EA.2368	LOUIS JEUNE	Dolby	M	1364543233	33	44032811	Autre	DAME-MARIE	2897	Non	-74,41244	18,559264
EA.2369	JN LOUIS	Yves	M	8,07992E+15	38	3159981	Autre	DAME-MARIE	912	Non	-74,382483	18,554216
EA.2370	NICOLAS	Paul Louigene	M	1013481415	67	44260689	Autre	DAME-MARIE	2592	Non	-74,380916	18,553988
EA.2371	NICALAS	Berson	M	807991985	38	48191637	Autre	DAME-MARIE	742	Non	-74,380606	18,553783
EA.2372	AUSTIN	Mariette	F	8,07992E+15	60	48142771	Autre	DAME-MARIE	552	Non	-74,378321	18,553948
EA.2373	PIERRE LOUIS	Oscal	M	807991959	64	48638301	CAUD	DAME-MARIE	406	Non	-74,378461	18,553846
EA.2374	VINCENT	Ferno	M	8,07992E+15	62	44782546	Autre	DAME-MARIE	24428	Non	-74,384786	18,559805
EA.2375	SÉVÈRE	Dieulita	F	10335736513	40	34953341	Autre	DAME-MARIE	12932	Oui	-74,404825	18,586928
EA.2376	SAINT FLEUR	Jean Monès	M	1069695049	45	41598098	Autre	DAME-MARIE	3278	Non	-74,404655	18,586635
EA.2377	JEAN PAUL	Servilie	F	1429354171	80	41168658	Autre	DAME-MARIE	1252	Oui	-74,405586	18,587368
EA.2378	ST FLEUR	Thérèse	F	1433409159	72	43857957	Autre	DAME-MARIE	1054	Non	-74,407105	18,58637
EA.2379	BENOÎT	Jean Pétuel	M	1331263212	33	42831039	Autre	DAME-MARIE	954	Oui	-74,40669	18,586185
EA.2380	RENE	Luc	M	08-06-99-1963-04-00032	60	32652578	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	214	Oui	-74,433765	18,463268
EA.2381	JOSEPH	Jean François	M	1257738570	70	34847256	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	630	Non	-74,437056	18,461433
EA.2382	CHARLESTRA	Christla	M	1156735283	30	38386184	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	946	Non	-74,436373	18,457313
EA.2383	ESTIDOR	Altenord	M	1297112713	76	36814289	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	415	Non	-74,428798	18,458968
EA.2384	PIERRE LOUIS	Fatruis	M	1297159564	72	36814298	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	386	Non	-74,428841	18,459165
EA.2385	SERMERVIL	Violène	F	1057513304	70	36880194	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	309	Oui	-74,43576	18,464383
EA.2386	FELIX	Macius	M	1297192641	71	48349501	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	777	Non	-74,446995	18,472256
EA.2387	CAZEAU	Beaudelaire	M	1076533258	33	48751528	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	1083	Oui	-74,41226	18,490421
EA.2388	LOUIS	Reyette	F	1086538323	47	47301658	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	347	Oui	-74,411465	18,490728
EA.2389	DESIR	Sianteline	F	08-06-99-1965-03-00008	58	46865477	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	1241	Non	-74,407105	18,4895
EA.2390	EMILIEN	Venel	M	1321071713	49	34210489	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	1030	Non	-74,40706	18,489353
EA.2391	BUTEAU	Diessel	M	08-06-99-1957-01-00007	66	36231791	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	3584	Non	-74,405368	18,489705

EA.2392	SEMERZIER	Raynaud	M	08-06-99-1967-07-00009	56	36231791	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	1609	Non	-74,405428	18,489995
EA.2393	SAINT LOUIS	Pierre	M	1340517594	74	49181863	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	3927	Non	-74,410445	18,491196
EA.2394	LUBIN	Dulia	F	8,04992E+15	70	35498191	Autre	MORON	1668	Oui	-74,262735	18,539417
EA.2395	PIERRE	Miranne	F	1036868787	63	31110924	Autre	MORON	2282	Non	-74,262444	18,551877
EA.2396	JOSEPH	Estenennelas	M	08-07-99-1959-10-00014	64	36109814	Autre	DAME-MARIE	7412	Non	-74,399825	18,552766
EA.2397	LOUIS	Seraphin	M	03-07-99-1962-12-00008	61	40691976	CAUD	CHAMBELLAN	728	Non	-74,312888	18,549403
EA.2398	GUERRIER	Celene	F	1369365394	41	38970836	CAUD	CHAMBELLAN	786	Oui	-74,323613	18,53769
EA.2399	OMISCAR	Eveline	F	1068745710	44	38817218	CAUD	CHAMBELLAN	948	Oui	-74,323605	18,537315

No.	NOM	PRENOM	SEXE	CIN	AGE	TELEPHONE	ASSOCIATION	COMMUNE	SUPERFICIE CALCULEE	BENEFICIAIRE	LONGITUDE	LATITUDE
EA.2400	ALEXANDRE	Luxon	M	43846302	37	36780177	CAUD	CHAMBELLAN	0	Oui	-74,312368	18,550228
EA.2401	DENIS	Renold	M	1187749481	45	35475660	CAUD	MORON	3648	Non		
EA.2402	JEAN LOUIS	Makenson	M	1427814102	26	43694885	Autre	MORON	428	Oui	-74,266107	18,538057
EA.2403	ANTOINE	Acirus	M	1449288059	45	40883666	Autre	MORON	234	Oui	-74,266099	18,538059
EA.2404	BASSINETTE	Bossuet	M	1124367353	47	43492098	CAUD	MORON	648	Non	-74,261307	18,538019
EA.2405	LOUIS	Jeanette	F	1084699494	52	32660036	Autre	MORON	1504	Non	-74,259669	18,544059
EA.2406	JOSEPH	Lenord	M	1061459943	61	32441477	Autre	MORON	1192	Non	-74,261427	18,54423
EA.2407	LOUSY	Dieuyes	M	1422360859	74	39308463	Autre	MORON	2124	Non	-74,257257	18,549155
EA.2408	TOUSSAINT	Roberto	M	1038041427	59	43387536	Autre	MORON	1740	Non	-74,262099	18,549601
EA.2409	ANTOINE	Leny	M	1288667796	50	40687471	Autre	MORON	1092	Non	-74,270482	18,545281
EA.2410	ZAMOR	Arcène	M	1187736580	60	37163670	Autre	MORON	15716	Non	-74,273714	18,529083
EA.2411	CARESTIL	Dieufel	M	1033747237	55	41407199	Autre	MORON	934	Non	-74,257519	18,542291
EA.2412	SIMILLIEN	Louis André	M	8,01992E+15	56	40648302	Autre	MORON	1388	Non	-74,26093	18,544942
EA.2413	DERDINEY	Mercilia	F	8,04996E+17	68	42192419	Autre	MORON	1424	Non	-74,26654	18,538664
EA.2414	DESIDANT	Wilmène	F	O8049919740600015	49	47289090	Autre	MORON	419	Oui	-74,266929	18,538601
EA.2415	NICKO	Mednard	M	1033748983	43	33810994	Autre	MORON	642	Non	-74,275204	18,525986

EA.2416	DELLILE	Garry	M	1205550242	38	34941112	Autre	MORON	768	Oui	-74,275488	18,527676
EA.2417	PIERRE	Marieviomba	F	1084703956	60	42921518	Autre	MORON	818	Oui	-74,274867	18,527504
EA.2418	ALTEMA	Merlin	M	1013108935	48	41428943	Autre	MORON	6200	Non	-74,277878	18,527197
EA.2419	BOURDEAU	Yvose	F	1066379880	61	35379381	Autre	MORON	1486	Oui	-74,278402	18,527253
EA.2420	BOURDEAU	Pierre Ricko	M	1188891268	54	32012032	Autre	MORON	856	Non	-74,277545	18,52609
EA.2421	LUBIN	Yves	M	1066430514	45	35037011	Autre	MORON	950	Non	-74,275692	18,525989
EA.2422	ST ROSE	Remy	M	1013106995	39	48553208	Autre	MORON	348	Oui	-74,276221	18,526428
EA.2423	STIMPHIL	Jean Onel	M	O8049919721200032	51	48975061	Autre	MORON	624	Non	-74,275705	18,525434
EA.2424	LUNDY	Ollelès	M	1061461495	53	41820866	Autre	MORON	760	Non	-74,275567	18,525814
EA.2425	LAGUERRE	Monise	F	1377003853	44	32771608	Autre	MORON	370	Oui	-74,27385	18,528615
EA.2426	LOUIS	Maglene	F	1080592902	30	44126113	KOPERATIV CAPCPAH	ANSE DHAINAULT	5074	Oui	-74,451521	18,486741
EA.2427	ZEPHIR	Gertrude	F	8,04992E+14	69	34330382	Autre	MORON	460	Oui	-74,271557	18,527588
EA.2428	LUBIN	Annel	M	1038053261	64	32133552	CAUD	MORON	2404	Non	-74,258591	18,529176
EA.2429	EMIRA	Ilanord	M	08-04-99-1968-01-00025	55	34299517	CAUD	MORON	2110	Non	-74,258725	18,533165
EA.2430	ILDES	Ismera	M	08-04-99-1981-02-00032	42	47401615	CAUD	MORON	1178	Oui	-74,259616	18,52953
EA.2431	EMIRA	Jean Marck	M	08-04-99-1956-06-00011	67	43730507	CAUD	MORON	1382	Non	-74,259508	18,52979
EA.2432	THELISMA	Michel	M	1038107678	80	32768405	CAUD	MORON	5934	Non	-74,250855	18,528411
EA.2433	LUNDY	Etonne	M	1167503350	66	31953651	CAUD	MORON	1686	Non	-74,250051	18,528225
EA.2434	MICHEL	Franck	M	1035733312	32	44585911	Autre	DAME-MARIE	2050	Non	-74,406461	18,547021
EA.2435	EMMANUEL	Gimmy	M	1051519286	28	34590994	Autre	DAME-MARIE	1114	Oui	-74,411707	18,559202
EA.2436	ARISTIL	Abis	M	1182252976	41	44219747	Autre	DAME-MARIE	3580	Oui	-74,40605	18,54773
EA.2437	DORSAINVIL	Examène	F	1144633175	39	36791679	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	471	Oui	-74,434976	18,462601
EA.2438	VILSAINT	Evna	F	8,06992E+15	40	48206818	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	175	Oui	-74,434086	18,458548
EA.2439	SENATUS	Venanie	F	1257737116	48	44967773	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	173	Non	-74,434048	18,458805
EA.2440	BEAUBRUN	Italienne	F	1257711895	77	46843163	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	337	Non	-74,435238	18,457495
EA.2441	POSPE	Nadege	F	1257704911	37	31382646	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	600	Non	-74,439455	18,453671
EA.2442	SENATUS	Wagencia	F	8,0695E+12	28	46526532	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	286	Non	-74,4374	18,455218

EA.2443	SENATUS	Stecia	F	8,06992E+15	47	46526532	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	331	Oui	-74,437335	18,455308
EA.2444	FORDE	Moïse	M	8,07142E+12	47	48378086	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	1669	Oui	-74,435421	18,454478
EA.2445	CHARLES	Lucie.luciana	F	1152168329	74	30472572	Autre	LES IROIS	2876	Oui	-74,430686	18,424738
EA.2446	ANDRE	Jean	M	1270459247	66	23425068	Autre	LES IROIS	2738	Oui	-74,436781	18,42581
EA.2447	DENIS	Anita	F	8,08992E+15	53	36708232	Autre	LES IROIS	4758	Non	-74,439076	18,42266
EA.2448	LAGEOIS	Jacsone	M	8,08992E+15	60	37582942	Autre	LES IROIS	6966	Non	-74,435865	18,43533
EA.2449	FRANCOIS	Precia	F	1066136992	55	48554438	Autre	LES IROIS	2432	Oui	-74,431811	18,436993
EA.2450	CHERY	Julnor	M	8,08951E+12	28	48157694	Autre	LES IROIS	2154	Non	-74,440161	18,427483
EA.2451	PERRIER	Sonia	F	8,08992E+15	46	38964791	Autre	LES IROIS	1834	Oui	-74,444791	18,412921
EA.2452	SAINT.LOUIS	Lifaite	M	8,08992E+15	49	38964791	Autre	LES IROIS	9338	Oui	-74,444301	18,413538
EA.2453	VILSAINT	Gamali	M	1328575342	26	37945374	Autre	LES IROIS	1880	Non	-74,445178	18,410386
EA.2454	PIERRE	Maxon	M	1076526565	31	49181863	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	2471	Non	-74,412568	18,489773
EA.2455	CAZEAU	Benel	M	1389294335	39	38658330	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	773	Oui	-74,412473	18,489931
EA.2456	SAINT LOUIS	Olgens	M	08-07-99-1989-11- 00047	34	36980736	Autre	DAME-MARIE	10044	Non	-74,432241	18,535268
EA.2457	BAUBRIN	Dinord	M	08-07-99-1980-05- 00025	43	46571098	Autre	DAME-MARIE	18092	Oui	-74,432456	18,534278
EA.2458	VINCENT	Magueritte	F	10-13-32-13-65	72	44068381	Autre	DAME-MARIE	1900	Non	-74,43041	18,529258
EA.2459	LAMA	Jean Nerva	M	08-06-99-1948-12- 00007	75	31022968	Autre	DAME-MARIE	7557	Non	-74,422755	18,522081
EA.2460	ST LOUIS	Nadeige	F	11-82-24-40-52	42	46767484	Autre	DAME-MARIE	7420	Oui	-74,42212	18,520153
EA.2461	LIFAITE	Volcy	M	14-33-41-40-09	25	48136738	Autre	DAME-MARIE	4974	Non	-74,418606	18,52216
EA.2462	CHARLES	Chrislais	M	08-07-98-10-02-54-49	25	46513216	Autre	DAME-MARIE	12354	Non	-74,420315	18,522433
EA.2463	VOLCY	Jetro	M	1012235543	53	48052337	Autre	CHAMBELLAN	3480	Oui	-74,347118	18,533829
EA.2464	AUDAN	Jean Frisnel	M	42059130	48	46648471	Autre	CHAMBELLAN	1800	Oui	-74,342359	18,532066
EA.2465	LAFLEUR	RosE-Marie	F	08-06-99-1955-08- 00009	68	37362817	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	1738	Oui	-74,405095	18,491346
EA.2466	JEAN-VIL	Jumel	M	1386145521	53	31312780	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	699	Non	-74,400821	18,490378
EA.2467	YOLENE	Jean Noël	F	08-08-99-1966-08- 00009	57	31358434	Autre	LES IROIS	2264	Oui	-74,431368	18,40778
EA.2468	POINT DU JOUR	Steeveson	M	1247550509	31	46065694	Autre	LES IROIS	8652	Non	-74,437423	18,41058

EA.2469	ALEXIS	Vedil	M	1257639630	44	39942187	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	852	Oui	-74,402573	18,490441
EA.2470	LAMONGE	Elna	F	1386150759	60	44982436	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	1774	Oui	-74,403298	18,490928
EA.2471	CHARLES	Marie Guelda	F	08-06-99-1962-09- 00024	61	46336174	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	1537	Oui	-74,403023	18,490465
EA.2472	BIEN-AIMÉ	Lucio	M	08-06-99-1981-10- 00004	42	31310156	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	2604	Oui	-74,40435	18,491721
EA.2473	ELIE	Marie Lyna	F	08-06-99-1937-12- 00005	86	47502630	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	674	Oui	-74,439128	18,463653
EA.2474	THOMASSIN	Gilles	M	08-06-99-1945-04- 00005	78	39341856	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	495	Non	-74,434658	18,462118
EA.2475	JEAN	Myker	M	1144628713	43	36948580	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	254	Non	-74,434198	18,46276
EA.2476	NICLAS	Genese	F	08-06-99-1991-12- 00038	32	46151086	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	687	Non	-74,436165	18,464301
EA.2477	PHILISTIN	Lefrene	M	08-06-99-1958-12- 00003	65	31971672	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	847	Non	-74,42505	18,460003
EA.2478	JEUDY	Nervilia	F	1257752829	39	39205287	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	886	Non	-74,422211	18,460073
EA.2479	NICLASSE	Antonine	F	08-06-99-1943-07- 00005	80	46769212	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	422	Non	-74,42129	18,458026
EA.2480	IUNDI	Ynebien	M	1253187524	57	36522080	Autre	DAME-MARIE	197	Non	-74,38347	18,513358
EA.2481	AZAR	Marie Lucie	F	1257664462	52	47619998	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	899	Oui	-74,39251	18,489828
EA.2482	SAINTELUS	Marie France	F	08-07-1978- 08 -00034	45	36452080	Autre	DAME-MARIE	623	Oui	-74,383428	18,513446
EA.2483	LAFLEUR	Ronis	M	08-06-93-11-003533	30	47004670	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	432	Oui	-74,405275	18,491285
EA.2484	ALEXIS	Gesumen	F	08-06-99-1955-08- 00005	68	47004670	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	1839	Non	-74,40595	18,490948
EA.2485	WILLIAM	Benesse	M	08-07-99-1972-	51	49451194	CAUD	DAME-MARIE	999	Non	-74,383171	18,51374
EA.2486	CEZARD	Bénitha	F	1321052895	70	36582688	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2944	Non	-74,391551	18,491127
EA.2487	BEAUBRUN	Berjo	M	1057334048	29	48206554	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,392651	18,491941
EA.2488	EMILE	Roche	M	08-06-99-1976-01-0027	47	38258534	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,389352	18,490581
EA.2489	CANDIO	Frédéric	M	08-06-99-1960-10- 00016	63	31010675	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	5094	Oui	-74,389352	18,490581
EA.2490	CHARLES	Wenda	F	1321073459	33	44778210	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,396316	18,490084
EA.2491	SÉMERZIER	Renel	M	08-06-99-1953-03- 00004	70	49368139	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,391551	18,491127

EA.2492	BEAUBRUN	RosE-Marie	F	08-06-99-1961-02-00011	62	46235538	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	896	Oui	-74,398881	18,491021
EA.2493	EMILE	Jeancely	M	08-06-99-1970-10-00049	53	39043591	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	0	Oui	-74,39485	18,490683
EA.2494	PAUL	Bresil	M	1051526176	32	36343672	Autre	DAME-MARIE	330	Oui	-74,384398	18,514636
EA.2495	ANDRIS	Dowalson	M	1034569836	26	39468603	Autre	DAME-MARIE	806	Non	-74,384651	18,514476
EA.2496	JOINT	Macul	M	1262814483	41	38777450	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1149	Oui	-74,377211	18,487976
EA.2497	RÉMY	Cedernier	M	1182325920	69	47559642	Autre	DAME-MARIE	20986	Non	-74,407793	18,567723
EA.2498	ARISTIL	Monel	M	1253184032	38	44451176	Autre	DAME-MARIE	622	Oui	-74,384818	18,515688
EA.2499	ALIÈS	Niclasse	M	1035742333	88	47851829	Autre	DAME-MARIE	193374	Non	-74,410033	18,568005
EA.2500	JEAN	Bruna	F	1035865033	28	44441571	Autre	DAME-MARIE	705	Non	-74,384641	18,51524
EA.2501	EGZAMA	Emelide	F	1429377839	47	36980848	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1556	Non	-74,379688	18,48714
EA.2502	GOTRAS	Ambroise	M	08-07-99-1977-11-00036	46	34552820	Autre	DAME-MARIE	31304	Non	-74,40919	18,566553
EA.2503	FLEURISCA	Will	M	1321048433	33	38527457	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1029	Oui	-74,381346	18,483875
EA.2504	TANGERE	Gladimi	M	08-07-99-1989	34	44338778	Autre	DAME-MARIE	618	Oui	-74,38559	18,515781
EA.2505	JACQUES	Gerson	M	8,07992E+15	42	44027245	Autre	DAME-MARIE	566752	Non	-74,420136	18,560633
EA.2506	THOMAS	Gilbert	M	8,04992E+15	80	39105470	Autre	MORON	776	Non	-74,260006	18,564492
EA.2507	LUNDI	Lucner	M	1145836789	28	38452073	Autre	DAME-MARIE	847	Non	-74,385141	18,515736
EA.2508	DIVERS	Estime	M	1038179263	44	39198316	Autre	MORON	1262	Oui	-74,254063	18,562453
EA.2509	LACHAUD	Lourdie	F	1061450340	26	46853626	Autre	MORON	1984	Oui	-74,263748	18,564562
EA.2510	COLLAS	Monique	F	1143170124	49	447872618	Autre	MORON	1128	Oui	-74,262777	18,564043
EA.2511	LACHAUD	Jeanise	F	1013120575	32	44872618	Autre	MORON	1176	Oui	-74,26092	18,56355
EA.2512	MICHEL	Marie Locita	F	1172002792	85	46222691	Autre	MORON	224	Non	-74,257177	18,562349
EA.2513	JEROME	Jean Viguener	M	1422361150	39	36250457	Autre	MORON	513	Non	-74,257874	18,562284
EA.2514	ACHILLE	Walner	M	1013106510	56	37265067	Autre	MORON	1626	Non	-74,257625	18,561039
EA.2515	MAYAS	Jean Muller	M	1188872159	47	39914773	Autre	MORON	794	Non	-74,258602	18,561919
EA.2516	APSalON	Faveur	M	8,01992E+15	53	34432699	Autre	MORON	1246	Non	-74,257296	18,542959
EA.2517	GUILLAUME	Jhon	M	8,04991E+11	64	42951904	Autre	MORON	1260	Non	-74,255473	18,539959
EA.2518	THELISMA	Carobert	M	08-04-99-1949-07-00009	74	32768405	CAUD	MORON	2010	Non	-74,250298	18,53022
EA.2519	PIERRE	Songlelle	F	8,04992E+15	37	444444444	Autre	MORON	1282	Oui	-74,25426	18,538833

EA.2520	YMMILDOR	Daphnis	M	1036770727	29	34932360	Autre	MORON	798	Non	-74,254082	18,538694
EA.2521	JEAN WILLIO	Daniel	M	1188940738	64	35210996	Autre	MORON	1142	Non	-74,260938	18,537931
EA.2522	ADRIEN	Pamphile	M	1303882537	58	47728090	Autre	MORON	261	Non	-74,260359	18,538168
EA.2523	JANVIER	Marie	F	1406726690	44	42987111	Autre	MORON	1142	Oui	-74,260425	18,538217
EA.2524	FRANCOIS	Hzrmane	M	O8049919500500005	73	36025802	Autre	MORON	1726	Non	-74,261352	18,543596
EA.2525	PORT-LOUIS	Ideline	F	08-06-1997-06006458	26	56980848	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1886	Oui	-74,379655	18,486635
EA.2526	CHERY	Inedroit	M	1262872780	71	39120960	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	786	Oui	-74,377091	18,484908
EA.2527	PICARD	Flavie	F	08-06-99-1984-10- 00040	39	37471874	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	702	Oui	-74,378311	18,484151
EA.2528	BEAUGER	Onald	M	1071772013	40	31867415	Autre	MORON	970	Non	-74,261709	18,544893
EA.2529	PORT-LOUIS	Saintcois	M	08-06-99-1965-12- 00016	58	34483734	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	7565	Non	-74,378688	18,483908
EA.2530	FORESTE	Leranord	M	08-06-99-1942-00005	81	47193715	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1966	Non	-74,379616	18,48439
EA.2531	STINPHIL	Fresnel	M	1056879506	49	32665421	Autre	MORON	670	Non	-74,26421	18,5527
EA.2532	ATIS	Veolia	F	1061465666	77	42958174	Autre	MORON	1672	Oui	-74,263916	18,552426
EA.2533	RICHARD	Jonas	M	08-04-99-1977-02- 00028	46	32768405	CAUD	MORON	900	Non	-74,248328	18,53608
EA.2534	JOSEPH	Dieuvela	F	8,04992E+15	64	43169389	Autre	MORON	1768	Non	-74,263769	18,553073
EA.2535	LAGUERRE	Fafan	M	1066447974	39	34634611	Autre	MORON	566	Non	-74,262858	18,550647
EA.2536	NAVAL	Gerard	M	O8049919560700005	67	4444444	Autre	MORON	1404	Non	-74,263963	18,550535
EA.2537	PIERRE	Méline	F	O8049919401200023	83	41708203	CAUD	MORON	868	Non	-74,26361	18,549865
EA.2538	DELISCAR	Rozanna	F	1038029690	71	32242963	Autre	MORON	800	Oui	-74,263771	18,549598
EA.2539	SAINT ROSE	Brenord	M	8,04012E+15	93	36144755	Autre	MORON	1448	Non	-74,263203	18,54821
EA.2540	DESIR	Joseph	M	1210419836	48	35382019	Autre	MORON	2298	Non	-74,262285	18,541815
EA.2541	BLAISE	Ketlene	F	08-04-99-1989-10- 00037	34	46692155	CAUD	MORON	1796	Oui	-74,25069	18,53031
EA.2542	NAVAL	Yones	M	8,04891E+12	34	41007241	Autre	MORON	734	Oui	-74,254857	18,541071
EA.2543	GUILLAUME	Markendy	M	1460375838	35	42955375	Autre	MORON	860	Non	-74,255184	18,541329
EA.2544	SIMON	Vana	F	8,04992E+15	58	33432699	Autre	MORON	1366	Non	-74,25727	18,542165

EA.2545	SANON	Benotte	F	1371405789	62	36470890	Autre	MORON	1120	Oui	-74,269006	18,528554
EA.2546	LOUIS	Mitha	F	08-04-99-1978-01-00043	45	32768405	CAUD	MORON	968	Non	-74,250251	18,526773
EA.2547	BELLEVUE	Diems	M	1071782295	39	36113110	Autre	MORON	842	Non	-74,270527	18,528665
EA.2548	RENÉ	Dougenie	F	1038147642	43	4656576857	Autre	MORON	1956	Oui	-74,269911	18,528664
EA.2549	ESTIMPHIL	Nannecie	F	1038059081	37	46456131	CAUD	MORON	1252	Oui	-74,250681	18,527101
EA.2550	FELIX	Blandine	F	1038186442	45	35375139	Autre	MORON	2522	Oui	-74,271871	18,532103
EA.2551	JEAN	Jiselle	F	1293251046	64	35478017	CAUD	MORON	996	Oui	-74,250743	18,526785
EA.2552	ALEXANDRE	Garry	M	1188909698	43	43349430	Autre	MORON	1558	Non	-74,270616	18,537293
EA.2553	PIERRE	Précilia	F	1172076415	44	31134677	CAUD	MORON	944	Oui	-74,250178	18,527338
EA.2554	YSENE	Jefte	M	1392224975	41	4444444444	Autre	MORON	1274	Non	-74,271504	18,541237
EA.2555	PLAISIR	Catherine	F	1188933851	33	31134677	CAUD	MORON	534	Non	-74,249451	18,527296
EA.2556	LAJEUNESSE	Menex	M	1168493456	37	32524651	Autre	MORON	1298	Non	-74,270507	18,540959
EA.2557	JOSEPH	Françoise	M	1071793159	40	31134677	CAUD	MORON	2036	Non	-74,249561	18,527043
EA.2558	ETIENNE	Phito	M	08-07-92-11-016211	31	36462523-	Autre	DAME-MARIE	722	Oui	-74,420136	18,560633
EA.2559	ZEPHIR	Lavoir	M	1071773662	39	47508026	Autre	MORON	924	Non	-74,270684	18,540432
EA.2560	PLAISIR	Canes	M	1188933269	71	31134677	CAUD	MORON	1894	Non	-74,249353	18,527483
EA.2561	NARCISSE	Catherine	F	8,049E+12	33	37501871	Autre	MORON	1352	Oui	-74,266775	18,545718
EA.2562	NOLBRUN	Renise	F	1194240915	58	36979497	Autre	MORON	948	Oui	-74,236388	18,542848
EA.2563	TOUSSAINT	Fritzner	M	08-04-99-1950-12-00073	73	31134677	CAUD	MORON	3148	Non	-74,249996	18,526026
EA.2564	PIERRE	Sony	M	08-04-99-1987-08-00033	36	39938980	CAUD	MORON	1256	Non	-74,24908	18,525626
EA.2565	FRENEL	Edithe Tibeis	F	8,04992E+15	72	36979494	Autre	MORON	472	Non	-74,236	18,541781
EA.2566	BASSINET	Joseph	M	08-04-84-03-001353	39	32310854	CAUD	MORON	1192	Oui	-74,249671	18,52592
EA.2567	FRENEL	Avenie	F	1194243243	60	34565530	Autre	MORON	460	Oui	-74,235854	18,542097
EA.2568	FRANCISQUE	Roland	M	8,04992E+15	66	46387132	Autre	MORON	1130	Non	-74,235834	18,542103
EA.2569	THELISMA	Ineret	M	08-04-99-1936-11-00007	87	40106814	CAUD	MORON	3254	Non	-74,250995	18,528671
EA.2570	FRENEL	Lucien	M	O80499195700019	66	42135646	Autre	MORON	466	Non	-74,23642	18,542409
EA.2571	PIERRE	Robert	F	1226419889	55	39903343	CAUD	MORON	4136	Oui	-74,252468	18,515573

EA.2572	DELICE	Benice	M	1283539330	42	36063317	Autre	MORON	560	Non	-74,236654	18,541769
EA.2573	PIERRE	Luckner	M	08-04-99-1970	53	49248514	CAUD	MORON	808	Non	-74,249493	18,515668
EA.2574	FRENEL	Peralte	M	O8049919931100029	30	48211981	Autre	MORON	692	Non	-74,2362	18,54191
EA.2575	BELFORT	Marie Yolène	F	1448478594	36	31740705	Autre	MORON	750	Non	-74,236391	18,541868
EA.2576	PIERRE	Gerald	M	08-04-99-1982-06- 00029	41	40106814	CAUD	MORON	9470	Oui	-74,245293	18,521301
EA.2577	FRENEL	Monette	F	1086725630	40	48211981	Autre	MORON	764	Non	-74,236802	18,542336
EA.2578	DORSINVIL	Raymond	M	1188923181	73	48249465	CAUD	MORON	958	Non	-74,245668	18,536521
EA.2579	ATHIS	Ouslin	M	188887679	44	42135646	Autre	MORON	1074	Non	-74,237167	18,542572
EA.2580	JN PHILIPPE	Felix	M	1216634723	54	47636485	CAUD	MORON	2222	Non	-74,246015	18,536085
EA.2581	TOUSSAINT	Joassaint	M	1331757233	57	37857395	CAUD	MORON	1408	Non	-74,244356	18,53878
EA.2582	BELZAIRE	Loner	M	O8049919651100027	58	37732559	Autre	MORON	474	Non	-74,246915	18,541632
EA.2583	BONNET	Luckner	M	1188917264	52	32768405	CAUD	MORON	1102	Non	-74,24495	18,538836
EA.2584	TOUSSAINT	Sainisr	F	1321599102	66	32768405	CAUD	MORON	3938	Oui	-74,243956	18,538058
EA.2585	RENE	Sainte Veronique	F	1038112625	80	36050031	CAUD	MORON	2874	Oui	-74,24961	18,533863
EA.2586	TOUSSAINT	Panel	M	08-04-99-1976-01- 00041	47	48045092	CAUD	MORON	1510	Oui	-74,249178	18,533495
EA.2587	JOSEPH	Adrien	M	1293257254	33	47510881	CAUD	MORON	2116	Non	-74,25211	18,54337
EA.2588	ADRIEN	Jean Edy	M	08-01-99-1964-10- 00003	59	34187646	KOPERATIV KAKEGA	MORON	1566	Non	-74,254236	18,54392
EA.2589	DORLCE	Ophanise	F	1033625502	59	38382117	CAUD	MORON	1860	Non	-74,253205	18,543953
EA.2590	BERNIER	Bergenique	F	1194248384	57	32133003	CAUD	MORON	2066	Non	-74,269933	18,54351
EA.2591	JOSEPH	Ernante	F	1167498597	45	38803062	CAUD	MORON	3796	Oui	-74,27223	18,541146
EA.2592	CALIXTE	Elinise	F	1366587110	66	33361150	CAUD	MORON	2618	Non	-74,268735	18,541405
EA.2593	ESTIMPHIL	Elaise	M	08-04-99-1961-07- 00004	62	40403375	CAUD	MORON	2424	Non	-74,269155	18,542188
EA.2594	NÉROLIEN	Médel	M	1194253525	43	32374532	KOPERATIV CAPCPCAH	MORON	1756	Oui	-74,26956	18,543858
EA.2595	BEDEAU	Cassion	M	08-06-99-1996-02- 00002	27	38422546	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2701	Oui	-74,380403	18,486311
EA.2596	FORESTE	Cedra	M	1262823698	57	38227139	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	5840	Oui	-74,381551	18,486645
EA.2597	JOSEPH	Esteneliese	F	08-06-99-1974-02- 00026	49	38981069	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	4246	Oui	-74,382181	18,484891

EA.2598	STGEORGES	Ouslin	M	08-06-99-1985-10-00002	38	47980190	KOPERATIV CAPCPAH	ANSE DHAINAULT	1723	Oui	-74,382428	18,484878
EA.2599	BEAUGE	Jolaine	F	1408683956	20	47980190	KOPERATIV CAPCPAH	ANSE DHAINAULT	1416	Oui	-74,380383	18,485756

No.	NOM	PRENOM	SEXE	CIN	AGE	TELEPHONE	ASSOCIATION	COMMUNE	SUPERFICIE CALCULEE	BENEFICIAIRE	LONGITUDE	LATITUDE
EA.2600	AUGUSTE	Florise	M	1359338504	63	46891776	CAUD	MORON	1158	Non		
EA.2601	BELLEVUE	Berno	M	1464329170	28	44496272	CAUD	MORON	2648	Non		
EA.2602	CHERILUS	Marie Lisse	F	8,04992E+15	34	37508458	CAUD	MORON	1464	Non		
EA.2603	DELTOR	Abraham	M	1188896312	62	39187197	CAUD	MORON	801	Non		
EA.2604	ESTIMPHIL	Onold	M	1124368905	41	37508458,45	CAUD	MORON	3260	Non		
EA.2605	FLEURIOT	Lember	M	1038124265	29	32768717	CAUD	MORON	1420	Non		
EA.2606	JANVIER	Junior	M	1221475314	42	41707637	CAUD	MORON	2420	Non		
EA.2607	JEUNE	Berlange	F	1205651122	36	34885519	CAUD	MORON	3878	Non		
EA.2608	JEUNE	Orel	M	1124397132	56	37189322	CAUD	MORON	2482	Non		
EA.2609	LEOLIEN	Chantale	F	135936564	33	46891776	CAUD	MORON	9362	Non		
EA.2610	LINDOR	Ulric	M	1033663526	46	47651733	CAUD	MORON	2824	Non		
EA.2611	LOUIJUN	Jean Wilnor	M	1188890492	66	36932815	CAUD	MORON	1198	Non		
EA.2612	MEZILE	Litemps	M	1038077996	60	31517119	CAUD	MORON	1928	Non		
EA.2613	MILIEN	Anderson	M	1038128921	38	35144649	CAUD	MORON	2852	Non		
EA.2614	NUMAS	Dieuseul	M	1051117997	52	32443882	CAUD	MORON		Non		
EA.2615	PAMPHIL	Penord	M	1143153052	36	46941303	CAUD	MORON	1744	Non		
EA.2616	PARISIEN	Alin	M	8,04992E+15	80	36540866	CAUD	MORON	2112	Non		
EA.2617	PARISIEN	Saint Faveur	M	8,04992E+15	86	41670389	CAUD	MORON	2324	Non		
EA.2618	PIERRE	Fritzmarc	M	8,04992E+15	48	36786945	CAUD	MORON	1730	Non		
EA.2619	VERDINE	Sonise	F	1260926766	24	43519203	CAUD	MORON	2236	Non		
EA.2620	NERESTAN	Venorl	M	08-06-99-1987-01-00014	36	47796607	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	340	Non	-74,424723	18,475981
EA.2621	ANGLADE	Elcana	M	1340498097	41	44707394	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	643	Oui	-74,423588	18,477015

KKKK

EA.2622	BIEN-AIMÉ	Lonès	M	08-06-99-1993-09-00011	30	48561588	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	507	Non	-74,424315	18,476813
EA.2623	MILFRANC	Faveurdieu	M	08-06-99-1971-04-00023	52	47309357	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	523	Non	-74,425038	18,476811
EA.2624	NERVAL	Mirlene	F	08-06-99-1983-09-00015	40	47897356	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	1445	Oui	-74,425305	18,476155
EA.2625	LAMOUR	Derilus	M	08-06-99-1940-06-00019	83	48561588	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	676	Non	-74,424435	18,476261
EA.2626	SAMEDY	Passiana	F	08-07-99-1958-06-00021	65	46500053	Autre	DAME-MARIE	652	Non	-74,401721	18,5652
EA.2627	SEMERVIL	Ilrick	M	1249341959	61	39982754	CAUD	DAME-MARIE	615	Non	-74,389968	18,565173
EA.2628	JEAN	Yvonne Francois	F	08-07-99-1948-05-00012	75	48875123	CAUD	DAME-MARIE	1099	Non	-74,391281	18,564518
EA.2629	HERARD	Flita	F	14334036309	37	31826703	Autre	DAME-MARIE	1916	Oui	-74,39446	18,56305
EA.2630	TANJET	Matha	F	08-07-99-1958-08-00011	65	31033977	Autre	DAME-MARIE	850	Non	-74,393896	18,563138
EA.2631	APPOLON	Eny	M	08-07-99-1989-01-00047	34	46500053	Autre	DAME-MARIE	2117	Non	-74,395188	18,563735
EA.2632	LEGRAND	Pierre Lange	M	08-07-99-1972-12-00032	53	39967164	CAUD	DAME-MARIE	2685	Non	-74,402193	18,564385
EA.2633	JEROME	Panel	M	08-07-99-1966-05-00016	57	44788341	Autre	DAME-MARIE	8318	Non	-74,38859	18,569603
EA.2634	BEAUVOIR	Louima	M	1035897145	49	31003050	Autre	DAME-MARIE	15658	Non	-74,384236	18,573468
EA.2635	NELSON	Marie Josette	F	1013509157	63	36848884	Autre	DAME-MARIE	2674	Non	-74,380681	18,576595
EA.2636	POSSIBLE	Simanne	F	1051552557	65	38988676	Autre	DAME-MARIE	4218	Non	-74,380905	18,576383
EA.2637	SEMERZIER	Lones	M	1045502376	49	34810515	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	723	Non	-74,450613	18,475415
EA.2638	CAZEAU	Orassice	M	08-06-99-1944-04-00003	79	48691981	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	1782	Non	-74,428796	18,483806
EA.2639	FREBERIC	Marita	F	1314609088	56	34840354	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	2649	Non	-74,43046	18,48212
EA.2640	UN LOUIS	Yolene	F	1340517206	49	36011414	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	2042	Non	-74,42746	18,468156
EA.2641	BELFLEUR	Noelçina	F	1257686675	59	38494240	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	179	Non	-74,425758	18,471431
EA.2642	JILMÉNE	Desir	F	1297164511	43	36346192	Autre	ANSE DHAINAULT	294	Non	-74,431066	18,466113
EA.2643	REMY	Seranor	M	08-07-99-1960-04-00016	63	43886572	Autre	DAME-MARIE	6496	Non	-74,380028	18,574346
EA.2644	REMY	Walner	M	1249342832	36	47504732	Autre	DAME-MARIE	4414	Non	-74,381281	18,574255
EA.2645	DURETTE	Senoit	M	1331238283	51	46850484	Autre	DAME-MARIE	2312	Non	-74,3808	18,578385

EA.2646	SAINVIL	Olanne	F	08-07-99-1947-04-00005	76	47504732	Autre	DAME-MARIE	2908	Non	-74,380596	18,578306
EA.2647	JULIEN	Jacklin	M	1145992824	44	35935894	Autre	DAME-MARIE	3606	Non	-74,380806	18,577615
EA.2648	JEROME	Berel	M	08-07-99-1960-12-00029	63	44656708	Autre	DAME-MARIE	4130	Non	-74,381376	18,576426
EA.2649	JEAN JACQUES	Ilberne	M	08-07-99-1972-10-00047	51	42951052	Autre	DAME-MARIE	6116	Non	-74,380978	18,57663
EA.2650	ALERTE	Quant Tange	M	1257666305	51	31201557	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	4554	Oui	-74,425563	18,484363
EA.2651	ALERTE	Levassion	M	1340507991	62	31146686	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	10597	Oui	-74,420148	18,482873
EA.2652	ALERTE	Arius	M	1314619661	60	44783532	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	9487	Non	-74,422431	18,48164
EA.2653	ALETTE	Mecene	M	08-06-99-1951-04-00010	72	37018895	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	3276	Oui	-74,422075	18,483375
EA.2654	MONTROSE	Gulson	M	08-06-99-10-010383	24	38855588	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	869	Non	-74,422806	18,48388
EA.2655	MICHEL	Lenol	M	1092976892	42	34386256	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1809	Non	-74,398028	18,493858
EA.2656	LOUIS	Elie	M	1340494605	70	38407024	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	3682	Oui	-74,398861	18,494255
EA.2657	MICHEL	Marie Catherine	F	1092966513	53	48995801	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	3014	Non	-74,391551	18,491127
EA.2658	MICHEL	Marie Henriette	F	1257673095	77	34003859	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1176	Non	-74,394878	18,495546
EA.2659	LOUIS	Loubert	M	8,06992E+15	41	34379225	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2008	Non	-74,394933	18,495603
EA.2660	MATHURIN	Lernier	M	1387158783	42	46769948	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1154	Non	-74,395625	18,494953
EA.2661	TONY	Nelcina	F	08-07-99-1939-12-00007	84	48824718	CAUD	DAME-MARIE	1826	Non	-74,401975	18,564431
EA.2662	JÉRÔME	Genel	M	1146049763	40	46690053	Autre	DAME-MARIE	1998	Oui	-74,38674	18,56985
EA.2663	BOYER	Nevil	M	1069827745	60	46690053	Autre	DAME-MARIE	1235	Non	-74,387048	18,569651
EA.2664	MICHEL	Megene	M	8,07992E+15	48	36584293	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	6800	Non	-74,395698	18,494253
EA.2665	SULFACE	Lavenue	M	08-07-99-1940-03-00010	83	34805701	Autre	DAME-MARIE	1932	Non	-74,3903	18,566906
EA.2666	MARDY	Jonise	F	1249341862	52	36831044	CAUD	DAME-MARIE	1170	Non	-74,38974	18,565275
EA.2667	SAGESSE	Rosia	F	1092966416	58	31045402	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	3099	Non	-74,39682	18,495226
EA.2668	OSTIN	Selestin	M	08-07-99-1954-08-00027	69	32735626	Autre	DAME-MARIE	1914	Non	-74,385665	18,568781
EA.2669	PAUL	Quilsoit	M	1135168497	61	31559833	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	3432	Non	-74,397915	18,4958
EA.2670	OSTIN	Admirola	F	1331245170	86	48120696	Autre	DAME-MARIE	394	Non	-74,38592	18,568871

MMMM

EA.2671	OSTIN	Obelan	M	08-07-99-1961-12-00020	62	44842119	Autre	DAME-MARIE	670	Non	-74,385816	18,569158
EA.2672	SAINTAVOIS	Francis	M	08-07-99-1975-10-00011	48	39003309	Autre	DAME-MARIE	1600	Non	-74,395933	18,560923
EA.2673	MICHEL	Lourent	M	1387409528	63	49281822	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	781	Oui	-74,398318	18,496188
EA.2674	LOUIS_JEAN	Louison	M	8,06992E+15	36	36163998	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2028	Non	-74,399768	18,496491
EA.2675	MICHEL	Wisner	M	142720396	34	31918955	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2028	Oui	-74,398848	18,49707
EA.2676	MICHEL	Robertson	M	1077930640	41	38268096	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2437	Non	-74,39862	18,496995
EA.2677	LAFLEUR	Maxcen	M	8,06992E+15	53	31465048	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	3258	Oui	-74,398496	18,497466
EA.2678	MARTIAL	Jonel	M	8,06992E+15	44	36715607	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	898	Non	-74,399973	18,499195
EA.2679	SYVAIN	Lafaille	M	8,06741E+12	49	36494626	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	6020	Oui	-74,400086	18,499356
EA.2680	JOURDAIN	Marie Fania	F	1257684250	80	34648188	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	498	Non	-74,433443	18,463406
EA.2681	VENERIN	Avener	M	1257703650	43	31553234	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	453	Oui	-74,434855	18,462658
EA.2682	FIDELIS	Henock	M	08-06-99-1968-04-00028	55	44557982	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	693	Oui	-74,433876	18,46402
EA.2683	JEUDY	Wilkens	M	1262780242	29	34794684	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	1012	Non	-74,438028	18,463445
EA.2684	GUILLAUME	Cilina	F	1060537182	40	48683700	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	712	Oui	-74,437631	18,464051
EA.2685	BEAUCEJOUR	Stenio	M	1433400429	77	34429609	CAUD	DAME-MARIE	12463	Non	-74,409933	18,548418
EA.2686	LOUIS	Jean Edy	M	1091276094	62	34429609	Autre	DAME-MARIE	3386	Non	-74,410373	18,54912
EA.2687	FORESTAL	Erms	M	08 07 99 1977 10 00021	46	47210940	CAUD	DAME-MARIE	2032	Non	-74,406038	18,546341
EA.2688	BAPTISTE	Memoise	F	08 02 99 1981 08 00026	42	37981449	CAUD	DAME-MARIE	1975	Oui	-74,40626	18,54687
EA.2689	ESTENELAS	Shiler	M	08 07 89 11 006772	34	36647208	Autre	DAME-MARIE	449	Non	-74,405748	18,548506
EA.2690	VINCENT	Vercia	F	1066119629	42	35495448	Autre	DAME-MARIE	3720	Oui	-74,381115	18,577973
EA.2691	ST VIL	Nesly	M	1066162697	60	31534497	Autre	DAME-MARIE	3502	Non	-74,380218	18,577156
EA.2692	REMY	Selor	M	08-07-99-1945-05-00011	78	46155185	Autre	DAME-MARIE	12022	Non	-74,38168	18,575401
EA.2693	LAMY	Chiler	M	08-07-99-1947-07-00008	76	44320457	Autre	DAME-MARIE	8566	Non	-74,387265	18,572351
EA.2694	NELSON	Revenel	M	1249395891	35	34515047	Autre	DAME-MARIE	1888	Non	-74,387081	18,572255

EA.2695	TANGER	Hermante Theobal	F	08-07-99-1940-04-00008	83	34515047	Autre	DAME-MARIE	2426	Oui	-74,385985	18,57112
EA.2696	CAJOUX	Celet	M	1149300621	48	46159456	Autre	DAME-MARIE	7748	Non	-74,394338	18,567925
EA.2697	LEVENY	Orelus	M	1161717494	67	43177822	Autre	DAME-MARIE	4524	Non	-74,392678	18,571913
EA.2698	THEOBAL	Monette	F	1349826587	54	44672770	Autre	DAME-MARIE	4158	Non	-74,395091	18,570966
EA.2699	THEOBAL	Wednel	M	08-07-99-1990-07-00060	33	44642770	Autre	DAME-MARIE	7660	Oui	-74,395425	18,56991

No.	NOM	PRENOM	SEXE	CIN	AGE	TELEPHONE	ASSOCIATION	COMMUNE	SUPERFICIE CALCULEE	BENEFICIAIRE	LONGITUDE	LATITUDE
EA.2700	BOYER	Lener	M	1091274057	57	46912885	CAUD	DAME-MARIE	1574	Non	-74,386868	18,569893
EA.2701	DELVA	Jean Denis	M	1013323111	44	44006513	Autre	DAME-MARIE	3564	Non	-74,387191	18,567388
EA.2702	JEAN CHARLES	Venita	F	1249402002	68	32814288	Autre	DAME-MARIE	2652	Non	-74,394198	18,569991
EA.2703	NELSON	Loubeau	M	08-07-99-1957-09-00015	66	43166405	Autre	DAME-MARIE	4106	Non	-74,395478	18,568693
EA.2704	NELSON	Loudia	F	1331264473	27	36494640	Autre	DAME-MARIE	2072	Oui	-74,394251	18,571596
EA.2705	ESTIMPHIL	Joel	M	8,04992E+15	46	42948274	CAUD	MORON	2396	Non		
EA.2706	GEORGES	Melta	F	1124373367	42	47285822	CAUD	MORON	1030	Non		
EA.2707	JEUNE	Marie Melotte	F	1143145874	72	42791971	CAUD	MORON	2682	Non		
EA.2708	SYLVESTRE	Gamaniel	M	1086718064	78	34168401	CAUD	MORON	1800	Non		
EA.2709	PAUL	Felina	F	1035886087	52	47021429	Autre	DAME-MARIE	1712	Non	-74,399995	18,518991
EA.2710	CADET	Sonet	M	08-07-99-1982-04-0001	41	48121208	CAUD	DAME-MARIE	1774	Oui	-74,399455	18,518083
EA.2711	ST LOUIS	Marie Dania	F	1035748153	38	46397316	Autre	DAME-MARIE	0	Oui	-74,384421	18,555795
EA.2712	JEAN LOUIS	Eddel	M	807991977	46	47357634	Autre	DAME-MARIE	2512	Non	-74,384421	18,555795
EA.2713	DORVILIER	Jean Elma	M	8,07992E+15	37	46939101	Autre	DAME-MARIE	5728	Oui	-74,38454	18,555601
EA.2714	PAUL	Locita	F	1364113426	57	34124238	Autre	DAME-MARIE	1294	Non	-74,398873	18,51966
EA.2715	JACSON	Mecene	M	08-07-99-1946-04-00023	77	47931223	Autre	DAME-MARIE	845	Non	-74,398913	18,520068
EA.2716	SAINT JACQUES	Yvanise	F	1051564585	40	36516228	Autre	DAME-MARIE	965	Oui	-74,41244	18,555655
EA.2717	AUSTIN	Vania	F	1182220481	51	31740682	CAUD	DAME-MARIE	1468	Non	-74,412435	18,557333
EA.2718	CANDIO	Exanord	M	1262882189	54	38020869	KOPERATIV CAPCPAH	ANSE DHAINAULT	1785	Non	-74,39501	18,488128

EA.2719	PARISIEN	Jean Bertho	M	8,04992E+15	71	48425086	KOPERATIV KAKEGA	MORON	0	Non	-74,256871	18,552387
EA.2720	BEAUBRUN	Bernade	F	1293260552	37	46230952	KOPERATIV KAKEGA	MORON	5290	Oui	-74,254861	18,554956
EA.2721	CHOISY	Vesny	M	1299922803	37	37340019	KOPERATIV KAKEGA	MORON	1774	Oui	-74,25618	18,555036
EA.2722	BASSINETTE	Marie Jasming	F	1437659893	48	34784990	KOPERATIV KAKEGA	MORON	1464	Oui	-74,256064	18,55508
EA.2723	JOSEPH	Watson	M	1331754905	47	34130049	KOPERATIV KAKEGA	MORON	3442	Non	-74,256456	18,555048
EA.2724	ANDRIS	Willio	M	8,04992E+15	38	37918672	KOPERATIV KAKEGA	MORON	6020	Oui	-74,257143	18,554086
EA.2725	JN PHILIPPE	Alain	M	8,04992E+15	65	38024080	KOPERATIV KAKEGA	MORON	3120	Non	-74,254537	18,553394
EA.2726	FANIEL	Elouiserme	M	1077968179	62	46189777	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1868	Non	-74,393683	18,482018
EA.2727	ARISTYL	Lucner	M	1092970102	50	37068169	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1594	Oui	-74,392813	18,483936
EA.2728	CANDIO	Tenel	M	1262851149	47	31982541	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	765	Oui	-74,393893	18,488356
EA.2729	MICHEL	Asna	F	8,07992E+15	39	36668893	CAUD	DAME-MARIE	2110	Oui	-74,41176	18,559115
EA.2730	NELSON	Anthony	M	08.07.99.1983.08.00034	43	38112865	Autre	DAME-MARIE	1850	Non	-74,41644	18,564955
EA.2731	ELIE	Genor	M	1013349592	47	37279301	Autre	DAME-MARIE	1066	Non	-74,41675	18,565213
EA.2732	NICLAS	Marie Velenne	F	7,08992E+15	65	37093656	Autre	DAME-MARIE	1386	Non	-74,412091	18,559378
EA.2733	BEAUBRUN	Joseph Oge	M	8,06992E+15	79	39040886	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1297	Non	-74,385513	18,491145
EA.2734	LOUIS	Guenel	M	1069811449	40	36777913	CAUD	DAME-MARIE	5756	Oui	-74,399561	18,516316
EA.2735	LOUIS JEUNE	Anise	M	1145964209	54	46677561	CAUD	DAME-MARIE	7064	Non	-74,388233	18,513988
EA.2736	LOUIS JEUNE	Berruque	M	1067268982	81	37379098	CAUD	DAME-MARIE	3584	Non	-74,389301	18,51409
EA.2737	LUXAMA	Bernado	M	1249387355	25	46677561	CAUD	DAME-MARIE	10280	Oui	-74,391861	18,516183
EA.2738	SAINT PREUX	Jean Renel	M	1458056277	32	39100429	CAUD	DAME-MARIE	6044	Non	-74,403278	18,524488
EA.2739	CESAR	GuY-Marie	M	8,07992E+15	36	49307081	CAUD	DAME-MARIE	5292	Oui	-74,40281	18,524941
EA.2740	MESILAS	Leone	M	1262878212	57	36985061	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1253	Non	-74,381428	18,489323
EA.2741	DOLCE	James	M	1387411177	26	46417593	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	3694	Oui	-74,362138	18,48048
EA.2742	THELUSMA	Renold	M	08.07.99.1975.10.00035	48	37262900	Autre	DAME-MARIE	610	Non	-74,416028	18,564973
EA.2743	CAIDOR	Nerva	M	08.01.99.1937.10.00037	86	44429298	Autre	DAME-MARIE	1144	Non	-74,420502	18,564633
EA.2744	ZEPHIRIN	Vestha	M	1359282535	70	3265385	CAUD	CHAMBELLAN	5862	Non	-74,34143	18,533371
EA.2745	EMILE	Pierman	M	8,06992E+15	38	44996194	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2253	Non	-74,374683	18,493795

EA.2746	BAZELAIS	Jean Rabel	M	007-276-972-7	32	46360956	Autre	LES IROIS	3580	Non	-74,43697	18,412415
EA.2747	BAZELAIS	Yliot	M	08-08-99-1952-06-00025	71	36760024	Autre	LES IROIS	6170	Non	-74,438866	18,41141
EA.2748	LOUIS	Ismael	M	8,06992E+15	76	49430548	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1845	Non	-74,373706	18,496163
EA.2749	LOUIS	Sonel	M	8,06992E+15	40	48175532	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1176	Non	-74,374226	18,500963
EA.2750	MARCENA	Francine	F	1262905857	66	44411451	SICARD	ANSE DHAINAULT	1865	Non	-74,368796	18,485583
EA.2751	VOLCY	Onald	M	1359277297	51	32451683	CAUD	CHAMBELLAN	3142	Oui	-74,341788	18,53188
EA.2752	VOLCY	Walter	M	8,05992E+15	43	26530750	CAUD	CHAMBELLAN	3136	Oui	-74,344501	18,530866
EA.2753	NORMIL	Clerisia	F	1080530822	53	47453985	Autre	MORON	3104	Non	-74,368116	18,484521
EA.2754	JEROME	Jean Manel	M	1072245664	49	3256525	CAUD	CHAMBELLAN	5730	Oui	-74,346756	18,533465
EA.2755	CESAR	Lithane	M	08-07-99-1949-10-00006	74	36280854	Autre	DAME-MARIE	1142	Non	-74,409055	18,54884
EA.2756	AUDENT	Louismault	M	1069864411	66	47176337	CAUD	CHAMBELLAN	12184	Non	-74,344691	18,531633
EA.2757	THEOLIEN	Junior	M	1359280498	33	44773169	CAUD	CHAMBELLAN	4268	Oui	-74,34138	18,531706
EA.2758	LINDOR	Ascar	M	1339976237	50	49331439	CAUD	CHAMBELLAN	1806	Oui	-74,342453	18,531718
EA.2759	MARCELIN	Angeler	M	10-65-33-11-16	46	44111736	CAUD	DAME-MARIE	7914	Non	-74,412074	18,556346
EA.2760	ABIS	Aristil	M	11-82-25-29-76	41	44219747	Autre	DAME-MARIE	2722	Non	-74,406235	18,547883
EA.2761	SAMEDY	Corencie	F	08-07-99-1946-05-00006	77	4901411	Autre	DAME-MARIE	7984	Non	-74,406223	18,547773
EA.2762	ARISTILE	Rigeaud	M	08-07-94-11-033112	29	38561513	Autre	DAME-MARIE	4163	Oui	-74,397248	18,544606
EA.2763	CHARLES	Peter	M	11-82-23-94-93	31	47470869	CAUD	DAME-MARIE	5232	Oui	-74,400985	18,544106
EA.2764	LUXAMA	Wenzler	M	1359279334	40	44773169	CAUD	CHAMBELLAN	2646	Oui	-74,342381	18,531326
EA.2765	NEVIL	Phefnay	M	1207195847	46	44773169	CAUD	CHAMBELLAN	3910	Oui	-74,342196	18,531426
EA.2766	LUXAMA	Lamatine	M	8,05992E+15	70	44773169	CAUD	CHAMBELLAN	4120	Non	-74,341796	18,532433
EA.2767	EMILE	Jude	M	8,06992E+15	34	47118057	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2402	Oui	-74,371311	18,503231
EA.2768	EMILE	Lino	M	1262855417	60	39203621	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	3469	Non	-74,370206	18,504381
EA.2769	CHARLSSAINT	Marcnel	M	08.07.1990.06.00007	33	48251610	Autre	DAME-MARIE	442	Non	-74,417486	18,565393
EA.2770	DUVINA	Mickel	M	1035884729	49	47662303	Autre	DAME-MARIE	694	Non	-74,417588	18,56521
EA.2771	SAINT HILAIRE	Andrique	M	08.07.99.1939.09.00001	85	44383840	Autre	DAME-MARIE	6310	Non	-74,418396	18,565143

EA.2772	THEOLIEN	Irlande	M	1139131626	42	44773169	CAUD	CHAMBELLAN	3398	Oui	-74,341816	18,532388
EA.2773	VOLCY	Biton	M	8,05992E+15	60	34404062	CAUD	CHAMBELLAN	2852	Oui	-74,340638	18,532515
EA.2774	THEOLIEN	Choisilhomme	M	1335371550	72	44773169	CAUD	CHAMBELLAN	4556	Non	-74,337626	18,534856
EA.2775	CENEA	Meprila	F	1139128231	48	36959250	CAUD	CHAMBELLAN	6412	Oui	-74,333353	18,535348
EA.2776	NELSON	Junior	M	144811255	45	39934872	Autre	DAME-MARIE	16278	Non	-74,418991	18,564766
EA.2777	PETIT	Guerino	M	1292236620	44	46114897	Autre	DAME-MARIE	4218	Non	-74,419245	18,564441
EA.2778	ALABRE	Missiel	M	1397935871	61	46540503	Autre	DAME-MARIE	938	Non	-74,418556	18,565301
EA.2779	BONET	Glanes	M	8,0596E+12	27	38387660	CAUD	CHAMBELLAN	3024	Oui	-74,332061	18,536896
EA.2780	DIME	Judith	F	8,04992E+15	47	39120701	CAUD	MORON	1242	Non		
EA.2781	DORCY	Manes	M	1310949569	68	49487208	CAUD	MORON	1964	Non		
EA.2782	ESTIMPHIL	Dieusavoir	M	1086730771	80	36652046	CAUD	MORON	3020	Non		
EA.2783	ESTIMPHIL	Jean Estinor	M	8,04992E+15	84	34652046	CAUD	MORON	1342	Non		
EA.2784	SAINPREUR	Partrick	M	19640700012	59	32778676	CAUD	MORON	17424	Non		
EA.2785	SAINJOIE	Dieuphete	M	1249558075	69	47497131	Autre	LES IROIS	1162	Non	-74,441026	18,41646
EA.2786	JN PIERRE	Claumita	F	08-08-99-1965-03-00018	58	34051612	Autre	LES IROIS	883	Oui	-74,440516	18,412881
EA.2787	JOSEPH	Théricite	F	1257648263	51	31773499	KOPERATIV CAPCPAH	ANSE DHAINAULT	0	Oui	-74,388986	18,490551
EA.2788	INNOCENT	Denise	F	08-06-99-1960-11-00009	63	48302065	KOPERATIV CAPCPAH	ANSE DHAINAULT	0	Oui	-74,391551	18,491127
EA.2789	LUNDY	Luma	M	08-06-99-1951-07-00012	72	36560661	KOPERATIV CAPCPAH	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,390818	18,491426
EA.2790	LUNDY	Orlry	M	1092999105	32	36560661	KOPERATIV CAPCPAH	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,397049	18,490146
EA.2791	CANDIO	Angenor	M	1061953479	56	48572529	KOPERATIV CAPCPAH	ANSE DHAINAULT	1616	Non	-74,394008	18,488276
EA.2792	GERMEUS	Emilienne Joseph	F	8,06992E+15	69	48318661	KOPERATIV CAPCPAH	ANSE DHAINAULT	1765	Non	-74,393485	18,4854
EA.2793	CANDIO	Jean Aubain	M	1257656217	57	37163810	KOPERATIV CAPCPAH	ANSE DHAINAULT	2166	Non	-74,394075	18,485166
EA.2794	AUSTIN	Micheline	F	1058668186	61	31181455	CAUD	DAME-MARIE	10082	Non	-74,37855	18,579216
EA.2795	JEAN	Inelson	M	08-07-99-1985-04-00049	38	48120360	Autre	DAME-MARIE	4858	Non	-74,389473	18,566548
EA.2796	FREDERIC	Marianise	F	08-07-99-05-00024	63	47395900	Autre	DAME-MARIE	3882	Non	-74,38833	18,564146
EA.2797	FRANÇOIS	Vanes	M	1182195649	46	36951656	Autre	DAME-MARIE	5074	Non	-74,387995	18,56482

EA.2798	LUC	Anatel	M	08-07-99-1988-05-007	35	47205465	Autre	DAME-MARIE	6108	Oui	-74,383521	18,562335
EA.2799	JOSEPH	Beneste	M	1321077727	80	34586741	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1318	Non	-74,402642	18,490438
EA.2800	SÉMERZIER	Edline	F	1059739163	48	36901655	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1832	Oui	-74,401697	18,490301
EA.2801	LOUIS	Kethny	M	1050420179	40	36876567	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	3804	Non	-74,399736	18,49398
EA.2802	EMILE	Louidemine	F	1262883256	39	36501581	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	938	Non	-74,395299	18,490163
EA.2803	AZAR	Larieuse	F	1271416831	34	31737535	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1446	Oui	-74,392959	18,489804
EA.2804	ARISTYL	Lorette	F	1262840479	55	48317420	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2231	Non	-74,392646	18,489418
EA.2805	GERMEUS	Louinor	M	1321067251	71	48318661	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1183	Oui	-74,393596	18,48501
EA.2806	FELIX	Clairvil	M	1349788369	62	38981069	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	851	Non	-74,376251	18,491726
EA.2807	PAUL	Reminor	M	1092974079	73	47506909	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	3171	Non	-74,393611	18,487256
EA.2808	PIELSAINT	Carolle	F	1059727135	46	48689827	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	3201	Oui	-74,373225	18,488504
EA.2809	EMILE	Bazelais	M	1086537450	62	44699168	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	3629	Oui	-74,393598	18,48891
EA.2810	ERNEST	Tianord	M	09-07-99-1975-10-00032	48	44274649	Autre	DAME-MARIE	8922	Non	-74,43406	18,533298
EA.2811	LOUISSAINT	Dieune	M	12-92-23-04-12	54	36281113	Autre	DAME-MARIE	8342	Non	-74,432948	18,533911
EA.2812	ST FLEUR	Elta	F	11-63-00-49-75	41	38647612	Autre	DAME-MARIE	8768	Oui	-74,433327	18,539371
EA.2813	JULBLAS	Olby	M	08-07-98-04-02-60-75	25	31569397	Autre	DAME-MARIE	3372	Non	-74,423156	18,5295
EA.2814	LUC	Daphkar	F	08-07-95-04-02-52-79	28	37999896	Autre	DAME-MARIE	6888	Oui	-74,433693	18,533989
EA.2815	EXAVIER	Adana	F	12-92-22-97-33	43	37676380	Autre	DAME-MARIE	7866	Oui	-74,422573	18,53078
EA.2816	DERNIER	Wilkens	M	08-06-99-1982-09-00039	41	36469775	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1123	Non	-74,374791	18,488136
EA.2817	PAUL	Eliphete	M	1321063274	62	31478056	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	35080	Oui	-74,394653	18,4879
EA.2818	ARISTYL	Benitha	F	1349782064	55	31478056	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	3160	Oui	-74,394386	18,488176
EA.2819	BEAUBRUN	Novita	F	13-21-04-01-882	81	48850349	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	3214	Non	-74,377338	18,485793
EA.2820	PICARD	Marie Francoise	F	1057512916	33	46748530	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	0	Oui	-74,392586	18,490363
EA.2821	DIMANCHE	Ysias	M	8,08992E+15	57	48554438	Autre	LES IROIS	1105	Non	-74,446363	18,417558
EA.2822	BABE	Genceline	F	1424339465	46	31695501	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	4802	Oui	-74,3893	18,490855
EA.2823	DELIGENT	Alida	F	1393826466	56	31116873	Mandou	ANSE DHAINAULT	1294	Oui	-74,452443	18,43916

EA.2824	CHERY	LocianE- PorT-Louis	F	08-06-99-1950-09- 00013	73	44330288	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	919	Non	-74,377525	18,485526
EA.2825	CONDIO	Erose	F	1262807402	31	47749788	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	8868	Oui	-74,386393	18,491543
EA.2826	LUREINE	Dorcy	F	1393827242	48	44459341	Mandou	ANSE DHAINAULT	2754	Oui	-74,452403	18,44031
EA.2827	PAUL	Premil	M	8,06992E+15	66	36051541	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	4532	Oui	-74,387686	18,489906
EA.2828	ALCIDOR	Locita	F	08-96-99-1941-10- 00014	82	48720737	Mandou	ANSE DHAINAULT	4966	Oui	-74,448596	18,439946
EA.2829	OCCIL	Merlande	F	1205779647	50	36487698	Autre	LES IROIS	941	Oui	-74,440078	18,419598
EA.2830	JEAN-PIERRE	Estelise	F	08-06-99-1971-06- 00020	52	49009622	Mandou	ANSE DHAINAULT	2270	Oui	-74,446033	18,439013
EA.2831	MASSENAT	Calida	F	1077729074	63	44709522	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	4155	Oui	-74,375881	18,476978
EA.2832	BELMA	Pierre	M	1035732924	46	49022483	Autre	DAME-MARIE	2560	Non	-74,397521	18,560801
EA.2833	DURETTE	Gerloude	F	08.07.99.1958.12.00022	65	36633695	Autre	DAME-MARIE	1008	Non	-74,395181	18,560113
EA.2834	JEAN-PIERRE	Adrien	M	08-06-99-1936	87	39355174	Mandou	ANSE DHAINAULT	3498	Non	-74,44631	18,439116
EA.2835	ST LOUIS	Jerda	F	08-07-99-1967-00014	56	31900320	Autre	DAME-MARIE	3896	Oui	-74,411451	18,5591
EA.2836	DUPERON	Mathurin	M	1035702078	62	44787353	Autre	DAME-MARIE	15590	Non	-74,41321	18,560936
EA.2837	JEAN CHARLES	Necerlande	F	08 07 91 03 008077	32	34590994	Autre	DAME-MARIE	1924	Oui	-74,407955	18,548508
EA.2838	GERMAIN	Angelet	M	08 07 99 1989 07 00025	34	44953088	Autre	DAME-MARIE	2771	Non	-74,406505	18,547126
EA.2839	METELUSTE	Pecel	M	08 07 99 1957 08 00015	66	37449890	Autre	DAME-MARIE	1046	Non	-74,405575	18,546058
EA.2840	LABONTE	Felicienne	F	1051543827	54	44593233	Autre	DAME-MARIE	2076	Non	-74,40665	18,54683
EA.2841	MICHEL	Marie Judith	F	08 07 65 06 000999	58	47092641	Autre	DAME-MARIE	2444	Non	-74,406476	18,547545
EA.2842	LAJOI	Jacsone	M	1066425480	68	45233340	Autre	LES IROIS	589	Non	-74,439598	18,427103
EA.2843	EXANT	Anosta	F	08-06-99-1952-01- 00004	71	37946141	Mandou	ANSE DHAINAULT	7914	Oui	-74,446655	18,439195
EA.2844	BELICE	JN-Robert	M	1262869288	58	37708396	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	7103	Oui	-74,37644	18,484961
EA.2845	LAMA	Lamatte	F	1066126128	51	47072712	Autre	LES IROIS	853	Oui	-74,440655	18,41805
EA.2846	AMADY	Jilienne	F	12-49-38-12-44	56	48481064	Autre	DAME-MARIE	2392	Non	-74,422861	18,53295
EA.2847	CANSTAN	Ernes	M	1202877046	54	36282484	Autre	LES IROIS	9074	Oui	-74,441493	18,418721

EA.2848	SAINT JACQUES	Antime	M	1333494794	69	47386687	CAUD	DAME-MARIE	1752	Non	-74,392363	18,555633
EA.2849	EDMOND	Beauvais	M	1262904014	73	48809444	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	21048	Non	-74,375593	18,482841
EA.2850	PATRICK	Telisma	M	1,28263E+11	61	48077212	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	4988	Non	-74,380466	18,484491
EA.2851	ST CHARLES	Sonia	M	08 07 99 1965 11 00031	58	46636489	Autre	DAME-MARIE	1516	Non	-74,40578	18,54801
EA.2852	ALCEGUET	Dony	M	10-92-80-81-12	23	48272952	Autre	DAME-MARIE	30228	Non	-74,433693	18,535793
EA.2853	CADEAU	Jeam Louis	M	08-07-99-1965-07-00015	58	48272952	Autre	DAME-MARIE	7764	Non	-74,42779	18,538325
EA.2854	BENJAMIN	Delile	F	8,04992E+15	42	34822603	CAUD	MORON	1950	Non		
EA.2855	BLAISE	Louides	M	1038104089	80	47373692	CAUD	MORON	1916	Non		
EA.2856	BLAISE	Mackendy	M	1038201089	36	43682647	CAUD	MORON	1358	Non		
EA.2857	BLAISE	Seraphin	M	1038113013	63	48447222	CAUD	MORON	1582	Non		
EA.2858	BONNET	Jean Guerrier	M	8,04992E+15	57	31740705	CAUD	MORON	2706	Non		
EA.2859	DELICE	Venet	M	8,04992E+15	50	39120701	CAUD	MORON	3872	Non		
EA.2860	DESIR	Dunes	M	8,0484E+12	39	43220788	CAUD	MORON	1214	Non		
EA.2861	DORVIL	Danise	F	1038087502	31	47053279	CAUD	MORON	684	Non		
EA.2862	DORVIL	Marie - France	F	8,04992E+15	56	43682647	CAUD	MORON	2606	Non		
EA.2863	FANORD	Dieunise	F	1194251682	60	34822603	CAUD	MORON	3690	Non		
EA.2864	HATTIS	Erode	M	1406726108	41	47779353	CAUD	MORON	1814	Non		
EA.2865	HELI	Lathaire	M	8,04992E+15	62	38597750	CAUD	MORON	624	Non		
EA.2866	HENRY	Pierre Andre	M	8,04992E+15	44	31740705	CAUD	MORON	1446	Non		
EA.2867	JEUNE	Jean Bertho	M	8,04992E+15	52	32141745	CAUD	MORON	9712	Non		
EA.2868	LUBIN	Celène	F	804991968	55	47809161	CAUD	MORON	1978	Non		
EA.2869	PAUL	Dieudy	M	1061471874	31	36691548	CAUD	MORON	1890	Non		
EA.2870	PERIN	Lima	M	8,04992E+15	63	47809161	CAUD	MORON	392	Non		
EA.2871	PERRIN	Jeanson	M	8,04921E+12	31	47809161	CAUD	MORON	1898	Non		
EA.2872	PIERRE	Bernald	M	8,04992E+15	52	48666819	CAUD	MORON	752	Non		
EA.2873	PIERRE LOUIS	Bernier	M	1341175157	39	47401670	CAUD	MORON	2862	Non		
EA.2874	PLAISIME	Nahomie	F	1341175545	26	40673917	CAUD	MORON	2438	Non		
EA.2875	SAGESSE	Eranel	M	1293188481	64	47373692	CAUD	MORON	388	Non		

EA.2876	TOUSSAINT	Civil	M	8,04992E+15	63	47053279	CAUD	MORON	754	Non		
EA.2877	TOUSSAINT	Derline	F	8,04961E+12	27	#####	CAUD	MORON	900	Non		
EA.2878	TOUSSAINT	Erode	M	1038198179	34	43220788	CAUD	MORON	2534	Non		
EA.2879	TOUSSAINT	Fred	M	8,04992E+15	35	43682647	CAUD	MORON	2528	Non		
EA.2880	TOUSSAINT	Johnny	M	8,04992E+15	30	41422753	CAUD	MORON	420	Non		
EA.2881	TOUSSAINT	Sirubin	M	1038056171	75	43220788	CAUD	MORON	832	Non		
EA.2882	TOUSSAINT	Venet	M	1037984294	69	41422753	CAUD	MORON	646	Non		
EA.2883	TOUSSAINT	Wilguens	M	1038060633	25	47053279,44	CAUD	MORON	614	Non		
EA.2884	FRANCOIS	Leon	M	08-04-99-1945-09-00001	78	37736906	CAUD	MORON	11874	Non	-74,255921	18,563368
EA.2885	MILLIEN	Jn Donny	M	1086693717	54	38713574	CAUD	MORON	2522	Non	-74,2572	18,562741
EA.2886	DIVERS	Eulmanne	M	08-04-99-1979-09-00003	44	34187646	CAUD	MORON	1412	Oui	-74,2444	18,5262
EA.2887	LUNDY	Francius	M	08-04-99-1942-12-00039	81	38518722	CAUD	MORON	2494	Non	-74,250525	18,524025
EA.2888	LUNDY	Illores	M	08-04-99-1960-01-00028	63	34187646	CAUD	MORON	1946	Non	-74,250995	18,521728
EA.2889	MARTINEAU	Saintanise	M	08-04-99-1954-12-00134	69	34187646	CAUD	MORON	2348	Non	-74,251081	18,525
EA.2890	DIVERS	Berline	F	1037993897	46	48662851	CAUD	MORON	6950	Oui	-74,250891	18,526046
EA.2891	LUNDY	Mona	F	1221475702	47	37734721	CAUD	MORON	1272	Oui	-74,250665	18,526156
EA.2892	JOSEPH	Erick	M	1188918913	74	36117835	CAUD	MORON	1992	Non	-74,251181	18,526675
EA.2893	ST TOMAS	Lucnaque	M	08-04-99-1947-04-00010	76	49337172	CAUD	MORON	2336	Non	-74,248161	18,534928
EA.2894	DORVILER	Lony	M	1033627345	42	38875668	CAUD	MORON	2094	Non	-74,247971	18,538093
EA.2895	LEGER	Jean Reneau	M	1359328998	58	37965074	CAUD	MORON	1448	Non	-74,247476	18,538066
EA.2896	BEAUBRUN	Premise	F	1331756845	26	47214125	KOPERATIV KAKEGA	MORON	1852	Oui	-74,248411	18,539715
EA.2897	ADRIEN	Gevena	F	1061460719	50	38100773	CAUD	MORON	1178	Oui	-74,248308	18,539985
EA.2898	ADRIEN	Maxa	M	1194212591	43	47899870	CAUD	MORON	3534	Oui	-74,247586	18,538373
EA.2899	PIERRE	Joubert	M	08-04-99-1969-01-00027	54	48823485	CAUD	MORON	2064	Non	-74,248253	18,534171

No.	NOM	PRENOM	SEXE	CIN	AGE	TELEPHONE	ASSOCIATION	COMMUNE	SUPERFICIE CALCULEE	BENEFICIAIRE	LONGITUDE	LATITUDE
EA.2900	RENE	Gourmann	M	08-04- 99-19-09-00025	47	37714106	CAUD	MORON	5036	Non	-74,248858	18,535281
EA.2901	RICHARD	Myrtha	F	1066371441	59	37714106	CAUD	MORON	5712	Oui	-74,248898	18,535393
EA.2902	EMILE	Berthony	M	1188889522	65	43351313	CAUD	MORON	5230	Non	-74,250963	18,536093
EA.2903	MONBEILLE	Utter	M	1299297832	43	37773546	CAUD	MORON	2236	Non	-74,251648	18,538921
EA.2904	ADRIEN	Ylty	M	1124384425	48	37714106	CAUD	MORON	3774	Non	-74,250536	18,538025
EA.2905	ESTIMPHIL	Forestal	M	08-04-99-1952-10-00021	71	38213504	CAUD	MORON	1980	Non	-74,251505	18,537511
EA.2906	BENOIT	Marie Anatase	F	1205656845	23	31150887	CAUD	MORON	3318	Oui	-74,253751	18,535433
EA.2907	ESTIMPHIL	Ranel	M	1037963148	66	40033841	CAUD	MORON	894	Non	-74,252791	18,536413
EA.2908	PAUL	Emile	M	08-04-99-1952-08-00021	71	49211192	CAUD	MORON	3048	Non	-74,331436	18,54882
EA.2909	LUMA	Meronique	F	1037990405	70	36624910	KOPERATIV KAKEGA	MORON	1562	Oui	-74,274968	18,555575
EA.2910	BLAISE	Alix	M	1323653659	32	44033954	CAUD	MORON	2762	Non	-74,253206	18,538195
EA.2911	CESAR	Gisleine	F	1066437595	60	46481614	CAUD	MORON	1560	Non	-74,274968	18,555575
EA.2912	ST CLAIR	Pierre Louis	M	1056881446	47	48590208	CAUD	MORON	2286	Non	-74,257731	18,557716
EA.2913	CLERMONT	Jacline	F	1325343578	74	47284983	CAUD	MORON	3944	Non	-74,262388	18,538661
EA.2914	CARESTIL	Julien	M	08-04-99-1948-04-00009	75	33432699	CAUD	MORON	2490	Non	-74,25726	18,542336
EA.2915	GUERRIER	Wilnise	F	1051107424	59	37040525	CAUD	MORON	2644	Non	-74,256226	18,542615
EA.2916	FAUTYL	Dolce	M	10666432939	434	35023659	CAUD	MORON	4176	Non	-74,25721	18,543296
EA.2917	BENOIT	Wilmann	M	1205664411	56	36382029	CAUD	MORON	3630	Non	-74,25728	18,543478
EA.2918	LOUIS	Melisia	F	1061460913	76	48590208	CAUD	MORON	2726	Non	-74,256166	18,544831
EA.2919	LOUIS	Midrene	F	1454467471	32	34796658	CAUD	MORON	2736	Oui	-74,255823	18,545028
EA.2920	BASSINET	Antoine Gerard	M	08-04-99-1945-12-00052	78	43492098	CAUD	MORON	3552	Non	-74,260021	18,548588
EA.2921	ADRIEN	Mireille	F	1431128592	51	43732729	CAUD	MORON	2152	Oui	-74,262408	18,549723
EA.2922	THEOBALD	Djamsy	M	1249401129	29	44730266	Autre	DAME-MARIE	3460	Non	-74,399375	18,567523
EA.2923	THEBALD	Lenerp	M	1249342638	58	44642770	Autre	DAME-MARIE	5706	Non	-74,397313	18,568308
EA.2924	JOSE	Lucianie	F	8,05992E+15	71	48818293	CAUD	DAME-MARIE	3490	Non	-74,395206	18,56968
EA.2925	APPOLON	Lolunce	M	8,07992E+15	74	48818293	Autre	DAME-MARIE	2098	Non	-74,397745	18,573653

EA.2926	ST FLEUR	Ovien	M	8,07992E+15	52	36484851	Autre	DAME-MARIE	3640	Non	-74,391568	18,56612
EA.2927	BOYER	Rosette	F	1331246916	78	34570757	Autre	DAME-MARIE	1878	Non	-74,388915	18,568038
EA.2928	FREDERIC	Mederne	M	1331245558	74	34570767	Autre	DAME-MARIE	4714	Non	-74,388533	18,568193
EA.2929	ST HILAIRE	Jean Remy	M	1249401905	66	38063239	Autre	DAME-MARIE	1784	Non	-74,38889	18,567065
EA.2930	FREDERIC	Fanor	M	8,07992E+15	80	48818293	Autre	DAME-MARIE	1394	Non	-74,388618	18,567328
EA.2931	BLANDY	Diret	M	1181778285	31	48818393	Autre	DAME-MARIE	1176	Oui	-74,390688	18,56721
EA.2932	MARCK	Jean	M	8,07992E+15	69	31134048	Autre	DAME-MARIE	3266	Non	-74,388586	18,567583
EA.2933	NELSON	Willer	M	8,07982E+15	65	44893280	Autre	DAME-MARIE	2776	Non	-74,388625	18,567558
EA.2934	NELSON	Orinard	M	7,07992E+14	79	36631294	Autre	DAME-MARIE	15844	Non	-74,384638	18,571233
EA.2935	MELEON	Jean Claude	M	1182250454	56	36778903	Autre	DAME-MARIE	2447	Non	-74,410441	18,555216
EA.2936	ORGEA	Fouchard	M	1182181293	46	34164609	CAUD	DAME-MARIE	7048	Non	-74,415065	18,554085
EA.2937	PICARD	Milord	M	8,06992E+15	56	39314763	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	456	Non	-74,432513	18,463386
EA.2938	SILFRAIN	Masilienne	F	1297135120	31	31717398	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	451	Oui	-74,431881	18,463853
EA.2939	LOUIS	Louisilia	F	1262887233	61	47916911	SICARD	ANSE DHAINAULT	2604	Oui	-74,364751	18,484271
EA.2940	LAURORE	Fritz	M	1406683665	64	38234038	SICARD	ANSE DHAINAULT	10768	Oui	-74,364725	18,484538
EA.2941	APPOLON	Roseline	F	08-07-99-1954-10- 00005	69	32324779	CAUD	DAME-MARIE	2026	Non	-74,421068	18,556111
EA.2942	LOUISIAN	Diecia	F	1057752506	47	47646842	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	403	Non	-74,43423	18,458453
EA.2943	ESTELON	Dieutan	M	8,06992E+15	78	46691694	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	405	Non	-74,448546	18,471833
EA.2944	SAINT-JUSTE	Eguennord	M	1359273320	78	46852397	CAUD	CHAMBELLAN	4884	Non	-74,321258	18,54359
EA.2945	CASENEVE	Telnord	M	1367217620	77	46852397	CAUD	CHAMBELLAN	4328	Non	-74,321243	18,543993
EA.2946	PHENELO	Ycelien	F	1207440772	83	31175538	CAUD	CHAMBELLAN	3582	Oui	-74,321268	18,544098
EA.2947	BEAUBRUN	Odreson	M	1145515778	29	48391493	KOPERATIV CAPCAH	ANSE DHAINAULT	1522	Oui	-74,391251	18,49201
EA.2948	MONT ROSE	Antoine	M	1257644674	55	46860118	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	1849	Oui	-74,429451	18,483223
EA.2949	GUERRIER	Marie Benis	F	1314610931	52	48256253	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	2425	Non	-74,430375	18,482218
EA.2950	ANDRE	Phissioime	M	1144730951	41	48023307	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	2184	Oui	-74,424506	18,487328
EA.2951	CAZEAU	Saint Anne	F	1080534605	47	37804821	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	793	Oui	-74,418001	18,491665
EA.2952	LOUIS	Olive	F	131459478	53	44783532	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	1927	Oui	-74,414033	18,486673
EA.2953	BIEN AIME	Semerzier Fils	M	1156728396	52	48022881	KOPERATIV CAPCAH	ANSE DHAINAULT	20780	Oui	-74,393466	18,49222
EA.2954	VENOR	Francois	M	10-35-82-18-73	54	36969935	Autre	DAME-MARIE	15444	Non	-74,43286	18,535055

EA.2955	CHARLES	Guerline	F	1038403237	36	47405673	CAUD	CHAMBELLAN	2066	Oui	-74,325908	18,54337
EA.2956	CHARLES	Dieuseul	M	1359267306	79	39112871	CAUD	CHAMBELLAN	1636	Non	-74,325646	18,543606
EA.2957	CHARLES	Innaissance	M	1016531580	77	39112871	CAUD	CHAMBELLAN	2302	Non	-74,32591	18,543328
EA.2958	ACHIL	Dechenot	M	1155769163	37	47405673	CAUD	CHAMBELLAN	5698	Oui	-74,323873	18,544013
EA.2959	JEAMBAPTISTE	Pierrelouis	M	1076856462	44	31497569	CAUD	CHAMBELLAN	1654	Oui	-74,322393	18,54766
EA.2960	JULIEN	Gerard	M	1136836218	73	47794169	CAUD	CHAMBELLAN	9126	Non	-74,321831	18,547336
EA.2961	CHEVALIER	Renel	M	1359273902	59	37636287	CAUD	CHAMBELLAN	2062	Oui	-74,313758	18,555018
EA.2962	LOUISSAINT	Edner	M	1060724974	56	36376590	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	2460	Non	-74,435615	18,502238
EA.2963	JOSEPH	Isny	M	08-06-99-1974-06- 00023	49	48298847	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	4293	Oui	-74,42887	18,502465
EA.2964	SILY	Joël	M	08-06-99-1969-03- 00014	54	31937741	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	14543	Non	-74,429101	18,504233
EA.2965	CÉLESTIN	Jasmin	M	08-06-99-1957-12- 00008	66	38887418	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	2763	Oui	-74,427758	18,503633
EA.2966	LAMOUR	Saincile	F	08-07-75-06-000823	48	38367371	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	2401	Oui	-74,434733	18,502081
EA.2967	MAITRE	Amancia	F	08-06-99-1959-09- 00017	64	38367371	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	1885	Oui	-74,435851	18,502711
EA.2968	DIEULAMOUR	Ceve	M	08-06-99-1946-04- 00009	77	31530272	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	875142	Non	-74,433908	18,502486
EA.2969	OMELIER	Edner	M	1262783152	52	46978630	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	763	Non	-74,434578	18,501941
EA.2970	VICTOR	Ernest	M	08-06-99-1953-06- 00011	70	47362515	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	5323	Non	-74,43602	18,499481
EA.2971	SANOÏSME	Evert	M	8,06992E+15	45	36441705	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	391	Oui	-74,426525	18,461621
EA.2972	SAINT-LOUIS	Getro	M	08-07-99-1972-08- 00013	51	37815032	CAUD	DAME-MARIE	932	Non	-74,415153	18,552673
EA.2973	OSTIN	Savane	M	8,07992E+15	47	44591478	CAUD	DAME-MARIE	1503	Non	-74,410673	18,557995
EA.2974	REVOLICE	Suzette	F	1051523845	59	46791104	CAUD	DAME-MARIE	1101	Non	-74,414835	18,55671
EA.2975	HERARD	Relia	F	8,07992E+15	34	37124177	Autre	DAME-MARIE	1396	Oui	-74,402073	18,563575
EA.2976	JOSEPH	Pheryl	M	08-06-99-1947-04- 00001	76	31770990	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1429	Non	-74,380085	18,486556
EA.2977	PAUL	Felicia	F	08-06-99-1978-01- 00024	45	34941378	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	860	Non	-74,380196	18,48667
EA.2978	PICARD	Mimose	F	08-06-99-1960-07- 00022	63	46826095	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	482	Oui	-74,386803	18,491893
EA.2979	PIERRE-LOUIS	Roselie	F	1135631672	46	44355549	Autre	LES IROIS	0	Oui	-74,446453	18,408828

EA.2980	JOSEPH	Kerline	F	1146051412	25	47930332	Autre	CHAMBELLAN	3626	Oui	-74,320521	18,548569
EA.2981	JULIEN	Willy	M	1038258610	56	47327744	Autre	CHAMBELLAN	1712	Oui	-74,320509	18,548588
EA.2982	JULIEN	Willy	M	1038258610	56	47327744	Autre	CHAMBELLAN	3030	Oui	-74,320544	18,548594
EA.2983	PHILIISTIN	Marie Ervée	F	1257699867	57	34376901	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	287	Non	-74,424366	18,460186
EA.2984	JOSEPH	Rose_marmite	F	1262881316	53	38805741	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	8660	Non	-74,394065	18,490396
EA.2985	ZAMOR	Tonnio	M	1353088503	28	44516727	Autre	LES IROIS	0	Oui	-74,444405	18,412443
EA.2986	ZAMOR	Elise	F	1066239424	45	44803020	Autre	LES IROIS	0	Oui	-74,444421	18,412495
EA.2987	MILFORT	Omel	M	1205754427	39	46726273	Autre	LES IROIS	975	Oui	-74,444445	18,412501
EA.2988	JEAN NOËL	Ones	M	08-08-99-1955-07- 00002	68	36619918	Autre	LES IROIS	0	Non	-74,444464	18,411981
EA.2989	PIERR-LOUIS	Niclas	M	1066212943	69	48121528	Autre	LES IROIS	0	Non	-74,446636	18,408891
EA.2990	DESTINE	Notrelus	M	1202878474	77	37947137	Autre	LES IROIS	1518	Oui	-74,446398	18,40949
EA.2991	ROBLIN	Jean Gary	M	08-08-99-1982-05- 00010	41	47367623	Autre	LES IROIS	2761	Oui	-74,44387	18,410138
EA.2992	MERSIER	Rene	M	1182331546	53	34734134	CAUD	DAME-MARIE	3078	Non	-74,41215	18,560376
EA.2993	JEAN BAPTISTE	Dieula	F	10-92-79-09-43	27	47654451	Autre	DAME-MARIE	5502	Oui	-74,430616	18,528416
EA.2994	SAINT LOUIS	Chestie	F	08-07-99-1984-04- 00035	39	46866090	Autre	DAME-MARIE	5788	Oui	-74,437357	18,523473
EA.2995	GEDEON	Volecy	M	10-35-71-98-29	65	31316370	Autre	DAME-MARIE	9124	Non	-74,437724	18,524947
EA.2996	CHERY	Alphonse	M	12-49-38-15-35	68	48481064	Autre	DAME-MARIE	6752	Non	-74,425665	18,522985
EA.2997	ALCEGUERTR	Franckline	M	08-07-95-11-04-89-57	28	36618754	Autre	DAME-MARIE	5536	Oui	-74,42564	18,523005
EA.2998	LAFLEUR	Ruth_nadege	F	8,0694E+12	29	31771467	Autre	ANSE DHAINAULT	1931	Non	-74,396296	18,488765
EA.2999	MILIEN	Renold	M	7,13992E+15	76	31950995	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	321	Oui	-74,448236	18,47198

No.	NOM	PRENOM	SEX E	CIN	AGE	TELEPHONE	ASSOCIATIO N	COMMUNE	SUPERFICI E CALCULEE	BENEFICIAIR E	LONGITUD E	LATITUD E
EA.3000	CHARLES	Fitha	F	1080533247	41	37270498	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	3080	Oui	-74,400553	18,489881
EA.3001	NICLAS	Aline	F	8,96992E+15	44	38041674	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	717	Non	-74,448578	18,47666

ZZZZ

EA.3002	ALEXIS	Oscar	M	08-07-99-1971-06-00036	52	46896757	Autre	DAME-MARIE	3628	Non	-74,422286	18,552556
EA.3003	JOSEPH	Mansil	M	08-07-99-1951-06-00005	72	34322015	Autre	DAME-MARIE	4258	Non	-74,421586	18,554198
EA.3004	LOUIS	Roseline	F	1297157236	46	34039758	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	648	Oui	-74,435418	18,463846
EA.3005	LOUISILLANT	Lusemène	F	08-06-99-1982-12-00065	41	37418118	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	359	Oui	-74,434096	18,462681
EA.3006	LAUORE	Dunois	M	1257753508	64	38990881	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	361	Non	-74,430535	18,468423
EA.3007	LIME	ST-Anne	F	08-08-99-1955-05-00010	68	38144635	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	582	Non	-74,433043	18,462836
EA.3008	NICLAS	Samson	M	1297127166	52	31438643	Autre	ANSE DHAINAULT	725	Non	-74,423523	18,463186
EA.3009	LOUISILLANT	Onel	M	1067093897	36	44025285	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	840	Non	-74,423295	18,462885
EA.3010	ALCEGUET	Francky	M	13-91-26-44-05	48	34083624	Autre	DAME-MARIE	11062	Non	-74,428588	18,52473
EA.3011	HERARD	Elnise	F	1182263064	42	48438078	Autre	DAME-MARIE	1331	Oui	-74,407883	18,550588
EA.3012	CASTRIE	Angena	M	11-82-27-43-16	51	31263372	Autre	DAME-MARIE	11030	Non	-74,430976	18,526826
EA.3013	LOUISSAINT	Irette	F	1182267914	47	35764535	Autre	DAME-MARIE	1254	Oui	-74,406605	18,549756
EA.3014	ST LOUIS	Mario	M	12-22-42-343	28	44955219	Autre	DAME-MARIE	6358	Non	-74,43026	18,530053
EA.3015	FRANCOIS	Ochel	M	08 07 99 1964 08 00015	59	44020343	Autre	DAME-MARIE	1528	Non	-74,40997	18,553021
EA.3016	JN-BAPTISTE	Wilnes	M	10-51-49-43-57	48	44707245	Autre	DAME-MARIE	9874	Non	-74,432546	18,531105
EA.3017	CASSAMAJOR	Jean Estel	M	08 07 99 1977 05 00035	46	32793784	Autre	DAME-MARIE	3701	Oui	-74,408188	18,553133
EA.3018	CAJUSMA	Claude	M	12-92-24-38-95	57	48367624	Autre	DAME-MARIE	35914	Non	-74,433495	18,534541
EA.3019	FANFAN	Joseph Brice	M	1103536506	67	32793784	Autre	DAME-MARIE	2841	Non	-74,406835	18,553323
EA.3020	CAJOUX	Dieunel	M	1182187889	39	36146809	CAUD	DAME-MARIE	8442	Oui	-74,409776	18,558055
EA.3021	ALCEGUET	Dalienne	F	13-72-96-09-90	21	31939020	Autre	DAME-MARIE	6727	Oui	-74,432058	18,532103
EA.3022	JOSEPH	Frantz	M	1013448144	48	37091612	Autre	DAME-MARIE	1871	Non	-74,405961	18,553238
EA.3023	ACIER	Ytile	M	1210405577	39	43014608	CAUD	MORON	984	Non		
EA.3024	ADRIEN	Mislène	F	1236413217	27	40647167	CAUD	MORON	1930	Non		
EA.3025	BAZILE	Jean Renald	M	8,04992E+15	57	35381552	CAUD	MORON	3284	Non		
EA.3026	CHAVENET	Jean Gestin	M	1406734644	61	##### #	CAUD	MORON	2398	Non		
EA.3027	JANVIER	Judeny	M	1272693060	27	37406092	CAUD	MORON	1392	Non		
EA.3028	JANVIER	Marie Rollanne	F	1158673343	67	38115110	CAUD	MORON	1096	Non		

AAAAA

EA.3029	JANVIER	Precillia	F	8,04992E+15	59	43083322	CAUD	MORON	3518	Non		
EA.3030	JANVIER	Sonnerais	M	8,04992E+15	65	37406092	CAUD	MORON	10036	Non		
EA.3031	JEAN JULES	Anthony	M	1371393761	80	36913705	CAUD	MORON	2428	Non		
EA.3032	JEAN PIERRE	Micheline	F	1061459458	62	40663542	CAUD	MORON	2324	Non		
EA.3033	JOCELYN	Merline	F	8,0495E+12	28	417072730	CAUD	MORON	1018	Non		
EA.3034	LOUIS	Sonel	M	1194204637	46	37099301	CAUD	MORON	3134	Non		
EA.3035	NORESTANT	Djephnay	M	1272694612	29	48671849	CAUD	MORON	4714	Non		
EA.3036	NORESTANT	Rigedson	M	1158661218	34	42701030	CAUD	MORON	8930	Non		
EA.3037	OMISCAR	Wilfrid	M	1038210304	57	37088402	CAUD	MORON	2690	Non		
EA.3038	PAUL	Jeol	M	8,04992E+15	54	43014608	CAUD	MORON	850	Non		
EA.3039	PIERRE	Danoise	F	1188937343	69	40675295	CAUD	MORON	6044	Non		
EA.3040	PIERRE	Djoulinio	M	1371396671	23	32446066	CAUD	MORON	4294	Non		
EA.3041	SAINT ROSE	Xavier	M	8,04992E+15	37	37641027	CAUD	MORON	376	Non		
EA.3042	SIMILIEN	Catil	M	8,0473E+12	50	48991148	CAUD	MORON	1056	Non		
EA.3043	MARCENA	Asson	M	1063171120	57	34432307	Autre	CHAMBELLA N	1420	Oui	-74,325768	18,549062
EA.3044	METELUS	Divinson	M	10-69-81-57-17	28	31361058	CAUD	DAME-MARIE	7862	Oui	-74,40479	18,548501
EA.3045	ST FLEUR	Houby	M	08-07-99-1989-11- 00028	34	39409244	CAUD	DAME-MARIE	2010	Non	-74,403503	18,548206
EA.3046	DESIR	Wismique	M	14-33-30-34-29	49	44327810	CAUD	DAME-MARIE	1366	Non	-74,408186	18,549218
EA.3047	PIERRE-LOUIS	Claudine	F	1182197007	53	39991409	CAUD	DAME-MARIE	1116	Non	-74,41508	18,556468
EA.3048	OSIAS	Vesta	F	1068975537	42	34004767	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	485	Oui	-74,430251	18,461158
EA.3049	SAINTELUS	Marckenson	M	1447330114	31	47146435	CAUD	DAME-MARIE	1964	Oui	-74,410491	18,557613
EA.3050	PREMIER	Louomann	M	08-07-99-1977-02- 00045	46	38877929	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	2541	Oui	-74,420361	18,490926
EA.3051	LOUISSAINT	Neker	M	1360811740	44	48482388	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	1366	Oui	-74,418713	18,491496
EA.3052	REGIS	Adrienne	F	1156721606	55	44500045	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	2935	Non	-74,417058	18,493311
EA.3053	JAEN	Ironne	F	1297185851	46	34230064	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	2004	Oui	-74,418383	18,495568
EA.3054	MATHURIN	Agathe	F	8,06992E+15	63	36080015	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	534	Oui	-74,448728	18,469105
EA.3055	LECTOR	Louislectima	M	1314597642	91	36375159	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	4213	Non	-74,424018	18,489226
EA.3056	SULLE	Jacqueline	F	8,06992E+15	63	47874391	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	271	Oui	-74,432556	18,463941

BBBBB

EA.3057	CHARLES	Montilus	M	1262865214	52	38193101	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1966	Oui	-74,39886	18,490016
EA.3058	CELISSAINT	Monise	F	1394074107	47	38193101	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2415	Non	-74,399656	18,490205
EA.3059	EDMOND	Melius	M	08-06-99-1953-04- 00009	70	34931082	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2806	Non	-74,371791	18,477991
EA.3060	CHERY	Neostel	M	08-06-99-1959-07- 00007	64	49360386	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2169	Oui	-74,372026	18,478733
EA.3061	VITAI	Eve'marie	F	1156726844	55	34881979	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	5395	Non	-74,370113	18,478265
EA.3062	VITAL	Reno'd	M	1076588645	41	31316355	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2593	Non	-74,369321	18,478158
EA.3063	PORLOUIS	Loines	M	08-06-99-1975-02- 00029	48	36458665	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	5009	Oui	-74,370426	18,47869
EA.3064	FLEURISCA	Fortune	M	08-06-99-1963-02- 00021	60	36720854	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2063	Non	-74,375145	18,478625
EA.3065	MERVELLEUX	Enel	M	1262824571	67	36458665	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2712	Oui	-74,377068	18,477601
EA.3066	CHERY	Neduard	M	1262863856	45	34790474	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2541	Non	-74,37888	18,48152
EA.3067	ROMILUS	Kasnel	M	08-06-99-1987-10- 00049	36	48984882	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	454	Non	-74,37689	18,486901
EA.3068	NERVAL	Etienne	M	08-06-99-1973-09- 00020	50	47420818	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	3187	Non	-74,425161	18,4766
EA.3069	TEGNARE	Alberlante	F	1340521377	59	48561588	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	3769	Oui	-74,412091	18,484768
EA.3070	PRINCE	Fabien	M	08-06-99-1986-01- 00060	37	48209259	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	1167	Non	-74,420665	18,480333
EA.3071	LOUIS- CHARLES	Louinord	M	08-06-99-1962-04- 00011	61	34252503	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	3981	Non	-74,421865	18,477556
EA.3072	LOUIS	Oguenol	M	1147201347	51	44156279	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	1000	Oui	-74,41709	18,47579
EA.3073	MARTIAL	Elmancite	M	08-07-99-1936-11- 00012	87	48561588	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	1750	Non	-74,41768	18,475466
EA.3074	LEON	Cleana	F	1314610543	69	47474066	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	2539	Oui	-74,421763	18,474836
EA.3075	PRINCE	Vanel	M	08-06-99-1967-04- 00012	56	49278429	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	2494	Non	-74,419778	18,476086
EA.3076	CHARLES	Louis Gene	M	8,06992E+15	76	39041798	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	139203	Non	-74,396411	18,490315
EA.3077	JOSEPH	Litha	F	1321059491	73	39041798	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	45208	Oui	-74,396776	18,491018
EA.3078	JOSEPH	Jean Urbain	M	8,06992E+15	80	34287022	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2444	Non	-74,397231	18,490695
EA.3079	NICLASSE	Jean Rony	M	807991960	63	48110360	Autre	DAME-MARIE	1284	Non	-74,412216	18,560438
EA.3080	NOËL	Sylfide	F	8,07992E+15	77	34652128	Autre	DAME-MARIE	0	Non	-74,38587	18,550125

EA.3081	DARDIGNAC	Delice	M	8,07992E+15	65	36449630	Autre	DAME-MARIE	2590	Non	-74,386041	18,549736
EA.3082	MILLIEN	Marie Fridena	F	8,07992E+13	42	31341255	Autre	DAME-MARIE	0	Oui	-74,386038	18,549756
EA.3083	BASSINET	Cazener	M	1310953934	40	#####	CAUD	MORON	2942	Non		
EA.3084	BONHEURE	Dieunel	M	188908243	55	32132140	CAUD	MORON	1172	Non		
EA.3085	BONNET	Salous	M	8,04992E+15	34	37781537	CAUD	MORON	6722	Non		
EA.3086	CAVENEUVE	Romanes	M	8,04992E+15	50	42962354	CAUD	MORON	1714	Non		
EA.3087	DELILLE	Merita	F	1448475296	45	43219984	CAUD	MORON	2600	Non		
EA.3088	DELLILE	Camitha	M	1086732517	68	43461774	CAUD	MORON	1254	Non		
EA.3089	DEROLIEN	Deles	M	8,04941E+12	29	41505488	CAUD	MORON	2490	Non		
EA.3090	DESIR	Lenitte	F	1172010940	30	44903839	CAUD	MORON	2248	Non		
EA.3091	DESIR	Descastrel	M	13403461	77	41275784	CAUD	MORON	1962	Non		
EA.3092	DORCE	Cemoigene	M	1359307949	73	38485485	CAUD	MORON	932	Non		
EA.3093	EDMONT	Esnel	M	8,04992E+15	43	48993746	CAUD	MORON	1232	Non		
EA.3094	JEUDY	Marie	F	1331778767	44	35382019	CAUD	MORON	540	Non		
EA.3095	JEUNE	Francoise	F	1293543113	40	44283892	CAUD	MORON	1350	Non		
EA.3096	METELLUS	Jean Franckel	M	8,04992E+15	57	34501542	CAUD	MORON	1030	Non		
EA.3097	NAVAL	Maxo	M	1172073311	42	42823963	CAUD	MORON	3530	Non		
EA.3098	NORDE	Jhon Chrisnel	M	1124387141	35	40572909	CAUD	MORON	4846	Non		
EA.3099	PIERRE	Montes	M	8,04992E+15	45	40814086	CAUD	MORON	4118	Non		
EA.3100	TOUSSAINT	Raoul	M	54826707	68	#####	CAUD	MORON	790	Non		
EA.3101	ZAMY	Marie Josue	F	1391745234	38	40692424	CAUD	MORON	1178	Non		
EA.3102	FELIX	Romanus	M	1038252305	52	36187833	Autre	CHAMBELLA N	1336	Oui	-74,322973	18,549131
EA.3103	SAINT JEAN	Ynaissance	M	1359264784	56	36822217	Autre	CHAMBELLA N	2568	Oui	-74,322129	18,544082
EA.3104	SAINT JEAN	Louvenson	M	1359266918	21	39934977	Autre	CHAMBELLA N	5784	Non	-74,322146	18,544089
EA.3105	HERARD	Jean Phanel	M	8,02992E+15	59	36655958	Autre	CHAMBELLA N	1758	Oui	-74,323607	18,54217
EA.3106	FRANÇOIS	Claudia	F	1,01992E+15	30	47716226	Autre	CHAMBELLA N	2894	Oui	-74,323676	18,542155
EA.3107	LESTIN	Fagnie	F	1098466510	57	48949855	Autre	CHAMBELLA N	1775	Oui	-74,323582	18,542186
EA.3108	JUSMERA	Riscader	M	8,05992E+15	29	39377924	Autre	CHAMBELLA N	5296	Oui	-74,325437	18,540914
EA.3109	JOCELY	Gonzaque	M	1077551855	78	38045180	Autre	CHAMBELLA N	2478	Non	-74,325991	18,539026

DDDDD

EA.3110	JEANTIL	Portamy	M	1359277491	78	31275694	Autre	CHAMBELLAN	1312	Non	-74,327791	18,543679
EA.3111	LOUIS-JEUNE	Jean Venel	M	10-58-71-83-35	57	37395648	CAUD	DAME-MARIE	0	Non	-74,412038	18,548661
EA.3112	DORFEUIL	Renel	M	1038369966	46	44020170	Autre	CHAMBELLAN	2976	Oui	-74,328173	18,544307
EA.3113	CASENER	Jimy	M	1167407514	35	46589632	Autre	CHAMBELLAN	2330	Oui	-74,328294	18,545338
EA.3114	CASENER	Jimy	M	1167407514	35	46589232	Autre	CHAMBELLAN	4330	Oui	-74,327742	18,545605
EA.3115	MAGLOIRE	St Jean	M	1058849673	57	49499611	Autre	CHAMBELLAN	4762	Oui	-74,327748	18,545555
EA.3116	MILIAS	Yliaire	M	1123756645	46	36847113	Autre	CHAMBELLAN	3756	Oui	-74,328711	18,545864
EA.3117	MARCELIN	Renel	M	8,04992E+15	71	47874581	Autre	CHAMBELLAN	2252	Non	-74,325854	18,547873
EA.3118	ST ROSE	Wilson	M	8,04992E+15	45	36083968	KOPERATIV KAKEGA	MORON	10286	Oui	-74,248317	18,544037
EA.3119	CHAVENET	Pierre Roger	M	1124368711	61	37363020	KOPERATIV KAKEGA	MORON	3824	Non	-74,256429	18,550193
EA.3120	ALEXIS	Mars Arnold	M	100001	31	48515895	KOPERATIV KAKEGA	MORON	5340	Non	-74,249246	18,558436
EA.3121	ANDRE	Jacques	M	1200036	80	37088547	KOPERATIV KAKEGA	MORON	3896	Non	-74,251359	18,54864
EA.3122	POLISCA	Ronald	M	1200007	53	36508791	KOPERATIV KAKEGA	MORON	3590	Non	-74,248479	18,54567
EA.3123	JOSEPH	Marcelin	M	1200140	68	36281432	KOPERATIV KAKEGA	MORON	0	Non	-74,250071	18,545706
EA.3124	MICHEL	Jean Daniel	M	1282566690	71	46732620	Autre	CHAMBELLAN	5038	Non	-74,323769	18,548496
EA.3125	SANON	Franzso	M	1359270992	40	44247048	Autre	CHAMBELLAN	1830	Oui	-74,323805	18,548469
EA.3126	PROPHÈTE	Chelson	M	1038272481	35	36537919	Autre	CHAMBELLAN	1696	Oui	-74,323842	18,548518
EA.3127	LOUISSAINT	Limite	M	08-06-99-1977-03-00018	46	39368623	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	4074	Non	-74,398585	18,46977
EA.3128	JOSEPH	Witialie	F	1076863931	26	36559071	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	1118	Oui	-74,403865	18,470771
EA.3129	NINVAL	Samuel	M	08-06-99-1945-08-00010	78	48561588	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	696	Non	-74,416976	18,473975
EA.3130	CHERELUS	Gerard	M	08-06-99-1965-04-00017	58	34902513	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	1623	Oui	-74,405495	18,473503
EA.3131	CHÉRÉLUS	Ilfrene	M	08-06-99-1970-08-00022	53	34902513	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	2288	Non	-74,405251	18,473831
EA.3132	ALTHEMEUS	Erick	M	1092962730	42	38776616	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	2032	Oui	-74,385131	18,46646
EA.3133	ALTHEMEUS	Yvanor	M	08-06-99-1977-08-00014	46	48622782	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	815	Oui	-74,388606	18,465438
EA.3134	ALERTE	Luguens	M	08-06-99-1986-06-00032	37	48561588	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	2090	Oui	-74,391233	18,469113

EEEE

EA.3135	PIQUANT	Belancier	M	1297132889	67	47625923	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	1361	Non	-74,398608	18,469771
EA.3136	HILAIRE	LouiS- Nicanor	M	08-06-99-1955-03- 00024	68	47625923	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	3781	Non	-74,398691	18,469863
EA.3137	MILFRANC	Marita	F	1279762517	59	47622523	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	1173	Oui	-74,402926	18,473161
EA.3138	CHARLES	Launet	M	1051048836	60	39287018	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	2446	Oui	-74,417735	18,489876
EA.3139	SYMEUS	Lucner	M	08-06-99-1968-06- 00018	55	44501181	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	2881	Oui	-74,417663	18,491791
EA.3140	LUMA	Denis	M	08-06-99-1956-11- 00022	67	31258342	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	4105	Non	-74,39654	18,50578
EA.3141	CEZAR	Louis	M	8,06992E+15	72	44481798	KOPERATIV CAPCPAH	ANSE DHAINAULT	6477	Non	-74,388216	18,487095
EA.3142	LOUIS JEAN	Imercie	F	1257685220	46	47090632	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	352	Non	-74,434336	18,463891
EA.3143	LUNDY	Vilcene	M	08-05-99-1974-04- 00007	49	44007883	SICARD	ANSE DHAINAULT	3019	Non	-74,37259	18,489088
EA.3144	ALEXIS	Benel	M	8,06992E+15	43	34535560	KOPERATIV CAPCPAH	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,383073	18,484533
EA.3145	MISERE	Luxanma	M	1297115138	69	48450119	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	719	Oui	-74,431916	18,46723
EA.3146	SEMERVIL	Orenel	M	1164402357	50	36256062	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	318	Oui	-74,432898	18,465136
EA.3147	JEAN	Jasner	M	08-06-99-1963-05- 00008	60	39335402	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	1842	Oui	-74,433991	18,46078
EA.3148	SAINT JEAN	Wilhomme	F	1426625367	34	38512062	SICARD	ANSE DHAINAULT	2139	Oui	-74,369685	18,486316
EA.3149	ARNOLD	Beralus	M	1135160640	69	37708396	KOPERATIV CAPCPAH	ANSE DHAINAULT	3080	Non	-74,375058	18,48039
EA.3150	ST GOUDIN	Guerlins	M	1448007077	56	39405137	CAUD	DAME-MARIE	4598	Non	-74,413656	18,561285
EA.3151	ORISTEL JEANTY	Ancis	M	1297166936	65	47680142	Mandou	ANSE DHAINAULT	4096	Oui	-74,443181	18,434626
EA.3152	ST FORT	Raoul	M	1349761403	80	31632976	SICARD	ANSE DHAINAULT	2977	Non	-74,366566	18,486125
EA.3153	JOSEPH	Benet	M	8,07992E+15	40	37093656	Autre	DAME-MARIE	354	Non	-74,412186	18,560406
EA.3154	ACCUS	Loiseau	M	08-07-99_1972-05- 00024	51	49382309	CAUD	DAME-MARIE	2700	Non	-74,412458	18,560281
EA.3155	JEANTY	JeaN-Riko	M	1249552158	41	37603458	Autre	LES IROIS	994	Oui	-74,442376	18,410448
EA.3156	NOËL	Mita	F	08-08-99-1981-10- 00025	42	39391454	Autre	LES IROIS	1704	Oui	-74,438626	18,409981
EA.3157	ROBLIN	Raymonde	F	08-08-99-1974-03- 000014	50	39223509	Autre	LES IROIS	2417	Oui	-74,438636	18,410091
EA.3158	MACILIA	Jn Noël	F	1281514240	60	39109095	Autre	LES IROIS	1175	Oui	-74,432516	18,412468
EA.3159	EMILE	Paulette	F	1321063177	73	46418539	KOPERATIV CAPCPAH	ANSE DHAINAULT	1322	Non	-74,388946	18,488441

FFFFF

EA.3160	ST JULES	RosE-Marie	F	08-08-99-1960-05-00034	63	46434461	Autre	LES IROIS	1151	Non	-74,43752	18,410763
EA.3161	FÉVRIER	Luiseul	M	1067068192	55	39208256	SICARD	ANSE DHAINAULT	2791	Non	-74,367641	18,485881
EA.3162	AMASAN	Renel	M	1257690070	52	36116073	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	648	Oui	-74,436178	18,456833
EA.3163	OCCE	Eliada	F	08-06-99-1946-10-00022	77	46062712	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2238	Non	-74,376941	18,481388
EA.3164	PICARD	Louisius	M	1257681728	63	49281822	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1449	Non	-74,391465	18,490198
EA.3165	DORLUS	Glalus	F	1048954024	59	39389275	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	627	Oui	-74,43401	18,459361
EA.3166	PIQUANT	Jackson	M	08-06-99-1973-11-00023	50	36743172	Mandou	ANSE DHAINAULT	1888	Oui	-74,441991	18,440766
EA.3167	SEIDE	Philocia	F	1424337040	66	38332256	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	619	Oui	-74,391516	18,490783
EA.3168	ANTOINE	Saintilia	F	1061902069	48	31252779	Mandou	ANSE DHAINAULT	4152	Oui	-74,442016	18,441025
EA.3169	ETIENNE	Marie Manitha Philistin	F	1048954509	67	38481226	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	258	Non	-74,43384	18,459425
EA.3170	ANTOINE	Sylio	M	1057539203	28	46141343	Mandou	ANSE DHAINAULT	14690	Oui	-74,44264	18,44392
EA.3171	VERBUSTE	Jnquesnel	M	1262820594	60	49335145	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	3217	Non	-74,37628	18,482928
EA.3172	BARTHELMY	Bermanthe	F	1424238973	33	39242331	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	234	Oui	-74,433435	18,464233
EA.3173	DOLCE	Marie Lucie	F	8,06992E+15	47	34535560	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2004	Oui	-74,391846	18,489116
EA.3174	SAINT-LOUIS	Phito	M	08-07-99-1985-07-00029	38	46040511	CAUD	DAME-MARIE	2682	Non	-74,406175	18,539361
EA.3175	ST LOUIS	Michel	M	8,07992E+15	48	31958802	CAUD	DAME-MARIE	1270	Non	-74,4093	18,544575
EA.3176	CANDIO	Exmontis Themistocle	M	1262902171	73	46985514	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	916	Non	-74,392288	18,489333
EA.3177	LAURORE	Marie Paula	F	1297119115	53	36985677	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	144	Non	-74,430826	18,467863
EA.3178	PRESSOIR	Celissaint	M	1297167033	69	44127113	Mandou	ANSE DHAINAULT	10084	Oui	-74,442246	18,44304
EA.3179	PIERRE	Benice	M	1262894217	66	0,44008271	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	6113	Oui	-74,37405	18,47551
EA.3180	DESIR	Petit	M	14-47-32-41-97	47	36776758	CAUD	DAME-MARIE	2100	Non	-74,397348	18,545175
EA.3181	ARISTIL	Emause	F	1066175986	30	36776758	CAUD	DAME-MARIE	2232	Oui	-74,397361	18,545468
EA.3182	OCCIL	Maude	F	1202951321	54	46910194	Autre	LES IROIS	2427	Non	-74,438695	18,411266
EA.3183	ALEXIS	Luvana	F	8,06992E+15	59	36662432	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	336	Oui	-74,433655	18,465071
EA.3184	MARDY	Ilalio	M	8,07992E+15	65	47349070	CAUD	DAME-MARIE	3948	Non	-74,409195	18,544033
EA.3185	LOUIS	Celiana	F	8,06992E+15	37	44328269	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	292	Non	-74,4365	18,464946

EA.3186	FORESTAL	Onald	M	1013350562	41	48645200	CAUD	DAME-MARIE	16950	Oui	-74,409196	18,556261
EA.3187	GUERRIER	Nathaël	M	129743074	61	47214762	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	292	Oui	-74,435831	18,463193
EA.3188	PIERRE-LOUIS	Jean Claude	M	1933749888	46	47202454	Autre	LES IROIS	695	Non	-74,437603	18,406523
EA.3189	ESPERANCE	Denis	M	07-16-99-1953-05- 00003	70	44538075	Autre	DAME-MARIE	2488	Non	-74,389121	18,54301
EA.3190	MARSEILLE	Jacsues	M	08-07-99-1953-05- 00016	70	49074288	CAUD	DAME-MARIE	5380	Non	-74,39801	18,543676
EA.3191	JOSEPH	Louinet	M	8,07992E+15	71	39200530	CAUD	DAME-MARIE	3272	Non	-74,410001	18,555906
EA.3192	MARSEILLE	Solette	F	1433287909	75	46658487	CAUD	DAME-MARIE	3632	Non	-74,409636	18,555498
EA.3193	AGE	Agelhomme	M	1371400842	66	35379381	CAUD	MORON	5876	Non	-74,275673	18,525963
EA.3194	AGE	Marline	F	8,0497E+12	26	35379381	CAUD	MORON	4076	Non		
EA.3195	ALLUC	Bertho	M	8,04992E+15	48	36268425	CAUD	MORON	5726	Non		
EA.3196	ALTEMA	Merlin	M	8,04992E+15	48	49164406	CAUD	MORON	4588	Non		
EA.3197	ALTHEMARD	Dieunee	M	1038105447	54	40123922	CAUD	MORON	2692	Non		
EA.3198	AVRIL	Saint Elmée	M	8,04061E+12	62	48135120	CAUD	MORON	1134	Non		
EA.3199	BAPTISTE	Soinel	M	1359165456	59	46811091	CAUD	MORON	4908	Non		
EA.3200	BARTHELEMY	Genise	F	1371405207	27	40815057	CAUD	MORON	850	Non		
EA.3201	BEAUBRUN	Chrisla	F	1371401230	27	31859487	CAUD	MORON	2120	Non	-74,278128	18,525071
EA.3202	BERNIER	Merese	F	1371408020	53	31319387	CAUD	MORON	4492	Non		
EA.3203	BONNET	Dieufaveur	M	1071783168	58	40119275	CAUD	MORON	742	Non	-74,275496	18,535908
EA.3204	BOURDEAU	Alima	M	1366647163	82	36333761	CAUD	MORON	1668	Non		
EA.3205	BOURDEAU	Lesly	M	1221475605	41	41708625	CAUD	MORON	8214	Non		
EA.3206	CHARLES	Johnson	M	1216634626	40	44501133	CAUD	MORON	2518	Non		
EA.3207	CHARLES	Olgunson	M	1194257017	23	42952834	CAUD	MORON	3152	Non		
EA.3208	CHARLES	Witlin	M	1143179921	32	33231920	CAUD	MORON	1036	Non		
EA.3209	CHAVENET	Charlo	M	8,04932E+16	30	40730973	CAUD	MORON	20034	Non		
EA.3210	DELILLE	Rose Manithe	F	1188915324	59	40678144	CAUD	MORON	2386	Non		
EA.3211	DUPREVIL	Wilneron	M	1371403364	29	35379381	CAUD	MORON	8860	Non	-74,27695	18,520815
EA.3212	JEANGARRY	Aggee	M	1371407923	41	35379381	CAUD	MORON	3970	Non	-74,277195	18,525765
EA.3213	JEANNAEL	Hanorld	M	8,04741E+12	49	37918432	CAUD	MORON	494	Non		
EA.3214	JOSEPH	Jean	M	1086720586	64	46865201	CAUD	MORON	1498	Non		

HHHHH

EA.3215	LANDE	Admireuse	F	1230757535	60	42663129	CAUD	MORON	3878	Non		
EA.3216	LANDE	Judithe	F	1066380559	54	33434334	CAUD	MORON	1078	Non		
EA.3217	LOUIS	Rosemante	F	1377003368	44	40815057	CAUD	MORON	2042	Non		
EA.3218	LUNDI	Jean Eric	M	8,04992E+15	67	41818040	CAUD	MORON	7836	Non	-74,275411	18,536915
EA.3219	MERISMA	Wilner	M	8,04992E+15	57	41434250	CAUD	MORON	2358	Non		
EA.3220	NEOZIL	Venel	M	8,04992E+15	30	42862635	CAUD	MORON	1428	Non		
EA.3221	NORDE	Ketia	F	1371404722	21	42969503	CAUD	MORON	1722	Non		
EA.3222	PIERRE	Guilene	F	1371400454	53	40690872	CAUD	MORON	4304	Non		
EA.3223	ROLENCE	Gerad	M	8,04992E+15	41	42805236	CAUD	MORON	8054	Non		
EA.3224	SIDONIS	Yves	M	8,04992E+15	72	34403126	CAUD	MORON	1402	Non		
EA.3225	SYFFRIN	Louines	M	1428347990	52	40690872	CAUD	MORON	7036	Non		
EA.3226	THYDDOR	Jhon	M	1371402879	30	33436885	CAUD	MORON	2230	Non		
EA.3227	TITUS	Frenel	M	8,0494E+12	29	38138603	CAUD	MORON	1794	Non		
EA.3228	TYDDOR	Anatol	M	1038070236	54	42663129	CAUD	MORON	1672	Non		
EA.3229	VILIOME	Vagnes	M	8,04992E+15	34	40690872	CAUD	MORON	2846	Non		
EA.3230	WILSON	Simon	M	8,0484E+12	39	40660300	CAUD	MORON	5044	Non		
EA.3231	BONNET	Saint Cia	F	1037999232	69	37738321	KOPERATIV KAKEGA	MORON	1530	Non	-74,252486	18,559888
EA.3232	CHOISY	Mesane	M	1200030	67	34202676	KOPERATIV KAKEGA	MORON	4912	Non	-74,2516	18,560292
EA.3233	BIENVIL	Nicole	F	1221475993	55	31525762	KOPERATIV KAKEGA	MORON	3512	Oui	-74,250148	18,558927
EA.3234	ROMELUS	Leeonel	F	1013100787	73	36754695	KOPERATIV KAKEGA	MORON	1188	Oui	-74,250081	18,557547
EA.3235	VELNY	Marie Lenaise	F	400149	68	48065926	KOPERATIV KAKEGA	MORON	2220	Oui	-74,249573	18,5574
EA.3236	ROMELUS	Marie Lys	F	1013098847	43	46824038	KOPERATIV KAKEGA	MORON	3398	Oui	-74,250298	18,557393
EA.3237	DUPREVIL	Lenel	M	1033625793	61	36992477	KOPERATIV KAKEGA	MORON	4358	Non	-74,245739	18,542904
EA.3238	ALEXIS	Markenson	M	100039	35	48256250	KOPERATIV KAKEGA	MORON	4916	Non	-74,237817	18,5433
EA.3239	JOSEPH	Brunet	M	1038087017	45	36766233	KOPERATIV KAKEGA	MORON	9556	Oui	-74,24528	18,543539
EA.3240	ROCHENY	Miguel	M	1187741818	68	42986747	KOPERATIV KAKEGA	MORON	3146	Non	-74,249142	18,546157
EA.3241	PARISIEN	Pierre Wickny	M	1000131	56	48224023	KOPERATIV KAKEGA	MORON	5054	Non	-74,254078	18,552427
EA.3242	PARISIEN	Jean Bertho	M	600010	71	48425086	KOPERATIV KAKEGA	MORON	4334	Non	-74,251673	18,552055
EA.3243	LUBIN	Onnel	M	1124402370	63	44568352	KOPERATIV KAKEGA	MORON	1306	Non	-74,254816	18,55367

EA.3244	BELLOT	Guslin	M	1454440602	26	48256250	KOPERATIV KAKEGA	MORON	3700	Non	-74,255923	18,552837
EA.3245	JULIEN	Bergemane	M	1163142521	61	46226362	Autre	CHAMBELLA N	2532	Oui	-74,327607	18,55
EA.3246	ANDRE	Elima	M	1098443909	59	38330097	CAUD	CHAMBELLA N	2220	Oui	-74,322758	18,5487
EA.3247	JOCELYN	Fagner	M	1038328450	41	31200148	CAUD	CHAMBELLA N	1728	Oui	-74,322951	18,549033
EA.3248	JULIEN	Gerard	M	1136836218	73	47794169	CAUD	CHAMBELLA N	1740	Non	-74,327465	18,5492
EA.3249	MICHEL	Marie Ymmacula	F	08/07/99/1993/08//00027	30	36778230	CAUD	DAME-MARIE	6364	Oui	-74,41606	18,55734
EA.3250	JOSUÉ	Jean Atinel	M	1145969932	40	39259211	CAUD	DAME-MARIE	2770	Oui	-74,407323	18,540958
EA.3251	DUVERT	Jerome	M	1433412942	74	38648753	CAUD	DAME-MARIE	3284	Non	-74,403413	18,540351
EA.3252	GERMEILLE	Judette	F	08/07/99/1984/12/00033	39	37742826	CAUD	DAME-MARIE	7024	Oui	-74,421111	18,559121
EA.3253	ALSAIN	Elson	M	1051559347	30	47615875	Autre	DAME-MARIE	1776	Oui	-74,422815	18,553868
EA.3254	ALCIN	Edner	M	1292243119	37	34667863	Autre	DAME-MARIE	3654	Non	-74,425436	18,553491
EA.3255	SAMEDDI	Jean Remy	M	8,07992E+15	65	44730917	CAUD	DAME-MARIE	3818	Non	-74,39765	18,558666
EA.3256	BERICE	Geslene	F	1086536771	28	36065024	SICARD	ANSE DHAINAULT	9465	Oui	-74,367786	18,486146
EA.3257	JOSEPH	Merisien	M	08-08-99-1991-09-00001	32	36790789	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	1898	Non	-74,418158	18,496118
EA.3258	ALEXIS	Claudette	F	1077730238	60	48376505	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	1206	Oui	-74,413911	18,488825
EA.3259	TOUSSAINT	James	M	1051066878	30	46737472	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	4671	Oui	-74,417428	18,492598
EA.3260	LEVASSEUR	Nicole	F	1340493344	43	31858040	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	2762	Oui	-74,418903	18,491028
EA.3261	SIMEUS	Antoine	M	1262818557	77	46910420	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	3283	Non	-74,418028	18,486871
EA.3262	LEGISMEY	Jean Lucien	M	08-06-99-1954-10-00037	69	48510838	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	5571	Non	-74,422693	18,492691
EA.3263	PICARD	Mytise	F	1013498293	51	36479421	CAUD	DAME-MARIE	2130	Non	-74,421166	18,55912
EA.3264	NELSON	Lumane	M	08-07-99-1947-03-00012	76	47283609	CAUD	DAME-MARIE	10528	Non	-74,39281	18,552616
EA.3265	PAUL	Valery	M	1321084711	34	44259819	KOPERATIV CAPCPAH	ANSE DHAINAULT	0	Oui	-74,39273	18,489843
EA.3266	NELSON	Pierre Belma	M	1035732924	46	49022483	Autre	DAME-MARIE	3362	Non	-74,398321	18,556546
EA.3267	NEPTUNE	Bernadette	F	08 07 99 1966 06 00012	57	39944629	Autre	DAME-MARIE	0	Non	-74,387153	18,564175
EA.3268	NEPTUNE	Erntz	M	1331253124	35	48087287	Autre	DAME-MARIE	12	Oui	-74,384151	18,560613
EA.3269	ST LOUIS	Meranise	F	1146049375	41	34912714	CAUD	DAME-MARIE	6058	Oui	-74,39967	18,550938

EA.3270	JEAN	Julienne	F	1321041837	47	34148508	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	6000	Oui	-74,390818	18,491426
EA.3271	MATTHURIN	Wisny	M	1262850	37	44918451	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	3877	Oui	-74,36665	18,491205
EA.3272	CHERY	Frido	M	1321088852	64	39824879	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1644	Non	-74,374791	18,486266
EA.3273	MARDY	Elinor	M	1145980505	72	49158706	CAUD	DAME-MARIE	6794	Non	-74,409223	18,556218
EA.3274	FRANÇOIS	Nativitha	F	1051469137	41	46002602	Autre	DAME-MARIE	874	Oui	-74,418026	18,55497
EA.3275	SEMERZIER	Flaubert	M	1321040964	49	34148508	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1904	Oui	-74,397053	18,489133
EA.3276	CHERESTAL	Rosemite	F	1158896540	39	39028934	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	412	Non	-74,432843	18,461631
EA.3277	MARDY	Jean -il	M	1182244634	39	46083439	Autre	DAME-MARIE	3654	Non	-74,418863	18,556621
EA.3278	DIEU	Rollin	M	08--07-1980-10-00047	43	44273211	Autre	DAME-MARIE	1710	Non	-74,418863	18,55684
EA.3279	AUSTIN	Estime	M	08-07-99-1952-01-00056	71	47108227	CAUD	DAME-MARIE	4276	Non	-74,383215	18,567631
EA.3280	FORESTAL	Cherly	F	1013368216	39	48737588	CAUD	DAME-MARIE	10930	Oui	-74,388225	18,537406
EA.3281	SEJOUR	Mikel	M	1051471271	31	46264317	Autre	DAME-MARIE	6312	Non	-74,416906	18,549146
EA.3282	AUSTIN	Kilik	M	08-07-99-1959-07-00026	64	47189758	CAUD	DAME-MARIE	1576	Non	-74,383183	18,56714
EA.3283	JEAN	Ousso	M	1257750016	45	44428492	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	1417	Non	-74,422351	18,460238
EA.3284	MERCIER	Mariana	F	08-06-99-1962-10-00010	61	34467520	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	801	Non	-74,435496	18,502481
EA.3285	LOUIS-CHARLES	Vernita	M	08-06-99-1957-08-00017	66	31520272	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	694	Oui	-74,435593	18,502561
EA.3286	JEAN	Pressiny	M	1262797411	42	36773581	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	480	Non	-74,419493	18,457023
EA.3287	JEAN	Dieusoit	M	1056051514	61	38335446	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	521	Non	-74,414376	18,456803
EA.3288	MONBRUN	JN-Raymond	M	1092988823	50	31106321	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	557	Oui	-74,413871	18,456128
EA.3289	JOSEPHE	Macsony	M	1371607161	29	34377697	Autre	DAME-MARIE	7232	Oui	-74,386263	18,569518
EA.3290	AZARD	Alerte	F	1050421246	39	44734858	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	7464	Oui	-74,42173	18,488716
EA.3291	NICOLAS	Louissene	M	1262818460	77	48950644	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	3097	Non	-74,38055	18,493963
EA.3292	FREDERICK	Lucson	M	1182190702	43	39131677	CAUD	DAME-MARIE	1968	Non	-74,383828	18,562265
EA.3293	REVOLUS	Yves	M	1249330513	71	46791104	CAUD	DAME-MARIE	1702	Non	-74,414146	18,556951
EA.3294	JÉRÔME	Redesse	F	08-06-99-1966-02-00008	57	44746125	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	990	Oui	-74,437148	18,493711
EA.3295	ARATUS	Ferdinand	M	1340724010	85	47735144	Autre	LES IROIS	2220	Non	-74,444493	18,409643

KKKKK

EA.3296	PICARD	Ilio	M	08-06-99-1961-05-00010	62	36573715	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2289	Non	-74,377121	18,485528
EA.3297	MICHEL	MariE- Lourdes	F	1146023476	60	44785049	Autre	DAME-MARIE	3562	Non	-74,391878	18,518945
EA.3298	GASPARD	Arnold	M	8,07992E+15	47	36594828	CAUD	DAME-MARIE	8202	Non	-74,384088	18,52342
EA.3299	NICLAS	Telisme	M	08-06-99-1954-01-00023	69	36964800	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	7457	Oui	-74,435836	18,488475
EA.3300	ANTOINE	Venord	M	1262852895	41	34465522	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1693	Oui	-74,376965	18,486546
EA.3301	SAMEDY	Corencie	F	08-07-99-1946-05-00006	77	49021411	CAUD	DAME-MARIE	0	Non	-74,412576	18,553746
EA.3302	ARLSTYL	Srlouis	M	08-06-99-1974-02-00010	49	345678271	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	425	Oui	-74,377993	18,48805
EA.3303	PHILISTIN	Rosemene	F	1297118436	53	39389201	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	974	Oui	-74,421693	18,459116
EA.3304	JEAN PIERRE	Felix	M	1182229793	52	39405137	CAUD	DAME-MARIE	6158	Non	-74,386976	18,525925
EA.3305	OSIAS	Gaspard	M	1076525304	71	31089852	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	1036	Oui	-74,422061	18,45991
EA.3306	ALCIDE	Renald	M	1249366694	31	44575434	CAUD	MORON	7996	Non	-74,27617	18,536831
EA.3307	ANTIME	Frenel	M	1038111267	67	##### #	CAUD	MORON	0	Non		
EA.3308	BASQUIN	Manita	F	1188891365	42	43471508	CAUD	MORON	3374	Non		
EA.3309	BENOIT	Mariana	F	1167474280	34	34350703	CAUD	MORON	1994	Non	-74,270546	18,543488
EA.3310	CALIXTE	Francois	M	8,04992E+15	62	31190560	CAUD	MORON	2982	Non	-74,271175	18,540528
EA.3311	CALIXTE	Ilrick	M	1038091382	65	39918748	CAUD	MORON	2546	Non	-74,271101	18,541116
EA.3312	CERISA	Glania	F	8,04992E+15	56	38482970	CAUD	MORON	2166	Non	-74,270553	18,554758
EA.3313	CLERMENT	Norvelie	F	1269305141	33	48605371	CAUD	MORON	1612	Non		
EA.3314	CLERMOND	Patrick	M	1172004247	42	42961173	CAUD	MORON	0	Non		
EA.3315	CLERMONT	Herman	M	8,04992E+15	72	40999054	CAUD	MORON	0	Non		
EA.3316	DELILLE	Cilina	F	8,04992E+15	73	37194079	CAUD	MORON	1898	Non		
EA.3317	DELILLE	Previlair	M	8,04992E+15	71	37096606	CAUD	MORON	1336	Non		
EA.3318	DÉOLIEN	Réflétita	F	1172072147	37	43031471	CAUD	MORON	1896	Non		
EA.3319	DESIDENT	Rosemane	F	1437660669	71	40594223	CAUD	MORON	2460	Non		
EA.3320	DESIR	Marie Lourdes	F	1038063349	31	43031471	CAUD	MORON	4654	Non		
EA.3321	DESIR	Marise	F	1038199343	43	43031471	CAUD	MORON	0	Non		
EA.3322	DESIR	Violla	F	1188981478	49	35382822	CAUD	MORON	1134	Non		
EA.3323	DESPEINES	Charlemagne	M	1124393349	57	32132976	CAUD	MORON	4276	Non		

LLLLL

EA.3324	DEVALLON	Dieunel	M	1124377344	36	32375385	CAUD	MORON	1790	Non		
EA.3325	DORCY	Marie Petuelle	F	1038089151	38	37194079,4	CAUD	MORON	1274	Non		
EA.3326	ELDIME	Lonaise	F	1187751324	73	41609560	CAUD	MORON	2050	Non		
EA.3327	ESTIMPHIL	Micassa	F	1038082458	25	40690033	CAUD	MORON	0	Non		
EA.3328	FLORESTHAL	Jeannitha	F	8,04992E+15	53	47313323	CAUD	MORON	0	Non		
EA.3329	FRANCOIS	Milot	M	1038172474	72	36607681	CAUD	MORON	4512	Non		
EA.3330	GUSTIN	Gabriel	M	1061447721	71	46861828	CAUD	MORON	1942	Non	-74,269813	18,539598
EA.3331	JEAN PHILIPPE	Jerson	M	1431126264	44	37096606	CAUD	MORON	3962	Non		
EA.3332	JEUDY	Missolini	M	1167424877	47	43031471	CAUD	MORON	0	Non		
EA.3333	JN PHILIPPE	Vania	F	8,01992E+15	51	37096606	CAUD	MORON	2282	Non		
EA.3334	JOSEPH	Dieulande	F	1422726549	26	43194931	CAUD	MORON	4606	Non		
EA.3335	LOUIS JEAN	Ileus	M	8,04992E+15	71	33921651	CAUD	MORON	1260	Non	-74,270605	18,554916
EA.3336	LUMA	Foinel	M	1188981090	49	41236695	CAUD	MORON	6418	Non		
EA.3337	LUMA	Freecanda	F	1124398781	26	46128089	CAUD	MORON	1692	Non		
EA.3338	LUMA	Juslène	F	1172084175	54	32132976	CAUD	MORON	4882	Non		
EA.3339	LUMAS	Claudette	F	1167501992	77	40119271	CAUD	MORON	11846	Non	-74,272346	18,540941
EA.3340	LUMAS	Jeacinthe	M	1205434812	69	34939334	CAUD	MORON	11014	Non	-74,272926	18,54323
EA.3341	NEOZILE	Lefaveur	M	1188887873	78	41032829	CAUD	MORON	0	Non		
EA.3342	OCTA	Francois	M	1066373575	32	40238923	CAUD	MORON	1166	Non		
EA.3343	PAUL	Andrerose	F	1084695129	33	41672632	CAUD	MORON	0	Non		
EA.3344	PAUL	Dickaine	M	1061450146	36	35475627	CAUD	MORON	3556	Non		
EA.3345	PAUL	Frantz	M	8,04992E+15	39	43221217	CAUD	MORON	0	Non		
EA.3346	PAUL	Givemy	M	1378035060	28	43221217	CAUD	MORON	2886	Non		
EA.3347	PAUL	Guilbert	M	1124389857	44	46617035	CAUD	MORON	0	Non		
EA.3348	PHILISTIN	Berjemann	M	1038081003	50	40999054	CAUD	MORON	742	Non		
EA.3349	PIERRE	Onny	M	1071786951	50	31653681	CAUD	MORON	3686	Non	-74,266008	18,533198
EA.3350	ZEPHYR	Ernise	F	8,04992E+15	58	31095417	CAUD	MORON	0	Non		
EA.3351	ZEPHYR	Mona	F	1037992054	57	43221217	CAUD	MORON	0	Non		
EA.3352	ADONIS	Frantzia	F	1066448265	36	34739648	CAUD	MORON	1376	Oui	-74,247213	18,544396
EA.3353	MILLIAS	Vital	M	8,04992E+15	62	35594899	CAUD	MORON	1470	Non	-74,284436	18,540866

MMMMM

EA.3354	FOUCAN	Richarneson	M	08-04-99-1990-11-00031	33	44576933	CAUD	MORON	8976	Oui	-74,283341	18,536163
EA.3355	PAUL	Utilia	F	1022335698	45	46663983	CAUD	MORON	2174	Oui	-74,272978	18,522395
EA.3356	BERNARD	Jean Renault	M	08-07-99-1969-11-00015	47	38811161	Mandou	DAME-MARIE	0	Non	-74,418796	18,556431
EA.3357	JEROME	Dieunose	F	1060536794	47	31285194	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	168	Non	-74,422046	18,465463
EA.3358	LAJEUNESSE	Marcaisse	M	1038077132	51	36527523	KOPERATIV KAKEGA	MORON	1070	Non	-74,253695	18,553503
EA.3359	JOSEPH	Philostene	M	1297155781	54	31462198	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	871	Non	-74,417795	18,465505
EA.3360	SANOÏSME	Evert	M	8,06992E+15	45	36991303	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	376	Oui	-74,417783	18,466108
EA.3361	MAITRE	Sethene	M	1038064319	75	38359643	KOPERATIV KAKEGA	MORON	2886	Non	-74,255627	18,552444
EA.3362	RODAN	Dieufort	M	1086693232	57	31166117	KOPERATIV KAKEGA	MORON	3268	Non	-74,254733	18,55089
EA.3363	MICHEL	Egner	M	1454466113	78	37031713	KOPERATIV KAKEGA	MORON	2228	Non	-74,256107	18,549602
EA.3364	LOUIS	Maxo	M	1077732081	33	47118057	KOPERATIV CAPCPAH	ANSE DHAINAULT	5497	Non	-74,399426	18,494428
EA.3365	PIERRE	Lilianne	F	1205644914	62	37802719	KOPERATIV KAKEGA	MORON	5544	Non	-74,245857	18,540751
EA.3366	BENPIT	Benew	M	1038062767	56	47629339	KOPERATIV KAKEGA	MORON	2362	Non	-74,245731	18,540135
EA.3367	DIBERS	Francknel	M	8,04992E+15	32	47629339	KOPERATIV KAKEGA	MORON	1874	Oui	-74,245209	18,539957
EA.3368	DELICE	Clerbil	M	8,04992E+16	69	47629339	KOPERATIV KAKEGA	MORON	748	Non	-74,24528	18,540426
EA.3369	BIENVIL	Jean Bonny	M	8,06992E+15	44	36889782	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	711	Oui	-74,415913	18,465586
EA.3370	MOROSME	Melina	F	7,06992E+15	69	46370017	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	403	Oui	-74,417471	18,464313
EA.3371	CHARLES	Rene	M	1279768434	50	36856103	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	1297	Oui	-74,4191	18,493203
EA.3372	ALTERMEUS	Odelsile	F	8,06992E+15	73	36856103	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	6616	Oui	-74,418751	18,494103
EA.3373	FATAL	Fatilia	F	1051072989	66	48450119	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	888	Oui	-74,43295	18,461256
EA.3374	SIDNER	Clerveau	M	1051067169	66	47904658	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	1978	Oui	-74,430623	18,461106
EA.3375	CHARLES	Guinel	M	08-06-99-1981-12-00022	42	49025796	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	4474	Oui	-74,412503	18,501438
EA.3376	CHARLES	Renel	M	08-06-99-1959-07-00008	64	37176642	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	7210	Oui	-74,415128	18,499255
EA.3377	GUERRIER	Marie	F	08-06-99-1963-12-00010	60	48694064	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	2437	Non	-74,416031	18,49184
EA.3378	DUTES	Jambon	M	1262806529	74	46813313	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	4307	Non	-74,42006	18,491363
EA.3379	LECTOR	Bazelais	M	1082981818	33	36178838	KOPERATIV CAPCPAH	DAME-MARIE	0	Non	-74,434243	18,549053

NNNNN

EA.3380	BENADET	Verrier	M	1085959621	28	37417838	KOPERATIV CAPCPCAH	DAME-MARIE	0	Non	-74,434208	18,549023
EA.3381	LOUIS	Saintanord	M	1144634727	53	48561588	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	1638	Oui	-74,418325	18,475656
EA.3382	LAGUERRE	Micheline	F	08-06-99-1972-07- 00012	51	36982645	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	4917	Oui	-74,41156	18,475858
EA.3383	NERESTAN	Robert	M	1340520116	72	48592979	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	5138	Non	-74,41803	18,473693
EA.3384	BOLISCA	Elita	F	1297144044	69	44495331	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	3257	Oui	-74,402115	18,46905
EA.3385	NERESTAN	Sonel	M	1077938012	36	44495331	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	1252	Non	-74,401395	18,47302
EA.3386	MATHURIN	Bergman	M	1297188179	34	48421618	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	1822	Oui	-74,41106	18,47667
EA.3387	FORESTAL	Wilkens	M	1257718297	50	39063657	Mandou	ANSE DHAINAULT	2068	Oui	-74,449814	18,441178
EA.3388	LUCET	Exant	M	1257706948	42	48549599	Mandou	ANSE DHAINAULT	4024	Oui	-74,433313	18,445853
EA.3389	SEPHANIE	Louis	F	1257717133	66	48720737	Mandou	ANSE DHAINAULT	2564	Oui	-74,430795	18,444518
EA.3390	ST LOUIS	Antenord	M	8,06501E+12	73	46435489	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	11152	Non	-74,393481	18,493228
EA.3391	PICARD	Phanie	F	08-05-80-08-000435	43	47627492	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	7285	Oui	-74,376231	18,485316
EA.3392	NOËL	Benel	M	1262830973	47	36935926	SICARD	ANSE DHAINAULT	1243	Non	-74,377778	18,482826
EA.3393	MATHURIN	Dana	F	8,06992E+15	37	44890874	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	1015	Oui	-74,429393	18,461646
EA.3394	OSIAS	Natacha	F	1059739842	35	48360020	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	388	Oui	-74,425493	18,463848
EA.3395	PIQUANT	Lercio	M	1257699964	54	44127113	Mandou	ANSE DHAINAULT	3962	Oui	-74,435258	18,446518
EA.3396	MICHEL	Emmania	F	1262878406	42	31632976	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	3144	Oui	-74,375931	18,480806
EA.3397	OZIAS	Oxillienne	F	1051060088	48	39027054	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	454	Oui	-74,427018	18,461946
EA.3398	DUVAL	Dernia	F	8,08992E+15	36	48660812	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	458	Oui	-74,428745	18,46186
EA.3399	AZARD	Ilarieux	M	1051082980	32	49195036	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1245	Oui	-74,392458	18,49102
EA.3400	FRANCOIS	Devalmon	M	1257708597	66	38410676	Mandou	ANSE DHAINAULT	2872	Oui	-74,433548	18,445665
EA.3401	PAUL	Lourdes	F	1279765524	68	48183820	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	941	Non	-74,392193	18,490701
EA.3402	CHARLES	Fancia	F	1297113877	42	34400447	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	470	Oui	-74,42654	18,461863
EA.3403	CHARLES	Chrisla	F	1263831070	28	48984882	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	882	Oui	-74,37726	18,48688
EA.3404	DELCY	Lessene	M	08-06-99-1940-10- 00011	83	31252779	Mandou	ANSE DHAINAULT	1448	Non	-74,433853	18,446418
EA.3405	JOSEPH	Esperance	M	08-06-99-1951-08- 00017	72	48849710	SICARD	ANSE DHAINAULT	1024	Non	-74,370428	18,476368

00000

EA.3406	JEANTY	Isaac	M	1257713447	30	47752070	Mandou	ANSE DHAINAULT	2198	Oui	-74,436211	18,445365
EA.3407	PHILISTIN	Anthonius	M	1297126972	76	34560708	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	661	Oui	-74,424751	18,45971
EA.3408	ARISTO	Felix	M	08-06-99-1951-08- 00019	72	39109171	Mandou	ANSE DHAINAULT	2222	Oui	-74,430863	18,447318
EA.3409	LAUORE	Cleane	F	1076587578	69	37135096	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2554	Oui	-74,413136	18,486351
EA.3410	PORT-LOUIS	Relort	M	08-06-99-1960-04- 00014	63	46309238	SICARD	ANSE DHAINAULT	1873	Non	-74,371808	18,47923
EA.3411	FANIEL	Venise	F	08-06-99-1970-1000021	53	44330288	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1872	Non	-74,377461	18,485016
EA.3412	EXANT	Jeantony	M	08-06-99-1976-04- 00021	47	47227256	Mandou	ANSE DHAINAULT	3918	Oui	-74,43119	18,447573
EA.3413	PHILIPPE	Sofrande	F	1048497736	40	36441705	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	476	Oui	-74,425988	18,461663
EA.3414	JOSEPH	Obert	M	07-07-1954-12-00029	69	39383019	Mandou	ANSE DHAINAULT	2912	Oui	-74,431248	18,447661
EA.3415	OSTA	Osnel	M	1322784927	58	44330288	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1788	Oui	-74,37732	18,485465
EA.3416	CHERESTAL	Jaqueline	F	1297116302	57	47404807	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	765	Oui	-74,426065	18,461011
EA.3417	VITAL	Eve Marie	F	1156726844	55	34881999	SICARD	ANSE DHAINAULT	3913	Oui	-74,370025	18,478348
EA.3418	NICLAS	Marierosanie	F	8,06992E+15	66	44477208	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	397	Oui	-74,426895	18,46197
EA.3419	BIEN-AIMÉ	Bégène	M	08-06-99-10-000319	44	49074504	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2021	Non	-74,393159	18,492975
EA.3420	EMILE	Ogenel	M	08-06-99-1985-02- 00032	38	34595481	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1873	Non	-74,394575	18,492271
EA.3421	DUVERT	Dieuphene	M	1394074398	79	34013994	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1426	Non	-74,389843	18,491329
EA.3422	BELY	Inocieuse Jeoranne	F	1135163647	68	37569384	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,387877	18,489218
EA.3423	SÉMERZIER	Janack	M	1156722770	52	37569384	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2370	Non	-74,387912	18,489313
EA.3424	PAUL	Amèse	F	1262816229	27	44126964	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	795	Oui	-74,388339	18,489588
EA.3425	DELIGENT	Mervilia	F	08-06-99-1985-03- 00021	38	44367801	Mandou	ANSE DHAINAULT	1798	Non	-74,430473	18,445676
EA.3426	DUVAL	Celucia	F	1279759316	69	34400447	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	846	Non	-74,42663	18,461855
EA.3427	EDMOND	Abbednego	M	08-08-99-1989-00024	34	36759992	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2349	Non	-74,377443	18,482068
EA.3428	SEMERZIER	Mikel	M	1262873168	60	47104376	SICARD	ANSE DHAINAULT	4346	Non	-74,366356	18,478816
EA.3429	JEAN	Markkes	M	1156725777	38	34333652	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	1158	Oui	-74,416156	18,45761

EA.3430	MERVELLEUX	Kechenaut	M	08-06-99-1981-11-00052	42	46062712	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	3136	Non	-74,376773	18,48163
EA.3431	ALEXANDRE	Lagela	F	8,06992E+15	62	31082104	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	0	Oui	-74,421386	18,465531
EA.3432	LESTIN	Mariyollette	F	1262822437	53	49335145	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2686	Non	-74,376061	18,482598
EA.3433	LAGUERRE	Gesner	M	07-07-99-1937-07-00002	86	36542837	CAUD	DAME-MARIE	12732	Oui	-74,417716	18,542665
EA.3434	JOSEPH	Montlouis	M	8,06992E+15	40	46370017	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	1961	Oui	-74,417255	18,463848
EA.3435	ANTOINE	Ivana	F	1262809245	50	47943014	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1285	Non	-74,375865	18,483738
EA.3436	CAZEAU	Lisena	F	08-06-99-1987-07-00057	36	46370017	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	721	Oui	-74,416958	18,464286
EA.3437	SYLFRAIN	Sorel	M	8,06992E+15	40	44506036	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	697	Non	-74,417458	18,464301
EA.3438	PIELSSAINT	Camelice	M	1262827869	79	37708396	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2459	Non	-74,376575	18,483221
EA.3439	DORCENA	Lina	F	1257746233	69	46370017	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	608	Oui	-74,41729	18,464281
EA.3440	SAINT LOUIS	Jules	M	10-35-73-37-97	50	31865483	CAUD	DAME-MARIE	9572	Non	-74,407078	18,540795
EA.3441	EXAVIER	Jean Lucinor	M	10-13-48-33-55	48	44999844	CAUD	DAME-MARIE	2422	Non	-74,402286	18,548993
EA.3442	PIERRE	Gilene	F	1092973594	37	36889682	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	1730	Non	-74,415488	18,465433
EA.3443	LAURAURE	Enose	F	08-06-99-1964-07-00009	59	48824126	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	732	Oui	-74,417013	18,46515
EA.3444	ST NOEIS	Osner	M	1253353685	54	31978886	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	620	Oui	-74,417993	18,466351
EA.3445	RENOIS	Renel	M	8,07992E+15	75	37874277	CAUD	DAME-MARIE	10316	Non	-74,411625	18,536041
EA.3446	ACCUS	Marie Arnouse	F	1406650157	59	37708395	CAUD	MORON	3232	Non	-74,284991	18,553155
EA.3447	ALEXANDRE	Simone	F	1188936373	61	47642423	CAUD	MORON	3998	Non		
EA.3448	ARISTHENE	Clarice	F	1371386971	70	41749636	CAUD	MORON	2820	Non		
EA.3449	AUGUSTIN	Peterson	M	1205667224	31	47284381	CAUD	MORON	774	Non		
EA.3450	AZOR	Germinor	M	8,04992E+15	54	37121875	CAUD	MORON	832	Non		
EA.3451	AZOR	Jean Robert	M	8,04992E+15	70	46853660	CAUD	MORON	2470	Non		
EA.3452	AZOR	Renel	M	1038130182	62	43216989	CAUD	MORON	3634	Non		
EA.3453	BALMIR	Guy	M	8,04992E+15	59	38859281	CAUD	MORON	1454	Non		
EA.3454	BALMIR	Joceline	F	8,04992E+15	39	38274740	CAUD	MORON	2534	Non		
EA.3455	BAZELAIS	Yvonne	F	1188938313	55	36915828	CAUD	MORON	1458	Non		
EA.3456	BONNET	Bellange	M	1036785859	45	35476555	CAUD	MORON	12890	Non		

QQQQ

EA.3457	CEANT	Mikenson	M	1036786441	29	43732411	CAUD	MORON	6484	Non		
EA.3458	CLERMAND	Myrtha	F	1071773953	64	38167128	CAUD	MORON	2666	Non		
EA.3459	CODIO	Jean Hilaire	M	1351645531	49	37685579	CAUD	MORON	730	Non		
EA.3460	CODIO	Gerard	M	8,04992E+15	77	37685579	CAUD	MORON	790	Non		
EA.3461	DALMISSA	Gamael	M	1071788406	69	36915828	CAUD	MORON	1082	Non		
EA.3462	DESIDENT	Alline	F	1056881058	45	34642489	CAUD	MORON	1980	Non	-74,274473	18,539168
EA.3463	DESIDENT	Marie Annaise	F	1056881252	54	406601891	CAUD	MORON	3756	Non	-74,276261	18,53857
EA.3464	ELIASSAINT	Joseline	F	1205558002	56	37128017	CAUD	MORON	3508	Non		
EA.3465	ESTILA	Monrose	F	8,04992E+15	69	41998194	CAUD	MORON	5888	Non	-74,286336	18,542336
EA.3466	EUGENE	Jeantal	M	1205646563	39	39169758	CAUD	MORON	2986	Non		
EA.3467	FELIX	Eguersond	M	1205441117	37	37361153	CAUD	MORON	3044	Non		
EA.3468	FELIX	Joslin	M	1175000173	58	34148576	CAUD	MORON	2988	Non		
EA.3469	ILICE	Rosillette	F	8,04992E+15	74	36571051	CAUD	MORON	2528	Non		
EA.3470	JEAN	Brunel	M	1316310371	44	37726793	CAUD	MORON	2352	Non		
EA.3471	JEAN FRANCOIS	Louisdes	M	8,04992E+15	59	42240200	CAUD	MORON	3984	Non	-74,27612	18,538913
EA.3472	JEROME	Mirielle	F	8,04992E+15	56	##### #	CAUD	MORON	2306	Non		
EA.3473	JEUNE	Bonita	F	1205552958	61	31524588	CAUD	MORON	2552	Non	-74,286353	18,552731
EA.3474	JOASSAINT	Gernise	F	1056885520	53	42240200	CAUD	MORON	4372	Non	-74,27565	18,540191
EA.3475	JOSEPH	Lucmane	M	8,04992E+15	51	46423159	CAUD	MORON	2900	Non		
EA.3476	MASSENA	Jeanlerum	M	8,06992E+15	69	39908633	CAUD	MORON	3272	Non	-74,283971	18,552155
EA.3477	MILIEN	Yolleine	F	1071782198	58	40880476	CAUD	MORON	4292	Non	-74,289716	18,543066
EA.3478	PETIT-FRERRE	Clarel	M	8,04992E+16	44	47487030	CAUD	MORON	2022	Non	-74,277126	18,538133
EA.3479	SAINT ROSE	Marie Jocelyne	F	1086742702	61	46117112	CAUD	MORON	5470	Non		
EA.3480	THEUS	Quettia	F	1371380472	35	37651504	CAUD	MORON	740	Non		
EA.3481	BELLEAU BLORAJEA	Jean Philippe	F	1086698955	36	44441857	KOPERATIV KAKEGA	MORON	8748	Non	-74,256331	18,552252
EA.3482	JEAN	Magarette	F	1230757826	52	48256250	KOPERATIV KAKEGA	MORON	1210	Non	-74,254614	18,553264
EA.3483	MEZILAS	Johel	M	1143172452	60	37454994	KOPERATIV KAKEGA	MORON		Non	-74,254311	18,552743
EA.3484	BENJAMIN	Willy	M	1205434424	54	47616137	KOPERATIV KAKEGA	MORON	2750	Non	-74,254743	18,552298
EA.3485	BENJAMIN	Yvenson	M	1124377441	24	47759531	KOPERATIV KAKEGA	MORON		Non	-74,254717	18,552128

RRRRR

EA.3486	ALEXIS	Romann	M	1051110528	62	36558462	KOPERATIV KAKEGA	MORON	2236	Non	-74,256636	18,552716
EA.3487	ALEXIS	Sulard	M	1143195053	58	48224044	KOPERATIV KAKEGA	MORON	7184	Non	-74,256346	18,552185
EA.3488	BONNET	Vannel	M	1143179339	64	34520166	KOPERATIV KAKEGA	MORON		Non	-74,252475	18,548164
EA.3489	DPRVILIER	Judithe	F	1341323858	59	49479105	KOPERATIV KAKEGA	MORON		Non	-74,25447	18,546052
EA.3490	BONNET	Miler	M	8,04992E+15	32	48676814	KOPERATIV KAKEGA	MORON		Non	-74,2533	18,545457
EA.3491	BEAUGER	Kenel	M	700374	36	46332906	KOPERATIV KAKEGA	MORON	6404	Non	-74,253843	18,549798
EA.3492	ESTIMPHIL	Techelet	M	1038071497	33	44665597	KOPERATIV KAKEGA	MORON	4368	Non	-74,253446	18,554917
EA.3493	GABRIEL	Fritzbert	M	1167428175	36	39381250	KOPERATIV KAKEGA	MORON	6600	Non	-74,253338	18,554707
EA.3494	GABRIEL	Marie Louis	F	8,04992E+15	72	39381250	KOPERATIV KAKEGA	MORON		Non	-74,253639	18,555221
EA.3495	JEAN PHILIPPE	Yvin	M	1000041	43	44501903	KOPERATIV KAKEGA	MORON	7344	Non	-74,256577	18,552672
EA.3496	SANON	Marie,benicile	F	1061445393	46	38657890	KOPERATIV KAKEGA	MORON	3202	Oui	-74,257942	18,551892
EA.3497	BELLAU	Guston	M	1272694709	61	48256250	KOPERATIV KAKEGA	MORON	3582	Non	-74,255208	18,555868
EA.3498	THRESE	Gabriel	F	1359307270	72	44665597	KOPERATIV KAKEGA	MORON	4804	Oui	-74,253566	18,55446
EA.3499	BELLANGE	Saint Claire	F	1037913096	44	36285733	KOPERATIV KAKEGA	MORON		Non	-74,250737	18,546171
EA.3500	JOISSAINT	Renel	M	1038214766	46	31774239	KOPERATIV KAKEGA	MORON	5444	Non	-74,246125	18,543649
EA.3501	PIERRE	Marcdala	F	1140490305	33	47828362	KOPERATIV KAKEGA	MORON		Non	-74,248867	18,546196
EA.3502	MILLIEN	Mariange	F	134132364	66	47828362	KOPERATIV KAKEGA	MORON	2436	Oui	-74,253584	18,547528
EA.3503	JHONNY	Louis	M	1036775065	47	47828362	KOPERATIV KAKEGA	MORON	1632	Non	-74,253535	18,547471
EA.3504	LITHA	Clerin	F	1299292012	77	36378309	KOPERATIV KAKEGA	MORON	5336	Oui	-74,254312	18,546301
EA.3505	LYFORT	Delvar	M	1033662750	57	36378309	KOPERATIV KAKEGA	MORON	10080	Non	-74,254987	18,546834
EA.3506	ST FIL	Olins	M	1061416875	40	31226293	Autre	CHAMBELLA N	1812	Oui	-74,324801	18,566622
EA.3507	NEPTUNE	Marie Françoise	F	1145298013	60	47509272	Autre	CHAMBELLA N	1768	Oui	-74,330642	18,571593
EA.3508	AREUS	Jean Sony	M	1207436019	72	38676768	Autre	CHAMBELLA N	4510	Non	-74,331085	18,574122
EA.3509	FERET	St Anne	F	1207194198	75	38676748	Autre	CHAMBELLA N	2628	Oui	-74,331007	18,572527
EA.3510	PHILIZAIRE	Clercina	F	8,02992E+15	53	38676748	Autre	CHAMBELLA N	4632	Oui	-74,330788	18,572341
EA.3511	LIZAIRE	Jean Severe	M	1367217814	57	47328643	Autre	CHAMBELLA N	1842	Non	-74,3328	18,575998
EA.3512	PHILIZAIRE	Jean Wilfrid	M	8,02992E+15	43	44772176	Autre	CHAMBELLA N	2030	Oui	-74,332934	18,575457

EA.3513	ACUS	Joselet	M	1441235216	32	37096670	Autre	CHAMBELLA N	8926	Oui	-74,336025	18,572661
EA.3514	MORA	Ilve	M	131235566	67	39241133	Autre	CHAMBELLA N	2164	Non	-74,329693	18,565895
EA.3515	ACUS	Jean Vanel	M	1221082448	41	39241133	Autre	CHAMBELLA N	8542	Oui	-74,330185	18,564477
EA.3516	ST FLEUR	Jean Guichard	M	1038258125	33	48440804	Autre	CHAMBELLA N	2888	Oui	-74,331696	18,558674
EA.3517	FRANÇOIS	Dieugens	M	1369354239	24	44012806	Autre	CHAMBELLA N	0	Oui	-74,324033	18,554933
EA.3518	FORESTAL	Jean Daverni	M	1299518798	86	32596048	Autre	CHAMBELLA N	1160	Non	-74,319609	18,55373
EA.3519	SAMDI	Claire Mancia	F	1335365245	77	32596048	Autre	CHAMBELLA N	2680	Oui	-74,319811	18,553864
EA.3520	PIERRE- LOUIS	Unny	M	006-646-172-05	44	34223145	CAUD	DAME-MARIE	2390	Non	-74,415755	18,568415
EA.3521	JEANTILE	Louis Charle	M	10-51-51-60-85	55	39929815	CAUD	DAME-MARIE	1662	Non	-74,417028	18,565035
EA.3522	SAMEDY	Robenson	M	10-35-85-29-13	36	473350	CAUD	DAME-MARIE	11833	Non	-74,417538	18,563321
EA.3523	ARINDAL	Odelle	F	08-06-99-1974-03-00019	49	39043591	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	995	Non	-74,398123	18,489119
EA.3524	BIEN-AIMÉ	Edret	M	1262892859	59	44648751	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	3122	Oui	-74,397587	18,489303
EA.3525	LAUORE	Ognold	M	1257687839	66	39075859	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	4425	Oui	-74,396129	18,493392
EA.3526	FOUCAULT	Bergeau	M	1253354752	38	39328601	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	9796	Oui	-74,402113	18,492572
EA.3527	DUREIL	Bénèse	F	08-06-99-1963-05-00009	60	46271257	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1794	Non	-74,405884	18,491187
EA.3528	GERMAIN	Sony	M	1134567349	50	31530691	CAUD	DAME-MARIE	11588	Non	-74,401768	18,55527
EA.3529	LEJOUR	Phenord	M	1069815814	53	36695557	CAUD	DAME-MARIE	5176	Non	-74,366193	18,544935
EA.3530	LEJOUR	Mero	M	1066138029	56	37914413	CAUD	DAME-MARIE	1368	Non	-74,366698	18,544878
EA.3531	LOUIS JEUENE	Vital	M	1034794228	51	34004361	CAUD	DAME-MARIE	720	Non	-74,412575	18,558765
EA.3532	REVOLUS	Marie Ckaire	F	1013365985	67	36425140	CAUD	DAME-MARIE	1966	Non	-74,412281	18,559505
EA.3533	DELVA	Pierre Lothy	M	1188887582	44	38711108	CAUD	MORON	1342	Non		
EA.3534	GERMAIN	Inevil	F	8,04992E+15	58	38711108	CAUD	MORON	1462	Non		
EA.3535	GRANDOUA	Granvil	M	8,04992E+15	69	34622640	CAUD	MORON	2178	Non		
EA.3536	PARISIEN	Agathange	M	1038140173	68	44261135	CAUD	MORON	3052	Non	-74,268378	18,55332
EA.3537	SAINNÉUS	Menaïse	F	1143170318	25	42843495	CAUD	MORON	3018	Non		
EA.3538	VICTOR	Bonita	F	1037989338	61	34439620	CAUD	MORON	2196	Non	-74,270916	18,560448
EA.3539	JOURDAIN	Marie Enitte Venerin	F	8,06992E+14	71	48764811	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	257	Oui	-74,434765	18,464968
EA.3540	BENOIT	Léopard	M	8,04992E+15	40	44444444	Autre	MORON	542	Non	-74,256731	18,538756

EA.3541	BENOIT	Sam	F	444470399	59	44444499	Autre	MORON	1078	Non	-74,25675	18,538215
EA.3542	RENÉ	Alceonor	M	O8049919500100008	73	336597444	Autre	MORON	532	Non	-74,256385	18,537526
EA.3543	BONNET	Lusanne	F	1086726309	80	33657444	Autre	MORON	840	Non	-74,256271	18,537643
EA.3544	GUERRIER	Anthonia	F	1194205122	37	49435913	Autre	MORON	1132	Oui	-74,256148	18,537834
EA.3545	PAUL	Dimitry	M	8,04992E+14	60	35939135	Autre	MORON	722	Non	-74,255675	18,538086
EA.3546	RICHARD	Yonel	M	1086728637	54	33746544	Autre	MORON	348	Non	-74,255842	18,538159
EA.3547	TOISSAINT	Saint Ange	M	1293533704	48	48185824	Autre	MORON	506	Non	-74,256412	18,538429
EA.3548	NARCISSE	Marie Claude	F	O80499198311000038	30	31274074	Autre	MORON	324	Oui	-74,256665	18,538235
EA.3549	ADRIEN	Ismithe	F	1422359889	37	36073017	Autre	MORON	1074	Non	-74,256726	18,538298
EA.3550	CHARLES	Hermane	M	8888888	83	31212199	Autre	MORON	1394	Non	-74,257075	18,538652
EA.3551	PLAISIR	Narvick	M	222672	35	39010727	Autre	MORON	982	Non	-74,257258	18,538562
EA.3552	PIERRE	David	M	O8049919830900044	40	42958174	Autre	MORON	996	Non	-74,258321	18,537854
EA.3553	DUPRÉ	Yolande	F	804991990	33	4444444	Autre	MORON	677	Non	-74,25769	18,538228
EA.3554	DUVERLUS	Fleureus	M	8,04992E+13	67	444888888	CAUD	MORON	2	Non	-74,263154	18,538918
EA.3555	AZOR	Wilner	M	1087m6736309	48	44610773	Autre	MORON	322	Non	-74,263354	18,538732
EA.3556	ST ROSE	St Marc	M	8,04992E+15	47	4478888	Autre	MORON	1080	Non	-74,26184	18,547285
EA.3557	PARIEN	Jean Marie	M	1056881640	59	374495293	Autre	MORON	2206	Non	-74,261855	18,546823
EA.3558	DELICE	Kesny	M	1066369695	42	41998228	Autre	MORON	1366	Non	-74,265743	18,550703
EA.3559	CHARLES	Ouslène	F	1039986913	51	37445293	Autre	MORON	2056	Non	-74,266678	18,550275
EA.3560	BIEN-AIMÉ	Oxyliane	F	1314609573	70	31116820	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	2232	Oui	-74,406085	18,473765
EA.3561	BEAUBRUN	Pierre Vilvois	M	1360829588	66	44362751	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	837	Non	-74,405756	18,472703
EA.3562	ALTHEMEUS	Merite	M	1340523026	38	44495331	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	1307	Oui	-74,402015	18,469035
EA.3563	ALTHEMEUS	Walnes	M	08-06-99-1987-04- 00038	36	44495331	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	3067	Oui	-74,402083	18,46914
EA.3564	SULFRAIN	Milio	M	1297192738	43	34199135	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	8481	Oui	-74,403933	18,470551
EA.3565	MILFRANC	MariE- Thérèse	F	08-06-99-1947-04- 00005	76	47626723	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	2320	Oui	-74,403923	18,47069
EA.3566	BREAUBRUN	Wil	M	1092963118	33	44803837	SICARD	ANSE DHAINAULT	2522	Oui	-74,366371	18,485026
EA.3567	ST JEAN	Renold	M	1035722545	64	46577088	CAUD	DAME-MARIE	4414	Non	-74,420983	18,563893

EA.3568	EMILE	Fanuel	M	1086545173	44	383194209	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	3587	Non	-74,393021	18,492248
EA.3569	CANDIO	Roseline	F	8,06992E+15	45	48684931	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2830	Non	-74,38923	18,491508
EA.3570	HONORÉ	Jude	M	1182194388	70	47788039	CAUD	DAME-MARIE	13940	Non	-74,411455	18,559405
EA.3571	LS JEUN	Melotha	F	8,06992E+15	49	38027273	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2335	Non	-74,38876	18,490726
EA.3572	LOUIS	Dones	M	08-06-99-09-00035	58	48046689	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	3460	Oui	-74,381083	18,489323
EA.3573	BAEUBRUN	Charles	M	1321048338	70	34376957	Autre	ANSE DHAINAULT	629	Non	-74,388548	18,490895
EA.3574	EMILE	Jorel	M	1076830757	48	34063640	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	10460	Non	-74,38801	18,489255
EA.3575	LAVAU	Espelaneta	F	1424339756	37	44138662	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	586	Oui	-74,389719	18,490973
EA.3576	NORDE	Berese	F	10-35-76-67-77	70	36783902	CAUD	DAME-MARIE	6456	Non	-74,419403	18,562375
EA.3577	BELIZAIRE	Ersilienne	F	1321085875	48	34787223	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2247	Oui	-74,388753	18,491986
EA.3578	LOUIS	Gislène	F	1257711022	57	31381217	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	203	Oui	-74,437891	18,46284
EA.3579	LAGUERRE	Ernst	M	08-07-99-1958-11- 00004	65	46857102	Autre	DAME-MARIE	10034	Non	-74,404786	18,562085
EA.3580	FOUCAUD	Jeanclaude	M	8,06992E+15	70	48928665	Autre	ANSE DHAINAULT	903	Non	-74,390368	18,492191
EA.3581	LOUIS	Souvenu	F	1035781230	61	48757094	CAUD	DAME-MARIE	8100	Non	-74,412013	18,56029
EA.3582	FOUCAULT	Ernso	M	1051049806	45	36165366	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	5145	Oui	-74,404725	18,490955
EA.3583	TATAI	Locita	F	8,07992E+15	74	49463238	CAUD	DAME-MARIE	2297	Non	-74,402456	18,564283
EA.3584	JACQUES	Louis	M	08 07 99 1955 03 00020	68	36443083	Autre	DAME-MARIE	2498	Non	-74,411063	18,554765
EA.3585	HONORÉ	Yves	M	1187645337	73	46281627	CAUD	DAME-MARIE	4079	Non	-74,397613	18,528375
EA.3586	CELISSAINT	Judithe	F	1321065602	51	46108533	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2240	Non	-74,402476	18,49034
EA.3587	THELUMA	Alise	F	1262825929	68	37335977	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1910	Non	-74,400347	18,491144
EA.3588	DELIS	Marc	M	8,06992E+15	78	48892999	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	56602	Non	-74,392638	18,491383
EA.3589	COLNE	Jean Vital	M	1145969738	67	44257511	CAUD	DAME-MARIE	2009	Non	-74,400088	18,562118
EA.3590	AZOR	Marc Julnor	M	08 07 99 1956 11 00007	67	47845471	CAUD	DAME-MARIE	1389	Non	-74,414001	18,5564
EA.3591	JOSEPH	Jean Elmando	M	8,07992E+15	81	36196009	CAUD	DAME-MARIE	6676	Non	-74,409233	18,543976
EA.3592	NICOLAS	Anseleau	M	1159091704	49	36043053	Autre	DAME-MARIE	2756	Non	-74,41244	18,558903
EA.3593	MARDY	Francilia	F	1035815277	67	46202122	CAUD	DAME-MARIE	5562	Non	-74,409953	18,55888
EA.3594	SYLVESTE	Lonice	M	1182221257	35	34739509	Autre	DAME-MARIE	4678	Non	-74,40109	18,535686

EA.3595	CARNET	Leonel	M	1433397228	57	31538572	Autre	DAME-MARIE	853	Non	-74,413413	18,556045
EA.3596	PIERRE LOUIS	Daniel	M	8,07992E+15	63	31930414	CAUD	DAME-MARIE	7760	Non	-74,41311	18,54344
EA.3597	MERONÉ	Vdal	M	08-07-99-1960-01-00005	63	38536357	CAUD	DAME-MARIE	4706	Non	-74,40937	18,556198
EA.3598	PEYI FRERE	Myrlene	F	1321077921	46	47108949	SICARD	ANSE DHAINAULT	4094	Oui	-74,363585	18,483073
EA.3599	ORISTEL	Magroire	M	1164006791	45	37435108	Mandou	ANSE DHAINAULT	6120	Oui	-74,44494	18,438628
EA.3600	DERNIER	Maniza	F	08-06-99-1959-03-00021	64	46309238	SICARD	ANSE DHAINAULT	3011	Oui	-74,359101	18,475411
EA.3601	VALMOND	Jean Guy	M	07-08-99-1942-12-00036	81	31204454	CAUD	DAME-MARIE	3536	Non	-74,411608	18,550385
EA.3602	DELVA	Jean Vecene	M	08/07/9/1938/10/00005	85	44006513	CAUD	DAME-MARIE	6542	Non	-74,416028	18,557333
EA.3603	NICOLAS	Jean Moril	M	1066132724	87	46776069	CAUD	DAME-MARIE	7602	Non	-74,39966	18,565553
EA.3604	LOUIS	Examene	F	1050422216	53	37751231	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	58	Oui	-74,434858	18,462686
EA.3605	REGISTRE	Ricles	M	08-06-99-1955-08-00017	68	31632976	SICARD	ANSE DHAINAULT	17029	Oui	-74,360213	18,477271
EA.3606	ADRIEN	Chadly	M	1257692204	34	34279632	Mandou	ANSE DHAINAULT	5226	Oui	-74,451606	18,439148
EA.3607	EDMOND	Bauvais	M	1262904014	73	48809444	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	12932	Non	-74,378895	18,486911
EA.3608	LEONNE	Celianne	F	08-07-99-1965	58	36310460	CAUD	DAME-MARIE	2000	Non	-74,417523	18,563186
EA.3609	VITAL	Loulose	F	1262860649	58	38509597	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1736	Oui	-74,375788	18,482885
EA.3610	CAZEAU	MariE-Danise	F	1262785189	38	48290959	Mandou	ANSE DHAINAULT	5028	Oui	-74,444396	18,439313
EA.3611	REGISTRE	Guelande	F	1262862692	51	47429991	SICARD	ANSE DHAINAULT	7391	Oui	-74,362586	18,477616
EA.3612	BELCOMBE	Webert	M	1279769113	56	47327582	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	6098	Oui	-74,41512	18,482526
EA.3613	SEMERVIL	Jeanfritz	M	08-06-99-1961-03-00010	54	44529733	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	3003	Non	-74,41052	18,48678
EA.3614	EDMOND	Gary	M	08-06-99-1987-03-00017	36	38509597	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1527	Non	-74,375385	18,482993
EA.3615	PETT-BLANC	Emmanuel	M	1257695987	57	34065847	Mandou	ANSE DHAINAULT	1960	Oui	-74,44072	18,440393
EA.3616	REGISTE	Marlene	F	1262857842	44	34425974	SICARD	ANSE DHAINAULT	3143	Oui	-74,366491	18,47279
EA.3617	VALSAINT	Sianely	F	1257695308	56	49368063	Mandou	ANSE DHAINAULT	6356	Oui	-74,444056	18,437053
EA.3618	FOUCAULT	Herna	F	08-06-99-1977-12-00021	46	44344678	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	1361	Oui	-74,436856	18,485718
EA.3619	AZAR	St Louis	M	8,06992E+15	55	31381235	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	142	Oui	-74,392941	18,489475

EA.3620	TIMOGENE	Jean Omanes	M	10-66-15-32-88	68	36904819	CAUD	DAME-MARIE	5356	Non	-74,420515	18,551936
EA.3621	LOUIS	Gertha	F	8,06992E+15	62	36791679	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	313	Oui	-74,436296	18,46423
EA.3622	SYLE	Sully	M	08-06-99-1970-04- 00021	53	44344678	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	3011	Oui	-74,437166	18,486023
EA.3623	EDMOND	Benony	M	1321045717	67	38509597	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	3336	Non	-74,372875	18,481083
EA.3624	EMILE	Francesca	F	1060535921	64	31381334	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	8735	Oui	-74,391818	18,488378
EA.3625	TIMOGENE	Jean Omanes	M	1066153188	68	36904819	CAUD	DAME-MARIE	5740	Non	-74,421968	18,557179
EA.3626	MINVIL	Solange	F	7,14992E+15	66	44328269	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	686	Non	-74,436441	18,465318
EA.3627	CAZEAU	Ai ne	M	08-06-99-1921-02- 00001	102	36404626	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1072	Oui	-74,41344	18,490908
EA.3628	CINEA	Francelene	F	1092960014	34	46351944	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	1919	Oui	-74,414906	18,49387
EA.3629	LINA	Muscadin	F	1253340220	62	31029681	Mandou	ANSE DHAINAULT	11216	Oui	-74,439111	18,444565
EA.3630	PORT-LOUIS	Louiderne	M	1349772849	79	48387548	SICARD	ANSE DHAINAULT	13177	Non	-74,359886	18,487456
EA.3631	LOUIS CHARLES	Tinna	F	1297135314	29	44283397	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	199	Oui	-74,436976	18,463766
EA.3632	VITAL	Loulouse	F	1262860649	58	38509597	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1834	Oui	-74,373959	18,483156
EA.3633	NEROLIEN	Enese	F	801991983	43	48538752	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	1263	Oui	-74,437553	18,463843
EA.3634	VILLIENA	Eddy	M	08-08-99-1970-94- 00021	53	34966499	Mandou	ANSE DHAINAULT	3658	Oui	-74,445328	18,44069
EA.3635	JULIEN	Vanessa	F	11-54-71-60-34	30	31126588	CAUD	DAME-MARIE	4140	Oui	-74,41885	18,558838
EA.3636	EMILE	Dabouse	M	1262842031	38	49158348	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	3694	Oui	-74,394436	18,492301
EA.3637	CHERY	Nere	M	1340800155	63	48864132	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	1809	Oui	-74,412188	18,476381
EA.3638	CADET	Enaud	M	1360821731	61	37696078	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	5175	Oui	-74,41539	18,486866
EA.3639	JOSEPH	Port'louis	M	1321055126	68	44776010	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	10531	Non	-74,372981	18,474946
EA.3640	PICARD	Jeanloreste	M	1262894508	77	49027494	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2086	Non	-74,378326	18,487923
EA.3641	AZARD	Jean Ilarion	M	1060536212	66	31381334	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1561	Oui	-74,39394	18,492601
EA.3642	PORT-LOUIS	Marie Fisinite	F	08-06-99-1940-06- 00017	83	38166823	SICARD	ANSE DHAINAULT	2774	Non	-74,36554	18,484396
EA.3643	CHAALESTRA	Renol	M	08-06-99-1973-03- 00011	50	44240120	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	5670	Oui	-74,4143	18,491286
EA.3644	FORESTAL	Marthe	F	1053784557	75	37702781	CAUD	DAME-MARIE	5033	Non	-74,409875	18,556883
EA.3645	ALEXIS	Nerome	M	08-06-99-1937-05- 00001	86	31192526	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	2342	Non	-74,425478	18,47477

XXXXX

EA.3646	LAURENT	Louasitha	F	1092997456	44	39419846	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	1701	Oui	-74,453112	18,471757
EA.3647	GUERRIER	Precilia	F	08-06-99-1941-10-0003	82	36442088	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	1066	Oui	-74,432225	18,481115
EA.3648	LOUIS JEUNE	Lirose	F	1146015522	60	39405137	Autre	DAME-MARIE	2304	Non	-74,40917	18,544056
EA.3649	APPOLON	Pierre Frisner	M	1433400817	53	46295277	CAUD	DAME-MARIE	2672	Non	-74,413098	18,560391
EA.3650	NELSON	Rodril	M	08 07 99 1988 01 00033	35	44348300	CAUD	DAME-MARIE	1503	Non	-74,412268	18,56014
EA.3651	LAMI	Pierre	M	08-07-99-1971-12- 00017	52	47332080	CAUD	DAME-MARIE	26012	Non	-74,407546	18,567925
EA.3652	VENERAIN	Marie Lourde	F	1077810651	66	37536500	Autre	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,434926	18,462635
EA.3653	METELUS	Bedel	M	1035872507	47	36470795	CAUD	DAME-MARIE	3151	Non	-74,406788	18,551061
EA.3654	CEBE	Fanette	F	10-35-78-72-44	34	47978519	CAUD	DAME-MARIE	4542	Oui	-74,419571	18,556823
EA.3655	BALZORA	Pierre	M	08-07-99-1968-08- 00031	55	39434213	CAUD	DAME-MARIE	30812	Non	-74,417204	18,559304
EA.3656	CHARLE	Mackenson	M	1262868706	36	48053570	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1733	Oui	-74,396635	18,490921
EA.3657	PHANIE	Alphonse	M	1262794598	74	37293370	SICARD	ANSE DHAINAULT	3161	Non	-74,369194	18,483837
EA.3658	DOLCE	Lisma	M	1424215014	57	46873574	SICARD	ANSE DHAINAULT	5989	Oui	-74,37066	18,4836
EA.3659	HONORÉ	Maxène	M	1013200406	59	37900997	Autre	DAME-MARIE	5318	Non	-74,408075	18,545853
EA.3660	VALMOND	Jean Guy	M	08-07-99-1942-12-0036	81	31204454	CAUD	DAME-MARIE		Non	-74,411623	18,55041
EA.3661	SEMERZIER	Magnes	M	1321045038	43	44899619	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1009	Oui	-74,396385	18,489001
EA.3662	BAYER	Eliane	F	08 07 99 1953 09 00021	70	37449890	CAUD	DAME-MARIE	17593	Non	-74,410365	18,553773
EA.3663	FREDERIC	Cebien	M	1145960038	71	36434575	CAUD	DAME-MARIE	8748	Non	-74,37485	18,554303
EA.3664	PASSE	Jude	M	1035796265	51	34067993	CAUD	DAME-MARIE	10032	Non	-74,371103	18,546723
EA.3665	PASSE	Michel	M	1182314377	88	31430431	CAUD	DAME-MARIE	13964	Non	-74,370906	18,546513
EA.3666	GASPARD	Job	M	1051563421	40	48385389	CAUD	DAME-MARIE	6986	Oui	-74,408041	18,544733
EA.3667	RAPHAEL	Wisly	M	1103880759	50	34206715	CAUD	DAME-MARIE	3478	Non	-74,411096	18,554691
EA.3668	NEPTUNE	Jean Willy	M	1146051315	47	36123865	CAUD	DAME-MARIE	22548	Non	-74,412074	18,558872
EA.3669	CAÏDOR	Rosita	F	11-46-02-27-97	47	44429298	CAUD	DAME-MARIE	3838	Oui	-74,421235	18,564334
EA.3670	EMILE	Louidemine	F	1262883256	39	36501581	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	680	Oui	-74,394248	18,490513
EA.3671	MLCHEL	Pierson	M	8,06992E+15	38	38057789	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	221212	Non	-74,40088	18,49193
EA.3672	HUBERT	Clerge	M	13-66-51-99-96	37	47796473	CAUD	DAME-MARIE	4802	Non	-74,420502	18,564633

YYYYY

EA.3673	MONTRESOR	Dieune	M	1146059366	66	46827051	CAUD	DAME-MARIE	1664	Non	-74,408488	18,549278
EA.3674	TRANQUIL	Lordena	M	1433294117	69	47296052	CAUD	DAME-MARIE	4826	Non	-74,404451	18,535436
EA.3675	PHILISTIN	Marie Lumène	F	08-06-99-1939-08-00002	84	34616079	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	0	Non	-74,436868	18,485331
EA.3676	ETIENNE	Jean Robert	M	08-07-99-1957-11-00019	66	39164727	CAUD	DAME-MARIE	1878	Non	-74,396703	18,549051
EA.3677	FORESTAL	Malina	F	1035775410	51	34400306	CAUD	DAME-MARIE	3106	Non	-74,39998	18,550206
EA.3678	PETIT	Guerino	M	08-07-99-1978-06-00009	45	46114897	CAUD	DAME-MARIE	45816	Non	-74,419678	18,564293
EA.3679	BEAUBRUN	Sadrac	M	1086542882	75	44063672	SICARD	ANSE DHAINAULT	5465	Non	-74,366455	18,485008
EA.3680	DORZIL	Louisinsca	F	1058717074	32	34525593	CAUD	DAME-MARIE	1766	Oui	-74,407243	18,540953
EA.3681	SYLE	Vena	F	08-01-99-1975-04-00246	48	34616079	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	742	Oui	-74,43684	18,485365
EA.3682	BAPTISTE	Manette	F	08-06-99-1956-03-00004	67	49089416	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1404	Oui	-74,391551	18,491127
EA.3683	VITAL	Franceleine	F	1077992235	52	44277726	SICARD	ANSE DHAINAULT	1374	Oui	-74,36649	18,485356
EA.3684	ARISTYL	Saint-Jean	M	08-06-99-1946-06-00007	77	34879593	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	2459	Non	-74,4422	18,467931
EA.3685	LOUIS	Eliene	F	1080619092	35	38057789	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	5667	Non	-74,420136	18,49028
EA.3686	PETIT	Guerino	M	08-07-99-1978-06-00009	45	46144897	CAUD	DAME-MARIE	786	Non	-74,420502	18,564633
EA.3687	JEAN BAPTISTE	Ania	F	08-06-99-1987-09-00087	36	34467247	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2	Oui	-74,388543	18,490043
EA.3688	WILFRANC	Etienne	M	10-35-75-36-82	42	48372848	CAUD	DAME-MARIE	14182	Oui	-74,419018	18,564591
EA.3689	NUMA	Bergerel	M	08/07/99/1963/09/00012	60	36884576	CAUD	DAME-MARIE	2788	Non	-74,402206	18,537978
EA.3690	PICARD	Acephie	F	1249328767	55	31390504	CAUD	DAME-MARIE	2962	Non	-74,400966	18,534786
EA.3691	DORVAL	Madrene	F	1012347626	33	34656055	CAUD	DAME-MARIE	4698	Oui	-74,413173	18,555717
EA.3692	CALIXTE	Jean Lerssio	M	1065329952	69	46883423	CAUD	DAME-MARIE	27804	Non	-74,416268	18,558631
EA.3693	DUVERT	Oristhène	M	1394074495	89	36867773	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	5212	Non	-74,389989	18,491458
EA.3694	CHALESTRA	Francoeur	M	1360817269	62	44758370	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	5347	Oui	-74,40112	18,481348
EA.3695	PIELSIN	Rosanette	F	08-06-99-1951-12-00026	72	39053990	SICARD	ANSE DHAINAULT	1059	Non	-74,365228	18,483985
EA.3696	BEAUBRIN	Bruno	M	1128019015	24	44002305	SICARD	ANSE DHAINAULT	7987	Oui	-74,366428	18,484978
EA.3697	LOUIS	Ernsio	M	1363224809	29	48144146	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1716	Oui	-74,399895	18,493711

ZZZZZ

EA.3698	DESIR	Yvane	F	1065328012	81	36003920	CAUD	DAME-MARIE	2328	Non	-74,395866	18,552003
EA.3699	BERNARD	Belus	M	08-06-99-1964-10-00011	59	36814298	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	1772	Non	-74,441754	18,438341
EA.3700	JOSEPH	Launa	F	1077732372	58	47776151	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1122	Oui	-74,391551	18,491127
EA.3701	JACQUES RENÉ	Merithèse	F	08-06-99-1960-01-00016	63	47506103	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	294	Oui	-74,432855	18,463718
EA.3702	LOUIS	Jeansowinn	M	1050421343	43	47118057	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	4769	Oui	-74,399328	18,494363
EA.3703	VICTOR	Herose	F	1149386951	50	38482568	Autre	DAME-MARIE	10094	Non	-74,39868	18,550841
EA.3704	DOLCE	Felicien	M	1257656605	65	39328578	Autre	ANSE DHAINAULT	2722	Oui	-74,365066	18,484403
EA.3705	EMILLE	Wansly	M	1427450546	28	46579192	Autre	DAME-MARIE	292	Non	-74,413391	18,555816
EA.3706	JEAN	Daniela	F	08-07-99-1987-10-00008	36	46436637	CAUD	DAME-MARIE	444	Oui	-74,400795	18,549541
EA.3707	EXAVIER	Parnel	M	08-07-1968-08-0011	55	47656658	Autre	DAME-MARIE	17632	Non	-74,397145	18,540735
EA.3708	DORVAL	Linotte	F	8,07992E+15	69	34274622	CAUD	DAME-MARIE	1332	Non	-74,394803	18,53869
EA.3709	BIEN-AIMÉ	Feret	M	08-06-99-1983-10-00042	40	37350490	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	2527	Oui	-74,420293	18,477273
EA.3710	MILFRANC	Ecelus	M	08-06-99-1950-12-00010	73	38923977	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	7437	Non	-74,418995	18,47549
EA.3711	SAINNELIEN	Eunite	F	8,06992E+15	52	47222927	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1407	Oui	-74,396951	18,493978
EA.3712	DUPREVIL	Francky	M	8,06992E+15	58	38614517	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	3277	Oui	-74,428548	18,468883
EA.3713	MICHEL	Michline	F	08-07-99-1955-04-00005	68	48161822	Autre	DAME-MARIE	815	Non	-74,413353	18,555761
EA.3714	ALEXIS	Roseline',louis	F	1257657672	65	46762509	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1447	Non	-74,40116	18,488536
EA.3715	LUNDI	Stima	M	1257672416	73	36925351	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1579	Non	-74,397568	18,49393
EA.3716	BEAUDRY	Gerard	M	1321072586	73	36644114	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	89501	Non	-74,3988	18,492011
EA.3717	BALTAZAR	Nadelle	F	01-01-99-1976-08-00649	47	38270421	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1392	Non	-74,386812	18,491593
EA.3718	JOSEPH	Jolius	M	1262846784	68	36479371	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	3184	Non	-74,384588	18,490971
EA.3719	PETIT-FRÈRE	Onel	M	08-06-99-1973-09-00028	50	34794417	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2572	Non	-74,382748	18,491433
EA.3720	NOEL	Résius	M	1387411468	63	31911589	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2516	Non	-74,386048	18,487685
EA.3721	RENE'	Lisny	M	1135166654	35	34433787	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	3879	Non	-74,40232	18,489975
EA.3722	SAINT-CYR	Bertrand	M	1257738764	73	34878704	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	2148	Oui	-74,427963	18,468916

AAAAAA

EA.3723	GOTRAS	Eugène	M	1182193127	75	36168837	CAUD	DAME-MARIE	2388	Non	-74,406651	18,57355
EA.3724	LOUIS CHARLES	Elorge	M	8,07992E+15	41	49240246	CAUD	DAME-MARIE	1632	Oui	-74,413953	18,556888
EA.3725	JEAN CHARLES	Onord	M	08-07-99-1963-09-00013	60	37421538	CAUD	DAME-MARIE	10136	Non	-74,402968	18,515911
EA.3726	DORZIL	Denise	F	1066134858	55	37839048	CAUD	DAME-MARIE	5992	Non	-74,39741	18,517971
EA.3727	PAUL	Hippolin	M	1156725971	79	48526546	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	7370	Non	-74,421626	18,477665
EA.3728	AUGUSTE	Esperancia	F	004 761 176 2	98	33919884	KOPERATIV CAPCPF	DAME-MARIE	783	Non	-74,421655	18,561173
EA.3729	GOTRACE	Wallice	M	1300011170	46	37489170	Autre	DAME-MARIE	4358	Non	-74,408998	18,544046
EA.3730	SEMERZIER	Violette	F	1056061020	78	34376934	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	3519	Non	-74,405021	18,492628
EA.3731	NOËL	Toma	M	08-07-99-1960-07-00007	363	36033555	CAUD	DAME-MARIE	344	Non	-74,414676	18,556371
EA.3732	MATHURIN	Marcso	M	1076584862	56	36149934	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	3876	Oui	-74,429441	18,46871
EA.3733	ARISTIL	Aurel	M	08 07 99 1950 09 00014	73	44125864	CAUD	DAME-MARIE	1889	Non	-74,420502	18,560664
EA.3734	MILFRANC	Jn -Ronald	M	08-06-99-1977-10-00016	46	34746974	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	3240	Non	-74,430368	18,482121
EA.3735	SAINMERZIER	Aniel	M	1314617818	66	37708206	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1876	Oui	-74,402971	18,493468
EA.3736	PICARD	Obert	M	08-06-99-1961-03-00008	62	39313804	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	2332	Oui	-74,428895	18,48306
EA.3737	PHILISTIN	Flavita	F	1257754866	46	34453764	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	1215	Non	-74,43584	18,463166
EA.3738	OCTAVE	Vital	M	1182193515	60	34721456	CAUD	DAME-MARIE	726	Non	-74,396158	18,551091
EA.3739	WENCY	Jerome	M	1321050664	37	34124125	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	4788	Oui	-74,401565	18,487988
EA.3740	JOURDAIN	Jacob	M	1257716842	71	48037271	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT	724	Oui	-74,435086	18,465346
EA.3741	PIERRE	Jocelyn	M	08-07-99-1962-10-00014	61	46194099	CAUD	DAME-MARIE	28194	Non	-74,420441	18,552391
EA.3742	PICARD	Flana	F	08-06-99-1979-10-00028	44	31215954	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	2534	Oui	-74,383361	18,490311
EA.3743	MICHEL	Brunette	F	1433300325	51	48550961	CAUD	DAME-MARIE	1512	Non	-74,404678	18,525128
EA.3744	LOUIS JEUNE	Fenel	M	8,07992E+15	54	46623123	CAUD	DAME-MARIE	8034	Non	-74,39612	18,532748
EA.3745	AUGUSTINE	Jean-tis	F	1262860461	66	34014512	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	3482	Non	-74,394433	18,48966
EA.3746	GUERRIER	Saint Hubert	M	1257672998	63	47120119	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	5474	Oui	-74,43106	18,480813
EA.3747	ST LOUIS	Raoul	M	1082224248	52	37651500	CAUD	DAME-MARIE	8026	Non	-74,420323	18,546908
EA.3748	EMILE	Felix	M	1057734464	81	39381181	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	34406	Non	-74,394615	18,492301

BBBBBB

EA.3749	THELEMAQUE	Martha	F	8,06992E+15	72	36164246	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	3372	Non	-74,395715	18,49324
EA.3750	DUVER	Jn Claude	M	1052552045	64	38648753	CAUD	DAME-MARIE	4482	Non	-74,406645	18,539896
EA.3751	CESAR	Laurence	F	08/07/99/1944/12/00014	79	37480696	CAUD	DAME-MARIE	6742	Non	-74,402365	18,526461
EA.3752	DERESTAN	Sailiste	M	08/07/99/1960/08/00019	63	36184928	CAUD	DAME-MARIE	2126	Non	-74,412275	18,550301
EA.3753	AUGUSTINE	Jeantis	F	1262860461	66	37708396	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1287	Non	-74,3959	18,48636
EA.3754	DUVERT	Ilernise	F	1321047754	56	38677455	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	3940	Oui	-74,397353	18,487984
EA.3755	EMILE	Benise	F	08-06-99-1976-11-00007	47	34155795	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1518	Oui	-74,398	18,487348
EA.3756	PAUL	Abner	M	08-06-99-1957-08-00006	66	34155795	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1132	Oui	-74,399588	18,488053
EA.3757	JOSEPH	Yvon	M	08-06-99-1948-08-00010	75	39043591	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	682	Non	-74,397994	18,489061
EA.3758	AZAR	Pierre Leonce	M	1076772072	63	48417420	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	23099	Oui	-74,39516	18,4931
EA.3759	CESAR	Paul Imancier	M	1068088341	72	39939524	CAUD	DAME-MARIE	439	Non	-74,397945	18,514071
EA.3760	TATAÏ	Manette	F	08-07-99-1955-07-00015	68	39248079	CAUD	DAME-MARIE	7734	Non	-74,410241	18,556553
EA.3761	CLERGE	Claudel	M	1145964306	62	47470869	KOPERATIV CAPCPCAH	DAME-MARIE	559	Non	-74,406241	18,547881
EA.3762	ST LOUIS	Tecia	F	1146052867	54	46579192	CAUD	DAME-MARIE	1454	Non	-74,410755	18,547538
EA.3763	BIEN-AIMÉ	Ipheret	M	08-06-99-1981-09-00028	42	37350490	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	2300	Oui	-74,423285	18,476626
EA.3764	RENE'	'lisny	M	1135166654	35	34433787	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	580	Non	-74,402291	18,490115
EA.3765	CHERELICE	Aline	F	08-06-99-1948-06-00011	75	36662268	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	1610	Oui	-74,418083	18,490288
EA.3766	CAZEAU	Enese	F	08-06-99-1985-08-00011	38	47494798	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	3260	Oui	-74,416213	18,492868
EA.3767	CHARLE	Marguerite	F	002-577-600-1	62	31601168	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	2386	Oui	-74,416938	18,492053
EA.3768	FONTUSTE	Benite	F	1067064506	49	31973439	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	4134	Oui	-74,419769	18,490249
EA.3769	JOSEPH	Bernard	M	1182294783	53	44272325	CAUD	DAME-MARIE	3296	Non	-74,4112	18,549851
EA.3770	MARCELIN	Abner	M	08-07-99-1947-03-00003	76	38678997	CAUD	DAME-MARIE	10568	Non	-74,393361	18,541716
EA.3771	THÉLIZAIRE	Timardi	M	08-06-99-1965-03-00017	58	48924083	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	1210	Oui	-74,424793	18,475676
EA.3772	GASPARD	Jeanrenaud	M	1184996039	72	43156949	CAUD	DAME-MARIE	1988	Non	-74,405275	18,539961

CCCCC

EA.3773	DIEUZIDOR	Lonaise	F	1458050166	52	44591477	CAUD	DAME-MARIE	1698	Oui	-74,40779	18,549191
EA.3774	THÉLIZAIRE	Antoinise	F	08-06-99-1979-09-00058	44	44807433	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	2675	Oui	-74,425546	18,47533
EA.3775	JOSEPH	Rodrique	M	1262776944	48	31345831	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1234	Non	-74,395032	18,489629
EA.3776	CÉSAR	Fanel	M	8,07992E+15	67	38495080	CAUD	DAME-MARIE	44274	Non	-74,382671	18,51539
EA.3777	DUPRE	Obenson	M	08-06-99-1965-06-00003	58	36663159	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	10396	Oui	-74,430728	18,479263
EA.3778	METHELUS	Claurene	F	1035861255	71	36112167	CAUD	DAME-MARIE	452	Non	-74,412807	18,555686
EA.3779	SÉMERZIER	Leillette	F	1424238003	60	48010215	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	8504	Non	-74,405687	18,490524
EA.3780	SÉMERZIER	Ovrinata	F	08-06-99-1983-09-0006	40	34275885	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1506	Oui	-74,394715	18,489728
EA.3781	JOSEPH	Théricite	F	1257648263	51	31773499	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	0	Oui	-74,398514	18,490269
EA.3782	ST SURIN	Brinette	F	08-07-99-1957-10-00017	66	34465207	CAUD	DAME-MARIE	3966	Non	-74,407516	18,550725
EA.3783	FRANÇOIS	Jeancely	M	1331256325	49	44153339	CAUD	DAME-MARIE	4470	Non	-74,40744	18,548341
EA.3784	LEGE	Litene	M	08-06-99-1971-02-00004	52	36984748	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	11364	Non	-74,43091	18,480158
EA.3785	CÉSAR	Claudiel	M	8,07992E+15	61	39037624	CAUD	DAME-MARIE	2644	Non	-74,384635	18,51728
EA.3786	FARVOLE	Rosane	F	08-06-99-1942-01-00004	81	46423520	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	3342	Oui	-74,431743	18,482475
EA.3787	EDMOND	Dieuné	M	08-07-85-01-002570	38	48578330	CAUD	DAME-MARIE	1210	Non	-74,407856	18,545873
EA.3788	NICOLAS	Hortan	M	08-07-99-1945-10-00007	78	36584217	CAUD	DAME-MARIE	38096	Non	-74,401561	18,550196
EA.3789	SAINMERZIER	Aniel	M	1314617818	66	37708206	KOPERATIV CAPCPCAH	ANSE DHAINAULT	1143	Oui	-74,402746	18,493756
EA.3790	MME CÉSAR	Fanel	F	1013480057	69	44717749	CAUD	DAME-MARIE	7252	Non	-74,385085	18,515678
EA.3791	DORZIL	Dumasse	M	1146047338	73	38211687	CAUD	DAME-MARIE	5634	Non	-74,397676	18,515273
EA.3792	DORZIL	Tcheny	M	1058667410	35	36095782	CAUD	DAME-MARIE	7782	Non	-74,390908	18,514521
EA.3793	RENOIS	Luckner	M	1447333121	73	47874611	CAUD	DAME-MARIE	5302	Non	-74,402091	18,547323
EA.3794	BOULOUTE	Osnel	M	1066166771	53	37449880	CAUD	DAME-MARIE	1204	Non	-74,412125	18,547668
EA.3795	VERRIER	Michlet	M	08-07-99-1954-03-00013	69	31523116	CAUD	DAME-MARIE	32698	Non	-74,413173	18,555356
EA.3796	SAINT LOUIS	Elianne	F	08-07-99-1950-06-00009	73	48578330	CAUD	DAME-MARIE	6014	Non	-74,40791	18,546261
EA.3797	RICHE	Armand	M	1447323809	69	38396446	CAUD	DAME-MARIE	13632	Non	-74,41125	18,544071

DDDDDD

EA.3798	SOLAGE	Dunes	M	1051538977	37	37601313	CAUD	DAME-MARIE	3462	Non	-74,414118	18,556965
EA.3799	PASCAL	Samedy	M	1331256810	62	36319759	CAUD	DAME-MARIE	3270	Non	-74,410228	18,553671
EA.3800	SAINT VIL	Jocelyn	M	08-07-99-1989-11-00029	34	36766774	CAUD	DAME-MARIE	1372	Non	-74,41244	18,559264
EA.3801	HERARD	Monaude	M	1053885457	49	37702784	CAUD	DAME-MARIE	1794	Non	-74,418303	18,562644
EA.3802	MUSCADIN	Claudiel	M	004 765 654 2	37	47473118	CAUD	DAME-MARIE	813	Non	-74,408298	18,548773
EA.3803	NUMA	Veniel	M	1380494592	75	47095117	CAUD	DAME-MARIE	992	Non	-74,401965	18,537703
EA.3804	BEAUBRUN	Wilner	M	1091282787	45	34614899	CAUD	DAME-MARIE	753	Non	-74,387393	18,50989
EA.3805	PIERRE	Rosemond	M	1013468708	42	44786801	CAUD	DAME-MARIE	11154	Oui	-74,404131	18,551951
EA.3806	JACQUES	Nadège	F	1387065954	44	36300544	CAUD	DAME-MARIE	3248	Oui	-74,405306	18,547798
EA.3807	DIEU	Selagene	M	1051483978	67	34006106	CAUD	DAME-MARIE	12408	Non	-74,382258	18,551763
EA.3808	JEAN JOSEPH LYCAL	Fermont	M	1331241096	87	44107028	CAUD	DAME-MARIE	6260	Non	-74,370878	18,553671
EA.3809	FONTAINE	Clesena	F	08-07-99-1962-09-00019	61	44547802	CAUD	DAME-MARIE	5868	Non	-74,411631	18,54693
EA.3810	PIERRE LOUIS	Garry	M	003-247-895-6	57	38349204	CAUD	DAME-MARIE	10010	Non	-74,410241	18,556192
EA.3811	POINT DU JOUR	Dladimir	M	1051528113	39	36167569	CAUD	DAME-MARIE	5354	Oui	-74,411658	18,55747
EA.3812	SAINTIL	Rolland	M	8,07992E+15	57	39901638	CAUD	DAME-MARIE	4420	Non	-74,416211	18,558945
EA.3813	DAMEDY	Sauveur	M	10 -58-66-77-983	68	38669718	CAUD	DAME-MARIE	7874	Non	-74,410156	18,512373
EA.3814	DOLECINE	Donet	M	08-07-99-1967-08-00030	56	49231553	CAUD	DAME-MARIE	5608	Non	-74,399425	18,516103
EA.3815	MICHEL	Brunette	F	14-33-30-03-25	51	48-55-09-61	CAUD	DAME-MARIE	4592	Non	-74,404711	18,52466
EA.3816	JEAN CLAUDE	Emille	M	1433292953	61	44567394	CAUD	DAME-MARIE	5664	Non	-74,401241	18,530421
EA.3817	LOUIS JEUNE	Jean Fritz	M	1051563712	66	34938182	CAUD	DAME-MARIE	12606	Non	-74,410153	18,558566
EA.3818	JEAN	Meryte	M	8,07992E+15	63	44536327	CAUD	DAME-MARIE	5075	Non	-74,393043	18,513008
EA.3819	MARTIAL	Gustavien	M	8,07992E+15	65	34061257	CAUD	DAME-MARIE	6060	Non	-74,4127	18,549336
EA.3820	CHERY	Vedouard	M	08-06-99-1970-03-00017	53	37765256	KOPERATIV CAPCPF	ANSE DHAINAULT	6006	Oui	-74,421996	18,49265
EA.3821	PIERRE LOUIS	Edlain	M	1035734670	44	44625697	CAUD	DAME-MARIE	6442	Non	-74,40631	18,550156
EA.3822	RAPHAEL	Dominique	M	1048682521	69	46428492	Autre	CHAMBELLA N	4176	Non	-74,326935	18,555765
EA.3823	FILIZAIRE	Jean Premy	M	1183101920	52	44693218	Autre	CHAMBELLA N	1667	Oui	-74,331252	18,557933
EA.3824	MERALUS	Roseline	F	1038244836	69	48384122	Autre	CHAMBELLA N	2608	Oui	-74,327172	18,555088
EA.3825	MERALUS	Francklin	M	1282574935	64	36552283	Autre	CHAMBELLA N	1038	Non	-74,321059	18,554498

EEEEEE

EA.3826	MERALUS	Osnel	M	1139129395	50	37983794	Autre	CHAMBELLAN	3338	Oui	-74,321573	18,55511
EA.3827	CHERIZIER	Caly	M	8,05992E+15	48	37919229	Autre	CHAMBELLAN	2536	Oui	-74,322349	18,553681
EA.3828	RAPHAEL	Estave	M	1038248134	73	31991536	Autre	CHAMBELLAN	1448	Non	-74,326995	18,555869
EA.3829	SUPRIEN	Claircia	F	1349781288	62	48440804	Autre	CHAMBELLAN	3656	Non	-74,327422	18,555385
EA.3830	SAINT FLEUR	Lhonneur	M	8,05992E+16	64	48440804	Autre	CHAMBELLAN	1970	Non	-74,331639	18,559034
EA.3831	JANIS	Rosemirtha	F	8,05992E+15	39	44693218	Autre	CHAMBELLAN	2036	Oui	-74,331824	18,558479
EA.3832	LEON	Lucien	M	8,05992E+15	40	47300660	Autre	CHAMBELLAN	1004	Oui	-74,331317	18,558313
EA.3833	ISAAC	Marie Loneze	F	8,05992E+15	66	48440804	Autre	CHAMBELLAN	901	Oui	-74,33133	18,558324
EA.3834	FONTIGÈNE	Arold	M	8,05992E+13	66	39254166	Autre	CHAMBELLAN	5463	Non	-74,325839	18,555099
EA.3835	CICERON	Lola	F	08-07-99-1952-08-00029-	71	36949519	CAUD	DAME-MARIE	1153	Non	-74,403426	18,544775
EA.3836	LUCE	Louis Charles	F	1262776265	59	38191199	KOPERATIV KAKEGA	ANSE DHAINAULT		Non	-74,43483	18,462683
EA.3837	DORESTANT	Alain	M	8,05992E+15	62	37150773	Autre	CHAMBELLAN	3739	Non	-74,320778	18,54853
EA.3838	PAUL	Jean Flerio	M	8,05992E+15	57	34731734	Autre	CHAMBELLAN	2644	Oui	-74,330469	18,54179
EA.3839	DANIEL	Jean Gamailee	M	1098485910	55	36435220	Autre	CHAMBELLAN	5031	Oui	-74,332384	18,541068
EA.3840	CAMILE	Lavais	M	1190380606	49	31778478	Autre	CHAMBELLAN	7668	Oui	-74,331208	18,541579
EA.3841	VELCY	Roubens	M	8,05971E+12	26	39157204	Autre	CHAMBELLAN	5427	Oui	-74,33134	18,544339
EA.3842	PIERRE	Rosemond	M	1013468708	42	44786801	CAUD	DAME-MARIE	6998	Oui	-74,404493	18,551871
EA.3843	EMIRA	Honneur	M	805991950	73	39495323	Autre	CHAMBELLAN	3998	Non	-74,328588	18,545576
EA.3844	VOLCY	Rosemitha	F	1170111777	47	48171418	Autre	CHAMBELLAN	1573	Oui	-74,331296	18,54421
EA.3845	LORCEUS	Lochard	M	1038299738	37	38692362	Autre	CHAMBELLAN	579	Oui	-74,330153	18,545425
EA.3846	JEAN	Ronald	M	1035271980	57	48786445	Autre	CHAMBELLAN	2120	Non	-74,326922	18,547726
EA.3847	JN LOUIS	Job	M	1038108163	69	48325953	CAUD	MORON	2348	Non		
EA.3848	FRANÇOIS	Jean-Onny	M	1167424392	46	39197417	CAUD	MORON	2988	Non	-74,264332	18,555392
EA.3849	JOSMA	Jean Ylrick	M	1036796917	70	37.795.174	CAUD	MORON	4436	Non		
EA.3850	LUNDY	Olles	M	1061461495	53	41.820.866	CAUD	MORON		Non		
EA.3851	DORVIL	Adenise	F	1013126686	59	44283892	CAUD	MORON	3140	Non	-74,274601	18,555904
EA.3852	DESPEIGNES	Kostka	M	76129310	38	37893738	CAUD	MORON	153662	Non		
EA.3853	ESTIMPHIL	Gerard	M	8,04992E+15	52	43783750	CAUD	MORON	2020	Non		

FFFFF

EA.3854	GEFFRARD	Prelia	F	1359306494	72	42948274	CAUD	MORON	1974	Non		
EA.3855	GEORGE	Abner	M	1086719713	74	34121734	CAUD	MORON	2334	Non		
EA.3856	NOEL	Elanise	F	1037964312	56	38098868	CAUD	MORON	2186	Non		
EA.3857	NOEL	Erinel	M	1037962857	48	38394439	CAUD	MORON	976	Non		
EA.3858	PIERRISEAU	Vivienne	F	1341175739	68	34206638	CAUD	MORON	55058	Non		
EA.3859	ALCIDE	Renald	M	1249366694	31	44575434	CAUD	LES IROIS		Non		
EA.3860	BELIZAIRES	Ena	F	1038108842	58	44127288	CAUD	MORON		Non		
EA.3861	BERTRAND	Belfleur	M	1038138912	60	36595977	Autre	MORON		Non	-74,266545	18,554496
EA.3862	DORCY	Clairose	F	8,04992E+15	78	46541410	Autre	MORON		Oui	-74,26655	18,55446
EA.3863	ELISCAR	Marie Rose	F	1038208267	43	44034184	Autre	MORON		Non	-74,26655	18,55446
EA.3864	FRANÇOIS	Lenese	F	1086742023	37	46171636	Autre	MORON		Non	-74,26655	18,55446
EA.3865	GERVIL	Camene	F	8,04992E+15	48	31762342	Autre	MORON		Non	-74,26655	18,55446
EA.3866	ORELUS	Venise	F	8,01751E+12	48	37532134	CAUD	MORON		Non		
EA.3867	PAUL	Celafoi	M	8,04992E+15	67	32720865	CAUD	MORON	3484	Non	-74,266573	18,554458
EA.3868	RAMEAU	Cedernise	F	1056885326	33	44776684	CAUD	MORON		Non		
EA.3869	ZEPHYR	Ylleus	M	1066462621	54	36773657	CAUD	MORON		Non		
EA.3870	BELIZAIRES	Souvenie	F	8,04992E+15	60	47118390	CAUD	MORON	1260	Non	-74,266468	18,554501
EA.3871	DESPEINE	Jean Adrien	M	1038072467	82	39197417	CAUD	MORON	19456	Non	-74,27035	18,5643
EA.3872	JONNY	Charles	M	1037994188	43	37305277	CAUD	MORON	2002	Non	-74,266565	18,554486
EA.3873	NOEL	Marcaise	M	8,04992E+16	43	34945728	CAUD	MORON	6550	Non	-74,266515	18,554446
EA.3874	PIERRE DONIQUE	Jeune	M	1038152492	42	34262322	CAUD	MORON	3088	Non	-74,266513	18,554478
EA.3875	BARTHELEMY	Jacqueline	F	8,01992E+15	72	31580357	CAUD	MORON		Non		
EA.3876	CHERY	Jean Rigaud	M	8,04992E+15	57		CAUD	MORON	786	Non	-74,268015	18,556575
EA.3877	PIERRE	Raymose	F	8,04992E+16	70	41707634	CAUD	MORON		Non		
EA.3878	PLAISIR	Aliette	F	1299920572	61	48154270	CAUD	MORON		Non		
EA.3879	JEAN	Jules	M	83560703	86	41309207	CAUD	MORON	6000	Non	-74,291837	18,554122
EA.3880	NOEL	Micklson	M	008-536-070-3	25	31163655	CAUD	MORON	0	Non	-74,28672	18,554825

GGGGGG

VOLET BONNES PRATIQUES 1	ETABLISSEMENT DE, DES LA PHASE DE DEMARRAGE, DE LA SITUATION DE REFERENCE DES PROJETS (LIGNE DE BASE)
Brève description de la bonne pratique (relation avec l'objectif du projet ou le résultat spécifique, contexte, objectif, etc.)	<i>La ligne de base facilite les exercices de suivi et d'évaluations concomitantes internes et indépendante ; sinon, ce rapport d'évaluation de mi-parcours aura été réalisée sur une base non suffisamment SMART, avec en plus des considérations et/ou des conclusions très subjectives.</i>
Conditions et contexte pertinents : limites ou recommandations en termes d'applicabilité et de répliquabilité	<p>Dans le cadre de la réalisation de l'évaluation indépendante de la majeure partie des Projet de développement en Haïti, il est fort souvent constaté que rare sont les opérateurs privé ou publics qui décident de développer une ligne de base (étude de référence) pour orienter les activités de suivi, de supervision et/ou d'évaluations dans les projets et programmes de relèvement, de développement durable et encore moins dans le secteur de l'humanitaire. Ainsi, pour effectuer son travail, un évaluateur externe responsable engagé doit toujours essayer de faire des enquêtes historiques pour tenter de regarder : quelle a été l'état des indicateurs objectivement vérifiable (IOV), les indicateurs composites et/ou non désagrégés (ou de résultat). L'idée est de reconstituer, dans la mesure du possible, les aspects les plus pertinents, aux fins de faciliter des analyses comparatives acceptables, avec moins de subjectivité entre la situation d'avant, de pendant et d'après projet. Cet exercice est généralement difficile et consomme beaucoup de temps. Les biais sont non seulement de nombreuses natures, mais aussi et surtout, ils sont très difficilement cernables ou contournables. Ce paramètre influe très fortement sur la qualité des comparaisons, des analyses factuelles, ponctuelles et prospectives sur un projet. Dans ce cadre, les conclusions et les recommandations générées sont également affectées par ce déficit criant en information de base. La situation est plus délicat quand la théorie du changement n'est pas suffisamment claire et que le ciblage est flou, donc parte dans tous les sens.</p> <p>Au cours de ces trois dernières années, des évaluateurs indépendants ont attiré l'attention de l'OIT sur ce problème dans au moins deux de ses projets (FOPRODER, en particulier).</p>
Établir une relation de cause à effet claire	<ul style="list-style-type: none"> ✿ Une ligne de base d'un projet constitue des jalons de référence. C'est une base de référence qui sert d'intrant essentiel pour effectuer des analyses comparatives afin d'évaluer l'évolution des niveau de performances actuelles par rapport aux niveaux prévus pour les tâches spécifiques sur une période établie. Les chefs de projet pourraient évaluer l'avancement relatif de parties spécifiques d'un projet et d'un projet dans son ensemble à l'aide de ces informations. Ainsi, il aide à prévoir les résultats du projet en fonction des ressources mobilisables dans un contexte donné.
Indiquer l'impact mesurable et les bénéficiaires visés	<ul style="list-style-type: none"> ✿ La qualité de l'évaluation est meilleure. Les indices et indicateurs de comparaison de la situation ex-ante, concomitante et exposé peuvent être établis de manière plus objective, responsable et, selon les règles de l'art.

	<ul style="list-style-type: none"> Les effets incrémentiels du projet peuvent être mieux délimités par rapport aux retombées des interventions d'autres opérateurs dans le milieu.
Potentiel de réplication et par qui	<ul style="list-style-type: none"> Cela dépend tout simplement du niveau d'institutionnalisation de cette pratique à l'OIT. C'est un indicateur objectif qui témoigne que l'OIT a suivi et mis en application les recommandations faites dans le cadre de l'évaluation finale et indépendante de l'initiative FOPRODER (entre autres) ; laquelle est à la base de PROFIT.
Lien vers le haut avec les objectifs globaux de l'OIT (PPTD, résultats des programmes de pays ou cadre de programme stratégique de l'OIT)	Entre autres, elle est en droite ligne avec le cadre conceptuel et opérationnel du PPTD, les principes édictés par l'UNEG, la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide, le plan d'action ACRA, les procédures du CAD de l'OCDE et à l'Agenda des ODD.
Autres documents ou commentaires pertinents	

VOLET BONNES PRATIQUES 2	Mise en place et structuration des mutuelles de solidarité (MUSOs) et des structures faïtières apparentées dans les zones d'intervention du projet, dans un contexte d'accès au crédit et au financement agricole pratiquement inexistant.
Brève description de la bonne pratique (relation avec l'objectif du projet ou le résultat spécifique, contexte, objectif, etc.)	<i>La collaboration avec KNFP pour la mise en place de 58 mutuelles de solidarité commence à rendre les exploitants impliqués moins inquiets et peu dépendants des crédits non appropriés et difficilement mobilisables. Elle ouvre une voie à la pérennisation des actions et des résultats visés pour une amélioration durable des revenus.</i>
Conditions et contexte pertinents : limites ou recommandations en termes d'applicabilité et de répliquabilité	<p>Selon les données recueillies sur le terrain, 97% des petits agriculteurs et ménages ruraux affirment que l'accès limité aux moyens de production essentiels, particulièrement l'accès limité au crédit pour financer leurs activités productives, comme une contrainte qui pèse lourdement sur la croissance économique des ménages et des communautés. Avec l'agriculture et la pêche comme principales sources de revenus et des pertes post-récoltes très élevées, les possibilités de capitaliser et tirer profit des opportunités offertes par les filières porteuses restent faibles. De plus, les services financiers sont soit inadaptés au besoin (en raison des délais de remboursement irraisonnables, des taux annuels/mensuels élevés, ou des conditions d'octroi exigeantes) ou tout simplement inexistantes. Alors, l'activité de financement mutuel à travers les fonds de solidarité est un mécanisme de crédit simple et rapide qui crée une dynamique financière et sociale qui répond aux problèmes des localités ciblées et des bénéficiaires. A défaut, ces derniers ont seulement un accès limité à des financements avec de forts taux de remboursement dans les caisses populaires et les coopératives de crédit locales et/ou régionales qui ne leur permettent pas d'investir dans les activités agricoles qui ont des récoltes saisonnières sur une période plus ou moins longues et un niveau de risque très élevé.</p>
Établir une relation de cause à effet claire	<ul style="list-style-type: none"> A ce stade de mise en œuvre, en dépit des réalisations projetées et effectuées, il est difficile de mettre en lumière tous les effets du projet. L'analyse des données de terrain montre que les déficits de réalisation identifiés sont à au moins 85% liés à un contexte d'exécution complexe, compliqué, difficile et très risqué. Toutefois, dans le fond, la théorie du changement reste très intéressante.

	<p>✿ En se concentrant sur les apports du projet en termes de création potentielle d'opportunités et de renforcement des chaînes de valeurs porteuses, le Projet PROFIT a contribué, dans la mesure du possible, à mettre en place un cadre de croissance économique locale basée entre autres sur la consolidation des facteurs de production (formations ciblées pour les bénéficiaires, meilleur accès au capital à travers la mise en place des réseaux de financement solidaire) et la technologie (mise en place d'une plateforme technologique de traçabilité potentiellement exploitable et répliquable).</p>
<p>Indiquer l'impact mesurable et les bénéficiaires visés</p>	<p>L'analyse des données d'enquêtes montre que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Environ 95% des bénéficiaires n'avaient au départ aucun accès au crédit pour financer les activités de génération de revenus. Ils sont tous (100%) des agriculteurs et des petits commerçants qui peinent à prendre soin de leurs familles. 85% d'entre eux ont souvent eu recours ou prêts informels (entre membres de la communauté) pour financer les activités comme le nettoyage des parcelles de cacao et, plus rare, la récolte. 75% des bénéficiaires interviewés estiment qu'ils gagnent moins de 15,000 gourdes annuellement et qu'un support financier pourrait leur permettre d'augmenter leur production et gagner un meilleur revenu. - Le processus de mise en place des mutuelles de solidarité touche actuellement environ 19% des bénéficiaires directs au niveau des communes cibles de la Grand 'Anse (Moron, Chambellan, Dame-Marie, Anse d'Hainault, Les Irois. La participation des femmes dans les mutuelles de solidarité avoisine 50%. Les femmes s'orientent principalement vers le développement d'activité de récolte, commercialisation et de transformation. - La participation des jeunes (35 ans ou moins selon les définitions de l'ONU) reste étonnamment faible. Selon les données recueillies seulement 35% des membres des mutuelles de solidarité peuvent être classés dans cette catégorie.
<p>Potentiel de répliquabilité et par qui</p>	<p>En dépit de certaines contraintes auxquelles font face les mutuelles de solidarité et des faiblesses de ces structures (manque de formation des membres, faible capacité de gestion administrative, etc.), elles contribuent à la satisfaction des besoins de leurs membres par l'attribution du crédit dans les communautés pauvres dépourvues de moyens d'accès aux financements viables. Elles contribuent ainsi à la revitalisation économique des zones privilégiées par la création ou le développement d'activités économiques. Ces atouts permettent de conclure qu'il existe un lien fort entre l'économie solidaire et le développement local. Les témoignages de la majorité des bénéficiaires interviewés montrent que la force des mutuelles de solidarité réside dans la préconisation d'une logique d'intérêt général des membres qui investissent et qui en retour ont accès à un mécanisme de financement rapide en cas de besoin immédiat de mobilisation de capital. Par conséquent, les bénéfices offerts par ces structures (solidarité sociale et communautaire, possibilités d'investissements collectifs incitants, développement endogène sur le long terme, création d'activités économiques pour les populations locales, etc...) rendent qu'elles sont très appréciées par les communautés et peuvent être facilement répliquées dans les zones où elles ne s'y trouvent pas encore. Pour cela, la stratégie de « champions – agents financiers locaux formés par KNFP pour créer les mutuelles de solidarité » doit être renforcée. Cependant, à ce stade, il faut mobiliser plus de ressources par rapport à l'ampleur des besoins de renforcement de capacités essentielles. D'autant plus que, les capacités de réponse des acteurs publics et privés sont extrêmement faibles minces ou voire inexistantes, au niveau du département, voire au niveau du pays.</p>
<p>Lien vers le haut avec les objectifs globaux de l'OIT</p>	<p>Conformément aux objectifs fixés dans le document de projet qui peuvent être aussi reliés aux effets visés par le cadre stratégique de l'OIT et le document de programme pays, le projet entend renforcer les opportunités économiques et</p>

(PPTD, résultats des programmes de pays ou cadre de programme stratégique de l'OIT)	<p>technologiques pour appuyer la création d'emplois durables à travers une approche d'investissement au niveau des filières sélectionnées (cacao et arbre véritable) dans les départements cibles. Si des progrès notables peuvent être remarqués dans l'atteinte des résultats qui comptent augmenter la participation des jeunes et des autres groupes vulnérables dans les activités génératrices de revenus, certains aspects sont à améliorer pour consolider les résultats et assurer la durabilité et l'impact du projet conformément au cadre stratégique de l'OIT.</p> <p>En ce sens, dans les nouveaux projets et programmes, il serait important que l'OIT prévoie une stratégie pour une meilleure implication du secteur privé local et/ou régional afin de mieux saisir les opportunités offertes par les filières agroforestières et renforcer durablement l'économie locale. Cette stratégie peut également envisager la promotion du partenariat publique-privée pour avoir de meilleures performances.</p>
Autres documents ou commentaires pertinents	

VOLET BONNES PRATIQUES 3	Support technique en vue du renforcement et la valorisation des filières économiques du cacao et du fruit à pain.
Brève description de la bonne pratique (relation avec l'objectif du projet ou le résultat spécifique, contexte, objectif, etc.)	<i>La mise en place des infrastructures de conservation post-récolte et de transformation - pour structurer et renforcer les filières économiques porteuses de cacao et de fruit à pain est une contribution très appréciée par les intervenants qui évoluent à travers les différents segments des chaînes de valeur agricoles et, constitue un levier de croissance et de développement économique fondée essentiellement sur des engagements communautaires à différents niveaux.</i>
Conditions et contexte pertinents : limites ou recommandations en termes d'applicabilité et de répliquabilité	<p>Le département de la Grand'Anse est occupé par une population de 432, 826¹⁵⁸ habitants répartis sur une superficie de 1,871 km². Avec environ 60% de la population en milieu rural, l'agriculture est l'activité économique qui y mobilise la plus grande partie de la population active.</p> <p>Le Cacao et l'arbre à pain sont deux sources de richesse importantes pour de nombreuses familles de la Grand'Anse. Malgré des potentialités de création de revenus, ces deux filières ne sont pas exploitées de manière qu'elles fournissent au maximum des capitaux pour la croissance locale. De plus, elles continuent à faire face à des contraintes majeures telles que les ouragans qui détruisent les plantations, la mauvaise condition des routes d'écoulement, le vieillissement des parcelles et manque d'entretien, l'absence de traitement phytosanitaire, et l'absence d'infrastructure de transformation locale ou régionale, etc...La mise en place du centre de transformation dans la commune de l'Anse d'Hainault est une activité qui pourrait être répliquée dans une ou deux autres communes pour faciliter la fermentation de la production locale. De même, la mise en place du centre pilote de transformation du fruit à pain en farine à Dame-Marie est une activité importante qui peut apporter de la valeur ajoutée dans la filière, donc qui pourrait être répliquée dans d'autres communes du département pour une meilleure valorisation du produit.</p>
Établir une relation de cause à effet claire	Les deux filières (Cacao et arbre véritable) font face à une crise d'investissement publics ou privés qui a de grands impacts sur leur développement. Le cacao, qui est une culture d'exportation, a perdu sa part sur le marché international au cours des dernières années en raison de divers problèmes (filière non structurée, baisse persistante du prix sur le marché local et extérieur, absence d'assistance technique) qui ont affecté sa qualité et sa présence sur le marché étranger.

¹⁵⁸ Source: Tendances et Perspectives de la Population d'Haiti au niveau des Départements et Communes 'MEF-IHSI-DSDS'

<p>Indiquer l'impact mesurable et les bénéficiaires visés</p>	<p>Avec la mise en place du centre pilote de transformation du fruit à pain à Dame-Marie et le centre de fermentation de cacao à Anse d'Hainault, la perception des bénéficiaires sur la potentialité du projet à créer de la richesse évolue significativement. Ces initiatives ont permis déjà aux unités de conservation et de transformation de fonctionner dans des conditions hygiéniques acceptables par rapport à la situation de départ. Et, grâce aux différentes formes d'encadrement bénéficié de ce projet, les produits issus de ces processus commencent à avoir une meilleure visibilité sur les marchés régionaux alternatifs. Cependant, ces genres de problème ne peut pas être abordé seulement sur trois ans. La dynamique enclenchée demande plus de synergies, d'engagements, de sens de responsabilité et de ressources. La réalisation des travaux de consolidation et d'extension en lien aux acquis du projet permettra de :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Créer des opportunités d'emplois pour les jeunes qui seront priorisés dans le cadre du fonctionnement du centre de fermentation du cacao et celui de transformation du fruit à pain ; 2. Booster la production du cacao et de l'arbre véritable en augmentant la valeur marchande de ces produits dans la zone ; 3. Valoriser le fruit à pain qui est considérée comme un aliment de pauvres (selon les interviewés) et dont la très large production dans un très court délai et la faible capacité de transformation après la récolte conduisent à de pertes énormes en période de pic vu que sa potentialité d'apporter des revenus significatifs dans les familles locales reste inexploitée.
<p>Potentiel de réplication et par qui ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✿ En dépit de certaines contraintes externes, le projet est sur la bonne voie de réaliser des résultats intéressants qui peuvent être mis à l'échelle ou répliqués. Pour cela, les bénéficiaires souhaitent que les activités soient poursuivies sur une période plus longue en vue de continuer à bénéficier non seulement les supports (formations et assistance technique) mais aussi que les autres actions prévues soient réalisées. Des actions concrètes peuvent être réalisées dans les communes où il y a un déficit de réalisation en appuyant sur les succès obtenus au niveau des autres communes et en considérant les caractéristiques propres et potentialités de ces zones en fonction du budget disponible. ✿ A posteriori, les cibles privilégiées ; la pertinence des préoccupations ; la crédibilité, l'expérience de l'OIT et de celles des acteurs impliqués ; l'ancrage sociodémographique – jointe à la reconnaissance de l'expertise aguerrie des partenaires d'exécution comme en particulier Kaléos et KNFP (par rapport aux domaines revendiqués) ont tous joué un rôle déterminant dans l'engouement des différentes catégories de parties prenantes pour s'impliquer dans le processus.
<p>Lien vers le haut avec les objectifs globaux de l'OIT (PPTD, résultats des programmes de pays ou cadre de programme stratégique de l'OIT)</p>	<p>Ce projet est très inspirant. Toutefois, il demande un effort de mobilisation de ressources plus importantes. Le temps alloué à la réalisation de ce projet innovant et adaptable n'est pas suffisant.</p> <p>Des objectifs plus élevés de l'OIT devront être considérés pour créer réellement des opportunités pour les jeunes, les femmes et les autres groupes économiquement vulnérables de la population en favorisant et promouvant une réflexion plus approfondie sur la durabilité des infrastructures de production (par exemple centre de transformation du fruit à pain et centre de fermentation du cacao) qui peuvent booster les filières. Aussi, il s'avère important de réfléchir sur comment inciter l'implication réelle du secteur privé des affaires et les décideurs politiques à développer une stratégie pour la continuité des actions de durabilité en s'appuyant sur l'appui continue des producteurs à travers une assistance technique adaptée et continue.</p>

Autres documents ou commentaires pertinents

ÉLÉMENT DE LEÇON APPRISE 1	POSSIBILITE DE DEVELOPPEMENT DE PASSERELLES DE SYNERGIES AVEC LES ACTEURS DE LA PROTECTION CIVILE
Brève description de la leçon apprise (lien vers une action ou une tâche spécifique)	<i>Le système de traçabilité mis en place dans le cadre du projet, avec l'appui du prestataire de service GEONOVA, peut être aussi utilisée par les comités de protection civile communales dans la gestion des situations d'urgence, en notamment l'occurrence de catastrophes naturelles.</i>
Contexte et toutes conditions préalables associées	La majorité des zones d'intervention du projet PROFIT sont enclavées et difficile d'accès. En plus, elles sont très vulnérables au passage des cataclysmes naturels tels que les cyclones et les tremblements de terre. Par exemple, en 2016 l'ouragan Mathew de catégorie 4 a provoqué des destructions massives avec de forts vents atteignant 230 km/heure. L'un des défis auxquels les autorités ont confronté est d'arriver à déterminer l'impact économique global afin de mesurer le plus vite possible le niveau d'ampleur de la catastrophe. En situation d'urgence, il est nécessaire de pouvoir estimer les dégâts le plus rapidement possible afin de mobiliser les ressources financières nécessaires pour apporter une réponse adéquate. En ce sens, la base de données produite dans le projet par GEONOVA pourrait servir non seulement à des fins agroéconomiques, mais aussi en matière de protection civile, en l'occurrence de catastrophes naturelles. Le manque d'informations SMART et géoréférencées et l'une des principales contraintes de ces dispositifs locaux de la DPC. Le développement de passerelles de synergies, entre le projet et les acteurs de la DPC au niveau local, aurait été gagnante-gagnante.
Utilisateurs ciblés / Les bénéficiaires	<ul style="list-style-type: none">• Les principaux utilisateurs de cette plateforme dans ce cas seraient les membres des comités communaux de protection civile (CCPC) mobilisés en cas de désastres naturels pour assurer une bonne gestion de la réponse• Les bénéficiaires sont les 6000 agriculteurs identifiés par GEONOVA qui peuvent être victimes des catastrophes récurrentes.
Défis / leçons négatives - Facteurs de causalité	Au cours des enquêtes, les bénéficiaires directs ont été appelés à exprimer leurs principales préoccupations, qui pourraient faire l'objet de discussions structurantes en adéquation avec des éléments de réponses adaptables à formuler. Les principales revendications peuvent être appréciées à travers les points suivants : <ul style="list-style-type: none">● Selon beaucoup de bénéficiaires, leur priorité et défi est d'avoir de meilleures opportunités économiques durables pour survenir à leurs besoins et ceux de leur famille. Les investissements locaux étant absents ou très rares en dépit des ressources exploitables disponibles (pêche, tourisme, agriculture), il est devenu difficile de réussir sans migrer. Par conséquent, tout support externe doit les aider à créer une meilleure condition de vie et réduire leur vulnérabilité économique et écologique. Les causes de leur pauvreté doivent être adressées pour leur permettre d'avoir un meilleur lendemain. Il est impossible de penser à la croissance de ces populations sans prendre en compte les freins naturels et

	sociopolitiques qui peuvent anéantir tout progrès avant d'atteindre des résultats concrets. Nous croyons que le PROFIT a la possibilité de poser les bases pour contribuer à créer des opportunités locales pour la création d'emplois verts durables qui aideront à réduire la pauvreté de beaucoup de famille et, en conséquence, diminuer la pauvreté des bénéficiaires.
Succès / Problèmes positifs - Facteurs de causalité	Les bénéficiaires et notables des différentes communes d'intervention du projet se montrent très concernés par rapport aux défis de développement du département, principalement les catastrophes naturelles qui représentent un frein et qui affectent directement leur économie. Ils souhaitent l'appui des différents secteurs pour aborder ce problème en amont et en aval afin d'assurer une meilleure mitigation des risques et gestion des événements dévastateurs. La pérennisation des acquis du projet en dépend, et cet outil développé est un premier pas qui peut être facilement valorisé.
Aspects administratifs de l'OIT (Personnel, ressources, conception, mise en œuvre)	

ÉLÉMENT DE LEÇON APPRISE 2	LA SUBSTITUTION DE LA FARINE DE BLE PAR LA FARINE DU FRUIT A PAIN DANS LA FABRICATION DU PAIN A LE POTENTIEL DE CREER DE LA VALEUR AJOUTEE ET STIMULER LA CROISSANCE ECONOMIQUE LOCALE.
Brève description de la leçon apprise (lien vers une action ou une tâche spécifique)	Les travaux de recherche réalisés par l'Université Quisqueya (UNIQ) ont démontré qu'il est possible de substituer avec succès jusqu'à 30% la farine de blé par la farine du fruit à pain dans le processus de panification traditionnelle haïtienne. Cette nouvelle très pertinente apporte de l'espoir pour des exploitants qui en possèdent. Ces derniers perdent chaque année entre 75 à 80% de leur production naturelle en cette denrée.
Contexte et toutes conditions préalables associées	De très faible quantité d'opportunités économiques sont disponibles dans les zones d'intervention du projet. Selon le résultat des enquêtes de perception conduites auprès des bénéficiaires du PROFIT, complété avec les informations collectées lors de la réalisation des focus-groups improvisés, au moins 95% des bénéficiaires sont des jeunes et des femmes en quête d'une opportunité économique pour aider leur famille à faire face à l'extrême pauvreté. Ils sont en général des gens qui évoluent dans une situation de grande précarité. Leurs parents et/ou les membres de leur famille (aînés) sont des personnes qui évoluent dans un contexte de misère abjecte et de pauvreté multidimensionnelle. On a l'impression que leur seul recours reste l'appui des projets de développement, financés par des mécanismes financiers extranationaux, et/ou implémentés par des opérateurs de la coopération bilatérale ou multilatérale. A défaut, ces derniers restent très vulnérables à l'attraction des actes de banditisme et la prostitution dans les grandes villes, ce qui est susceptible d'aggraver davantage les préoccupations en matière de l'insécurité publique, et entraver les efforts de lutte contre la violence multiforme et la délinquance juvénile. La mise en place de centres de transformation du fruit à pain en farine et la recherche de marché d'écoulement est une opportunité viable pour valoriser ce produit agricole relativement très disponible et créer des possibilités d'emploi pour réduire la pauvreté chez les jeunes, les femmes et les hommes des zones d'intervention du projet.
Utilisateurs ciblés / Les bénéficiaires	Les 1154 bénéficiaires directes du PROFIT et la population locale en généra

<p>Défis / leçons négatives - Facteurs de causalité</p>	<p>Au cours des enquêtes, entre autres, les bénéficiaires du PROFIT ont été appelés à exprimer leurs principales préoccupations, qui pourraient faire l'objet de discussions structurantes en adéquation avec des éléments de réponses adaptables à formuler. Celles-ci sont centrées autour des questions de retombées économiques des activités pour les différents groupes cibles du projet. Il est donc nécessaire de mieux circuler les informations afin qu'ils puissent avoir une idée claire des impacts des activités clés comme la transformation du fruit à pain et la fermentation du cacao sur leur propre vie. Les différentes revendications évoquées dans les échanges sont :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. La mise en place du centre pilote de transformation du fruit à pain est un pas dans la bonne direction. Cependant, il serait important de former des jeunes du milieu sur les processus de transformation afin d'avoir des ressources locales disponibles capables de fournir leur service au centre. 2. Il serait également important de mettre en place d'autres centres de transformation plus structurés, ayant une plus grande capacité de production de farine de fruit à pain afin de mieux valoriser la ressource locale. 3. L'implication de l'état haïtien à travers le Ministère de l'Agriculture des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR) et d'autres acteurs privés et/ou publics est aussi une condition qui peut aider dans la pérennisation de cette activité en soutenant dans la mobilisation de ressources. 4. Il faut viser une intégration des jeunes dans l'activité en leur permettant de créer leurs propres entreprises qui entreront dans la chaîne de commercialisation et/ou de transformation du fruit à pain et, ainsi, réduire les pertes post-récolte.
<p>Succès / Problèmes positifs - Facteurs de causalité</p>	<p>Dans les échanges avec l'équipe d'évaluation, les bénéficiaires déclarent qu'ils attendent à ce que le PROFIT aide à créer les conditions pour la création de la richesse en améliorant les opportunités au niveau des chaînes de valeur ciblées et à travers l'activité de financement solidaire. En ce sens, ils estiment qu'une extension de la période de mise en œuvre pour les aider à conforter leurs connaissances et consolider les acquis du projet est une nécessité.</p>
<p>Aspects administratifs de l'OIT (Personnel, ressources, conception, mise en œuvre)</p>	

<p>ÉLÉMENT DE LEÇON APPRISE 3</p>	<p>ADAPTATION ET RENFORCEMENT DES STRUCTURES LOCALES DE FACILITATION ET DU COMITE DE PILOTAGE</p>
<p>Brève description de la leçon apprise (lien vers une action ou une tâche spécifique)</p>	<p><i>Le dispositif central établi pour la gestion stratégique du projet (cf. : Comité institutionnel de pilotage) est structuré en tenant compte de la logique de "dialogue social tripartisme" ; cependant, au niveau terrain, bien que les rapports avec les institutions soient globalement cordiaux, l'évaluation dénote, au niveau départemental (entre les acteurs influents et parties prenantes des communes bénéficiaires), un certain manque de synergie.</i></p>
<p>Contexte et toutes conditions préalables associées</p>	<p>Les interventions de l'OIT se focalise sur la nécessité d'une coopération entre les gouvernements, les organisations d'employeurs et les organisations de travailleurs, en vue de favoriser le progrès économique et social. Le dialogue entre les gouvernements et les deux «partenaires sociaux» vise, dans les conditions normales, à établir un consensus et à faire participer de façon démocratique et inclusive ceux et celles qui ont des intérêts vitaux dans le monde du travail... Ainsi, le dispositif central établi pour la gestion stratégique du projet est structuré (cf. : Comité institutionnel</p>

	<p>de pilotage) selon cette philosophie (Tripartisme et dialogue social). A ce niveau, des séances de travail périodique, et au besoin, des rencontres ad-hoc ont eu lieu pour discuter sereinement sur : i) les avancés, ii) les goulets d'étranglements et, iii) des éléments de stratégie, pour anticiper ou pour coconstruire des éléments de réponse ponctuels par rapport à des défis situationnels. En revanche, au niveau terrain, bien que les liens entre le projet et les institutions soient globalement cordiaux, l'évaluation estime qu'au niveau départemental, il n'a pas vraiment existé une interface capable de promouvoir et de renforcer la synergie entre les acteurs. Les liens institutionnels ont été plutôt construits au cas par cas. Quoique le projet continue de délivrer dans la douleur du contexte, l'absence de ce médium pluriel de concertation, entre les communes bénéficiaires, pourrait constituer un embuche et baisser l'appropriation.</p> <p>Selon les témoignages de certains acteurs institutionnels consultés au niveau du département de la Grande-Anse, le fait d'intégrer dans le CoPIL des représentants de syndicats de travailleurs basés à Port-au-Prince et, qui ne maîtrisent pas - dans la pratique – les vraiment préoccupations de terrain constitue parfois une entrave à la progression de certaines activités dans le projet.</p>
<p>Utilisateurs ciblés / Les bénéficiaires</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les structures organisées de la société civile dans le département de la Grande-Anse capables de désigner un leurs membres, capable de représenter valablement les Syndicats de travailleurs dans le comité de pilotage en vue d'une meilleure appropriation. • La Chambre du Commerce et de l'Industrie de la Grande-Anse.
<p>Défis / leçons négatives - Facteurs de causalité</p>	<p>La situation des zones d'action du projet est exceptionnelle par rapport aux réalités de la zone métropolitaine de Port-au-Prince. Les intérêts et les motivations pour des entités d'horizons divers de travailler ensemble sur des sujets structurants et transgénérationnels demandent nécessairement une meilleure compréhension sur l'état des rapports entre les différentes catégories d'acteurs, et la meilleure formule à préconiser pour que des acteurs traditionnellement hyper-influents n'orientent pas sciemment le processus vers un scénario de statuquo.</p>
<p>Succès / Problèmes positifs - Facteurs de causalité</p>	<p>L'intégration des acteurs départementaux influents dans les échanges stratégiques peut faciliter une meilleure communication, articulation et engagement dans le projet. C'est un des leviers discriminants à l'appropriation des processus de changement.</p>
<p>Aspects administratifs de l'OIT (Personnel, ressources, conception, mise en œuvre)</p>	

Annexe IX | Personne responsable & Coordonnées géographiques des points d'achats groupés dans le PROFIT

Commune	Point d'achat	Coordonnées GPS	Responsable	Téléphone	Organisation
Anse d'Hainault	Francklin	18.492011, -74.425926	Edith Port Louis	4654 2048	CAPCPF
	Galette Medizan	18.490396,-74.412863	Sadrack Buteau	3916 0844	CAPCPF
	Soulé	18.490876,-74.403332	Elna Lamonge	4498 2436	CAPCPF
	Galette Cazale	00000	Saintanord Louis	4415 6279	CAPCPF
	Frezine	18.490826,-74.400313	Celince Beaubrun	4649 7515	CAPCAH
	Fidèle	18.490011,-74.393206	Alerte Azar	4473 4858	CAPCAH
	Zai	18.490286,-74.384031	Maurice	3429 4509	CAPCAH
	Sicard	18.485177,-74.366329	0000	0000	
	Kafou Sicard	18.487822,-74.376527	Francelène Vital	4406 3672	
	Nan Poss	18.539173,-74.3702936	Roseline Louis	3403 9758	KAKEGA
	Nan Pou	18.45946,-74.4343546	Edrès Elizaire	0000	KAKEGA
	Durocher	18.4617641,-74.4267082	Joseph Jean Erantis	0000	KAKEGA
	Lilèt	18.4616614,-74.4594816	Lindor Wilner	46 75 5637	KAKEGA
	Bas Mandou	18.4445383,-74.4616955	Telcier Philome	44 41 5227	KAKEGA
	Nan lian		Louisillant Louisemène	3741 8118	
	Haut Mandou	18.4445336,-74.4616894	Magloire Oristel	00000	KALEOS
Dame-Marie	Passe Babe	18.5585021,-74.4076767	000	0000	
	Nan Boss	18.5589032,-74.4124406	000	0000	
	Centre-ville	18.5608241,-74.4165501	000	0000	
	La source	18.5649269,-74.4170653	000	0000	
	Nan Grif	18.5145238,-74.4363199	000	0000	
	Duchamp Noir	18.5589032,-74.41244406	000	0000	

Annexe X | Principaux outils mobilisés pour la collecte de données dans l'évaluation de mi-parcours du PROFIT

OUTIL 01 | EVALUATION A MI-PARCOURS/EXTERNE DU PROJET PROFIT OIT- SAE/MCI-INCAH/DDA-S/DDA-GA-MARNDR... (DECEMBRE 2022)

Commanditaire : OIT

Liste des acteurs clés (Organisationnels, Institutionnels, Référents/Personnes Ressources, Notables, ...) consultés dans le cadre de l'évaluation à mi-parcours du PROFIT

No.	Prénom, NOM	Statut, Fonction	Institution/Organisation	Coordonnées (Courriel & Téléphone)	Date et heure de l'entretien	Signature, si envisageable
01						
02						
03						
04						
05						
06						
07						

OUTIL 02 | EVALUATION À MI-PARCOURS/EXTERNE DU PROJET PROFIT OIT – DD-S/DD-GA (MCI) / DDA-S/DDA-GA (MARNDR)

CONSULTANT NATIONAL : YVON GUERRIER (DECEMBRE 2022),

Guide d'entretien semi-structuré sous forme d'enquête compréhensive - à l'intention du point focal du MARNDR & Autres Partenaires Privilégiés (Directions départementales des ministères sectoriels comme : MARNDR (Agriculture)/MCI (Commerce) ; Université et les Coopératives impliquées (Université Quisqueya, Université Nouvelle Grand'Anse) ; ... notamment les Porteurs de Dossier auprès de ces institutions au niveau des 2 départements géographiques, zones d'intervention du PROFIT)

I.- Base conceptuelle et opérationnelle du processus de renforcement des capacités :

- 1) D'où vient ce projet ou qu'est-ce qui a été la base de sa genèse (Problématique et Action plaidoyer d'acteurs influents) ?
- 2) Présentation en filigrane du projet : la vision, les axes et les principaux objectifs poursuivis ?
- 3) A quel niveau vous avez été impliqué dans sa formulation et le processus de mise en œuvre ?
- 4) Quelle a été la place de votre institution dans le processus décisionnel (conception, formulation du projet) ?
- 5) Quelles ont été les principales attentes au départ (rêve avant-projet) ?
- 6) En quoi les ministères et autres acteurs transsectoriels de la zone d'intervention privilégiée (Cf. : Elus locaux, **BAC : Bureau Agricole Communal**, la Direction Départementale des ministères sectoriels (MARNDR/MDE, MCI, MAST), des Centres de recherche et/ou de formation technique et universitaires des départements géographiques concernés, les groupes organisés de la Société civile ont été impliqués dans le processus (conception, mise en œuvre, exploitation, ...) ?
- 7) Sensibilités développées par le projet en matière de Sauvegardes environnementales et sociales, Genre, Changement climatique et Conception universelle ?

II.- Profil des bénéficiaires & Processus de sélection :

- 1) Critères discriminants de choix des bénéficiaires ?
- 2) Méthodologie : Enjeux et défis (actuels et émergents) associés au processus ?
- 3) Des cas de conflits ont-ils été enregistrés ? Les méthodes, moyens de résolution et leurs efficacités ? les impacts sur la cohésion sociale et/ou sur le processus ?
- 4) Selon vous, qu'est-ce qu'on devrait éventuellement revoir ou adapter pour garantir une meilleure articulation et/ou adaptation du processus ?
- 5) Leçons apprises apprises du processus de sélection ?

III. Relations et mouvements interpersonnels/interinstitutionnels

- 1) Schéma du processus décisionnel et mécanisme opérationnel dans la mise en place (Couloirs de communication)?
- 2) Comment ont été évolués les rapports entre les parties prenantes du projet ?

- 3) Existe-t-il un comité de pilotage ? Ses fonctions et sa pertinence ? Son niveau de fonctionnalité ? Son efficacité ? Archives ?
- 4) Niveau d'implication et d'engagement effectif des différents groupes d'acteurs par rapport aux responsabilités qui ont été fixées dans les documents de référence du projet ?
- 5) L'institution que vous représentez a-t-il pu respecter tous ses engagements dans la mise en œuvre du projet ?
- 6) Principales difficultés rencontrées sur la route & Stratégies d'adaptation développées face aux défis et enjeux émergeant en cours du processus ?

IV.- Perception de satisfecit

- 1) A date, à quel –s niveau –x votre institution est-elle satisfaite des réalisations et/ou résultats du projet, par rapport à ses attentes (rêves) de départ ?
- 2) A mi-parcours, existe-t-il des insatisfactions ? Par rapport à qui ou quoi ? Qu'est-ce que votre institution compte faire pour porter des éléments de réponse par rapport aux manquements et revendications estimées légitimes constatés ?
- 3) A date, qu'est-ce que l'équipe projet n'a pas pu réaliser par rapport au calendrier prévisionnel ? Les trois (3) principales raisons qui justifieraient ou non ces manquements ? Les incidences ou retombées associées à ces déficits de réalisation par rapport aux résultats escomptés dans les documents de référence du projet ?
- 4) Selon-vous, les résultats déjà obtenus ont-ils le potentiel d'être répliqués ?
- 5) Selon vous, quels sont les aspects de la mise en œuvre qui doivent être améliorés au cours de la période restante ? Comment peuvent-ils être améliorés ?
- 6) Avez-vous des informations sur le système de traçabilité mis en place par le PROFIT ? Selon vous quels sont ses points forts et qu'est ce qui doit être améliorés pour un meilleur résultat ? Quel appui votre institution peut apporter pour la durabilité de ce système ?

Autres sensibilités spécifiques à l'agenda de l'Evaluation à mi-parcours du PROFIT :

- Enjeux et défis à prendre en compte dans le processus d'évaluation à mi-parcours ?
- Autres remarques, commentaires ou questions à partager ?

Merci beaucoup,

OUTIL 03 | EVALUATION A MI-PARCOURS DU PROJET PROFIT

**OIT – DD-S/DD-GA (MCI) / DDA-S/DDA-GA (MARNDR)
CONSULTANT NATIONAL : YVON GUERRIER (DECEMBRE 2022)**

Guide d'entretien semi-structuré sous forme d'enquête compréhensive à l'intention des porteurs de dossier (Firmes & Prestataires de service d'expertise individuels engagés au niveau national et international) en appui à l'équipe de projet PROFIT

QUID

- 8) Sur quelle composante étiez-vous intervenu dans le cadre de l'implémentation du **Projet PROFIT** ?
- 9) Responsabilité assignée dans le document de référence du **Projet PROFIT** ?
- 10) Implication des acteurs institutionnels/organisationnels, des leaders naturels et des bénéficiaires dans votre mandat (TDR de la mission assignée) ?
- 11) Niveau d'implication et d'engagement effectif des différents groupes d'acteurs par rapport aux responsabilités qui ont été fixées dans les documents de référence du **Projet PROFIT** ?
- 12) Par rapport à la ligne de base existante, qu'est ce qui pourrait limiter l'évaluateur dans l'approfondissement de ses réflexions sur une base SMART¹⁵⁹ (Cf. : Etudes diagnostics ex-ante de base très éventuellement, EIES/PGES/SME, etc.) ; en regard à la composante sur laquelle vous étiez intervenu en particulier ?
- 13) Stratégie de sensibilisation et de communication développée dans la mise en œuvre ?
- 14) En quoi sont constituées les réalisations phares dans le **PROFIT** à date (Cf. : à grande lisibilité et visibilité) ?
- 15) Niveau d'adéquation qu'on peut établir entre les ambitions (cadre conceptuel et opérationnel) et les ressources disponibles dans le budget prévisionnel du projet ?
- 16) Votre niveau de satisfaction sur le processus d'implémentation ? Raisons expliquant ce niveau ?
- 17) Comment ont évolué les relations interpersonnelles dans le **Projet PROFIT** ? Les conflits de rôles et de responsabilités ? Leurs impacts sur les différents types de rapports développés durant la mise en œuvre ?
- 18) A date, qu'est-ce que l'équipe projet n'a pas pu réaliser par rapport au calendrier prévisionnel ? Les trois (3) principales raisons qui justifieraient ou non ces manquements ? Les incidences ou retombées associées à ces déficits de réalisation par rapport aux résultats escomptés dans les documents de référence du projet ?
- 19) Litiges éventuels ? Approche de résolution ?
- 20) Effets et impacts de l'inflation sur les réalisations jusqu'à date (durant les phases d'exécution et d'exploitation) ?

¹⁵⁹ SMART : Spécifique, Mesurable, Atteignable, Temporel

- 21) Qu'est-ce qu'on n'a pas pu réaliser en égard au cadre prévisionnel ? Qu'est-ce qui justifient les manquements ? Le bailleur et la contrepartie nationale ont-ils été avertis ? Leurs réactions ? L'efficacité des stratégies de réponses développées ?
- 22) Quelles seraient les performances additionnelles à signaler (valeurs ajoutées inattendues) ?
- 23) Selon vous, quels sont les aspects de la mise en œuvre qui doivent être améliorés au cours de la période restante ? Comment peuvent-ils être améliorés ?
- 24) Avez-vous contribué à la mise en place du système de traçabilité du PROFIT ? Selon vous quels sont ses points forts et qu'est ce qui doit être améliorés pour un meilleur résultat ? Avez-vous remarqué un nombre considérable de réfractaires et opposants à la mise en place de ce système ? Selon-vous quelles en sont les causes ?
- 25) Quel appui votre institution peut apporter à la durabilité du système de traçabilité ?
- 26) **En quoi 1) la dimension genre, 2) la conception universelle, 3) les préoccupations socio-environnementales (Cf. : Sauvegardes environnementales et sociales), 4) le respect du droit des enfants mineurs (Cf. : Conditions d'embauchage et de travail), ..., 5) la conception universelle, 6) l'impact potentiel des changements climatiques ... ont-ils été considérées dans l'implémentation de vos actions/interventions à travers le PROFIT ?**

Autres sensibilités spécifiques à discuter avec le commanditaire par rapport à l'Evaluation :

- Précautions à prendre ?
- Aspects spécifiques à creuser ?
- Embuche au processus d'extension et de consolidation ?
- Enjeux et défis à prendre en compte dans le processus de formulation des projets de consolidation, de réplique et/ou d'extension en perspective, sur la base de vos expériences ?

OUTIL 04 | EVALUATION À MI-PARCOURS DU PROJET PROFIT
OIT – DD-S/DD-GA (MCI) / DDA-S/DDA-GA (MARNDR)
CONSULTANT NATIONAL : YVON GUERRIER (DECEMBRE 2022)

Guide d'entretien semi-structuré sous forme d'enquête compréhensive à l'intention des intervenants sur le champ thématique : « Renforcement des capacités, Stratégies de communication & Gender Mainstreaming »

I.- Base conceptuelle et opérationnelle du processus de renforcement des capacités dans le projet PROFIT :

- 27) Présentation en filigrane la théorie de changement effective du **Projet PROFIT** en regard aux dimensions « *Développement/Renforcement des capacités des bénéficiaires* » ?

- 28) Poids du volet de renforcement des capacités dans le **Projet** ?

- 29) Démarche utilisée pour définir le plan de développement et/ou de renforcement des capacités (Cf. : Développement des outils de fonctionnalité et d'opérationnalité des logements sociaux) ?

- 30) Sur quoi le projet s'est basé pour identifier les thèmes, les unités d'enseignement, les modules à intégrer/développer ?

II.- Profil, Processus de sélection des bénéficiaires (apprenants –es : jeunes techniciens), motivations et intérêts manifestés au départ :

- 6) Critères discriminants pour le choix de la filière de formation ? Des modules et des apprenants -es ?

- 7) Quelle est la place : 1) de la CCI (Chambre du Commerce et de l'Industrie Sud et Grand'Anse en particulier), 2) de la DD-MARNDR (avec implication de l'INCAH et des BAC), 3) du PAM, 4) du CRS 5) de la SOFIHDES 6) de l'AVSF 7) des organisations de producteurs et des coopératives sectorielles, 8) des universités et des centres de recherche, ... de la presqu'île du sud dans ce processus décisionnel ?

- 8) Quels ont été les critères formulés spécifiquement pour inciter l'implication et la participation des jeunes filles ou des femmes dans ce processus ? Le pourcentage de jeunes filles ou de jeunes femmes retenu ?

- 9) Présentation en filigrane du profil des apprenants -es ? Leurs origines socio-économiques, voire une catégorisation de type socio-économique ?

- 10) Le temps imparti à la formation a-t-il été rationnellement bien géré ? Quelles ont été les impondérables ?

- 11) Qu'est-ce qu'on n'a pas eu le temps de voir par rapport au programme de formation prévisionnel ? Raisons qui justifieraient ces manquements ? Les incidences ou retombées associées à ces manquements ?

III.- Niveaux de satisfécits exprimés à ce stade de mise en œuvre :

1. Taux de déperdition ou de désistement en cours de formation selon le sexe (si applicable) ? Les principales raisons ?

2. Les apprenants –es sont-ils/elles satisfaits –es après cette formation sur le tas ?

- 12) Quelles sont les premières retombées de ces formations ? les premiers témoignages ? Prometteurs ? Encourageants ou ... ?

- 13) Quelles sont les : 1) Leçons apprises apprises ? 2) Bonnes pratiques ? « *Success Stories* » ?

- 14) Selon vous, quels sont les aspects de la mise en œuvre qui doivent être améliorés au cours de la période restante ? Comment peuvent-ils être améliorés ?

- 15) Quels sont les besoins en formation identifiés pour une meilleure prise en charge du système de traçabilité du projet PROFIT ?

IV.- Andragogie & cadre d'évaluation des capacités acquises :

- 1) Quelle est l'approche andragogique préconisée et/ou utilisée ?

- 2) Le profil des animateurs –trices (moniteurs, monitrices, professeurs –es) ? Les curricula de la formation ?

- 3) Des séances de simulations, des jeux de rôle, ... ont-ils été prévus/exécutés, quand c'est nécessaire ?

- 4) **Prise en compte des thématiques transversales : Changement Climatique, Sauvegardes et Conception/Aménagement universels dans le processus ?**

- 5) Quelles sont les avantages et les limites de cette approche de formation ?

- 6) Les défis et enjeux émergents à ce stade dans le projet ?

- 7) Des changements ont-ils été nécessaires et portés dans le plan de développement et/ou de renforcement des capacités des bénéficiaires ? Raisons ?

8) Un cadre de suivi de la formation existe ? Qui gère ? Les moyens ? Le cadre des indicateurs de suivi (Indicateurs de performance et/ou de résultats) ? Formation continue ?

9) Quelles sont les : 1) Leçons apprises apprises ? 2) Bonnes pratiques ? « *Success Stories* » ?

V.- Stratégie de communication dans le projet et auprès des communautés ?

1) Quelle est la stratégie de sensibilisation et de communication développée dans la mise en œuvre du projet auprès des parties prenantes ?

2) Changements et aspects à intégrer pour une meilleure appropriation de la démarche ?

3) La communication interne et externe du projet facilite-t-elle l'atteinte des objectifs du projet ?

VI.- Gender Mainstreaming

1) Existe-t-il une stratégie d'intégration et de participation genre dans la démarche ? C'est quoi la base théorique et pratique de cette stratégie ?

2) « **Ratio Femme : Homme** » bénéficiaires ? Qu'est-ce qui explique la tendance dégagée ?

3) Valeurs ajoutées spécifiques adressées aux femmes, aux veuves notamment ?

Autres sensibilités spécifiques à l'agenda de l'Evaluation :

- Précautions à prendre ?
- Aspects spécifiques à creuser, selon vous, dans les échanges ? avec qui ?
- Embuche au processus d'extension et de consolidation ?
- Enjeux et défis à prendre en compte dans le processus de formulation des projets de consolidation, de répliation et/ou d'extension en perspective, sur la base de vos expériences dans le processus de mise en œuvre ?

Commentaires généraux : espace libre opinion :

Merci beaucoup,

OUTIL 06 | EVALUATION A MI-PARCOURS DU PROJET PROFIT

OIT – DD-S/DD-GA (MCI) / DDA-S/DDA-GA (MARNDR)

CONSULTANT NATIONAL : YVON GUERRIER (DECEMBRE 2022)

Enquête sur la description du Profil sociométrique et Socio-économique et enquête de perception à l'intention des jeunes bénéficiaires directs qui avaient participé au programme de formation développé dans le cadre de la mise en œuvre du Projet PROFIT

Code Enquêteur : _____

I.- Identification du bénéficiaire :

Code Enquêteur -e	Date Enquête /12 / 2022		
Prénom, NOM du bénéficiaire ou de l'Apprenant -e	Sexe	F	M	
Lieu de résidence				
Âge du bénéficiaire direct				
Téléphone -s / E-mail				

VVVVVV

Membre de quelle organisation de développement ou coopérative locale ?	
Religion	
Rapport –s privilégié –s développé –s avec le PROFIT (Vous êtes impliqué –e dans la mise en œuvre de PROFIT à quel tire ?)	

II.- Variables sociométriques clés & Niveau d'implication dans le PROFIT :

01	Statut matrimonial	
02	Nombre de membre du ménage ou de personne à charge	
03	Qui vous avait informé de l'existence du PROFIT ?	
04	Profession avant PROFIT	
05	Quelle a été votre motivation d'intégrer le PROFIT ?	

III.- Principales composantes du système d'activité socio-économique du bénéficiaire avant PROFIT (Cf. : Profil bénéficiaire) :

1.- _____	2.- _____	3.- _____
-----------	-----------	-----------

IV.- De votre système d'activité, quel a été le revenu mensuel gagné (Avant et Après PROFIT)

Revenu mensuel en Dollars Haïtien		
01	Revenu gagné avant PROFIT	Revenu gagné grâce aux acquis de PROFIT
02		
03	Explication / Commentaire de l'enquête -e sur son revenu mensuel gagné avant PROFIT	Explication / Commentaire de l'enquête -e sur son revenu mensuel gagné grâce aux acquis de PROFIT
05		

V.- Quels ont été les critères discriminants de votre choix, comme bénéficiaire direct dans le projet PROFIT ?

Réponse 1 : _____
 Réponse 2 : _____
 Réponse 3 : _____

VI.- Quelles ont été les conditions d'accès à ce projet – à titre de bénéficiaire ?

Réponse 1 : _____
 Réponse 2 : _____
 Réponse 3 : _____

VII.- Aviez-vous pu respecter les engagements convenus ?

Oui		Non	
Si non pourquoi, et quels sont les risques et menaces associés ?			

VIII.- D'après vous, pour quelles raisons la demande d'autres personnes (bénéficiaires potentiels) n'a pas été aboutie (refusée) ?

Réponse 1 : _____
 Réponse 2 : _____
 Réponse 3 : _____

IX.- Quel a été en général le profil des personnes intéressées au projet, et qui n'ont pas pu bénéficier les avantages souhaités du PROFIT ?

No.	Facteurs	Explications
01	Provenance géographique	
02	Profil socioéconomique	
03	Organisation de base	
04	Religion	
05	Groupe politique	

X.- Actions de développement et/ou de renforcement des capacités dans la mise en œuvre du PROFIT:

31) Aviez-vous été impliqué dans la phase de formulation du PROFIT ? Oui ---- Non ----, Si oui à quel niveau ?

Idée de projet : 1		Conception du plan : 2		Choix du site : 3	
--------------------	--	------------------------	--	-------------------	--

32) Aviez-vous été impliqué dans la phase d'exécution du projet ? Oui ---- Non ----, Si oui à quel niveau ?

33) Aviez-vous pu bénéficier (des modules de formation/sensibilisation et/ou séances de développement/renforcement) de capacités dans la phase exécutif du Projet PROFIT ? Non Oui Si oui, les thèmes :

- o Réponse 1 : _____
- o Réponse 2 : _____
- o Réponse 3 : _____

34) Identifiez un aspect qui n'a pas été traité dans les séances de formation, pourtant qui se révèle fondamental par rapport aux réalités de la zone ?

- o Réponse 1 : _____
- o Réponse 2 : _____
- o Réponse 3 : _____

XI.- Perception des bénéficiaires sur les niveaux de satisfécits :

35) Citez trois (3) principaux aspects du Projet PROFIT qui vous plaisent beaucoup ?

- a. Réponse 1 : _____
- b. Réponse 2 : _____
- c. Réponse 3 : _____

36) Qu'est-ce que l'équipe de PROFIT n'avait pas pris en compte durant la mise en œuvre, et qui nécessite d'intégrer la stratégie de sortie, dans la perspective d'une meilleure forme d'appropriation?

37) Qu'est-ce que les autorités et/ou d'autres structures locales concernées devraient améliorer pour faciliter la consolidation des acquis du PROFIT sur une base pérenne ?

38) Qu'est-ce que PROFIT a changé ou est en train de changer positivement dans votre vie ?

39) Comment le PROFIT impacte-t-il votre vie ?

40) Comment ont été évolués les rapports entre vous (comme bénéficiaire direct) et les décideurs/acteurs institutionnels/organisationnels qui ont été parties prenantes dans le processus d'exécution du PROFIT ? Cochez le chiffre convenable :

	Harmonieux	(1)	Bons	(2)	Assez-bons	(3)	Mitigés	(4)	Mauvais	(5)
Comité de Pilotage	Harmonieux	(1)	Bons	(2)	Assez-bons	(3)	Mitigés	(4)	Mauvais	(5)
Equipe de Projet PROFIT	Harmonieux	(1)	Bons	(2)	Assez-bons	(3)	Mitigés	(4)	Mauvais	(5)
Entité Responsable de la formation	Harmonieux	(1)	Bons	(2)	Assez-bons	(3)	Mitigés	(4)	Mauvais	(5)
Elus locaux impliqués	Harmonieux	(1)	Bons	(2)	Assez-bons	(3)	Mitigés	(4)	Mauvais	(5)
Bureaux de CASEC	Harmonieux	(1)	Bons	(2)	Assez-bons	(3)	Mitigés	(4)	Mauvais	(5)
Prestataires de services impliqués (Consultants, Cabinets d'études, ...)	Harmonieux	(1)	Bons	(2)	Assez-bons	(3)	Mitigés	(4)	Mauvais	(5)
Direction Départementale MCI	Harmonieux	(1)	Bons	(2)	Assez-bons	(3)	Mitigés	(4)	Mauvais	(5)
Direction Départementale MARNDR	Harmonieux	(1)	Bons	(2)	Assez-bons	(3)	Mitigés	(4)	Mauvais	(5)
Coopératives impliquées	Harmonieux	(1)	Bons	(2)	Assez-bons	(3)	Mitigés	(4)	Mauvais	(5)
• Commentaire général										

41) Exprimez votre penchant pour le Projet PROFIT ?

Passionément	(1)	Très apprécié	(2)	Apprécié	(3)	Mitigés	(4)	Indécis	(5)
--------------	-----	---------------	-----	----------	-----	---------	-----	---------	-----

XII.- Synthèse, Leçons apprises, Conseils et Perspectives :

a) Au cas où une institution déciderait de financer un projet de ce type dans le futur, de par vos expériences, quels seraient les 3 principaux aspects à prendre en compte, pour une meilleure appropriation de la démarche ?

- o Réponse 1 : _____
- o Réponse 2 : _____
- o Réponse 3 : _____

b) Commentaires généraux sur le projet (Exprimez-vous sans contrainte, et en toute objectivité) :

Merci beaucoup,

OUTIL 07 | EVALUATION A MI-PAROURS DU PROJET FOPODER

OIT – DD-S/DD-GA (MCI) / DDA-S/DDA-GA (MARNDR)
CONSULTANT NATIONAL : YVON GUERRIER (DECEMBRE 2022)

Guide d'entretien semi-structuré à l'intention du Point Focal Bailleur Majoritaire (Gouvernement Norvégien)

❖ **METHODE D'APPROCHE DE L'ENTRETIEN : Plutôt une dynamique holistique, une démarche itérative et compréhensive.**

I.- Implication dans la genèse & Conditionnalités du financement du PROFIT :

- 42) La Norvège a-t-elle été impliquée à quel niveau dans la genèse du Projet (Problématique et Action plaidoyer d'acteurs influents dans les arènes) ?
- 43) Quelles ont été les préoccupations de départ en rapport au processus de formulation du cadre conceptuel, et aux initiatives de mobilisation de ressources alliées (Norvège, autres acteurs de la Coopération bi/multilatérale, Gouvernement & Société civile) ?
- 44) Les conditionnalités du financement ? Remboursable ou non ?

II.- Phase de mise en œuvre & Stratégies d'adaptation et/ou de mitigation face aux défis et enjeux émergents :

- 16) Quels sont les principales difficultés rencontrées et les problèmes émergents ? Par surcroît, quels sont les éléments de réponse coconstruits ou envisageables par rapport aux enjeux majeurs et défis de taille identifiés ?
- 17) Qu'est-ce qui pourrait justifier les déviations et les retards (éventuels) enregistrés dans le processus de mise en œuvre ? Alors, quelles seraient les implications de ces situations en regard aux clauses de l'Accord de financement ?
- 18) Le **Gouvernement Norvège** a pu respecter ses engagements à temps dans le processus de mise en œuvre ? ...
Ou'en est-il de la contrepartie nationale ?

III.- Gestion des connaissances

- 7) Les leçons apprises dans le processus ?
- 8) Les conseils à prodiguer à l'OIT ? Les améliorations souhaitées ?
- 9) Les conseils à prodiguer à la **contrepartie nationale** ? Les améliorations souhaitées ?
- 10) Les recommandations de la **Norvège** au **Ministères sectoriels fortement impliqués** ?
- 11) Les prochains pas et les perspectives d'avenir par rapport à cette initiative ?
- 12) **L'OIT pourrait encore espérer un financement additionnel pour dans une perspective de renforcement, de consolidation et/ou d'extension des acquis auprès de la Norvège, à partir des premières retombées du PROFIT ?**

IV.- Perceptions de satisfécits exprimées à ce stade de mise en œuvre:

- 1) Quel serait, à date, votre niveau de satisfaction à l'égard du « **dispositif de pilotage** » du Projet (Cf. : **sur une échelle de 1 (Très faible) à 5 (Excellent)**) ?
- 2) Quel serait, à date, votre niveau de satisfaction sur l'aspect « **Management** » du **Projet** (Cf. : **sur une échelle de 1 (Très faible) à 5 (Excellent)**) ?
- 3) Quel serait, à date, votre niveau de satisfaction par rapport à la qualité des interventions et/ou des réalisations dans la mise en œuvre du **Projet** (Cf. : **sur une échelle de 1 (Très faible) à 5 (Excellent)**) ?
- 4) Quel serait, à date, votre niveau de satisfaction sur la performance globale de l'initiative **PROFIT** (Cf. : **sur une échelle de 1 (Très faible) à 5 (Excellent)**) ?
- 5) La gestion de **COVID-19 et/ou du choléra (récemment apparu)** par la Coopération Norvégienne n'aura-t-elle pas, éventuellement, des incidences défavorables sur les perspectives programmatiques en lien à l'initiative **PROFIT** - ou d'autres actions similaires dans le pays ?

V.- Autres sensibilités spécifiques à l'agenda de l'Evaluation & Conseils/Directives de la Norvège :

- Enjeux et défis à prendre en compte dans le processus d'évaluation à mi-parcours ?
- Autres remarques, commentaires ou questions à partager ?
- Selon vous, qu'est-ce qu'on devrait éventuellement revoir ou adapter pour garantir une meilleure articulation et/ou adaptation du processus ?

Merci beaucoup,

OUTIL 08 | EVALUATION À MI-PAROURS DU PROJET PROFIT

OIT – DD-S/DD-GA (MCI) / DDA-S/DDA-GA (MARNDR)
CONSULTANT NATIONAL : YVON GUERRIER (DECEMBRE 2022)

Fiche d'Enquête de perception à l'intention de certaines personnalités importantes des zones d'intervention du Projet PROFIT / Des témoins et des bénéficiaires indirects (Exploitants agricoles, Leaders religieux, Leaders naturels, Autres Services publics déconcentrés, Droits Humains, Parlementaires, Autres Opérateurs de développement

YYYYYY

et/ou de l'humanitaire, Collectivités Locales, Organisations de la société civile les plus représentatives intervenant dans les sphères de développement durable, Notables, etc.)

- Séance No. 1 Lieu, _____ - HAÏTI / Date _____
Décembre 2022 / Durée : 10 à 15 minutes chronos

***** Code Enquêteur : _____

I.- Connaissance de l'existence du projet de mise en place du Projet PROFIT :

45) Par quelle voie aviez-vous été informé de ce projet ?

Réponse : _____

46) Quelle a été votre perception sur un tel projet, au départ ?

Réponse : _____

II.- Importance du PROFIT :

1- Est-ce que selon vous la mise en place de cette unité est-elle importante ? Echelle d'importance (Cochez le chiffre correspondant) :

Pas utile	(1)	A peine Utile	(2)	Utile	(3)	Très Utile	(4)	Extrêmement Utile	(5)
-----------	-----	---------------	-----	-------	-----	------------	-----	-------------------	-----

47) D'après vous, quels sont les premiers effets et/ou impacts de la mise en œuvre du PROFIT dans la zone/région ?

Réponse : _____

48) Identifiez trois (3) raisons fondamentales qui montrent l'importance de l'implémentation du PROFIT dans la Presqu'île du sud d'Haïti ?

No.	Raisons
1	
2	
3	

49) Citez, selon vous, deux (2) aspects qui doivent être améliorés dans le fonctionnement du Projet PROFIT ?

- Réponse 1 : _____
- Réponse 2 : _____

6. Quel est votre avis sur le système de traçabilité mis en place par le Projet PROFIT ? Quels sont ses avantages et inconvénients potentiels ? Comment peut-on les remédier ?

Réponse : _____

7. Remarque personnelle de l'interviewé- e :

Merci beaucoup,

OUTIL 09 | EVALUATION À MI-PARCOURS DU PROJET PROFIT
OIT – DD-S/DD-GA (MCI) / DDA-S/DDA-GA (MARNDR)
CONSULTANT NATIONAL : YVON GUERRIER (DECEMBRE 2022)

Guide d'entretien semi-structuré sous forme d'enquête compréhensive à l'intention du STAFF-LINE de l'OIT
(Notamment le Point Focal par rapport à PROFIT/Responsable de Programme/Coordination de Projet)

I.- Base conceptuelle et opérationnelle du processus de renforcement des capacités :

- 50) D'où vient ce projet ou qu'est-ce qui a été la base de sa genèse : Problématique à la base de la formulation du projet et les Action plaidoyer de l'OIT ?
- 51) A quel niveau l'OIT a été impliqué dans la formulation et le processus de mise en œuvre du **Projet PROFIT** ?
- 52) Quelle a été la place de l'OIT dans le processus décisionnel (conception, formulation du projet) ?
- 53) Quelles ont été les principales attentes au départ (rêve avant-projet) de l'OIT ?
- 54) L'OIT et les représentants du gouvernement haïtien étaient-ils sur la même longueur d'onde ?
- 55) En quoi la chambre de commerce et de l'industrie (CCI) des départements géographiques du Sud et de la Grand'Anse, les élus locaux, les **BAC (Bureau Agricole Communal) des communes afférentes**, la Direction

ZZZZZZ

Départementale des ministères sectoriels (**MARNDR**¹⁶⁰, **MAST**¹⁶¹, **MCI**¹⁶²), certains organismes publics déconcentrés, les groupes organisés de la Société civile évoluant dans les zones bénéficiaires ont été impliqués dans le processus (conception, mise en œuvre et exploitation)?

- 56) Sensibilités développées par le projet en matière de « Genre et Sexospécificité », Changement climatique et Conception universelle¹⁶³ ?
- 57) Quel est le dispositif de suivi-évaluation et de rapportage mis en place ? Les insuffisances et difficultés rencontrées ?
- 58) Les risques et/ou hypothèses identifiés ou formulés dans le document de projet sont-ils encore valides ? Y-a-t-il de nouveaux risques ?
- 59) Dans quelle mesure les arrangements de partenariats établis avec les parties prenantes pertinentes dans la zone sont opérationnels ?
- 60) Quelle est l'approche retenue dans la mise en place du système de traçabilité (systématique, échantillon, mixte) ? Quelles sont les informations collectées ? Comment sont-elles stockées, analysées et sécurisées ? Fréquence ?
- 61) Quelles sont les passerelles de synergies développées avec les initiatives des autres agences et institutions spécialisées du Système des Nations-Unies présentes dans les zones d'intervention du **PROFIT (PNUD, FNUAP, ONU-FEMMES, PAM, FAO, PNUE, ...)**, en regard à à l'Agenda des ODD ? Quels sont les partenariats développés avec d'autres opérateurs de l'international, en dehors de la famille des UN ?

II.- Profil des bénéficiaires & Processus de sélection :

- 19) Critères discriminants de choix des bénéficiaires ?
- 20) Quels ont été les enjeux et préoccupations (actuels et émergents) majeurs associés au processus de mise en œuvre ?
- 21) Des cas de conflits ont-ils été enregistrés ? Quels ont été les méthodes, moyens de résolution utilisés ? Ont-ils été efficaces ? Quels ont été les incidences de ces problèmes sur les relations interpersonnelles dans le projet ? Leurs impacts sur le domaine de la cohésion sociale ?
- 22) Selon vous, quelles sont les adaptations à porter à ce stade pour garantir la consolidation et la durabilité des acquis ?
- 23) Leçons apprises du processus de mise en œuvre ?

III. Relations et mouvements interpersonnels/interinstitutionnels

- 7) Pourriez-vous nous décrire le schéma du processus décisionnel et de celui du mécanisme opérationnel, incluant les couloirs de communication dans le projet ?
- 8) Existe-t-il un Comité de Pilotage (**CoPIL**) fonctionnel ? A défaut, quel a été le dispositif apparenté développé ?
- 9) Comment se sont évoluées les rapports entre **OIT**, les firmes d'exécution et de supervision, les ministères partenaires privilégiés, les bénéficiaires, et d'autres parties prenantes de l'écologie organisationnelle du projet ?
- 10) A-t-on eu des changements dans l'équipe de projet au cours de son implémentation ? Si oui, pourquoi ? Quelles sont les incidences majeures de ces changements sur le processus de mise en œuvre ?
- 11) Comment voyez-vous la performance du personnel par rapport aux attentes explicitées dans les différents TDR ?
- 12) Le personnel a-t-il été satisfait du traitement donné par l'OIT dans le Projet ? Quelles ont été les revendications des membres de l'équipe ?
- 13) Aviez-vous enregistré des plaintes sur des cas d'harcèlement sexuel, moral, physique, psychologique dans le cadre de l'exécution du projet ? Si oui, comment le problème a été géré ? Quels ont été les impacts négatifs sur le projet ? Comment le problème a été abordé ? Les parties en présence ont-elles été satisfaites et conscientes des décisions prises ? La commission d'éthique des UN a-t-elle été saisie de ce cas ? Quelles ont été les sanctions et la fin de cette histoire délicate ? La communauté a-t-elle été au courant du problème ? Quelle a été leurs impressions et réactions ?
- 14) Quel a été le niveau d'implication et d'engagement effectif des différents groupes d'acteurs par rapport aux responsabilités qui ont été fixées dans les documents de référence du projet ?
- 15) L'**OIT** a-t-elle pu respecter tous ses engagements dans la mise en œuvre du projet ? **Qu'en est-il de la contrepartie nationale (Cf. : le gouvernement) ?**
- 16) Quelles ont été les principales difficultés rencontrées sur la route et les stratégies d'adaptation développées face aux défis et enjeux émergeant en cours du processus ?
- 17) L'image de l'OIT, le système de valeurs portées par le système des Nations-Unies ont-t-elles été convenablement gardées et respectées dans le cadre de l'implémentation du PROFIT ?

IV.- Perception de satisfecit

¹⁶⁰ Ministère d'Agriculture Ressources Naturelles et développement Rural

¹⁶¹ Ministère des Affaires Sociales et du Travail

¹⁶² Ministère du Commerce et de l'Industrie

¹⁶³ <http://luniversaldesign.fr/la-conception-universelle-definitions-et-principes-10>

- 13) Le temps imparti au **PROFIT** a-t-il été jusqu'ici rationnellement bien géré ? Quelles ont été les impondérables ?
- 14) A quel –s niveau –x le staff-line de l'**OIT** se dit satisfait des réalisations et/ou des premières retombées du projet, par rapport aux attentes (rêves) de départ ?
- 15) Existe-t-il des insatisfactions ? Par rapport à qui ou quoi ? Qu'est-ce que l'**OIT** compte faire pour porter des éléments de réponse par rapport à des revendications, estimées légitimes ?
- 16) Qu'est-ce qu'on n'a pas pu réaliser par rapport au cadre prévisionnel ? Raisons qui justifieraient ces manquements ? Les incidences ou retombées associées à ces manquements ?
- 17) Selon vous, quelle est la probabilité que les bénéficiaires profiteront des changements / du soutien initial sans activités supplémentaires (besoin d'un suivi, un autre type de soutien pour compléter / consolider) ?
- 18) Selon vous, quels sont les aspects de la mise en œuvre qui doivent être améliorés au cours de la période restante ? Comment peuvent-ils être améliorés ?
- 19) Jusqu'ici, les produits sont-ils satisfaisants au regard des investissements (rapport coût-efficacité) ?

Autres sensibilités spécifiques à l'agenda de l'Evaluation :

- Enjeux et défis à prendre en compte dans le processus d'évaluation finale?
- Autres remarques, commentaires ou questions à partager ?
- Implications de COVID-19 et le cholera sur le processus ?
- Crise sociopolitique récurrente d'Haïti sur le processus ?
- Evolutions dans les dates d'échéance du Projet ?
- Perspectives de l'après PROFIT ?

Merci beaucoup,

OUTIL 11 | EVALUATION À MI-PARCOURS DU PROJET PROFIT
OIT – DD-S/DD-GA (MCI) / DDA-S/DDA-GA (MARNDR)
CONSULTANT NATIONAL : YVON GUERRIER (DECEMBRE 2022)

Guide d'entretien semi-directif sous forme d'enquête compréhensive à l'intention des intervenants sur le champ thématique : « Stratégies de communication, Visibilité & Lisibilité »

I.- Base conceptuelle et opérationnelle du processus de renforcement des capacités en matière de genre dans le projet PROFIT :

- 1) Depuis quand êtes-vous recruté.e sur le projet ?
- 2) Quelle est la responsabilité qui vous est assignée dans le projet ? ***Ou bien, prière de partager avec l'Evaluation les TDR liés à votre poste!***

II.- Mécanismes / Stratégies de communication :

- 3) Existe-il une stratégie et/ou un plan de communication pour garantir la visibilité et la lisibilité du projet ?
- 4) De façon succincte, quelle est la stratégie de sensibilisation et de communication développée dans la mise en œuvre du projet ?
- 5) Quels sont les critères discriminants pour le choix des thèmes (domaines) et angles de visibilité/lisibilité dans le Projet?
- 6) Quels sont les pôles (points, zones et angles phares) de visibilité et de lisibilité identifiés ou prévus du PROFIT ?

No.	Zones de visibilité/lisibilité identifiées dans le projet	Poids théoriques considérés sur 100%	Niveaux de visibilité atteints dans le réel par

			rapport aux espérances dans la mise en œuvre du projet sur 0 (très faiblement visible/lisible) à 10 (parfaitement visible/lisible)
01			
02			
03			
04			
05			
	Somme	100% attendus	

7) Quelles sont les entités et/ou parties prenantes impliquées dans la communication dans le projet ?

No.	Entités impliquées/acteurs	Responsabilités	Niveaux d'implication sur la promotion (visibilité) du projet sur 1 (très faible) à 10 (parfaite maîtrise)	Niveaux d'efficacité sur la promotion (visibilité) du projet sur 1 (très faible) à 10 (parfaite maîtrise)
01				
02				
03				
04				

III.- Niveaux de satisfécits exprimés à ce stade de mise en œuvre :

8) Quelles sont les premières retombées des efforts en matière de communication dans le projet ?

No.	Explications
01	
02	
03	
04	
05	
06	

9) Comment voyez-vous la dimension « **Synergie dans la communication entre les prestataires de services et/ou des partenaires d'exécution** » sur le terrain et aux échelles institutionnelles ?

--

10) Les défis et enjeux émergents en matière de communication au niveau des départements géographiques bénéficiaires et à l'échelle nationale, voire transnationale ?

No.	Défis et enjeux émergents
01	
02	
03	
04	
05	
06	

11) Un cadre de suivi de la communication existe ? Qu'en est-il des considérations sur la question « **Intégration et de participation genre** » dans le plan de communication ?

--

12) L'architecture du budget est-elle sensible à la communication (visibilité, lisibilité) ?

--

13) Quelles sont les aspects à corriger dans la continuité du projet dans la théorie et les pratiques de communication ?

No.	Explications
01	
02	
03	

14) A ce stade, êtes-vous satisfait.e de votre contribution au projet ? Vos compétences sont-elles convenablement ou adéquatement valorisées ? Expliquez :

--

15) Selon vous, si vous devez communiquer sur les réalisations phares du projet, outre les questions de type « **Communicationnel** », quels sont les aspects de la mise en œuvre que vous allez mettre en avant, pour promouvoir de manière au moins satisfaisante le projet ?

No.	Explications
01	
02	
03	
04	

16) Selon vous, dans quelle mesure les stratégies et actions de communication de ce projet sont-elles pertinentes par rapport aux besoins ?

Niveaux	Excellente	Très élevée	Elevée	Mitigée	Assez bien
Cochez le niveau apprécié par un "x" en lien à la cohérence					

17) Quels sont les besoins de renforcement des capacités identifiés pour une meilleure prise en charge de la communication dans la continuité du projet ?

No.	Besoins pratiques	Explications
01		
02		
03		

V.- Ethique ?

18) Des problèmes sur la discrimination, le harcèlement ... ont été signalés (toutes les diverses formes prises en compte) ? A quel –s niveau –x ? Quels ont été les répercussions sur le projet ? Moyens de résolutions ? La communauté des bénéficiaires a été au courant ? Quelle a été la position et/ou le positionnement du Bureau Central de l'OIT ? Quelles ont été les sanctions ? ...

--

Autres sensibilités spécifiques à l'agenda de l'Evaluation :

- Précautions à prendre ?
- Aspects spécifiques à creuser, selon vous, dans les échanges ? avec qui ?
- Embuche au processus d'extension et de consolidation ?
- Enjeux et défis à prendre en compte dans le processus de formulation des projets de consolidation, de réplification et/ou d'extension en perspective, sur la base de vos expériences dans le processus de mise en œuvre ?

Commentaires généraux : espace libre opinion :

--

Merci beaucoup,



Objet	Appel Offre
Titre du poste	Consultant ou Firme de Consultant.s.es pour la réalisation de la ligne de base du Projet de Renforcement des Opportunités agricoles par la Formation et l'Investissement Technologique (P.R.O.F.I.T)
Contexte	
<p>Le Cacao Haïtien constitue un enjeu socio-économique et environnemental majeur. Le rendement moyen au niveau national est de 7500 TM par an pour environ 20,000 familles de petits producteurs ruraux. En 2011 le cacao a occupé 28% du total des exportations agricoles haïtiennes pour une valeur totale d'environ sept (7) millions de dollars américains. Le Cacao représente plus de 60% des revenus totaux des cacaoculteurs.</p> <p>Haïti dispose d'une variété de cacao unique, appelée « Criollo » dont la pureté dépasse les 90%, capable de satisfaire un marché de plus en plus avide d'arômes fins et de profils sensoriels unique. La culture du cacao est associée aux cultures vivrières comme le manioc, la banane, les arbres fruitiers dont l'arbre véritable ainsi que des forestiers divers¹⁶⁴.</p> <p>Le fruit à pain, fruit de l'arbre véritable, est un fruit, sans gluten, aux qualités nutritionnelles remarquables (riche en fibres et Omega 3 & 6) quoiqu'encore largement méconnues et susceptibles de rencontrer à la fois les besoins de sécurité alimentaire locaux et les aspirations gustatives de nombreux gourmets.</p> <p>Le <i>Projet de Renforcement des Opportunités agricoles par la Formation et l'Investissement Technologique (P.R.O.F.I.T)</i> mis en œuvre par l'Organisation Internationale du Travail (OIT), décembre 2020 – décembre 2023, veut développer les chaînes de valeur prometteuses en termes de marché en maximisant la valeur ajoutée en Haïti et en privilégiant les marchés rémunérateurs Haïtiens et Internationaux.</p> <p>L'objectif de développement est d'améliorer les conditions de vie de petits producteurs de Cacao et d'arbre véritable dans le Sud et la Grand 'Anse.</p> <p>A travers un partenariat avec <i>GeoNova et Kaléos</i>, 1000 jeunes bénéficiaires, <u>majoritairement des femmes</u>, vont être répertoriés sur une plateforme virtuelle et être formés aux meilleures techniques de production et de post récolte et vont, en partenariat avec des entreprises socialement responsables, transformer la matière première en des produits à haute valeur ajoutée. Des parcelles de démonstration de cacao seront établies et un programme de recherche sera mis en place pour développer le marché local des fruits et de l'arbre véritable et le marché potentiel pour leurs produits. Le projet créera un fonds commun pour cofinancer des initiatives de développement de services pour les agriculteurs par le biais de petites entreprises ainsi que de nouvelles plantations de cacao et la réhabilitation de vieilles cacaoyères pour ne citer que cela.</p> <p>C'est dans ce contexte que l'OIT veut recruter un(e) consultant(e) ou une firme de consultation pour la réalisation de l'étude de base qui doit permettre à terme de mesurer un certain nombre d'indicateurs d'effets et d'impacts. Cette étude permettra non seulement de mesurer les indicateurs mais aussi de décrire le contexte d'évolution du projet.</p>	
mission	

¹⁶⁴ Jean Chesnel Jean, « La filière Cacao d'Haïti : Un exemple de succès d'échanges Sud-Sud et de partenariat Nord-Sud », Field Actions Science Reports [Online], Special Issue 9 | 2014, Online since 27 December 2013, connection on 19 April 2019. URL : <http://journals.openedition.org/factsreports/2825>

Sous la supervision générale du Chef de projet et sous la supervision directe du Coordonnateur National de projet en étroite collaboration avec Kaléos et GeoNova, le/la consultant.e ou la firme de consultant.s.es assurera la réalisation de la ligne de base du projet P.R.O.F.I.T. Cette ligne de base doit particulièrement renseigner sur la situation des 1000 bénéficiaires mais aussi d'au moins 100 autres producteurs (rices) qui ne sont pas des bénéficiaires directs du projet afin de mieux analyser et mesurer l'impact du projet.

Livrable

1. Un rapport initial présentant l'approche méthodologique et conceptuelle de la consultation, les outils de collecte de données quantitatives et qualitatives, un plan de travail détaillé doit être soumis et un calendrier de visite des zones retenues pour la ligne de base;
2. Un rapport préliminaire sera soumis pour commentaires et suggestions ;
3. Un rapport final d'étude de la ligne de base du projet P.R.O.F.I.T.

Qualifications et expériences

1. La firme doit pouvoir mobiliser une experte clé ayant, au minimum, un niveau master en économie, sociologie et autres domaines connexes et un expert en genre ;
2. La firme doit pouvoir démontrer au moins deux ans (2) d'expériences dans la réalisation de ligne de base de projet ;
3. Expériences de travail avec les Nations-Unies seraient un atout ;
4. Expériences de travail dans la zone d'intervention du projet serait un atout ;

Critères de Sélection

1. Proposition technique : 70/100
2. Proposition Financière : 30/100

Dossier de Candidature

1. CV détaillés et diplômes des experts clés qui seront mobilisés,
2. Proposition technique décrivant l'approche méthodologique pour la réalisation de la prestation ;
3. Une proposition financière dûment signée incluant le coût total de la prestation ;
4. Trois références (Courriel, téléphone et adresses)

Durée de la mission

Période de la mission : entre mi- octobre et fin novembre 2021



Objet	Termes de Reference
Titre du poste	Recrutement d'un Prestataire de Service pour la mise en place d'un centre de transformation de l'arbre véritable au niveau de l'une de ces cinq communes (5) communes du département de la Grand'Anse : Moron, Chambellan, Dame-Marie, Anse d'Hainault et Les Irois.
Contexte	
<p>Haïti est le pays de la Caraïbe et de l'Amérique Latine avec le taux de chômage le plus élevé. En 2020 le taux de chômage a été de 14,5% et les jeunes ont été les plus touchés, car le taux de chômage est trois fois plus élevé chez cette catégorie de la population. Avec l'état d'urgence sanitaire déclarée en Haïti suite à l'entrée du COVID-19 à partir de Mars 2020, la situation économique s'est aggravée pour les personnes des deux sexes, mais plus pour les femmes. En effet, 23.8% de femmes et 15.2% d'hommes en plus sont devenus sans travail rémunéré, ce qui veut dire que le pourcentage de femmes sans travail rémunéré est passé de 15.9% avant la crise à 39.1% avec la crise (cf : Analyse Rapide Genre-COVID 19 Haïti, 25 Septembre 2020)</p> <p>Dans ce contexte, la relance économique du pays ainsi que la sécurité alimentaire de la population haïtienne présentent beaucoup de défis. Le manque d'accès à des sources de revenu stable pouvant garantir à la fois une croissance économique et la sécurité alimentaire, et la question de création d'emploi sont autant de question à aborder.</p> <p>L'Organisation internationale du Travail (OIT) est l'organisation tripartite du système des Nations Unies qui rassemble les gouvernements, employeurs et travailleurs de ses États membres dans une action commune visant à promouvoir le travail décent à travers le monde. Des conventions et recommandations sectorielles ont été élaborées pour promouvoir le travail décent dans des secteurs spécifiques. Leur ratification et leur mise en œuvre jouent un rôle important pour garantir des conditions de travail décentes aux travailleurs et promouvoir le dialogue social dans les dits secteurs. Nous pouvons citer comme exemple : (i) Convention (no 188) sur le travail dans la pêche, 2007 (ii) Convention (no 184) sur la sécurité et la santé dans l'agriculture, 2001</p> <p>L'OIT soutient ses mandants, en fonction des besoins du pays, aux niveaux national, sectoriel et local, dans leurs actions visant à inclure les principes et pratiques de travail décent dans les politiques, stratégies et programmes en faveur du développement agricole et rural. Son objectif est d'améliorer les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire, en mettant l'accent sur l'extension de la protection sociale et des droits au travail, et en offrant aux salariés la possibilité de faire entendre leur voix et d'améliorer leur organisation, leurs conditions de travail, leur productivité et leurs revenus, y compris à ceux qui travaillent dans les plantations, ainsi qu'à ceux qui travaillent pour de petits propriétaires, dans de petites exploitations et au sein de coopératives¹⁶⁵.</p> <p>A travers la Politique Nationale de Protection et de Promotion Sociale (PNPPS) Le gouvernement Haïtien, reconnaît aussi le potentiel de l'agriculture comme moyen pour faire reculer durablement la pauvreté, réduire les inégalités, et promouvoir, contre les discriminations et les exclusions, l'autonomisation des Haïtiennes et des Haïtiens¹⁶⁶.</p> <p>C'est dans ce contexte que l'OIT est en train de mettre en œuvre Le Projet de Renforcement des Opportunités agricoles par la Formation et l'Investissement Technologique (P.R.O.F.I.T) financé par</p>	

¹⁶⁵ <https://www.ilo.org/global/industries-and-sectors/agriculture-plantations-other-rural-sectors/lang--fr/index.htm>

¹⁶⁶ MARNDR, Avril 2020, Politique nationale de protection et de promotion sociales

le Royaume du Norvège. Ce projet veut développer les chaînes de valeurs prometteuses- entre autres les chaînes de valeur du Cacao et de l'arbre véritable- en termes de marché en maximisant la valeur ajoutée en Haïti et en privilégiant les marchés rémunérateurs Haïtiens et Internationaux.

L'objectif de développement est d'améliorer les conditions de vie de petits producteurs de Cacao et d'arbre véritable dans le Sud et la Grand 'Anse.

Pour contribuer à l'atteinte de ces objectifs, l'OIT veut recruter une personne consultante ou une firme de consultants.es ou encore une entreprise agricole afin d'assurer l'amélioration ou la mise en place d'un centre de transformation de l'arbre véritable dans l'une des communes d'intervention du projet dans le département de la Grande Anse à savoir : Moron, Chambellan, Dame-Marie, Anse-d'Hainault et Irois pour renforcer la capacité des membres à gérer les coopératives agricoles dans les zones d'interventions du projet.

Mission

Sous la supervision générale du Coordonnateur Technique Principal et sous la supervision directe du Coordonnateur National de projet et en étroite collaboration avec l'experte en genre, de l'officière de projet, la personne consultante, le groupe de consultants.es, la firme de consultants.es ou l'entreprise agricole retenu devra :

- Réaliser un diagnostic participatif des entreprises agricoles qui évoluent dans la transformation de l'arbre véritable à travers une matrice SWOT dans une perspective d'identifier le partenaire le plus pertinent avec lequel OIT va mettre en place le Centre de Transformation de l'Arbre Véritable dans le département de la Grand'Anse
- Renforcer les capacités de transformation et de stockage, à travers des formations techniques, la mise en place d'infrastructures de transformation et la fourniture d'intrants et d'équipements ;
- Appuyer l'entreprise agricole retenue (pour la construction du centre de transformation) à l'élaboration d'un plan d'affaires en s'assurant que l'entreprise soit connectée avec les marchés potentiels.
- Réaliser la formation pour quinze (15) participants, membres des trois associations de femmes basée sur les équipements et matériels en annexe A et ceux existants déjà chez les bénéficiaires.
- Faciliter la maîtrise du contrôle et de la coordination des opérations de production visant la transformation et/ou la fabrication de farine, crémas, jus et autres. Ceci en appliquant les règles et les politiques en matière d'hygiène et de salubrité.
- Renforcer les capacités des associations dans l'application de normes strictes de contrôle de la qualité des aliments et leur transformation. Aborder les principes de la détérioration et de la conservation du fruit à pain.
- Proposer de solutions adaptées à chaque association pour la gestion des déchets générés.
- Renforcer les connaissances des participants dans la manipulation et l'utilisation et la gestion du matériel et des équipements de stockage, de transformation et de conditionnement du fruit à pain.
- Renforcer la capacité des associations dans la gestion des entreprises de transformation agricole, du processus de transformation, d'hygiène et sanitaire, de traitement de l'eau, des normes de contrôle et de qualité, ainsi que l'emballage, l'étiquetage et de la commercialisation des produits.

Livrables

4. Un document initial présentant l'approche méthodologique et conceptuelle de la consultation et les outils qui vont être utilisés ;
5. Un rapport de mission présentant les résultats de l'analyse SWOP des entreprises agricoles réalisés dans les zones d'intervention du projet et qui justifie la sélection de l'entreprise pour la mise en place du centre de transformation ;
6. Un plan de renforcement des capacités de transformations et de stockage à travers des formations techniques, la mise en place d'infrastructure de transformation, et la fourniture d'outils et d'équipements ;

<ul style="list-style-type: none"> 7. La soumission des modules de formation, rédigé en créole, de manière simple, succincte et complète et à soumettre aux participants comme aide-mémoire de la formation ; 8. La réalisation de la formation et soumission du rapport de formation ; 9. Réaliser des visites de suivi de formation relatives à l'application des normes et principes de transformation et de conditionnement enseignés, ainsi qu'un appui dans la commercialisation (2 visites par association). Soumission de rapport de visites et recommandations ; 10. Un plan d'affaire mettant en contact l'entreprise retenue et les marchés potentiels du fruit à pain transformé ; 11. La soumission du rapport final de la consultation.
<p>Qualifications et expériences</p> <ul style="list-style-type: none"> 5. La personne consultante, le groupe de consultants.es ,firme de consultant ou entreprise agricole doit pouvoir mobiliser un.e expert.e clé ayant, au minimum, un niveau maîtrise en Economie Rurale, Sociologie, agro-entreprise ou autre domaine connexe ; 6. La personne consultante, le groupe de consultants.es ou la firme doit pouvoir démontrer au moins deux ans (2) d'expériences dans la réalisation d'activités similaires ; 7. Expériences antérieures de travail avec les Nations-Unies seraient un atout ;
<p>Critères d'acceptation de l'offre</p> <ul style="list-style-type: none"> 3. Proposition technique : 70/100 4. Proposition Financière : 30/100
<p>Dossier de Candidature</p> <ul style="list-style-type: none"> 5. CV détaillés et diplômes des experts clés qui seront mobilisés, 6. Proposition technique décrivant l'approche méthodologique pour la réalisation de la prestation ; 7. Une proposition financière dûment signée incluant le coût total de la prestation ; 8. Trois références professionnels (Courriel, téléphone et adresses) 9. Patente professionnelle
<p>Période de la mission : 128 jours.</p>

TERMS OF REFERENCE (TOR):

Mid-term independent evaluation of the Project to *Strengthen agricultural opportunities through training and technological investment* (PROFIT)

Project symbol: HTI/20/01/NOR

Project title: Project to Strengthen agricultural opportunities through training and technological investment (PROFIT)

Country: Haiti

P&B Output: Output 4.2. Strengthened capacity of enterprises and their support systems to enhance productivity and sustainability

SDG: SDG 8: Decent work and economic growth

CPO Result: HTI129

Project duration: December 2020 - December 2023

Project budget: USD 2,273,345

Evaluation period: November 2022 – February 2023

Administrative Unit: DWT/CO-San Jose

Technical backstopping Unit: SKILLS

Evaluation budget:

Evaluation manager: Cybele Burga

Evaluation background

These Terms of Reference (TOR) concerns to the midterm independent evaluation of the "*Project to Strengthen agricultural opportunities through training and technological investment (PROFIT)*". This project is funded by Minister of Foreign Affairs of Norway for an amount of US\$ 2,273,345 (3MUSD in total) and, implemented by the International Labour Organization (ILO) Country Project Office of Haiti over December 2020 and November 2023.

As per the ILO evaluation policy, and in line with the Approval Minute of the project, the project is subject to a midterm and final evaluation, one of which must be independent. To better take advantage of the evaluation lessons learned, it has been agreed with the project team to carry out the mid-term evaluation in an independent nature.

This independent evaluation will be of a summative nature as it is aimed at assessing the expected and unexpected results of the intervention, how and why (and why not) these results were achieved. It will also assess process aspects since these are the ones that explains the achievement or not of the results and assessing, the extent to which the learning generated was transformed into good practices. The evaluation of processes and results will provide stakeholders with information to evaluate and review work plans, strategies, objectives, strategic alliances, and resources as required for the execution of activities and achievement of results in the remaining implementation period.

The evaluation is scheduled between November 2022 and February 2023. The evaluation will be fully funded with project funds.

The midterm independent evaluation will be conducted by a qualified independent consultant or firm and will be supervised by the Regional Evaluation Officer, who will act as the Evaluation Manager. The Evaluation Manager will prepare the Terms of Reference (ToR) and subsequently finalize them in a consultative process.

The evaluation will comply with the [United Nations Evaluation Guidelines \(UNEG\) Norms and Standards](#), [ILO policy guidelines \(4th edition\)](#) and the [UNEG ethical safeguards](#).

Project background

In 2016, the ILO and the Government of Norway signed a cooperation agreement, as a result of this agreement, ILO started the implementation of a technical training project in Haiti: *Addressing Education and Skills Gaps for Vulnerable Youth in Haiti: Promoting rural socio-economic development in South and Grande Anse Departments* (FOPRODER project). The FOPRODER Project aimed to address the gaps, in education and skills for vulnerable youth in Haiti, in the promotion of rural socio-economic development in the South and Grand'Anse departments. This project assisted rural households in the South of Haiti to overcome barriers to entry into the labour market by improving the entrepreneurial skills and employability of the rural workforce, particularly women and youth, through improved vocational training (formal and informal) related to the agriculture and fisheries sectors. The project was implemented from October 2016 to September 2020.

During this intervention, an initiative was launched in the mango sector, to support and structure an association of mango producers "Mangue Francisque" and articulate it on the national market and, (via an experienced exporter) on the international market (through a Norwegian importer).

In addition, 4 full-fledged value chain studies were commissioned (cocoa, bread fruit, cashew nut, and castor oil). As a result of those studies, it became clear that cocoa -and its unique Haitian and pure variety named "criollo"- and the breadfruit ("arbre veritable") -a gluten free food ingredient ideal for children and sportsmen- offered the best promising opportunities in terms of market potential, both national and international, large availability in the considered geographic areas and complementarities in terms of harvesting and adaptation to sun exposure, the cocoa tree needing some shade to be more productive.

Building on the experience of the FOPRODER project, the Norwegian donor expressed its interest in funding a three-year project to support the development of value chains in the same regions of South and Grand'Anse resulting in the development of the PROFIT project, the subject of this evaluation. This project proposes to develop particularly remunerative value chains such as cocoa, and the breadfruit ("arbre veritable"), crops of which many

small farmers could benefit throughout the year through value addition along the productive chain. This proposal is notably based on the experience accumulated during the FOPRODER project on different agricultural sectors, and with different field structures.

Project description

The "Project to strengthen agricultural opportunities through training and technological investment in Haiti (PROFIT)" is being implemented within the framework of the agreement signed between the Norwegian Ministry of Foreign Affairs (MFA) and the International Labour Organization (ILO). The MFA committed to finance an amount not exceeding NOK 29,921,369 in three instalments. So far, the project has received two contributions equivalent to USD 2,273,345, the final pay-out is scheduled for November 2022 (NOK 9,940,264). The expected implementation period is December 2020 to November 2023.

The overall objective of the project is to contribute to the improvement of living conditions of small farmers in promising agricultural value chains in the South and Grand'Anse Departments.

Project outputs:

1. Capacity of producers to produce more and better quality (refined) products corresponding to growing market demand is improved (tailored technical and managerial training, producers better structured), with a particular attention to gender specificities and needs
2. Technological capacity of agriculture and applied research along the Value Chains for the selected products are improved (traceability, fermentation, post-harvest equipment)
3. Revenues and financial capacity of beneficiary farmers are improved, green, and decent jobs are created in support of the two agricultural value chains
4. Support for the establishment of a credit/saving scheme

Results achieved

The following is a detail of the progress reported by the project team on the different project outputs:

Output 1: 3,700 cocoa and breadfruit producers are already registered in the digital traceability platform. Nearly 4,000 plots are already geo-located. (Progress is estimated at 30%)

Output 2: The Quisqueya University has been contracted to conduct research to identify the best possible breadfruit processing option, based on the potential for local and international market development. Kaleos is currently working on improving production techniques, post-harvest techniques and rehabilitating 100 cocoa fields for 100 women. (Progress is estimated at 40%).

Output 3: A specialized microenterprise management company has been contracted to guide the construction of a popular financing system capable of participating significantly in the development of the respective value chains and in improving the socioeconomic situation of the 1,000 direct beneficiaries. (Progress is estimated at 30%).

Linkage with programmatic frameworks

The Integrated Strategic Framework (ISF) serves as the reference for the collective efforts of the UN for 2020-2021. Other ongoing interventions that lie outside of the scope of the ISF are expected to be concluded during this cycle, under the authorizing framework provided by the 2017-2021 UNDAF, together with a commitment by the entire UN system to recalibrate individual and collective efforts towards the ISF priorities. In parallel, in order to meet urgent humanitarian needs, humanitarian efforts will be articulated in the Humanitarian Response Plan (HRP).

As such, the strategic reprioritization of the UN presence in Haiti and the new modalities of collaboration that are being established under the ISF will caliber the design and content of the next UN Sustainable Development Cooperation Framework, which will start in 2023.

The 5th benchmark of the ISF states the following:

State institutions, local authorities and the private sector provide access to youth, women and vulnerable groups to decent employment opportunities, including jobs, education and training, contributing to reduce socio-economic grievances and address drivers of instability and inequality.

A long-term institutional and policy track, focused on providing options for improving the business environment and encouraging public and private actors to work together for the 2030 Agenda; solutions for financing the SDGs, supporting reforms to the employment code and to the agricultural sector for renewed rural livelihood schemes (access to credit, land regulation, market opportunities and smallholders' associations); policy options and capacity for vocational training programs and functional literacy; and integrated policy advice for the formulation of investment mobilisation strategies.

Management arrangements

The project team consists of a Chief Technical Advisor (CTA) and an administrative assistant based at the ILO Office for Haiti. It also has the technical support of the 1 Agronomist Specialist & 1 Gender Specialist based in Country Office and an Enterprise Specialist at ILO DWT for Central America, Panama, Haiti and Dominican Republic and SKILLS and Value Chain Development Unit of ENTERPRISE departments based at headquarters.

Purpose, scope, and clients of the evaluation

The purpose of this mid-term evaluation is to provide an independent assessment of the progress to date of the PROFIT project, through an analysis of its relevance, effectiveness, efficiency, effects, and impact and sustainability orientation. The evaluation will serve to define the strategic lines for a potential second phase of PROFIT project that addresses all requirements of the value chain, in collaboration with the WFP.

As per the TORs, the three specific objectives of this evaluation are the following:

- 1) Give an assessment of the level of achievement of the three objectives as set out in the Project Document; assess performance as per the foreseen targets and indicators of achievement at output level and indicative achievements of outcomes; strategies and implementation modalities chosen; partnership arrangements constraints and opportunities.
- 2) Determine to what extent the strategic approach of the Project reflects the ILO comparative advantage.
- 3) Provide recommendations on how to improve performance and strategies, institutional arrangements and partnership arrangements, in view of a potential second phase.

The mid-term evaluation is expected to feed into adaptive management of the project. Thus, the MTE will have both summative and formative components: It will analyse what has been achieved in the period under review, resulting from the ILO programming under this project in each of the countries. In addition, the formative evaluation approach will imply that the evaluation will extract lessons learned from the programming that has been undertaken and formulate recommendations that can be used to inform further strategic decision making for the region in terms of relevant ILO RBC programming.

The MTE will attempt to contribute to organizational learning by identifying lessons learned; emerging good practices; and recommendations.

Therefore, the focus of the MTE will be an analysis of ongoing project activities and an assessment of all outputs produced since the beginning of the project, as well as the level of achievement of the three immediate project outcomes (S1, S2, S3). Regional and Country Programme Outcomes (CPOs) and information that will be selected from the documentation to be provided to the team, complemented by, and triangulated with, other sources, will be used to assess whether the ILO's programmes are effectively serving as instruments to achieve the RBC objectives within the Decent Work Agenda (DWA) in the region, and to extract lessons that would lead to the following outcomes:

The evaluation will be summative in nature as it seeks to identify the expected and unexpected results achieved (in terms of resources invested), why and how they were achieved, processes followed and factors that explained delays or problems in implementation.

Overall objective: To assess the relevance, validity of the design, coherence, efficiency, effectiveness, impact and sustainability of the intervention; assess the integration of tripartism, social dialogue, gender equality and non-discrimination, climate change transition and environmental sustainability in the design of tools, methodology and analysis; and, to test underlying assumptions about contributions to broader development impacts and organizational learning.

Specific objectives:

Assess the relevance and strategic fit of the project design regarding country needs and how the project is perceived and valued by the target groups and the relevance of the gender gap diagnostics.

To assess the extent to which it has achieved its stated objectives and expected results, while identifying the supporting factors and constraints that have motivated them. Identify unexpected and collateral positive and negative outcomes.

Assess the contributions of the project to the SDGs, the country ISF and the ILO objectives and CPOs and its synergy with other projects and programs in the country.

Assess whether there are factors that have affected project implementation and how they have been addressed.

Analyse the efficiency of the implementation of the intervention.

Assess the extent to which project results will be sustainable.

Synthesize information to identify lessons learned, good practices and recommendations with broader applicability.

Evaluation users

The primary users of the evaluation are those individuals who might use the evaluation to make project improvements. Those persons or institutions that can make use of the evaluation and that, at the same time, are normally key informants during the data collection phase of the evaluation, as they have been part of or are related to the implementation of the project. In the case of the evaluated project, the main users will be as follows:

Internal users

ILO Regional Office for Latin America and the Caribbean: includes Regional Directorate and Regional Programme Unit.

ILO DWT and Country Office for Central America, Haiti, Panama and Dominican Republic

EVAL

PARDEV

HQ Departments: SKILLS, ENTERPRISE, DEVINVEST

External user

Ministry of Foreign Affairs of Norway

Chamber of Agriculture and Professions of Haiti's (Chagha)

National Coffee Institute of Haiti (INCAH)

Ministry of Agriculture

Ministry of Social Affairs and Labour (MAST)

SAE, Business Support Service, of the Ministry of Commerce

Quisqueya University

The evaluation findings and recommendations will be useful to support informed orientations and decisions regarding the second phase of the project.

Evaluation questions and approach

The basic conceptual framework within which this evaluation will be conducted is the [ILO Policy Guidelines for results-based evaluation, 2020](#). The evaluation will also be conducted in accordance with the ILO's standard

policies and procedures. The ILO adheres to the UNS norms and standards for evaluation. The evaluation shall adopt an approach that recognizes the role of gender in economic and social development. It will include an evaluation matrix with evaluation questions, qualitative and quantitative indicators and data collection techniques designed to be gender-sensitive and maximize participation. Gender analysis should be reflected throughout the findings, conclusions, and recommendations.

The proposed evaluation criteria are selected from the 2019 OECD/DAC criteria.

Relevance: refers to the extent to which the objectives and design of the intervention respond to the identified needs of the target population (beneficiaries); the degree to which the project's objectives and design are aligned with national and local priorities and needs, constituent priorities and needs, and donor priorities in the country. The extent to which the intervention takes into account the expectations, interests and respect for cultural and social differences and the gender perspective.

Coherence (validity of the project design): refers to the extent to which the design, logic, strategy and elements of the project are or remain valid to address problems and needs.

Project effectiveness: the extent to which the intervention has achieved or is expected to achieve its objectives and outcomes, including differentiated outcomes between groups and the effect of the pandemic and post-pandemic recovery.

Management efficiency: the extent to which outputs and/or outcomes were achieved with the available resources. The extent to which administrative protocols/procedures, coordination mechanisms, among other management aspects, have had a positive or negative impact on the achievement of intervention results.

Sustainability of project outcomes: the degree to which the net benefits of the intervention continue or are likely to continue, also considering the effects of the pandemic and post-pandemic.

Impact orientation: the extent to which the intervention has generated, or is expected to generate, significant effects - positive or negative, intended or unintended - at the highest level and how it is expected to affect the post-pandemic recovery. The extent to which adequate capacity of the social partners has been developed to ensure that mechanisms are in place to sustain activities and whether existing results are likely to be sustained beyond the end of the project.

The evaluation team shall examine the following key issues:

Relevance. *The extent to which the intervention objectives and design respond to beneficiaries, global, country, and partner/institution needs, policies, and priorities, and continue to do so if circumstances change.*

1. Is the Project meeting the needs of Government objectives, National Development Plans and beneficiaries, in the context of pandemic recovery, political/institutional/security, climate disasters, and economic crisis? In what extent complementary actions were needed to reposition the project?
2. What is the level of alignment of the Project with the UNSCF; the SDGs and other development cooperation frameworks? To what extent the Project continue to be fit for purpose to meet the objectives of CPO (HTI129), and to contribute to the ILO's Programme and Budget for 2022 - 23?
3. Is the Project relevant to the gender-differentiated needs of women linked to the agricultural sector?
4. To what extent were stakeholders, social partners and constituents involved in the design of the Project initiatives?

Coherence. *The compatibility of the intervention with other interventions in a country, sector or institution.*

5. To what extent is the project design appropriate, logical, coherent, based on a systemic analysis; realistic in its deadlines to achieve expected outputs, outcome, and impact? Does it address the specific needs (and changing needs) of men and women? Does it supports vulnerable groups through its strategies/products/activities?
6. To what extent does the project integrate the ILO cross-cutting policy drivers in its design and is consistent with and do promote the relevant international norms and standards to which the ILO adheres? In what extent does it address gender issues/problems and respond with orientation to

gender transformations? Does the project have a gender-responsive budgeting as a tool to allocate resources for gender equality and women's empowerment?

7. To what extent did the project respond to emerging needs during recovery context of the COVID-19 pandemic, political/institutional/economic crisis as well as recommendations of the BL study? Were recommendations introduced to the LF? Did stakeholders/constituents participate in this process?
8. To what extent did the ILO clearly define expected improvements to measure the impact of capacity development-CD results (technical and operational capabilities in the production, processing and commercialization of cocoa and breadfruit)? Was CD planned with gender-specific indicators, gender disaggregated data, and gender analysis?
9. Has the M&E system been adequate to measure the changes foreseen by the Project?

Effectiveness: *The extent to which the intervention achieved, or is expected to achieve, its objectives, and its results, including any differential results across group.*

10. What level of achievement of results has been reached at the time of the mid-term evaluation? Have unexpected positive or negative results been generated so far? What are the reasons/factors behind that progress or lack of progress? In what extent participation of stakeholders, social partners, and constituents in the implementation of activities fostered integrated efforts and contributed to accomplishment of results?
11. In what extent did the project team manage the contextual and institutional risks and assumptions, including political/climate changes, unsafety conditions and the impact of COVID-19 (external factors to the project)? Does the BL, measurements and recommendations are contributing to an adaptive management?
12. Regarding the CD component & productivity: To what extent have capacities been created, strengthened, and installed to ensure certain degree of autonomy of beneficiaries and partner institutions in the formulation and implementation of endogenous medium and long-term development strategies and policies?
13. To what extent did the final and direct beneficiaries display improved capacities (increased knowledge, skills, and practices)?;

Efficiency & effectiveness of management arrangements. *The extent to which the intervention delivers, or is likely to deliver, results in an economic and timely way. The aim is to assess the extent to which administrative protocols/procedures, coordination mechanisms, among other management aspects, have had a positive or negative impact on the achievement of project results.*

14. Are resources (human resources, time, expertise, funds etc.) allocated and used strategically to provide the necessary support and to achieve the project outputs and outcomes?
15. To what extent was the support (technical and political) provided so far by the ILO (regional, country level and HQ) to the Project effective?
16. To what extent has the ILO intervention applied innovative approaches for an effective and timely ILO action to mitigate the immediate effects of the pandemic on the world of work and to support in an adequately manner during recovering phase?
17. Has the monitoring and reporting mechanism been effective for decision-making of a strategic nature?
18. To what extent have the project resources been leveraged with other related interventions to enhance the projects' effectiveness and maximize impact, if any?

Impact orientation. *The extent to which the intervention has generated or is expected to generate significant positive or negative, intended or unintended, higher-level effects.*

19. Is there evidence of positive changes in the life of beneficiaries (Grand Anse farmers), in practices that increases productivity in supply coffee chain, particularly in the case of women?
20. To what extent did project interventions develop women leaderships that empowered them into their organizations?
21. To what extent did the project have any impact on fostering greater collaborations among parties involved at local and departmental level?

Sustainability. *The extent to which the net benefits of the intervention continue, or are likely to continue.*

22. Are the steps towards sustainability being taken? Are these aligned with the project's sustainability

strategy? Has the project identified useful sustainability indicators for mid-term results (such as motivation, resources, capacity or sustained links); long-term outcomes (such as productivity, sustained service delivery, access, or demand); or by impacts (such as sustained behaviors-national appropriation, practices or use of services)? If so, which ones?

23. Are the national/local partners willing and committed to continue with the project?

Evaluation methodology

The mid-term independent evaluation will comply with evaluation norms and standards and follow ethical safeguards, all as specified in ILO's evaluation procedures. The ILO adheres to the United Nations Development Group (UNDG) Evaluation Norms and Standards as well as to the OECD/DAC Evaluation Quality Standards. The evaluation will comply with the UNEG ethical Guidelines (2020). The final methodology and evaluation questions will be determined by the consultant in coordination with the Evaluation Manager.

The evaluation will apply a mix methods approach, engaging with key stakeholders of the project at all levels during the design, data collection, validation, and reporting stages. To collect the data for analysis, the evaluation will make use of the techniques listed below (but not limit to). The data from these sources will be triangulated to increase the validity and rigor of the evaluation findings.

The evaluation will apply the appropriate methodology to assess the success of the Project in developing capacities of beneficiaries to increase productivity and incomes, taking into account the severe crisis context in the country.

The key elements that need to be considered are:

The evaluation methodology should include examining the interventions' Theory of Change, its coherence with external factors, and their alignment with the ILO's strategic objectives, SDGs and related targets, national and ILO country level outcomes.

Stakeholders' participation in the evaluation to avoid biases, such as gender biases, power bias or class bias, with inclusion of the most vulnerable.

Adequate sample (in case of larger groups) addressing the inclusion of women and men of the diverse stakeholders' groups.

The evaluation should apply both quantitative and qualitative methodology to gather and to analyze data and to offer different perspectives to the evaluation. The data and information should be collected, presented and analyzed with appropriate gender disaggregation. Data disaggregation by the Human Rights applied criteria and GE approach.

Triangulation: data from different sources are compared to confirm the inputs.

Validation of the findings (virtual workshop) with different groups to increase the accuracy and reliability of the findings.

During the inception phase, the relevance of including 2 life stories, that provides in-depth learning, will be assessed. A more detailed methodology for the assignment will be elaborated by the evaluator (or evaluation team) on the basis of this TOR, in consultation with the ILO Evaluation Manager and key stakeholders in the Inception report.

Evaluation stages

Stage I: Desk review. The evaluator will conduct systematic analysis of existing documents and obtain existing qualitative and quantitative evidence prior to primary data collection. The desk review also facilitates assessment of the situation and available data to plan the evaluation and develop the inception report. The results of the desk review will further inform the methodological approach of the evaluation and will ensure the use of specific evaluation techniques to evaluate and report on the evaluation findings. In this phase, the consultant will review at least the following:

- Project documents (PRODOCS), revisions, project budget,
- Progress Reports-TPR
- Budget expenditures

Existing documents and sources related to the project (brochure; events, meeting and activity concept notes; links to events available on websites; social media reports; finalized outputs).

Final evaluation report of FOPRODER Project

Stage II: Key project informant interviews. A hybrid approach will be held, combining remote and face-to-face interviews with a pre-agreed list of key actors who have in-depth exposure and understanding of the programme and its context and project beneficiaries. Interview guide(s) will be developed during the inception phase to stimulate a discussion on concerned evaluation questions.

Internal list: ILO project staff in the region and ILO officials in Geneva concerned.

Interviews with representatives from the following groups:

- ILO Constituents: Government staff, employers' organizations, trade unions
- Strategic partners: individual experts who have worked with the project
- Donor representatives of the MFA of Norway
- Beneficiaries: small farmers

Stage III: Presentation of preliminary evaluation findings. At the end of data collection stage, it is expected that the evaluator (or evaluation team) present preliminary findings to the project key stakeholders in a virtual workshop to discuss and refine the findings and fill information gaps.

Main deliverables

The evaluation will result in a concise evaluation report detailing the overall and specific performance of the project as evaluated in terms of relevance and strategic fit of the intervention; validity of the intervention design; progress and effectiveness of the intervention; efficiency of resource use; effectiveness of management arrangements; impact orientation and sustainability of the intervention; as defined in the ILO Guidelines for the preparation of independent evaluations of ILO programs and projects ([ILO Policy Guidelines for Results-Based Evaluation](#)).

The evaluation team is expected to deliver the following products:

- ▶ **Product 1: Inception report.** The Inception Report, no longer than 20 pages (excluding Annexes), shall be submitted for review and approval to the evaluation manager. This report shall include a detailed description of the methodology to be applied in the evaluation, sources and procedures to be used for data collection, key activities, interview questionnaires, list of key stakeholders, research questions, performance indicators and the evaluation schedule. This report will be used as the starting point of the agreement and understanding between the evaluation team and the contractor (see [Checklist 4.6: Writing the inception report](#)).
- ▶ **Products 2 y 3 (Draft report - product 2 and final evaluation report - product 3).** The evaluation report shall be submitted to the Evaluation Manager. The report shall follow ILO specific submission formats and shall not exceed 60 pages in length, excluding annexes. Annexes to the report shall include: the questions and indicators used for the research, the final instruments used in the fieldwork, the results of the survey, a list of the persons interviewed and a list of the documents reviewed.

Final report should include:

- (1) Cover with the key data of the project
- (2) Table of contents and lists (annexes and tables or graphs)
- (3) List of acronyms or abbreviations
- (4) Executive summary (no more than 5 pages)
 - 4.1. Background and context
 - 4.1.1 Brief overview of the project's objective, logic, and structure
 - 4.1.2 Current status of the project
 - 4.1.3. Purpose, scope, and clients of the evaluation
 - 4.1.4. Evaluation methodology
 - 4.2. Main findings and conclusions

- 4.3. Recommendations, lessons learned and good practices
- (5) Main content of the report
 - 5.1. Description of the project
 - 5.2. Purpose, scope and clients of the evaluation
 - 5.3. Evaluation methodology and limitations
 - 5.4. Clearly identified findings for each criterion
 - 5.5. Conclusions
 - 5.6. Recommendations
- (6) Annexes
 - 6.1. TOR
 - 6.2. Evaluation matrix
 - 6.3. Data Table on Project Progress in achieving its targets by indicators with comments
 - 6.4. Evaluation schedule
 - 6.5. Documents reviewed
 - 6.6. List of people interviewed
 - 6.7. Lessons learned (according to [EVAL's template](#))
 - 6.8. Good practices (according to [EVAL's template](#))
 - 6.9. Any other relevant documents

The report shall be in line with EVAL's format (see [Checklist 4.1: Preparing the evaluation report](#)), and should include a title page (see [Checklist 4.2: Filing in the evaluation title page](#)). The report will be rated on the basis of the EVAL quality standards (see [Checklist 4.7: Rating the quality of evaluation reports](#)).

Executive summary for wide dissemination. The executive summary should follow the EVAL template, summarize the most important results of the evaluation by evaluation criteria, lessons learned, good practices and recommendations and should not exceed 7 pages in length (see [Checklist 4.3: Writing the evaluation report summary](#)).

- ▶ **Product 4: PowerPoint presentation** with main results summarizing the most substantive aspects of the final independent evaluation report, background, methodology used, main findings, conclusions, lessons learned, good practices and recommendations.
- ▶ **Product 5: 1 Infographics.** A 4-page quick note unedited. This note will include a brief description of the main findings (highlighting quantitative information), lessons learned, good practices, main recommendations, and the voices of key constituents and stakeholders (anonymous textual quotations, indicating only the type of constituent being referred to, subject to the consent of the interviewees).
- ▶ **Product 6: 2 life stories.** The life stories should be representative of the results of the evaluation, it can be stories of success or self-improvement, but it should provide lessons learned.

Management arrangements and tentative work plan

An evaluation team, consisting of one international and one national consultant, shall conduct the independent mid-term evaluation of the PROFIT Project that is the subject of these TORs. Gender balance in the composition of the team and thematic expertise in technical training, value chains or agriculture is desirable.

The team leader will report to the evaluation manager, Cybele Burga (burga@ilo.org) and should discuss any technical and methodological matters. The evaluation will be carried out with full logistical support of the project staff, with the administrative support of the ILO Office in San Jose and project team in ILO project Office in Haiti.

Evaluation team responsibilities

Evaluation team leader responsibilities

- a) Briefing meeting with evaluation manager (discussion on evaluation scope) and project team
- b) Desk review
- c) Preliminary interviews with project coordinator and key stakeholders
- d) Preparation of the Inception Report, including the evaluation instrument (methodology, evaluation matrix and instruments).

- e) Conduct stakeholder interviews (skype, telephone or similar means).
- f) Draft evaluation report
- g) Internal meeting for presentation of preliminary results
- h) Finalize evaluation report
- i) Make Virtual Workshop presentation of the evaluation results

National consultant responsibilities

- a) Conduct stakeholder analysis, interviews with stakeholders (skype, telephone or similar means).
- b) Provide information for the evaluation report: context, relevant institutional and political aspects, statistics, among others.

Evaluation team profile

Team leader must meet the following requirements:

Advanced university degree with a minimum of 8 years of relevant experience in international/national project/program evaluations.

Practical experience in the design and/or implementation of development programs/projects in the areas of technical training for work, generation/development of capacities, especially in vulnerable populations and, in cross-cutting aspects (gender, discrimination, etc).

Strong verifiable knowledge of the local (Haitian) context. The experience in Haiti is considered an advantage.

Experience in using the Theory of Change approach in evaluations.

Relevant experience with results-based management.

Extensive experience in the application of qualitative and quantitative evaluation methodologies.

It is desirable to know the functions and mandate of the ILO and its tripartite structure, as well as the UN evaluation standards and programming.

Proficiency in spoken and written English and French.

Ability to include gender dimensions in evaluation design, data collection, analysis and report writing, and ability to be inclusive of the disability dimension.

Excellent analytical skills with the ability to analyze and interpret data from a variety of sources.

Flexibility and responsiveness to changes and demands.

Be customer-oriented and open to feedback.

National consultant must meet the following requirements:

University Degree with minimum 6 years of experience strong and substantial professional experience in project evaluations and/or experience in TVET, employment policy, rural and livelihood development;

Extensive experience in applying, qualitative and quantitative research methodologies including participatory approaches;

Knowledge of ILO's roles and mandate and its tripartite structure as well as UN evaluation norms and its programming is desirable;

Ability to bring gender dimensions into the evaluation including design, data collection, analysis and report writing;

Excellent analytical skills with the ability to analyze and interpret data from a range of sources;

Excellent command of oral and written French; and

Be flexible and responsive to changes and demand.

Tentative work plan

The evaluation exercise foresees a level of effort of 45 effective working days, divided between the lead consultant and the national consultant, which will be carried out between November and March 2023. The tentative schedule is as follows:

Phase	Tentative dates	Main tasks	Responsible
Phase 1: Preparatory activities for the evaluation	End of November 2022	At least two Skype meetings with the evaluator to adjust methodology, documents and inception report	Evaluation team and evaluation manager – EM
Phase 2: Evaluation process	2nd week of December 2022	Refinement of the method, research tools and inception report	Evaluation team and EM
	January 2023	Definition of research questions, search strategy and protocol through dialogue with EM	Evaluation team
	2 nd week of February	Virtual interviews with key stakeholders	Evaluation team
	Mid-February 2023	Data analysis and systematization	Evaluation team
	Mid-February 2023	Draft report	Evaluation team
	Deadline: End of February 2023	Comments to the report by EM, EVAL and ILO officials	ILO
Phase 3: Dissemination of final evaluation results	Mid-March 2023	Final report delivery date	Evaluation team
	4 th week of March 2023	Workshop to present final results	Evaluation team

Evaluation resources and payment structure

The total evaluation costs, corresponding to the consultant's fees and fieldwork costs, will be incurred upon receipt of the deliverables to the satisfaction of the ILO and made effective according to the following structure

Payment 1: 20% (USD XXX) against delivery and approval of the inception report (Product 1).

Payment 2: 30% (USD XXX) against delivery and approval of the draft report (Product 2).

Payment 3: 50% (USD XXX) against delivery and approval of the final version of the evaluation report (Product 3), a power point presentation (Product 4), a 4-page Quick Fact Note (Product 5) and a life story (Product 6).

Ethical Considerations and Confidentiality

The evaluation team will maintain the utmost confidentiality regarding sensitive information and comments arising during individual and collective interviews. They should be given sufficient space to ask any questions they may have and should receive answers to their satisfaction before the interview begins.

This evaluation complies with the UN Norms and Standards for Evaluation and will ensure that ethical safeguards concerning the independence of the evaluation are taken into consideration. Please refer to the UNEG ethical guidelines: <http://www.unevaluation.org/ethicalguidelines>.

Annexes

Annex I. Complete list of actors / responsibility / level of influence¹⁶⁷

¹⁶⁷ Will be made available to the selected team.

Annex II. ILO Evaluation Policy: guidance notes, checklists, and templates (compulsory consultation)

ILO Policy Guidelines for evaluation: Principles, rationale, planning and managing for evaluations, 4th ed.:
http://www.ilo.ch/wcmsp5/groups/public/---ed_mas/---eval/documents/publication/wcms_571339.pdf

Guidance notes

- ▶ [Guidance Note 3.1](#) Integrating gender equality in monitoring and evaluation of projects
- ▶ [Guidance Note 3.2](#) Adapting evaluation methods to the ILO's normative and tripartite mandate
- ▶ [Guidance Note 4.3](#) Data collection methods
- ▶ [Guidance Note 4.5](#) Stakeholder engagement
- ▶ [Guidance Note 5.5](#) Dissemination of lessons learned and good practices

Checklists:

- ▶ [Checklist 4.8](#) Writing the inception report
- ▶ [Checklist 4.2](#) Preparing the evaluation report
- ▶ [Checklist 4.9](#) Rating the quality of evaluation reports

Templates:

- ▶ [Lessons learned](#)
- ▶ [Good practices](#)
- ▶ [Evaluation summary](#)
- ▶ [Evaluation title page](#)
- ▶ [Code of conduct form](#)